Chambre des Députés
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-05

Nouvelles lois p. 06-08

Séances publiques nos 111, 112 et 113 p. 08-75

Questions au Gouvernement p. 75-99

2023-2028

n°45

Sommaire

Actualité parlementaire .... p. 03-05

Nouvelles lois .... p. 06-08

Séances publiques .... p. 08-75

111e séance du mardi 2 décembre 2025 p. 08-27

112e séance du mercredi 3 décembre 2025 p. 27-42

113e séance du mercredi 3 décembre 2025 p. 43-75

Questions au Gouvernement .... p. 75-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Droits d'auteur :
Sauf mention contraire,
les illustrations appartiennent
à la Chambre des Députés.

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
26/01/2026

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel www.ecolabel.eu

FSC www.fsc.org

Quelle autonomie stratégique pour l'Union européenne ?

M. Christophe Hansen (au milieu) a été reçu à la Chambre des Députés dans le cadre de la présentation du programme de travail de la Commission européenne pour 2026.

Le 12 janvier 2026, le Commissaire européen luxembourgeois à l'Agriculture et à l'Alimentation, M. Christophe Hansen, a présenté les grandes orientations du programme de travail de la Commission européenne pour l'année 2026 à l'ensemble des députés. L'objectif central est de renforcer l'autonomie stratégique de l'Union européenne, notamment en matière de sécurité, d'économie et d'industrie.

En revisitant les événements marquants de ces dernières années, M. Hansen a rappelé combien la pandémie de Covid-19, le conflit en Ukraine et les tensions autour de la sécurité alimentaire ont démontré l'urgence, pour l'Union européenne, de devenir plus autonome. Ces événements ont, selon lui, mis en évidence la nécessité, pour les Européens, de rester aux commandes. Le Commissaire a affirmé que « l'Union européenne doit trouver son propre chemin ».

L'accord avec le Mercosur, soutenu par le Commissaire, ne fait pas l'unanimité auprès des députés luxembourgeois

À l'approche de la signature de l'accord de libre-échange avec le Mercosur, le Commissaire européen a présenté l'accord comme une opportunité pour le secteur agricole. Il a également insisté sur la nécessité de conclure de tels accords de libre-échange, particulièrement dans le contexte géopolitique actuel. Selon lui, ces accords représentent des opportunités pour le multilatéralisme et permettent d'établir des relations réglementées tout en exportant les valeurs européennes.

De nombreux députés de l'opposition ont cependant exprimé leurs craintes, estimant que ce traité nuirait tant aux agriculteurs européens que sud-américains. Plusieurs députés ont remis en question la nécessité de cet accord dans le contexte actuel, tandis que d'autres ont critiqué le manque de clarté concernant les risques et les impacts réels du partenariat.

Quels sont les moyens de renforcer le marché intérieur, particulièrement en matière de sécurité alimentaire ? En réponse à cette question, M. Hansen a souligné l'importance de l'amélioration de l'étiquetage des produits.

Venezuela et Groenland : la position de la Commission européenne

Plusieurs députés ont interrogé le Commissaire sur la position de la Commission européenne face aux événements récents au Venezuela. M. Hansen a qualifié la situation de « précédent particulièrement dangereux » qu'il s'agit de surveiller de près.

Par ailleurs, une question a été posée sur l'attitude à adopter face aux déclarations du Président américain concernant le Groenland. Certains élus ont reproché à l'Union européenne son manque d'audace politique. M. Hansen a répondu que tous les canaux diplomatiques devaient être utilisés et que la situation devait être prise « très au sérieux ».

Après le constat unanime de ce contexte géopolitique tendu, un député de l'opposition a demandé comment la Commission entend mener sa politique d'indépendance dans un monde de plus en plus instable. Le Commissaire a affirmé que l'Union européenne devait continuer à s'appuyer sur ses valeurs fondamentales et le multilatéralisme.

Taxation du tabac, protection des mineurs en ligne, lutte contre la désinformation et migration

L'échange a également porté sur d'autres sujets : le financement des priorités européennes, notamment via la taxation du tabac, la protection des mineurs face aux réseaux sociaux, l'abandon du projet controversé « Chat control », le nouveau « Bouclier européen de la démocratie » contre la désinformation, ainsi que le pacte sur la migration et l'asile.

Cinq chantiers prioritaires pour 2026

En amont de l'échange de vues avec ses anciens collègues, le Commissaire et ancien député a détaillé les cinq grands chantiers qui structureront l'action de la Commission cette année :

– Dynamiser la compétitivité européenne : il s'agit d'améliorer le marché du travail en simplifiant la réglementation existante. L'objectif est de permettre à l'Union de réagir plus rapidement aux défis économiques mondiaux.

– Renforcer l'indépendance économique : la Commission européenne souhaite sécuriser les chaînes d'approvisionnement. M. Hansen a souligné l'importance de diversifier les partenaires économiques de l'UE et de conclure de nouveaux accords commerciaux, citant notamment l'accord de libre-échange avec les pays d'Amérique du Sud (Mercosur).

– Créer une Union de l'énergie : cet objectif passe par l'accélération du déploiement des énergies renouvelables, la réduction progressive des subventions aux énergies fossiles et des investissements accrus dans les infrastructures énergétiques (réseaux et interconnexions). Au printemps, la Commission européenne présentera un paquet législatif « Omnibus » couvrant l'ensemble du secteur énergétique.

– Renforcer la défense et la sécurité européennes : dans le cadre du programme « Readiness 2030 », l'Union européenne entend accroître sa capacité de défense et affirmer davantage son rôle dans un contexte géopolitique de plus en plus instable.

– Une vision renouvelée pour l'agriculture et la chaîne d'approvisionnement alimentaire : M. Hansen a reconnu la forte frustration exprimée par les agriculteurs européens ces derniers mois. Selon lui, celle-ci s'explique par plusieurs facteurs : maladies animales, hausse des coûts de production et difficultés liées au renouvellement générationnel. En réponse aux récentes manifestations, la Commission européenne a proposé de mobiliser une enveloppe de 45 milliards d'euros dans le cadre du prochain budget pluriannuel de l'UE.

Le Président de la Chambre des Députés a reçu...

... S. E. M. Mamoru Nomura, Ambassadeur du Japon

... S. E. Mme Stacey Feinberg, Ambassadrice des États-Unis d'Amérique

La présidence chypriote lance ses travaux parlementaires axés sur l'autonomie européenne

M. Gusty Graas lors de son intervention au sujet des « défis géopolitiques européens et moyens d'action »

Vingt-deux ans après son adhésion à l'Union européenne, Chypre assume pour la seconde fois la présidence tournante du Conseil de l'UE. Les 11 et 12 janvier 2026, Nicosie a accueilli la première réunion parlementaire rassemblant les Présidents de la Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC). Les débats se sont inscrits dans un contexte où la souveraineté et l'intégrité territoriale sont constamment menacées, voire violées. Les dignitaires chypriotes n'ont pas manqué de rappeler que leur pays demeure le seul État membre de l'Union dont plus d'un tiers du territoire est sous occupation étrangère depuis 1974. Le Président de la délégation luxembourgeoise auprès de la COSAC, M. Gusty Graas, y a représenté la Chambre des Députés.

Dépasser les réflexes nationalistes pour une Europe plus forte

La séance dédiée aux défis géopolitiques européens a réuni en tant que panélistes M. Yannis Maniatis, Député européen grec, et M. Jean-François Rapin, Président de la Commission des Affaires européennes du Sénat français. M. Maniatis a insisté sur la nécessité de sécuriser l'approvisionnement en matières premières critiques et les infrastructures numériques, tout en comblant le retard européen dans les technologies clés comme l'intelligence artificielle, dans le respect du cadre législatif de l'Union. Il a souligné qu'il était vital de passer d'une approche fragmentée à une véritable coopération pour relever ensemble les défis géopolitiques actuels. M. Rapin a, quant à lui, averti que la lutte contre les changements climatiques passe désormais au second plan, tandis que la cohésion sociale est remise en cause. Appelant à « demeurer unis, tout en faisant preuve de la souplesse institutionnelle requise », il a exhorté l'Union à assumer ses valeurs face à un monde qui s'en détourne et a nommé sa vocation intégratrice et non impérialiste.

Dans son intervention, M. Graas a rappelé que la situation internationale traverse une phase de chamboulements géopolitiques importants, marqués par l'instabilité croissante et l'effacement progressif de l'ordre international fondé sur des règles. « Nous disposons pourtant de moyens d'action considérables », a-t-il souligné, citant la diversification des partenaires commerciaux, le renforcement des relations avec des partenaires partageant les mêmes valeurs comme le Japon et le Canada, le développement d'une autonomie stratégique crédible en matière de défense et l'aboutissement de l'élargissement dans les Balkans occidentaux. « Nous avons le potentiel de jouer un rôle à la hauteur de notre poids économique et politique, mais force est de constater que, trop souvent, nous ne l'exploitons pas pleinement. Nous nous laissons freiner par des réflexes nationalistes au lieu de mobiliser nos véritables forces », a-t-il conclu.

Autonomie, ouverture et cohésion – les priorités de la présidence chypriote

Lors de la séance consacrée aux priorités de la présidence chypriote, Mme Marilena Raouna, Secrétaire d'État aux Affaires européennes, a présenté un programme articulé autour de trois axes stratégiques : une Union européenne autonome et résiliente, une Union tournée vers l'extérieur et une Union socialement forte et cohésive. Soulignant la position particulière de Chypre, elle a rappelé que l'autonomie et l'indépendance européennes doivent aujourd'hui se traduire en actions concrètes.

Le programme vise à renforcer l'autonomie européenne par une approche multidimensionnelle de la sécurité, incluant le soutien à l'Ukraine, la protection des chaînes d'approvisionnement et la sécurisation des ressources critiques. Sur le plan économique, la présidence entend stimuler la compétitivité par la simplification réglementaire, la consolidation du marché intérieur et le renforcement de l'autonomie numérique. Positionnée comme un pont entre l'Europe et le Proche-Orient, Chypre souhaite promouvoir une politique commerciale durable et étendre le réseau d'accords commerciaux de l'Union, notamment avec les Émirats arabes unis et l'Inde. En matière de cohésion sociale, la lutte contre la pauvreté infantile et la protection des enfants face aux menaces numériques constituent des priorités majeures. La Secrétaire d'État chypriote a conclu en soulignant que ces ambitions nécessitent un cadre financier pluriannuel d'envergure robuste.

Assermentation d'un nouveau fonctionnaire

M. Marc Schiltz (2e à gauche), responsable de la cellule scientifique de la Chambre des Députés, a été assermenté le 19 janvier 2026 par le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Laurent Scheeck (1er à gauche), en présence des Secrétaires généraux adjoints, M. Benoît Reiter (2e à droite) et Mme Isabelle Barra (au milieu), et de la responsable du service des ressources humaines, Mme Manon Hoffmann (1re à droite).

Recherche scientifique au Parlement

Le droit d'agir en justice des associations : une question politique majeure pour la démocratie participative et la légitimité du juge dans une société pluraliste

– **Le droit d'agir en justice est le droit pour toute personne de voir sa cause entendue par un tribunal et d'obtenir de celui-ci une décision de justice, favorable ou non.** Le droit d'agir en justice est un droit fondamental, car c'est un prérequis à la réalisation de tous les autres droits.

– Au Luxembourg, le droit d'agir en justice est conditionné par l'existence **d'un intérêt pour agir et d'une qualité pour agir**. Ces conditions sont difficiles à réunir pour une association lorsqu'elle agit dans la défense des intérêts collectifs qu'elle s'est donné comme but de représenter et de promouvoir.

– Le droit luxembourgeois subordonne la recevabilité des actions des associations à **un intérêt direct et personnel**. Cette exigence laisse aux associations la possibilité d'agir lorsqu'elles défendent leurs propres intérêts patrimoniaux ou moraux, mais exclut la plupart des actions d'intérêt collectif intentées par celles-ci.

– **Une association peut agir dans la défense d'un intérêt collectif uniquement lorsqu'elle a qualité à agir en ce sens.**

– La qualité à agir des associations repose sur des **habilitations législatives sectorielles** (environnement, consommation, discrimination) **et un agrément ministériel**, témoignant d'une méfiance traditionnelle envers les groupements privés, considérés comme concurrents de l'État dans la défense de l'intérêt général.

– À ces conditions s'ajoutent des exigences différant selon que les actions sont exercées devant les juridictions administratives, civiles ou pénales.

– Il en résulte que le droit d'agir en justice des associations au Luxembourg est fragmenté, restrictif et, de ce fait, peu exercé en pratique.

– **Le droit international offre des outils pour soutenir et encourager les actions en justice des associations en matière environnementale.**

– **La Convention d'Aarhus** sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement et la **Cour de justice de l'Union européenne** imposent **un large accès à la justice** pour les associations environnementales.

– La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH, Verein KlimaSeniorinnen Schweiz, 2024) reconnaît **la qualité pour agir d'une association climatique**, mais limite cette ouverture aux **cas exceptionnels** de menace grave aux droits fondamentaux.

– En dehors de la matière environnementale, le droit à un procès équitable, consacré par l'article 6, paragraphe 1 de la Convention européenne des droits de l'homme, offre un soutien très limité au droit d'agir des associations.

Droit comparé

– En **France**, la jurisprudence reconnaît à une association la possibilité d'agir **au nom d'un intérêt collectif entrant dans son objet social**, même sans habilitation législative expresse.

– La **Belgique** connaît, comme le Luxembourg, le système des habilitations législatives à agir. Cependant, depuis un **arrêt de la Cour constitutionnelle constatant une violation du principe d'égalité devant la loi**, une réforme du Code judiciaire de 2018 a ouvert expressément l'**action d'intérêt collectif**.

Les enseignements à tirer pour le Luxembourg

– Le cadre juridique luxembourgeois sur le droit d'agir des associations pourrait être jugé **incompatible avec l'article 6, paragraphe 1, de la Convention européenne des droits de l'homme** garantissant le droit d'accès au juge, pour n'être ni suffisamment ouvert, ni suffisamment prévisible.

– L'absence de cohérence entre les législations sectorielles et les inégalités entre associations agréées et non agréées peuvent engendrer un **risque d'inconstitutionnalité**, notamment au regard du principe d'égalité devant la loi, protégé par l'article 15 de la Constitution.

– Pour pallier ces risques, une combinaison de mesures pourrait être envisagée :

• ériger, pour les associations lorsqu'elles agissent dans la défense d'un intérêt collectif, la qualité pour agir en condition autonome de recevabilité ;

• rationaliser les habilitations législatives pour éviter la dispersion sectorielle et garantir l'égalité de traitement entre associations ;

• supprimer la condition d'un agrément ministériel ou la soumettre à des critères d'octroi transparents ;

• reconnaître explicitement que le rôle démocratique des associations dans la défense de l'intérêt général peut se manifester par la défense d'un intérêt collectif en justice.

Résumé de la note de recherche scientifique par Séverine Menétrey, Professeure de droit judiciaire à ULB-UMons, et Victor Richard, Docteur en droit, « Le droit d'agir en justice des associations », *Cellule scientifique de la Chambre des Députés, 8 janvier 2026.*

Retrouvez le document intégral en scannant le code QR suivant :

Les Luxembourgeois dans la Grande Région

– Le nombre de Luxembourgeois installés dans la Grande Région hors du Grand-Duché gagne en importance ces dernières années.

– Plus particulièrement, les frontaliers atypiques, c'est-à-dire les personnes ayant déménagé en dehors de leur pays, tout en continuant à y travailler, sont surtout des jeunes, des célibataires ou des cols blancs. Parmi cette population active, ceux de nationalité luxembourgeoise étaient au nombre de 14.690 en 2024, représentant environ 6 % du nombre total de travailleurs frontaliers vers le Luxembourg.

– Des études mettent en avant les facteurs économiques, socioculturels et de qualité de vie incitant certains ménages à quitter le Luxembourg pour habiter de l'autre côté de la frontière. Le coût du logement au Grand-Duché est le motif déterminant le plus souvent mentionné.

– La frontière, n'étant plus vue comme une barrière, mais comme une ressource, génère de nombreuses mobilités résidentielles transfrontalières. Celles-ci induisent plusieurs conséquences de nature sociale et économique de part et d'autre de la frontière, aussi bien individuelles que collectives.

– Une observation continue de ce phénomène ainsi qu'une harmonisation, synthèse et actualisation des données des différentes entités territoriales de la Grande Région seraient souhaitables. Cela permettrait notamment de faciliter la compréhension de la migration résidentielle entre régions de différents pays ainsi que la prise de décision relative aux conséquences de celle-ci.

Résumé de la note de recherche scientifique par Dr Estelle Mennicken, « Les Luxembourgeois dans la Grande Région », *Cellule scientifique de la Chambre des Députés, 19 décembre 2025.*

Retrouvez le document intégral en scannant le code QR suivant :

Encadrement de l'exploitation de drones

7790 – Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'Aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'aviation civile ; 2° de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne

Le projet de loi n° 7790 s'inscrit dans le cadre des activités des aéronefs sans équipage à bord, communément appelés « drones ». En raison de la croissance rapide et exponentielle de ces activités ainsi que de leur impact croissant tant sur l'aviation civile que sur la vie quotidienne, les règles applicables ont récemment été harmonisées au niveau européen. Le projet de loi sous référence vise dès lors à transposer et à mettre en œuvre, au niveau national, les exigences résultant de cette réglementation européenne.

La Direction de l'aviation civile (« DAC ») a en effet constaté une augmentation d'environ 350 % des demandes d'autorisation de vol de drones au cours des quatre dernières années. Cette tendance se poursuivant, l'adoption d'un cadre législatif national cohérent s'avère nécessaire. Bien que le règlement européen soit directement applicable en droit interne, certaines matières demeurent non couvertes ou relèvent explicitement du droit national, justifiant ainsi une intervention législative.

Le projet de loi modifie deux textes existants, à savoir la loi modifiée du 19 mai 1999 et la loi modifiée du 31 janvier 1948, afin de les adapter et d'y intégrer notamment :

– l'extension des compétences de la DAC par l'établissement d'un pouvoir de contrôle de ses agents en matière d'aéronefs sans équipage à bord ;

– l'instauration d'une obligation d'assurance pour tout aéronef sans équipage à bord circulant dans l'espace aérien luxembourgeois ;

– l'introduction de la possibilité d'édicter des règlements grand-ducaux relatifs aux aéronefs sans équipage à bord ;

– l'introduction de dispositions pénales en cas de non-respect des règles applicables, qu'elles soient européennes ou nationales.

Enfin, le projet de loi abroge l'interdiction de transporter un appareil photographique ou cinématographique à bord d'un aéronef.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 15/03/2021

Rapportrice : Mme Corinne Cahen

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Présidente : Mme Corinne Cahen) :

06/06/2024	Présentation du projet de loi
01/02/2024	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
24/10/2024	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Adoption d'un amendement parlementaire
03/07/2025	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
27/11/2025	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 03/12/2025
Loi du 19 décembre 2025
Mémorial A : 2025, n° 620, page 1

Coopération avec la Suisse en matière d'instruction militaire

8484 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil fédéral suisse concernant la coopération bilatérale en matière d'instruction militaire, fait à Luxembourg, le 16 septembre 2024

Le projet de loi a pour objet l'approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil fédéral suisse concernant la coopération bilatérale en matière d'instruction militaire, fait à Luxembourg, le 16 septembre 2024 (ci-après « l'Accord »). La future loi constituera le cadre juridique de la collaboration militaire, qui existe depuis de nombreuses années entre le Luxembourg et la Suisse, en en déterminant les conditions et modalités.

Depuis 1996, la Suisse est un partenaire important de l'OTAN en tant que membre du Partenariat pour la paix. Elle dispose d'une grande expertise dans différents domaines, dont certains, comme le cyber, l'espace et les drones, présentent également un intérêt pour le Luxembourg.

L'élément clé de l'Accord est la poursuite de la coopération en matière d'instruction militaire, ceci dans les limites du principe de neutralité de la Suisse, sur base duquel ni un stationnement permanent de troupes étrangères, ni l'établissement de bases militaires étrangères, ni des opérations militaires en Suisse ne sont possibles.

La future loi n'aura pas d'impact sur le budget de l'État ; les activités dans ce domaine ne relèvent pas d'un article budgétaire spécifique, mais les enveloppes budgétaires y relatives sont prévues en tout cas dans le budget pluriannuel.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 24/01/2025

Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission de la Défense
(Président : M. Guy Arendt) :

01/10/2025	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
26/11/2025	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 03/12/2025
Loi du 19 décembre 2025
Mémorial A : 2025, n° 612, page 1

Mise en œuvre de l'accord salarial dans la Fonction publique

8528 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État, en vue de la mise en œuvre du point 5 de l'accord salarial dans la Fonction publique du 29 janvier 2025

Le projet de loi n° 8528 procède à la mise en œuvre du point 5 de l'accord salarial conclu le 29 janvier 2025 entre le Ministre de la Fonction publique et la Confédération générale de la fonction publique :

« 5. Le montant maximal éligible pour bénéficier de la subvention d'intérêt ainsi que la période d'amortissement, prévus par la loi sur le régime des traitements, seront augmentés à respectivement 400.000 € et 25 années, avec effet à partir du 1er janvier 2026. »

Actuellement, le montant maximal pour le calcul de la subvention d'intérêt est de 150.000 € et la période d'amortissement maximale est de 15 ans.

Dépôt par M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique, le 10/04/2025

Rapporteur : M. Maurice Bauer

Travaux de la Commission de la Fonction publique
(Président : M. Maurice Bauer) :

27/11/2025	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 02/12/2025
Loi du 19 décembre 2025
Mémorial A : 2025, n° 618, page 1

Réforme des aides individuelles au logement

8532 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 août 2023 relative aux aides individuelles au logement

Le projet de loi sous rubrique propose d'apporter une série de modifications de la loi modifiée du 7 août 2023 relative aux aides individuelles au logement. Ces adaptations ont pour objectif de lever certaines ambiguïtés, de simplifier et d'harmoniser les règles existantes et d'assurer une meilleure sécurité juridique.

Un premier volet du projet concerne les clarifications apportées à l'aide au financement d'une garantie locative. En pratique, le Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire et le Service des aides au logement ne reçoivent pas systématiquement de confirmation écrite du bailleur attestant la date de fin du bail. Afin de remédier à cette lacune, le projet de loi introduit une présomption selon laquelle la fin du bail est réputée intervenir à la date à laquelle le locataire quitte effectivement le logement.

Le texte propose également une clarification au niveau du calcul du revenu net de la communauté domestique. Afin de garantir l'égalité de traitement, tous les revenus nets sont désormais inclus, y compris ceux non soumis à l'impôt au Luxembourg. Dans la même logique, il est proposé d'intégrer, dans le calcul du revenu, la partie des allocations familiales dépassant les montants légaux prévus à l'article 272 du Code de la sécurité sociale.

Un autre changement concerne l'obligation, prévue actuellement, d'informer sans délai le Service des aides au logement d'un changement d'employeur ou d'une modification du contrat de travail ayant un impact sur le revenu. Dans le but d'éviter de pénaliser l'amélioration de la situation professionnelle des bénéficiaires, le texte prévoit que ces changements ne doivent être signalés qu'au moment de la prochaine révision du dossier. Il est toutefois précisé que notamment tout changement de la composition de la communauté domestique, tel qu'un divorce ou le départ d'un enfant, reste soumis à une déclaration d'information immédiate.

Le projet de loi prévoit également la possibilité, pour le Ministre, d'accorder une continuation provisoire de la subvention d'intérêt pour une durée maximale de deux ans au bénéficiaire demeurant dans le logement en cas de séparation ou de divorce.

Afin de se conformer à la directive (UE) 2024/1275 relative à la performance énergétique des bâtiments, qui interdit l'octroi d'incitations financières pour l'installation de chaudières autonomes à combustibles fossiles, le texte supprime l'obtention d'une prime d'amélioration lors de l'installation de telles chaudières. Une disposition transitoire est prévue pour les demandes introduites avant l'entrée en vigueur de la loi.

Le projet prévoit en outre plusieurs précisions relatives à la prime de création d'un logement intégré : une seule prime peut être accordée par maison unifamiliale, même en cas de création de plusieurs unités, et le logement intégré doit disposer d'un accès séparé, soit vers l'extérieur, soit via une partie commune, afin d'éviter que les occupants doivent traverser des espaces privés du logement principal.

Enfin, le texte précise le dispositif applicable en cas de subvention de loyer indûment touchée. Le bénéficiaire dispose d'un délai d'un an pour commencer à rembourser le montant réclamé, faute de quoi le versement de l'aide est interrompu.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire, le 29/04/2025
Rapporteur : M. Luc Emering

Travaux de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire
(Président : M. Gilles Baum) :

08/05/2025	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
28/11/2025	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 03/12/2025
Loi du 19 décembre 2025
Mémorial A : 2025, n° 638 page 1

Nouveaux locaux de l'ASTA

8559 – Projet de loi relative à la construction de laboratoires et de bureaux de l'Administration des services techniques de l'agriculture à Gilsdorf

Le projet de loi 8559 a pour objet d'autoriser le Gouvernement à procéder à la construction de laboratoires et de bureaux de l'Administration des services techniques de l'agriculture (ci-après « ASTA ») à Gilsdorf.

Comme l'enveloppe budgétaire à accorder pour le financement dépasse les 60 millions d'euros, l'autorisation du législateur par voie d'une loi spéciale s'impose.

Les laboratoires actuels, installés à Ettelbruck depuis 1932, ne répondent plus aux besoins croissants de contrôle, d'analyse et de conseil au secteur agricole. Le nouveau bâtiment permettra de moderniser et d'élargir l'offre analytique, de respecter les normes d'accréditation, d'intégrer un laboratoire de métrologie, d'optimiser les processus de travail et de regrouper toutes les activités, y compris celles actuellement situées à Strassen. Implanté près du Lycée technique agricole, il renforcera la collaboration avec celui-ci. Le projet comprend également une augmentation du personnel, des aménagements de stationnement et de nouvelles liaisons piétonnes et cyclables. Conçu selon des standards énergétiques élevés (classe A), le bâtiment sera équipé d'une installation photovoltaïque couvrant environ 65 % de ses besoins électriques. Le coût de construction est estimé à 40,8 millions d'euros HTVA, pour une enveloppe totale de 74,82 millions d'euros TTC.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 18/06/2025
Rapporteur : M. Fernand Etgen

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Présidente : Mme Corinne Cahen) :

09/10/2025	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
27/11/2025	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 03/12/2025
Loi du 19 décembre 2025
Mémorial A : 2025, n° 607 page 1

Mise en place de l'alphabétisation en français

8587 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

Le présent projet de loi vise à modifier la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental afin d'introduire la possibilité pour les parents de choisir, sur recommandation professionnelle, la langue d'alphabétisation de leur enfant – français ou allemand – à l'issue du premier cycle de l'enseignement fondamental, afin d'adapter l'apprentissage initial de la lecture et de l'écriture aux besoins linguistiques des élèves.

Cette réforme vise à instaurer une préparation progressive à la langue d'alphabétisation dès le cycle 1, tout en maintenant, voire renforçant, le luxembourgeois comme langue principale de communication et de socialisation, un socle langagier commun à tous les enfants et une passerelle essentielle vers l'ensemble des apprentissages.

La réforme introduit une approche pédagogique différenciée et adaptée aux profils linguistiques des élèves, afin de favoriser une transition harmonieuse vers l'apprentissage de la lecture et de l'écriture au cycle 2. Le choix parental, encadré par un dialogue structuré avec le titulaire de classe, s'inscrit dans le respect de la diversité linguistique, culturelle et familiale du Grand-Duché de Luxembourg.

Concrètement, la réforme vise à maintenir le principe de l'unité des classes, où les élèves sont mélangés indépendamment de leur langue d'alphabétisation. À certains moments, ils rejoignent leurs groupes Alpha pour y apprendre à lire et à écrire et pour développer leurs compétences langagières. Les mathématiques peuvent être enseignées aussi bien en classe qu'au sein des groupes Alpha. Dans les domaines relatifs à l'éveil aux sciences, aux sciences naturelles et humaines, au cours « vie et société », à l'expression corporelle, à la psychomotricité, aux sports et à la santé, à l'éveil à l'esthétique, à la création et à la culture, aux arts et à la musique, les trois langues officielles (luxembourgeois, allemand et français) peuvent être utilisées comme langues d'enseignement orales.

Les objectifs linguistiques visés à la fin du cycle 4 demeurent alignés sur ceux du curriculum actuel. La réforme n'en modifie pas les attentes, mais renforce les approches de différenciation et d'individualisation afin de permettre à chaque élève de progresser selon son rythme et son parcours langagier.

À noter que les communes devront désormais tenir compte de ce choix linguistique dans l'organisation scolaire et la création des classes, ce qui implique des ajustements administratifs et logistiques à l'échelle locale.

Enfin, le présent projet de loi prévoit une entrée en vigueur progressive des nouvelles dispositions entre 2026 et 2030, afin de permettre une mise en œuvre maîtrisée et cohérente de cette réforme majeure visant à renforcer le plurilinguisme et à mieux adapter le parcours scolaire aux besoins individuels des élèves.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 24/07/2025
Rapportrice : Mme Barbara Agostino

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
(Présidente : Mme Barbara Agostino) :
11/11/2025 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

25/11/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 03/12/2025
Loi du 19 décembre 2025
Mémorial A : 2025, n° 608 page 1

111e séance

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 09
M. Claude Wiseler, Président
2. **Communication du Gouvernement** p. 09
M. Eric Thill, Ministre de la Culture
3. **Ordre du jour** p. 09
M. Claude Wiseler, Président
4. **Communications** p. 09
M. Claude Wiseler, Président
5. **Changements de composition de commissions parlementaires** p. 10
M. Claude Wiseler, Président
6. **Changements de composition de délégations luxembourgeoises auprès des Assemblées parlementaires internationales** p. 10
M. Claude Wiseler, Président
7. **Heure de questions au Gouvernement** p. 10
Question n° 284 du 2 décembre 2025 de M. Laurent Mosar relative au projet de nationalisation d'ArcelorMittal en France et aux impacts potentiels pour le Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme
Question n° 285 du 2 décembre 2025 de M. Marc Goergen relative au projet de nationalisation d'ArcelorMittal en France et aux impacts potentiels pour le Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme p. 10
M. Laurent Mosar | M. Marc Goergen | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme
Question n° 286 du 2 décembre 2025 de Mme Paulette Lenert relative à la mise en place de mesures visant à raccourcir les délais auprès du tribunal administratif, adressée à Mme la Ministre de la Justice p. 11
Mme Paulette Lenert | Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice
Question n° 287 du 2 décembre 2025 de M. Gérard Schockmel relative au master en médecine, adressée à Mme la Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur p. 11
M. Gérard Schockmel | Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur
Question n° 288 du 2 décembre 2025 de M. Dan Hardy relative aux compétences linguistiques en luxembourgeois dans les crèches privées, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 12
M. Dan Hardy | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
Question n° 289 du 2 décembre 2025 de M. Michel Wolter relative à l'élaboration d'un plan national contre la propagation du frelon asiatique, adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité p. 13
M. Michel Wolter | M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité
Question n° 290 du 2 décembre 2025 de Mme Sam Tanson relative aux sanctions financières nationales dans le contexte des violations du droit international, adressée à M. le Ministre des Finances p. 13
Mme Sam Tanson | M. Gilles Roth, Ministre des Finances
Question n° 291 du 2 décembre 2025 de Mme Mandy Minella relative aux dispositifs mobiles « Tap to Pay », adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures p. 14
Mme Mandy Minella | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures
Question n° 292 du 2 décembre 2025 de M. Michel Wolter relative à la sauvegarde de deux hauts-fourneaux sur le site de Belval, adressée à M. le Ministre de la Culture p. 14
M. Michel Wolter | M. Eric Thill, Ministre de la Culture
Question n° 293 du 2 décembre 2025 de M. Marc Baum relative à la suppression annoncée de 470 emplois chez Amazon, adressée à M. le Ministre du Travail p. 15
M. Marc Baum | M. Georges Mischo, Ministre du Travail
Question n° 294 du 2 décembre 2025 de Mme Liz Braz relative à l'arrêt du remboursement aux pharmacies des médicaments et produits parapharmaceutiques délivrés aux demandeurs de protection internationale, adressée à M. le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil p. 16
Mme Liz Braz | M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil
8. **Dépôt d'une motion par M. Ben Polidori** p. 17
Exposé : M. Ben Polidori
9. **Dépôt d'une motion par M. Marc Goergen** p. 17
Exposé : M. Marc Goergen
10. **Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet des résultats de la COP30**
Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet des résultats de la COP30 p. 18
Exposés : M. Paul Galles | M. Franz Fayot (dépôt de la motion 1)
11. **Dépôt d'une proposition de loi par M. Franz Fayot** p. 20
Exposé : M. Franz Fayot
12. **Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet des résultats de la COP30**
Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet des résultats de la COP30 (suite) p. 21
Débat : M. Luc Emering | M. Michel Lemaire | Mme Joëlle Welfring | M. Marc Goergen | M. David Wagner
Prise de position du Gouvernement : M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | M. Marc Goergen (parole après ministre) | M. le Ministre Serge Wilmes
Motion 1 : M. Paul Galles | M. Michel Lemaire | Mme Joëlle Welfring | M. David Wagner | M. Franz Fayot
Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission (adopté)

13. **8528 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État, en vue de la mise en œuvre du point 5 de l'accord salarial dans la Fonction publique du 29 janvier 2025** **p. 26**
Rapport de la Commission de la Fonction publique : M. Maurice Bauer
Prise de position du Gouvernement : M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique | M. Yves Cruchten (parole après ministre) | M. le Ministre Serge Wilmes
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8528 et dispense du second vote constitutionnel

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Claude Meisch, M. Lex Delles, M. Max Hahn, M. Gilles Roth, M. Léon Gloden, Mme Stéphanie Obertin, M. Georges Mischo, M. Serge Wilmes, Mme Elisabeth Margue, M. Eric Thill, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Communication du Gouvernement

Ech hu vun der Regierung signaliséiert kritt, datt den Här Eric Thill d'Wuert wëllt huelen, fir am Numm vun der Regierung eng Kommunikatioun ze maachen. Esou wéi eist Reglement dat virgesäit, huet dann d'Regierung d'Wuert. Här Thill, et ass un Iech.

M. Eric Thill, Ministre de la Culture | Merci, Här President. Dir Dammen an Hären Deputéiert, an eiser Verfassung si fir d'éischte Kéier d'Sproochen zu Lëtzebuerg, an domadder och eis Lëtzebuerger Sprooch, fest verankert. An der Verfassung steet – ech zitéieren den Artikel 4 –: „La langue du Grand-Duché de Luxembourg est le luxembourgeois." Dat war – an ass weiderhin – e ganz wichtege Schratt, fir eis Lëtzebuerger Sprooch ze valoriséieren, dat hei um nationalen Niveau, mee natierlech och um internationalen Niveau.

A wéi Der wësst, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, si mer och amgaangen, eisen Aktiounsplang, fir d'Lëtzebuerger Sprooch ze stäerken, deen 2018 vum Claude Meisch lancéiert ginn ass, mat am ganze 40 Mesüren, ofzeschaffen.

Eng Mesür, dat ass d'Mesür 25, gesäit hei vir, d'Lëtzebuerger Sprooch bei der EU an och beim Conseil de l'Europe ze valoriséieren. D'Grondbedéngung dofir, d'Lëtzebuerger Sprooch um europäeschen Niveau kënnen ze valoriséieren, ze stäerken, ass awer, datt eeben déi véier Haapttraitéë vun der EU op Lëtzebuergesch iwwersat sinn. Dat ass eng Kéier d'Charte vun de Grondrechter vun der Europäescher Unioun, et ass den Traité iwwert d'Grënnung vum Euratom, et ass den Traité iwwert de Fonctionnement vun der EU an och den Traité iwwert d'EU am Allgemengen.

Als Kulturministère hu mer dës Iwwersetzungen elo gemaach. Dat war net einfach, dat war vill Aarbecht. An dofir ass et mer eng grouss Freed gewiescht, leschte Freideg um Rand vum Ministerrot vun de Kulturministeren en éischten Exemplaire vun dësen Iwwersetzungen op Lëtzebuergesch offiziell zu Bréissel ze deposéieren, dat och zesumme mat engem Exemplaire vun der Lëtzebuerger Iwwersetzung vun eiser Verfassung.

An dofir, Här President, ass et mer elo eng grouss Freed, eng grouss Éier, am Numm vun der Regierung Iech, der Chamber, hei den zweeten Exemplaire däerfen ze iwwerreechen.

Den drëtten Exemplaire, dee wäert an den Nationalarchiven deposéiert ginn. An dee véierten Exemplaire wäerte mer da selwer an der Regierung halen.

Ech kann Iech awer elo scho soen – an dat wëll ech kloerstellen –, datt mer als Lëtzebuerger Regierung net wëlles hunn, d'Lëtzebuerger Sprooch als offiziell EU-Sprooch unerkennen ze loossen. An deem Sënn wäerten och d'Texter net op Lëtzebuergesch iwwersat ginn a mir wäerten och keng Simultaniwwersetzung vun de Rieden an deem Sënn ufroen.

Well jo, mir sinn als Lëtzebuerger Land op där enger Säit houfreg op eis Méisproochegkeet, op där anerer Säit awer och ganz kloer houfreg op eis Lëtzebuerger Sprooch. Déi zwou Saache fonctionéiere complementaire exzellent zesummen.

Op eis Lëtzebuerger Sprooch an op eis Méisproochegkeet solle mer houfreg sinn. Well et ass, et bleift e Virdeel, e groussen Atout. An dofir wäerte mer och an Zukunft mat de Kolleegen um europäeschen Niveau kucken, fir eng sënnvoll Léisung, Aart a Weis ze fannen, fir d'Lëtzebuerger Sprooch och um europäeschen Niveau ze stäerken.

Dës Iwwersetzunge maachen eis elo als Lëtzebuerger Regierung nach eng Kéier nei Dieren op, fir eebe mat deenen europäeschen Institutioune kënne weider Gespréicher iwwert de Gebrauch vun der Lëtzebuerger Sprooch ze féieren an esou eis Lëtzebuerger Sprooch op eng sënnvoll Aart a Weis och um europäeschen Niveau ze stäerken.

Ech soen Iech Merci.

(M. Eric Thill remet l'un des quatre exemplaires de la traduction certifiée en langue luxembourgeoise des traités européens à la Chambre des Députés.)

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Kulturminister. An da komme mer erëm zum normalen Oflaf vun eiser Sëtzung.

3. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

D'Commission de la Fonction publique proposéiert eng Riedezäit „avec rapport et sans débat" fir de Projet de loi 8528 amplaz vun engem Basismodell, sou wéi et ursprénglech virgesi war.

Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour a mat der Propositioun vun der Kommissioun averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

4. Communications

Ech hunn nach follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Éischtens: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deposéiert ginn.

Zweetens: D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

An drëttens: D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 2 décembre 2025

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8653 – Projet de loi relative aux missions de la Police grand-ducale effectuées par hélicoptère

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 20/11/2025

8655 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes

Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 26/11/2025

8656 – Projet de loi autorisant l'État à participer au financement du développement de logements abordables du projet « J.F. Kennedy-Sud » au Kirchberg, Ville de Luxembourg

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire, le 26/11/2025

8657 – Projet de loi portant modification des articles L. 514-10, L. 527-1, L. 564-2 et L. 564-3 du Code du travail

Dépôt : M. Georges Mischo, Ministre du Travail, le 26/11/2025

8658 – Projet de loi portant modification du Code du travail en matière de relations de travail dans les secteurs de l'agriculture, de la viticulture et de l'horticulture

Dépôt : M. Georges Mischo, Ministre du Travail, le 26/11/2025

8659 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à l'apurement des comptes de la Cour des Comptes, de l'Ombudsman, du Centre pour l'égalité de traitement et de l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher

Dépôt : M. Gilles Baum, M. Marc Baum, Mme Sam Tanson, Mme Stéphanie Weydert, M. Sven Clement, Mme Taina Bofferding, M. Tom Weidig, Députés, le 27/11/2025

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

3884 – Demande de pétition publique : Création d'une liaison directe entre l'A7 et la N15 afin de détourner le trafic de transit hors de la ville d'Ettelbruck

Dépôt : M. Mike Lourenço Caetano, le 19/11/2025

3885 – Demande de pétition publique : Soutien financier aux commerces faisant appel à des agences de sécurité

Dépôt : Mme Deborah Simoes, le 23/11/2025

3886 – Demande de pétition publique : Pour une TVA avantageuse sur les produits fabriqués au Luxembourg

Dépôt : M. Ruslan Oleg Hackenberg, le 25/11/2025

3887 – Demande de pétition publique : Pensionsbeiträge

Dépôt : M. Norbert Eckardt, le 26/11/2025

3888 – Demande de pétition publique : Keen Afréiere vum Traitement vum Fonctionnaire am Service à temps partiel pour raisons de santé

Dépôt : M. Jeff Frisch, le 28/11/2025

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité. Dans le cadre du présent compte rendu, l'Administration parlementaire se réserve le droit d'apporter certaines corrections d'ordre grammatical et orthographique aux intitulés des pétitions.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

5. Changements de composition de commissions parlementaires

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech follgend Ofännerunge matgedeelt kritt:

An der Commission de la Défense ersetzt den Här Ben Polidori d'Madamm Taina Bofferding.

An an der Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité ersetzt d'Madamm Taina Bofferding den Här Polidori.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass och dat esou decidéiert.

6. Changements de composition de délégations luxembourgeoises auprès des Assemblées parlementaires internationales

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentareschen Delegatiounen ubelaangt, hunn ech follgend Ofännerunge matgedeelt kritt:

An der Délégation luxembourgeoise auprès de l'European Interparliamentary Space Conference ersetzt den Här Meris Sehovic d'Madamm Djuna Bernard als Membre suppléant.

An an der Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée interparlementaire Benelux ersetzt d'Madamm Djuna Bernard den Här Meris Sehovic als effektive Member.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass och dat esou decidéiert.

7. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtten huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chamberreglement huet den Deputéierten 2 Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet 4 Minutten Zäit, fir drop ze äntweren.

Als éischt Fro hu mer d'Fro Nummer 284 vum Här Laurent Mosar an d'Fro Nummer 285 vum Här Marc Goergen iwwert de Projet vu Frankräich, fir ArcelorMittal ze nationaliséieren, an de potenziellen Impakt op Lëtzebuerg. Béid sinn un den Här Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus geriicht. Här Mosar, Dir hutt fir d'éischt d'Wuert. Här Mosar.

– Question n° 284 du 2 décembre 2025 de M. Laurent Mosar relative au projet de nationalisation d'ArcelorMittal en France et aux impacts potentiels pour le Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

– Question n° 285 du 2 décembre 2025 de M. Marc Goergen relative au projet de nationalisation d'ArcelorMittal en France et aux impacts potentiels pour le Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif Vertriederinnen a Vertrieder vun der lëtzebuergescher Regierung, effektiv huet d'lescht Woch déi franséisch Assemblée nationale eng Proposition de loi géint d'ailleurs de Wëlle vun der franséischer Regierung ugeholl, fir ArcelorMittal a Frankräich ze verstaatlechen.

Ech muss Iech soen, ech hat net gemengt, datt ech esou eppes nach géif erliewen, datt um Ufank vun engem 21. Joerhonnert an enger EU esou eng Decisioun an engem Parlament, en plus vun engem vun eisen Nopeschlänner, géif geholl ginn.

Vu datt mer awer alleguerte wëssen, datt mer jo hei den Haaptsëtz vun ArcelorMittal hunn, stelle sech natierlech och eng Rei Froen – quitte datt mer wëssen, datt déi Proposition de loi jo nach net definitiv adoptéiert ass, mee och nach vum franséische Senat muss ugeholl ginn. An esou, wéi do d'Majoritéitsverhältnisser sinn, mengen ech, datt d'Chancen net onbedéngt ganz grouss sinn, datt dat wäert geschéien.

Et kënnt derbäi, datt ArcelorMittal generell och duerch déi schwiereg Situatioun am internationale Stolsecteur am Moment souwisou net an deenen einfachsten Dicher stécht.

An duerfir wollt ech follgend Froen un den zoustännege Wirtschaftsminister stellen:

Éischtens: Wann esou eng Proposition de loi géif definitiv ugeholl ginn, wat kéint dat fir Konsequenzen och fir de Standuert vun ArcelorMittal hunn?

Zweetens: Ech huele jo un, datt dat doten och eng Diskussioun wäert ginn um Niveau vun der EU-Kommissioun, well esou eng Decisioun och géint d'EU-Recht géif verstoussen. Duerfir: Wat wär och do d'Positioun vun der lëtzebuergescher Regierung?

An drëttens: Wéi steet et och hei ëm den Haaptstanduert vun ArcelorMittal? Och do wär ech frou, wann de Minister eis vläicht kéint e puer Wierder driwwer soen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Mosar. Dann ass d'Wuert fir den Här Goergen. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Ech hunn déi selwecht Fro matbruecht, awer ech hunn eng aner Optik drop. Ech fannen et net esou schlecht, dass se déi Iddi hunn an dass se dat proposéieren.

Well ëm wat geet et hei? Hei geet et ëm ganz vill Aarbechtsplazen, déi a Frankräich a Gefor sinn. A wéi een esou héiert, si se och weltwäit a Gefor, virun allem an Europa, wou se awer wäerten Aarbechtsplazen op laang Siicht ofbaue bei ArcelorMittal.

An dofir verstinn ech och déi franséisch Iddi, dass se awer wëllen do hir Aarbechtsplaze schützen, virun allem well et herno drop erausleeft, dass awer nach weiderhi ganz vill Stol a Frankräich an an Europa wäert gebraucht ginn, mee e kënnt just vun anzwousch anescht.

An dofir ass déi Diskussioun immens interessant, dass ee seet, de Staat iwwerhëlt eng gewësse Responsabilitéit, ob dat elo eng ganz Verstaatlechung ass, ob dat e méi héicht Eraklammen ass oder wéi eng Formule een do wielt. Mee déi franséisch Diskussioun ass awer op d'manst op deem Punkt immens interessant, fir awer trotzdeem déi Interesse vun den Aarbechter op laang Siicht ze schützen. Well wat ee jo awer de Moment an de Meedien héiert – an et kann een och Amazon nennen oder anerer –: Am Moment sinn eeben nun emol Aarbechtsplazen a Gefor, a grad och bei ArcelorMittal.

An ech weess jo och nach, wéi et deemools vun Arcelor op Mittal eriwwergaangen ass, dass déi deemoleg Lëtzebuerger Regierung och doriwwer net frou war. Vläicht maache sech jo hei Optiounen op, fir dat erëm e bëssen ze korrigéieren.

Dofir: Wéi steet d'Lëtzebuerger Regierung zu der Initiativ am franséische Parlament? A gouf et och scho Gespréicher mat der franséischer Regierung, wat dat iwwerhaapt fir Lëtzebuerg herno géing bedeiten? Well wa si et elo géinge maachen, hätt dat jo awer trotzdeem herno och e groussen Afloss op d'Aktivitéiten an op de Siège hei zu Lëtzebuerg. An dat wäert sécher seng Auswierkungen hunn.

An dann: Gouf zu Lëtzebuerg an der Regierung och eng Kéier driwwer nogeduecht, wéi een de Standuert vun ArcelorMittal hei zu Lëtzebuerg weider ka schützen?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Dann huet d'Regierung d'Wuert. Här Wirtschaftsminister.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools dem Här Mosar an dem Här Goergen fir déi Fro hei, déi sech stellt, déi natierlech ganz wichteg ass.

Gouf et Diskussioune mat der Lëtzebuerger Regierung? Neen. Wéi steet d'Lëtzebuerger Regierung dozou? Net positiv, well dat dote kee Wee ass, wou ee kann higoen, dass ee seet: „Mir hunn e Betrib, dee Problemer huet, dee gëtt einfach verstaatlecht."

Ech weess, dass et déi Diskussioune scho gouf, Här Goergen, an ech fannen et och flott ze gesinn, dass Der esou alignéiert sidd mat Äre Kolleege vun deene Lénken. Déi wollten nämlech wärend der Baukris Bauentreprisë verstaatlechen, déi da komplett vum Staat géingen iwwerholl ginn.

(Interruption)

De Problem ass awer vill méi déif. Et gesäit een, dass, och wann de Staat a Frankräich hei esou e Betrib wéi ArcelorMittal géing iwwerhuelen, de Problem vun der Stolbranche awer net geléist wär. Soss wär et e bëssen einfach. De Problem vun der Stolbranche ass deen, dass d'Marchéen net méi onbedéngt do sinn, den Import aus der Net-EU, déi Froe ronderëm den Energiepräis, d'Dekarbonisatioun, d'Iwwerproduktiounen um Weltmarché. Dat sinn alles Froen, déi sech an der Stolbranche gestallt ginn. An ech

mengen, dass do d'Iwwerhuele vun engem Wierk duerch e Staat net d'Léisung dofir ass.

D'Konsequenze fir Lëtzebuerg kann ech Iech net soen. Et ass nämlech e Gesetz, dat op der enger Säit duerch d'Parlament duerch ass, awer net duerch de Senat duerch ass. Au moins déi Nouvelle, déi ech hunn, ass, dass de Senat dat e bësse méi kriddeleg gesäit an dass op der anerer Säit awer och d'franséisch Regierung déi Iwwernam do kriddeleg – also negativ – gesäit. Zu Lëtzebuerg hu mer keen Text, deen dat géing zouloossen.

Op der anerer Säit ginn ech awer och dem Här Mosar bei senger Analys Recht – déi Fro, déi sech ronderëm d'EU stellt –, ech mengen och, dass et net mat EU-Recht konform ass, einfach esou e Betrib ze iwwerhuelen. Et stellt sech do d'Fro: Iwwerhuelen? Bezuelen? Net bezuelen? Wat heescht dat, wann de Proprietär net wëll? An esou weider, an esou weider, soudass mir dat dote ganz negativ gesinn, mer net wëllen als Regierung esou e Projet de loi op de Wee ginn a mer an enger Verstaatlechung vu vereenzelte Wierker och net d'Solutioun fir d'Stolkris an der ganzer EU gesinn.

Wat sinn d'Solutioune fir d'Stolkris? Ma do geet et éischtens emol ëm d'Fro vum CBAM – de CBAM, also d'Taxatioun vun net gréngem Stol, dee vun ausserhalb der EU an d'EU soll agefouert ginn –, déi Upassungen ze maachen, dass mer do keng Schlupflächer hunn. Op der anerer Säit mol selwer kucken ... Well souguer wann dat Wierk a Frankräich géing nach d'nämmlecht vill Stol produzéieren, da wier net vun haut op muer e ganze Marché do, deen dee Stol géing iwwerhuelen.

Dat heescht, do musse mer och kucke bei den Ausschreiwungen, wéi mer do nach eng Kéier cibléiert kënne Stol ... Wou mer eis alleguerten eens sinn: Mir wëlle gären eng Dekarbonisatioun vun der Industrie, mir wëlle gär dee grénge Stol, deen och hei zu Lëtzebuerg produzéiert gëtt. Mee wa mer dat wëllen, da musse mer och eis Ausschreiwungen deementspriechend maachen, dass mer deen och benotzen an net en anere Stol iwwer Ëmweeër komme loossen.

Alles dat si Pisten, wou mer eis als Lëtzebuerg souwuel op EU-Niveau wéi awer och an der Friends of Industry staarkmaachen, fir dass mer den Tissu industriel hei an Europa kënnen halen. En ass batter néideg op der enger Säit, fir d'Aarbechtsplazen ze halen, zweetens fir den Knowhow hei an der EU kënnen ze halen, fir dass mer och nach resilient sinn iwwert déi Zäit vun deene fënnef, zéng Joer eraus.

Merci villmools.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Mir kommen zur Fro Nummer 286 vun der Madamm Paulette Lenert un d'Madamm Justizministesch iwwert d'Moossnamen, déi d'Delaie virum Verwaltungsgeriicht solle verkierzen. Madamm Lenert, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 286 du 2 décembre 2025 de Mme Paulette Lenert relative à la mise en place de mesures visant à raccourcir les délais auprès du tribunal administratif, adressée à Mme la Ministre de la Justice

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Merci, Här President. Ech wollt op en Theema zeréckkommen, dat eis hei beschäftegt huet virun iwwer engem Joer mëttlerweil. Ech hat eng Motioun eragereecht, d'Motioun 4407, den 13. November d'lescht Joer, fir op d'Problematik vun de ganz laangen Delaien op de Verwaltungsgeriichter opmierksam ze maachen.

A mir waren eis am Haus hei alleguerten eens – op alle Fall war dat e breede Konsens –, dass Chambre-spécialiséeë sollen en place gesat ginn, fir all déi Dossieren, déi am Beräich vun der sougenannter Police des étrangers sinn, méi schnell kënnen ze evakuéieren. Dat virun allem och am Hibléck op den europäesche Migratiouns- an Asylpak, deen, wann ech mech richteg erënneren, am Juni d'nächst Joer a Kraaft triede wäert mat nach zousätzlechen acceleréierte Prozeduren.

Bref, langer Rede kurzer Sinn: Mir haten an Aussiicht gestallt kritt, virum Summer dëst Joer e Projet de loi ze kréie vusäite vun der Regierung, wann ech mech richteg erënneren. A bis elo ass nach näischt do. Dofir wollt ech eng Kéier nofroen: Wou sinn Är Aarbechten drun? Wourunner happert et? Well deen Delai fänkt elo un, relativ kuerz ze sinn, wa mer wëlle bis Juni d'nächst Joer duerch d'Procédure législative sinn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Lenert. D'Justizministesch huet elo d'Wuert. Madamm Minister.

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Merci, Här President. An och merci der Madamm Lenert fir dës Fro. Bon, Dir hutt et ganz richteg beschriwwen, déi lescht Jore sinn d'Delaien ëmmer méi laang gi virum Verwaltungsgeriicht.

Wat sinn d'Grënn dofir? Dat ass zum Deel d'Komplexitéit vun den Dossieren, mee awer och de Fakt, datt ëmmer méi Procédure-accéleréeë geschaf gi sinn iwwert déi lescht Joren, déi dozou féieren, datt déi méi normal Dossieren, déi regulär Dossieren, am Fong hannen an der Schlaang sinn. An deen drëtte Punkt ass, datt mer natierlech och e Problem vu Personalmangel hunn. Et gëtt eng Rei Posten, déi net besat sinn, um Verwaltungsgeriicht.

Wat maache mer elo, fir dee Problem an de Grëff ze kréien? Bon, mir wëllen de Rekrutement méi einfach maachen. Mir haten op enger Säit d'Attachésgesetz, dat och am Fréijoer hei gestëmmt ginn ass a wou et jo och méiglech war, e bësse méi breet Profiller ze rekrutéieren, nämlech och Leit, déi fënnef Joer vläicht an enger Administratioun e juristesche Posten haten. An dat hat och Succès. Do gëtt et och Leit, déi elo kënnen op d'Verwaltungsgeriicht goen.

An dann hate mer eis och am Accord de coalition engagéiert, eng sougenannte Filière parallèle ze schafen, fir eeben och do de Rekrutement méi flexibel, méi attraktiv ze maachen an et och ze erméiglechen, eebe Leit mat méi Beruffserfarung eranzehuelen an och Leit, déi vläicht méi spezifesch Profiller hunn, déi och vun de Verwaltungsgeriichter gebraucht ginn. An deem Projet wäerten och nach zousätzlech Poste geschaf ginn.

An dat anert ass eeben d'Schafe vun engem speziellen Tribunal d'asile et d'immigration am Verwaltungsgeriicht selwer, well eeben de Constat ass, datt 50 % vun den Affären am Fong aus dëser Matière kommen.

An Dir hutt et richteg gesot, mir hunn och de Pacte d'asile, dee mer mussen ëmsetzen. An am Fong geholl war an den Echangen, déi mer haten – a mir haten och ganz vill Echangë mat de Verwaltungsgeriichter –, erauskomm, datt déi Projeten e bëssen zesummegehéieren, dat heescht d'Filière parallèle an den Tribunal d'asile. Elo ass et awer esou, datt mer mussen de Paquet d'asile ëmsetzen, datt mer elo musse kucken, wéi mer et deposéieren. Mee béid Texter sinn aktuell an der Consultation informelle.

Mir waarden am Fong op d'Retoure vun de Juridictiounen. Si hunn zum Deel och gefrot, ob se sech déi néideg Zäit och wierklech kéinten huelen. Well besonnesch bei dem Projet vun der Filière parallèle, do hate mer och als Éischt emol Echangë mat der Fonction publique, éier mer schlussendlech dann och e Projet un d'Juridictioune gescháckt hunn, well dat natierlech och Froe vu Karriäre viraussetzt, well dat Froe vun Avancement a Froe vu Remuneratioun mat sech bréngt. Soudatt mer eis do elo ganz geschwënn, ufangs dëses Mounts hoffentlech nach, wann net – zum Deel wäerte mer nach Avise kréien –, dann ugangs nächstes Joers ..., mee datt mer en dann awer kënnen deposéieren. Op alle Fall lafen d'Echangen do weider a mir schaffe mat Héichdrock un deene Sujeten.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister.

Mir kommen zur Fro Nummer 287 vum Här Gérard Schockmel un d'Madamm Ministesch fir Fuerschung an Héichschoul iwwert de Master an der Medezinn. Här Schockmel, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 287 du 2 décembre 2025 de M. Gérard Schockmel relative au master en médecine, adressée à Mme la Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

M. Gérard Schockmel (DP) | Madamm Minister, Dir hutt d'lescht Woch an engem Radiointerview annoncéiert, datt ab dem akadeemesche Joer 2029/2030 zu Lëtzebuerg elo och de Master an der Medezinn ugebuede gëtt.

D'Demokratesch Partei huet sech scho laang fir dëse wichtege Schrëtt staarkgemaach an ech wéilt Iech derzou felicitéieren, datt dëse Projet elo Gestalt unhëlt. Et ass eng exzellent Nouvelle, net nëmme fir eis Medezinnstudenten, mee fir dee ganze Secteur, besonnesch am Kontext vun der aktueller Penurie un Dokteren hei am Land.

An dësem Kader géif ech Iech gären ëm e puer allgemeng Informatioune bieden:

Wéi gitt Dir vir, fir dëse Masterstudiegang opzebauen, a mat welchem Ëmfang u strukturelle Virbereedungen ass ze rechnen?

Wéi eng Acteure wäerten an dëse Prozess matabezu ginn? Ech denken do beispillsweis un d'Universitéit, d'Spideeler, d'Fachgesellschaften oder un eventuell auslännesch Partneren. Wéi ass d'Zesummenaarbecht tëschent de verschiddenen Institutiounen a Partner konkreet virgesinn?

Kënnt Dir eis eventuell méi Prezisiounen zum geplangten Timing ginn an zu de wichtegste Schrëtt, déi nach mussen ofgeschloss ginn, fir datt de Master reegelkonform a qualitativ héichwäerteg ka starten?

Ech soen Iech villmools Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Schockmel. An dann ass d'Wuert fir d'Madamm Ministesch fir Fuerschung an Héichschoul. Madamm Minister.

Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur | Merci, Här President. Merci, Här Schockmel, fir dës Fro. Als Éischt wëll ech drop hiweisen, dass d'Entwécklung vun de Formatiounen am Gesondheetsberäich hei am Land déi leschte Jore grouss Fortschrëtter gemaach huet.

D'Uni Lëtzebuerg bitt säit 2020 de Bachelor an der Medezinn un an huet och an deene leschten 3 Joer insgesamt 7 Bachelorformatiounen am Gesondheetsberäich lancéiert, an dovunner sinn der 5 am Beräich vun den Infirmièresformatiounen.

De Bachelor an der Medezinn hu mer 2025 evaluéiert, an dëst ass eng wichteg Basis fir

d'Weiderentwécklung vun der Medezinnsformatioun. D'Resultater vun dëser externer Evaluatioun wäerten eng wichteg Basis sinn, wéi gesot, an déi Resultater wäerten an der Chamberskommissioun den 9. Dezember virgestallt ginn.

Wat den Opbau vun engem Masterstudiegang ubelaangt, hunn ech Ufank 2025 en Aarbechtsgrupp aberuff. An do dran an deem Aarbechtsgrupp sinn de Ministère fir Fuerschung an Héichschoul, mee och de Gesondheetsministère, d'Uni Lëtzebuerg, d'FHL, d'AMMD an de Collège médical. Dësen Aarbechtsgrupp soll e Rapport redigéieren, fir déi wichteg Punkten ze klären, wéi Budget, Infrastrukturen, Personal an awer och den Impakt op ons Relatioune mat de Partneruniversitéiten am Ausland an ons Nopeschlänner. D'ALEM an d'ALMEVS, also d'Medezinnsstudente souwéi och d'Médecins en voie de spécialisation, och déi wäerten an dësem Prozess matabezu ginn.

Op Basis vun dësem Rapport wäert d'Regierung zesumme mat der Universitéit an den Acteuren aus dem Gesondheetsberäich zesummen am Summer 2026 eng Positioun huelen an de Gesetzesprojet kënnt 2027 op de Wee.

Am Moment gëtt intensiv dru geschafft, fir ze kucken, ënner wat fir enger Form dëse Master an der Medezinn zukünfteg op der Uni Lëtzebuerg soll ugebuede ginn. Wat mer scho wëssen, ass, datt mer zousätzlech 15 bis 20 Universitéitsproffen an deene verschiddene Medezinnsberäicher brauchen. An dëst ass, wéi gesot, eng ganz ambitiéis Etapp, well mir wëssen, datt mer domadder d'Qualitéitsstandarde brauchen, déi dëst erfuerdert. An duerfir musse mer, wéi gesot, déi Proffen astellen an deem Moment, fir och déi jonk Dokteren hei am Land kënnen auszebilden, an dat ënnert deene beschte Viraussetzungen.

Fir mir selwer e konkreet Bild ze maachen iwwert d'Besoinen, hunn ech an dësem Joer zwou Medezinnsfakultéite besicht: Déi eng war zu Freiburg am Breisgau an déi aner war d'Sorbonne. An ech hunn och nach virgesinn, d'Universitéit vu Fribourg an der Schwäiz ze besichen, well dat ass ongeféier déi Gréisst, déi mir och hei zu Lëtzebuerg wäerten ustriewen.

Ënnert der Leedung vun der Universitéit Lëtzebuerg, zesumme mat all den Acteuren aus dem Gesondheetsberäich, wäerten d'Preparatioune fir de Master an der Medezinn konkreet 2027 ulafen, esoudass mer de Medezinnsmaster 2029/2030 respektiv 2030/2031 kënnen ulafe loossen. Eng ganz Rei Punkte mussen natierlech nach am Dialog gekläert ginn, mee ech sinn awer och do ganz zouversiichtlech, datt mir dat kënne maachen, an dat mat engem gudde Resultat.

Ech wëll awer och zum Schluss nach eng Kéier ënnersträichen, datt ons Relatioune mat onsen Nopeschlänner, mat onse Partneruniversitéiten extreem wichteg sinn an datt mer och do mussen ëmmer erëm weider dorunner schaffen, well mir hunn am Moment ëm déi 800 Medezinnsstudenten, déi do ënnerwee sinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister.

Mir kommen zur Fro Nummer 288 vum Här Dan Hardy un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert d'Lëtzebuerger Sprooch an de Crèchen. Här Hardy, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 288 du 2 décembre 2025 de M. Dan Hardy relative aux compétences linguistiques en luxembourgeois dans les crèches privées, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Dan Hardy (ADR) | Jo, merci, Här President. Här Educatiounsminister, et ass eng Tatsaach, dass an de Crèchen hei am Land d'Erzéier an d'Erzéierinnen dacks déi Lëtzebuerger Sprooch net beherrschen. Dee Probleem koum rezent an engem Artikel an der geschriwwener Press op d'Tapéit. Den Titel vun deem Artikel, vu mir fräi iwwersat op Lëtzebuergesch: „Crèchëpersonal kënnegt an Eltere suerge sech ëm d'Lëtzebuerger Sprooch".

Am Zeitungsartikel gëtt d'Stad Diddeleng genannt. An do ass et de Constat, datt an de kommunalen Ariichtunge vill Wäert op d'Lëtzebuergescht geluecht gëtt. A private Crèchen, déi eigentlech ugehale sinn, och Personal mat Lëtzebuergeschkenntnisser anzestellen, ass dat an der Praxis awer net de Fall. Do géif dacks exklusiv just Franséisch geschwat ginn, eppes, wat vill Elteren dozou beweege géif, hir Kanner léiwer an ëffentlechen Ariichtungen unzemellen.

Dat huet den Diddelenger Buergermeeschter, den Här Biancalana, deen och hei sëtzt, am Artikel confirméiert. Dir weist och dorobber hin, datt et net der Gemeng hir Aufgab ass, privat Crèchen ze kontrolléieren. Spéitstens, wann déi kleng Kanner bis an d'Schoul ginn, géif ëmmer nees festgestallt ginn, datt dës net genuch Kenntnisser vun eiser Sprooch opweises hunn.

Do wëll ech vum Här Minister virop wëssen, wéi hien zu dëser Ausso steet, an och eng Reaktioun op de Fait, dass vill Elteren hir Kanner léiwer an enger Crèche ënnerbréngen, déi vläicht méi wäit ewech ass, mee wou Lëtzebuergesch geschwat gëtt. An do wollt ech nach wëssen, ob den Educatiounsministère plangt, d'Opsiicht iwwert déi sproochlech Situatioun a private Crèchen ze verstäerken.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hardy. Elo huet d'Regierung d'Wuert. Här Educatiounsminister.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech denken, ech brauch hei net nach eng Kéier am Detail op de reglementairen a gesetzleche Kader anzegoen. Dee kennt warscheinlech all Deputéierten. Mir hunn e Reglement vun 2013, dat seet, datt mer dräi Landessproochen hunn an datt natierlech jiddereen, deen an enger Struktur vun der Klengkandbetreiung vun de Services éducation et accueil schafft, dann deementspriechend och eng Rei vu Krittäre muss erfëllen, wat eis Sproochen ubelaangt.

(Interruption par M. Tom Weidig)

Dat ... Ma da loosst mech dach elo mol a lauschtert mer dach emol no, Här Weidig!

(Hilarité)

Dat ass, fir datt mer op e gemeinsame Kenntnisstand kommen, deen offensichtlech awer net esou breet ass, wéi ech gemengt hunn, den Niveau B1 am Verstoen an den Niveau A2 an der Ausdrocksweis – wuelverstane fir eng vun deenen dräi Sproochen. Dann hu mer awer 2017 och nach emol déi Gesetzgeebung do verschäerft: Mir hu virun allem am Lëtzebuergeschen an am Franséischen allkéiers festgehalen, datt op d'mannst eng Persoun muss do sinn, déi en C1 huet an deene Sproochen. An et ass och genau op där doter Basis, wou mir eis Contrôlë maachen, ob eeben eng Struktur en Agrement kritt, wou mer awer och eis Contrôlë maachen, ob eng Struktur den Accès zum Chèque-service accueil kritt.

Jo, mir maache Contrôlen a mir maache se nawell zimmlech dacks. Wann ech 2022 kucken, waren dat an deem ganze Joer 85 Contrôlen, 2023 295 Contrôlen an 2024 waren et 714 Contrôlen, déi mer gemaach hunn, déi sech natierlech net aleng op d'sproochlech Kompetenze vun dem Personal bezéien. Mee dat gëtt mat gekuckt, wa mer natierlech op der Plaz sinn an eis mat deene Strukturen austauschen.

Et ass natierlech awer och e bekannte Problem, datt et méi schwiereg ass, lëtzebuergeschsproochegt qualifizéiert Personal ze rekrutéieren. Et ass och, mengen ech, jidderengem heibanne bekannt – an de Grond ass och jidderengem bekannt –, datt eng konventionéiert Crèche, eng Gemengecrèche méi Facilitéit huet, fir lëtzebuergeschsproochegt Personal ze rekrutéieren, wéi dat fir eng privat Crèche ass, well och d'Gemengecrèchen an d'konventionéiert Crèchen no dem Kollektivvertrag vum SAS bezuelen, an dat bei deene privaten éischter eng Fro vun Offer a vun Demande ass.

Mir hu sécherlech zanter enger ganzer Rei vu Joren déi Initiative geholl, fir och hei zu Lëtzebuerg méi Educatricen an Educateuren auszebilden, fir där doter Situatioun kënnen entgéintzewierken. Mir verloossen eis sécherlech net drop, datt einfach zu all deenen anere Strukture gesot gëtt: „Gitt Är Leit iwwert d'Grenz sichen!", wat net nëmmen iwwert déi belsch oder déi franséisch Grenz geschitt, mee och, jee no Landesregioun, iwwert déi däitsch Grenz – wat sécherlech richteg ass. Mee mir hunn d'École nationale pour adultes virun enger Rei vu Jore chargéiert, fir erëm eng Formation en cours d'emploi fir den Educateur diplômé unzebidden, wou mer och all Joer awer eng considerabel Zuel vu Leit qualifizéieren, déi dacks schonn an deem Secteur schaffen, mee déi awer wärend dräi Joer an eng Formatioun ginn. Mir hunn och wëlles – an dat wësst Der, well dat kritiséiert Dir iwwerhaapt –, datt mer déi Formatioun och op Franséisch wëllen ubidden, fir méi qualifizéiert Personal hei auszebilden, déi eeben och déi franséisch Sprooch als Unterrechtssprooch wëllen hunn.

Mir haten de Belval-Lycée och chargéiert, fir, zousätzlech zum LTPES zu Miersch, och Educatricen an Educateuren auszebilden. A mir hu virun enger ganzer Rei vu Joren och eng Passerell proposéiert, fir ville vun deene Jonken, déi diploméiert sinn an enger SO-Sektioun am Enseignement secondaire général, d'Méiglechkeet ze bidden, duerch eng Zousazformatioun och den Educateursdiplom unzeschléissen.

Mir hunn den DAP Éducatioun gemaach, dee sech och engem grousse Succès erfreet a wou ganz vill Jonker hei vu Lëtzebuerg, déi duerch eis Schoule gaange sinn, déi Lëtzebuergesch schwätzen, sech qualifizéieren, fir eng Aufgab an de Servicer vun de Services éducatioun et accueil kënnen ze iwwerhuelen.

Duerfir schaffe mer dorunner, mee mir wëssen awer och, datt et net ëmmer falsch ass, wann och emol eng Kéier franséischsproochegt Personal do ass. Well dat hëlleft och deem engen oder aneren, deen déi Sprooch vun doheem aus vläicht manner héiert, d'Ouer fir déi Sprooch opzemaachen.

Villmools merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Educatiounsminister.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 289 vum Här Michel Wolter un den Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit iwwer en nationale Plang géint d'Ausbreedung vun den asiatesche Runnen. Ech maachen

drop opmierksam, datt mer och nach de 5. November an den 18. November zwou änlech Froen erakritt hunn. Mir hunn déi eng Kéier kontrolléiert, mee do sinn eng ganz Rei vun Donnéeën, déi op där enger Säit un den Inneminister geriicht sinn – dat ass d'Fro vun dem Här Engelen an dem Här Weidig – an d'Fro vun der Madamm Modert un d'Landwirtschaftsministesch, soudatt déi net mat däser Fro hei traitéiert wäerte ginn an eng schrëftlech Äntwert kréien, fir op all d'Detailer kënnen anzegoen. An dann huet den Här Michel Wolter d'Wuert.

– Question n° 289 du 2 décembre 2025 de M. Michel Wolter relative à l'élaboration d'un plan national contre la propagation du frelon asiatique, adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

M. Michel Wolter (CSV) | Merci, Här President. D'asiatesch Runn ass eng invasiv Aart, déi amgaangen ass, sech an eisem Land breetzemaachen. Si ass eng ganz akut Bedroung fir d'Bei, well dës vun der Horniss bejot gëtt. Si ass also eng Bedroung fir déi lokal Ökosystemer a riskéiert, dass déi aus dem Gläichgewiicht kommen. A si huet virun allem eng enorm Reproduktiounsrat, well een Nascht vun dësem Joer, dat sinn 30 Näschter dat nächst Joer, dat heescht also 900 Näschter zwee Joer drop.

Et gëtt eng Rei vu Moossnamen, déi ee kann huelen: dat Éischt ass d'systematesch Sich no Näschter am Fréijoer, d'Ewechhuelen duerch spezialiséiert ausgebilte Leit, de Schutz vun de Beievëlker, d'koordinéiert Virgoe vun de Behörden an eng systematesch Ëffentlechkeetsaarbecht.

Wann ech déi véier Saache beieneenhuelen a kucken, wou mer elo do dru sinn, da mengen ech, dass et noutwendeg wier, dass mer eis en nationale Plang géife ginn. Et huet nämlech elo eng éischt Gemeng, an zwar d'Gemeng Habscht, e lokale Plang ausgeschafft an och erausginn un hir Bevëlkerung. Ech weess aus ville Gespréicher, dass eng ganz Rei Schäfferéit am Land amgaange sinn, sech Gedanken ze maachen, wéi een do soll virgoen. An ech stelle mer d'Fro, ob et net méi sënnvoll wär, dës Problematik national unzegoen, amplaz dass elo jiddwereen a sengem Eck probéiert, 100 verschidden Äntwerten ze ginn, no beschtem Wëssen a Gewëssen, an awer ouni dass dat eigentlech beienee passt.

Dofir meng Froen un den Här Minister:

Wär et net besser, mir géifen en nationalen Aktiounsplang opstellen? Wär et net besser, déi Bekämpfung national ze koordinéieren, zum Beispill iwwer eng zentral Telefonsnummer oder eng zentral Ulafstell? Wär et net besser, dass dës zentral Ulafstell och dee Moment géif d'Ressourcë geréieren a koordinéieren, déi noutwendeg sinn, fir am Land déi Äntwerten ze ginn, déi noutwendeg sinn?

Wat fir eng Roll kënnen d'Gemenge spillen? A wat fir eng Roll muss awer och de CGDIS an dësem Dossier spillen, wann ee weess, dass déi Näschter bis zu 30, 35 Meeter héich hänken an deene meeschte Gemengen hir Leederen net esou héich wäerte goen? Missten net och konsequent Ausbildungscoursen ugebuede ginn am ganze Land, notamment och fir Gemengenaarbechter, fir ze kucken, dass een do kann dergéint virgoen? Wat fir eng Moossname si méiglech a ginn och ëmgesat, fir d'Beievëlker ze schützen?

An zum Schluss eng Fro, déi déi Habschter da fir sech beäntwert hunn: Wéi ass et mam Finanzement vun deem Ganzen? Well esou Näschter ewechmaachen, dat ass relativ deier. Bleiwen d'Leit op hire Käschte sëtzen? Bleiwen d'Gemengen op hire Käschte sëtzen? Oder ass de Staat der Meenung, wann een eng national Koordinatioun mécht, dass een dann och national Suen zur Verfügung ka stellen, fir dat ze bekämpfen?

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wolter. Den Här Minister fir Ëmwelt huet elo d'Wuert.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Merci dem Här Wolter fir seng Froen zu engem Sujet, deen effektiv ëmmer méi aktuell gëtt an eng Realitéit, mat där mer musse liewen.

Zur Informatioun: Déi éischt Runn oder Runnebei hei zu Lëtzebuerg ass 2020 detektéiert ginn. De Wee, dee se geholl huet, fir heihinner ze kommen, ass iwwer Südfrankräich an dann iwwer Frankräich erop bis an eist Land gaangen. A wann een da kuckt, wat fir eng Entwécklung déi matgemaach huet vun 2020 bis elo 2025, dann ass déi wierklech enorm. Den Här Wolter huet hei jo och elo selwer erkläert, wéi séier déi Näschter sech alljoers ëmmer erëm verbreeden a souguer verduebelen an der Zuel.

Dowéinst muss een och der Realitéit an d'A kucken a soen, datt mer warscheinlech elo net méi onbedéngt als Zil kënnen hunn, eng komplett Eradicatioun dovunner ze maachen, mee datt mer natierlech awer nach alles musse maachen, fir dee Problem iergendwéi nach an de Gréff ze kréien. Et muss ee sech awer och bewosst sinn, datt just 30 bis 50 % vun den Näschter iwwerhaapt detektéiert ginn.

Elo zu de konkreete Froen, déi alleguer natierlech och berechtegt sinn:

Et gëtt en nationalen Aktiounsplang, dee jo och online disponibel ass fir ze consultéieren. Deen ass 2021 gemaach ginn als eng Suite, wéi déi éischt Runnebeien hei zu Lëtzebuerg entdeckt gi sinn. Mee mat der Entwécklung, déi dat geholl huet, geet deen Aktiounsplang natierlech elo net méi duer. Dee muss iwwerschafft ginn.

Dowéinst huet den Ëmweltministère zesumme mat dem Landwirtschaftsministère, dee jo fir d'Beien zoustänneg ass – well d'Beie sinn natierlech eent vun den Affere vun de Runnebeien –, decidéiert, datt mer géifen déi Iwwerschaffung maachen. A mir wäerten eng Koordinatiounsgrupp an d'Liewe ruffen, déi den Aktiounsplang iwwerschaffe soll, wou natierlech och déi eenzel Verwaltunge vun deene Ministèrë vertruede sinn.

Eng éischt Reunioun ass de 15. Dezember geplangt, dëst Joer nach. Do wäerten och all déi Froen, déi Der hei opgeworf hutt, da ganz kloer diskutéiert ginn. Et wäerten net just nëmmen déi Verwaltunge vun de Ministèren derbäi sinn. Mir hunn och de CGDIS invitéiert, mir hunn och de Syvicol invitéiert, natierlech och d'Imkerfederatioun, Naturschutzorganisatiounen.

An nach jiddereen, deen dovunner concernéiert ass, soll an deem Grupp mat derbäi sinn, fir datt mer da kënne kucken, wat mer kënne besser maachen, fir déi Bekämpfung méi effikass ze maachen an och fir déi Froen ze klären, déi opgeheit gi sinn: Wéi ass et mat der Koordinatioun? Eng national Koordinatioun? Dat soll absolutt diskutéiert ginn, fir dat kënnen an Zukunft besser national ze koordinéieren. Och fir dann eng zentral Ulafstell ... Déi gëtt et zum Deel schonn an der ANF, mee et muss een dat awer warscheinlech ausbauen, och mat enger zentraler Nummer.

Och déi enk Zesummenaarbecht mat dem Staat an de Gemengen ... Bon, de Syvicol ass dowéinst invitéiert. Dir hutt jo elo schonn eng Gemeng genannt, déi en Aktiounsplang fir sech a hirer Gemeng huet. Et gëtt nach aner Gemengen, déi dat och maachen. Mee et kann net eleng eng Aufgab vun eenzelne Gemenge sinn. Dat muss kloer national gesteiert ginn an ofgestëmmt sinn. Et mussen iwwerall déi selwecht Reegele kënnen herrschen.

Dat heescht och fir déi Ausbildungscoursen ... Där gëtt et am Moment schonn, déi ugebuede gi vun der Imkerfederatioun oder der Beiefederatioun. Mee et geet warscheinlech net duer, datt si dat eleng maachen. Also, do musse mer eis och eppes iwwerleeën.

D'Zesummenaarbecht mat dem CGDIS besteet och schonn haut. Well effektiv: Fir bestëmmten Näschter aus enger Héicht vun 20, 30 Meeter ze huelen, do huet keng Gemeng a senge Service-techniquen Apparater oder Geräter, déi dat kënnen assuréieren. Dat hunn nëmmen d'Pompjeeën. Also gehéieren d'Pompjeeën haut schonn als Acteur dozou, an nach méi als zukünfteg Acteuren. Dowéinst ass den Inneminister do natierlech och e bësse mat gefuerdert.

Am Moment ass et esou, datt d'ANF jo – och an Zukunft weiderhin – nëmmen déi Näschter fortmécht, déi sech op ëffentlechem Terrain befannen. An eng kleng Informatioun do derzou: Am Joer 2025, also dëst Joer, si schonn 215 Näschter eleng vun der ANF fortgemaach ginn. Dat waren der d'lescht Joer 123. An dat waren der 2023 28. Do gesäit een also och nach eng Kéier déi exponentiell Entwécklung vun deenen Näschter, déi eleng op ëffentlechen Terraine vun der ANF fortgemaach gi sinn.

An dann awer och nach déi berechtegt Fro mat de Privatterrainen, de Privatleit. Am Moment mussen déi dat selwer maache mat spezialiséierten Entreprisen. Si mussen déi Käschten dovunner och komplett iwwerhuelen. Mee ech fannen – an ech wäert dat och esou weiderginn –, datt dat muss e Punkt sinn, deen an deem Aarbechtsgrupp diskutéiert gëtt, wat een als Staat ka maache par rapport zu de Gemengen, mee och par rapport zu de Privatleit, ob mer do dann net vläicht iergendwéi eng finanziell Ënnerstëtzung musse virgesinn, well et ass jo keen doru schold.

Et ass eng invasiv Aart. Et ass eng Obligatioun, dass mer déi an eisem Naturschutzplang och musse bekämpfen. Déi schuet eise lokale Beien, déi schuet eiser Biodiversitéit. An dat ass eppes aneres wéi eis lokal Insekten, déi mer hei hunn. Dowéinst muss een dat och aneschters ugoen. Dat ass ganz kloer e Volet, dee mer mussen ugoen a kucken, wat mer do kënne maachen an Zukunft.

Mee merci fir déi Froen. A selbstverständlech äntweren ech natierlech och am Delai op déi schrëftlech Froe vun deenen anere Kolleegen hei an der Chamber, déi déi Froen och gestallt hunn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Da komme mer zur Fro Nummer 290 vun der Madamm Sam Tanson un den Här Finanzminister iwwert d'finanziell Sanktiounen am Kader vun dem Verletze vum internationale Recht. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 290 du 2 décembre 2025 de Mme Sam Tanson relative aux sanctions financières nationales dans le contexte des violations du droit international, adressée à M. le Ministre des Finances

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech kommen hei elo op de Finanzminister zréck, nodeem mer gëschter an der aussepolitescher Kommissioun eng Diskussioun doriwwer haten, ob mer eis e méiglechen nationale Sanktiounskader géinge ginn. Déi Fro ass opkomm am Kader vum Konflikt an

der Gazasträif, Israel versus Palästina. Déi geet awer wäit iwwert dee Konflikt eraus, well mer festgestallt hunn, dass, wann op europäeschem Niveau, op Niveau vun der UNO keng Sanktiounen determinéiert ginn, mir dann zu Lëtzebuerg Problemer hunn, fir eegestänneg Sanktiounen ze decidéieren.

Et war notamment opkomm am Kader vun de faméisen Israel-Bonds, wou d'CSSF jo e Bréif un den Ausseminister geschriwwen huet, woura se och gefrot huet, ob et national Sanktioune géing ginn. Well dann hätt déi Decisioun kënnen aneschters ausfalen.

D'Fro ass elo déi: Den Ausseminister hat eeben an Aussiicht gestallt, et géinge Sanktioune kommen. Hien huet eis gëschter an der aussepolitescher Kommissioun erkläert, dass hie selwer net géing un engem Kader schaffen, well fir déi ekonomesch Sanktiounen, déi do jo och eng vun den Optioune sinn, dat géingen d'Texter net hierginn an do géinge sech eng ganz Rei praktesch Froe stellen.

Mir waarden d'ailleurs och nach op – ech hunn e bis elo net gesinn – den Avis juridique, deen en eis gëschter och dogelooss huet fir de Volet vun den Entrées-sorties vun de Persounen op dem Territoire. Do sidd Dir, Här Inneminister – ech gesinn Iech och elo do sëtzen –, zoustänneg. Do ass gesot ginn, Dir géingt iergendwann eng Kéier och do e Kader schafen.

Elo bleift nach d'Fro vun de Sanctiouns financières. Well do hunn ech d'Fro gestallt un den Ausseminister, wéi et da mat de Finanzsanktioune wär. Do huet e mer gesot, dat wier net säi Ressort, dat wier Äre Ressort. A mir kruten net, en dehors vum Huis clos, eng kloer Ausso, wat dann elo diskutéiert ginn ass tëscht deenen eenzelne Ministèren.

Duerfir meng Froen, Här Minister: Éischtens, schafft Dir un engem Sanktiounskader fir d'Finanzsanktiounen? A wann net, firwat net? Wéi stitt Dir dozou? Sidd Dir der Meenung, dass mir eis als Lëtzebuerg sollten esou e Kader ginn, d'autant plus well mer eng Finanzplaz sinn an och eis Reputatioun dorënner leide kann, deemno wéi eng Transaktiounen da stattfannen?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. D'Regierung huet elo d'Wuert. Här Finanzminister.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci der Deputéiert Madamm Tanson. Also, ech si gëschter net an der Kommissioun gewiescht an duerfir soen ech Iech dann, wat d'Meenung vum Finanzminister ass. Ech soen Iech dofir Merci fir Är Fro.

Direkt virewech: Mir applizéieren zu Lëtzebuerg eng ganz Rëtsch vu finanzielle Sanktiounen a mir setzen hei och konsequent EU-Sanktiounen an och UNO-Sanktiounen ëm. Dorënner falen och Sanktioune géint déi aktuell russesch Féierung. An hei zu Lëtzebuerg sinn aktuell iwwer 4,3 Milliarden Euro u privaten Avoiren agefruer. Mir hunn duerfir och en dediéierten Internetsite op dem Finanzministère, wou eng reegelméisseg Informatioun iwwert déi lescht Entwécklung stattfënnt.

Et gëtt deemno haut schonns zu Lëtzebuerg e Rechtskader fir international an och europäesch finanziell Sanktiounen. An dësen nationale Kader gouf – an Dir erënnert Iech als fréier Justizministesch – 2020 geschaaft; och am Hibléck op déi deemoleg GAFI-Evaluatioun, déi bevirstoung.

Dir frot dann elo spezifesch no reng finanziellen nationale Sanktiounen, an dat am Zesummenhang mat Verletzunge vum internationale Recht, also net spezifesch Handelssanktiounen. Dir hutt och, wéi Der virdru gesot hutt, dann de Vizepremier gëschter an der aussepolitescher Kommissioun dozou héieren.

Mir sinn der Meenung, dass Strofe just eppes bréngen, wa se geschlossen – net onbedéngt eestëmmeg – geholl ginn an och ëmgesat ginn. Well wa jiddwereen ufänkt, seng eegen Zopp ze kachen, da riskéiert de Schoss eigentlech, no hanne lasszegoen an och d'Zil ze verfeelen. An d'Strofe riskéieren dann och, e Pabeiertiger ze bleiwen.

Et stellt sech deemno kloer d'Fro vun der Effikassitéit vun esou engem reng nationale Strofesystem. Dee riskéiert, a mengen Aen, eng reng Symbolpolitick ze bleiwen. E klengt Land huet an esou engem Dossier ëmmer Interessi, am Kader vun enger internationaler Gemeinschaft ze handelen. An et ass deemno kloer: Mir maache keen nationalen Alenggang!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Finanzminister.

Mir kommen zur Fro Nummer 291 vun der Madamm Mandy Minella un den Här Inneminister iwwert den Tap to Pay. Madamm Minella, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 291 du 2 décembre 2025 de Mme Mandy Minella relative aux dispositifs mobiles « Tap to Pay », adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

Mme Mandy Minella (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll haut eppes uschwätzen, dat eis am Alldag betrëfft. Et geet ëm d'kontaktloost Bezuele mam Tap to Pay, also fir méi konkreet ze sinn, ëm déi Apparater, déi een haut a bal all Geschäft gesäit.

An deene meeschte Fäll funktionéiert dat esou: De Verkeefer tippt de Montant a säin Handy oder an de Kaartenterminal an an da bezuele mir entweeder mam Smartphone oder andeems mer eis Kaart einfach drophalen. Ënner engem gewëssene Montant, oft ronn 50 Euro, brauch ee mat der physescher Kredittkaart dofir dann och kee PIN. Dat ass séier praktesch – mee wéi sécher ass dat?

Dës kleng mobill Apparater si liicht, diskreet a staark genuch, fir eng Bezuelung auszeféieren, wann eng Kredittkaart ganz no an der Géigend ass, zum Beispill an enger Boxen- oder Jackettentäsch. An engem volle Bus, an engem Tram oder wéi am Moment um Chrëschtmaart, wou d'Leit no beienee stinn, kéint eng Persoun mat esou engem Apparat a schlechten Intentiounen esou no bei d'Leit goen, dass se mam Tap-to-Pay-Apparat onbemierkt kleng Zomme kann ofbuchen. 5, 10 oder 15 Euro falen de Leit dacks net direkt op, well een am Alldag vill kleng Bezuelungen huet a spéitstens um Enn vum Mount net méi genee weess, wou een dee Montant ausginn huet.

Ech wëll elo hei kee verontsécheren, mee ech fannen, mir sollten eis vläicht Gedanke maachen, wéi een d'Leit ka schützen, ouni d'Virdeeler vum kontaktlose Bezuelen a Fro ze stellen. Dofir hunn ech e puer Froen un den Här Inneminister: Ass dës Aart vu Bedruch, och bekannt als Ghost Tapping, bei eis bei der Police scho bekannt? A wa jo, wéi vill Fäll gouf et an de leschte Joren? A gëtt et eng Entwécklung an déi Richtung?

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minella. D'Regierung huet elo d'Wuert. Här Inneminister.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci der Madamm Minella fir dës Fro. Wéi d'Deputéiert richteg gesot huet: Et ass e Bezuelmodus, dee mer héchstwarscheinlech schonn all eng Kéier gemaach hunn, haaptsächlech elo op engem Chrëschtmaart oder op soss engem Maart ausserhalb vun engem Geschäft.

Bei deem Tap to Pay handelt et sech ëm eng digital Applikatioun vun der Societéit SumUp, déi op engem Smartphone installéiert ka ginn. An domadder kënnen eeben, wéi Der gesot hutt, kontaktlos Paiementer encaisséiert ginn. SumUp proposéiert och Terminals, also kleng Boîtieren, wéi zum Beispill déi Solo Lite, déi mat engem Smartphone oder dem Keesesystem verbonn ginn, fir kontaktlos Paiementer kënnen ze maachen. Fir dësen Terminal dann ze benotzen, brauch de Client d'Applikatioun vu SumUp um Smartphone an eng Internetkonnexioun. Zu Lëtzebuerg proposéieren eng Rei Societéiten esou Terminals, wéi Worldline, Servipay a PayPerPot.

Wéi kann elo esou en Tap to Pay zu enger Bedroung ginn? Dir hutt et richteg gesot: Bei Montanten iwwer 50 Euro muss een e PIN-Code aginn, a bei Montanten ënner 50 Euro brauch ee kee PIN anzeginn. Mat der physescher Kredittkaart geet dat duer. Oder et kann een d'Kaart widdert den Terminal halen.

Wann esou eng Persoun da mat der Intentioun, Suen ze klauen, e klenge Montant an en Terminal agëtt an dësen no genuch un en Handy, un eng Posch oder eng Täsch hält, da kann et effektiv sinn, datt dee Montant ofgebucht gëtt, ouni datt déi Persoun eppes keeft. D'Chancë sinn och leider grouss, datt dat de Leit net direkt opfält, well mer schwätze ganz oft hei vu méi klenge Montanten tëschent fënnef an zéng Euro.

Jo, dëse Bedruch gëtt, wéi Der richteg sot, als Ghost Tapping bezeechent. D'Section criminalité générale et cybercrime vum Service de police judiciaire huet bis dato keen Dossier traitéiert. De Phenomeen ass bekannt, mee bis elo ass keng Plainte erakomm.

D'Police recommandéiert duerfir awer eng Rei Verhalensmuster, fir net Affer vun esou engem Bedruch ze ginn:

De Smartphone muss gespaart sinn.

D'Bankomat- an d'Visakaarte si vu sech aus virun der sougenannter Radio Frequency Identification geschützt. Et gëtt och extra Schutzhüllen oder speziell Kaarten, fir dat ze verhënneren.

Déi Funktioun vum kontaktlose Bezuele kann ee vun der Bank desaktivéiere loossen oder um Handy desaktivéieren.

An et soll ee seng Posch oder säi Rucksak am ëffentlechen Transport ni aleng loossen.

Merci.

(Interruption)

Voilà, elo hunn ech och nach Polizist gespillt.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Inneminister.

Da komme mer zur Fro Nummer 292 vum Här Michel Wolter un den Här Kulturminister iwwert den Erhalt vun den zwee Héichiewen um Belval-Site.

M. Michel Wolter (CSV) | Zwee Kamäiner!

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Zwee Kamäiner. Ech hunn dat anescht op mengem Ziedel stoen, mee Dir wësst sécher, vu wat Der schwätzt. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 292 du 2 décembre 2025 de M. Michel Wolter relative à la sauvegarde de deux hauts-fourneaux sur le site de Belval, adressée à M. le Ministre de la Culture

M. Michel Wolter (CSV) | Här President, effektiv geet et hei ëm d'Fro vun dem Erhalen oder Neterhale

vun zwee Kamäiner um Site Belval. Ech wëll kloer an däitlech soen, well ech 1999 dee Masterplang gemaach hunn, datt si Deel ware vun enger Decisioun am Kader vum Erstelle vun deem Masterplang.

Et ass sech deemools d'Fro gestallt ginn: Wat soll erhale bleiwe vun der Industriekultur op Belval? An et ass decidéiert ginn, dass den Héichuewen A géif ganz gehale ginn, den Héichuewe B an der Silhouette, d'Mëllerei géif gehale ginn, wou entre-temps d'Bibliothéik dran ass, an d'Massenoire – fir déi Wichtegst ze soen – an nach e puer Saachen niewendrun.

An déi zwee Kamäiner, déi hunn och dozougehéiert. Si sinn am Masterplang vu Belval dran. Si sollten enger Decisioun vun deemools no op 40 Meeter gekierzt ginn. Dat ass 2012 geschitt.

Ech sinn e bëssen erstaunt, a Communiquéen ze liesen, dass elo en neie Quartier urbain mat engem Espace public soll geschafe ginn. Dee Quartier urbain mat Espace public ass säit 2004 am Masterplang vu Belval dran.

Ech liesen an engem Communiqué vun der Gemeng Suessem, datt 25 Joer net no deene Kamäiner gekuckt gi wier. Dat empfannen ech perséinlech als e Skandal! Wann et richteg wier, dass wärend 25 Joer d'Kamäiner eigentlech bewosst dem Verfall iwwerlooss gi wieren, an no 25 Joer géif gesot ginn: „Elo kascht et awer ze deier, fir se ze erhalen", an et sech ëm eppes handelt, wou mer deemools all zesummen decidéiert haten, datt mer et géifen erhalen, da kéint ech dat, éierlech gesot, net novollzéien!

Ech liesen an deem selwechte Communiqué, dass d'Madamm Tanson 2021 net gemengt huet, dass een déi Kamäiner sollt klasséieren an dass Dir, Här Minister, Iech 2025 dorunner ralliéiert hätt.

Dofir meng Fro: Ass dat esou? Well et wär fir mech einfach net novollzéibar, dass e weidert Stéck Kulturgeschicht aus dem Minett einfach geaffert géif ginn an dat contraire zu Decisiounen, déi viru 25 Joer an eng aner Richtung geholl gi sinn. Kënnt Dir eis, wannechgelift, d'Beweeggrënn erklären, déi Iech derzou bruecht hunn, déi Kamäiner net ze schützen?

Ech verstinn d'Gemeng Suessem, wann een elo, no 25 Joer, probéiert, hinnen de schwaarze Péiter dohinnerzesetzen an hinnen ze soen: „Elo leet Dir emol 6 Milliounen Euro op den Dësch!", dass déi da Raute wénken. Mee ech sinn awer der Meenung, datt de Staat hei eng Responsabilitéit huet. An ech géif Iech, Här Minister, opfuerderen, déi Responsabilitéit och ze iwwerhuelen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wolter. D'Regierung huet elo d'Wuert, den Här Kulturminister. Här Kulturminister.

M. Eric Thill, Ministre de la Culture | Här President, Dir Dammen an Hären Deputéiert, merci dem Här Wolter fir säin Interessi um Patrimoine industriel an och un deenen zwee Kamäiner.

Et ass richteg gesot ginn, fir eng Kéier kuerz de Kontext ze setzen: Dës zwee Kamäiner goufen 1969 respektiv 1972 gebaut a waren ursprénglech 115 Meeter an op där anerer Säit 75 Meeter héich. 2012 hu se op där enger Säit aus techneschen an zweetens och aus Sécherheetsgrënn dunn op 40 Meeter musse gekierzt ginn. D'Tierm sinn aktuell vun der Gemeng kommunal geschützt.

De Plan directeur vum Site Belval – an dat hutt Dir ugeschwat, Här Wolter – huet ursprénglech och den Erhalt vun dëse Kamäiner am urbane Kontext virgesinn. Mee haut stelle sech hei awer eng Rei gréisser sécherheetstechnesch an och finanziell Contrainten, déi de Projet an deem Sënn a Fro stellen.

Engersäits déi technesch a Sécherheetscontrainten: D'Kamäiner sinn an engem extreem degradéierten Zoustand. Si goufe gebaut, fir den héijen Temperature vum Industriebetrib standzehalen. Ouni dës Hëtzt degradéiert d'Substanz sech immens schnell, wat den Erhalt iwwert déi nächst Joren a Joerzéngten och immens géif erschwéieren.

Anerersäits gëtt et dann awer natierlech – realistesch a ganz oppen an transparent geschwat – och finanziell Contrainten. Dir hutt ee Montant ugeschwat. Wa mer vun enger Restauréierung géife schwätzen iwwert déi nächst Joren, da géife mer eng Kéier vun enger Restauratioun, engem One-Shot, vu 6 Milliounen Euro, schwätzen. Dat ass geschat, an do geet d'Tendenz éischter däitlech no uewen. An zweetens géife mer dann och vun enger Restauratioun all dräi bis fënnef Joer schwätzen, vun iwwer enger Millioun Euro fir d'Maintenancekäschten, déi do géifen ufalen, dat wéinst der schneller Degradatioun vun dëser Bausubstanz.

Des Weideren erfëllen dës zwee Kamäiner, déi net méi an hirem industrielle Kontext stinn a staark zréckgebaut goufen, net méi genuch eis Krittären, notamment de Krittär vun der Authentizitéit, fir an deem Sënn en nationalen Denkmalschutz kënnen ze justifiéieren.

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Esou, wannechgelift! Här Kulturminister.

(Interruptions)

M. Eric Thill, Ministre de la Culture | Nodeems ... Dat ass d'Gesetz. Nodeems d'Commission des sites et monuments, d'COSIMO deemools – haut si mer jo beim INPA – sech géint e Klassement ausgeschwat huet, war dës Positioun 2021 vun der deemoleger Kulturministesch, der Madamm Sam Tanson, och offiziell un d'Gemeng kommunizéiert ginn. A jo, dës Positioun vertrieden ech haut als Kulturminister och.

D'Gemeng Suessem lancéiert dofir, an dat ass och ugeschwat ginn, en Iddieconcours am Kader vum Ofbau vun dëse béide Kamäiner, dëst fir en neit Areal ze entwéckelen, dat dann och un de wuessende Quartier ugebonnen ass a gläichzäiteg d'Erënnerung un d'industriell Vergaangenheet innovativ an d'Neigestaltung integréiert.

Ech wëll op dëser Plaz betounen, dass mer mat deem neie Patrimoinesgesetz vun 2022, dat hei eng ganz grouss Zoustëmmung kritt huet, Krittäre festgehalen hunn, wou d'Authentizitéit mat den Haaptkrittär ass, fir do duerno e Bien de patrimoine industriel kënnen national schützen ze loossen oder och net, an dat och nodeems eeben eng Kommissioun doropshin en Avis ginn huet.

Ech wëll drop hiweisen, dass an deene leschte Joren esou vill national geschützt gouf wéi nach ni. Méi konkreet: An deene leschten zéng Joer gouf d'Zuel vun den national geschützte Gebaier verduebelt.

An nieft de Gemengen, déi och 2026 Schrëtt fir Schrëtt weider wäerten inventariséiert ginn, gouf och den Inventaire vum Patrimoine industriel, vun den Industriefrichen, vergréissert.

An ech setzen hei e puer Beispiller en valeur: Esou gouf zum Beispill Esch-Belval – dee Site kenne mer alleguerten – vum Fonds Belval iwwert déi lescht Jore valoriséiert. Iwwert déi lescht 20 Joer gouf hei en Heedegeld investéiert, fir eeben dëse Patrimoine ze valoriséieren. Aner Projete gëtt et vun eiser Säit vum INPA an der Géigend. Ech denken do un de Projet Metzeschmelz zu Diddeleng (veuillez lire: Esch-Schëffleng) oder och deen hei ronderëm d'Stad, zu Dummeldeng – dat ass de Site vun ArcelorMittal –, dee valoriséiert, protegéiert an esou och erëm zum Liewen erwächt gëtt.

Dat alles maache mer zesumme mat de Gemengen, mat den Acteuren um Terrain, fir eisen industrielle Patrimoine ze schützen, ze valoriséieren an esou och deenen nächste Generatioune kënnen zougänglech ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Kulturminister.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 293 vum Här Marc Baum un den Här Aarbechtsminister iwwert d'Entloossung vu 470 Mataarbechter bei Amazon. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 293 du 2 décembre 2025 de M. Marc Baum relative à la suppression annoncée de 470 emplois chez Amazon, adressée à M. le Ministre du Travail

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Dem Här Wolter seng Fro war ganz berechtegt a se gëllt ëmsou méi fir d'Gebléishal um Site Esch-Belval op dem Escher Deel vun deem gemeinsame Site, dee riskéiert, e gemeinsamen, en änleche Sort ze hunn. A fir de Rescht gehéiert Metzeschmelz zum Site Esch-Schëffleng an net zu Diddeleng.

M. Claude Wiseler, Président | Här Baum, Dir misst ...

M. Marc Baum (déi Lénk) | Här President, zu der Froestonn vun haut: Den 28. Oktober annoncéiert Amazon déi weltwäit Suppressioun vun 30.000 Aarbechtsplazen.

Den 12. November gesäit de Premier zu Seattle den Andy Jassy, de wierkleche CEO vun Amazon, deen him zouséchert, dass Lëtzebuerg eng wichteg Plaz an der Presenz vun Amazon an Europa hätt.

Den 18. November, hei an der Froestonn, seet de Premierminister Luc Frieden an der Chamber, datt d'KI an Zukunft e gréisseren Impakt wäert hunn op d'Fassong, wéi mer zesumme schaffen a wéi mer zesumme liewe wäerten – no enger Entrevue mam Andy Jassy.

Den 19. November, also den Dag drop, annoncéiert RTL d'Intentioun vun Amazon Lëtzebuerg, 470 Leit um Siège ze entloossen. Also eng Woch nodeem de Luc Frieden op Seattle d'Klensche botze gaangen ass an een Dag nodeem en hei an der Chamber Ried an Äntwert gestanen huet.

(Interruption)

Wéi och weltwäit ass d'KI scheinbar de Grond, esou seet et zumindest Amazon.

Den 21. November, am Regierungsrot, kritt den Aarbechtsminister Georges Mischo den Optrag, e Plan de maintien dans l'emploi ze verhandelen. De Luc Frieden seet um Pressebriefing, hie wier scho méi laang iwwert d'Pläng vun Amazon informéiert gewiescht a soumat net iwwerrascht, dass och Lëtzebuerg betraff wier.

Den 28. November seet de Georges Mischo no enger Reunioun mat Amazon, dass d'Firma anscheinend net interesséiert wier, e Plan de maintien dans l'emploi ze negociéieren. Hie seet, hien hätt den Androck, dass Amazon net familiariséiert wier mat der Lëtzebuerger Traditioun vum Sozialmodell.

Gëschter ass de Lancement vum Consultatiounsprozess lassgaang ronderëm de Sozialplang bei Amazon. Haut ass dann d'Confirmatioun komm, datt 470 Entloossungen do sinn, a souwuel d'Gewerkschafte wéi

awer och, wéi ech héieren hunn, den Aarbechtsminister fäerten, datt dat just den Ufank vun enger Entloossungswell ass.

Pour rappel: Lëtzebuerg huet laut EU-Kommissioun 2017 Amazon 250 Milliounen Euro Steieren ze mann gefrot a se huet gefuerdert, dass Lëtzebuerg se anzéie soll. Lëtzebuerg ass rechtlech dogéint virgaangen a krut 2023 leider Recht.

Amazon huet d'lescht Joer iwwer 100 Milliarden Euro Benefiss gemaach. Amazon ass eng aarbechterfeindlech Entreprise, déi wéi keng aner géint Gewerkschafte virgeet an d'Rechter vun den Aarbechter ënnergrieft. De Manktem u Respekt, deen d'Firma zu Lëtzebuerg de Salariéen an de Gewerkschaften, mee och entre-temps der Regierung entgéintbréngt, weist dat och elo.

Duerfir meng véier Froen un den Här Minister:

Éischtens: Wat ass de leschte Stand? Kënnt et definitiv zu engem Sozialplang? Wéi vill Leit si betraff?

Zweetens: Wosst den Här Mischo, wéi den Här Frieden et scheinbar selwer viru senger Rees an d'USA wosst, eppes vun der Intentioun vun Amazon, esou vill Leit ze entloossen? A wa jo, huet hien direkt intervenéiert, wéi en dat gewuer ginn ass?

Drëttens: Ass den Här Minister der Meenung, datt mer zu Lëtzebuerg eventuell awer vläicht Gesetzer brauchen, fir abusiv Licenciementer an Entreprisen, déi Milliardebenefisser maachen, ze ënnerbannen?

M. Claude Wiseler, Président | Här Baum, Dir misst elo ...

M. Marc Baum (déi Lénk) | A véiertens – Här President, dat ass mäin allerleschte Saz –: Wéi geet d'Regierung domat ëm, dass op dës Entloossunge bei Amazon selwer oder och bei anere Betriber weider Welle vun Entloossunge kéinte kommen, déi mat der Entwécklung vu KI verbonne wieren?

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Här President, ech soen Iech villmools Merci fir Är Gedold.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum, fir Är Fro. An dann huet den Aarbechtsminister d'Wuert. Här Aarbechtsminister.

M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Merci, Här President. Merci dem honorabelen Deputéierte Marc Baum fir dës mëndlech Fro iwwert déi annoncéiert méiglech Suppressioun vu 470 Poste bei Amazon hei zu Lëtzebuerg.

Den 28. November, esou wéi den Historique scho gemaach ginn ass, also de leschte Freideg, hunn ech d'Direktioun vun Amazon gesinn, nodeems ech, wéi Der warscheinlech alleguerte wësst, aus der Press gewuer gi sinn, datt wuel 470 Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg sollen ofgebaut ginn. Bis dohinner wosst ech et just aus der Press an net vun Amazon offiziell. Dat heescht, ech hunn dat eréischt de leschte Freiden offiziell bestätegt kritt, well ech hat e Rendez-vous ugefrot fir méindes oder dënschdes, mee et war Black Week a si hate keng Zäit. Dont acte! Voilà.

D'Direktioun huet mer du bestätegt, datt si effektiv eng intern Reorganisatioun vum Betrib envisagéieren, fir sech zukunftsorientéiert neien Erausfuerderunge kënnen ze stellen. Ech brauch Iech da wuel net ze soen, datt d'Firma finanziell gutt dosteet, dat hutt Der virdru scho gesot, an deementspriechend keng finanziell Problemer huet oder dat net d'Ursaach ass fir déi eventuell geplangte Kënnegungen.

Ausserdeem ass et keng Entscheedung, déi nëmme spezifesch Lëtzebuerg betrëfft, mee eng global strateegesch Decisioun vun Amazon. D'Direktioun konnt mer awer schlussendlech keng konkreet Zuel confirméieren an huet just ze verstoe ginn, datt déi Zuel vu 470 Salariéen de Worst-Case-Zenario wier. Wann dat sech effektiv als wouer erausstelle sollt, hätt dat natierlech en enorme sozialen Impakt op d'Lëtzebuerger Wirtschaft, Chômage, Logement, Schoulen an esou weider.

Och wa mir gesetzlech kee Moyen oder keen Outil hunn, fir eng Entreprise zu engem Plan de maintien dans l'emploi ze zwéngen, hunn ech awer probéiert, d'Direktioun vun Amazon op de Wee vun esou engem Plan de maintien ze kréien. Si hu mer awer ze verstoe ginn, datt si net dorunner interesséiert wieren. D'Entscheedung, ob dann elo e Sozialplang oder dann awer eventuell e Plan de maintien dans l'emploi gemaach gëtt, läit da schlussendlech eleng an der Hand vum Employeur, vun Amazon, deen Här a Meeschter vu sengem Betrib ass.

D'Direktioun vun Amazon huet mer och confirméiert, datt geplangt wier, déi éischt Kënnegungen am Januar ze maachen, an dës Kënnegunge géifen net en bloc geschéien. Amazon wëll op all méiglech legal Mesüren oder Instrumenter zréckgräifen, fir d'Zuel vun den impaktéierte Leit esou niddreg wéi méiglech ze halen.

Leider muss ech dann och soen, dass mengen Informatiounen no d'Verhandlunge fir de Sozialplang gëschter Nomëtteg um 15.00 Auer ugefaangen hunn. Net méi spéit wéi gëschter Moien hunn ech dunn d'Personaldelegatioun bei mir am Ministère empfaangen, déi sech verständlecherweis vill Suergen ëm d'Zukunft vun de betraffene Leit am Betrib mécht – och wann dat der Direktioun vun Amazon net geschmaacht huet, dass ech d'Delegatioun gesinn hunn, wat ech awer als meng Flicht als Aarbechtsminister ugesinn.

Mir hunn deenen zwou Säite matgedeelt, datt et fir den Aarbechtsministère respektiv fir d'ADEM extreem wichteg ass, d'Profiller vun deene betraffene Salariéen esou séier wéi méiglech ze kréien. Op Basis vun deenen Informatioune kann d'ADEM nämlech den Aarbechtsmarché proaktiv sondéieren an identifizéieren, wat fir eng Betriber potenziell Interesse un deene Profiller hätten.

An enger nächster Etapp wier et dann och ganz wichteg, d'CVe vun deene betraffene Leit ze kréien, fir hinne konkreet Ënnerstëtzungsmoossnamen ubidden ze kënnen. Dorënner fält zum Beispill d'Organiséiere vun Informatiounsreuniounen an esouguer engem speziellen Jobday, fir datt déi betraffe Mataarbechterinnen a Mataarbechter vun Amazon esou gutt wéi méiglech encadréiert kënne ginn, fir dass si nees esou séier wéi méiglech eng nei Aarbecht fannen.

Dobäi kënnt, datt d'ADEM och eng kollektiv Aschreiwung vun de betraffene Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, proposéiert. Iwwert dee Wee gëtt de ganze Prozess fir déi verschidden Déngschtleeschtunge vun der ADEM, d'Vermëttlung, den Jobboard, d'Weiderbildunge souwéi och d'Aschreiwung an de Chômage beschleunegt, esoudatt d'Leit sech onbürokratesch innerhalb vun nëmmen engem Dag bei der ADEM aschreiwe kënnen.

D'Mataarbechterinnen an d'Mataarbechter, déi net hei am Land wunnen, kënne sech och hei bei der ADEM aschreiwen, musse sech awer am Viraus an hirem Wunnland als Demandeur d'emploi mellen an de Chômage ufroen. D'ADEM steet de Leit an deem Kontext zur Verfügung, fir den Echange mam Ausland ze beschleunegen, awer och dann ze vereinfachen.

D'Personaldelegatioun vun Amazon huet mech och drop opmierksam gemaach, dass se vill Drëttstaatler bei sech schaffen hunn an déi Leit natierlech e seriöe Problem betreffend hir Blue-Card-Visae wäerte kréien, wa se elo hir Plaz verléieren. Hei hunn ech mech jo och derzou engagéiert, mat deenen zoustännege Ministeren dann ze kucken, ob ee vläicht eng pragmatesch Léisung fanne kann, well mer och bis elo nach keng konkreet Zuelen oder Informatiounen hunn.

Vu dass e groussen Deel vum Personal net onbedéngt grouss Sproochekenntnisser an de Landessproochen huet, besteet fir déi Leit, déi sech als Demandeur aschreiwen, och d'Méiglechkeet, iwwert d'ADEM oder den INL d'Sproochen ze léieren, déi se brauchen, fir méi séier méi fit fir de Lëtzebuerger Aarbechtsmarché ze ginn.

Eng aner Mesür, op déi ech opmierksam gemaach hunn, ass d'Aide temporaire au réemploi. An och déi soll esou séier wéi méiglech kënnen ugefrot ginn.

Betreffend eventuell Mesures de préretraite muss ee soen, datt Amazon eng extreem jonk Populatioun huet an esou, laut den Informatiounen, déi ech kritt hunn, quasi keen déi néideg Konditiounen heifir géif erfëllen.

Betreffend eventuell Indemnitéiten, déi am Kader vun engem Sozialplang ausbezuelt ginn, besteet d'Méiglechkeet, déi ënner bestëmmte Konditiounen a Limitte vun der Steier ze exoneréieren. Dës Steierbefreiung ass awer net automatesch a muss beim Comité de conjoncture ugefrot ginn, deen da säin Avis dozou gëtt.

Ech hunn dann och gesot, dass et d'Méiglechkeet gëtt, e Comité de conjoncture extraordinaire ze organiséieren, wann dat néideg ass, wann dat dem Timing sollt entgéintkommen.

Voilà. Dat ass den aktuelle Kenntnisstand vu mir als Aarbechtsminister a vun eis als Regierung.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Aarbechtsminister, fir déi Äntwert.

An da komme mer zur leschter Fro vun haut de Mëtten. Dat ass d'Fro vun der Madamm Liz Braz un den Här Minister fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil iwwert de Remboursement vu Medikamenter fir Flüchtlingen. Madamm Liz Braz, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 294 du 2 décembre 2025 de Mme Liz Braz relative à l'arrêt du remboursement aux pharmacies des médicaments et produits parapharmaceutiques délivrés aux demandeurs de protection internationale, adressée à M. le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Mme Liz Braz (LSAP) | Merci, Här President. Ech maache just ganz kuerz de Kontext vun där Fro op. Et ass déi lescht Joren esou gewiescht, dass en DPI, wann e bis an enger ONA-Struktur war, dräi Méint an enger Zort Stagezäit war, bis en an der CNS affiliéiert war. A fir déi dräi Méint krut en dann iwwert den ONA Bongen, mat deenen e konnt mat senger Ordonnance an eng Apdikt seng Medikamenter siche goen, an dann ass den Apdikter duerno vun dem ONA rembourséiert ginn. Esou ass dat mir emol erkläert ginn.

Dat huet souwuel fir d'Medikamenter op der Liste positive gegollt, dat heescht alles, wat d'CNS souwisou en charge hëlt, an awer och fir den Tiers payant an alles, wat parapharmazeutesch Produite sinn, dont notamment och Houschtsirop, Strepsils oder virun allem och Kannermëllech.

Elo ass et esou, dass am August d'Decisioun geholl ginn ass vum ONA, d'Apdikten net méi ze rembourséieren. Dat ass awer den Apdikten net matgedeelt ginn. Dat heescht, déi sëtzen elo op hire Käschte fest.

Dat sinn anscheinend 2.000 bis 3.000 Euro an der Moyenne pro Apdikt, an dat geet deelweis bis iwwer 10.000 Euro fir verschidden Apdikten, déi no un ONA-Strukture leien.

Duerfir wollt ech de Minister fir d'éischt froen, wat den Ausléiser dofir war ze decidéieren, dass d'Apdikten net méi géife rembourséiert gi respektiv dass fir DPIen dës Produiten net méi géifen en charge geholl ginn.

Ech wollt froen, firwat d'Apdikten net iwwert déi Decisioun informéiert gi sinn an dofir wärend Méint déi Prozedur esou weidergemaach hunn, wéi se dat elo jorelaang gewinnt waren, ob d'Apdikten elo op deene Käschte sëtze bleiwen, déi se an deene leschte Méint engagéiert hunn, ob dat heiten eng endgülteg Decisioun ass, ob do an Zukunft och keng Nuancë gemaach ginn, notamment eebe fir déi Mëttel, déi grad bei Kanner besonnesch wichteg sinn, wéi Kannermëllech oder Houschtsirop, an da vläicht och nach ob den Audit vun der ONA nach ëmmer bis Enn vun dësem Joer soll public gemaach ginn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Braz. Dann ass et un der Regierung, dem Här Familljeminister.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Jo, villmools merci der Deputéiert Liz Braz fir déi pertinent Froen. D'Prozedur hutt Der ganz richteg erkläert. An et ass esou, dass dat net gestoppt ginn ass, et ass on hold gesat ginn. Et ass e Knuet entstan, an dee Knuet ass geléist ginn. Dat heescht, och déi Remboursementer wäerte vusäite vum ONA stattfannen.

An et ass och esou, dass gekuckt gëtt, déi ganz Prozedur méi effikass ze gestalten. D'Gespréicher, hunn ech mer soe gelooss, lafen do souwuel iwwert d'Gesondheetsministesch, d'CNS, fir ze kucken, déi Prozedur méi ze vereinfachen a virun allem och derfir ze suergen, dass den ONA an d'Apdikter beienee sinn, fir ze kucken, wéi se déi ganz Prozedur méi einfach kënne maachen.

Wat den Audit ugeet, ass mäi leschte Wëssensstand tatsächlech, dass dee bis Enn des Jores sollt ofgeschloss ginn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Familljeminister. Domat wär eis Froestonn dann ofgeschloss.

8. Dépôt d'une motion par M. Ben Polidori

An éier mer elo zum nächste Punkt vum Ordre du jour, der Heure d'actualité iwwert d'COP30, kommen, hunn ech zwou Demanden, Prise-de-parollen, fir den Depot vu Motiounen. Déi éischt ass déi vum Här Ben Polidori. Här Polidori, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Ben Polidori (LSAP), auteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Europäesch Kommissioun huet den 19. November elo eng Textpropos presentéiert, wou et ëm de sougenannten „Digital Omnibus" geet.

Wat ass dat? Et geet do ëm eng grouss Reform vum europäesche Recht am digitale Raum. Elo erausgepickt geet et haaptsächlech ëm d'Dateschutzreglementatioun, déi do soll ëmgeännert ginn, den RGPD.

Bon, et gëtt bei deenen Omnibusgesetzer jo ëmmer vill geschwat, hei och erëm eng Kéier. Firwat maache mer dat? Et muss vereinfacht ginn an et muss moderniséiert ginn. Jo, op deem Punkt, mengen ech, kann ech och mat ënnerschreiwen.

Mee hei stéieren eis awer ganz kloer verschidde Punkten an dësem Text. Fir eng Kéier e puer Beispiller ze ginn, wa mer haut iwwer sensibel Donnéeë schwätzen an der Reglementatioun vum RGPD, huelen ech zum Beispill d'Gesondheetsdaten: Muer wäert dat esou verwässert ginn an deem Text, dass dës Donnéeën och vun enger Kënschtlecher Intelligenz kënne genotzt ginn, ouni dass d'Leit gefrot ginn, fir eeben déi Kënschtlech Intelligenz ze trainéieren, an dat net nëmmen op europäeschem Plang, nee, mee och op internationalem Plang, dat heescht vun amerikaneschen Entreprisen, vu chineeseschen Entreprisen an esou weider. Dat ass ee Volet, mengen ech, wou mer eis awer musse Gedanke maachen, wat do geschitt.

En zweeten ass och elo d'Informatiounsflicht, wou haut de Bierger gesot muss ginn ... Zum Beispill sinn hei bestëmmt vill Leit Member an engem Fitness, wou Der haut schonn eng Applikatioun am Handy hutt, wou an deem Kontext och all déi Trainingselementer opgeholl ginn. An haut, also mat deem heiten Text, wann deen duerchgeet, kënnen déi Fitnessorganisatiounen dës Donnéeën einfach notzen, fir eeben och do Saachen domadder ze maachen, ouni méi d'Leit ze informéieren. Dat heescht, dee ganzen Informatiounsfloss ass vum Dësch.

An dofir, Moderniséierung an eebe Vereinfachung: jo! Mee hei ass awer kloer, dass hei d'Rechter vun de Bierger geschwächt ginn, an dat en faveur, erëm eng Kéier, vun de groussen Entreprisen, wou awer zäitgläich virun e puer Wochen e grousse Seminar zu Berlin war, wou ënner anerem de Kanzler Scholz an och de ...

(Interruption)

Pardon?

M. Claude Wiseler, Président | De fréiere Kanzler.

M. Ben Polidori (LSAP), auteur | De Kanzler Merz – pardon! – an och de President Macron hu jo probéiert, dat iwwer eng Souveränitéit am digitale Raum hei an Europa ze stäerken. An awer schwäche mer an deem heite Kontext d'Digitaliséierung.

Dofir fuerdere mer d'Regierung hei kloer op – an dat am Kader vun enger Motioun –, an de Verhandlungen op EU-Niveau eng kloer Positioun anzehuelen, déi keng Ofschwächung vum RGPD akzeptéiert, zweetens d'Recht op Informatioun, den Zougang an och de Recours konsequent verdeedegt, a besonnesch d'Benotze vun de sensibelen Donnéeë streng ze encadréieren.

An des Weidere wollt ech och nach soen, dass ech wäert d'Demande stellen, fir an der Kommissioun eng Kéier eeben iwwert den Digital-Omnibus-Text ze diskutéieren, fir dass mer dat och eng Kéier op den Ordre du jour géife setzen. Et ass e ganz komplexen Text, an do wollt ech och zesumme mat Iech alleguerten e Projet de résolution ausschaffen, wou mer géifen e politeschen Avis schreiwen, fir eeben d'Kommissioun opzefuerderen, dësen Text net esou ze stëmmen, wéi en am Moment um Dësch läit, an dës Upassunge virzehuelen, fir dass mer weider e staarkt Dateschutzgesetz erhalen, ouni awer natierlech ëmmer erëm iwwert déi laangwiereg Diskussioun vu Kompetitivitéit ze schwätzen. Ech mengen, och do gëtt et Weeër, fir ons Biergerinnen a Bierger weider ze stäerken, ouni dat anert ze vergiessen. En Equiliber, mengen ech, vun deenen zwee ass wichteg.

An dowéinst, Här President, hunn ech eng Motioun matbruecht, wouran ech dat an deem Kader fuerderen. An ech hoffen op eng breet Zoustëmmung.

Ech soen Iech Merci.

Motion

La Chambre des Deputés,

considérant

– le projet de règlement européen, dit « Digital Omnibus », presenté par la Commission européenne le 19 novembre 2025, visant à simplifier et moderniser le cadre juridique du numérique ;

– les modifications substantielles envisagées concernant le Règlement général sur la protection des données (RGPD), notamment en matière de définition des données personnelles, d'utilisation des données sensibles et de conditions de consentement ;

– les risques identifiés dans ce contexte pour les droits fondamentaux des citoyen·ne·s, dont une réduction du droit à l'information, du droit d'accès et de la transparence dans le traitement des données ;

– les inquiétudes exprimées par des acteurs de la société civile, des autorités de protection des données et des organisations specialisées en matière de libertés numériques,

invite le Gouvernement à

– adopter une position claire, au sein du Conseil de l'Union européenne, visant à garantir que toute réforme du cadre numérique n'entraine pas un affaiblissement du niveau de protection actuel garanti par le RGPD ;

– défendre le maintien effectif des droits d'accès, d'information et de recours des citoyens, y compris dans les situations de traitement automatisé ou de profilage ;

– veiller à ce que l'usage des données sensibles, notamment dans le cadre du développement de systèmes d'intelligence artificielle, demeure strictement encadré et conditionné à des garanties suffisantes pour les personnes concernées ;

– assurer un suivi transparent de l'évolution du dossier et informer la Chambre des Deputés, en amont, des positions prises par le Luxembourg dans les négociations européennes.

(s.) Ben Polidori, Liz Braz, Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori.

9. Dépôt d'une motion par M. Marc Goergen

Déi zweet Wuertmeldung ass déi vum Här Marc Goergen.

Exposé

M. Marc Goergen (Piraten), auteur | Merci, Här President. Ech hu schnell missen eppes schreiwen, fir mäi Südhäerz ze berouegen.

Et ass iwwregens vläicht schonn eng Question parlementaire vu mir ënnerwee gewiescht – ech hat se zumindest de Moien ënnerschriwwen – iwwert d'Kamäiner bei der ARBED. Falls se nach ënnerwee wär – den Här Wolter huet d'Fro gestallt, dat heescht, déi kënnt Der dann annuléieren.

Mee fir mäi Südhäerz awer ze berouegen, hunn ech elo schnell eng Motioun geschriwwen, fir dass d'Chamber kann d'Decisioun huelen, déi Kamäiner um Belval vun der ARBED ze erhalen, well dat en Deel ass vun eiser Lëtzebuerger Industriekultur, grad am Süden, an déi sollten erhale bleiwen. An ech mengen, dat heiten ass eng Rettung, déi mer nach schnell kënne maachen, ier de Kulturminister se ewechhëlt.

Merci.

Motion

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– D'Buergermeeschtesch vu Suessem huet kierzlech annoncéiert, dass déi zwee nach besteeënd Kamäiner vun der ARBED op der fréierer Agglomeierung vum Belval wäerten ewechgeholl ginn.

– D'Iwwerreschter sinn en Zeie vun der lëtzebuergescher Industriekultur.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– d'Kamäiner vun der ARBED ze erhalen.

(s.) Marc Goergen.

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Här Goergen.

10. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet des résultats de la COP30

Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet des résultats de la COP30

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. An dat sinn zwou Aktualitéitsstonnen iwwert d'Resultater vun der COP30, déi vun der CSV- wéi och vun der LSAP-Fraktioun ugefrot gi sinn. D'Conférence des Présidents huet decidéiert, datt mer déi zwou Ufroen an enger Aktualitéitsstonn géingen traitéieren, woubäi awer déi zwee Auteure jeeweils déi ganz Zäit hunn, fir sech kënnen dozou auszedrécken. Dat heescht, den Här Galles hätt fir d'éischt d'Wuert, duerno den Här Franz Fayot, also zwee Auteuren. An et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Luc Emering, den Här Michel Lemaire, d'Madamm Joëlle Welfring, den Här Marc Goergen an den Här David Wagner. An ech géif elo fir unzefänken dann dem Här Paul Galles d'Wuert ginn. Här Galles.

(Interruption par M. Paul Galles)

Ma, gesitt Der!

Exposés

M. Paul Galles (CSV) | Merci villmools, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci fir d'Geleeënheet, och dës Kéier, dëst Joer, esou wéi eeben all Joer no enger Weltklimakonferenz, haut hei zesummen an der Chamber d'Evaluatioun vun där Weltklimakonferenz ze maachen.

Ech wëll mer erlaben, Iech, Här President, och als Representant da vun der ganzer Administratioun vun der Chamber awer Merci ze soen, an och Iech, Här Generalsekretär, fir et dann elo richteg ze soen, fir d'Hëllef vun der Chamber dee Moment, wéi d'Joëlle Welfring an ech als Representantë vun der Chamber da bei der Weltklimakonferenz dank der Hëllef vun der Chamber d'Geleeënheet haten, per Visio deelzehuelen, dat heescht, och matzekréien, sur place, och an engem Gespréich mam Här Minister zum Beispill, awer och mat deene Jonken, déi do waren, wat dohanne leeft.

Dann awer och merci dofir, dass d'Chamber séier reagéiert huet op d'Initiativ vum Joëlle Welfring, dee Bréif ze verfaassen, fir d'Rechter vun den autochthone Vëlker ze verteidegen, dat och weiderzegi souwuel un de brasilianesche Senat wéi och un d'Parlament wéi dann och un d'COP-Presidence an dann och nach d'Initiativ ze ënnerstëtzen, déi och vum Joëlle Welfring hier koum, nämlech ze kucken, dass mer d'nächst Joer net an déi Situatioun do kommen, an där mer dëst Joer waren, nämlech dass wéinst den iwwerdriwwene Präisser keng Vertrieder vun der Lëtzebuerger Chamber dohinnergaange sinn, an och mat aneren europäesche Länner zesummen ze kucken, wéi een dat am Virfeld kann e bësse besser koordinéieren an organiséieren. Nach eng Kéier merci dofir un d'Chamber!

Ech muss zouginn, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass ech vun dëser COP dëst Joer relativ enttäuscht sinn. Dat läit awer och drun, dass ech héich Erwaardungen hat, nodeems d'Weltklimakonferenz awer a Länner stattfonnt hat, eeben op de Plaze Sharm El-Sheikh, Dubai a Baku, wou ee vu vireran eigentlech wousst, dass eng COP-Presidence sech héchstwarscheinlech net géint déi grouss politesch Enverguren oder politesch Richtunge vun deene Länner kéint duerchsetzen, dass dëst Joer a Brasilien eppes aneres hätt kënne méiglech sinn.

An de President Lula hat eigentlech och direkt um Ufank d'Erwaardungen héichgeschrauft, andeems e sot: „Mir kommen hei dëst Joer awer zu engem Accord, mir komme weider a mir wäerten och eppes bewierke bei dëser COP." Endlech Brasilien als eigentlech ee Stakeholder, dee wéinst dem Amazonas an dem Reebësch, awer och all den Déieren, déi do sinn, eebe grad ganz vill Interessi drun huet, dass mer eng Léisung fannen, déi weltwäit funktionéiert, an och a Brasilien hiren Néierschlag fënnt.

Meng Enttäuschung kënnt och dohier, dass déi geopolitesch an déi ökonomesch Dimensiounen esou dominant sinn, dass ee sech hannen um Enn op enger COP eigentlech just nach déi Fro stellt: Setzt sech d'politescht Theema vum Klimawandel a vun der Bekämpfung vum Klimawandel vis-à-vis vun der Geopolitick an der Ökonomie iwwerhaapt nach duerch? Wéi staark ass iwwerhaapt nach d'Plaz vun der Klimapolitick op enger COP, wou awer am Hannergrond ganz villes leeft, wat net an déi richteg Richtung geet?

Brasilie selwer war biaiséiert. De Lula hat déi grouss Erwaardunge geschüürt an d'COP-Presidence konnt déi zum Schluss eeben net anhalen.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Trotzdeem, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, muss een awer och, an ech wëll dat hei ganz bewosst och maachen, déi positiv Resultater vun der Weltklimakonferenz betounen.

Engersäits stëmmt et trotz allem, dass de Multilateralismus nach existéiert an och nach ëmmer funktionéiert, obwuel d'Amerikaner, d'USA, net derbäi waren. An et gëtt Leit, déi mengen, dat wär souguer besser gewiescht, dass se net derbäi waren, well wa se derbäi gewiescht wären, hätte se eigentlech déi ganzen Zäit iwwerall, wou se dann dra gewiescht wären, just nach blockéiert an och nach anerer dozou opgefuerdert. An deem Sënn ass et vläicht gradesou gutt gewiescht.

An anerersäits: De Multilateralismus funktionéiert och dann nach, wa China, Saudi-Arabien, Indien, also e bëssen esou déi Usual Suspects, ëmmer erëm bremse bei deenen Theemen, déi sech op der COP dann awer als déi zentral erweisen, nämlech déi vun der Reduktioun vun den CO_2-Emissiounen an dann och vun dem Erreeche vun de Paräisser Klimaaccorden.

Trotzdeem, de Multilateralismus ass nach do, e funktionéiert nach, souwäit et am Moment an dëser geopolitescher Gesamtsituatioun eeben iwwerhaapt nach méiglech ass.

Et muss een nach eng Kéier betounen – an ech maachen dat och alljoers, an ech wëll et och dëst Joer hei maachen –, dass d'Weltklimakonferenz vum Modell hier eigentlech eppes eemoleg Geniales ass, wou nämlech all d'Länner mat allen eegenen nationale Pläng, déi se hunn, eeben zesummekommen, fir un engem gemeinsamen Theema ze schaffen. Dat ass eigentlech e Format, dat et esou vergläichbar néierens gëtt. An dat ass eeben awer e Format, dat scho vu Joer zu Joer weidergefouert gëtt, dat also ëmmer nach existéiert, och wann et héchstwarscheinlech Leit gëtt, déi wéilten, dass et net méi existéiere géif.

An da muss een och nach déi aner positiv Resultater betounen, Här President. 122 Länner hunn nei NDCs (ndlr: Nationally Determined Contributions) presentéiert, also hir national Pläng, wéi se un hir Ziler wëllen erureechen. Den Ausstig aus de fossillen Energien ass zwar net tel quel esou am Schlussdokument vun der Weltklimakonferenz dran, wéi mer eis dat gewënscht hätten – dat Ganzt gëtt elo op fräiwëlleger Basis formuléiert –, an trotzdeem gëtt et awer ronn 80 Länner, déi sech verbindlech hir Ziler gesat hunn, fir an deem Punkt da weiderzekommen, wat trotz allem eppes wäert ass. Obwuel ech wierklech grad do meng Enttäuschung festmaachen, dass mer hei iwwerhaapt net wäit komm sinn, wat déi Verbindlechkeet global ugeet.

Da muss ee betounen, dass et de Reebëschfong gëtt, dee gegrënnt gouf, wou och scho 50 Länner mat abezuelen. An ech wëll och nach eng Kéier den Här Minister froen, ob en eis kann erklären, wéi Lëtzebuerg sech dann elo kuerzfristeg, mëttelfristeg a laangfristeg vis-à-vis vun deem Fong wäert verhalen.

An dann ass eeben och déi Verdräifachung vun den Hëllefe fir de globale Süden entscheet ginn – ech resüméieren et elo e bëssen –, déi Verdräifachung zwar eréischt bis 2035. Dat ass natierlech nach eng Kéier méi spéit, wéi mer eis dat eigentlech gewënscht hunn.

An da muss een och derbäi soen, dass awer trotzdeem dank de Protester vun der Zivillgesellschaft – an an dësem Moment mengen ech da virun allem och déi autochthon Vëlker – déi Indigeen ganz present waren op der COP. Dir hutt dat héchstwarscheinlech och an den Noriichte matkritt. Si hunn och vill protestéiert. Dat waren och deelweis Protester, déi e bëssen ze wäit gaange sinn, mee dat hëlt jo de Message vum Protest net ewech, nämlech: „Kuckt op eis, considéréiert eis a respektéiert eis!"

Déi do Protester hunn awer och derzou gefouert, dass eng grouss Sensibiliséierung vis-à-vis vun de COP-Participanten dofir do war, eebe genau déi indigeen an autochthon Vëlker ze schützen an och ze kucken, dass si zu hirem Recht kommen. Also e bëssen dat, wat mir als Lëtzebuerger Chamber an och eis Ëmweltkommissioun am Numm vun der Lëtzebuerger Chamber decidéiert hunn.

Zwou grouss Froen, mengen ech, stelle sech no dëser Weltklimakonferenz. Déi éischt ass: Wat fir eng politesch Plaz behält eigentlech nach de Klimaschutz? Well de Kontext, geopolitesch an ökonomesch, ass schwiereg. Dat ass am Moment einfach dat Theema, dat alles iwwerraagt, an eigentlech ass et hannen um Enn de Versuch, de Klimaschutz nach iergendwéi iwwert d'Ronnen ze kréien an trotzdeem nach wäertvoll ze halen.

Ech mengen, dass déi bescht Politick déi wäert sinn, déi et packt, déi zwou Saachen – oder déi dräi Saachen –, d'Ökonomie mat der weltpolitescher Sécherheet, an awer och dat Soziaalt zesummenzedenke mat der Ökologie. Also dat, wat mer eigentlech als e Modell vun der Nohaltegkeet verstinn. Déi bescht laangfristeg Politick wäert dora bestoen, et fäerdegzebréngen, Modeller ze entwéckelen oder Modeller weiderzebréngen, déi genau déi dote Saache gläichzäiteg denken an net dat eent géint dat anert ausspillen. Well genau an deem Zenario si mer ëmmer erëm, wou gesot gëtt: „Nee, dat do ass méi wichteg wéi dat anert!"

Ech si frou, dass Kolumbie fir den Abrëll vum nächste Joer 2026 eng grouss Konferenz aberuff huet zum Theema „Just Transition". Et ass eng vun den Initiativen, déi hei zu Belém a Brasilie geholl goufen. Well ech mengen, dass se domat genau dat richtegt Theema upaken, well ënner „Just Transition" verstinn ech schonn eeben dat nohaltegt Zesummespill vun de sozialen, den ökologeschen an den ökonomesche Froen.

Déi Fro, wéi staark de Klimawandel iwwerhaapt nach als Theema virkënnt, wann all Mënsch iwwerall op der ganzer Welt sech virun allem ëm wirtschaftlech Theeme këmmert, déi Fro entscheet sech net eleng domadder, dass ee seet, de Klimawandel gëtt eis hannen um Enn méi deier wéi de Kampf géint de Klimawandel – well dat ass eigentlech längst bewisen an nogewisen.

Dat ass net déi eenzeg Fro, déi hei mat eraspillt, mee et ass och déi Fro, dass dann Nohaltegkeet zu engem wirtschaftlechen Argument gëtt, dass Nohaltegkeet zu engem wirtschaftleche Virdeel gëtt, dass mer dohinner kommen, dass mer kënne soen: Déi ganz Entwécklung, déi nohalteg Entwécklung vun eiser Wirtschaft gëtt herno zu engem Virdeel fir eis selwer. Dat erfuerdert Courage, dat erfuerdert Visiounen an dat erfuerdert eebe genau dat doten, nämlech dat Zesummendenke vun deenen dräi Dimensiounen.

Ech hat gesot, et gëtt nach eng zweet grouss Fro, an dat ass déi vun der Zukunft vun der Weltklimakonferenz. Ech soen éierlech, ech hunn e bëssen Angscht, dass an den nächste Joren, wann et esou weidergeet, d'Weltklimakonferenzen e bëssen esou viru sech hiplätscheren, dass se zwar gutt virbereet kéinte sinn – ech mengen, Brasilien hätt do insgesamt eng relativ gutt Aarbecht gemaach; zu Dubai hate mer dat iwweregens och, do war eng gutt Viraarbecht gemaach ginn; op anere Plaze war se manner gutt –, mee ech hunn trotzdeem déi Suerg, dass dat elo vu Joer zu Joer esou weiderplätschert an dass mer ëmmer erëm hei stinn an eis driwwer iergeren, dass mer net esou richteg virukommen.

Dofir fannen ech et interessant, dass elo souzesoen Zousazinitiativen ergraff goufen, déi sech dann eeben op spezifesch Problemer fokusséieren. Zum Beispill kann den Här Minister vläicht, wann e wëllt, dat, wat e mat eis gedeelt hat an der Visiokonferenz, och nach eng Kéier hei kuerz erklären, déi Rio Changemakers, inwiefern also déi Lëtzebuerger Initiativ dann och Friichten dréit.

Ech hat dat vu Kolumbie scho genannt, déi „Just Transition"-Konferenz, vun där ech mengen, dass et eng ganz wichteg Initiativ ass, an och déi Initiativ, déi scho säit enger Rei Jore besteet, nämlech déi High Ambition Coalition, also Länner, déi virausginn.

An ech denken, hannen um Enn wäert d'COP dervu liewen, dass mer Länner hunn, déi virausginn a mam gudde Virbild virginn.

Ech weess, dass et dëst Joer fir Europa schwiereg war. Mir waren awer frou, dass mer och kuerz virun der COP den Här Minister an der Kommissioun haten, deen eis erkläert huet, dass elo eng Positioun fonnt ginn ass. Si war net zu 100 % esou, wéi Lëtzebuerg sech dat gewënscht a virgestallt huet. An ech wëll Iech och nach gär, Här Minister, Merci soe fir déi ambitionéiert Haltung, déi Dir do gewisen hutt an deem Kontext, souwuel am europäesche Kontext wéi op der COP selwer.

D'Fro wäert sech also stellen: Wéi geet et mat der COP weider? Vläicht gëtt et do elo schonn Iwwerleeungen. Belém huet derzou gefouert, dass eng Rei Delegatioune méi kleng waren. Vläicht wäert dat jo och eng Léisung sinn an Zukunft.

Ech hunn Iech elo relativ wëll emol meng Gedanke matgedeelt zu där Weltklimakonferenz. An ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Ma merci Iech, Här Galles. An deen zweeten Auteur vun der Aktualitéitsstonn huet d'Wuert, den Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, de Paul Galles huet Recht, dat hei ass „alle Jahre wieder", datt mer de Bilan hei maachen no der COP. An och dëst Joer stellt ee sech natierlech d'Fro, wéi no all COP: War d'Resultat op der Héicht vun den Erwaardungen, awer och vum Opwand vun esou enger Veranstaltung wéi der COP? A wéi bal all Joer oder wéi op alle Fall an deene leschte Joren, ass d'Äntwert ganz kloer: Nee, ganz sécher net! Och dëst Joer net.

Trotzdeem muss ee soen – an de Paul Galles huet dat och gesot –: An dëser Zäit, déi extreem polariséiert ass, déi kompliziéiert ass, wou de Multilateralismus ënner ganz groussem Drock steet, ass et scho bal eng Leeschtung, dass iwwerhaapt nach eng COP stattfanne kann. An déi COPen hunn effektiv, trotz allem Kriteschen, wat ee kann dozou soen, de Meritt ze existéieren an och de Meritt, déi Dynamik fir d'Klimaaktioun um Liewen ze halen.

Et gëtt an eisen Aen awer och ganz kloer eng positiv Nouvelle no dëser COP30, an dat ass de Belém Action Mechanism, de BAM. Dee weist, dass international Klimaverhandlungen trotzdeem nach kënne Resultater erzilen.

D'LSAP ass iwwerzeegt, dass d'Rees a Richtung méi Nohaltegkeet muss sozial gerecht sinn. Mir mussen d'Leit mathuelen, wa mer wëllen eng effikass Klimaaktioun hunn, wa mer wierklech wëllen eppes fir de Klima maachen. Dofir begréisse mer dee BAM, dee Belém Action Mechanism, deen ënnert dem sougenannten „Just Transition Work Programm" ageriicht soll ginn.

Emissiounsziler eleng bauen nämlech keng Stroumnetzwierker, keng Fabricken a suergen och net fir Aarbechtsplazen, déi d'Zukunft matgestalten. Dat erfuerdert nämlech nieft Finanzen technesch Expertis, den Austausch vu Wëssen, international Kooperatioun a Partnerschaften.

Mam BAM soll et elo esou eppes wéi e Guichet unique ginn ënnert dem COP-System, deen haaptsächlech Länner am globale Süden hëllefe soll, erschwénglech an nohalteg Energien auszebauen, propper Industrien ze schafen a fair Aarbechtsplazen ze garantéieren.

Dëst Resultat wier ouni den onermiddlechen Asaz, an ech mengen, dat muss een hei ganz kloer soen, vun der Zivillgesellschaft am Virfeld, mee awer och virun allem wärend der COP op der Plaz net zustane komm.

Trotz alle Kriticken iwwert de Standuert Belém war et hei erëm eng Kéier säit längerer Zäit, muss ee soen, méiglech ze demonstréieren. An dat ass jo och gemaach gi vun Aktivisten an Aktivistinnen an och vu Vertrieder vun den autochthone Vëlker – vläicht net ëmmer op eng ganz duuss Aart a Weis, awer trotzdeem op eng Aart a Weis, déi hir Indignatioun an och hir Suerg iwwer hir Zukunft ganz kloer ausgedréckt huet.

Ech begréissen och dowéinst déi Aarbecht, Här Minister, déi Dir gemaach hutt mat Ärem Ministère, fir enger Rëtsch Jonker aus eisem Land d'Méiglechkeet ze ginn, un der COP a souguer un den Negociatioune mat deelzehuelen. Deene Jonke steet definitiv ganz kloer eng Plaz un deem Dësch zou – oder misst hinne garantéiert sinn –, wou et och ëm hir Zukunft geet.

Et gëtt awer natierlech och eng méi schlecht Nouvelle. An déi kann een, mengen ech, resüméiere mat: Äddi 1,5 Grad Celsius! Déi traureg Realitéit, déi a Realitéit jiddweree scho kannt huet, ass dann elo op dëser COP aktéiert ginn. D'Zil aus dem Paräisser Klimaaccord, d'Äerderwäermung ënner 1,5 Grad ze halen, ass net méi ze erreechen. D'Hausaufgab, déi d'Weltgemeinschaft sech 2015 ginn hat, ass net gemaach ginn, mat elo scho verheerende Follgen iwwerall op der Welt an och bei eis.

Dëse Constat gëtt fir déi alleréischte Kéier och elo an engem Text vun der COP festgehalen – dat awer als Usporn, eis Efforten dann elo wierklech hei ze verdéiwen an derfir ze suergen, datt souwuel d'Dauer wéi och d'Ausmooss vun der Iwwerschreidung, dem Overshoot, vun dësem Zil, limitéiert gëtt. Well mir wëssen dat alleguer: All Honnertstel Grad zielt!

Mee, léif Kolleeginnen a Kolleegen, esou Limitte kënne mer och nëmmen anhalen, wann eist Handelen als Weltgemeinschaft, als Europäer a virun allem och hei bei eis zu Lëtzebuerg kohärent ass. Dat, wat mer op der nationaler Bün soen, muss mat eisen Optrëtter op der internationaler Bün iwwereneestëmmen. An och ëmgedréint: Esou wéi mer eis op der internationaler Bün presentéieren, musse mer et och heiheem maachen!

An ech géif dat gäre ganz kloer soen, well de Paul Galles och drop agaangen ass: Mir sinn hei an enger Kontradiktioun. Mir maachen op där enger Säit hei an Europa, an och besonnesch zu Lëtzebuerg, eng Politick, déi reng op Kompetitivitéit, op Wirtschaftsleeschtung ausgeriicht ass. An dann op där anerer Säit gi mer dann hin op Veranstaltunge wéi d'COP a mir setzen eis a fir eng ambitionéiert Klimapolitick. Déi zwee ginn net zesummen! Do muss een e Choix maachen!

Här Minister, Dir hutt laut Observateuren e gudden an engagéierte Match gemaach op der COP. Trotzdeem si mir der Meenung, dass et dëser Regierung, vun där Dir och e Member sidd, u Kohärenz feelt.

Virun der COP, wéi d'EU nach un hirem Klimazil fir 2040 an dowéinst och un hirer Verhandlungspositioun fir d'COP30 gefeilt huet, konnt een an der Press ëmmer erëm liesen, datt Dir Iech géift fir eng ambitiéis Klimapolitick um EU-Niveau asetzen. An nach eng Kéier, dat hale mer Iech och héich!

Gläichzäiteg widderhuelen nach eng Kéier Är Kolleegen an der Regierung, de Premier, awer och den Ekonomiesminister, bei all Geleeënheet, datt se hannert den Omnibus-Packagë vun der Kommissioun stinn. An déi maachen näischt aneres, wéi wichteg Texter, wéi d'Liwwerkettegesetz, de Reporting vu Betriber, d'CSRD (ndlr: Corporate Sustainability Reporting Directive), awer och d'Deforestatiounsreglement, massiv ze ënnergruewen!

Nee, dat ass keng Simplifikatioun, dat ass eng Dereglementatioun! An déi ass ëmsou méi absurd, well se vun der viregter Von-der-Leyen-Kommissioun entscheet ginn ass am Kader an am Kontext vum Green Deal.

Här President, d'Liwwerkettegesetz insbesonnesch, awer och d'Deforestatiounsregulatioun hu jo en direkte Rapport gehat mat dëser COP30. Zum Beispill géifen déi Texter autochthon Vëlker, déi un der viischter Front vum Klimawandel liewen, direkt schützen. An de Fait, dass se verwässert ginn op déi Aart a Weis, hëlt dee Schutz do ewech. Dat heescht, mir sinn hei mëtten an der Kontradiktioun. Mir sinn hei mëtten an där Tensioun zwëschent der Klimaaktioun

an der Politick justement, déi aleng op d'Wirtschaftskompetitivitéit ausgeriicht ass.

Wärend der COP hu mer dat nämmlecht constatéiert. Dir, Här Minister, weist Iech engagéiert. Zum Beispill ass Lëtzebuerg fir déi alleréischte Kéier iwwerhaapt mat engem eegene Pavillon vertruede gewiescht. An deem ass et dann haaptsächlech drëm gaang, gréng Finanzen an déi gréng Finanzplaz Lëtzebuerg ze promouvéieren.

Lëtzebuerg huet op der COP och zwou Initiativen ënnerstëtzt fir d'Erausklammen aus der fossiller Energie a versicht mat sengem Support, déi an d'Konklusioune vun der COP30 ze kréien. Och do kënne mer Iech nëmme fir déi Initiativ luewen.

Wärend där selwechter Zäit geet awer Är Kolleegin, d'Madamm Hansen, hin a fréckelt un der EU-Deforestatiounsregulatioun, wou et justement dorëms geet, derfir ze suergen, dass eis Liwwerkette fräi si vu Produiten, déi zur Deforestatioun a Bëschdegradatioun bäidroen. De Kampf géint d'Deforestatioun, nach eng Kéier, war och direkt um Programm vun der COP. An och do war Lëtzebuerg op der Säit vun deenen, déi zwar méi am Hannergrond, mee awer trotzdeem fir Fortschrëtt plädéiert hunn.

Op där enger Säit sot Dir, Är Regierung, also, dass Der wëllt e Schrëtt a Richtung méi Klimaschutz goen, mee mat deem anere Fouss bleift Der da stoen oder Dir maacht e Schrëtt zréck. D'Resultat ass e Bild vun enger Regierung, déi net ze wësse schéngt, wat se wëll.

An engem Interview no der COP hutt Dir gesot, Här Minister – an ech zitéieren Iech –: „Mir musse méi séier kënnen eis eenegen op Mesüren an e konkreete Plang, fir eraus aus de fossillen Energien als Weltgemeinschaft dann ze klammen." Ech bidden Iech, an och Ärer Majoritéit, eng Geleeënheet dozou un. Dat ass de Fossil Fuel Non-Proliferation Treaty.

An ech géif do gären an deem Kontext eng Motioun deposéieren, Här President.

Motion 1

« relative à la participation luxembourgeoise à l'élaboration d'un futur traité de non-prolifération des combustibles fossiles »

La Chambre des Députés,

réaffirmant

– son engagement envers les objectifs de l'Accord de Paris visant à limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C et reconnaissant que l'atteinte de cet objectif exige une réduction rapide et équitable des combustibles fossiles ;

– la nécessité d'accélérer la transition vers les énergies renouvelables dans un contexte d'urgence climatique croissante, où les impacts du changement climatique menacent la stabilité économique, la sécurité énergétique, et l'accès aux ressources naturelles essentielles pour les générations présentes et futures,

considérant

– l'adhésion du Gouvernement luxembourgeois à la feuille de route fossile présentée à la COP30, qui appelle à un cadre multilatéral concret pour un arrêt progressif, irréversible et juste des combustibles fossiles, fondé sur un calendrier coordonné de réduction de la production et de la consommation de charbon, de pétrole et de gaz ;

– que la Déclaration de Belém sur la transition vers l'abandon des combustibles fossiles (« Belém Declaration on the Transition Away from Fossil Fuels ») lancée par la Colombie lors de la COP30, et soutenue par le Luxembourg, vise à établir un cadre volontaire et innovant pour un arrêt ordonné, équitable et juste des combustibles fossiles, fondé sur la coopération de bonne foi et la mobilisation de ressources financières dédiées à la transition énergétique des pays en développement et des régions dépendantes des combustibles fossiles ;

– l'annonce par la Colombie et les Pays-Bas de la coorganisation en 2026 de la Conférence internationale de Santa Marta sur la transition juste hors des énergies fossiles, nouvelle étape multilatérale importante vers un cadre international renforcé ;

– les résolutions du Parlement européen soutenant le développement d'un cadre international pour la transition hors des combustibles fossiles, y compris l'appel à travailler à un traité de non-prolifération des combustibles fossiles ;

– qu'il n'existe à ce jour aucun instrument international juridiquement contraignant régulant la production de combustibles fossiles, alors que ces derniers représentent la principale source d'émissions de gaz à effet de serre ;

– que le traité de non-prolifération des combustibles fossiles, à travers ses trois piliers fondamentaux, à savoir la non-prolifération, une élimination progressive équitable et une transition globale juste, constituerait un complément essentiel à l'Accord de Paris, fournissant un cadre mondial concret pour arrêter l'expansion de nouveaux projets de charbon, de pétrole et de gaz, et gérer une transition équitable et inclusive vers les énergies renouvelables ;

– que le soutien du Luxembourg au principe d'un traité de non-prolifération des combustibles fossiles renforcerait sa crédibilité et son leadership climatique, en accord avec sa réduction ambitieuse de 90 % des émissions d'ici 2040 et sa vision d'une économie neutre en carbone d'ici 2050,

invite le Gouvernement à

– soutenir le principe d'un futur traité de non-prolifération des combustibles fossiles, en cohérence avec sa participation à l'initiative de feuille de route fossile lancée lors de la COP30, ainsi qu'avec son soutien à la Déclaration de Belém portée par la Colombie ;

– mobiliser ses capacités diplomatiques afin d'intensifier les échanges avec les 18 pays actuellement engagés dans les discussions internationales relatives à ce futur traité, en vue d'examiner les modalités possibles d'une participation du Luxembourg à ce processus ;

– mobiliser le soutien de l'Union européenne et de ses États membres pour faire progresser les négociations en faveur d'un traité international contraignant sur la non-prolifération des combustibles fossiles ;

– agir de bonne foi en ce qui concerne les trois piliers de l'initiative relative au traité sur les combustibles fossiles, dans la mesure où cela est compatible avec nos capacités nationales et l'équité ;

– présenter à la Chambre, dans un délai de trois mois, un rapport sur l'avancement des démarches visant à permettre au Luxembourg de rejoindre officiellement les discussions menées par les 18 pays participants au traité de non-prolifération des combustibles fossiles, ainsi que sur les démarches entreprises auprès de l'Union européenne et de la communauté internationale.

(s.) Franz Fayot, Dan Biancalana, Claire Delcourt.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci, Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | D'COP zu Belém huet bewisen, dass d'Fro vu fossille Brennstoffer eng zentral Roll an internationale Klimafroe spillt. Kolumbien an Holland hunn annoncéiert, dass se am Abrëll 2026 déi alleréischte Konferenz iwwer eng gerecht Transitioun ewech vun de fossille Brennstoffer wëllen organiséieren.

Här Minister, Dir hutt op der COP30, wéi gesot, fir d'éischt mat 80 weidere Länner eng Roadmap iwwert déi sougenannten „Transitioun ewech vu fossille Brennstoffer", den TAFF, ënnerstëtzt. Méi spéit hutt Der mat 23 anere Länner d'kolumbianesch Deklaratioun iwwert d'Transitioun ewech vu fossille Brennstoffer matgedroen.

An dofir wär et an eisen Aen nëmme kohärent, e Schrëtt weiderzegoen a sech och prinzipiell fir en Traité géint d'Weiderverbreedung vu fossiller Energie anzesetzen. Zemools well et eis als Land och géif erméiglechen, an där Dynamik do matzemaachen, dat och mat ze beaflossen. Dat ass jo u sech e Prozess, deen eréischt ugeet, deen uleeft, mee ech mengen, et wär wichteg, och no Ärem Engagement, do Fouss bei Mol ze halen an, wéi gesot, do u vorderster Front ze sinn.

11. Dépôt d'une proposition de loi par M. Franz Fayot

Exposé

A wa mer iwwer Kohärenz schwätzen, Här President, och fir zum Schluss ze kommen, géif ech Iech och nach gären eng Proposition de loi deposéieren am Numm vu menger Fraktioun.

8661 – Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales en vue de renforcer les pouvoirs du point de contact national pour la conduite responsable des entreprises et de permettre la dissolution judiciaire de certaines sociétés de participations financières détenant des participations dans des sociétés sous enquête ou condamnées pour des activités illégales

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

M. Franz Fayot (LSAP), auteur | Et geet hei ëm de Secteur vun de SOPARFIen. Viru Kuerzem war e Reportage, e gutt gemaachte Reportage, op RTL, och am Kontext vun der COP30, iwwer e Fleeschproduzent: JBS, déi hir Holding hei zu Lëtzebuerg hunn an déi bekannt si fir schlëmmste Praktiken an der Entholzung, Korruptioun, déi justement direkt an der Cause si vun der Enteegnung vun den autochthone Vëlker, déi zu Belém esou staark representéiert waren. Dat ass, wéi gesot, eng Holding, déi hei zu Lëtzebuerg sëtzt. An dat ass eent vu villen esou Beispiller, déi sech mat der Zäit ugeheeft hunn.

Mir kënnen eis alleguerten nach erënneren un déi Geschicht mat där Pedopornografiesaach vu Mindgeek. Mir hunn och aner Beispiller, wou SOPARFIen Aktivitéiten ënner sech hunn, déi extreem problematesch, voire illegal sinn.

An dofir hunn ech déi Proposition de loi erabruecht, fir dass mer en Instrument hunn an eisem Arsenal juridique, fir kënne géint esou faul Äppel an eise SOPARFIe virzegoen. Mir sinn eis, mengen ech, alleguerten eens, dass mer eng staark Finanzplaz hei zu Lëtzebuerg wëllen, awer och eng eethesch an eng propper Finanzplaz. D'SOPARFIe sinn Acteuren, déi net mussen autoriséiert ginn, déi weeder vun der CSSF nach vu soss engem eng Autorisatioun brauchen a wou een also kee Contrôle driwwer huet.

Mee et wär awer gutt, wann een e Contrôle ex post hätt. An dofir hunn ech virgeschloen, dass mer éischtens dem Lëtzebuerger Point de contact national beim Ministère de l'Économie méi Pouvoire ginn, fir kënnen ze intervenéieren, wann esou eppes geschitt bei enger Lëtzebuerger SOPARFI. Oder, zweetens, wann eng averéiert Violatioun vum Gesetz geschitt, am Ausland oder hei zu Lëtzebuerg, dass een dann och noutfalls kann esou eng SOPARFI liquidéieren. Voilà, dat, nach eng Kéier, och am Sënn vun der Kohärenz. An ech freeë mech schonn drop, dës Proposition de loi mat Iech alleguerten ze diskutéieren.

An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

12. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet des résultats de la COP30

Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet des résultats de la COP30 (suite)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem Här Fayot.

An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Luc Emering. Här Emering, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Luc Emering (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt géif ech dem Här Galles an dem Här Fayot wëlle Merci soen, dass mir eis haut mat dësem Sujet beschäftege kënnen.

D'COP30 ass eriwwer. Et gouf elo schonn e puermol gesot, ech mengen, den Här Galles hat et ganz ausféierlech gesot, dass et éischter eng ganz enttäuschend COP gewiescht wier an dass eis och an der Ofschlosserklärung dat explizitt Erausklamme vun de fossille Brennstoffer gefeelt hätt. Dat gesi mir natierlech genausou.

Et ass e Fakt, dass den Challenge vum Klimawandel, vun der Äerderwiermung, nëmme ka global gemeeschtert ginn. An et kann net sinn, dass deen een Deel oder oft kleng Deeler vun der Welt extreem Efforte maachen, wéi mir hei zum Beispill, an op anere Plaze gëtt leider riicht weidergefuer, soudass mer ënnert dem Stréch global net vill erreechen.

Och hei zu Lëtzebuerg, an dat hunn ech hei op der Tribün am Virfeld vun der COP gesot, wäerte mir de Klimawandel net eleng stoppe kënnen. Mee trotzdeem solle mer eis Hausaufgabe maachen.

Mir als DP fannen, dass een duerchaus awer och soll verschidde positiv Elementer vun der COP30 ervirhiewen. Verstitt mech net falsch, mir si sécher enttäuscht, eebe well et net zu deem Phasing-out vun der fossiller Energie konnt kommen, mee gläichzäiteg sinn awer och eng Rei Klengegkeeten derbäi, mengen ech, déi een hei kéint ernimmen.

Esou ass et zum Beispill esou, dass d'Hëllefe fir de globale Süden am Kampf géint de Klimawandel bis 2035 solle verdräifacht ginn. Dir erënnert Iech, dat war ee vun den Haaptknackpunkten d'lescht Joer op der COP29, wou gesot gouf, dass d'finanziell Hëllefe bei Wäitem net géifen duergoen, fir dem Klimawandel entgéintzewierken.

Och d'TFFF, déi sougenannten „Tropical Forest Forever Facility", ursprénglech eng Iddi vu Brasilien, gouf lancéiert. Hei sollen ëffentlech an och privat Investissementer derfir suergen, datt d'Länner, déi e Reebësch hunn, finanzéiert ginn, wa se dësen aktiv schützen an net ofholzen. Hei hu ganz verschidde Länner scho Kontributiounen am Wäert vu 5 Milliarden Euro versprach. Natierlech ass dat nach ausbaufäeg. Mee am Ufank sinn Investitiounen, déi direkt vun deene Länner gedroe ginn, noutwendeg, fir dat néidegt Vertrauen och fir d'privat Investisseuren ze gewannen.

Ausserdeem huet Kolumbien op der COP d'Initiativ geholl, d'nächst Joer eng Konferenz ze organiséieren, wou en detailléierte Plang opgesat gëtt, wéi mer aus der fossiller Energie kënnen erauskommen. D'Participatioun ass zwar net obligatoresch, mee et hu schonn iwwer 80 Länner zougesot.

Här President, ech verstinn natierlech, dass esou munchereen dës COP30 als Echec gesäit oder fënnt, dass de Richtungswiessel vill ze lues kënnt. Mee gläichzäiteg fanne mer awer, datt Schrëtt, a wa se och méi kleng sinn, trotzdeem wichteg sinn an eis weiderbréngen.

Obwuel et op der COP net deen Accord ginn ass, dee mir eis alleguerte gewënscht hunn, mierkt een awer oder gesäit een awer zumindest, dass vill wichteg Länner a Regiounen op dëser Welt de Klimawandel eescht huelen an d'Problematik verstanen hunn: D'EU, déi virun der COP30 schlussendlech awer en Accord fonnt hat – net deen, dee mer eis gewënscht hunn, mee trotzdeem besser en Accord ewéi keen Accord –; Japan, eng vun de gréisste Wirtschafte vun der Welt, wëll bis 2050 CO_2-neutral sinn; China, ee vun de gréissten CO_2-Verursaacher weltwäit, schätzt an, dass seng Emissiounen ab 2030 wäerten erofgoen, vläicht och schonn éischter. Dat si fir eis awer positiv Signaler.

Natierlech gëtt et och Länner, déi net genuch maachen oder déi et nach ëmmer net agesinn. An dofir gëllt et, sech weider anzesetzen an och déi COPen als extreem wichtegt Instrument ze gesinn. Mir musse weider verhandelen an no Léisunge sichen, bis och déi Länner, déi haut nach exklusiv op fossill Brennstoffer setzen, iwwerzeegt sinn, dee Wee vun den Erneierbaren ze goen.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. Den nächste Riedner ass den Här Michel Lemaire. Här Lemaire, Dir hutt d'Wuert.

M. Michel Lemaire (ADR) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et kann ee sécherlech Kritick un der Form vun der Weltklimakonferenz äusseren, ob et nach zäitgeméiss ass, dass elo Dausenden Delegéierten, Journalisten, NGOs, Lobbye mat Laangstreckeflich dohinner reesen an engem Zäitalter, wou ee jo quasi mat engem Klick Kommunikatioun opbaue kann, wéi d'Madamm Welfring dat jo luewenswäerterweis gemaach huet.

Et kann een de strukturellen Opwand kritiséieren, dee gemaach gouf an dee jo och eng staark Belaaschtung war fir déi lokal Ökosystemer vum Amazonas.

Une voix | Très bien!

M. Michel Lemaire (ADR) | Et kéint een agoen op Ongläichheeten a Widderspréch, dass vläicht räich Länner an Institutioune staark vertruede sinn, wärend lokal Communautéiten, indigène Gruppe keng oder zumindest eng manner grouss Stëmm hunn.

Ech kéint elo sécherlech op eise Walprogramm agoen, woura mer och substanziell Propose formuléiert hunn, wéi mer Klimapolitick méi global kéinten ugoen. Mäi Kolleeg, de Jeff Engelen, huet dat schonn déi eng oder aner Kéier hei gemaach. Ech wëll an dëser Ried mäi Schwéierpunkt aneschters setzen.

Ech hu mer erlaabt, a menger Untrëttsried dovunner ze schwätzen, dass mer an engem Zäitalter vun der Destabiliséierung, vun der Onsécherheet liewen, an dat ass mat ee Grond, firwat och bei Jonke psychesch Erkrankunge leider zouhuelen. Ech wëll elo en Zitat formuléiere vun engem Klimaexpert. Ech wëll och soen, dass souguer bei de Klimaexperten, mol am Detail, mol a méi grousse Linnen, ënnerschiddlech Meenunge bestinn. Mee ech zitéieren elo e Klimaexpert.

De 27. November dëst Joer war op rtl.lu en Artikel, wou geschwat ginn ass vun der UNEP, dat ass den Ëmweltprogramm vun de Vereenten Natiounen. An do ass gesot ginn, ech zitéieren: „Souguer wann all déi Klimaschutz-Versprieche géifen agehale ginn, déi bis ewell gemaach goufen, géif d'Äerd nach ëmmer op eng Erwiermung vun tëscht 2,3 bis 2,5 Grad bis 2100 duergoen, heescht et am Emissions Gap Report vun der UNEP en Dënschdeg." Zitat Ende.

Ech hu mech gefrot: Eng Ausso wéi déi doten, wat mécht dat mat de Jonken, déi an eng Welt erawuessen, wou schlau Experten, déi méi vu Klima kenne wéi ech, am Prinzipp soen: „Mir kënnen net méi alles änneren oder mir kënnen net méi vill änneren"? An et ass meng déifst Iwwerzeegung, dass Politick net soll de Reflex unhuelen, de Jonken e pechschwaarzt Bild vun der Zukunft ze molen. Esou schwéier et och ass am Hibléck op déi multipel Krisen, mat deene mir de Moment konfrontéiert sinn, denken ech, soll d'Politick net ophalen, Optimismus, souwäit et geet, ze verbreeden.

D'Mënschheet ass duerch vill Krise gaangen, och klimabedéngt Krisen. Mir hate souguer an der Neizäit laang Fraschtperioden, wou mer ganz massiv Hongersnéit haten. A wann et esou ass, dass mer mat der Mitigation, also mat der Vermeidung oder Reduzéierung vun Zäregasemissiounen, u Grenze stoussen, da sollte mer ëmmer nach soen, dass mer dann den Hiewel vun der Adaption, vun der Adaptatioun, hunn. Wat bleift eis och aneschters iwwereg?

Wa mer héieren, dass zum Beispill an Nordafrika Dürren zouhuelen – an ech kenne perséinlech Leit aus Marokko, déi mer do en net allze berouegend Bild gemoolt hunn –, wat bleift eis dann iwwereg, wéi op d'Innovatioun an d'Kompetenz vun der Mënschheet, vun der Politick ze vertrauen, déi richteg Decisiounen ze huelen? Fuerschung, Ubau vun dürreresistente Planzen, Uleeë vu Bewässerungssystemer – allgemeng, denken ech, hu mer Hiewelen –, Héichwaasserschutz am Beräich vun der Upassung vun der Landwirtschaft a vun der Resilienz vun natierlechen a mënschleche Systemer. Allgemeng soll ee soen, dass mer ëmmer mussen an eng Richtung goen, dass mer d'Auswierkunge vum Klimawandel esou offiederen, dass esou mann wéi méiglech Schued u Mënsch, Natur an Déier entsteet.

Mir bleiwen awer a mir si Politiker, mir mussen innovéieren, handelen, Perspektive bidden a mir däerfen net eng ganz Generatioun an eng kollektiv Depressioun fale loossen. Mir däerfen net de Kapp an de Sand stiechen a musse weiderhi kämpfe fir eng Zukunft vun der Gerechtegkeet an och vum Wuelstand.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Joëlle Welfring. Madamm Welfring, Dir hutt d'Wuert.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här President. „Dëst gëtt d'COP vun der Wourecht, d'COP vun der Ëmsetzung." Esou Aussoen, ënner anerem vu politesche Verantwortlechen, haten d'Erwaardunge vu ville Leit – an et ass virdru schonn ugeklong – un dës 30. Klimakonferenz héichgeschraubt. Mee och Tatsaache wéi déi, dass dëst Treffen den zéngjärege Jubiläum vum Paräisser Accord markéiert, am Amazonasgebitt ass, e groussen Asaz vun der Zivillgesellschaft gesinn huet an och d'ugekënnegt Method vum COP-President, ausgeriicht op Konsens – all dës Tatsaachen haten d'Hoffnung op brauchbar Resultater geniert.

D'Enttäuschung war dofir och ëmsou méi grouss, wéi um leschte Verhandlungsdag kloer gouf, dass sech un deem flaachen Ofschlossdokument awer näischt Weesentleches méi géif änneren: kee klore Plang vum Ewechkomme vu fossillen Energien, keng staark Entscheedung géint d'Ofholzung oder fir

d'Finanzéierung vun der Klimaupassung am globale Süden.

Mee héich Erwaardunge sinn net de Problem. Wann ee sech virun Aen hält, wat um Spill steet, da weess een, dass eis Erwaardungen un d'Klimaverhandlungen och mussen héich bleiwen an dass mer, trotz deene villen Enttäuschungen, eis Efforten, fir déi gemeinsam gestachen Ziler ze erreechen, ëmmer nees musse weiderféieren. Dat, wat méi Suerge bereet, dat ass d'Kredibilitéit. Net nëmmen déi vun de COP-Presidencen huet e groussen Afloss op d'Resultater vun de Verhandlungen, mee och déi vun deene puer wichtege Verhandlungspartner, déi nach do sinn, wéi d'Europäesch Unioun. An heirop kommen ech gläich nach eng Kéier zréck.

Duerch Begrëffer wéi „Klimakonferenz" a „Klimaschutz" kann ee mol den Androck kréien, wéi wann d'Klima selwer eis Haaptsuerg wier. Mee d'Klima gëtt och esou eens. Wourëms et jo eigentlech geet bei dëse Verhandlungen, dat si mir Mënschen an eis Liewensgrondlagen op dësem Planéit. Am Kär geet et ëm eis Sécherheet: eis Sécherheet fir eng stabill Versuergung mat propperem Waasser an anere liewenswichtege Ressourcen, genuch propper Energie ze hunn, fir eis Gesellschaft um Rullen ze halen, a Sécherheet, op d'Zukunft ausgeriichten Aarbechtsplazen a letztendlech och Onofhängegkeet vun autoritäre Regimmer.

An dës Sécherheet, déi gëtt et net zum Nulltariff. De Wee dohi féiert onausweechlech iwwer eng méi grouss Gerechtegkeet, an dëst op d'mannst op dräi Niveauen:

Zäitlech gesinn: D'Effekter vun der Klimaverännerung op eis Mënsche ginn ëmmer méi séier, ëmmer méi staark. D'Dréchenheete si schonn ugeklong. Dofir ass et kloer, dass mer eis haut mussen asetzen, fir d'Sécherheet vun de Generatioune vu muer ze erméiglechen.

E soziale Volet: Déi Mënschen, déi am mannste besëtzen, an déi, déi och am mannste Schold um Problem hunn, sinn déi, déi am meeschten drënner leiden, well se beschtefalls a schlecht isoléierte Wunnenge liewen a sech Verbesserungen net esou einfach leeschte kënnen. Dofir mussen déi, déi de Privileeg vum Choix hunn, och e méi groussen Effort maachen. An den Effekt vu Klimamesüren op Stéit mat manner Sue muss anticipéiert a geziilt ofgefiedert ginn. Och dat ass eng Konditioun fir politesch Stabilitéit a Sécherheet fir eis ganz Gesellschaft.

An deen drëtten Niveau ass e geografeschen, well dee selwechte Problem gëllt mam Bléck op d'Weltkaart. Et si grad déi Leit, déi bis elo selwer wéineg Emissioune verursaacht hunn, deenen hiren Alldag haut schonn duerch Extreemer bestëmmt gëtt. Fir Leit aus Kiribati, Bangladesch oder Fidji – och déi léiert een iwwer Visio-Konferenze kennen an et kritt ee ganz ergräifend Temoignagen, wou ganz Dierfer musse verluecht ginn, well d'Mier se soss verschlénge géif –, bedeit d'Anhale vun 1,5 Grad e Recht op Liewen.

Laut dem Weltflüchtlingsrot ginn all Dag 70.000 Leit duerch wiederbedéngte Katastrophen aus hirem Doheem verdriwwen an dat mat steigender Tendenz. Wa mer also geopolitesch Stabilitéit wëllen, musse mer Ursaache bekämpfen a gläichzäiteg fir genuch finanziell Mëttele suergen, fir negativ Effekter ofzefiederen.

No den zwee Weltkricher am leschte Joerhonnert hat d'Weltgemeinschaft sech d'Wuert ginn, zesummen eng méi sécher Zukunft opzebauen. Dëst wichtegst Verspriechen vum 20. Joerhonnert gëtt haut vun e puer vun de mächtegste Länner gebrach, déi sech op eng reng nationalistesch Zilsetzung begrenzen an och mat Erfolleg den Ausstig aus de fossillen Energië blockéieren.

Europa huet dofir eng ëmsou méi entscheedend Roll, fir de Multilateralismus ze verteidegen – grad elo! A grad dofir däerf Europa seng Kredibilitéit net wéinst kuerzfristegen Interessen op d'Spill setzen. Dat laangt Réngen ëm e Reduktiounszwëschenzil, d'Verfeele vun den Delaien, fir d'Reduktiounspläng matzäiten anzereechen, an de progressiven Ofbau vu wichtegen Ëmweltaquise sinn net onbemierkt bliwwen an hunn dofir gesuergt, dass d'Leaderroll vun Europa an de Klimaverhandlungen an de leschten zwielef Méint zolidd Téitsche krut.

Lëtzebuerg huet mat senger aktiver Roll beim Ofbau vum Deforestatiounsreglement a vun der Liwwerkettendirektiv hei selwer eng Partie vun den Téitsche mat verursaacht an och déi national Klimaneutralitéit faktesch no hanne verluecht. Dorun ännert och e Weiderféiere vun der progressiver Steigerung vun de Klimafinanzhëllefe leider näischt.

Et kann een net op där enger Säit mathëllefen, Feier ze leeën, fir op där anerer Säit ze probéieren, nees ze läschen an dat Ganzt als ambitiéis Klimapolitick bezeechnen. Domadder setzt een net just seng eege Kredibilitéit op d'Spill, mee och d'Vertrauen an d'Politick. A grad dat kënne mer eis haut am allermannste leeschten.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och der Madamm Welfring. An den nächste Riedner ass den Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also an Tëschenzäit ass et e bësse wéi bei „Und täglich grüßt das Murmeltier", elo net wéinst de COPe mat den Nummeren hannendrun, mee och well mer hei am Viraus d'Heure d'actualité virun dräi, véier Wochen op Ufro vun déi Lénk haten.

Elo schwätze mer iwwert dat zimmlech maut Resultat. Et ka jiddereen interpretéieren, wéi e wëll, fir mech ass et schlecht. Ech wëll hei elo net guttschwätzen, wat decidéiert ginn ass, an dass bei der COP wéineg erauskomm ass, hunn ech och déi Jore virdru leider scho misse soen. Et ass e bëssen dat, wat enttäuschend ass.

Ech fannen et awer trotzdeem positiv, dass d'Chamber dofir och net huet missen dohinner fléien, fir dass herno näischt erauskënnt. Dat heescht, zumindest dat hu mer scho mol fir d'Natur gemaach. Ech hätt mer dat selwecht gewënscht fir d'Regierung: dass se net dohinner geflu wär, fir herno awer mat eidelen Hänn erëmzekommen.

Also, d'Videokonferenz huet hei scho ganz vill gehollef. A jo, wann d'nächst Joer méi kleng Delegatioune géinge fléien, wär der Ëmwelt och scho gehollef. Well ech weess net, wat déi Veranstaltung, wa se esou opgeblät ass, nach bréngt. Well de Problem ass och, wat méi Leit do sinn, wat méi Meenungen do sinn, wat d'Kompromësser méi kleng ginn, wat d'Méiglechkeeten iwwerhaapt méi kleng ginn.

A jo, den Elefant am Raum: D'USA waren net dobäi. Mir kënnen awer op der Welt nun emol och näischt ouni si maachen. Do ass d'Fro, wéi een dann an Zukunft domat ëmgeet, wa mer lauter COPe maache mat Leit oder mat Länner ..., bon hei geet et jo och ëm de President, mee mat Länner, déi eng aner Meenung hunn. Da komme mer och net weider. Well wann déi net matmaachen, komme mir net méi weider. An dat ass ee vun de kruziale Punkten, déi mer awer eng Kéier mussen upaken. Mir kënnen herno esou vill an esou schéi schwätzen, wéi mer wëllen, mee d'Klimapolitick ass nun emol weltwäit a mir mussen dann alleguerten déi Partner mat an d'Boot kréien, egal ob déi Presidenten oder déi ... eis gefalen an deenen hir Positiounen eis gefalen oder net.

Natierlech ass et schwéier, déi Länner ze iwwerrieden. Grad wa mer d'USA huelen, déi maache jo elo quasi alles, fir de Klimaschutz nach méi futtizemaachen, wéi en am Moment schonn ass. Mee wa mer se gewäerde loossen, komme mer och net wäit. Dat heescht, den Dialog muss awer do weiderhi bestoen, well och an den USA ass et esou: Wa mer elo net handelen, wäerten herno d'Schied ... An ech hunn et schonn oft hei gesot: Een Euro, deen haut verdéngt gëtt, kascht herno zéng Euro, fir et ze flécken, wann d'Klimaschied antriede wäerten. An déi Reegel, déi wäert och fir d'USA oder fir aner Länner, déi elo do e bësse blockéieren am Moment, gëllen an och déi wäerten herno Problemer hunn, fir an hire Länner deementspriechend ze iwwerliewen. Well wann een haut näischt mécht, dann ass dat eeben de Problem, dass een herno net iwwerliewe wäert. Dat ass einfach ganz radikal.

Bei verschiddene Länner, déi am Moment am Verglach zum Mieresspigel immens déif leien, wësse mer jo och, dass déi wäerte komplett ausradéiert ginn. An ech mengen, dat sollt eis scho genuch ze denke ginn. Ech weess, dass dat verschiddene Länner zimmlech egal ass. Ech maache mer och Gedanken doriwwer, dass an europäesche Länner ëmmer méi Tendenze komme virun allem am extreem rietse Beräich an déi dann och nach gewielt ginn an dat och nach eng Kéier eng Blockad ass fir de Klimaschutz an Zukunft, soudass an Europa och net wierklech sécher ass, dass mer an deenen nächsten 10, 20 Joer iwwerall Majoritéite wäerten hu fir méi Klimaschutz. Dat ass eppes, wat mer ze denke gëtt. A virun allem fir eis Kanner wäert dat immens geféierlech ginn, well Europa sollt e Virreider sinn. Europa sollt kucken, dass mir zumindest scho mol propper dostinn.

Ech hat d'lescht Kéier iwwregens virun dräi, véier Wochen dat selwecht Beispill mat Lëtzebuerg scho geholl virun allem mam Overshootday a mam Tanktourismus an Allméiglechem, wat mer nach maachen op de Boursen, wou mer net onbedéngt zu dem Klimaschutz bäidroen. Ech mengen, wa mer op eng COP fléien, sollte mer fir d'éischt emol kucken, dass bei eis alles propper ass an dass mer alles gemaach hunn, ier mer deenen anere Länner kënne Lektioune ginn.

De Klimaschutz ass immens wichteg an och Lëtzebuerg muss do awer nach eng Kéier op den Tempo drécken, well ech hunn am Moment d'Gefill, dass net genuch geschitt.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | A wannechgelift e bësse méi roueg hei niewent dem Riednerpult!

M. David Wagner (déi Lénk) | Richteg. Merci, Här President. Jo, ech fannen déi Diskussioun ëmmer e bësse bizarre, wann ee seet ... Ok, also dëst Joer sinn eis zwee Vertrieder jo net geflunn, si waren net zu Belém, si waren hei, sinn heibliwwen, hunn dat iwwer Zoom gemaach. Ech felicitéieren hinnen och dozou, do matgemaach ze hunn.

Mee éierlech gesot, fléien d'Chamber oder Membere vun der Chamber ganz oft op vill méi onnëtz Sëtzungen, mengen ech, wéi déi heiten. An ech fannen et ëmmer e bëssen demagogesch, ze soen: „Ok, dës Kéier war et de Käschtepräis." Ech hu mer soe gelooss, datt dat awer och elo net esou iwwerdriwwe gewiescht wier. Enfin bon. Ech hu léiwer, d'Leit fléien. Ech hätt souguer à la limite léiwer, mir hätten zwou COPen d'Joer, an da géif d'ganz Welt dohi fléien – an dat wär net super fir den CO_2, mee dorunner géif et elo och net méi scheiteren – a mir hätten do Léisungen. Ech fannen et ëmmer e bëssen demagogesch. Mee bon, soit.

Wéi scho gesot gouf: Virun engem Mount hate mer och schonn emol d'Debatt iwwert d'COP, zu där mir och als Lénk eng Heure d'actualité ugefrot haten. An normalerweis ass et jo esou, datt den Ëmweltminister no der COP hei an d'Chamber kënnt an duerno ëmmer erkläre muss, datt d'Resultat kengem senge Wënsch, also kenger Fraktioun hire Wënsch, entsprécht – meeschtens – an och net der Regierung hire Wënsch entsprécht. An dat sinn dann u sech och ëmmer ganz demobiliséierend Demarchen. An duerno seet dann och den Ëmweltminister: „Jo, et ass eeben dat erauskomm, wat erauskomm ass. Elo musse mer domadder liewen. Ech hätt och léiwer gehat, datt mer e bessert Resultat gehat hätten."

D'Fro stellt sech dann awer och, ob déi heiten aktuell Lëtzebuerger Regierung genausou ambitiéis ass, wéi den Ëmweltminister se vläicht duerstellt oder wéi den Ëmweltminister et gären hätt. A mir gesinn dat awer net onbedéngt esou. Well mir sinn der Meenung, datt d'CSV an d'DP beim Klimaschutz och hei doheem trotzdeem éischter op der Brems stinn. Bei der Finanzéierung vun den Upassungsmoossnamen un d'Klimaverännerunge wollte se net méi maache wéi haut an och net dat, wat wëssenschaftlech noutwendeg ass. An dat ass och scho virun e puer Wochen hei kloer ginn.

Zu Belém op der COP gouf et bei dësem Punkt och kee Fortschrëtt. D'EU wollt souguer zousätzlech finanziell Mëttelen eréischt bis 2035 bereetstellen an net scho bis 2030. Esou sinn d'Mënschen am globale Süden elenggelooss a bleiwen de Klimaschied schutzlos ausgeliwwert. An et geet do wierklech ganz oft ëm d'Iwwerliewen. Dobäi hunn déi Länner jo meeschtens wierklech net zu deenen Emissioune bäigedroen.

Och bei der Lutte géint d'Ofholzung koum keng kloer Ausso. Am Ofschlosstext gëtt dëst Theema kaum ernimmt. An do muss dann och d'Regierung profil bas maachen, well d'Regierung huet jo selwer d'Ofschwächung vun der EU-Direktiv zur Bekämpfung vun der Deforestatioun ugestiwwelt. An dës Verwässerung gouf d'lescht Woch mam Vott vun der CSV an der Hëllef vun den Ultrarietsen am Europaparlament och schamlos ugeholl.

Déi Ultrariets ware souwisou ëmmer frou mat fossillen Energiequellen. An, voilà, si zerstéieren a verbrenne gäre Saachen. A si hunn haut e ganz liicht Spill, wann d'Europäesch Vollekspartei mam Fixfeier nieft hinne steet, well dat ass awer och d'Realitéit.

Et wier och eng Kéier interessant, ze wëssen, wat d'CSV vun deem Vott hält. Well si hält sech bedeckt, an ech fannen, et ass wierklech e Skandal, wat déi zwou Vertriederinnen do gemaach hunn.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Ganz richteg!

M. David Wagner (déi Lénk) | Här President, a ville Berichter iwwert d'COP liest een, datt d'EU do dann éischter negativ opgefall ass. D'Bild vun engem Klimapionéier passt net méi zur Politick vun der business-friendly Dereguléierung zulaaschte vun der Ëmwelt, déi d'Von-der-Leyen-Kommissioun a vill Regierungen, och déi heiten, aktuell maachen.

Ech erënneren un d'Simplification administrative. Derhannert stécht soss näischt, wéi u sech Reglementatioune fir d'Ëmwelt ofzeschafen. Wat och nach ganz schlëmm ass: D'Logementsproblematik an d'Ëmweltproblematik gi géinteneen ausgespillt. Dat sollt een net maachen, well de Logementsproblem, dee kéint een aneschters léisen. Soit.

D'EU huet kee kloert a verflichtend Zil fir en Ausstig aus de fossillen Energien op der COP ënnerstëtzt. Déi ronn 1.600 Pëtrolslobbyisten op der COP hunn also gutt Aarbecht gemaach. Déi kann ee vläicht leider felicitéieren.

Lëtzebuerg huet zwar mat 23 anere Staaten eng Deklaratioun fir d'Enn vun de fossillen Energien ënnerschriwwen – dat ass positiv –, awer ënnert dem Stréch bedeit et, datt zéng Joer no dem Paräisser Accord nach ëmmer kee wierkleche Wëllen do ass, fir d'Verbrenne vu fossille Brennstoffer séier ze stoppen.

Déi logesch an traureg Konsequenz dovu steet, zéng Joer no Paräis, am Ofschlosstext vu Belém: D'Zil, d'Äerderwiermung ënner 1,5 Grad ze halen, ass verfeelt!

Mir hu verstanen, datt d'Lëtzebuerger Regierung zu Belém net zu deene schlëmmste Regierunge gehéiert. An ech mengen, et gëtt keen, deen elo dem Här Ëmweltminister virwerft, elo wierklech en Negativspill do gespillt ze hunn. Mir wësse jo och, wat de Poids vu Lëtzebuerg ass, a mir wëssen, wat um Niveau vun der Europäescher Unioun leeft. Mee mir sinn awer och der Meenung, datt een, och wann et zum groussen Deel gescheitert ass zu Belém, zu Lëtzebuerg awer och seng Hausaufgabe soll maachen. An et kann een och nach iwwert d'Mooss schloen. Och wa Lëtzebuerg e klengen Impakt huet, ass et ganz wichteg, datt mer déi positiv Dynamik ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och.

An elo huet d'Regierung d'Wuert, den Här Ëmweltminister Serge Wilmes. Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Merci villmools, Här President. Ech wëll fir d'éischt gär alleguerten den Deputéierte Merci soen, datt se Positioun geholl hunn zu de Resultater vun der COP.

Ech wëll awer och nach eng Kéier soen, datt mir et als Regierung ausdrécklech begréissen, datt d'Parlament sech souwuel virun enger COP, bannent enger COP an no enger COP mat der Weltklimakonferenz auserneesetzt. Dat ass natierlech Äre Choix, mee d'Regierung steet Iech zur Verfügung, fir allkéiers ze kommen, wann Dir eis frot, a mir kënnen Iech nëmmen ënnerstëtzen, dat esou weiderzemaachen.

Ech fannen net, datt dat ze vill ass. Et kënnt engem zwar heiansdo vir wéi „Und täglich grüßt das Murmeltier", wéi den Här Goergen gesot huet. Jo, et ass eeben en Exercice, deen alljoers ass.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

An et ass awer gutt, datt en dat ass, well wa mer en net méi hätten, da wär dat schlëmm, well dann hätte mer u sech kee globaalt Instrument méi, fir ze probéieren, engem globale Problem awer op d'Spuer ze kommen. Et ass dat Eenzegt, dat mer hunn. An ouni dat Instrument wäre mer och net um Wee bei plus 2,3, plus 2,8, wéi et am Moment ausgesäit, mee bei plus 3, plus 4 Grad Erwärmung bis zum Schluss vun dësem Joerhonnert.

Also bei aller Imperfektioun, déi et awer och gëllt ze kritiséieren … Do hutt Dir och Recht, kritesch ze sinn. Mir sollen och selbstkritesch sinn. Ech sinn och ganz kritesch mat deem Prozess, wéi en elo ofleeft. En ass schwéierfälleg. A virun allem, datt esou vill Leit op eng Plaz ginn … Net wéinst den CO_2-Emissiounen, well, et muss ee soen, déi meescht Leit notze Linnefligeren, déi egal wéi fléien. Et kann een zwar allgemeng d'Fro stellen: Gëtt net ze vill geflunn op der Welt? Haaptsächlech sinn et d'Leit aus dem Westen, déi fléien, de Rescht vun der Welt flitt emol guer net esou vill. Dat ass eng berechtegt Fro. Mee et si Linnefligere, déi dohinner ginn, keng gecharterte Fligeren, vläicht mat e puer Exceptiounen.

Ech mengen, datt et awer trotzdeem ganz wichteg ass, dass ee sur place kënnt, fir sech ze gesinn. Mee d'Gréisst dovunner kann een a Fro stellen. Ouni duerno natierlech ze soen, et däerfe keng Vertrieder vun der Zivillgesellschaft méi dohinner kommen. Déi si ganz wichteg och do. Mee déi Lobbyiste missten effektiv net do sinn. D'Delegatioune kéinten och méi kleng sinn. An dee leschten Dag vun de COPen, wa se iwwert deen offiziellen Delai erausginn, da beemol sinn u sech nach – entre guillemets – déi Leit do, déi wierklech just reng verhandelen.

Da schwätze mer awer nach ëmmer grosso modo vu 4.000 bis 5.000 Leit. Mee dat wär u sech ongeféier déi Zuel. Mat dann awer och der Zivillgesellschaft, da wäre mer vläicht éischter bei 10.000 Leit, mee net bei 50.000 wéi dës Kéier oder 70.000 wéi d'lescht Joer oder 100.000 wéi zu Dubai. Dat ass ze vill.

An dofir hunn ech dat, wéi ech dat jo scho virun der COP sot, am Juni offiziell dem Responsabele vun där Konventioun, dem Här Simon Stiell, Executive Secretary vun der UNFCCC – zu Bonn huet se hire Sëtz –, och gesot. Bon, e war net ganz amused doriwwer, well natierlech ass dat e Prozess, deen hien iwwerwaacht, wou ganz vill Länner awer och gäre grouss Delegatiounen dohinnerschécken. Mee ech hunn et him awer gesot.

An ech fannen, datt mer dat sollen och selbstkritesch soen, och wa mir elo vläicht net eleng de Poids hunn. Mee ee grousse Prinzipp, deen awer och bei der UNO ass: All Land seng Stëmm zielt. Dat heescht, ee Land kann dee ganz Prozess blockéieren. Wa mer net d'Decisiounen unanime unhuelen, gëtt näischt ugeholl. Egal wéi grouss a kleng e Land also ass, hu mir e Poids.

Fir de Prozess ze reforméieren, dat sinn aner Mechanismen, déi spillen. Mee op der COP selwer zielt awer trotzdeem all Land. A mir brauchen e weiderhin, well e fonctionéiert, och wann en net perfekt ass.

Perfektioun ass net vun dëser Welt, dat wësse mer alleguerten. Mir musse weider dru schaffen, fir et besser ze maachen. Mee ouni d'COP, ouni d'Weltklimakonferenz all Joer an alles, wat dozou gehéiert, géife mer, wéi gesot, an eng aner Zukunft goen, déi natierlech net soll pechschwaarz sinn, wéi den Här Lemaire dat gesot huet, mee déi och eng méiglechst grondpositiv Zukunft soll bleiwen.

Mee dowéinst brauch een awer och d'Klimapolitick, bei där et – an do huet d'Madamm Welfring natierlech Recht – ëm de Mënsch geet. Et geet ëm de Mënsch, et geet ëm eis, et geet ëm eist Iwwerliewen, et geet ëm eis Liewensgrondlag.

Dëse Planéit huet Milliarde vu Joren existéiert ouni eis, wäert Milliarde vu Joren ouni eis duerno nach existéieren. Mee déi Zäit, wou mer elo hei sinn, musse mer natierlech dofir kucken, datt déi Liewensgrondlag och dann erhale bleift. An dofir musse mer déi Prozesser weiderhin och héichhalen.

An et ass net ganz richteg, wéi den Här Lemaire gesot huet, bei der UNEP, der UNO hirem Programm, datt een u sech elo do seet: „Jo, egal wat mer maachen, mer wäerten net kënne verhënneren, op 2,3 oder 2,8 ze goen." Nee, dat heescht just, datt esou wéi am Moment d'Ambitioune si vun deenen eenzelne Klimapläng vun de Länner, déi Member si vun der UNO an déi déi eraginn hunn, dat net duergeet als Ambitioun, fir kënne méi wäit ze kommen an dat op plus 2 oder op nëmme plus 1,5 Grad ze halen.

A mat där Ambitioun, déi mer haut hunn, steiere mer op esou eng Welt hin. Mee et heescht net, datt dat einfach elo scho feststeet. Dat kann ee selbstverständlech nach änneren. Dofir huet sech och d'Europäesch Unioun agesat mat méi ambitionéierte Pläng, fir dann och kënnen déi 1,5 respektiv 2 Grad weider ze halen.

Zu der Roll vun der Europäescher Unioun: Well Lëtzebuerg ass jo Deel vun der Europäescher Unioun, wa mer dohinner ginn. An et ass awer wichteg, datt mer dohinner ginn an datt een net seet: „Jo, d'Lëtzebuerger Regierung brauch iwwerhaapt net dohinner ze fléien." Dach, mir sinn Deel vun der Europäescher Unioun, déi ass sur place, déi muss sech koordinéieren, déi muss och wichteg Gespréicher mat anere Partner féieren.

Ech hat och dëst Joer offiziell eng Roll ze iwwerhuelen, fir am Numm vun der Europäescher Unioun iwwert de Global Stocktake mat den anere Verhandlungspartner ze diskutéieren.

Et kann een net net do sinn, also muss d'Lëtzebuerger Regierung dohinner goen als Deel vun der europäescher Delegatioun. D'europäesch Delegatioun ass effektiv spéit mat engem Mandat, wéi d'Europäesch Unioun dat traditionell ëmmer mécht. Eréischt zwou Woche virdrun hate mer eis gëeenegt. Hei war et nach méi kuerz, hei war et e puer Deeg virdrun. An dat ass natierlech e Problem, well wa mir spéit mat engem Mandat dohinner ginn, ass keng Zäit, fir sech am Virfeld mat eisen Alliéierten, mat deene Staaten, déi weltwäit déi selwecht Klimaambitioun deelen, kënnen ofzeschwätzen, fir sech kënnen ze koordinéieren. Dat, wat awer aner Bléck maachen an och am Virfeld vun dëser COP gemaach hunn.

Well hei war kloer: China, Indien, d'arabesch Staaten, och Brasilien hu sech mat villen och afrikanesche Länner zesummegedoe gehat, fir vun Ufank un eng Linn ze definéieren a mat enger Positioun an déi Verhandlung eranzegoen, fir derfir ze suergen, datt an deem globalen Ofschlosstext kee Wuert zu de fossillen Energië géif drastoe kommen. Si hate sech do ganz kloer ofgeschwat, well se sech eeben do aneschters uleeën, well se dat och aneschters kënne maachen. An dat hu se och dunn duerchkrut, well se gutt organiséiert waren.

D'Europäesch Unioun huet et eréischt kuerzfristeg fäerdegbruecht, sech eens ze ginn als 27 Memberstaaten, a mir sinn dohinner komm, an deem Sënn vläicht e bëssen naiv, well eréischt op der COP hu mer versicht, dann eis traditionell Alliéiert – meeschtens sinn dat déi vulnerabelste Staate vun der Welt, besonnesch d'Inselstaaten aus dem Pazifik, awer och eng Rei zentral- a latäinamerikanesch Staaten, och nach e puer afrikanesch Staaten – erëm mat eis zesummen op eis Linn ze kréien. Mee mir ware par rapport zu engem Block, dee gutt organiséiert war.

Déi brasilianesch Presidentschaft huet och e bëssen en ambivalent Spill gespillt. Si huet grouss Annoncë gemaach, effektiv d'„COP vun der Wourecht", d'„COP vun der Implementatioun", mee hir Diplomatie hat sech awer hannendru kloer mat anere Staaten zesummegedoen, fir d'Ambitiounen esou kleng wéi méiglech ze halen.

Jo, si hu sech domadder do duerchgesat. Si stellen net a Fro, datt et de Klimawandel gëtt, mee si wëlle gären an engem anere Rhythmus dee Klimawandel bekämpfen, d'Klimaneutralitéit erhéijen, wéi dat, wat mir envisagéiere fir de Rescht vun der Welt. Well se soen: „Jo, Dir hutt joerzéngtelaang eis Ressourcë genotzt, den Äerdueleg, deen net bei Iech louch, fir Är Gesellschafte räich ze maachen. A mir fuerderen dat Recht och elo fir eis Gesellschaften. An dowéinst kënnt Dir net vun ons verlaangen, datt mir mat där selwechter Vitess do erausklammen oder dohinner ginn." Souwisou war vun Erausklammen emol net direkt ze rieden.

Gutt, dat ass eng Realitéit, där mer mussen an d'Ae kucken. Si gëtt och akzeptéiert an der UNO, datt et jo gedeelten, awer och verschidde gelagerte Responsabilitéite gëtt an een net op deem selwechte Rhythmus kann dohinner kommen. Mee si halen eis dat och kloer entgéint. Dat ass gutt gemaach. Dat ass hiert Recht.

An da gesäit een awer eppes ganz kloer, an dat war bei dëser COP aneschters wéi bei deene COPe virdrun. Ech hunn der elo dräi matgemaach, an et ass déi éischt ... An dat ass jo hei och een-, zweemol ugeschwat gi vu verschiddene vun den Deputéierten: Mir wëssen all, d'USA waren net dobäi, well se eng Regierung hunn, déi net klimafrëndlech ass. Si ass klimaskeptesch, si leugnen dat. An dat ass awer dee gréissten Nodeel fir d'Europäesch Unioun.

Och do nees, wéi bei der Defense hei op eisem eegene Kontinent par rapport zur Ukrain a Russland, muss een agesinn, datt d'Europäesch Unioun net esou fest op de Bee steet, fir aleng an der Welt eng global Leaderroll kënnen ze iwwerhuelen, wann hire gréissten a stäerksten Alliéierten net dobäi ass, nämlech d'USA.

Mat den USA d'lescht Joer war et méi einfach fir Europa, och Ziler kënne festzeleeën am NCQG, also dem neie finanziellen Zil bis 2035. Do hunn d'Amerikaner kloer op der Säit vun den Europäer och an eis Richtung derfir geschwat. Mee ouni d'USA ass et eis schwéier gefall, well mer, wéi gesot, selwer inhärent eis Problemer hunn, eis net éischter festleeën op e Mandat, eis net virdru konnten ofstëmme mat eisen Alliéierten. An zweetens hu mer dann och net eisen Haaptalliéierten, dee wierklech de Poids huet op der Weltbün an och am UNO-Prozess, fir dann och ons gemeinsam Positioun kënnen ze stäipen.

An do stounge mer op relativ schwaache Been a konnten nach just géigesteieren op eenzelne Punkten, soudatt awer d'1,5-Grad-Zil nach ëmmer an dem Text drasteet, awer drasteet, datt mer musse bei den nationale Klimaenergiepläng méi séier no vir kommen, och méi Ambitioune fir d'Zukunft hunn, fir deem Zil och nach kënne gerecht ze ginn. An datt d'Science weiderhin och d'Referenz fir den IPCC ass, ass an dem Text dran duerch den Asaz vun der Europäescher Unioun an hiren Alliéierten.

Mee déi wichtegsten Aussoen, wéi mat engem klore Plang aus de fossillen Energien erauszeklammen, oder awer och e klore Plang, fir ze kucken, weltwäit d'Ofholzung ze stoppen, sinn net esou formell an d'Texter drakomm. An dat ass ganz kloer net gutt. An dowéinst, mengen ech, muss ee bal zur Konklusioun kommen, datt et just e klenge Schratt zur Säit ass, wéi ech et grad genannt hunn, sécherlech kee grousse Schratt no vir.

An ech soen Iech och ganz kloer, datt ee Moment am Raum stoung, ob d'Europäesch Unioun iwwerhaapt soll dës Kéier hiren Accord zu deem Text ginn. Dat hu mer diskutéiert. Et ass ee Moment eng Tendenz ginn, dat ze maachen. Mee mir hunn awer och agesinn, datt mer, wa mer dat géife maachen, der Klimaaktioun weltwäit géife schueden. Da wäre mir déi, déi de Prozess ausgebremst hätten, a mir hätten och eis vulnerabel Partnerlänner, déi ech virdru genannt hunn, am Stach gelooss.

An dowéinst hu mer gesot: „Ok, da probéiere mer, awer nach esou vill Ambitioun wéi méiglech eranzekréien, mee net de Prozess komplett domadder auszebremsen", an hunn déi Kaart net gezunn, well se awer eng ass, déi ganz wäitreechend Konsequenze kéint hunn.

Mee et stoung awer zur Debatt an den europäesche Koordinatiounsreuniounen, et esou ze maachen, well mer net zefridde waren, wéi et gelaf ass. Mee wa mer éierlech mat eis selwer sinn, muss d'Europäesch Unioun sech besser uleeën an enger Welt ouni d'USA, fir kënnen hir Ambitiounen duerchzekréien.

An do si mer net esou opgestallt, wéi mer dat musse sinn. Dat heescht also och, datt ech elo wäert versichen, eng Kéier mat aneren europäesche Kolleege mol probéieren, en Ustouss ze ginn, ob mer eis net aneschters am Virfeld kënne méi fréi op esou e Mandat eenegen. Ob dat méiglech ass, weess ech net, well och d'Europäesch Unioun huet hir Prozesser, bei deenen et net evident ass, se ze änneren. Mee ech wëll awer zesumme mat der Kommissioun oder mam Klimakommissär eng Kéier elo an deenen nächste Wochen eng Diskussioun doriwwer lancéieren, fir dass mer mol eng Kéier eis Lektioune léieren.

Well mir kënnen net alljoers zeréckkommen op d'COPen an erëm mat deem selwechte Constat kommen, datt Europa sech misst aneschters opstellen. Da musse mer eng Kéier och bei eis selwer ufänken, fir ons Attitüd do kënnen ze änneren.

Wat elo Lëtzebuerg selwer op der COP ugeet, ech mengen, Dir hutt dat hei jo schonn alles erwäänt. Jo, et ass déi éischte Kéier, dass mer e Pavillon haten, wat och dozou bäigedroen huet, datt verschidde Länner drop opmierksam gi sinn. Europäesch Memberstaaten, déi kee Pavillon haten, déi kommen do a froen, ob mer net d'nächst Kéier kënnen e gemeinsame Pavillon maachen.

Dat sinn d'Belsch an Holland, well mir hate jo bis dohin ëmmer ee mat der EIB zesummen, mee si waren net méi prett, esou een zesummen ze finanzéieren, do hu mir dat alt selwer iwwerholl. Dat huet eis awer dunn erlaabt, eleng 26 Eventer do ze organiséieren. Mir hate ronn – geschat – 3.500 Leit, déi do laanschtkomm sinn, an aktiv ongeféier 800 Leit, déi op eisen Eventer matgemaach hunn. Mee dat si Schätzungen, dat kënne mer ni 100%eg soen. Mee et ass trotzdeem opgefall, datt Lëtzebuerg e Pavillon hat, wou aner Staaten aus Europa keen eegenen haten. Dat huet ons Visibilitéit ganz kloer och gestäerkt.

A wouriwwer ech ganz frou sinn, ass, datt mer elo fir d'zweete Kéier hannerteneen – an den Här Fayot huet dat jo och hei erwäänt – jonk Delegéiert wierklech matagebonnen hunn an eis Delegatioun, och un de Verhandlungen deelhuele gelooss hunn. Si ware quasi an all de Reunioune mat dobäi. Si sinn ..., a ganz rare Fäll konnte se net matkommen. A si hunn eis och gehollef, da wierklech Verhandlungsstréim ze suivéieren an och do matzegestalten.

An dat huet dozou gefouert, datt mir als éischt Land dann och e Präis kruten, well déi europäesch Jugenddelegéiert, déi hu sech nämlech zesummegedoe gehat, fir e Präis anzeféieren, den True Young Award. A Lëtzebuerg ass dat Land, dat als éischt dee Präis krut, fir unzeerkennen, datt mer déi Jonk sou gutt integréiert hunn. Mee dat ass natierlech och eng

Erausfuerderung, och do weiderzemaachen an hinnen och wierklech déi Plaz ze ginn, déi se verdéngt hunn.

Zu dem Rio Changemakers: Dat ass jo e bëssen eis Mesure phare gewiescht, déi mer do mol lancéiert hunn. Déi ass jo nach net fäerdeg, déi steet jo nach net komplett. Dat ass wéi eng digital Plattform oder Maartplaz, wou sollen op der enger Säit Investoren, déi gäre wëllen och an naturpositiv Fongen investéieren, mat dann och esou Projeten, déi prett sinn, wou och kann dran investéiert ginn, méi séier beieneebruecht ginn.

Do ginn dann all déi Daten an déi Krittären, déi een do muss erfëllen, och agespeist an de System, an dee soll u sech derfir suergen, datt se vill méi séier beienee kënne kommen, fir datt dann awer och déi vill Suen, déi disponibel si weltwäit, och kënnen investéiert ginn an déi Projeten.

Mir kënnen awer ganz gären eng Kéier elo eng separat Chamberskommissioun maachen, wou mer dee Punkt huelen. Da bréngen ech och e puer Leit mat, déi Iech dat méi am Detail och technesch kënnen erklären. Dat ass nach an der Ufanksphas, mir ginn eis awer elo mol als Zil, an engem Joer schonn esou e Projet ze kréien, dee kéint viabel sinn an dee mer da kéinte weiderentwéckelen.

Sou, elo mierken ech, dass ech nach 30 Sekonnen hunn an et wär a sech nach esou vill ze soe gewiescht zu deene Remarken, déi Der gemaach hutt. Ech soen nach eng Kéier ganz kloer, wat ech och scho virun der COP gesot hunn: Och wann hei verschidde Vertrieder der Regierung virgeheien, mir géifen Dereguléierungen ënnerstëtzen, kann ech dat nëmme wäit vun eis weisen a soen: Mir wëlle Vereinfachung. An d'EUDR, d'Deforestatiounsdirektiv, ass dat beschte Beispill dofir. Mir wëlle keng Ofholzung hu weltwäit, och net hei an Europa. Mir setzen eis fir de Schutz vun de Bëscher an – an Europa, weltwäit, selbstverständlech och heiheem. Hei gëtt et jo och kee Risiko, hei sinn all d'Gesetzer a Kraaft, fir dat och ze verhënneren. Mee mir wëllen awer net, wann esou Regulatioune kommen – a mir begréissen, datt Regulatiounen do sinn –, datt déi dann zu zousätzlechen Demarchë fir eis Betriber féieren, déi sech schonn opreegen, datt se esou vill Demarchen ze maachen hunn.

An all d'Regierunge virdrun hu sech ëmmer grouss „simplification administrative" op de Fändel geschriwwe gehat, an dann, wa mer se solle maachen, maache mer se net. An dowéinst maache mer dat heite gären, fir d'Liewe vun eise Matmënschen ze vereinfachen, well – dat hat ech och virdru gesot – mir kënnen net dovunner schwätzen, ons Matmënsche matzehuelen, an hinnen dann d'Liewe schwéier maachen. Mir sollen hinnen d'Liewen einfach maachen.

Dat geet zesummen. Regulatioun an Einfach-maachevum-Liewe ginn zesummen. Dat ass net net machbar, dat ass machbar. An dofir setze mer eis an. Dat ass ee vun deene grousse Pilieren, deen aus dräi besteet. An et ass och do net ..., do kann ech Recht ginn, dat ass ... Mir kënnen Ekologie, Ekonomie a sozial Gerechtegkeet zesummeféieren an zesummen denken. An déi Politick setze mir gären hei zu Lëtzebuerg ëm. Dofir setze mer eis och an, datt se an Europa ëmgesat gëtt an och weltwäit. An dat ass kohärent. An dat maache mer och mat voller Determinatioun weider.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Ech gesinn, datt nach eng Fro do ass, wann Der d'accord sidd? Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Ech hat a menger Ried gesot, et misst ee mam gudde Beispill virgoen. An Dir hat elo gesot, dass verschidde Länner net méi oder net méi esou schnell aus dem fossille Brennstoff erauswéilten. Ech hunn awer de Moien an engem Artikel gelies: Zu Gréiwemaacher gëtt elo en neit Tanklager gebaut, vun 62.000 op 152.000 Kubikmeeter. A wa mir op d'COP reesen, misste mir jo awer mam gudde Beispill virgoen. An ech huele jo awer un, wann esou e grousst Tanklager gebaut gëtt, dass dat och iwwer Ären Dësch muss goe fir Autorisatiounen. Wéi wäert Der Iech dann do positionéieren? Well mir kënne jo net op där enger Säit deenen anere Länner soen: „Mir wëllen do eraus", a bei eis verduebele mer zum Beispill bei esou engem Projet d'Capacitéit. Et ass dat, wat ech mat der wäisser West eigentlech gemengt hunn, ...

M. Claude Wiseler, Président | Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | ... wann een esou anzwousch hiflitt.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Här Goergen, dat huet jo näischt mat der Regierung ze dinn. Dat ass eng Entreprise, Tanklux, déi dat als Projet huet, fir dat auszebauen. An da mécht déi eng Demande. An da gëtt et Gesetzer, déi musse respektéiert ginn. Well mir sinn e Rechtsstaat, a kee steet iwwert dem Rechtsstaat, och net eng Regierung. An eng Regierung muss sech kënnen hire Gesetzer conforméieren.

A wann déi Entreprise eng Demande mécht, da musse mir kucken: Ass se conforme oder net? An da musse mir respektéieren, wann deen Dossier komplett ass, datt deen an eng Enquête publique geet. Da kënnen d'Leit sech dozou mellen. An da geet dat herno zréck mat den Avise vun de Leit, vun de Gemengen. An da musse mir erëm analyséiere par rapport zur Gesetzgeebung, ob dat dann elo conforme ass an ob et autorisabel ass oder net. An do hu mir net ze jugéieren, ob dee Projet däerf gemaach ginn oder net. Mee: Ass e conforme zu eiser Gesetzgeebung oder net? Dat kucke mir, an dat si mir amgaang ze maachen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dëser Heure d'actualité ofgeschloss.

Motion 1

An ech géing da proposéieren, datt mer zur Motioun kommen, déi hei vum Här Franz Fayot deposéiert ginn ass. Här Fayot, wëllt Dir am Ufank nach eppes soen? Dir wëllt duerno eppes soen. Wie wëllt dozou Stellung huelen? Ech gesinn den Här Galles, dee sech mellt. Sinn nach aner Wuertmeldungen do? Den Här Lemaire, den Här Galles an d'Madamm Welfring. Här Galles, jo.

M. Paul Galles (CSV) | Merci villmools, Här President. An och merci, Här Fayot, Här Biancalana a Madamm Delcourt fir dës Motioun, déi Der eragereecht hutt. Et ass e grousst Theema. Ech mengen, dass mer dat dote sollten a Rou eng Kéier diskutéieren. Ech gesi mech elo wierklech net ... Ech sinn net à même, de Mëtten elo hei Jo oder Nee vis-à-vis vun enger esou grousser Fro ze soen. Et muss ee just soen: Eng Motioun, wou Delaien drastinn, also meng bescheiden Erfarung an der Chamber seet mer, dass dat déi Motioune sinn, déi natierlech ëmmer derfir predestinéiert sinn, iergendwéi net duerchzekommen oder et méi schwéier ze hunn. Mee ech géif einfach emol proposéieren, dass mer et an d'Kommissioun huelen.

Den Här Minister huet mer grad de Ball och dohinner gespillt, wéi en och proposéiert huet, dass en an der Kommissioun eng Kéier iwwer d'Rio Changemakers kéint schwätzen. Ech mengen, dat wär déi richteg Plaz, fir et ze verdéiwen, well et ass awer en ze grousst Theema, fir elo einfach hei mat Jo oder Neen driwwer ewechzefueren. Dat wär meng Propos, déi ech géif maachen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Galles. Här Lemaire.

M. Michel Lemaire (ADR) | Jo, villmools merci. Déi heite Motioun kënne mir net matdroen, well se net kompatibel mat eisem Walprogramm ass, wou mer géint de Verbuet vum Verbrennermotor sinn. An ech mengen, Innovatioun brauch och eng staark Wirtschaft. A bei de multiple Krisen, déi mer hunn, hu mer och eng wirtschaftlech Kris, déi sech verstäerkt. An den Impakt vun dëse Mesüren op d'Wirtschaft ass net ersiichtlech. Dofir kënne mer dat net matdroen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Lemaire. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, et ass erstaunlech, wann een dann engersäits de Gap Report bedauert an d'Enttäuschung vun der zukünfteger Generatioun, op där anerer Säit da seet: „Mir kënnen eis hei awer net géint de Verbrennerauto positionéieren". Et geet jo net dorëm. Et geet ëm eis Zukunft an och dorëms, ze kucken, dass mer anstänneg Alternativen entwéckelen. Dat geet net ouni Reegelen. An esou Reegele kommen och fir d'éischt iwwer international Vereenegungen zustan. An dat heiten ass eng interessant Approche. Si ass schonn eng Zäitchen ënnerwee. Si kritt elo eng ganz interessant nei zukünfteg Etapp. Am Fréijoer d'nächst Joer ass eng grouss Konferenz. Ech huelen un, dass Lëtzebuerg do wäert vertruede sinn. Dat heescht, dat heiten ass eppes, dat wierklech kohärent wierkt.

Et ass en Traité, dee sech inspiréiert un den Traitéë vun der Netverbreedung vun Atomwaffen a cheemesche Waffen. Hei geet et drëm, dass mer, wa mer gären eng Kéier erauskommen aus de Fossillen, dann och eeschthaft ophalen, dat auszebauen. Ech fannen dat eng ganz extreem logesch an och eng ganz sënnvoll Approche. An och fannen ech, d'Motioun, sou wéi se formuléiert ass, eebe grad net wierklech schrecklech contraignant. Se fuerdert eigentlech d'Regierung op, sech heiriwwer Gedanken ze maachen an och ze kucken, wéi se sech kéint abréngen. Dat heescht, et ass näischt, dat schrecklech anenkt, soen ech, am Handlungsspillraum. Duerfir, ech kéint se elo hei matdroen. Mee ech sinn awer och oppen derfir, se eng Kéier zesummen ze diskutéieren. Oft sinn déi Diskussiounen och ganz, soen ech, beräicherend.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, mir wäerten déi Motioun och mat ënnerstëtzen, ausser si gëtt an der Kommissioun diskutéiert. Dat ass dann och eng gutt Léisung, op jidde Fall eng besser, wéi wann ee se net géif unhuelen.

D'Contraignance vun den Delaien, dat ass vläicht e bësse mat den Hoer erbäigezunn, wann et drëms geet, an dräi Méint e Bericht ze maachen iwwert de Fakt, datt Lëtzebuerg eeben déi aner 18 Länner do rejoignéiere géif, fir eeben do matzemaache bei der Netproliferéierung vu fossillen Energien.

Ech hunn nach ëmmer net esou richteg verstanen, wat Innovatioun elo mam Bäibehale vu Verbrennermotoren ze dinn hätt, well ech héieren déi kleng Musek awer schonn zënter 20, 30 Joer – vläicht net grad 30 Joer, sou al sinn ech net. Oder dach, ech si schonn esou al, mee ech krut dat nach net esou mat.

(Hilarité)

Mee datt een op kee Fall ... Oder: „Passt op, passt op, elo komme grouss ëmweltfrëndlech Innovatioune bei de Verbrennermotoren!“ Mir waarden, mir waarden, et kënnt net vill an an Tëschenzäit geet den CO_2 erop a mir sinn nach ëmmer net aus dem Problem eraus. An dobäi gëtt et aner Innovatiounen, technescher, awer och politescher – doriwwer muss een och diskutéieren –, déi de Problem wäerte léisen. Dat heescht, an deem Sënn wäerte mer se dans l'état unhuelen an och, wa se weiderhi soll diskutéiert ginn an net verschlechtert ginn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Sinn elo nach aner Wuertmeldungen do? Dat ass net de Fall. Da kritt den Här Fayot als Auteur vun der Motioun d'Wuert.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, merci, Här President. Merci fir déi verschidde Prises de position. Also, ech mengen, un Delaie soll et net scheiteren. An ech begréissen och déi Ouverture, fir se mat an d'Kommissioun ze huelen a vläicht eng Kéier en profondeur driwwer ze diskutéieren.

Hei geet et wierklech ëm eng Participatioun vu Lëtzebuerg a vun der Regierung an engem Prozess, deen effektiv doduerch, mengen ech, och awer e favorabele Prejugé krut duerch déi Initiativen, déi de Minister geholl huet op der COP30, duerch déi Initiativen, déi e geholl huet fir eeben eng Roadmap aus dem Pëtrol, aus de Fossillen, eraus. An ech mengen, hei si mer wierklech an der Linn vun där Demarche. Dofir wär ech frou, wa mer et effektiv kéinten an d'Kommissioun huelen an dann driwwer diskutéieren a kucken, bon, wat faisabel ass a wat net. Mee hei geet et wierklech ëm dee Prinzipp.

Dofir merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Da géinge mer elo d'Decisioun huelen, ob der alleguer d'accord sidd, dës Motioun mat an d'Kommissioun – dat ass an dësem Fall jo dann d'Ëmweltkommissioun – ze huelen. Ass e Vott gefrot? Da kënne mer de Vote par main levée maachen.

Une voix | Jo, dat ass ok.

M. Claude Wiseler, Président | Et ass ok. Gutt.

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission

Majo, da froen ech: Wien ass d'accord, dës Motioun an d'Kommissioun ze schécken? Dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Ass een dogéint?

Enthält ee sech? Dat ass net de Fall.

Dann ass dës Motioun an d'Ëmweltkommissioun verwisen.

(La motion 1 de M. Franz Fayot est renvoyée à la Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité.)

Voilà. Dat wär dann de Schluss vun dësem Punkt vum Ordre du jour.

13. 8528 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État, en vue de la mise en œuvre du point 5 de l'accord salarial dans la Fonction publique du 29 janvier 2025

An da géinge mer bei den nächsten a leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun de Mëtte kommen, dat ass de Projet de loi 8528, d'Ëmsetzung vum fënnefte Punkt vum Gehälteraccord vun der Fonction publique vum 29. Januar 2025. Ech erënneren drun, datt dat heiten e Riedemodell „avec rapport et sans débat“ ass an deemno follgendermoossen opgedeelt ass: De Rapporter huet 5 Minutten an d'Regierung, wa se wëllt, huet och 5 Minutten. An dann huet de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här Maurice Bauer, d'Wuert. Här Bauer, et ass un Iech.

Rapport de la Commission de la Fonction publique

M. Maurice Bauer (CSV), rapporteur | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech si frou, Iech haut hei de Projet de loi 8528 kënnen ze presentéieren. D'Zil vun deem heite Projet de loi ass et, de Punkt 5 vum Accord salarial vum 29. Januar dëst Joer ëmzesetzen. Dëse Punkt gesäit vir, datt de Montant maximal éligible fir d'Subvention d'intérêt op 400.000 Euro erhéicht gëtt an dass d'Période d'amortissement op 25 Joer verlängert gëtt. Dës Mesür soll ab dem 1. Januar 2026 scho gräifen.

Duerch dës Upassunge gëtt d'Gesetz vum 25. Mäerz 2015 „fixant le régime des traitements et conditions des modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État“ geännert, fir d'Subventioun un déi aktuell Konditiounen um Immobiliemaart unzepassen an de Fonctionnairen eng méi staark Ënnerstëtzung ze bidden, dëst, well déi aktuell Montanten an déi aktuell Dauer net méi der Realitéit entspriechen. Dat gesäit een all Dag um Terrain. Bis elo louchen d'Plaffonge bei 150.000 Euro, wat elo op 400.000 soll eropgesat ginn. An d'Période d'amortissement louch bis elo bei 15 Joer, an déi gëtt, wéi gesot, elo op 25 Joer eropgesat.

De Minister vun der Fonction publique, den Här Serge Wilmes, huet den Text den 10. Abrëll dëst Joer an der Chamber deposéiert. De Projet de loi ass de 24. Abrëll an d'Kommissioun vun der Fonction publique verwise ginn.

An a sengem Avis, dee mer d'lescht Woch, den 18. November dëst Joer kruten, recommandéiert de Staatsrot, d'Mesure-transitoiren direkt an d'Gesetz vun 2015 anzebannen.

An hirem Avis vum 23. Abrëll dëst Joer ënnersträicht d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, dass d'Subvention d'intérêt eng essentiel Hëllef fir déi ass, déi eng eege Wunneng kafe wëllen. Wéinst den héijen Immobiliepräisser begréisst si d'Erhéijung vum Plaffong an d'Verlängerung vun der Dauer, och wa se gläichzäiteg dorop hiweist, dass dës Upassungen net wäit genuch ginn.

D'Kommissioun huet de Projet de loi an hirer Sëtzung vum 27. November presentéiert kritt a bei där Geleeënheet sinn ech als Rapporteur designéiert ginn. An där selwechter Sëtzung huet d'Kommissioun déi virleiend Avisen analyséiert an duerno de Projet de rapport ugeholl.

Dëst, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, war mäi mëndleche Rapport a fir all weider Detailer verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport. Ech soen Iech alleguerte villmools Merci fir d'Nolauschteren.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen Iech Merci, Här Bauer, fir Äre schrëftlechen a fir Äre mëndleche Rapport.

Här Cruchten, Dir frot d'Wuert, mee hei ass am Prinzipp e Punkt sans débat, wou mer am Prinzipp ...

(Interruption)

Dat ass a priori net virgesinn. Ech weess elo net, Här Cruchten, ob mer dat elo sollen hei als nei Method ufänken. Da musse mer ... Wann Der wëllt Diskussioune féieren iwwert déi dote Saachen, dann hätt ech léiwer, Dir géingt en aneren Debat ufroen.

Soudatt mer elo géingen hei zum nächste Punkt kommen, dat ass am Prinzipp de Minister, wann e wëllt d'Wuert huelen. Här Minister.

Prise de position du Gouvernement

M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique | Merci, Här President. Ech wëll virun allem der Chamber villmools Merci soen, datt se e weidere Punkt bei der Ëmsetzung vum Accord salarial esou séier mat ëmsetzt. Mir hunn eis verflicht par rapport zur CGFP, dat och dann ëmmer an engem gewëssenen Delai ze maachen, fir datt och eis Beamtinnen a Beamte vun deenen Avantagë vun deem Accord salarial kënne profitéieren. Hei ass also e weidere Projet, dee mer ëmsetzen, deen Dir ëmsetzt. An dofir wollt ech Iech häerzlech Merci soen.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen Iech Merci. An da géinge mer ...

(Interruptions)

Ass eng Wuertmeldung do?

(Hilarité)

Dir wëllt Parole après ministre froen? Ech géing Iech bieden, extreem kuerz ze sinn, Här Cruchten. D'Reegele sinn d'Reegelen, a mir halen déi elo an.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Här President, et ass wierklech ganz kuerz. Ech wollt dem Här Rapporter d'Fro stellen, mee ech kann och grad esou gutt den Här Minister froen, ob e vläicht nach eng Kéier an der Chamber dat soe kéint, wat mer an der Kommissioun diskutéiert hunn, dass d'Regierung sech engagéiert huet, dass Dir Iech engagéiert hutt, dass Der och géift derfir suergen, dass d'Leit, déi beim Staat schaffen, och iwwert déi neie Moossnamen informéiert ginn an dass sech net just géif drop verlooss ginn, dass d'Gewerkschaften déi Aarbecht iwwerhuelen, mee dass mer och do proaktiv géife virgoen, well effektiv sech erausstellt, dass ganz vill Leit, déi beim Staat schaffen, haut guer net wëssen, dass se déi doten Avantagen hunn.

M. Claude Wiseler, Président | Här Minister.

M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique | Merci, Här President. Jo, richteg, Här Cruchten. An deem Sënn war et dann awer nach eng Kéier gutt, dat och nach eng Kéier hei virun der gesamter Chamber kënnen ze soen. Dat war e Punkt, dee gefrot ginn ass vun Iech. A mir hunn eis dozou engagéiert, datt mer géifen och eise Reseau RH notzen, dee mir hu beim Staat, fir déi Informatioun elo hei un all eis Staatsbeamtinnen a -beamten och weiderzeginn, fir datt och jiddweree weess, datt en an Zukunft vun engem besseren Taux a enger méi laanger Lafzäit ka profitéieren. Dozou hu mer eis engagéiert. Dat wäerte mer maachen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Ech hunn dat elo alles verstanen. Mee ech géing awer drëm bieden, datt mer net probéieren, elo Mëttelen aus dem Reglement ze benotzen, fir Riedemodellen „avec rapport et sans débat“ awer mat engem Debat ze gestalten. Dat wär vläicht useful fir déi nächste Kéier. Ok. Villmools merci fir Äert Verständnis.

An da géinge mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8528 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8528[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8528 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Wiem säin Ecran fonctionéiert net? Här Wagner, fonctionéiert ...

(Interruption par M. David Wagner)

Ären Ecran fonctionéiert net. Ok. Dann ass de Vott ofgeschloss.

An da ginn ech dovun aus, datt et 60 Jo-Stëmme sinn, keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also à l'unanimité mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl ginn.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8528 est adopté à l'unanimité des 59 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding (par M. Georges Engel), Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Ben Polidori), Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup (par M. Tom Weidig), Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos (par M. Michel Lemaire) et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

M. Marc Baum.

Freet d'Chamber d'Dispens zum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

An domat si mer dann och um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Moien um 9.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 16.37 heures.)

112e séance

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** **p. 28**
   M. Claude Wiseler, Président
2. **Dépôt d'une résolution par M. Marc Goergen** **p. 28**
   Exposé : M. Marc Goergen
3. **8644 – Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État** **p. 28**
   Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Corinne Cahen
   Débat : M. Marc Lies | Mme Corinne Cahen (dépôt de la motion 1) | M. Yves Cruchten | M. Michel Lemaire | M. Meris Sehovic (dépôt de la motion 2) | M. Marc Goergen (dépôt des motions 3 à 5)
   Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   Vote sur la motion 1 (adoptée)
   Motion 2 : Mme Corinne Cahen | M. Marc Lies | M. Marc Goergen | M. Michel Lemaire | M. Yves Cruchten | M. Meris Sehovic
   Vote sur la motion 2 (rejetée)
   Motion 3 : Mme Corinne Cahen | M. Michel Lemaire | M. Yves Cruchten | M. Meris Sehovic | M. Michel Wolter | M. Marc Goergen
   Retrait de la motion 3
   Motion 4 : Mme Corinne Cahen | M. Meris Sehovic | M. Michel Wolter | M. Yves Cruchten | M. Marc Goergen
   Vote sur la motion 4 (rejetée)
   Motion 5 : Mme Corinne Cahen | M. Meris Sehovic | M. Yves Cruchten | M. Marc Goergen
   Vote sur la motion 5 (rejetée)
4. **8484 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil fédéral suisse concernant la coopération bilatérale en matière d'instruction militaire, fait à Luxembourg, le 16 septembre 2024** **p. 39**
   Rapport de la Commission de la Défense : M. André Bauler
   Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8484 et dispense du second vote constitutionnel
5. **7790 – Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'aviation civile ; 2° de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne** **p. 40**
   Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Corinne Cahen
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 7790 et dispense du second vote constitutionnel
6. **8559 – Projet de loi relative à la construction de laboratoires et de bureaux de l'Administration des services techniques de l'agriculture à Gilsdorf** **p. 41**
   Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Fernand Etgen
   Discussion générale : M. Jeff Boonen (intervention de M. Claude Haagen) | M. Yves Cruchten | M. Michel Lemaire | M. Meris Sehovic
   Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8559 et dispense du second vote constitutionnel

Présidence : M. Claude Wiseler, Président

Au banc du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre

(La séance publique est ouverte à 09.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Dépôt d'une résolution par M. Marc Goergen

Ech hunn direkt am Ufank vun der Sëtzung a virum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Moien eng Wuertmeldung vum Här Marc Goergen fir den Depot vun enger Resolutioun.

Exposé

M. Marc Goergen (Piraten), auteur | Merci, Här President. Et ass och eng ganz kuerz Resolutioun, an zwar eng, déi gëschter entstanen ass, nodeems mer hei e Modell „sans débat" haten, woubäi ech natierlech begréissen, dass mer mat deene Modellen am Moment fueren.

Mee wa mer an de Kommissiounen e „sans débat" festleeën, heescht dat fir mech och eng Neutralitéit. Dat heescht, dass just de Rapporter deementspriechend soll schwätzen an d'Regierung duerno net nach eng Kéier hir Vue hei duerleet. Well a sech ass dat jo dann net gerecht: Wärend d'Deputéiert net iwwert de Projet schwätzen a sech eens waren, wäert d'Regierung herno nach eng Kéier erklären, wéi schéin a wéi gutt en ass. Dat ass net gerecht.

Dofir hunn ech eng Resolutioun matbruecht, dass, wa mer e „sans débat" maachen, d'Neutralitéit bleift an d'Regierung duerno net méi Positioun hëlt zu deem Projet.

Merci.

Résolution

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest,

– dass de Riedemodell „sans débat" an aller Neutralitéit ass.

Aus dësem Grond entscheet d'Chamber vun den Deputéierten,

– d'Reglement esou ze änneren, dass de Modell och neutral bleift a just de Rapport wäert neutral virgestallt ginn, ouni Reaktioun vun der Regierung.

(s.) Marc Goergen.

M. Claude Wiseler, Président | Ma villmools merci, Här Goergen.

3. 8644 – Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État

An da komme mer zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Moien, an zwar enger Orientéierungsdebatt iwwert déi grouss Infrastrukturprojete vum Staat. D'Riedezäit ass dës Kéier nom Modell 1 festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet 30 Minutten, d'CSV 15,5, d'DP 12, d'LSAP 11, d'ADR 7,5, déi gréng, d'Piraten an déi Lénk 7 an d'Regierung 30. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Marc Lies, d'Madamm Corinne Cahen, den Här Yves Cruchten, den Här Michel Lemaire, den Här Meris Sehovic an den Här Marc Goergen. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vun der Commission de la Mobilité et des Travaux publics, déi dës Orientéierungsdebatt ugefrot huet, déi honorabel Madamm Corinne Cahen. Madamm Cahen.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Corinne Cahen (DP), rapportrice | Jo, villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Zukunft plangen, dat heescht och investéieren. A fir ze investéieren, muss een natierlech ëmmer fir d'éischt d'Bestandsopnam am A hu vun deem, wat gebraucht gëtt hei am Land, wat d'Bierger brauchen, fir besser liewen ze kënnen, fir sech deplacéieren ze kënnen, wéi eng Gebaier gebraucht ginn an Zukunft fir zum Beispill d'Kanner, d'Schoulen, awer och fir de Sport, d'Kultur.

Et ass Usus, dass mer als Chamber der Regierung mat enger Motioun Gréng Luucht ginn, fir déi néideg Etüden ze maachen an esou zukünfteg Projeten ze plangen. Mir haten 2024 decidéiert, dass mer hei an der Chamber just nach déi Projeten an déi Motioun setzen, déi iwwer 30 Millioune wäerte kaschten. Déi Projeten, déi viraussiichtlech tëschent 15 an 30 Millioune kaschten, krute mer an der Kommissioun vum 13. November presentéiert. An ech wéilt hei direkt net nëmmen der Ministesch, mee awer och all hire Beamte Merci soe fir hir Disponibilitéit, fir déi ganz flott an heiansdo och ganz entertaining Presentatiounen.

Mir kruten als Kommissioun am Ganze 40 Projete virgestallt. 18 dovunner wäerten da sécher méi wéi 30 Millioune kaschten, an déi wäert ech dann elo hei presentéieren.

Ugefaange mat den CFL: Bei der Eisebunn wäerte sechs Projete sécher iwwer 30 Millioune kaschten.

Ierpeldeng kritt en neie Pôle d'échange mat engem Zucharrêt, engem Park&Ride an enger Gare routière. An Zukunft solle véier Zich pro Stonn op Dikrech fueren. Den Arrêt an de grousse Parking kommen op déi Plaz, wou d'Nordstrooss d'B7 kräizt. Fir dëse Projet konnte mer allerdéngs nach keng Estimatioun vum Präis kréien.

Tëschent Sandweiler-Conter an Éiter ginn d'Schinnen doubléiert. Duerch déi staark Entwécklung vum Verkéier muss dësen Tronçon vun der Streck Lëtzebuerg–Waasserbëlleg verduebelt ginn. Et ass iwwregens deen eenzegen Tronçon, deen nach eegleiseg ass. Dobäi kënnt nach en Héichtenënnerscheed, deen et am Moment nach ëmmer gëtt tëschent den zwee Arrêten. Den Ausbau hei ass d'Viraussetzung, fir d'Offer op där Streck kënnen an d'Luucht ze setzen. Wéinst deem Enkpass ass et am Moment nämlech nëmme méiglech, dräi Zich pro Stonn do fueren ze loossen. Fir dëse Projet gëtt de Käschtepunkt op tëschent 130 an 160 Milliounen Euro geschat. Laut dem aktuelle Planning sollen déi éischt Etüden 2029 ufänken a bis 2030 ofgeschloss sinn. Etüde fir den detailléierten Avant-projet sollen tëschent 2030 an 2032 gemaach ginn an d'Aarbechte géingen dann 2033 ufänken a bis 2040 daueren.

Wéinst dësem Ausbau, awer net nëmmen aus dësem Grond, muss och d'Gare vun Éiter moderniséiert ginn. D'Quaien an d'Gleise gi verlängert, fir hei och de Gidderverkéier méiglech ze maachen. Et kënnt och en neie Souterrain dohinner an eng Passerell fir Foussgänger, d'Gare gëtt fir d'Mobilité réduite adaptéiert an da kënnt nach e Parking mat ronn 100 Parkplazen dobäi. D'Etüde fir d'Éiter Gare sollen dat nächst Joer ufänken. D'Aarbechte sinn tëschent 2032 an 2036 virgesinn an de Käschtepunkt gëtt op tëschent 130 an 150 Millioune geschat.

Dann e gutt Stéck méi wäit an den Norden: Do gëtt d'Gare vun Ëlwe frëschgemaach an ausgebaut.

Une voix | Ganz gutt!

Mme Corinne Cahen (DP), rapportrice | Och hei gëtt d'Gare ugepasst, esoudass d'Leit, déi manner gutt ze Fouss sinn, besser zirkuléiere kënnen, d'Gleise ginn ausgebaut an iwwerdeckt an duerch eng Passerell kënnt eng direkt Verbindung tëschent de Quaien an der anerer Säit vun der Gare. Et gëtt eng nei Gare routière gebaut an en neit Gebai fir d'Passagéier. Wat dëse Projet vun der Gare vun Ëlwen iwwregens ganz komplizéiert an awer och ganz interessant mécht, ass, dass en neien Tunnel muss niewendru gebaut ginn an deen ale vun der Nordstreck muss erneiert ginn. Budgetstechnesch géinge mer hei bei ronn 210 Milliounen Euro leien. D'Etüde sollen d'nächst Joer ufänken. De Chantier wier da vun 2030 bis 2038.

Nom Osten an och nom Norde gi mer dann elo mol an de Süden. Op der Streck Beetebuerg–Volmerange-les-Mines – ech hunn nogekuckt, dat heescht op Lëtzebuergesch Wuelmereng –, also tëschent Beetebuerg a Wuelmereng, hate mer schonn an enger Motioun fir d'Arrêten Diddeleng-Usines, Diddeleng-Zentrum an Diddeleng-Ville Gréng Luucht ginn. An dëser Motioun, déi ech Iech haut presentéieren, ass dann dee leschte Projet heivunner, dee vun Diddeleng-Biereng, dran. Dësen Arrêt gëtt amenagéiert, fir Persoune mat reduzéierter Mobilitéit e méi einfachen Zougang op d'Plattformen ze erméiglechen. E Souterrain wäert d'Barriären, déi den Ament do sinn, ersetzen. De Projet gesäit awer och en zweete Quai an en zweet Gleis vir, fir dass zwee Zich sech dann och do an Zukunft kënne kräizen. Et ass och eng wierklech flott Passerell fir de Vëlo hei geplangt. Kuckt Iech dat un um Plang, dat ass wierklech ganz flott. Den estiméierte Käschtepunkt läit bei tëschent 50 a 60 Milliounen Euro. D'Aarbechte sollen 2036 ofgeschloss sinn.

Dann ëmmer nach am Süden ass de Projet vun der Eisebunn zu Käerjeng-Suessem. Wéinst dem Contournement gouf eng nei Plaz gesicht fir de Parking mat 460 Plazen. Dee gëtt ënnert der Strooss erduerch mat de Quaie verbonnen. Nieft de Parking soll eng Busgare hikommen. De Käschtepunkt vun dësem Projet läit bei 52 Milliounen Euro. A wat den Timing ugeet, do gëtt sech um Contournement vun Nidderkäerjeng orientéiert.

Nieft den Investissementer an d'Gleisen an an d'Garë gëtt natierlech och an d'Stroossen investéiert. Vun de Ponts et chaussées hu mer véier Projeten iwwer 30 Milliounen an dëser Motioun dran.

De Contournement de proximité vu Kiele gëtt elo e bësse méi kleng wéi geplangt, well een de Verkéier aus den Uertschafte wëll erauskréien. Et geet drëms, de Camionstrafick aus Kielen erauszekréien. Fir d'Awunner vu Kiele selwer soll et awer méi einfach ginn, sech mam Auto ze deplacéieren. Eng Entlaaschtung vum motoriséierten Trafick bedeit awer och, dass d'Foussgänger an d'Vëlosfuerer méi Sécherheet kréien. Et gëtt da regional gekuckt, eng Léisung ze fannen, fir de Verkéier op d'Autobunn ze drainéieren.

Une voix | Très bien!

Mme Corinne Cahen (DP), rapportrice | Eriwwer dann nees an den Norde bei déi berüümten N7. D'Ponts et chaussées wëllen eng Deviatioun tëschent der Houschter Déckt an House studéieren. Et ass dëst eng ganz vill befueren Achs. Eng Deviatioun wier net nëmmen eng positiv Saach fir d'Automobilisten, mee och fir d'Awunner vun deem Deel vun der Streck. Den Trafick duerch d'Uertschaft géif dann dee Moment berouegt ginn, d'Stroossesécherheet géing an d'Luucht goen an d'Awunner ginn dann och manner duerch de Kaméidi gestéiert. Dësen Tronçon wier 2,7 Kilomeeter laang.

Une voix | Très bien!

Une autre voix | Si si ganz dankbar dofir.

Mme Corinne Cahen (DP), rapportrice | An den Osten dann: Fir de Pôle d'échange zu Iechternach,

do huet d'Buskonzept weider evoluéiert. Geplangt sinn do elo eng Gare routière mat zéng Arrêten an e Pôle d'échange, gradewéi e Parking mat 400 Emplacementer, deen an d'Park&Ride-App vun den CFL da soll mat integréiert ginn. Zousätzlech soll eng nei Zone d'activités économiques, déi „Schmatzoacht" heescht – ass dat richteg? –, nieft der Zone d'activités économiques „Henri Tudor" gebaut ginn, fir nei Betriber unzezéien.

Vun Iechternach dann zréck an den Zentrum, an d'Stad: Tëschent der Cloche d'Or an dem Ban de Gasperich kënnt e Pôle d'échange mat engem Park&Ride op de Midfield. Hei entsteet e Quartier mat vill Logement, ugebonnen un d'Eisebunn an un den Tram. E Parking mat 2.000 Plazen ass hei virgesinn, fir dass d'Leit den Auto dann och do kënne stoe loossen a vun do aus dann och den ëffentlechen Transport kënnen huelen. Dëse Projet passt extreem gutt an de Programm vun de Pôle-d'échangen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech géing dann eriwwergoe bei d'Projete vu Bâtiments publics, wou ech Iech elo sechs Projete virstellen, déi iwwer 30 Millioune wäerte kaschten.

Zu Esch-Raemerich ass en Terrain fräi gi vun 2,2 Hektar. Et gëtt proposéiert, dass e Kommissariat do soll hikommen, e Kommissariat, dat dann dee Moment 24/7 op ass, mat der Police de la route och dran, engem Deel vun der Police judiciaire, Servicer vun der Spezialpolice, dem Poste de commandement, gradewéi och enger Fourrière fir eng 100 Gefierer an engem Parking. Fir den Terrain optimal auszenotzen, wäerten zousätzlech administrativ Gebaier fir divers staatlech Servicer gebaut ginn. Et kéint een op deem Terrain e Gebai baue mat 16 Stäck, wou een da bis zu 500 Aarbechtsplazen och kéint virgesinn. D'Police wäert awer aus Sécherheetsgrënn an e getrennten Deel vum Gebai kommen. Den Interieur an de Finanzministère sinn hei Demandeur fir ze bauen.

Mir héieren all reegelméisseg, dass d'Cité judiciaire aus allen Néit platzt, an dat net eréischt zanter gëschter. Dofir soll d'Cité judiciaire méi grouss ginn an op de Verluerekascht ausgebaut ginn tëschent der Rue du Laboratoire an der Rue Auguste Lumière. D'Bâtiments publics wëlle kucken, wat d'Potenzial vun deem Terrain ass a wat een dann do och genee dee Moment kéint plangen.

An da muss de Centre national sportif et culturel renovéiert ginn, dee mer allequerte besser ënnert dem Numm „Coque" kennen. D'Piscine ass zum Beispill aus dem Joer 1982. Dat ganzt Gebai gradewéi och den Hotel si relativ al, vill Installatioune sinn net méi konform, d'Beliichtung muss erneiert ginn, d'Gebai muss energeetesch sanéiert ginn, verschidden Installatioune sinn net méi konform a punkto Accessibilitéit an och d'Alentourse kéinten e klenge Coup de neuf verdroen. Den Hotel gëtt renovéiert a ronderëm d'Coque gëtt e multifunktionellen Espace fir Sport- a Fräizäitaktivitéiten amenagéiert.

Zu Bouneweg dann, do mécht de Santésministère den Abrigado ganz frësch. Deen ass am Moment jo nach ëmmer an enger provisorescher Struktur, an iwwregens scho relativ laang. An déi provisoresch Struktur, dat ass eng vun der Stad Lëtzebuerg. Fir dat ze maachen, mussen d'Bâtiments publics fir d'éischt eng aner provisoresch Struktur virgesinn, fir dann duerno eng definitiv Struktur mat engem administrative Gebai ze bauen. An dëst definitiivt Gebai kënnt dann den Dagesfoyer, e medezinnesche Service, en Accueil fir d'Nuecht, d'Administratioun a Gemeinschaftsraim.

Vun dem Fonds d'investissements publics administratifs komme mer elo op zwee Projete vum Fonds d'investissements publics scolaires.

De Lycée Nic-Biever zu Diddeleng, deen ass eréischt renovéiert ginn, mat Ausnam vum Gebai vum Wolkeschdall. Dat ass aus de 50er-Joren, huet also gutt 70 Joer um Bockel. Aktuell gëtt et an deem Gebai strukturell Problemer: D'Fondatioune sinn net méi an der Rei, d'Isolatioun ass net méi dicht, soudass et Gefore gëtt um Niveau vun der Stabilitéit an och vum Waasser, dat duerchsickere kann. Dat Gebai muss also sanéiert ginn, an de Bildungsministère wëll dovunner profitéieren, fir d'Capacitéit dann do och eropzesetzen. Et kommen dann zwielef Klassesäll bäi, aacht Informatiksäll, dräi Büroe fir de SePAS, e Parloir fir d'Direktioun, e Makerspace an e Point de vente fir de Schoulrestaurant.

An och de Lycée Robert-Schuman um Lampertsbierg muss onbedéngt renovéiert ginn. An engem Deel vum Gebai aus den 20er-Joren, aus den 1920er-Joren natierlech, do entsprécht d'Feiersécherheet vun den Dallen net méi den haitege Sécherheetsstandarden. Provisoresch Strukture sollen en attendant gebaut ginn. Do kommen d'Schülerinnen a Schüler da wärend den Aarbechten ënnerdaach. Duerno fänken dann d'Etüden un, fir ze kucken, wéi eng Mesüre geholl musse ginn, fir d'Gebai op déi haiteg Standarden ze bréngen. Eng energeetesch Sanéierung ass virgesinn, gradewéi och Isolatiounsaarbechten. An da sollen och déi 27 Klassesäll, déi zwielef Spezialsäll, d'Administratioun, de Festsall an d'Sportshal renovéiert ginn.

An onser Motioun haut sinn da finalement och nach zwee Projete vum Fonds Belval.

D'Gebléishal, den Hall des soufflantes, ass e Gebai vun 1910, dat 1919 an 1939 vergréissert gouf. Et gouf am Joer 2000 klasséiert an ass elo dem Mobilitéitsministère attribuéiert. D'Gebai steet um Inventaire supplémentaire vun de Sites et monuments. Am Moment däerf een iwwerhaapt net eragoen, well d'Gebai ass net sécher. De Fonds Belval wëll elo eng Etüd maachen, fir ze kucken, wat ee mat deem Gebai kéint maachen a wéi een et méi en valeur kéint setzen. Konkreet ass de Fonds Belval domadder beoptraagt, e Bau- a Rehabilitatiounsprogramm fir d'Gebléishal ze entwéckelen. Verschidden Zenarie si méiglech, woubäi den urbane Kontext vum Belval berücksichtegt muss ginn. Fir d'éischt muss et awer mol stabiliséiert an dekontaminéiert ginn, éier dass iwwerhaapt iergendeppes aneres do ka geschéien.

An dee leschte Projet, deen ech Iech haut virstellen, dat ass den Ausbau vum Lycée Bel-Val. Dee Lycée gëtt et zanter 2011. Elo soll bäigebaut ginn, fir 288 weider Schüler kënnen opzehuelen. Geplangt ass, dass d'Formatioun fir d'Educateuren dohinner kënnt. Bei dee Lycée soll och eng provisoresch Struktur komme fir de CDI, de Centre pour le développement intellectuel. Deen ass am Moment zu Suessem, mee d'Gemeng wëll dat Gebai recuperéieren. Et soll dann do Plaz fir 72 Schüler geschafe ginn. Dat provisorescht Gebai soll dann esou laang stoe bleiwen, bis eng definitiv Léisung fir dee CDI fonnt gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir gesitt, et gëtt weider vill investéiert an d'Zukunft vun onsem Land. Zukunft plangen, dat heescht déi néideg Infrastrukture plangen a bauen.

Erlaabt mer, nach emol der Ministesch an all hire Servicer Merci ze soe fir déi formidabel Zesummenaarbecht mat der Mobilitéits- a Bautekommissioun. E Merci awer och un allequerten d'Membere vun där Kommissioun. Et sinn ëmmer flott, spannend a ganz konstruktiv Diskussiounen, dofir géing ech gären de Memberen och eng Kéier hei e besonnesche Merci soen. An da géing ech fir d'DP herno nach eng Kéier zréckkommen.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Rapportrice och villmools Merci fir hire schrëftlechen a fir hire mëndleche Rapport.

An deen éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Lies. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Marc Lies (CSV) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës Regierung investéiert an d'Zukunft vum Land an hält d'Investissementer héich. D'Finanzéierbarkeet an de d'Käschten-Notze-Prinzipp mussen allerdéngs an all Iwwerleeung mat afléissen.

Dës Politick, déi mir als Koalitioun am Interessi vun eisem Land maachen, fënnt sech an den Infrastrukturprojeten erëm, déi mir haut diskutéieren. D'Rapportrice huet eis déi Projete virgestallt an hirem Exposé an ech wëll net op all eenzelen agoen. Duerfir der Madamm Cahen e ganz, ganz décke Merci fir deen ausféierleche Rapport.

Erlaabt mir awer, eng Rëtsch vun dëse 40 Projeten erauszepicken an och a Verbindung ze setze mat enger Rei vun deene Projeten, déi et laut dem neie Reglement net an d'Motioun gepackt hunn, well hire Käschtepunkt tëscht 15 an 30 Millioune läit.

Am Norde beschäftegen eis d'N7 an d'B7 a punkto Stroossebau a mir begréissen, dass den Ausbau vun der B7 tëscht Ettelbréck a Schieren an noer Zukunft an Ugrëff geholl wäert ginn. Op der N7 gëtt eiser Demande Rechnung gedroen, d'Entlaaschtung vun der Houschter Déckt bis op Housen ze analyséieren, wat fir méi Sécherheet fir d'Foussgänger an och d'Automobiliste suerge soll.

Ausserdeem wollt ech den Ausbau vun der Dikrecher Gare ernimmen an den neien Arrêt zu Ierpeldeng beim zukünftegen Nordstad-Lycée, deen do wäert entstoen. Dës Projete schafen eng besser Zuchverbindung an déi zukünfteg Nordstad mat véier Zich pro Stonn. Dobäi ass et wichteg, dës Projete gutt openeen ofzestëmmen, dass de Pôle d'échange zu Ierpeldeng steet, wann de Lycée bis fäerdeg ass.

Eng Erhéijung vun de Frequenze vun den Zich op der Nordstreck ass en ausdréckleche Wonsch vun eiser Fraktioun. Den Ausbau vun der Gare zu Ëlwen ass do en éischte Schrëtt, fir den Accès nërdlech vun Ëlwen och zweegleiseg ze maachen.

Mir begréissen déi lafend Etüden zum Ausbau vun der Nordstreck mat enger Zweegleisegkeet. Do wollte mir der Ministesch an hire Leit mat op de Wee ginn, bei dësem Projet strateegesch a laangfristeg ze denken, mat enger méi séierer Linn bis op Léck an dem Wee bis op Antwerpen, fir vun dëser europäescher Nord-Süd-Streck duerch eist Land ze profitéieren.

Mat de Studie ronderëm en Internat beim Clierfer Lycée Edward Steichen gëtt mam Ausbau vum Lycée, dee viru Kuerzem gestëmmt ginn ass, dee ganze Campus komplettéiert.

Här President, an der Richtung vum Kompass wollt ech op d'Projeten am Osten ze schwätze kommen an op déi kritesch Infrastruktur vum Mäerterter Hafen, deem säin Ausbau mir begréissen. Och wann d'Fro vun den Tanklager nach net ganz gekläert ass, bleiwe mir optimistesch, eng pragmatesch Léisung ze fanne fir déi Plaz, wou ronn een Drëttel vun eisen Importer u Carburant iwwert de Waasserwee an eist Land erakommen.

De Pôle d'échange an der Abteistad wäert och fir Entlaaschtung suergen an d'Pendler besser opfänken an op den ëffentlechen Transport ëmleeden.

D'Ersetze vun de Gleiser op der Streck tëscht Lëtzebuerg a Waasserbëlleg iwwer 13,5 Kilomeeter ass eng éischt Etapp, wat d'Aarbechten op dëser Zuchstreck ugeet. D'Mise à double vun de Gleiser tëscht Sandweiler-Contern an Éiter mat engem Käschtepunkt vu ronn 150 Millioune mécht de Wee fräi, fir méi héich Frequenzen op der Zuchstreck an den Osten a bis op Tréier ze realiséieren. Och soll déi Éiter Gare erneiert ginn.

De Centre „A Possen" zu Bech-Maacher soll och komplett sanéiert ginn, an dëst aus sécherheetstechnesche Grënn. Den Ausbau vum Maacher Lycée ass och wichteg fir den Osten.

Am Süde begréisse mir d'Aarbechten op der Zuchstreck tëscht Beetebuerg an Diddeleng bis op Volmerange-les-Mines, fir och do d'Frequenz vun den Zich kënnen ze erhéijen. Do ass et wichteg, dass dësen Ausbau Hand an Hand mat der Erneierung vun der Beetebuerger Gare geet, fir déi mir virun e puer Wochen d'Finanzéierungsgesetz gestëmmt hunn.

Une voix | Très bien!

M. Marc Lies (CSV) | De lokale Contournement zu Kielen, fir dee mir mat dëser Motioun de Wee fräimaachen, ass essentiel, fir d'Awunner an deem Eck vum Land vun engem héije Volume u Verkéier, besonnesch vu Camionen, Här Eischen, ze befreien.

Une voix | Très bien!

Une autre voix | A!

M. Marc Lies (CSV) | De Stroossereseau an dësem Stéck tëscht der A6 an der A7 ass deem héije Verkéiersvolumen net gewuess.

Eng Regioun am Süden, an där d'Liewensqualitéit besonnesch ënnert dem Verkéier leit, ass de Kordall, wou vill Leit wunnen an immens vill Frontalieren aus Frankräich an der Belsch an d'Land erakommen. Do begréisse mir, dass de Käerjenger Contournement endlech Realitéit gëtt. Ausserdeem ënnerstëtze mir d'Bestriewungen, fir de Verkéier tëscht Suessem an Déifferdeng besser un d'Lafen ze kréie mat enger neier Ubannung un d'A13, enger neier Desserte interurbaine op Déifferdeng.

Den Deel am Kordall, deen aktuell nach net entlaascht gëtt, ass deen tëscht Käerjeng an dem Dräilännereck, also virun allem d'Gemeng Péiteng. Do hoffe mir, dass d'Diskussiounen tëscht dem Ministère an deenen zouständege Gemengeresponsabelen aus dem Kordall déi richteg Léisunge wäerte fannen.

Zu den Etüde ronderëm de séieren Tram op Esch wollt ech umierken, dass d'Gesamtkonzept, wat ausgeschafft gëtt, dee richtegen Equiliber fanne muss tëscht dem Interessi vun den Notzer vum Tram, dem Käschtepunkt vum Projet a virun allem senger Finalitéit fir d'Stad Lëtzebuerg an d'Stad Esch.

Une voix | Très bien!

M. Marc Lies (CSV) | De Lycée Nic-Biever zu Diddeleng soll renovéiert an ausgebaut ginn, wéi och de Lycée Bel-Val zu Suessem. Den Hall des soufflantes um Belval soll och neit Liewen agehaucht kréien.

Här President, am Zentrum beschäftegt eis virun allem d'Géigend ronderëm d'Stad, fir genee ze sinn den Houwald, wou eng ganz Rei Projeten zesummekommen, op déi ech wëll agoen. Mam Pôle d'échange Gare périphérique a Park&Ride Midfield deet sech zurzäit vill tëscht dem Ban de Gasperich, Cloche d'Or, an der ZAC Houwald, der neier Houwald City, an hei mattendran dem Midfield. An de kommende Jore ginn an dësem Areal nach zegdausend Meeterkaree u Büros-, Wunn-, Fräizäit- a Schoulfläche gebaut.

Mat der kompletter Fäerdegstellung vun der Gare périphérique an dem Module central vun der neier N3 um Boulevard des Scillas am Laf vum nächste Joer sinn e puer Meilesteng geholl. Et bleiwen awer nach eng Rëtsch zousätzlech Bauaarbechten ze realiséieren. Ënner anerem soll de Rond-point Gluck nach ëmgebaut ginn. Wichteg ass och hei, datt eng Bréck fir déi duuss Mobilitéit gebaut gëtt, fir barriärefräi vun engem Quartier bis an deen aneren an och bis an den neie Gaasperecher Park ze kommen.

Den Échangeur de Hesperange um Boulevard Raiffeisen muss an de kommende Joren och an Ugrëff geholl ginn, genausou wéi de batter néidege Contournement d'Alzingen, de Module sud vun der neier N3, fir den Duerchgangsverkéier duerch d'Gemeng Hesper an och ronderëm an deene kommende Joren ze reduzéieren.

Den Abrigado um Leschte Steiwer, dee just e Steeworf vum Houwald fort ass, soll och komplett nei mat enger fixer Struktur geplangt ginn.

De European Convention Center wéi och d'Coque um Kierchbierg solle renovéiert ginn. De Lycée Robert-Schuman um Lampertsbierg muss och aus sécherheetstechnesche Grënn renovéiert ginn.

Här President, no dësem kuerzen Tour duerch eist Land wollt ech nach e puer generell Remarken zu den ëffentleche Baute maachen. Et ass schonn a menger Ried ugeklongen, wéi wichteg et ass, d'Projeten, déi zesummegehéieren, och beschtens ze plangen an ze koordinéieren. D'Dauer vun den ëffentleche Bauten ass e laangwierege Prozess an et vergeet ze vill Zäit tëscht deenen éischten Etüden an der Aweiung vum fäerdege Projet.

Une voix | Très bien!

M. Marc Lies (CSV) | Mir hoffen, datt d'Moossname ronderëm déi administrativ Vereinfachung, déi dës Regierung an Ugrëff geholl huet, hir Friichte wäert droen. Dës laang Planungsdauer an d'Prozedure féieren oft zu enger Erhéijung vun de Baukäschten. Dëse Constat bréngt mech zu mengem nächste Punkt.

Als ëffentleche Bauhär oder -träger wëlle mir nëmmen dat Bescht fir eis Bierger a bauen héichwäerteg, awer och immens deier. Natierlech wëlle mir eise Bierger flott Infrastrukture bidden, mee mir sinn hinnen och schëlleg, verstänneg mat hiren, eise Steiergelder ëmzegoen. Dat solle mir an eisen zukünftege Projeten och bedenken.

Une voix | Très bien!

M. Marc Lies (CSV) | Dat gesot, ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun fir dës Motioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Lies. An dann ass d'Wuert nach eng Kéier fir d'Madamm Corinne Cahen, dës Kéier als Representante vun der DP-Fraktioun. Madamm Cahen.

Mme Corinne Cahen (DP), rapportrice | Villmools merci, Här President. Entschëllegt mech, ech hat vergiess, Iech d'Motioun ze ginn. Dat heescht, ech géing elo mol domadder vläicht ufänken. Voilà.

Motion 1

« Grands projets d'infrastructure réalisés par l'État »

La Chambre des Députés,

vu, d'une part,

– la nécessité de garantir une transparence optimale lors de l'élaboration des grands projets d'infrastructure ;

– la volonté du Gouvernement d'assurer la définition, la conception et la mise en œuvre d'une politique intégrée en matière d'aménagement du territoire, de réseaux de transports et de bâtiments publics ;

vu, d'autre part,

– l'avis de la Cour des comptes du 22 mars 2001 sur l'adaptation du budget voté des grands projets d'infrastructure ;

– la motion de la Chambre des Députés du 29 janvier 2002 adoptée suite à la présentation de l'avis précité ;

– les propositions des groupes parlementaires au sujet d'une amélioration des procédures permettant d'éviter les dépassements des coûts des grands projets d'infrastructure dans le futur, transmises en date du 12 avril 2005 par Monsieur le Président de la Chambre des Députés à Monsieur le Premier ministre ;

vu la nouvelle procédure à suivre en matière de préparation des grands projets d'infrastructure adoptée en date du 3 avril 2006 par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes sur proposition de Monsieur le Ministre des Travaux publics et dont les points principaux ont été repris dans une motion « Grands projets d'infrastructure Travaux publics » du 23 octobre 2008 ;

considérant que ladite procédure répond aux préoccupations exprimées dans la motion précitée du 29 janvier 2002 ;

vu la motion du 13 mai 2009 de la Chambre des Députés invitant le Gouvernement à veiller à ce que ces procédures soient appliquées, mutatis mutandis, par tous les départements ministériels lors de la mise en œuvre de projets d'infrastructure susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 10 millions d'euros ;

vu la modification du 26 juin 2024 des articles 102, 104 (2) et 105 (1) du Règlement de la Chambre des Députés relative aux nouveaux projets d'infrastructure dans le cadre du débat sur la politique financière et budgétaire, le Gouvernement saisit la Chambre des Députés d'une liste de projets prioritaires à construire par l'État au cours des exercices suivants et dont le coût dépasse le seuil de 30 millions d'euros. Pour les projets dépassant le seuil de 15 millions d'euros, sans pour autant dépasser le montant de 30 millions d'euros, le Gouvernement doit dorénavant procéder à une présentation de ces projets dans une réunion de commission ;

vu la liste des projets d'infrastructure susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 30 millions d'euros, à soumettre à l'approbation de la Chambre des Députés en vue de l'autorisation pour l'imputation des dépenses pour frais d'études et d'élaboration d'un avant-projet détaillé (APD), présentée lors de la réunion du 13 novembre 2025 de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics ;

considérant que, suite à l'entrée en vigueur de la loi du 8 juillet 2021 modifiant la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant création d'un établissement public pour la réalisation des équipements de l'État sur le site de Belval-Ouest, l'établissement public Fonds Belval n'a plus besoin d'être autorisé au préalable par une loi spéciale pour pouvoir mettre en œuvre un projet d'infrastructure. Désormais, le Fonds Belval applique, en tant qu'établissement public, les mêmes conditions de transparence et d'accord de principe pour la réalisation de ses projets de construction ou de transformation pour le compte de l'État que les administrations publiques. Ses projets s'ajoutent donc comme nouvelle catégorie de financement à la liste annuelle des grands projets d'infrastructure soumise pour approbation à la Chambre des Députés ;

considérant que, suite aux informations détaillées fournies par les responsables du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics, de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois, la Commission de la Mobilité et des Travaux publics a avisé favorablement chaque projet de la liste présentée ;

marque son accord à l'élaboration des études nécessaires à la réalisation des projets en cause à partir de l'exercice budgétaire 2026 afin de garantir les objectifs suivants :

a. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds du rail

– Pôle d'échanges Erpeldange-sur-Sûre
– Ligne de Luxembourg à Wasserbillig – mise à double voie du tronçon de ligne entre Sandweiler-Contern et Oetrange
– Modernisation de la Gare d'Oetrange
– Gare de Troisvierges – réaménagement des infrastructures ferroviaires et voyageurs
– Ligne de Bettembourg à Volmerange-les-Mines – suppression du passage à niveau 102d à Dudelange et construction d'une nouvelle voie d'évitement à Dudelange-Burange
– Point d'arrêt de Bascharage-Sanem – aménagement d'un bâtiment P&R

b. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds d'investissements publics administratifs

– Police et bâtiment administratif à Esch-Raemerich
– Bâtiment administratif à Verlorenkost
– Centre national sportif et culturel à Luxembourg – rénovation
– Bâtiment administratif et social à Luxembourg

c. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds d'investissements publics scolaires

– Lycée Nic-Biever à Dudelange – rénovation et extension du bâtiment « Wolkeschdall »
– Lycée Robert-Schuman à Luxembourg

d. En ce qui concerne le champ d'intervention de l'Administration des ponts et chaussées – Fonds des routes

– Contournement de proximité Kehlen
– Déviation de la N7 Hoscheid-Dickt/Hosingen
– OA 7012 – Pôle d'échange Echternach
– OA 7018 – Pôle d'échange et P&R Midfield/Luxembourg-Sud

e. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds Belval

– La Halle des soufflantes
– Extension du Lycée Bel-Val et Centre pour le développement intellectuel (construction modulaire)

(s.) Corinne Cahen, Yves Cruchten, Marc Goergen, Michel Lemaire, Marc Lies, Meris Sehovic.

M. Claude Wiseler, Président | Dat ass ganz gentil vun Iech. Merci.

(Hilarité)

Mme Corinne Cahen (DP), rapportrice | Jo, haut ass den Internationalen Dag vun de Mënsche mat enger Behënnerung.

(Mme Corinne Cahen traduit en langue des signes le nom de la Journée internationale des personnes handicapées.)

A wann ee gesäit, wéi an der däitscher Gebäerdesprooch „Behënnerung" gesot gëtt, da gesäit een, dass dat mat Barriären ze dinn huet. A wa mer vun de groussen Infrastrukturprojete fir d'Zukunft schwätzen, dann, mengen ech, sollte mer haut, um Internationalen Dag vun de Mënsche mat enger Behënnerung, grad u si denken, wa mer, wéi den Här Lies grad gesot huet, vläicht d'Saachen e bësse méi séier musse bauen, esou dass jiddwereen eng Accessibilitéit huet iwwerall hin do, wou e wëll hikommen.

An dass mer grad haut dee Projet vun de Grands projets d'infrastructure um Ordre du jour hunn, mengen ech, ass scho symbolesch ganz staark. Well Leit, déi gutt ze Fouss sinn, déi kognitiv keng Schwieregkeeten hunn, déi keen Handicap hunn, déi denken net all Dag dorunner, dass och eng kleng Trap kann eng Hürd sinn. Déi denken net dorunner, dass, wann ze vill Schëlder an enger Gare hänken, een dann eventuell net méi eens gëtt. An ech denken, eebe grad haut, wou mer vun de Grands projets d'infrastructure schwätzen, sollte mer dorunner denken.

A wann ech dann déi Motioun kucken, déi ech elo grad deposéiert hunn, déi mer all zesummen an der Chamberskommissioun och gekuckt hunn, an och all déi aner Projeten, da stellen ech fest, dass d'Regierung an d'Administratiounen e ganz groussen Accent op d'Accessibilitéit leeën, kucken, dass eeben d'Saache weiderginn an dass se méi accessibel ginn.

Ech hat elo éinescht opgezielt: d'Gare vun Éiter, d'Gare vun Ëlwen, d'Gare vun Diddeleng-Biereng – déi vun Dikrech hat ech net genannt, well se keng 30 Millioune wäert kaschten. Mee do ass de Fokus op d'Accessibilitéit, fir dass jiddwereen, och wann e manner gutt ze Fouss ass, den Zuch kann huelen, fir dass eeler Leit och kënnen den Zuch huelen, dass se sech deplacéiert kréien, wann een d'Trapen net méi esou gutt oder vläicht iwwerhaapt net méi ka goen.

Och bei de Ponts et chaussées, mengen ech, gëtt do e grousse Wäert drop geluecht, dass mer effektiv d'Leit accompagnéieren. Wann ech de Midfield kucken, dee mer bauen, do geet et drëms, dass d'Leit eng Accessibilitéit hunn, mee awer och eng Liewensqualitéit, well déi kënnt och mat der Accessibilitéit. Wann ech moies mäin Dag muss plangen am Sënn vun: „Jo, kommen ech do iwwerhaapt eran?", „Ass dee Bus elo esou, dass ech ka riicht erafueren?", an esou weider, dat ass eng ganz aner Planung. „Kann ech an dee Restaurant iesse goen?", „Gëtt et do eng Toilette, déi iwwerhaapt iergendwéi accessibel ass?", an esou weider, dat ass eng aner Planung, wéi wann een einfach säi Schal, säi Mantel hëlt, d'Mutz undeet a moies aus dem Haus erausgeet, ouni sech iergendwellech Gedanken ze maachen, ob een iergendwellech Hürden huet.

A grad dowéinst ass et esou essentiel, dass déi Grands projets d'infrastructure weidergedriwwe ginn. Grad dowéinst ass et essentiel, dass d'Ministesch an d'ganz Regierung déi dote Projeten als absolutt Prioritéit gesinn. Well mir brauchen accessibel Schoulen. Mir brauchen accessibel Muséeën. Ech hu vun der Coque geschwat, de Sportsinfrastrukturen. Mee och déi mussen accessibel si fir jiddwereen, fir dass jiddwereen Sport ka maachen, fir dass jiddwereen an d'Piscine ka goen, fir dass jiddwereen kann e Match kucke goen enzwousch hin.

Mir mussen derfir suergen, dass d'Welt méi accessibel gëtt. Dat hu mer mam Gesetz vun 2022 scho gemaach, wou mer d'Accessibilitéitsgesetz gestëmmt hunn. An ech gi ganz dacks drop ugeschwat, dass dat jo awer iwwerdriwwen ass. Dir kënnt Iech net virstellen, wéi dacks ech drop ugeschwat ginn, dass ech als Familljeministesch Iech dat Gesetz do presentéiert hunn an dass Dir et och nach guttgeheescht hutt! An dann äntwerten ech ëmmer: „Et muss ee sech just eng Sekonn eng Kéier an d'Haut vun engem anere versetzen an emol eng Kéier iwwerleeën, wéi d'Welt géing ausgesinn, wann een net méi esou mobill wier oder wann ee kognitiv vläicht iergendwellech Schwieregkeeten hätt." Wann een net héiert oder wann een net gesäit, dann ass d'Welt wierklech eng ganz aner. Dann ass se net esou accessibel!

Dofir ass dat net vu Muttwëll, wa mer an de Grand-projet-d'infrastructuren d'Infrastrukturen esou bauen, dass och eng Persoun, déi net gesäit, hire Wee fënnt, dass och eng Persoun, déi net héiert, awer weess, wéini dee richtegen Arrêt kënnt, och wa se dann d'Duerchso dee Moment net kann héieren. Et ass essentiel an onser Welt vun haut, dass jiddwereen ka participéieren, dass jiddwereen ka matmaachen.

An ech géing gären, och wann en haut net an der Motioun steet, een eenzege Projet awer hei nach erauspicken, well et wierklech en Häerzensprojet ass, e Projet, wou et grad ëm déi Leit geet, déi vläicht éischter kognitiv Schwieregkeeten hunn, nämlech de Foyer „Eisleker Heem" zu ... Ech soen et elo mol op Franséisch: „Lullange", well ech weess ni, ob et „Lellgen" oder ...

Plusieurs voix | „Lëllgen".

Mme Corinne Cahen (DP), rapportrice | „Lëllgen", voilà! Zu Lëllgen, do gëtt e Foyer de jour fir 20 Leit gebaut, en Hebergement, dee 24 Stonnen Encadrement huet. Mee et gëtt awer och en Hébergement semi-autonome mat aacht Studioe gebaut, well déi Leit, déi eng Behënnerung hunn, déi mussen och kënne fräi wielen, wéi se wëlle liewen a mat wiem se wëlle liewen.

An dofir sinn déi Investissementer och esou essentiel fir ons alleguerten, well éischtens emol wësse mer net, wéi et muer ass. Wann Der schonn nëmmen eng Kéier Krätschen hutt, wann Der Iech eng Kéier wéigedoen hutt, da gesitt Der schonn, wéi onaccessibel d'Welt heiansdo ka sinn. An dofir sinn ech extreem frou, dass dës Regierung weider investéiert an déi grouss Infrastrukturen, an d'Accessibilitéit, dass mer déi wierklech op d'Nummer eent vun onser Prioritéitelëscht setzen.

An ech hat versprach, ech géing domadder ophalen, dass eise gudde Kolleeg, de Gusty, de Moie leider nach net do ass, well anscheinend den Zuch Verspéidung huet. Dofir musse mer weider an d'Infrastrukturen investéieren, well et och fir ons alleguerte wichteg ass, dass mer ons kënne verloossen op ons Infrastrukturen hei am Land. An ech mengen, do si mer elo um gudde Wee. Och mat dëser Motioun wäerten d'Infrastrukture weider geplangt, gebaut ginn. Dofir soen ech elo schonn, dass mir als Demokratesch Partei wäerten natierlech déi Motioun hei matstëmmen.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Cahen. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Yves Cruchten. Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Erlaabt mer, dass och ech ufänke mat engem Merci un d'Rapportrice, déi wierklech am Detail alleguerten d'Projeten eng Kéier virgestallt huet. Dat erlaabt eis, kënnen aner Froen ze stellen.

Ech wéilt gären der Madamm Cahen awer och felicitéiere fir hir Interventioun elo grad. Si huet den Accent geluecht op d'Accessibilitéit. A si huet ganz Recht: Mir hunn an all deene Projeten, déi mer hei diskutéieren, ganz vill Projeten, déi eeben deem Rechnung droen, dass mer d'Welt accessibel maache fir all eis Matbierger. An do huet si Recht. Mir sinn eis alleguerten, och d'Gemengeresponsabel heibannen, bewosst, dass dat eppes kascht. Mee dat sinn awer och gutt investéiert Suen. An ech fannen, dass d'Participatioun, d'Teilhabe un eiser Gesellschaft esou wichteg ass, dass mer dat och esou sollte maachen. Dofir nach eng Kéier vu mir merci.

Här President, mir diskutéieren haut iwwer eng ganz Rei grouss Infrastrukturprojeten am Schinnen- a Strosseberäich, an eise Schoulen, an deene staatleche Gebaier an iwwert d'Mobilitéitsplanung insgesamt. Et si Projeten, déi all op hirer eegener Linn ganz wichteg sinn. Mee d'Fro, déi ech an dëser Debatt an de Mëttelpunkt stelle wëll, ass eng aner: A wéi engem Verhältnis stinn dës Projeten zu de fundamentale gesellschaftlechen Erausfuerderungen, déi Lëtzebuerg aktuell huet?

Eist Land wiisst – demografesch, wirtschaftlech, sozial. Dëse Wuesstem bréngt selbstverständlech Chancen, mee och kloer Konsequenze mat sech: méi

Verkéier, méi Ufuerderungen un d'Mobilitéit, méi Drock op de Bildungssystem, op d'Gesondheet, ganz besonnesch op de Logement an iwwerhaapt op déi ganz staatlech Infrastruktur. An awer hu mir de gemeinsamen Androck, datt mir net an engem Modus vun der Anticipatioun, mee an engem Modus vun der Reaktioun feststiechen.

Madamm Minister, mir hate virgëschter eng weider Reunioun vun de véier Kordallsgemengen, zesumme mat de Vertrieder aus Ärem Haus, vun de Ponts et chaussées an och vun der Eisebunn. An ech kann Iech berichten, datt mer gutt virukommen an datt d'Gemengeréit aus de véier Gemengen d'Konklusioune geschwë virgestallt kréien. Mir wäerten Iech duerno d'Resultater vun där sougenannter „Kordallsetüd" an den nächste Méint kënne virleeën.

Ech soen dat, well et ass eng éischte Kéier, datt véier Gemengen hir Mobilitéitsfroen zesumme léise wëllen. An dat ass gutt esou, well Decisiounen, Chantieren oder Projeten an där enger Gemeng hu ganz séier en direkten Impakt op d'Nopeschgemengen, wéi mer dat och gutt mierken den Ament mam Chantier tëscht Péiteng a Käerjeng op der Bomecht.

Iwwerhaapt mierkt ee quasi am ganze Raum Kordall, wann iergendwou eng Strooss gespaart gëtt oder eng rout Luucht opgeriicht gëtt. An ech huelen un, dass et op anere Plazen am Land genee d'selwecht ass. Eise Stroossereseau ass esou saturéiert, datt all klenge Chantier e risegen Impakt kritt op déi ganz Regioun. Et ass dofir bemierkenswäert, datt déi véier Gemengen decidéiert hunn, hir gemeinsam Problemer och gemeinsam unzegoen. Sou solle Vëlospisten a Vëlosweeër matenee verbonne ginn, de Busreseau optimiséiert a souguer nei Zuchstrecke geplangt ginn.

Wat de Stroosseverkéier ugeet, sou besteet d'Häerzstéck aus zwee Projeten, déi onerlässlech si fir d'Gelénge vun deem Ganzen. Dat eent ass de Käerjenger Contournement de proximité, dee mer jo schonn iwwert d'Gesetz 2018 gestëmmt hunn a bei deem de Chantier hoffentlech d'nächst Joer ufänkt. Dat anert ass d'Desserte interurbaine Déifferdeng–Suessem, déi haut um Programm steet vun de Grands projets d'infrastructure.

Déi zwee Projeten, an nëmmen, wa se alle béid realiséiert ginn, sinn eng Chance, datt d'Regioun Kordall mat hiren iwwer 80.000 Awunner net komplett am Verkéier wäert ënnergoen. An ech invitéieren all déi, déi méi kritesch si vis-à-vis vun neie Stroossen, sech emol objektiv mat der Gesamtplanung ausenanerzesetzen, soubal dës ëffentlech gemaach gëtt. Net eenzel d'Projete fir sech kucken, mee am Ensembel vun all de Mesüren. Si wäerte gesinn, datt dat alles wuel Sënn mécht.

Dat, wat fir de Südwesten oder de Süde gëllt, gëllt selbstverständlech och fir den Norden, den Osten an den Zentrum vum Land.

Wann ech Iech elo soen, datt mer virgëschter zefridden aus där Reunioun komm sinn, sou bleift nawell d'Gefill, datt mer dat heiten eigentlech hätte misse virun 20, 25 Joer maachen. Och hei bleiwe mer gefaangen an der Reaktioun op bestoend Problemer an net an där wäitsiichteger Planung fir déi nächst 30, 40 Joer.

De Robert Goebbels huet a senger Zäit als Bauteminister de gëllene Bagger iwwerreecht kritt. Et gouf de Geck gemaach, well hien aus der Siicht vu Verschiddenen ze vill géif plangen an ze vill géif baue loossen. Abee, ech wënsche mer, en hätt och nach de gëllene Camion, de gëllene Kran an déi gëlle Lokomotiv kritt. Da wäre mer haut nämlech e gutt Stéck virun. Kommt, mir maachen haut net déi selwecht Feeler wéi virun 30 Joer! Kommt, mir plange méi wäit! Kommt, mir probéieren, d'Mobilitéit am Joer 2050 ze plangen!

D'Zuele weisen, datt d'Bevëlkerung an d'Zuel vun den Aarbechtsplazen an de leschte Jore staark geklomme sinn. An och wann d'Prognosen elo e bësse méi bescheide sinn, wäerte mer och an Zukunft nach wuessen. Mee wa mir eis Mobilitéitsinfrastrukturen ukucken – Schinn, Bus, Tram, Stroossen –, da stelle mir eis eng zentral Fro: Plange mir fir d'Bedierfnisser vu muer oder léise mir just d'Problemer vun haut?

Am Sécherheetsberäich vun der Schinn gëtt vill investéiert: Moderniséierung op der Linn Richtung Waasserbëlleg, nei Drainage- a Reseausaarbechten tëscht Lëtzebuerg an Arel, d'Duebelvergleisung tëscht Sandweiler-Contern an Éiter, d'Reorganisatioun vun de Garë vun Dikrech, Éiter an Ëlwen, nei Park&Ride-Strukturen, d'Ëmfuere vun de Barriären zu Diddeleng an net zulescht d'Parkhaus op der Käerjenger-Suessemer-Gare si Projeten, déi dréngend gebraucht ginn – haut schonn!

Iwwregens, dee leschte Projet vum Parkhaus hätt scho sollen 2023 ageweit ginn a stoung schonn 2017 op der Lëscht vun de Grands projets d'infrastructure.

Alles Projeten also, déi haut dréngend gebraucht ginn, net an 10 Joer, och net an 20 Joer, mee haut! Nawell wäert et bei ville Projeten eebe soulaang daueren, bis se realiséiert sinn. Dofir ass d'Fro zentral: Wéi plange mer hei fir d'Lëtzebuerg vun 2040 oder 2050 – an net just fir d'Lëtzebuerg vun haut, vun 2026?

D'Aarbechten am Stroosseberäich – Contournemente wéi zu Kielen oder d'Deviatioun Houschter Déckt, Sécherheetsmoossnamen, nei Pôle-d'échangen zu Iechternach, Houwald-Midfield, awer och déi ganz Streck vum séieren Tram am Süden – ginn dréngend gebraucht, awer leider scho laang diskutéiert, Verschiddener ze laang diskutéiert. Well mir gesi gläichzäiteg, wéi d'Capacitéiten op eise Stroossen no bäi oder schonn iwwert der Limitt sinn.

Schonn haut gëtt et Momenter, wou et och ouni Accident zu Staue kënnt, einfach well de Reseau et net méi packt. Dofir heescht et Gas ginn, net op der Strooss natierlech, mee beim Realiséiere vun all dëse Projeten. Mir mussen aus der Planungsphas vill méi séier eriwwer an d'Realisatioun kommen.

Vläicht e Wuert zum séieren Tram, well dee riskéiert, haut jo nach zum Gespréichsthema ze ginn. D'Fro ass net, ob ee weideren Arrêt hei oder do opportun ass oder net. D'Fro ass op der ganzer Streck: Ass den aktuellen Tracé adaptéiert, fir datt mer dat Ganzt nach e séieren Tram kënnen nennen? Oder gëtt deen Numm iergendwann eng Kéier zur Farce? Ass d'Streckeféierung déi richteg? Gëtt et op all deenen Arrête gutt Ubannungen un de Busreseau oder un Opfänkparkinge fir den Auto? Ech wär frou, wa mer eis mol e bësse méi am Detail nach kéinten doriwwer an der Kommissioun austauschen. A sou wéi ech d'Madamm Presidentin vun eiser Kommissioun an och d'Madamm Minister kennen, stellen ech mer do keng Froen. Dat wäert mat Sécherheet geschéien.

D'Erweiderunge beim Maacher Lycée an um Belval, d'Renovatioun vum Lycée Robert-Schuman, de Projet zu Diddeleng an d'Internat zu Clierf si gutt Beispiller dofir, wéi och d'Bedierfnisser an der Educatioun klammen. Mee och hei stellt sech d'Fro: Reagéiere mir net ëmmer eréischt dann, wann d'Plazen net méi duer ginn oder d'Bauten net méi sécher sinn?

Déi demografesch Entwécklung vum Land ass zënter Jore virauszegesinn. Wéi gëtt dës Entwécklung an eng proaktiv Bildungsinfrastrukturpolitick iwwersat? Déi Fro hu mer an der Mobilitéits-, mee och an der Educatiounskommissioun gestallt. An d'Regierung wëll eis 2027 e Plan sectoriel „Lycées" virleeën. Mir fannen, dat ass spéit. Bis dohi baue mer a flécke mer e bëssi an d'Blannt eran.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann e Land esou dynamesch wiisst wéi Lëtzebuerg, dann dierf d'Infrastrukturpolitick net an engem Hannendra bleiwen. Eréischt handelen, wann et net méi anescht geet, dat ass net méi zäitgeméiss. Ech weess, mir haten den IVL, d'Plan-sectoriellen, och de PNM, alles gutt a wichteg Konzepter fir d'Zukunftsplanung, mee mir mussen awer elo endlech an den Tratt kommen a realiséieren. 20 Joer Gepiddels, ob ee soll eng drëtt Spuer op d'Autobunn bauen, oder 35 Joer Streidereien ëm e Contournement kënne mer eis einfach net méi leeschten.

D'LSAP wëll dozou bäidroen, datt dës Diskussiounen net nëmmen am Detail vum eenzelne Projet gefouert ginn, mee am grousse Zesummenhang, deen eis Infrastrukturpolitick an déi nächst Joerzéngte féiert. Op alle Fall kënnen d'Regierung an d'Madamm Minister op d'LSAP zielen, wann et drëms geet, endlech virunzekommen. Dofir stëmme mir selbstverständlech all déi Projeten, déi an der Motioun opgelëscht sinn, haut mat.

Ech soen Iech Merci.

M. Ben Polidori (LSAP) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. Deen nächste Riedner ass den Här Michel Lemaire. Här Lemaire, Dir hutt d'Wuert.

M. Michel Lemaire (ADR) | Villmools merci, Här President. Och mir als ADR-Fraktioun droen dës Motioun natierlech mat. Mir stëmmen dat mat. Mir hunn u sech keng aner Wiel. Ech mengen, de stramme Wuesstem, sou wéi mer en hunn, zwéngt eis jo ze investéieren. A mir hunn an där Hisiicht keng aner Wiel. An dat sinn dann eeben och, kënne mer soen, d'Nofollgekäschte vum stramme Wuesstem.

Ech wëll en Akzent dorop leeën, datt mer bei allem, wat mer bauen, bei allem, wat mer investéieren, awer och kucken, dass mer d'Kulturlandschaft zu Lëtzebuerg erhalen. Ech wëll ee Beispill ginn: Bei der Ettelbrécker Gare, déi jo elo komplett nei gemaach gëtt, do soll en Deel vun der Fassad erhale gi bei deem neie Gebai. Mee ech mengen, dass mer bei allem, wat mer bauen, awer kucke sollen, dass mer dat Land, wéi mer et kannt hunn, mat senger Kulturlandschaft, net verléieren.

Ech begréissen och, dass mer a wichteg Projeten am Norden investéieren. Ech begréissen, dass beim Ausbau vun de Vëlosweeër endlech Neel mat Käpp gemaach ginn. Ech wollt och en Akzent leeën op den Ausbau vun der Gare zu Ëlwen. Och dat begréisse mir ausdrécklech an och dass mer do fir Persoune mat ageschränkter Mobilitéit d'Méiglechkeet schafen, dass déi Persounen eebe kënnen integréiert ginn an d'Mobilitéitskonzept.

Ech wëll awer och e klenge Bemoll setzen, nämlech wat aner Garen ugeet zu Clierf. Ech wunne jo zu Clierf an ech huelen do relativ dacks den Zuch. An ech hu selwer mat mengen eegenen Ae gesinn, dass, wann zu Clierf eng Persoun mat engem Rollstull op déi aner Säit wëll kommen, se dann hoffe muss, dass e puer Leit do si mat staarke Muskelen, well da mussen déi déi Persoun nämlech erofdroen an erëm eropdroen – dat hunn ech selwer gesinn –, well eebe kee Lift, keng Struktur do ass fir eng Persoun mat ageschränkter Mobilitéit. Dat heescht, mir haten elo och a Rieden héieren, dass dat ganz begréissenswäert ass, dass dat onbedéngt soll kommen. Mee ech mengen, do sinn nach ganz vill Garen, wou dat eeben nach net de Fall ass.

Ech verweisen do och op eng parlamentaresch Fro vu mengem Virgänger Jeff Engelen, deen emol d'Fro opgeworf hutt, wéini mer op de Wee higinn, dass mer e Gesamtkonzept fir d'Land maachen, dass all d'Garen och behënnertegerecht ausgebaut ginn, soudass jiddwereen, deen eeben op déi Méiglechkeet wëll zréckgräifen, och kann zréckgräifen, well et kann net sinn, dass eng Persoun dann zu Ëlwen eeben d'Chance huet, dass se mat engem Rollstull kann un der Mobilitéit deelhuelen, an zu Clierf si mer an enger Situatioun, wou schlëmmstefalls, wann net e puer kräfteg Leit do sinn, déi Persoun guer net an den Zuch ka klammen. Ech denken, do sinn nach substanziell Efforten néideg.

Dat gesot, ginn ech d'Zoustëmmung zu dëser Motioun an ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Lemaire. An dann huet den Här Meris Sehovic d'Wuert. Siwe Minutten.

(Hilarité)

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Débat d'orientation, dee mer alljoers féieren iwwert déi grouss Infrastrukturprojeten, ass e wichtegen an en interessanten Debat, géing ech souguer soen, well en eigentlech jo en Ausbléck liwwert iwwert d'Pläng vun der Regierung am Beräich vun den ëffentlechen Infrastrukturen an och d'Ambitioun vun der Regierung dann an deem Sënn widderspigelt.

Ech wëll, bevir ech op eenzel Dossieren aginn, vläicht ee Gedankegang weiderféieren, deen de Kolleeg Yves Cruchten schonn hei op der Tribün gemaach huet, nämlech dass mer jo haut mat der Motioun virun allem der Regierung d'Erlabnis ginn, Etüden ze maachen an dass et natierlech nach e Wee ass vun deenen Etüden, déi mer dann elo kënne maachen, bis zur Realisatioun vum Projet. Mir brauchen en Avant-projet sommaire, en Avant-projet détaillé, dann deemno wéi d'Envergure ass, kënnt et nach zu engem Finanzéierungsgesetz, wat duerch de legislative Prozess muss. An dann eréischt geet et dann iergendwann an de Chantier.

An ech schléisse mech ausdrécklech och deenen Iwwerleeungen un, déi soen, dass mer musse kucken, dass déi doten Dauer tëschent deem Vott hei an dem Chantier muss esou kuerz wéi méiglech sinn, well all déi Projeten, déi mer haut diskutéieren, déi mer d'lescht Joer schonn diskutéiert hunn op der Lëscht vun de groussen Infrastrukturprojeten, si Projeten, déi mer dréngend brauchen.

Ech wëll awer och betounen, dass dat eppes bedeit, nämlech dass mer haut virun allem Intentiounen ofstëmmen an de Wee fräimaache fir Etüden. All déi Projeten, iwwert déi mer haut ofstëmme wäerten, all déi Projeten, déi mer d'lescht an d'virlescht Joer ofgestëmmt hunn zum Ulass vun dësem Débat d'orientation, sinn alles Projeten, déi zu engem grousse Deel haut nach net am Budget an och net an der pluriannueller Finanzplanung erëmzefanne sinn.

Dat läit jo e Stéckwäit och op der Hand, well mer eeben haut de Feu vert ginn, fir Etüden ze maachen. An dass dat esou ass, dass all déi dote Projeten eigentlech nach ënner engem Finanzéierungsvirbehalt leien, dass se nach net am Budget ze fanne sinn an och net an der pluriannueller Finanzentwécklung, dat ass dowéinst och ausdrécklech kee Reproche, mee einfach eng Observatioun, och en vue vun der Budgetsdebatt, déi mer hei am Haus an zwou Woche wäerte féieren.

All déi Projete si wichteg. An dofir musse mer am Hannerkapp behalen, dass, wa mer iwwert de Budget schwätzen an zwou Wochen, iwwer eng Steierreform, iwwert de Finanzéierungsbedarf am Gesondheetssystem, iwwert de Finanzéierungsbedarf am Rentesystem, all dës Investitiounen, iwwert déi mer haut schwätzen, wichteg sinn an dass de Finanzement fir déi Investitiounen och laangfristeg muss garantéiert sinn. D'Madamm Presidentin vun der Kommissioun huet et gesot: Zukunft plangen heescht investéieren. Abee, investéieren heescht och Suen ausginn. An dofir muss een da sécherstellen, dass d'Suen och dofir do sinn.

No deene méi allgemengen Iwwerleeungen dann zur Motioun selwer. An do kann ech et direkt virewech huelen: Natierlech wäerte mer déi dote Motioun mat all deene Projeten, ob se am Beräich vum Héichbau sinn, vum Déifbau, vum Fonds du rail, vun den ëffentleche Gebailechkeeten, matstëmmen. All déi Projete si richteg a wichteg a mir ënnerstëtze se a mir wäerte se och an Zukunft weiderhin ënnerstëtzen, wa se dann nach eng Kéier Theema hei an der Chamber sinn.

Ech wëll e puer Projete vläicht erauspicken. All Projet wär derwäert, fir nach eng Kéier am Detail hei beschriwwen ze ginn. Meng Virriednerinnen a -riedner hunn dat en Deel gemaach, dofir ginn ech virun allem op Projeten an, wou ech eigentlech nach e puer Froen hätt.

Mir begréissen ausdrécklech de Projet fir den Ausbau vun der Zweegleisegkeet op der ganzer Streck Lëtzebuerg–Waasserbëlleg, wat eng wichteg Prekonditioun ass, fir d'Qualitéit vum ëffentlechen Transport weider ze verbesseren. Ech benotzen awer och hei d'Geleeënheet, fir wierklech ze betounen, dass et och nach eng Rei aner Investitiounen am Beräich vum Schinnereseau gëtt, déi grad och am Süden enorm wichteg sinn. Ech betounen et ëmmer erëm – ech hunn et schonn zur leschter Debatt gemaach –, dass dozou och de Gleisdräieck tëschent Nidderkuer a Bascharage gehéiert, iwwert dee mer schonn e puermol geschwat hunn. An do géing ech gären och wëssen, ob et do mëttlerweil schonn éischt Indicatioune gëtt, wéini mer deen dann eng Kéier wäerten op der Lëscht vun de groussen Infrastrukturprojete fannen. Well mir wësse jo: Vun deem Moment, wou se hei op der Lëscht sinn, bis zu dem Moment vun der Realisatioun gi jo dann nach e puer Joer an d'Land.

Et ass iwwert de séieren Tram geschwat ginn. Ech begréissen et, dass mer do eng ganz Rei vu Pôle-d'échangen, déi fir d'Realisatioun vun där Streck sinn, op der Lëscht hunn, ob dat Leideleng ass, Steebrécken, iwwert dee mer hei scho geschwat hunn a wou ech och ëmmer erëm nach eng Kéier déi Fro opwerfe vun der eventueller Participatioun vu private Promoteuren an esou Projeten. De Pôle d'échange Féiz ass och wichteg. Déi Fro, déi ech haut awer wëll stellen, ass: Deen nächste logesche Schrëtt ass jo dann de Pôle d'échange, dee mer op der Metzeschmelz musse bauen. Do ass et esou, dass mer op der leschter Lëscht, beim leschten Debat, déi nei Gare, déi do an deem Quartier soll entstoen, scho mat op de Programm geholl hunn. An do géing ech gäre wëssen, wéini mer eigentlech domadder rechne kënnen, dass mer dann den nächste Pôle d'échange op där Streck, nämlech dee vun der Metzeschmelz, och kënnen a Betrib huelen.

De Kolleeg Cruchten vun der LSAP huet eng Rei vun Iwwerleeunge gemaach, wat den Tracé ugeet an déi méiglech Statiounen. Ech mengen, dass een iwwer alles diskutéiere kann, an ech géing et effektiv och begréissen, wa mer an der Kommissioun kéinten dorobber zréckkommen. Ech warnen awer do virdrun, well eebe ganz oft an der Vergaangenheet genau dat de Grond war, wisou Projeten esou vill Retarden hunn, net wéinst de Regulatiounen, net wéinst iergendwelleche Gesetzer, mee wéinst de politeschen Diskussiounen a wéinst dem Mangel u Courage, fir heiansdo einfach eng Decisioun ze huelen a se duerchzezéien.

An dowéinst, bei allen Diskussiounen erënneren ech drun, dass de séieren Tram an de Süden eng kritesch Infrastruktur ass fir d'Entwécklung vum Minett, fir d'Entwécklung vun der zweetgréisster Stad vum Land an dass mer do keng Zäit méi duerfe verléieren an dass ech dowéinst och net der Meenung sinn, dass mer um Niveau vum Tracé nach laang sollten diskutéieren, mee dass et do wierklech wichteg ass, dass mer an d'Ëmsetzung ginn.

Ech wëll ophale mat engem Projet, deen ech nach erausstr äiche wëll, och e bësse gefierft vun der Debatt, déi mer gëschter hate ronderëm zwee Kamäiner. Et geet ëm den Hall des soufflantes, wou mer begréissen, dass deen op der Lëscht ass. Mir hunn allerdéngs e bësse Confusioun verspuert, well et och eng Äntwert vun Iech, Madamm Ministesch, op eng Question parlementaire vun der Madamm Tanson a vu mir gëtt, wou Der eigentlech an Aussiicht gestallt hat, dass mer Enn vun dësem Joer, Ufank vum nächste Joer en Architekturconcours géinge lancéieren. An der Kommissioun huet et elo geheescht, dass mer als Éischt emol eng Programmation urbaine wëlle maachen. Do wär ech frou, wann Der vläicht nach eng Kéier kéint erklären, wéi Der genau wëllt virgoen.

An egal wéi mengen ech awer, dass et wichteg ass, dass mer verhënneren, dass e Stéckwäit sech erëm dat reproduzéiert, wat da mat deenen zwee Kamäiner geschitt ass, nämlech dass eng Infrastruktur, eng Gebailechkeet, déi denkmalgeschützt ass a wou mer der Meenung sinn, dass mer se mussen erhalen, awer esou laang verfale gelooss gëtt, dass se duerno am Endeffekt net méi ze retten ass.

An dowéinst géing ech gären zum Ofschloss, Här President, eng Motioun deposéiere mat der Ënnerstëtzung vun de Kolleeginnen a Kolleege vun déi Lénk, vun der LSAP an och vun de Piraten, wou mer fuerderen, dass nieft deene weideren Etüden – et sinn der jo scho gemaach ginn am Kontext vun der Gebléishal –, déi dann elo solle gemaach ginn, déi Aarbechte fir d'Stabilisatioun vum Site an och fir d'Depollutioun vum Site onofhängeg vun deenen Etüden esou séier wéi méiglech ab elo eigentlech solle starten, fir dass mer dat Gebai kënnen erhalen a fir dass et dann och wierklech eppes gëtt, wou mer kënnen eng Programmation urbaine dann duerno maachen.

Ech soen Iech Merci an ech deposéieren d'Motioun.

Motion 2

« relative à la sécurisation et la décontamination de la centrale des soufflantes à Belval »

La Chambre des Députés,

considérant

– l'inscription de la centrale des soufflantes à Belval sur la « Liste des immeubles et objets bénéficiant d'une protection nationale – Immeubles et objets inscrits à l'inventaire supplémentaire » ;

– l'état du bâtiment qui nécessite des travaux d'entretien ;

– que des études avaient déjà été lancées par le Gouvernement précédent afin d'aboutir enfin à une revalorisation du bâtiment ;

– qu'à l'occasion de la question parlementaire n° 830, Madame la Ministre a déclaré qu'un appel à projets serait lancé fin 2025 – mi-2026 ;

– que le réaménagement de la centrale des soufflantes fait partie des grands projets d'infrastructure envisagés par le Fonds Belval,

invite le Gouvernement

– à engager sans délai, et en parallèle aux travaux sur la programmation urbaine future, les travaux de sécurisation, de stabilisation structurelle et de décontamination indispensables afin de garantir la conservation de la centrale des soufflantes et d'éviter toute dégradation supplémentaire ;

– à finaliser l'ensemble des études préparatoires nécessaires à la revalorisation de la centrale des soufflantes et à déposer, au cours de la présente législature, un projet de loi portant financement et autorisation de dépenses relatif au réaménagement du site.

(s.) Meris Sehovic, Yves Cruchten, Marc Goergen, David Wagner.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Et ware jo bal siwe Minutten.

M. Claude Wiseler, Président | Awer just bal.

(Hilarité)

Dat war d'Zäit fir Är Motioun nach deelweis mat. Merci. Dann, Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Dass de Moie vill iwwert d'Baue geschwat gëtt, ass immens gutt, well dat och eise Betriber am Land hëlleft. A wëssend, dass am Moment grad déi Handwierksbetriber all Optrag brauchen, ass et gutt, dass mer de Moien d'Investitiounen héichhalen.

Zu den eenzelne Projeten ass scho vill gesot ginn. Ech huelen e puer Highlighte fir mech eraus. Deen éischte Projet ass sécherlech d'neit Policekommissariat zu Raemerich, wat batter néideg ass am Süden, fir dass mer eis Sécherheet kënne verbesseren, fir et elo ganz brav auszedrécken. Also, et ass ganz gutt, dass d'Police do endlech eng Struktur kritt, déi se brauch, fir am Süde kënnen ze schaffen.

Da komme mer – et ass schonn e puermol ugeschwat ginn – an de Kordall, wou Der de Käerjenger Contournement elo wäert realiséieren, wat eng gutt Saach ass, an op där anerer Säit de Park&Ride haut an der Motioun dran ass. Wann dat dann esou sollt klappen, ass et super, wann d'Terrainen alleguerten do sinn. Dat ass jo nach alles Verhandlungsmass, wéi Der eis an der Kommissioun erkläert hutt. Dat heescht, ech hoffen, dat wäert och esou realiséiert ginn, wéi Der wëlles hutt. Awer, et ass ëmmer blöd, wann een de Projet schonn am Viraus stëmmt an herno deen, deen den Terrain wëll verkafen, dat natierlech och matkritt. Dat heescht, ech hätt och kee Problem, wann de Park&Ride kéim an e géing op eng aner Plaz kommen, fir net egal wéi e Präis herno fir den Terrain ze bezuelen. Och dass Der gären d'Suessemer Ausfaart op der A13 an Nidderkuer wëllt verbesseren, ass ganz kloer. D'Fro ass just, ob een déi Ännerungen alleguerte schonn duerchzitt, ier déi nei Sortie an Entrée op der A13 vum Käerjenger Contournement scho fäerdeg ass. Dat sinn alles Froen, déi ee sech herno muss stellen, well soss huelt Der awer deenen Nidderkuerer herno eng Ausfaart ewech, wou se dann net méi heemkommen.

Op där anerer Säit, an et ass och de Moie schonn ugeschwat gi vun de Virriedner, feelt nach ëmmer den Uschloss vun der Zuchstreck vun Nidderkuer op Käerjeng an da weider Richtung Stad. Vun un dass Der Ministesch sidd, mengen ech, froen ech all Joer, wann Der kommt, wou dann dee Projet do hänkt, well et géing een awer eng zéng, zwielef Minutte gewannen. A grad wann een am Moment och d'Gemengepolitiker vun Déifferdeng lauschtert, si se awer immens schlecht ugebonnen. Si si jo och scho bei Iech do zimmlech vill reklaméiere komm, well do dann net vill geschitt ass a leschter Zäit.

Dofir hunn ech haut eng Motioun matbruecht, dass Der endlech deen Dräieck do verbannt tëschent Nidderkuer a Käerjeng, fir dass mer do endlech Neel mat Käpp maachen, well am Moment ass ganz vill geschwat ginn, awer et ass nach wéineg realiséiert ginn, an dass Der dat prioritär sollt maachen.

Dann zum Tram. Ech hat déi Diskussioun kuerz an der Kommissioun ugefouert an ech bleiwen awer do bei menger Positioun. Dir hutt mer eng aner Positioun matgedeelt. Dat sinn d'Käschte vum Tram. Also fir mech ass et net gerecht, dass d'Stad Lëtzebuerg fir den Tramsnetz muss bezuelen, wärend déi aner Gemengen et elo fir näischt kréien. Ech soen net, dass d'Stad et muss fir näischt kréien, mee da missten déi aner bezuelen. Ech soen awer och net, dass, wann déi aner et fir näischt kréien, d'Stad nach ëmmer weider muss Budgeten huelen. Dat heescht, entweeder kréie se et alleguerte fir näischt oder se bezuelen alleguerten. Et kann awer net sinn, dass een hei am Land zweeërlee Gemengen huet an déi ënnerschiddlech musse fir en Tramsreseau bezuelen. Dat ass einfach net gerecht.

Dofir hunn ech och do eng Motioun matbruecht, dass een dat bei all den Tramsprojeten, déi an Zukunft kommen, gerecht opdeelt. Dat heescht, entweeder bezuelen d'Gemengen alleguerten eng Part oder et bezilt keen eng Part. Eppes vu béiden. Do iwwerloossen ech Iech d'Entscheedung, mee et muss awer gerecht sinn. Et kann net sinn, dass eng Gemeng am Land bezilt an déi aner net.

Dann, wou mer beim Tram sinn, beim schnellen Tram: En Dauerbrenner, dat ass Wickreng, Steebrécken. Elo hutt Der eis nach do d'Botschaft matbruecht, dass en plus déi Opfaart, déi do gebaut ginn ass, vun deem, wou een och nach de Shoppingzenter huet, 25 % wäert méi deier ginn. Mee do wäerte mer jo nach e puer Tier hei dréinen an der Chamber, wou Der musst nach eng Kéier Geld siche kommen, fir dass Der deen da kënnt Richtung Shoppingzenter fäerdegstellen. Mee haut ass awer och e Projet dra mat engem Pôle d'échange de mobilité fir och do genau bei deem Shoppingzenter. O Wonner! Dofir hunn ech an der Kommissioun och explizitt géint dee Projet gestëmmt an déi aner stëmme mer alleguerte mat. Déi eng gefalen eis besser, déi aner manner, mee en gros ass d'Motioun awer esou ze akzeptéieren a mer stëmme se mat. Mee bei deem zu Steebrécken hunn ech dergéint gestëmmt, well alt erëm gëtt do e Kaddo gemaach. Do gëtt e Pôle d'échange gebaut, wou d'Leit herno sollen op de Bus, Tram ëmklammen, an et ass awer guer keng Parkméiglechkeet do. Dat heescht, ech gi mol einfach dovunner aus, dass Der do geduecht hutt, da geet jiddereen an dee Shoppingzenter parken an da kënnen déi do hir Parktickete schéi verkafe fir een, zwee Euro d'Stonn. Ech weess net wat. Mir haten an der Kommissioun jo nogekuckt. Ech fannen dat net gerecht.

Also ganz éierlech: Wann Der esou Projete maacht – an ech kommen herno nach op den Tram zréck – wéi elo mat deem Pôle d'échange, da musst Der och e Parking virgesinn, well soss dréckt Der erëm do engem Promoteur alleguerten d'Clienten dohinner an dee wäert sech do gëllen Täsche verdéngen. An dat ass eppes, wat mir net kënnen ënnerstëtzen. Dir kënnt kee Pôle d'échange do bauen a just drop zielen, dass d'Leit herno an de Shoppingzenter parke ginn an do all Dag den Ticket bezuelen. Well ëmgedréint gefuer géingt Der jo de Pôle d'échange bauen, fir dass d'Leit an de Shoppingzenter kommen. Déi Argumentatioun hutt Der jo och gesot, dat wär net déi, wou Dir géingt interpretéieren. Och wann ech se deelweis esou interpretéieren, dass souwuel déi Tramslinn wéi dee ganze Pôle d'échange gebaut gëtt, fir dass d'Clienten an de Shoppingzenter kënne kommen.

Woumat ech op meng zweet Motioun zréckkommen. Dat Éischt ass, dass d'Opfaart 25 % méi deier gëtt. Elo gitt Der hin an Dir verleet den Tramstrajet nach eng Kéier. An ech hunn eng Grafik matbruecht, déi Der an der leschter Dokumentatioun zum Budget nach dran hat, dass do iwwerhaapt keen Arrêt virgesi war. Dat heescht, et brauch kee mer ze kommen, dass dat scho laang esou geplangt war, well et war keen do geplangt. Dir hutt an der eegener Budgetsdokumentatioun der Chamberskommissioun gewisen, dass do en Trajet rapide geplangt war, dass zu Steebrécke keen Arrêt geplangt war. Deen Arrêt ass elo geplangt ginn, wéi do dee Shoppingzenter realiséiert ginn ass.

Dofir hunn ech haut eng Motioun matbruecht, dass Der en Text ausschafft, dass an Zukunft, wann op d'Demande hi vun esou Shoppingzenteren Arrête solle gebaut ginn, déi sech och sollen un de Käschte bedeelegen. Well et kann net sinn, dass de Steierzueler herno wäert dat Ganzt bezuelen, wärend d'Profitter wäerte bei engem Private bleiwen.

Merci.

Motion 3

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– Am Kordall erstéckt een am Verkéier a vun Déifferdeng an Nidderkuer hier ass den Zuch eng schwiereg Alternativ, well den Trajet ze vill Zäit an Usproch hëlt, well een iwwer Péiteng zeréckfuere muss. An der Chamberskommissioun war nach kee fäerdege Projet, fir dës Streck ze verbesseren.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– prioritär den Trajet vun Nidderkuer direkt op Käerjeng an da Richtung Lëtzebuerg ze realiséieren an deen der Chamber schnell ze presentéieren.

(s.) Marc Goergen.

(ndlr: Quelques corrections d'ordre grammatical et orthographique ont été apportées à la motion 3 de M. Marc Goergen. La version originale est à consulter sur www.chd.lu.)

Motion 4

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– D'Tramnetz soll an deenen nächste Jore weider ausgebaut ginn, dëst iwwert d'Stad eraus bis an de Süde vum Land op Belval.

– D'Schinnennetz vum Tram wäert duerch verschidde Gemenge féieren, woubäi d'Stater Gemeng een Deel vum Tramnetz matbezilt an aner Gemengen net.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– dass d'Käschtenopdeelung bei all de Projete ronderëm den Tram tëscht dem Staat an de Gemengen eenheetlech ausgehandelt gëtt.

(s.) Marc Goergen.

(ndlr: Quelques corrections d'ordre grammatical et orthographique ont été apportées à la motion 4 de M. Marc Goergen. La version originale est à consulter sur www.chd.lu.)

Motion 5

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– D'Ministesch plangt, d'Tramsstreck vun der Säit hier ze verleeën zu Steebrécken, woubäi eng Haltestell och bäigefüügt ginn ass fir den neie Shoppingzenter zu Wickreng.

Aus dëse Grënn fuerdert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung op,

– e legale Kader ze schreiwen, fir, wann esou Ännerunge kommen an doduerch Privatinvestisseuren e Virdeel hunn, déi un de Käschten ze bedeelegen.

(s.) Marc Goergen.

(ndlr: Quelques corrections d'ordre grammatical et orthographique ont été apportées à la motion 5 de M. Marc Goergen. La version originale est à consulter sur www.chd.lu.)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. An dann hätte mer d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann hätt d'Regierung d'Wuert. Madamm Minister.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Sou, schéine gudde Moien. Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, natierlech fir d'éischt emol der Rapportrice e ganz grousse Merci. Si ass a sämtlech Detailer gaangen, fir dat virzestellen. Ech wäert dat elo net nach eng Kéier maachen. Ech wëll awer och vun dëser Geleeënheet hei profitéieren, fir all den Deputéierten, mee haaptsächlech natierlech deenen an der Mobilitéits-an-ëffentlech-Bauten-Kommissioun Merci ze soen. Et ass ëmmer e Pleséier, mat Iech ze schaffen an ze diskutéieren, soudass mer do och weiderkommen. An ech mengen, Dir wësst, dass ech ganz determinéiert sinn, fir iwwerall weiderzekommen, an dat esou séier wéi méiglech.

Mat dëser Motioun gitt Dir eis dann, wéi dat dann alljoers üblech ass, den Optrag fir ze studéieren. An dat fänkt jo dann u mat den néidegen Etüde bis zu engem Finanzéierungsgesetz, wann et dann iwwer 60 Milliounen ass. Ech mengen, hei gesi mer och ganz kloer d'Prioritéite vun dëser Regierung refletéiert. Mir wëssen, dass eis Bevëlkerung wiisst. De Wuesstem bleift natierlech fir eist Land a fir de Wuelstand vun eisem Land eppes ganz Wichteges. Mee dat muss een natierlech och anstänneg begleeden. Mir mussen och antizipéieren. An ech mengen, dat maache mer och. Ech kommen dorop zréck.

Ech mengen, mir mussen och hei nach eng Kéier ënnersträichen, quitte dass mer dat alleguerte wëssen, dass déi Investissementer, déi mer op engem ganz héijen Niveau halen, och wichteg si fir eis Wirtschaft, fir eis Handwierksbetriber an och fir eis Baufirmaen.

De Budget fir d'nächst Joer, deen hu mer och d'lescht Joer an der Chamberskommissioun am Detail diskutéiert. Ech mengen, och do gesitt Der, dass d'Zuele wierklech op engem ganz, ganz héijen Niveau bleiwen, wa mer e Staatsbudget hu vun 30 Milliarden an 3,5 Milliarde ginn dann an alles ronderëm den MMTP, wat da vu mir an de Verwaltungen, déi mer dann ënnerstinn, duerchgefouert gëtt. Dat ass scho wierklech enorm. Dëst Joer ass de Pourcentage och alt nees méi héich, wéi en d'Joer virdru war, wéi en d'Joer virdru war. Dat heescht, mir bleiwen hei wierklech an investéieren op engem ganz, ganz héijen Niveau. Als MMTP si mer op der drëtter Plaz, hannert der Santé an hannert dem Educatiounsministère.

Mee ech mengen, den Invest, dat ass natierlech eng Saach. Déi aner Saach ass dann, fir ze plangen a fir ze bauen. Do ass natierlech ganz vill Neibau, mee do ass och, an dat däerf een och net ënnerschätzen, d'Renovatioun. An ech mengen, och dat ass e ganz wichtegen Deel an et soll een net esou maachen, wéi wann dat just eppes Klenges, eng Niewesaach wär. Nee, och dat sinn Investissementer, déi wichteg sinn.

Et ass vun de Schoulinfrastrukture geschwat ginn hei, mee och an der Chamberskommissioun. Ech mengen, dat ass eppes, wat fir d'Regierung natierlech och vun héchster Prioritéit ass. Mir hunn an deene leschte Wochen a Méint Finanzéierungsgesetzer fir de Clierfer an den Ettelbrécker Lycée op de Wee ginn. De Sportslycée zu Mamer an d'International School zu Mondorf, déi wäerten elo och an den nächste puer Woche kommen. Aleng déi véier Projeten, do si mer scho bei méi wéi 800 Milliounen Euro. An der Motioun, déi dann haut zur Debatt steet, ginn dann och weider Renovatiounen an Extensioune virgesinn. Dat ass fir de Lycée Nic-Biever zu Diddeleng, de Lycée Robert-Schuman an der Stad an och de Lycée Bel-Val. Ech mengen, dozou kommen nach e ganze Koup aner Projeten, déi och gestëmmt gi sinn d'lescht Joer, Jonglënster a Bouneweg, wann ech mech richteg erënneren. Dat ass elo net ganz laang hier.

Verwaltungsgebaier, och do musse mer weider dran investéieren. Sports- a Kulturinfrastrukturen, och déi sanitär a sozial Ariichtungen, déi eist Land brauch, och do schaffe mer weider drun. Natierlech och den Déifbau. Ech mengen, och dat ass weesentlech fir eis Matbiergerinnen a Matbierger, souwéi och fir d'Frontalieren, dass mer hei wierklech eng qualitativ héichwäerteg Mobilitéit hunn. An do wëll ech just nach eng Kéier soen: Mäi Virgänger huet de PNM 2035 entworf. Mir schaffen haut um PNM 2040. Dat sinn Dokumenter, wou mer justement wëllen antizipéieren an net hannendrulafen. An ech kann Iech just nach eng Kéier soen: Liest de PNM 2035. Ech mengen, dat ass eng ganz gutt Strategie, justement fir ze antizipéieren an net hannendrunzelafen.

Une voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | A wat de PNM 2040 ugeet, do wär ech och frou, wann d'Chamber respektiv d'politesch Parteien och eis géifen Input liwweren, fir dass mer dat kënne mat abauen.

Ech wëll der Rapportrice och Merci soen, dass se d'Bemierkung gemaach huet zum Internationalen Dag haut vu Leit mat Beanträchtegungen. Ech mengen, och dee Volet, d'Infrastrukturen, déi sollen a musse PMR-gerecht sinn, ass wierklech e weesentleche Volet. D'Inklusioun an d'Accessibilitéit an eiser Gesellschaft, dat däerf wierklech kee Präis hunn. Do gëtt permanent dru geschafft, iwwerall, och bei CFL. Ech mengen, d'Bemierkung ass gemaach gi vun enger spezifescher Gare. Där hu mer der nach e puer, net just zu Clierf. Elo ass natierlech och kloer, dass mer net iwwerall zur selwechter Zäit kënne renovéiere respektiv dat gläichzäiteg maachen. Dat ass net méiglech. Et däerf een och net vergiessen, dass et do och EU-Standarde gëtt. Dat heescht, do ass d'Interoperabilitéit och e Volet, dee mir musse matabezéien. Mee ech kann Iech awer soen, dass et – fir elo fir d'CFL ze schwätzen – do effektiv e Plang gëtt. Mee dat muss iwwert d'Zäit natierlech ëmgesat ginn. Mee ech kann Iech versécheren, dass do weider dru geschafft gëtt an dass mer dat maachen.

D'Projeten op dëser Motioun, wéi gesot, déi hu mer am Detail den 13. November virgestallt, d'Verwaltungen, d'Bâtiments publics, d'Ponts et chaussées, d'CFL, de Fonds Belval. An ech wëll och vun dëser Plaz aus hiren Ekippen – Verschiddener sinn hei – e grousse Merci soen, well se maache wierklech eng super, super Aarbecht. Hei si mer jo elo bei Projeten, déi iwwer 30 Millioune sinn. An der Chamber hu mer déi aner méi am Detail diskutéiert.

Elo waren natierlech e ganze Koup Froen. Ech weess net, ob ech elo op alles hei am Detail kann agoen. Ech hunn Iech natierlech nogelauschtert. An ech mengen, hei sinn och eng Rei vun neien Ureegungen. Déi hunn ech mer natierlech opgeschriwwen. An ech kann Iech natierlech versécheren, dass ech ganz, ganz gären an d'Chamberskommissioun kommen, ëmmer. Ech stinn Iech ëmmer zur Dispositioun, fir iwwer weider Detailer ze schwätzen.

Vläicht just dat eent oder anert nach, wat ech mer hei opgeschriwwen hunn. Zur Kordall-Etüd: Merci fir d'Remarken dozou. Ech mengen, dat muss och wierklech prioritär adresséiert ginn. Ufank Mäerz spéitstens ass da virgesinn, d'Konzept deene véier Gemengen dann och virzestellen. Ech mengen, dat ass gutt, dass déi Diskussiounen elo esou lafen. Ech begréissen dat.

Zum Triangle ferroviaire Nidderkuer–Bascharage: Bon, d'CFL schaffen do un enger Étude de faisabilité. Ech kréie gesot, dass déi fir 2026 dann och soll fäerdeggestallt sinn. An do kommen ech natierlech och ganz, ganz gären an d'Kommissioun, fir doriwwer ze schwätzen.

Pôle d'échange Metzeschmelz: Och do ass e Groupe de travail „Mobilitéit" mat deene relevanten Instanzen an Acteuren op d'Bee gestallt ginn, déi do impliziéiert sinn. Do kommen ech och ganz gären am Detail drop zréck, wann dat e bësse méi fortgeschratt ass.

Da waren nach Froen … Jo, also de séieren Tram: Ech mengen, et ass evident, dass mer do nach ganz vill wäerten och am Detail driwwer schwätzen an der zoustänneger Chamberskommissioun. Ech wëll do och nach eng Kéier soen: Nee, ech hat keng Reuniounen. Ech krut och kee Bréif a keen Telefon vu Promoteuren. Nach eng Kéier: Mir plangen hei no de Mobilitéitsbesoinen. Den Tram soll bei d'Leit kommen, net deen anere Wee. Ech mengen, hei hu mer un engem optimiséierte Projet geschafft, dat mat de Buergermeeschteren a mat alleguerten deenen, déi hei directement impliziéiert sinn, an dat am Kader vum Comité politique.

An ech menge wierklech, wann den Tram bis fiert an et ass kee Stopp zu Steebrécken an dee fiert do laanscht, da wäerten d'Leit soen: „Mee firwat? Hei ginn esou vill Leit eran an eraus. Hei sinn esou vill Aarbechtsplazen. Hei si Studenten. Hei si Proffen. Hei ass en Altersheim. Hei si Concerten. Hei sinn nach eng Kéier Aarbechtsplazen a Restauranten an Aktivitéiten. An da bleift hei keen Tram stoen." Ech mengen, dat wär wierklech net de richtege Wee. Den Tram gëtt justement gebaut, fir dass d'Leit solle méi Choix hunn. Doréms geet et. Et geet net dréms, de Leit ze soen: „Dir sollt elo net méi mat Ärem Auto fueren", nee, mee dass d'Leit e Choix hunn, och convenablement net an den Auto ze klammen, mee fir mam Tram ze fueren. Dofir bleiwen ech dobäi. Jo, mir sollen eis Stroossen entlaaschten an dofir baue mer den Tram. An dofir ass elo och do kee Parking weider virgesinn.

Ech mengen, ech hunn elo op déi meeschte Saache geäntwert. All déi aner Saachen, ech mengen, déi Kamäiner zu Belval, do ass och gëschter an der Chamber … Ech war zu Bréissel, dat heescht, ech war net fir déi Debatt elo present. Mee ech mengen, de Kulturminister huet erkläert, firwat se net national geschützt wäerte ginn. Mir sinn natierlech all heibannen, mengen ech, wierklech der Meenung, dass eise Patrimoine industriel och soll valoriséiert ginn. An ech mengen, dat maache mer jo och op ganz ville Plazen. Ech mengen, dat ass wichteg fir eist Land.

D'Gebléishal: Ech mengen, dat ass e wichtege Projet. Do solle mer weiderkommen, dass do mussen déi Viraarbechten och gemaach ginn. Wat mer dat méi séier kënne maachen, wat mer herno och méi séier weiderkommen, wann déi Etüde bis gemaach

sinn a mir alleguerten zesummen och Diskussioune gefouert hunn: Wat wëlle mer aus deem Site maachen? Mee ech mengen, déi elementar Aarbechten, déi musse gemaach ginn, fir mech och esou séier wéi méiglech. Dat ass och en Deel heivunner.

D'Participatioun vu private Promoteuren: Ech mengen, wann esou e Konzept gewollt wär am Kontext vun eisen ëffentlechen Infrastrukturen an eisem ëffentlechen Transport, dann, mengen ech, hätt mäi Virgänger och zéng Joer laang Zäit gehat, fir esou e Konzept auszeschaffen. Dat huet en net gemaach. Ech mengen, an eisem wierklech exzellente Projet, wou ech awer iwwerzeegt sinn, dass dat eis als Land och wierklech gutt zu Gesiicht steet, ass och e wichtegen Deel vun eisem Koalitiounsaccord, dass mer dee séieren Tram hikréien ënnert deene Konditiounen, sou wéi se och am Comité politique beschwat si ginn.

Ech sinn natierlech och ganz sensibel drop, dass Deputéierter hei soen, dass mer op all deene Projete séier solle weiderkommen, dass zwëschent der Konzeptioun oder zwëschent der Etüd an der Aweiung normalerweis de Minister d'Etüd an Optrag gëtt an de Successeur vum Successeur vum Successeur dann do ass fir d'Aweiung. Ech mengen, et ass am Interessi vun eisem Land an och vum zoustännege Minister, dass dat net dräi Successeure méi spéit eréischt kann ageweit ginn. Dofir, ech maachen op alle Fall alles, och mat de Moyenen, déi mir zur Verfügung stinn, well och meng Verwaltungen hu limitéiert Moyenen, ob dat elo bei Bâtiments publics ass, fir just ee Beispill ze nennen. An ech begréissen nach eng Kéier och d'Kolleegin an de Kolleeg vun der Direktioun hei, wou mer och gekuckt hunn, dass méi Leit agestallt ginn d'nächst Joer bei Bâtiments publics, elo just fir si ze nennen, dass mer och déi néideg Leit hunn, fir dat ze maachen, wat mer wëlle maachen, fir eist Land fir d'Zukunft ze preparéieren a weider ze gestalten.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat wär d'Diskussioun dann ofgeschloss a mir géingen zu de Motioune kommen.

Motions

Et si fënnef Motiounen hei deposéiert ginn.

Motion 1

A mir fänken u mat der Motioun Nummer 1, déi vun der Rapportrice deposéiert ginn ass, der Madamm Corinne Cahen. An esouvill ech héieren hunn, hu mer hei en Accord iwwert dës Motioun.

Dofir meng Fro: Kënne mer iwwert déi à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Et ass keen dergéint.

Vote sur la motion 1

Da géing ech froen: Wien ass mat dëser Motioun d'accord? Dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Ass een do, dee sech enthält? Dat ass net de Fall.

Dann ass d'Motioun Nummer 1 vun der Madamm Corinne Cahen à l'unanimité ugeholl.

Motion 2

An da komme mer zur Motioun Nummer 2 iwwert d'Dekontaminatioun vun der Gebléishal um Belval, déi den Här Sehovic deposéiert huet. Här Sehovic, Dir hutt se schonn zu engem Deel erkläert. Dir wëllt duerno warscheinlech nach d'Wuert huelen. Wie wëllt dozou Stellung huelen? D'Madamm Cahen, den Här Lies. Madamm Cahen, fänkt Dir un.

Mme Corinne Cahen (DP), rapportrice | Villmools merci, Här President. Merci och fir déi Motioun, wou jo am éischten Tiret am Fong geholl genau dat drasteet, wat ech gesot hunn a wat mer och am Rapport stoen hunn, nämlech dass „sans délai" eebe sollen déi Etüden ufänken, dass d'Stabilisatioun muss gemaach ginn, well et am Moment einfach ze geféierlech ass, fir iwwerhaapt do eranzegoen. An ech mengen, dat hate mer jo och all zesummen esou decidéiert.

Elo, Här Sehovic, verstinn ech natierlech Är Ongedold, well wann een en ongedëllege Mënsch ass, da sinn ech et. An ech hätt jo och gären, dass d'Saachen iwwer Nuecht fäerdeg sinn. Ech mengen, dass et ons alleguerten dacks net séier genuch geet. Mee aus menger Erfarung als Ministesch weess ech awer och, dass een net ëmmer Här a Meeschter iwwert den Timing ass.

An d'Ministesch huet och grad nach eng Kéier gesot, dass mer jo wëlle kucken all zesummen a virun allem Dir am Süden, wann ech emol esou ka soen: Wat hätt Der gären do op dee Site? Wat soll an déi Gebléishal drakommen? An d'Ministesch huet jo och gesot, se géing ons do matabannen, se géing do an d'Kommissioun kommen, fir och ze kucken, wat déi verschidden Optioune sinn. An dann, mengen ech, wär et awer falsch, aus menger Erfarung eraus, fir en Timing oder esou eppes an enger Motioun ze stëmmen, dass nach dës Legislaturperiod muss e „projet de loi portant financement et autorisation de dépenses" deposéiert ginn. Ech hu Vertrauen an d'Ministesch, dass si, wann dat nëmme geet, natierlech dann domadder kënnt. Sou wéi ech si bis elo erlieft hunn, gëtt dat dann och gemaach.

Mee ech géing déi hei Motioun dann awer net esou matstëmmen, well ech, wéi gesot, erfarungsgeméiss weess, dass een awer heiansdo muss de Saachen Zäit ginn, och fir Iech zu Esch, fir ze kucken: Wat hätt Der gären do? Wat soll doranner kommen? An ech denken, do sollte mer dann an der Kommissioun och doriwwer schwätzen. Dofir géing ech de Kolleege proposéieren, déi heite Motioun ze verwerfen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Cahen. Här Lies.

M. Marc Lies (CSV) | Jo, Här President. Merci fir d'Wuert. Ech ka mech just de Wierder vun der Madamm Cahen uschléissen. Bon, ech mengen, ech sinn och e ganz ongedëllege Mënsch. Ben, ech mengen, als laangjärege Buergermeeschter weess ech, wat dat heescht, wann een effektiv Projeten ufänkt mat där éischter Iddi an dann effektiv och plangt, wat dat mat sech bréngt. A besonnesch bei esou engem Projet wéi deem heiten, mengen ech, ass et wichteg, datt een och do den Detail analyséiert vun deem Ganzen. An dofir soll där Etüd elo net virgegraff ginn an et soll ee sech hei net ënner Drock setze loossen.

Am Allgemengen, dat, wat ech och virdru gesot hunn, ass et awer wichteg, datt mer kucken, fir d'Zäit ze kompriméieren, mee besonnesch bei esou engem Projet wéi deem heiten, wat och kulturhistoresch Denkmäler sinn, mengen ech, soll een ofwaarden an d'Etüd dann dee Moment och completéieren an duerno zu Wierk goen. An duerfir géif d'CSV-Fraktioun dës Motioun och net matdroen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Lies. Den Här Goergen, den Här Lemaire an duerno den Här Cruchten. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also ech gesi virun allem déi Motioun hei e bëssen an der Optik och gëschter mat de Kamäiner. Do krute mer gëschter erkläert, déi géingen elo ofgerappt ginn, well se zerfale gelooss gi wären. Dat heescht, wat den Här Sehovic hei schreift, „sans délai", ass genau dat, wat mer brauchen. Gëschter hu mer erkläert kritt, dass de Staat net bereet wär, 6 Milliounen ze bezuelen, fir dass am Süde géingen déi Kamäiner erhale bleiwen, wat ech op kee Fall deelen. Dat ass Är Aschätzung.

Hei hu mer elo nach esou e Projet, wou erëm am Süden eppes ass, wou erëm eise Patrimoine soll erhale ginn, an da vertréischt der eis erëm op Joren. Mee herno si mer beim selwechte Resultat, wéi Der bei de Kamäiner bruecht hutt. Mee da kommt, mir maachen elo sans délai eppes, esou wéi dat hei gefrot ass, dass mer direkt reagéieren, ier et erëm zerfält. Well et ass och einfach: Dir loosst et einfach zerfalen an herno kommt Der: „Mir konnten et net retten." Dat ass och net fair. Dat ass guer net gerecht.

An deementspriechend, „sans délai" wär genau dat, wat mer elo bräichte fir de Patrimoine. Ech verstinn net, dass verschiddene Leit de Patrimoine am Süden hei net wichteg ass.

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Här Lemaire.

M. Michel Lemaire (ADR) | Merci, Här President. Ech hat kaum Zäit, fir d'Motioun ze liesen. Mee dat heiten ass eppes, wat a mengen Aen an déi Richtung geet, dass mer de Kulturpatrimoine valoriséieren. An ech gesi kee Grond, mech do ze opposéieren. An dofir proposéieren ech menger Fraktioun, dat matzestëmmen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Lemaire. Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, villmools merci, Här Sehovic, fir dës Motioun. Ech mengen, dass se räsonabel ass an dass se eigentlech konkreet Fuerderunge stellt, déi absolutt ënnerstëtzenswäert sinn. Dat hunn och meng Virriedner virdru gesot. Ech hunn och de Majoritéitsparteien nogelauschtert. Si hu ganz vill gutt Argumenter geliwwert, fir déi Motioun hei ze stëmmen. Ech hunn allerdéngs net eent héieren, firwat mer se net sollte stëmmen. Also mir wäerten awer op alle Fall déi Motioun hei matdroen.

M. Georges Engel (LSAP) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. Keng aner Wuertmeldungen? Da kritt den Här Sehovic d'Wuert.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci fir all déi Wuertmeldungen an och fir déi Ënnerstëtzung vu ville Parteien. Wat ech net verstinn eigentlech an deem Debat, ass, dass d'Majoritéit elo esou mécht, wéi wann déi Gebléishal nei wär an d'Diskussioune ronderëm d'Gebléishal nei wieren. Déi Diskussioune féiere mer jo awer schonn zënter 20, 30 Jore vläicht.

Et ass jo och net esou, dass elo näischt geschitt ass. Och d'Virgängerregierung a -regierungen hu schonn op Etüde geschafft. Mir hu scho graff Iddien dovunner, wat mer do kéinten erhalen, wat do erhalenswäert ass, wat een do kéint vun enger Programmatioun maachen. A virun allem ass et mir awer drëms gaangen, fir sécherzestellen, dass mer onofhängeg vun deenen Etüden, déi Der elo nach wëllt maachen, awer ufänken, de Site ze depolluéieren. Dat ass keng Fro vu wat dohinner kënnt, dass dee Site depolluéiert gëtt. Dat wësse mer elo schonn, wat mer musse maachen.

Dass een d'Stabilisatioun mécht, och dat, mengen ech, kann een onofhängeg gesi vun enger Programmatioun an Zukunft, soudass et hei eigentlech primairement drëms gaangen ass, wierklech sécherzestellen, dass mer an e puer Joer och nach eng Gebléishal hunn, déi mer kënnen erhalen an déi mer kënne valoriséieren. An dee Risiko stellt sech einfach bei deem Gebai, wat mer alleguerte kennen.

An da bleift awer – an dofir wëll ech d'Fro awer nach eng Kéier erneieren – nach ëmmer e Mëssverständnis. An der Question parlementaire, Madamm Ministesch, hutt Der gesot, dass Der en Appel à projets wëllt lancéieren, also e Concours scho konkreet wëllt lancéiere fir d'Gebléishal. An der Kommissioun krute mer gesot, dass elo mol eng Etüd fir d'Programmation urbaine soll gemaach ginn. Dat sinn awer zwee ganz verschidden Etappe vun esou engem Prozess. An do ass mer elo net kloer, wéi et da soll virugoen. Well wa mer eng Kéier wierklech ganz bei null bei der Programmation urbaine ufänken, wa mer net déi Viraarbecht en compte huelen, déi scho gemaach ginn ass, da riskéiere mer wierklech, an d'Situatioun ze kommen, dass mer an dëser Legislatur näischt méi wäerten héiere vun der Regierung zur Gebléishal. An dat wär schued fir déi erhalenswäert Infrastruktur vun eisem Patrimoine industriel.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Domat wär dann d'Diskussioun zu dëser Motioun ofgeschloss.

An ech géing d'Motioun Nummer 2 vum Här Sehovic zum Vott stellen.

Vote sur la motion 2

De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Wannechgelift, kënnt Der kucken, ob Der alleguer Är Procuratioune geholl hutt? Voilà, merci. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 25, Nee: 35, Abstentioun: keng. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Ben Polidori), Francine Closener (par Mme Claire Delcourt), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup (par M. Tom Weidig), Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer (par Mme Nancy Arendt), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen (par M. Marc Lies), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par Mme Diane Adehm), Charles Weiler (par Mme Françoise Kemp), Mme Stéphanie Weydert (par M. Jeff Boonen), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. André Bauler), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.

Motion 3

An da komme mer zur nächster Motioun. Dat ass d'Motioun vun dem Här Marc Goergen iwwert den Trajet vun Nidderkuer direkt op Käerjeng. Wie wëllt dozou d'Wuert huelen? D'Madamm Cahen an den Här Lemaire hu sech bis elo gemellt. Madamm Cahen.

Mme Corinne Cahen (DP), rapportrice | Ech wëll e Wuert dozou soen. Also ech mengen net, dass mer elo d'Regierung an eenzele Motioune sollen opfuerderen, wat prioritär ass, well dat ass jo dann ëmmer nëmme bei Iech virun der Hausdier, wat fir Iech prioritär ass. Et géing mech emol eng Kéier wierklech positiv iwwerraschen, wann Der mol esou eppes eng Kéier géingt fuerdere fir d'Éislek eventuell oder fir emol enzwousch aneschters wéi just do, wou Dir wunnt.

Mir sinn hei eng Chamber, wou mer d'ganzt Land representéieren an net Gemengepolitick heibanne maachen. An dofir géing ech dat heiten net esou unhuelen, well ech fannen, et muss een d'Regierung awer nach ëmmer schaffe loossen. An ech mengen, alles ass prioritär. Fir jiddwereen ass alles prioritär. An ech hunn Iech och elo éinescht gesot, dass ech och e ganz ongedëllege Mënsch sinn. Mee ech denken awer net, dass een dofir dann esou eng Motioun hei an der Chamber soll unhuelen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Cahen. Den Här Lemaire, duerno den Här Cruchten. Här Lemaire.

M. Michel Lemaire (ADR) | Jo, an deenen dräi Motiounen – ech schwätzen eng Kéier zu deenen dräi Motiounen – ginn u sech a wéinege Sätz immens substanziell Saache gefuerdert. An ech géif dofir proposéieren, déi Motiounen eng Kéier an der Kommissioun ze diskutéieren a se elo hei net ze stëmmen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Lemaire. Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Et kann ee ganz vill diskutéieren iwwert d'Formulatioun vun där Motioun an och iwwert déi vill Schreiffeeler, déi dra sinn. Et ass bal net ze liesen.

(Hilarité)

Ech mengen, d'Madamm Ministesch huet elo just gesot, dass eng Étude de faisabilité amgaangen ass. Gradesou wéi den Här Goergen hunn ech d'Regierung schonn an e puer Kommissioune mat där heiter Saach konfrontéiert, well mer wierklech alleguerten drop drängen, dass et soll virugoen. Mir kréie gesot, dass dat doten technesch immens erausfuerderend ass an dass déi Planung eeben dofir e bësse méi Zäit brauch.

Ech kann domadder liewen, wann dës Motioun doropshin ziilt, dass mer als Kommissioun relativ séier eng Kéier sollte méi genee iwwert de Projet schwätzen. Mee effektiv, wann et just drëms geet, fir ze soen, mir sollten dat elo muer realiséieren, ech mengen, dat wär illusoresch. Dat kéint ech net matdroen. Mee wann d'Motioun esou ze verstoen ass vum Här Goergen, mir sollen an der Kommissioun elo relativ séier de Projet virgestallt kréien, da kann ech eise Leit soen, se solle se matdroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. Här Sehovic, duerno den Här Wolter.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech hu se effektiv esou verstanen, dass et hei jo virun allem drëms geet, eng Prioritéit auszedrécken. Dat, mengen ech, ass och keng Gemengepolitick, mee wierklech vun nationalem Interêt. An an deem Sënn, an dat hunn ech a menger Ried jo och schonn erwäänt, dass mer och der Meenung sinn, dass dat eng Prioritéit ass, kënne mer gutt domadder liewen a géingen et gutt fannen, effektiv séier an der Kommissioun eng Kéier drop zréckzekommen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Här Wolter.

M. Michel Wolter (CSV) | Jo, Här President, et ass esou, dass am Kordall véier Gemengen amgaange sinn, zesumme mam Staat Solutiounen ze fannen, fir d'Verkéierspolitick ze verbesseren. An deem Kader sinn och déi heite Saachen an der Diskussioun. Mir sinn eis net méi spéit wéi de leschte Méinden zu véier Gemenge mam Staat op e gemeinsame Projet, Programm, eens ginn, wat souwuel den Autosverkéier, den Zuchverkéier, de Busverkéier an och de Vélosverkéier ubelaangt. Mir hunn eis elo zwee Joer ganz vill Méi gemaach, fir dorunner ze schaffen. Dee Projet gëtt elo am Mäerz de Gemengeréit virgestallt vun deene véier Gemengen, dat, nodeem awer d'Beamten, déi aus deene verschiddene Ministèren do sinn, bei der Ressortministesch virstelleg gi sinn, fir datt si eigentlech och hiren Aval op d'Prinzippie vun deem ganze Plang gëtt.

Dofir bréngt et eis eigentlech näischt, fir déi Motioun hei haut ze stëmmen, dans la mesure wou mer an enger Diskussioun dra sinn, déi elo an deenen nächste Méint eigentlech zu konkreete Schrëtt wäert féieren.

D'Iddi ass mir ganz sympathesch, fir dat heiten ze maachen, mee mir sinn eigentlech als véier Gemengen eis eens gi mam Staat, en anere Wee ze goen. An ech géif einfach bieden, dass mer dee Wee bis de Mäerz, bis de Juni kënne virugoen, fir dass mer dann de Leit aus dem Kordall an och doriwwer eraus – an dat ass da Lokalpolitick, Regionalpolitick, mee et ass awer e gudden Deel Regionalpolitick am Süde vum Land – zesumme mat der Ministesch an deene véier Gemenge kënne virstellen, wéi mir dat gesinn, dass een dat an deenen nächste 5, 10, 15 Joer kann developpéieren, well mir wëssen, wa mer iwwert déi Saachen hei schwätzen, dass dat net iwwer Nuecht ka geschéien.

Merci. An dofir géif ech mengen, datt et net ganz vill Sënn géif maachen, haut déi Motioun unzehuelen. An ech géif och dofir meng Fraktioun bieden, se ofzeleenen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wolter. Elo wär keng Wuertmeldung méi do. Da géing den Här Goergen d'Wuert kréien. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also, Madamm Cahen, déi nächst Motioun wäert ëm d'Stad Lëtzebuerg goen. Dat heescht, et ass net just bei mir am Eck do.

Ech hunn awer dëst Format ganz explizitt gewielt, well mer virdrun eng Motioun hate mat esou ville Projeten, déi genau an dëse Kontext géinge passen. Dofir hunn ech se elo hei bruecht, well et ass awer elo schonn e puer Joer, dass mer an der Kommissioun ëmmer driwwer schwätzen, an et geschitt einfach näischt.

Ech verstinn, dass et net einfach ass, mee mir baue méi schwiereg Projete wéi elo deen Dräieck vun Nidderkuer op Käerjeng. Also et muss een awer do och éierlech sinn. An dat hätt scho kënnen op d'mannst an de Projete fir d'Etüde sinn. Well d'Etüd weist jo, dass een et wëll maachen. Bis elo war dat nach net ze fannen. An allkéiers, wa mer gefrot hunn, si mer vertréischt ginn, dass entweeder d'Ponts et chaussées oder d'CFL dann erëm net wëssen, wéi een et soll maachen, an esou weider.

Ech hunn awer och elo dem Här Wolter ganz gutt nogelauschtert. An am Mäerz nächst Joer solle jo dann d'Gemengeréit informéiert ginn. An do kéint et jo dann och méiglech sinn, dass d'Chamberskommissioun géing informéiert ginn. Duerfir géing ech dës Motioun zu dësem Zäitpunkt dann zréckzéien, fir dass mer da bis Mäerz kucken, fir dat ze maachen. Well ech hu Verständnis dofir, dass een dat elo nach muss genau kucken. Ech wëll awer net, dass mer erëm op Jore wäerte vertréischt ginn. Dat wär wierklech schued. Duerfir loossen ech se elo einfach sinn, Här President. A wann näischt géing geschéien, bréngen ech se einfach am Mäerz nach eng Kéier erëm.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Da brauch ech elo net iwwert dës Motioun ofstëmmen ze loossen, well se zréckgezunn ass.

(La motion 3 de M. Marc Goergen est retirée.)

Motion 4

An da géinge mer zur nächster Motioun kommen, der Motioun Nummer 4 vum Här Goergen iwwert d'Käschtenopdeelung ronderëm den Tram. Wie wëllt zu dëser Motioun d'Wuert huelen? D'Madamm Cahen, den Här Sehovic. Madamm Cahen, fänkt Dir un.

Mme Corinne Cahen (DP), rapportrice | Jo, villmools merci, Här President. Also ech widderspriechen Iech net, dass d'Stad Lëtzebuerg ganz sécher en Élève modèle ass. Et ass am Interêt vun eiser Stad, awer och vun eisem Land, dass den ëffentlechen Transport ausgebaut gëtt an dass mer d'Leit doduerch, dass e besser ass wéi den Individualverkéier, encouragéieren, och op den ëffentlechen Transport ëmzeklammen.

An et ass och normal, an ech sinn och ganz frou an houfreg driwwer, dass eng Haaptstad sech do mat bedeelegt. Mee wann d'Volonté politique am Land awer déi ass, dass mer wierklech wëllen deen ëffentlechen Transport ausbauen, da muss de Staat och do seng Responsabilitéiten iwwerhuelen. An ech sinn och der Meenung, sou wéi dat och an der Kommissioun schonn ugeklongen ass – an ech mengen, d'Ministesch hat et och elo éinescht gesot –, dass natierlech do d'Regierung soll bezuelen, well mir hätte gär, dass dee Projet weidergeet, a mir hätte gär, dass eeben en ze finanzéieren ass.

Elo hu mir d'Chance an der Stad, dass mer ons kënnen och dorunner bedeelegen an dat och gäre maachen. Wéi gesot, mir sinn och ganz gären en Élève modèle. Mee de séieren Tram fiert dann och duerch méi kleng Gemengen, déi vläicht do awer e bësse méi Schwieregkeeten hätten, e matzefinanzéieren. An déi Leit, déi sollen och kënne vum ëffentlechen Transport profitéieren. An dofir géing ech och hei bei dëser Motioun proposéieren, déi net matzestëmmen.

Villmools merci.

M. Gilles Baum (DP) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Cahen. Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Jo, ech gesinn dat eigentlech ganz änlech. Et gëtt jo eigentlech e Gremium, wat sech mat deene Froe beschäftegt huet, de Comité politique, wou och d'Stad Lëtzebuerg an all déi aner Gemengen a Stied, déi dovunner betraff sinn, dra vertruede sinn.

Mir schwätzen hei vun enger nationaler Infrastruktur, déi immens wichteg ass fir eng ganz Regioun. An ech mengen, dass een do net sollt an dat Klein-Klein vun de Gemenge goen. An et duerf ee jo och net vergiessen, dass dat jo net den Endpunkt ass. Wann e Pôle d'échange an eng Gemeng kënnt, dann huet och d'Gemeng nach eng ganz Rei vun Investitiounen ze leeschten, fir dat unzebannen, fir dat gutt ze assuréieren. An dowéinst wäerte mer déi heiten net matdroen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Här Wolter.

M. Michel Wolter (CSV) | Och ech géif mech mengen zwee Virriedner wëllen uschléissen. Ech mengen, et kann een net alles an een Dëppe geheien. Den Tram, deen an der Stad Lëtzebuerg gebaut ginn ass, an där Aart a Weis, wéi e bis elo gebaut ginn ass, deen ass manifestement eng ganz staark Plus-value fir d'Ville de Luxembourg gewiescht. An et schéngt mer normal gewiescht ze sinn an där Konstellatioun, an där mer waren, wéi déi Saachen decidéiert gi sinn, dass d'Stad Lëtzebuerg sech do finanziell géif dru bedeelegen.

Wann ech awer elo en Tram, dee vun der Stad op Esch soll fueren, hunn, da sinn ech an engem nationale Projet. Da sinn ech net méi an engem Projet, wou ech d'Gemenge Reckeng op der Mess oder Monnerech oder Schëffleng sech dorunner bedeelege soll loossen, well ech eigentlech domadder en Ausbau maache vu mengem nationale Reseau. Dat sinn zwou verschidde Saachen, déi ech net wéilt matenee vermëschen.

An dofir géif ech och menger Fraktioun proposéieren, déi Motioun hei net unzehuelen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wolter. Den Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, ech mengen och, dass ee muss den Ënnerscheed maachen tëschent deem intrakommunale Verkéier an och deem nationale Verkéier. An ech wëll och nach eng Kéier hei ënnerstäichen, dass eng Partie vun de Gemengen … Wa mer elo zum Beispill vum Südtram schwätzen, do sinn eng Partie Gemengen derbäi, déi haut schonn a schonn zënter Joerzéngte ganz vill Suen all Joer an den ëffentlechen Transport investéieren, well se sech viru Joerzéngten decidéiert hunn, e Syndikat ze grënne fir de Busverkéier, eebe just deemools, wéi den Tram ofgeschaaft gouf. An dat kascht d'Gemenge ganz vill Suen, wärend aner Gemengen hei am Land sech vum RGTR zerwéiere loossen. An ech géif et dofir och net richteg fannen, wa mer elo nach eng Kéier déi dote Gemenge géife bei d'Keess bieden. Duerfir, ech kann déi Motioun hei net matdroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. Sinn nach aner Wuertmeldungen do? Dat schéngt net de Fall ze sinn. Da kritt den Här Goergen d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also, meng Optik vun der Motioun war éischter, fir dass d'Stad Lëtzebuerg an Zukunft och fir d'Strecke vum Tram näischt méi soll bezuelen. Well mir ginn eigentlech hei an eng Diskussioun an. Dir sot elo, de Budget vun der Stad léisst et vläicht zou, et ass vläicht d'Haaptstad, mee déi kann ee jo dann och weiderféieren, déi Diskussioun, iwwer aner Infrastrukturen. Firwat gitt Der der Stad Lëtzebuerg dat selwer ze maachen, wärend aner Gemengen dat fir näischt kréie vum Staat? Souguer Linnen, déi op Nidderaanwe ginn oder bis herno an de Süden, wäert d'Stad Lëtzebuerg bis zum Schluss vun der Grenz vun hirer Gemeng selwer matfinanzéieren, wärend déi Gemengen hannendru se fir näischt gestallt kréien. Dat ass fir mech einfach Ongerechtegkeet tëscht de Gemengen. A wa mir als nationaalt Parlament zouloossen, dass d'Gemengen ënnerschiddlech behandelt ginn … Hei ass et den Tram, muer ass et eppes aneres. Ech mengen net, dass dat gutt ass fir de gesellschaftlechen Zesummenhalt.

Ech hat och elo an der Budgetsdiskussioun … Et stoung jo och an der Mobilitéitskommissioun, dass d'AVL net méi Budget kréien. Ech hat dunn nach d'Fro gestallt un d'Ministesch: Firwat? Eis Haaptstad wiisst, et wiisst, et wiisst. Et gi méi Leit dohinner, mee se kritt awer net méi Budget zum Beispill fir d'AVL. Dat ass och onverständlech. Firwat loosse mer do d'Stad Lëtzebuerg einfach dat Ganzt bezuelen, wärend aner Gemenge bezuelt ginn? An ech fannen dat einfach net gerecht. An dat doten ass … Ech warne wierklech virdrun. Mir hunn de Mëtten nach de Projet ALPHA, wou och Infrastrukturen an alles gebraucht gëtt. Do kéint Der da jo och soen: „D'Stad Lëtzebuerg bezilt se, anerer net."

Dat ass einfach eng Diskussioun, déi mer féieren, dass herno eng Gemeng anescht behandelt gëtt wéi déi aner. An ech ginn dem Här Wolter Recht: Et war am eegenen Interessi vun der Stad Lëtzebuerg am Ufank. Mee bei deem, wat elo nach alles ausgebaut gëtt, kann een net méi soen, dass et just den Interessi vun der Stad Lëtzebuerg ass. Dofir hunn ech a menger Motioun jo gefrot ab elo, an net réckwierkend.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Domat wär dann d'Diskussioun zu dëser Motioun ofgeschloss.

An ech géing d'Motioun Numero 4 vun dem Här Goergen zum Vott stellen.

Vote sur la motion 4

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Kënnt Der nach eng Kéier kucken, wannechgelift, fir d'Procuratiounen. Bon, da maachen ech de Vott zou.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 2 Stëmmen, Neen: 57 Stëmmen. Dës Motioun ass also mat 57 Nee-Stëmme bei 2 Jo-Stëmmen a kenger Abstentioun ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer (par M. Laurent Mosar), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt), Félix Eischen (par M. Ricardo Marques), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Stéphanie Weydert (par M. Jeff Boonen), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. Gusty Graas), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup (par M. Tom Weidig), Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Motion 5

An da komme mer zur leschter Motioun, der Motioun Nummer 5, och vum Här Marc Goergen, iwwert d'Kreatioun vun engem legale Kader, fir Privatinvestisseuren ze bedeelegen un de Käschte vu verschiddenen

Infrastrukturprojeten. Wie wëllt dozou d'Wuert huelen? D'Madamm Cahen. Madamm Cahen, et ass un Iech.

Mme Corinne Cahen (DP), rapportrice | Jo, villmools merci. Also, ech mengen, un all deene Motiounen hei gesitt Der och, wéi flott a spannend ëmmer ons Diskussiounen an der Chamberkommissioun sinn, well heiriwwer hu mer och scho geschwat. An ech mengen, d'Ministesch huet och elo éinescht scho geäntwert. Mir musse mam Tram a mam ëffentlechen Transport dohinner, wou d'Leit sinn.

Ech mengen och, dass et wierklech net sënnvoll wär, wa jiddwereen sech säin eegenen Tram kéint kafen. Mee mir mussen als ëffentlech Instanz, als demokratescht Parlament d'Regierung dobäi ënnerstëtzen, dass den Tram an de Bus an aner ëffentlech Verkéiersmëttel dohinner kommen, wou d'Leit sech ophalen. A wann d'Leit sech enzwousch ophalen, da musse mer och kucken, dass se dohinner kommen an dass se och do nees fortkommen.

Mir hu ganz laang schonn an der Kommissioun och iwwert dëse Projet an iwwert dëse Sujet geschwat. Dir kommt elo awer nees mat enger Motioun. Mee ech mengen, d'Äntwerten, déi ware schonn all gi ginn, souwuel haut hei op der Chambertribün wéi och elo vu mir. An dofir géing ech och proposéieren, déi heite Motioun net unzehuelen.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Cahen. Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. D'Madamm Ministesch huet gesot, wann dat esou wichteg gewiescht wär, dann hätt de Virgänger dat solle maachen. Bon, den Ënnerscheed ass, dass de Virgänger an d'Virgängerregierung net Honnerte Millioune Kaddoe gemaach hunn u privat Promoteuren. Dowéinst gouf et de Besoin bis elo net. Déi Diskussioun stellt sech elo.

Ech mengen, dass dat, wat an der Motioun steet ... Et kann een elo iwwert den Detail an esou weider diskutéieren, mee vum Prinzipp hier ass dat eigentlech och net eng komplett Neierfindung. Et gëtt vill Länner, déi dat schonn esou applizéieren, Frankräich, Schwäiz, wat jo och bei Wäitem keng kommunistesch Länner sinn, soudass dat, mengen ech, op d'mannst eng Diskussioun wäert ass. An dowéinst recommandéieren ech menger Fraktioun, fir matzestëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, de Prinzipp kléngt jo gutt. An ech wär och bereet, doriwwer ze diskutéieren. Ech mengen awer, dass déi Diskussioun vill méi wäit geet, wéi dat an deenen zwou Zeilen hei ka gemaach ginn. An dofir, ech di mech wierklech schwéier, hei elo einfach Jo ze soen. De Prinzipp: Jo, kommt, mer diskutéieren driwwer. Mee ech wier wierklech frou, wa mer am Fong heiriwwer kéinten an der Kommissioun diskutéieren. Dofir géif ech proposéieren, déi heiten awer nach eng Kéier op de Leescht ze huelen. Well einfach esou dat heiten duerchzewénken, dat schéngt mer och net seriö.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. Dann, Här Goergen, wann Dir nach wëllt d'Wuert huelen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci. Ech ginn Iech Recht, dass et eng déifgräifend Diskussioun ass, déi een eng Kéier misst féieren. Mee och den Här Sehovic huet Recht: Déi viregt Regierung – zumindest ass et mir net bekannt – huet net esou à la demande gehandelt. Dat heescht, mir sinn och an enger neier Situatioun.

Dir hutt allegeurten de Plang gesinn. Mir kruten an der Kommissioun jo schéi gewisen: Virdru war keen Trajet do. Elo gouf do e Shoppingzenter gebaut. Effektiv hunn d'Gemengen du gefrot, fir en Arrêt do ze maachen. Dee war awer déi aner Säit virgesinn. Sou, elo huet de Shoppingzenter awer léiwer gär gehat, dass e bei senger Dier géing stoe bleiwen. Dat heescht, elo gëtt nach eng Kéier op der Autobunn vun der rietser op déi lénks Säit d'Tramsspuer gewiesselt. Dat heescht, do entsti Käschten, déi eigentlech net néideg gewiescht wären.

An an där Optik fannen ech, dass do deen, deen herno de Profitt jo och draus zitt, well e kritt Clienten dohin ... Dir hutt als Ministesch virdru vollkomme Recht gehat: Et si Restauranten do, et ass Shopping do, do wäerte méi Clientë kommen. Mee et ass awer net eleng um Steierzueler, fir déi Ännerungen ze bezuelen. Wann deen Tram genau do soll stoe bleiwe bei deem Shoppingzenter, dann ass dee gréisste Profiteur de Shoppingzenter. Da soll deen och en Deel dervu bezuelen. Ech soen och net alles. Do kann een herno an engem legale Kader driwwer kucken, ob dat 20 %, 25 %, 50 % sinn, wat och ëmmer. Mee mir kënnen awer och net als Steierzueler, well ee vläicht méi Kontakter huet mat der Regierung, higoen a soen: „Dee kritt elo säin eegenen Tram bei säi Buttek gefouert." An dat kënne mer net maachen. Dofir brauche mer e legale Kader, dass, wann esou eppes realiséiert gëtt fir e Shoppingzenter, deen och matbezilt.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Domat wär d'Diskussioun zu dëser Motioun dann ofgeschloss.

An ech géing dës Motioun dann zum Vott stellen, de Vott iwwert d'Motioun Nummer 5 vum Här Goergen.

Vote sur la motion 5

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 8, Neen: 35, Abstentioun: 17. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 8 Jo-Stëmme bei 17 Abstentiounen.

Ont voté oui : Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer (par Mme Nancy Arendt), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen (par M. Marc Lies), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert (par Mme Diane Adehm), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. André Bauler), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.

Se sont abstenus : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Georges Engel), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup (par M. Tom Weidig), Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

An domat wär dann och dëse Punkt vum Ordre du jour ofgeschloss.

4. 8484 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil fédéral suisse concernant la coopération bilatérale en matière d'instruction militaire, fait à Luxembourg, le 16 septembre 2024

An da géinge mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour kommen, an zwar dem Projet de loi 8484, der Ëmsetzung vun engem Kooperatiounsaccord tëschent Lëtzebuerg an der Schwäiz am Kader vun der Militärausbildung. Ech erënneren dorun, datt dat hei e Riedemodell „avec rapport et sans débat" ass. An deemno huet de Rapporteur 5 Minutten, d'Regierung och 5 Minutten, wa se wëllt. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Défense

M. André Bauler (DP), rapporteur | Merci, Här President. Léif alleguer, mir liewen an ugespaanten Zäiten. De Krich an der Ukrain an déi hybrid Attacken op europäesch Länner fuerderen eis eraus, souwuel als Land wéi och als Member vun der NATO. Dat bedeit, datt mer weesentlech Ustrengungen um Plang vun der kollektiver Sécherheet maache mussen. Dozou gehéieren och Kooperatioune mat anere Länner, wéi zum Beispill mat der Schwäiz, wou mer jo schonn eng länger Erfarung hunn. Am Kader vum Gesetzesprojet 8484 gi mir als Chamber gefrot, fir iwwert den Accord vum 16. September 2024 tëscht Lëtzebuerg an der Schwäiz, deen d'Zesummenaarbecht tëscht béiden Arméien am Beräich vun der militärescher Ausbildung formaliséiert, ofzestëmmen.

Mat der Schwäiz hu mir gutt Bezéiungen an d'Schwäiz ass och a ville Beräicher en enke Partner vun eisem Land, och an der Verdeedegung, an dat trotz der Schwäizer Neutralitéit. Hei schaffe béid Arméien zënter dem Joer 2006 reegelméisseg zesummen, besonnesch an der Ausbildung vun Zaldoten an an technesche Beräicher wéi dem Bierg- a Schosstraining, awer och am Leadership, am Ëmgang mat neien Technologien oder an der Cybersécherheet, fir just déi puer Beispiller ze nennen. Zil vun dëse Partnerschafte war et ëmmer, déi jeeweileg Capacitéiten auszebauen an esou vunenaner ze léieren, an dëst wäert och weiderhin de Fall sinn.

Et ass am Geescht vun dëser Partnerschaft, wou mir gefrot ginn, iwwert dësen Accord ofzestëmmen, dee jo och beweist, datt de Wëllen op béide Säiten do ass, fir weider zesummen ze schaffen. Duerch dëse Gesetzesprojet géif dës Partnerschaft e klore juristesche Kader kréien an eeben doduerjer formaliséiert ginn.

Fir e bësse méi an den Detail ze goen, ...

(Brouhaha)

... wëll ech preziséieren, datt déi bestoend ...

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift, e wéineg méi Calme. Merci. Här Bauler, et ass un Iech.

M. André Bauler (DP), rapporteur | Merci, Här President.

... wëll ech preziséieren, datt déi bestoend an awer och potenziell zukünfteg Beräicher, an deenen een zesummeschaffe kann a vun deenen ech der och schonn e puer genannt hunn, am Artikel 6 vum Gesetzesprojet opgelëscht sinn. D'Oplëschtung ass awer net exhaustiv, wat Spillraum a Flexibilitéit garantéiert,

fir an Zukunft och kënnen d'Zesummenaarbecht tëscht eiser Arméi an der Schwäizer Arméi op Beräicher auszewäiten, déi elo net an dësem Text spezifesch ernimmt sinn.

Och d'Modalitéiten zu de Statutte vun dem deployéierte Personal, der Notzung vun de Ressourcë vun de jeeweilegen Arméien an der Organisatioun vun de Kommandostrukture sinn am Gesetz gereegelt. Bei dëse Modalitéiten hu sech d'Regierung an hir Schwäizer Homologen u bestoenden internationalen Instrumenter inspiréiert, virun allem dem NATO SOFA an dem SOFA PfP, also dem Equivalent vum NATO SOFA fir déi Länner, déi Deel vum Partnership for Peace vun der NATO sinn, wéi d'Schwäiz et jo och ass. SOFA steet iwwregens fir „Status of Forces Agreement".

De Status of Forces Agreement vum Partnership for Peace stellt also hei déi juristesch Basis, déi déi gesetzlech Froen zum Deploiement vum Personal an aner Modalitéite reegelt. Wat den Austausch a Schutz vu klassifizéierten Informatiounen ugeet, do gëtt am Accord op en anert Gesetz iwwert den Austausch vu klassifizéierten Daten tëschent Lëtzebuerg an der Schwäiz verwisen, wou mäi Kolleeg, den honorabele Gusty Graas, Rapporter war – Dir erënnert Iech sécher – an dat de 4. Juli 2025 a Kraaft getrueden ass.

Léif alleguer, ech hat schonn ugedeit, datt déi berüümte Schwäizer Neutralitéit och en Impakt op dëst Gesetz huet. Dëse Kärprinzipp vun der Schwäizer Aussepolitick suergt dofir, datt et trotzdeem Grenzen a punkto Zesummenaarbecht gëtt, well all Form vun Zesummenaarbecht, déi eng kontinuéierlech Presenz vun auslänneschen Truppen op Schwäizer Buedem mat sech bréngt, genausou wéi gemeinsam Deploiementer am Kader vu Militäroperatiounen an dat permanent Stationéiere vun auslänneschen Truppen an der Schwäiz, net mat der Schwäizer Neutralitéit kompatibel ass a follglech domadder verbueden ass.

Ech kommen zum Schluss, Här President. Ech géif awer nach gären op den Avis vum Staatsrot an op dee vun der Handelskummer agoen. De Staatsrot huet a sengem Avis vum 25. Februar säin Accord ouni weider Observatioune ginn. Genausou huet et och d'Chambre de Commerce an hirem Avis vum 4. Mäerz dëses Joers gemaach. Si huet sech an dësem Kontext allerdéngs och nach dofir ausgeschwat, d'Zesummenaarbecht mat der Schwäiz an de Beräicher vun der Industrieentwécklung, der Fuerschung, der Innovatioun an der Kommerzialisatioun vun Dual-use-Produkter auszewäiten.

Voilà, ech wier dann elo fäerdeg mat mengem mëndleche Rapport a felicitéieren dann alle Kolleegen aus der Kommissioun, déi hei besonnesch vill Froe gestallt hunn an opmierksam waren. Merci fir d'Nolauschteren a selbstverständlech ginn ech och den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler.

Wëllt d'Regierung d'Wuert zu dësem Projet?

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense | Nee, just fir dem Rapporter Merci ze soen. Ech mengen, en huet dat ausféierlech gemaach. Säit 2006 hu mer effektiv schonn d'Kooperatioun mat der Schwäiz, haaptsächlech an der Ausbildung. Dat wëlle mer weiderféieren. A mat dësem Gesetzesprojet hu mer e Kader, deen da méi formaliséiert ass, e juristesche Kader. An ech géif Iech Merci soen, wann Der dëse Projet géift ënnerstëtzen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8484. Den Text steet am Document parlementaire 8484[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8484 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm bei kenger Abstentioun.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer (par M. Laurent Mosar), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt), Félix Eischen (par Mme Diane Adehm), Paul Galles, Mme Françoise Kemp (par M. Alex Donnersbach), MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert (par M. Ricardo Marques), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. Gusty Graas), Fernand Etgen (par M. André Bauler), Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Georges Engel), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Ben Polidori) et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup (par M. Tom Weidig), Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

5. 7790 – Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'aviation civile ; 2° de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dem Projet de loi 7790 iwwert d'Reglementatioun vun den Dronen. Hei ass et och e Riedemodell „avec rapport et sans débat", soudatt d'Rapportrice elo 5 Minutten Zäit huet. D'Madamm Cahen huet d'Wuert. Madamm Cahen.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Corinne Cahen (DP), rapportrice | Villmools merci, Här President. De Projet 7790 beschäftegt sech mat de sougenannten „aéronefs sans équipage à bord". Op gutt Lëtzebuergesch sinn dat Dronen. Et ass e Phenomeen, deen och zu Lëtzebuerg ëmmer méi opkënnt. Fir eng Dron dierfen ze starten, brauch een déi néideg Autorisatioun. Eleng tëschent 2019 an 2021 sinn d'Ufroe bei der DAC, der Direction de l'aviation civile, ëm 350 % an d'Luucht gaangen. Dësen zousätzleche Betrib huet natierlech en Impakt op déi zivill Aviatioun, mee och am Alldag bréngt dës Entwécklung déi eng oder aner Schwieregkeet mat sech.

2019 hat déi Europäesch Kommissioun e Reglement publizéiert, fir den Ëmgang mat Dronen ze encadréieren. Bei dësem Projet de loi geet et elo drëms, verschidden Upassungen am nationale legislative Kader ze maachen. Mir vervollstännegen ons Texter do, wou en nationaalt Gesetz gefuerdert ass.

Et ass wichteg ze ënnersträichen, dass mer hei vu klengen Drone schwätzen, also deenen, déi och fir de Privatgebrauch geduecht sinn. Hei dann dat, wat genee an dësem Gesetz virgesinn ass:

Éischtens ginn d'Kompetenze vun der DAC ausgebaut. D'Agente kréien elo e Pouvoir de contrôle, deen hinnen et erlaabt, Dronen an d'Notzung vun Dronen am Kader vum rechtleche Kader ze kontrolléieren.

Da gëtt och eng Versécherungsflicht fir all Dron, déi am Lëtzebuerger Loftraum zirkuléiert, agefouert. Dës gëllt net fir d'Dron selwer, mee fir de Proprietär vun der Dron oder eeben deen, deen d'Dron benotzt. Ofhängeg vun hirem Gewiicht, wa se méi oder manner wéi 20 Kilo weit, änneren och d'Modalitéite vun der Assurance, déi een dann dofir brauch.

D'Gesetz vun 1948 gëtt geännert, soudass et vun elo un och méiglech ass, Règlements grand-ducaux am Kontext vun der Loftnavigatioun ze maachen.

An, ganz wichteg, mat dësem Projet ginn elo och Strofen agefouert, fir wann ee sech net un dat europäescht Reglement oder och un déi national Gesetzgeebung am Kader vun den Dronen hält. Dës Strofe gi vu 25 bis 250 Euro fir Leit, déi hir Dron fléie loossen, ouni déi néideg Dokumenter ze hunn. Dës Strofe kënnen awer och vill méi wäit goen, nämlech eng Prisongsstrof zum Beispill vun aacht Deeg bis engem Joer a vun 251 bis 5.000 Euro, wann aner Konditiounen net erfëllt sinn. Dozou zielen zum Beispill, wann de Pilot net déi virgeschriwwe Kompetenzen huet, wann déi technesch Fuerderungen net erfëllt sinn oder wa beispillsweis déi néideg Autorisatiounen net ugefrot goufen, fir eng Dron a bestëmmte Fäll och kënnen ze fléien.

Wat verschidden Amateuren dobausse wäert freeën, dat ass, dass de Verbuet, fir eng Kamera oder deels cinematografescht Material op eng Dron ze setzen, mat dësem Projet de loi ofgeschaaft gëtt.

Zu dësem Gesetzesprojet hat de Staatsrot en éischten Avis den 29. Juni 2021 ofginn. No de gefroten Amendementer koum en zousätzlechen Avis den 29. Mäerz 2024. Säi leschten Avis gouf den 21. Januar vun dësem Joer veréffentlecht.

Am éischten Avis hat de Staatsrot zwou formell Oppositiounen ausgeschwat. Zu der Aféierung vun enger Versécherungsflicht fir Dronen hat de Staatsrot bemierkt, datt eng Dron selwer net ka versécht sinn. Zousätzlech dozou hu se drun erënnert, dass d'Gesetz vum 19. Mee 1999 schonn e legale Kader fir d'Versécherunge fir Fluchbedreiwer virgesäit. Si hu sech doropshi gefrot, firwat een eng separat Dispositioun virgeséich, amplaz op déi bestoend zeréckzegräifen. Fir de Staatsrot war dat juristesch onkloer. Doropshin hate se och eng éischt Opposition formelle ausgeschwat.

Änlech war et bei de Strofen. Och hei hunn dem Staatsrot ufanks Prezisioune gefeelt an dofir gouf et

hei eng zweet Opposition formelle. Mat den néidegen Amendementer konnt de Bemierkunge vum Staatsrot Rechnung gedroe ginn an déi zwou Opposition-formellë goufen opgehuewen.

Den Amendement hat allerdéngs en zousätzleche Punkt agefouert, deen am ursprüngleche Text net virgesi war. Dës Dispositioun hat als Zil, verschidde Membere vun der Police Zougréff op d'Regëster vun den Dronennotzer ze ginn. De Staatsrot konnt net novollzéien, wou den Notze fir d'Administratioun wier, fir un dës Informatioun ze kommen. Si hu sech och dru gestéiert, dass vu méi Fichiere geschwat gouf an net just vun engem Fichier. Deemno gouf et dunn och wéinst dësem Punkt nees eng formell Oppositioun vum Staatsrot, déi finalement duerch weider Amendementer awer konnt opgehuewe ginn.

De Projet gouf de 15. Mäerz 2021 deposéiert. Den 1. Februar 2024 sinn ech als Rapportrice vun dësem Projet genannt ginn. De Rapport ass de 27. November 2025 an der zoustänneger Kommissioun ugeholl ginn.

An domat wier ech dann och um Enn vu mengem Rapport a géing Iech da Merci soe fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Rapportrice villmools Merci fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport a froen, ob d'Regierung wëllt dozou Stellung huelen. Dat ass net de Fall. Da si mer och um Schluss vun der Diskussioun zu dësem Projet ukomm.

An ech géing de Projet de loi 7790 zum Vott stellen. Den Text steet am Document parlementaire 7790[6].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7790 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, also keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer (par Mme Nancy Arendt), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen (par Mme Diane Adehm), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert (par Mme Octavie Modert), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. Gusty Graas), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Georges Engel), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup (par M. Tom Weidig), Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

6. 8559 – Projet de loi relative à la construction de laboratoires et de bureaux de l'Administration des services techniques de l'agriculture à Gilsdorf

Da komme mer elo zum leschte Punkt vun haut de Moien, dem Projet de loi 8559 iwwert de Bau vun de Laboratoiren a vun de Büroe vun der ASTA. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Dat heescht, de Rapporter huet 10 Minutten, all Fraktiounen a Sensibilitéite 5 an d'Regierung 10. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Jeff Boonen, den Här Yves Cruchten, den Här Michel Lemaire an den Här Meris Sehovic. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Fernand Etgen. Här Etgen.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

M. Fernand Etgen (DP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Kontroll- a Versuchslaboratoirë vun den technesche Servicer vun der Landwirtschaft sinn duerch d'Gesetz vum 28. Dezember 1883 zesumme mat der Akerbauschoul kreéiert ginn. Zanter 1932 befënnt sech d'Gebai zu Ettelbréck. Säit 1967 fale se ënnert d'Autoritéit vum Landwirtschaftsministère, an zu der Verwaltung fir déi technesch Servicer vun der Landwirtschaft, der ASTA, gehéiere se säit 1976.

Eng nei Akerbauschoul gouf fir d'Rentrée 2021 a Betrib geholl. Et war eng schwéier Gebuert, besonnesch wéinst dem Site. Och en neit Gebai fir d'Laboe war eng Schwéiergebuert wéinst dem Site. Dat neit Gebai vun der ASTA soll schlussendlech no der Devise „Zesummeféieren, wat zesummegehéiert" bei der neier Akerbauschoul zu Gilsdref gebaut ginn. Dëse Site huet de Virdeel, déi gutt a fruchtbar Zesummenaarbecht tëschent der Schoul an de Laboen an de Beräicher vun der landwirtschaftlecher Ausbildung an dem Versuchswiese weiderzeféieren an ze intensivéieren.

Aus Sécherheets- a Gesondheetsgrënn, déi an de vereelzte Gebaier zu Ettelbréck net méi garantéiert kënne ginn, ass de Bau vun enger neier Infrastruktur absolutt noutwendeg.

Et ass och besonnesch wichteg, d'Servicer vun der ASTA duerch erweidert Attributiounen ze verbesseren an dem landwirtschaftleche Secteur iwwert dee Wee zousätzlech Impulser ze ginn, sou zum Beispill duerch d'Analyse vu sëllege Produiten aus der Landwirtschaft, wéi zum Beispill vun der Mëllech, den Düngemëttel, dem Fudder fir d'Déieren, Dréchefudder, d'Geseemskontroll an d'Buedemkontroll, fir nëmmen déi ze nennen.

Duerch déi nei Gebailechkeete kënnen déi verschidde Kontrollprozesser optimiséiert a verbessert ginn. Verschidde geografesch verbreet Aktivitéite wäerten elo och an engem Labo regruppéiert kënne ginn.

D'Zuel vum Personal wäert duerch dat neit Gebai vu 50 op 58 klammen. Fir déi Leit, déi mam Auto kommen, gi 40 Parkplaze geschaaft an eng zousätzlech 40 Vëlosplaze fir déi, déi mam Vëlo fueren. Fir d'Parkméiglechkeeten ze optimiséieren, wäert de Keller vum Gebai esou amenagéiert ginn, datt e Maximum u Parkplaze geschaf ka ginn.

Den Accès op de Site verleeft iwwert d'Zougangstrooss, de Kréiwénkel, déi d'N14 mam Campus vun der Akerbauschoul verbënnt. E Fousswee ass och virgesinn. Deemno gëtt d'Méiglechkeet geschaf, fir vun der Rue Joseph Merten zu Dikrech souwuel op de Campus vun der Akerbauschoul wéi och op de Site vun der ASTA ze Fouss ze kommen. Eng nei Vëlospist, déi vun der Administratioun vun de Ponts et chaussées geplangt ass, wäert et erméiglechen, de Site vun Dikrech a vun Ettelbréck aus mam Vëlo ze verbannen.

De Bauterrain, op deen dat neit Gebai vun der ASTA stoe komme soll, huet eng Fläch vun ongeféier 0,49 Hektar a befënnt sech um Territoire vun der Gemeng Bettenduerf. De Bauprojet suivéiert déi staatlech Strategie, fir nohalteg Gebaier ze bauen. An deem Sënn passt dat Gebai sech perfekt der Ëmgéigend un an all Materialien erfëllen déi gewënschte Qualitéitskritären.

Souwuel Hëtzt wéi och Keelt sinn essentiel fir déi gutt Funktiounsweis vun engem Laboratoire. Duerch de performante System fir d'Produktioun vun thermescher Energie kann deene Besoine Rechnung gedroe ginn. Bei der Produktioun vu Keelt kann duerch dee System Hëtzt erëmgewonne ginn, wat derzou féiert, datt de järlechen Hëtztverbrauch op 23 Kilowattstonne pro Quadratmeeter reduzéiert gëtt.

Parallell dozou brauchen d'Laboen awer och vill Keelt. De Stroumverbrauch, deen heimadder verbonnen ass, beleeft sech op 190.000 Kilowattstonnen am Joer. Dëst entsprécht engem järleche Verbrauch fir d'Laboe vun ongeféier 66 Kilowattstonne pro Quadratmeeter an 8,5 Kilowattstonne pro Quadratmeeter fir d'Büroen. Zousätzlech déngt d'Gebai duerch seng Struktur aus massivem Bëton als Späicher fir d'Wäermt.

Fir dës Besoinen ze stäipen, gëtt iwwert de ganzen Daach, wat ongeféier 900 Quadratmeeter entsprécht, an en Deel vun der Fassad, also ongeféier 300 Quadratmeeter, eng Fotovoltaikanlag gebaut, déi eng Gesamtkraaft vun 270 Kilowattpeak huet. Mat dëser Installatioun kënne ronn 65 % vun de järleche Stroumbesoine gedeckt ginn. Dobäi kommen nach thermesch Solarzellen, déi et erlaben, den Hëtztverbrauch ze reduzéieren. De Gesamtkäschtepunkt vun dësem Projet läit bei 74.820.000 Euro.

A sengem Avis vum 11. Juli 2025 hat de Staatsrot keng Bemierkungen zum Fong vun dësem Text. Dëse Projet ass den 18. Juni 2025 vun der Mobilitéitsministesch Yuriko Backes deposéiert ginn. Den 9. Oktober sinn ech als Rapporter genannt ginn. An de 27. November hu mer de Rapport an der Kommissioun ugeholl.

Summa summarum e gelongene Projet fir de landwirtschaftleche Secteur. A wat d'Ofstëmmung vun dësem Gesetzesprojet ubelaangt, maacht et wéi ech an d'Membere vun der DP-Fraktioun: Stëmmt mat Jo.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Rapporter Merci fir säi schrëftlechen a fir säi mëndleche Rapport an ech ginn dem Här Jeff Boonen d'Wuert.

Discussion générale

M. Jeff Boonen (CSV) | Merci, Här President. Ech mengen, hei kann ee soen: „Was lange währt, wird endlich gut." An et ass, wéi de Rapporter gesot huet: De Projet vun dem neie Labo vun der ASTA dauert scho laang, warscheinlech bal esou laang, wéi déi nei Schoul geplangt ginn ass.

A wann een eng Kéier am Gebai war zu Ettelbréck, an d'Landwirtschaft geet relativ dacks do an an aus, da kann een nëmmen e Respekt ausschwätze fir all déi Leit, déi haut do nach schaffen, déi sech eigentlech do ploen an engem Labo, deen eigentlech an engem moderne Kader sollt schaffen, awer do an engem wierklech ale Gebai, wat net méi up to date ass, schafft.

An Dir, Här President, mengen ech, wësst am beschten, wéi laang dee Projet scho mijotéiert, fir et esou

ze soen. 2009 loung e Konzept um Dësch mat der Akerbauschoul, mat der ASTA op deem do Site, mat enger Landwirtschaftskammer an och engem Internat. D'Zil war, alles zesummenzeféieren an e sougenannte Kompetenzzentrum vun der Landwirtschaft um Site vun der Akerbauschoul.

De Projet ass awer dunn net virugaang, aus budgetäre Grënn, awer och eng Stad Dikrech war net ganz en faveur vun deem dote Site an et sinn ëmmer erëm nei Sitte gesicht ginn.

Elo, méi wéi zéng Joer méi spéit, setze mir d'ASTA awer dohinner, wou se scho viru 15 Joer geplangt war.

(Interruption par M. Claude Haagen)

An ech mengen, mir hunn haut méi dacks doriwwer geschwat, dass Saache laang daueren. Hei musse mer eis alleguerten an d'Ae kucken, wa mer feststellen, dass mer zéng Joer brauchen, fir eppes dohinner ze stellen, wou et dann och geplangt war.

Une voix | Très bien!

M. Jeff Boonen (CSV) | De Laboratoire spillt eng ganz wichteg Roll fir d'Landwirtschaft. De Rapporter huet et gesot: Et ginn Analyse gemaach. Vun all Mëllechtank, dee vun engem Bauer ofgeliwwert gëtt, gëtt eng Prouf geholl. Dat passéiert all zweeten Dag am Labo. Also déi gëtt dohinner bruecht. Et ass net de Bauer, dee se bréngt. Dat heescht, fir d'Qualitéit vun der Mëllech, da gi Fudderprouwen do geholl, Fudderprouwen, déi wichteg sinn, wa mer an Zukunft wëllen eis Emissiounen am Beräich vun Ammoniak a Methan och erofsetzen. Et ginn och Buedemprouwe geholl, déi wichteg si fir d'ganzt Land. An net ze vergiessen, och Drëppe ginn zu Ettelbréck am Labo – oder an Zukunft zu Gilsdref am Labo – kontrolléiert.

(Hilarité)

Also brauch een, fir déi Servicer ze erfëllen, e modernt Gebai, an dat gëtt haut gemaach. Als CSV si mir frou, dass dëse Labo elo zesumme mat der Schoul do gebaut gëtt. Et ass wichteg, dass een déi Experten aus dem Labo, d'Schüler, d'Enseignanten all zesummebréngt, well en Austausch vun all deene Kompetenze stäerkt d'Landwirtschaft.

D'Parkingssituatioun ass ugeschwat ginn. Beim neie Gebai gi 40 Parkplaze gebaut. Dat ass wichteg, well wann Der kuckt, war vun Ufank un, säit d'Schoul gebaut war, d'Parkingsproblematik awer och e Problem um Site. Hott an har stoungen d'Autoen am éischte Joer ...

M. Claude Haagen (LSAP) | Dann hat Dikrech jo Recht.

M. Jeff Boonen (CSV) | Hott an har stoungen d'Autoen am éischte Joer, wéi d'Schoul opgaangen ass.

(Interruption par M. Claude Haagen et hilarité)

An do ass och ... Ech mengen, et muss een der Saach och gerecht ginn, well d'Schoul huet eng national Roll. Vun iwwerall komme Schüler, Enseignanten dohinner, well néierens am Land dat do ugebuede gëtt an elo kënnt de Labo nach derbäi. Et ass en Navettësystem agefouert gi fir d'Schüler, deen och funktionéiert. Et muss een awer elo am A behalen, dass mer elo nach méi Leit dohinner bréngen. Et schaffe 55 Leit am Labo. Et kommen all Dag Clienten dohinner, déi hir Prouwe bréngen. An och wa gréisser Evenementer um Site haut sinn, geet de Parking nach net duer. Duerfir, mengen ech, soll een déi Saach, wann dee Labo elo gebaut gëtt, vum Parking am A behalen an, wann et Problemer gëtt, do reagéieren.

Am Resümmee wëll ech soen, dass mir natierlech dem Bau vun dem neie Labo zoustëmmen. Et ass en attraktive Site fir eis Landwirtschaft, fir den Norden an och fir d'Nordstad, déi domat gestäerkt gëtt.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Boonen. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Yves Cruchten. Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. An no deem ganz gudden an detailléierte Rapport vum Här Etgen an och den Erklärunge vum Här Boonen bleift bal näischt méi bäizefügen, ausser dass ech elo gewuer gi si vum Här Boonen, dass do géifen d'Drëppe kontrolléiert ginn. An dofir wollt ech ëm soen: Wann elo nach ee gesicht gëtt, fir d'Drëppen ze schmaachen, soll e mol Bescheed soen. An och wann d'Mëllech muss geschmaacht ginn, den Här Polidori géif sech dofir fräiwëlleg mellen.

(Hilarité)

Op alle Fall kënne mir deem Projet do zoustëmmen. Ech ginn den Accord vu menger Partei.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Also dat maacht Der duerno ënner Iech aus. An da komme mer zum nächste Riedner, dem Här Lemaire.

M. Michel Lemaire (ADR) | Villmools merci, Här President. Mir begréissen dëse Projet a mir wäerten en och matstëmmen. Ech wollt just nach ee Saz soen. Ech begréissen och, dass de Labo erëm an der Géigend ass vun der Akerbauschoul. Dat war fréier esou. Déi Noheet – oder wéi soll een dat nennen? – ass gutt. An deem Sënn ginn ech den Accord vu menger Fraktioun. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Lemaire. Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Ech soen dem Rapporter Merci fir deen engagéierten a komplette Rapport an och dem Här Boonen fir déi zousätzlech Erklärungen. Et freet mech, dass mer eis och hei elo nach eng Kéier awer ganz éierlech an d'Ae gekuckt hunn a gesot hunn: „Ok, heiansdo ass de Grond vun deem Retard virun allem de politeschen Hin an Hier." Dat sollte mer an Zukunft, souwäit et geet, vermeide bei Projeten, déi wichteg sinn. Mir ginn den Accord fir dëse Labo.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Dann ass d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner domadder ofgeschloss.

An ech géing der Regierung d'Wuert ginn.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Ech soen Iech Merci. Ech mengen, op dëse Bau gëtt elo scho ganz, ganz laang gewaart, wéi hei mentionéiert ginn ass. Dofir soen ech Merci fir d'Zoustëmmung. Ech mengen, elo kënne mer enfin Neel mat Käpp maachen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Très bien.

Ma da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8559. Den Text steet am Document parlementaire 8559[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8559 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Kënnt Der nach eng Kéier kucken, ob all d'Procuratioune geholl gi sinn, wannechgelift? Voilà, merci. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer (par Mme Nancy Arendt), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen (par M. Ricardo Marques), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert (par M. Marc Lies), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. André Bauler), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Fernand Etgen), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Yves Cruchten), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup (par M. Tom Weidig), Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Domat si mer dann um Enn vun eiser Sëtzung vun haut de Moien ukomm. D'Chamber kënnt de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

An d'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 11.06 heures.)

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 43
M. Claude Wiseler, Président

2. **8587 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental** p. 43
Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse : Mme Barbara Agostino
Discussion générale : M. Ricardo Marques (intervention de M. Fred Keup) (dépôt de la motion 1) | M. Fred Keup (parole pour fait personnel) (intervention de M. Ben Polidori) | M. Ricardo Marques | Mme Barbara Agostino | Mme Francine Closener (dépôt des motions 2 à 4) | M. Fred Keup (dépôt des motions 5 et 6) (interventions de M. Ricardo Marques et M. Marc Baum) | M. Meris Sehovic | M. Marc Goergen (dépôt de la motion 7) | M. David Wagner (intervention de M. Fred Keup) | M. Fred Keup (parole pour fait personnel) | M. Gilles Baum (interventions de M. Fred Keup, M. Tom Weidig et M. Marc Goergen)
Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | M. Fred Keup (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Meisch
Proposition de priorité pour une motion conformément à l'article 41, point 4, du Règlement de la Chambre des Députés
Motion 4 : M. Gilles Baum | M. Meris Sehovic | M. Fred Keup | M. Ricardo Marques | M. Marc Goergen | Mme Francine Closener
Vote sur la motion 4 (adoptée)
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8587 et dispense du second vote constitutionnel
Motion 1 : M. Gilles Baum | M. Marc Goergen | Mme Francine Closener | M. Meris Sehovic | M. Fred Keup | M. David Wagner
Vote sur la motion 1 (adoptée)
Motion 2 : M. Gilles Baum | M. Marc Goergen | M. Fred Keup | M. Ricardo Marques | M. David Wagner | Mme Francine Closener
Vote sur le renvoi de la motion 2 en commission (adopté)
Motion 3 : M. Gilles Baum | Mme Francine Closener
Vote sur le renvoi de la motion 3 en commission (adopté)
Motion 5 : M. Gilles Baum | M. Meris Sehovic | M. David Wagner | Mme Francine Closener | M. Marc Goergen | M. Fred Keup (intervention de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse)
Vote sur la motion 5 (rejetée)
Motion 6 : M. Gilles Baum | Mme Francine Closener | M. Fred Keup
Vote sur la motion 6 (rejetée)
Motion 7 : M. Gilles Baum | Mme Francine Closener | M. Meris Sehovic | M. Marc Goergen
Vote sur la motion 7 (rejetée)

3. **Dépôt d'une proposition de loi par Mme Alexandra Schoos** p. 63
Exposé : Mme Alexandra Schoos

4. **Question élargie n° 61 de M. Mars Di Bartolomeo au sujet de la sécurité des patients et les complications dans le secteur hospitalier** p. 63
M. Mars Di Bartolomeo | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | M. Mars Di Bartolomeo

5. **Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de la libéralisation, privatisation et commercialisation de notre système de santé** p. 64
Exposé : M. Mars Di Bartolomeo (dépôt des motions 1 et 2)
Débat : M. Marc Spautz | Mme Carole Hartmann | Mme Alexandra Schoos | Mme Djuna Bernard | M. Marc Goergen | M. Marc Baum (intervention de Mme Alexandra Schoos)
Prise de position du Gouvernement : Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
Motion 1 : M. Mars Di Bartolomeo | M. Marc Spautz (interventions de M. Mars Di Bartolomeo) | M. Marc Goergen | M. Marc Baum | Mme Alexandra Schoos (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et Mme Paulette Lenert) | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | M. Mars Di Bartolomeo | Mme la Ministre Martine Deprez
Vote sur la motion 1 (rejetée)
Motion 2 : M. Mars Di Bartolomeo (intervention de M. Georges Engel) | M. Marc Spautz (interventions de M. Mars Di Bartolomeo) | Mme Alexandra Schoos | M. Marc Goergen | Mme Carole Hartmann | M. Marc Baum
Vote sur la motion 2 (rejetée)

6. **8532 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 août 2023 relative aux aides individuelles au logement** p. 73
Rapport de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire : M. Luc Emering
Discussion générale : M. Alex Donnersbach | Mme Paulette Lenert | Mme Alexandra Schoos | M. Meris Sehovic | M. Marc Goergen | M. David Wagner
Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8532 et dispense du second vote constitutionnel

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Claude Meisch, Mme Martine Deprez, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.03 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. 8587 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

Mir fänken d'Sëtzung vun de Mëtten u mam Projet de loi 8587, dem sougenannte „Projet ALPHA", enger Ofännerung vun der Alphabetiséierungssprooch. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an deemno d'selwecht opgedeelt, wéi dat schonn de Moie beim Modell 1 war. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Ricardo Marques, d'Madamm Francine Closener, den Här Fred Keup, den Här Meris Sehovic, den Här Marc Goergen an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Barbara Agostino. Madamm Agistino.

(Interruptions)

Madamm Agostino.

(Hilarité)

Ok. Mee Dir hutt Iech awer erkannt an deem, wat ech gesot hunn. Elo ass d'Wuert fir Iech.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Barbara Agostino (DP), rapportrice | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech presentéieren Iech haut de Projet de loi 8587, deen d'Gesetz vum 6. Februar 2009 iwwert d'Organisatioun vum Enseignement fondamental adaptéiere soll. Um Enn vum Cycle 1 sollen d'Elteren op Basis vun enger pedagogescher Recommandatioun d'Méiglechkeet kréien, d'Sprooch, an där hiert Kand alphabetiséiert gëtt, ze wielen, also entweeder op Däitsch oder op Franséisch.

Dëse Schrëtt geet op déi wichteg Erkenntnisser zréck, déi am Kader vum Pilotprojet „ALPHA – zesumme wuessen" zanter der Rentrée 2022/2023 a véier Grondschoulen hei am Land gesammelt goufen an déi vum LUCET wëssenschaftlech evaluéiert goufen.

D'Resultater aus dem Projet fale kloer aus. D'Kanner, déi am Franséischen alphabetiséiert goufen, weisen en däitlech verbessert mëndlecht Verständnis op a si weesentlech méi motivéiert. D'Léierpersonal, d'Schoulleedungen an och d'Eltere berichten iwwer en entscheedend verbessert Léierklima an e méi staarke Bezuch tëschent Schoul a Famill.

Natierlech goufen och meethodesch Limitten identifizéiert, mee dës huelen dem Projet net seng Substanz. Am Géigendeel, si hätte laut Pilotprojet derzou bäigedroen, d'Reform weider ze verfeineren.

De Conseil scientifique huet a sengem Rapport vum Juni 2025 eng däitlech positiv Bewäertung virgeluecht an eng national Generaliséierung vun der Reform ab der Rentrée 2026/2027 recommandéiert.

Dës Reform ass och eng Äntwert op eng sproochlech an demografesch Realitéit, déi sech an deene leschte Joerzéngten hei zu Lëtzebuerg staark verännert huet. Haut schwätze ronn 69 % vun de Kanner net Lëtzebuergesch doheem, an de Gros vun hinnen och net Däitsch.

An de Problem ass weeder nei nach onbekannt. Zanter 1968 weise Studien, déi mat der Magrip-Enquête

vun 1968 ugefaangen hunn, iwwert d'PISA-Etüd bis hin zu de rezenten Épreuve-standardisée-Evaluatiounen ëmmer nees, datt eng fréi Alphabetiséierung an enger Schoulsprooch, déi wäit vun der Familljesprooch ewech läit, zu Ongläichheete féiert, déi sech duerno duerch déi ganz Schoulkarriär vun de betraffene Kanner zéien. Besonnesch Kanner, déi net an engem däitsch- oder lëtzebuergeschsproochege Kontext opwuessen, hätten dacks schonn am Cycle 2 markant Nodeeler.

Mat dëser Reform kréien d'Kanner d'Méiglechkeet, d'Basisfäegkeeten, also Liesen, Schreiwen a Rechnen, an enger Sprooch ze léieren, déi si besser verstinn. Dëst soll zu engem méi séchere Start féieren, zu méi Selbstvertrauen an zu enger méi grousser Motivatioun.

Gläichzäiteg bleift d'Klassenorganisatioun gemëscht. D'Alphabetiséierung, dat heescht Liesen, Schreiwen a Rechnen, ginn an deene sougenannten „ALPHA-Gruppen" ënnerriicht, mee an all anere Fächer sëtzen a léieren d'Kanner zesummen. Doduerch gëtt verhënnert, datt sproochlech Weeër zu sozialen Trennunge féieren.

Dat Lëtzebuergescht huet dobäi eng zentral Roll als Sprooch vun der Kohäsioun am Cycle 1 an als gemeinsam Sprooch an de sougenannten „Niewefächer" vum Cycle 2 bis erop an de Cycle 4.

Hei ass unzemierken, datt am Pilotprojet d'Allongementer am Cycle 2 däitlech zeréckgaange sinn. Den Taux ass vun 21,1 % op 15,6 % gefall. An d'Sprooch spillt dobäi net méi déi ausschlaggeebend Roll, wéi et virdrun nach de Fall war. D'Reform baséiert sech deemno net nëmmen op d'Perceptioun, mee och op miessbar Donnéeën.

De Projet de loi gesäit eng Rei punktuell, mee och geziilt gesetzlech a regulatoresch Upassunge vir, fir déi zwee Weeër vun der Alphabetiséierung strukturell ze integréieren. Doriwwer eraus gi souwuel de Plan d'études wéi och d'Modalitéite vun der Evaluatioun entspriechend adaptéiert, fir eng kohärent Ëmsetzung ze garantéieren.

D'Generaliséierung vun der Reform gëtt gestaffelt, dat heescht, si gëtt net vun haut op muer an alle Cyclë gläichzäiteg agefouert, mee fänkt bei der nächster Rentrée am September 2026 am Cycle 1.2 un – dat heescht, am zweete Spillschouljoer – an zitt sech da Joer fir Joer eng Klass weider erop, bis se 2032 am Cycle 4.2 ukomm ass.

Parallell dozou gëtt eng ëmfaassend Offer vu Formatiounen ugebueden, nei didaktesch Materialie gi produzéiert an d'Directions de région begleeden d'Schoulen um Terrain.

Eng kloer Kommunikatioun mat den Eltere soll hire Choix ënnerstëtzen an Transparenz schafen, wärend e kontinuéierleche wëssenschaftleche Monitoring d'Qualitéit ofséchert an eventuell Upassungen erméiglecht.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Gesetz soll e wichtege Schratt gemaach ginn, fir d'Chancëgläichheet an der Grondschoul ze stäerken. D'Reform wëllt all Kand e Start erméiglechen, dee seng sproochlech Realitéit respektéiert, ouni d'Zesummeliewen an der Klass auserneenzezéien. Si fërdert de Plurilinguismus an ënnerstëtzt d'Enseignanten an hirer professioneller Praxis mat enger méi homogeener Klass.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zum Projet de loi gouf et eng Rei Avisen. De Staatsrot huet a sengem Avis vum 21. Oktober 2025 keng speziell Bemierkungen zum Gesetzesprojet gemaach.

D'Chambre de Commerce ënnerstëtzt de Projet am Kader vun der Reform „ALPHA – zesumme wuessen", a gesäit an der Wiel tëscht Franséisch an Däitsch als Alphabetiséierungssprooch eng wichteg pedagogesch Evolutioun, fir d'Diversitéit besser ze berécksichtegen an d'Chancëgläichheet ze stäerken. Si huet awer Virbehalter zur Fiche financière a verlaangt Kloerheet bei der Berechnung vun de Käschten an den Hypotheesen zu den Allongementer a Personalkäschten.

De Conseil supérieur de certaines professions de santé begréisst dëse Projet de loi a betount d'Bedeitung fir Integratioun, sozial Kohäsioun a Chancëgläichheet. De Conseil stellt awer och Froen zur Upassung un den Enseignement secondaire, zum feelende Lien mat den SEA-Strukturen an zu de Grënn fir d'Wiel vu Privatschoulen. Weiderhi stelle si Froen zu der Sproochebildung am Gesondheetsberäich an zur limitéierter lokaler Dategrondlag.

D'Chambre des Salariés ënnerstëtzt d'Ziler vum Projet, virun allem méi Gläichheet an Diversitéit an der Schoul. Si weist awer dorop hin, datt Franséisch als Alphabetiséierungssprooch eleng déi sozial Ongläichheeten net ofbaue kéint a freet no begleedende sozialpolitesche Moossnamen, wéi zum Beispill am Logement oder e Salaire social minimum. Si warnt virun engem Manktem u Ressourcen an engem Kontext vu Léierpersonalpenurie an insistéiert, datt inklusiv Dispositiounen net däerfe geschwächt ginn. Ausserdeem verlaangt si méi Kloerheet iwwert de künftege Léierplang an d'Sproochdidaktik, inklusiv der Iddi, d'Alphabetiséierungssprooch éischter wéi eng Friemsprooch ze vermëttelen.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics schätzt de Prinzipp vun der Aféierung vum Franséischen als Alphabetiséierungssprooch am Kontext vun der sproochlecher Diversitéit. Si warnt awer virun enger ze séierer a flächendeckender Aféierung vun „ALPHA – zesumme wuessen", wéinst der, wéi si mengen, „méi staarker Belaaschtung vun de Schoulen an den Enseignanten". Si plädéiert fir eng progressiv a fräiwëlleg Ëmsetzung op Basis vu Schoule mat Erfarung a Bereetschaft. Si verweist op d'Schwieregkeeten am Franséischen, freet direkt vollstänneg Léiermëttel fir all Cycle vun Ufank un a warnt virun enger méi komplizéierter Schoulorganisatioun, méi Administratioun a méi Infrastrukturbedarf. Si schwätzt sech awer gläichzäiteg géint eng Ëmverdeelung vu Supportpersonal aus a gesäit Risiken an der Mixitéit vun de Klassen.

D'Chambre des Métiers begréisst den Text als néideg strukturell Äntwert op d'sproochlech Diversifikatioun an ënnerstëtzt, datt d'Elteren nom Cycle 1, op Recommandatioun vun den Enseignanten, tëscht Franséisch an Däitsch als Alphabetiséierungssprooch wielen. Si verweist op encouragéierend Resultater vum Pilotprojet zënter 2022/2023, wéi méi Selbstvertrauen, eng besser Léierdispositioun a virun allem méi Elterenimplikatioun, a sträicht d'Roll vum Lëtzebuergeschen als Sprooch vun der Kohäsioun tëschent de béide Weeër an als Sprooch vun der berufflecher Integratioun eraus.

Gläichzäiteg hält si doru fest, datt d'Reform net all sproochlech Erausfuerderunge léist, besonnesch mat Bléck op engleschsproocheg Kanner an op méiglech territorial Ongläichheeten. Si plädéiert fir eng systeemesch Approche, bei där d'Orientatioun op Kompetenzen, Talenter an den individuelle Profiller opgebaut gëtt. Si begréisst déi regional Begleedung, d'Formatiounen an de wëssenschaftleche Suivi, kritiséiert awer e Manktem u konkreeten Detailer zur praktescher Ëmsetzung. Doriwwer eraus hält si d'finanziell Hypotheesen zu de Réckgäng vun den Allongementer fir ambitiéis a freet méi Transparenz an Alternativzenarien.

Schlussendlech huet de Syvicol a sengem Avis en aktuelle Manktem u bestoende Klassesäll ugeschwat a Richtlinnen ugefrot, wat provisoresch Klassesäll als minimal Ufuerderunge missten opweisen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëst Gesetz huet als Zil, d'Chancëgläichheet an der Grondschoul ze stäerken. Duerch d'Reform soll all Kand e Start a seng schoulesch Karriär erméiglecht kréien, dee seng sproochlech Realitéite respektéiert, ouni d'Zesummeliewen an der Klass auserneenzezéien. De Plurilingismus soll gefërdert ginn, d'Familljе gestäerkt an d'Enseignantë sollen an hirer professioneller Praxis mat enger méi homogeener Klass ënnerstëtzt ginn.

Ech kéim heimat un d'Enn vu mengem Rapport a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Rapportrice villmools Merci fir de schrëftlechen a fir de mëndleche Rapport.

Deen éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Ricardo Marques. Här Marques, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Ricardo Marques (CSV) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut schwätze mer net iwwer en techneschen Detail am Schoulgesetz, mee vun enger vun de wichtegste Schoulreforme vun de leschte Joren. Haut schwätze mir iwwer déi éischt Schrëtt vun de Kanner an eisem Bildungssystem. A wéi enger Sprooch léiere si Liesen a Schreiwen? A wéi eng Chance gi mer hinnen domadder fir hiert weidert Liewen?

Dat sinn awer keng nei Froen. Dat sinn déi selwecht Froen, déi scho virun 30 Joer wichteg waren.

Ech hu meng Hausaufgaben ëmmer eleng gemaach. Ech hu fir meng Prüfungen ëmmer eleng geléiert. Net well ech dat esou wollt, mee well meng Eltere keen Däitsch geschwat oder verstanen hunn. Op Septième, an enger Klass vun 28 Schüler, ware mir zu zwee mat lusophonnen Originnen. Déi meescht vu menge lusophonne Kolleege waren deemools an den Technique orientéiert ginn. Net well se manner intelligent waren, mee well se änner anerem och an enger Sprooch geléiert hunn, an där si sech net wuel gespuert hunn.

Ech wëll direkt da vun Ufank u kloer soen, wou d'CSV steet: Mir stinn zum Prinzipp vum Projet ALPHA. Mir sollen d'Entwécklungen an der Schoul eescht huelen an dorop reagéieren. Do setzt de Projet ALPHA un, ouni awer datt dat op Käschte vun eiser Lëtzebuerger Sprooch oder eiser Identitéit geet.

Här President, d'Realitéit vu Lëtzebuerg 2025 ass eng aner wéi d'Realitéit vu virun 30 Joer. Ronn zwee Drëttel vun de Kanner schwätzen doheem kaum oder net Lëtzebuergesch. Fir déi meescht vun hinnen ass och Däitsch net déi Sprooch, an där si alldeeglech kommunizéieren. Dat ass weeder gutt nach schlecht. Dat ass d'Realitéit vun engem oppenen an internationale Land.

A genee do setzt ALPHA un: D'Kanner sollen d'Recht hunn, an där Sprooch alphabetiséiert ze ginn, déi hinnen am nooste läit. Dat ass eng Fro vu Chancëgläichheet. Liesen a Schreiwe baue grondleeënd op där Sprooch op, déi e Kand am beschte beherrscht. Dofir ass et nëmme konsequent, datt e Kand, deem den däitsche Wee am nooste läit, weiderhin, wéi bis elo, op Däitsch alphabetiséiert gëtt, an anerer, wou et pedagogesch Sënn mécht, op Franséisch. Béid Weeër sollen déi selwecht Ambitioun a Qualitéit droen.

Dat ännert awer näischt dorunner, datt d'Lëtzebuergescht an eiser Schoul eng zentral Roll behält. Et bleift d'Integratiounssprooch. Dat ass d'Sprooch vum „matenee wuessen". D'Zil bleift kloer: eng staark lëtzebuergesch Sprooch fir all Kand, onofhängeg vun der Alphabetiséierungspist.

D'Stäerkt vu Lëtzebuerg war an ass eis Méisproochegkeet. De Projet ALPHA probéiert, dat Kapital besser ze notzen an net méi laang eng Barriär draus ze maachen.

Mee loosst mech ganz kloer maachen, firwat mir als CSV zum Prinzipp vun ALPHA Jo soen:

Éischtens wéinst der Chancëgläichheet am Schoulwiesen. Et kann a soll net esou sinn, datt d'Familljesprooch eleng decidéiert, ob e Kand scheitert oder opbléit. Wa keng germanesch Sprooch doheem geschwat gëtt, ass et objektiv méi schwéier, am héije Rhythmus op Däitsch Liesen a Schreiwen ze léieren. Wa Studie weisen, datt Kanner mat franséischer Alphabetiséierung an esou Situatiounen op d'mannst esou gutt, oft souguer besser virukommen, da wär et onverantwortlech, dat einfach ze ignoréieren.

A genee wéinst der Wichtegkeet vun der Chancëgläichheet mussen d'Fakte vun dësem Projet dobausse kloergestallt an net verdréit ginn. Et ass also falsch vun der ADR, ze behaapten, datt d'Reform zu enger ëmmer méi staarker Franséischorientéierung géif féieren. An domadder, esou seet de Fred Keup, géifen d'Lëtzebuerger am eegene Land hannendru gereecht ginn a genee dëst Gefill vu Benodeelegung géif sech bei de Leit breetmaachen.

Ech soen Iech eppes, Här Keup ...

(Interruption par M. Fred Keup)

Ech schwätzen elo an ech soen Iech eppes, Här Keup! Der ADR geet et an der Substanz net ëm d'Qualitéit vum Bildungssystem an och net ëm d'Chancëgläichheet fir all Kand. Si stéiert sech drun, datt de Projet ALPHA ausgerechent deene Kanner méi Dieren opmécht, déi aus eisen auslännesche Communautéite kommen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Dat ass eng Ënnerstellung! Dat ass honnertprozenteg falsch!

M. Ricardo Marques (CSV) | D'Communautéiten, déi eis Wirtschaft, eis Kultur an eis Gesellschaft zënter Jore positiv matprägen. Amplaz sech mat de Fakte vum Projet auserneenzesetzen, gëtt probéiert, d'Leit géinteneen auszespillen, amplaz si zesummenzebréngen. An dat ass näischt aneres wéi bëllege Populismus!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Ricardo Marques (CSV) | Wann een éierlech ass, muss een zouginn: De Projet ALPHA hëlt kengem Lëtzebuerger Kand eppes ewech. Am Géigendeel, e gëtt ville Kanner eppes bäi. Dat ass op laang Siicht am Interessi vun eis all. Mir däerfe keng Talenter verléieren, nëmme well se mam Däitschen net eens ginn. Mir brauche gutt Leit, fir eis Wirtschaft an domadder de Modell Lëtzebuerg um Lafen ze halen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Ricardo Marques (CSV) | Alphabetiséierung op Franséisch heescht net franséisch Klassen. Alphabetiséierung op Franséisch heescht net, dass mir déi däitsch Alphabetiséierung ofschafen. Eng Partei, déi dat als Bedroung duerstellt, weist domadder éischter, wou hir Prioritéite leien: net bei de Kanner, mee bei Symbolpolitick an Angschtrhetorik!

Une voix | Ganz richteg!

Une autre voix | Très bien!

M. Ricardo Marques (CSV) | Zweetens: well ALPHA eng konkreet Äntwert op sozial Inegalitéiten am Schoulsystem ass. Mir wëllen net nach eng Kéier e Broch produzéieren, mee endlech déi Linn zéien, déi zanter Joerzéngten op all Evolutiounsrapport ze liese steet: Kanner aus Familljen, déi manner gutt bemëttelt sinn oder e méi niddrege sozioekonomesche Profill hunn, sinn am aktuellen Alphabetiséierungssystem däitlech benodeelegt. Zanter méi wéi véierzeg Joer weist d'Fuerschung däitlech, datt fir vill vun dëse Kanner d'Alphabetiséierung exklusiv op Däitsch eng systematesch Barriär duerstellt – a keng vun hirer Leeschtungsfäegkeet.

An de Pilotprojete fanne sech Schüler méi séier, méi sécher a mat méi Wuelbefannen an der Schoul erëm. Dat bréngt net nëmmen déi eenzel Schüler virun, mee stäerkt och d'sozial Kohäsioun an der Klass selwer. Eng Klass, an där d'Kanner besser matenee schaffen, ass eng Klass, an där och d'Zesummeliewen an d'sozial Dynamik besser funktionéieren. Dofir soe mir: ALPHA ass net nëmmen eng Sproochereform. Et ass eng Reform fir méi Gerechtegkeet an eiser Schoul.

Drëttens: well d'Lëtzebuergescht d'Integratiounssprooch bleift. Am Klassesall, am Schoulhaff, an der Paus, an der Interaktioun tëscht de Kanner, ass d'Lëtzebuergescht present. ALPHA ännert näischt dorunner, datt Lëtzebuergesch eis gemeinsam Sprooch vun der Integratioun bleift. Au contraire, dëse Projet verankert fir d'éischte Kéier Lëtzebuergesch als Sprooch am Klassesall, an dëst bei den Niewefächer. Domadder gëtt den Enseignant also opgefuerdert, Lëtzebuergesch verstäerkt ze benotzen. Dëst ass fir d'CSV e roude Fuedem. Méi Flexibilitéit bei der Alphabetiséierung: jo! E schwaacht Lëtzebuergesch: nee!

Här President, léif Kolleegen, dat ass déi positiv Säit. Awer eng gutt Iddi ass nach ëmmer keng Ëmsetzung. A genee do gesäit d'CSV hir Roll. Mir soe Jo zum Prinzipp, awer mir kucke ganz genee, wéi dat an der Praxis soll klappen.

Déi éischt grouss Fro ass: Hu mir déi néideg Moyenen, fir dës Reform ëmzesetzen? Mir froen d'Kanner, sech an engem neie System ëremzefannen. Mir froen d'Elteren, eng schwiereg pedagogesch Decisioun ze treffen. A mir froen d'Enseignanten, dee ganze Changement am Alldag ze droen. Mir zielen op all eenzel Gemeng, fir dëse Projet realistesch mat an d'Liewen ze ruffen.

Dofir stelle mir ganz konkreet Froen, Här Minister:

Wéi ginn d'Gemengen u Bord geholl? D'Gemengen hunn d'Gebaier, jo. Verschiddener hunn elo scho Plazproblemer a si musse méi Klassesäll fannen. Scho vun zwee Buergermeeschtere gouf mir zougedroen, dass se Schwieregkeeten hunn, dësem Projet an hire besteeënden Infrastrukture gerecht ze ginn. Wéi eng Garantië si fir esou Fäll virgesinn, fir dass all Kand an all Gemeng déi nämmlecht Startkonditioune kritt?

Wéi gesäit et mat de Sécherheetsoplagen aus? Wuel wëssend, dass eng Maison relais aner Sécherheetsoplagen huet wéi eng Schoul.

Wéi gesäit de Monitoring aus? Wat maache mir, wann d'Resultater am Cycle 4.2 net esou sinn, wéi mer eis dat erhofft hunn? Eng eemoleg Etüd geet net duer. Mir brauchen eng kontinuéierlech, onofhängeg Begleedung bis bei d'Orientatioun am Cycle 4 an doriwwer eraus, fir e fléissenden Iwwergang an de Lycée ze maachen.

Wéi gesäit et mam direkten Iwwergang an de Lycée aus? Gi Programmer wéi zum Beispill den ALLET ausgebaut fir déi Schüler, déi an där enger oder anerer Sprooch nach ëmmer Lacunnen hunn? D'Äntwert däerf net „Europaschoulen" heeschen.

Déi zweet grouss Fro ass: Wéi begleede mir d'Enseignanten um ALPHA-Wee? Eng nei Flexibilitéit bei de Kanner ka just dann e Succès ginn, wann d'Enseignantë sech derbäi op eng zouverlässeg Ënnerstëtzung an eng kloer Linn verloosse kënnen.

Als CSV froe mir: Kritt den Enseignant déi Informatioun, déi Zäit an déi Begleedung, déi néideg sinn, fir esou e Changement professionell ze droen? Sinn d'Schoulbicher, d'Materialien, d'Ressourcë fir Däitsch a fir Franséisch bis dohinner prett, wann d'Reform soll ufänken?

Eng Reform, déi net vun de Leit gedroe gëtt, déi all Moie virun der Klass stinn, leeft Gefor, ze scheiteren. D'CSV huet do eng kloer Positioun: Respekt virun der pedagogescher Aarbecht heescht och Matbestëmmung an adequat Ressourcen.

Da komme mir bei dee sensibelste Punkt: Wien decidéiert iwwert de Wee vum Kand, wéi et alphabetiséiert soll ginn? Am Gesetz steet ganz kloer: D'Elteren huelen eng Decisioun. Den Eltere muss een e Grondvertrauen entgéintbréngen. Eiser Meenung no kënne mir d'Eltere mat där Decisioun net eleng loossen.

D'Fro, ob e Kand op Däitsch oder Franséisch alphabetiséiert gëtt, ass keng Fro vu Prestige oder vu Sympathie fir déi eng oder déi aner Sprooch, mee et geet ëm d'Wuel vum Kand, wou et sech am beschte kann entwéckelen. Et ass eng Fro, wat fir dat Kand am beschte funktionéiert a wéi seng Biographie, also seng Stäerkten a Schwieregkeeten, ausgesinn.

Als CSV soe mir: D'Entscheedung vun den Elteren ass wichteg, mee si kann net déi eenzeg Basis sinn. D'Elteren däerfe sech mat enger esou wichteger Entscheedung net eleng gelooss fillen. Et muss eng seriö, professionell Evaluatioun vum Kand ginn, mat Gespréicher a mat enger klorer Empfeelung vun der Schoul.

Mir brauchen eng transparent Orientatioun op Aenhéicht. Op Aenhéicht, well dem Enseignant seng Orientatioun genausou eng Wichtegkeet wéi den Elteren hir Decisioun verdéngt. Transparent, well kloer Krittäre mussen definéiert sinn, firwat e Kand op deen een oder anere Wee geet.

Wa fir e Kand d'Alphabetiséierungssprooch awer net déi richteg war, dann däerfen d'Eltere sech net eleng gelooss spieren. Mir mussen déi Orientatiounslogik eiser Meenung no iwwert déi nächst Jore kloer am Fokus halen. Dat schützt d'Kanner, dat schützt d'Elteren an et schützt och d'Schoul.

Här President, fir d'CSV muss dës Reform e Ganzt sinn. Schonn haut sëtzen am Cycle 4.1 Kanner mat ganz ënnerschiddleche Sproocheprofiller an eise Klassen. Mir mussen dofir op e puer Saachen oppassen:

Kanner, déi op Däitsch oder op Franséisch alphabetiséiert ginn, sollen um Enn vun der Grondschoul op vergläichbar Kompetenze kënnen zeréckgräifen. Béid Weeër mussen déi nämmlecht Perspektiven am Secondaire an an der Beruffsausbildung opmaachen. Et däerf kee verluer hunn, well e sech fir déi eng oder aner Pist entscheet huet. Dofir musse mir onbedéngt d'Evaluatioun an deene véier Pilotprojete bis zum Enn féieren an d'Resultater an d'A faassen.

D'Evaluatioun vum Projet ass an der Hallschent gemaach ginn, mee vill vun den entscheedende Froe wäerten eréischt an dräi Joer beäntwert kënne ginn, wann d'Kanner aus de Pilotschoulen am Cycle 4.2 ukommen. Esou eng wichteg Reform däerf net den Androck hannerloossen, wéi wa se iwwert de Knéi

gebrach gouf, ouni datt Enseignanten, Elteren a Gemenge wierklech matgeholl goufen. Eng Reform vun däser Gréisst brauch eng breet gesellschaftlech Akzeptanz. An déi ass, dat musse mer éierlech soen, net iwwerall ze spieren.

ALPHA däerf net zu zwee parallelle Schoulsystemer féieren. D'Zil muss kloer bleiwen: héich Kompetenzen an allen dräi Nationalsproochen (veuillez lire: Amtssproochen) an da spéider och am Engleschen.

Zum Schluss, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, loosst mech kuerz soen, wat d'CSV ganz konkreet vun dësem Projet erwaart, grad well mir de Prinzipp ënnerstëtzen:

Mir brauchen en Ëmsetzungsplang iwwert déi nächst Joren.

Mee mir erwaarden eng duerchgängeg, onofhängeg Evaluatioun vun ALPHA, net nëmmen am Cycle 1, mee bis zur Orientatioun am Cycle 4, mat reegelméissege Rapporte virun der Chamber. Mir fuerderen dofir, datt bis 2032 alljoers e Moment geschafe gëtt, fir u verschidde Schrauwen dréien ze goen, dëst am Interêt vun de Kanner, den Elteren, den Enseignanten a vun eise Gemengen.

Mir erwaarden, datt d'Gemenge vollstänneg matabezu ginn, mat engem éierleche Bilan iwwer Plaz, Ressourcen a Käschten.

Mir erwaarden eng staark Ënnerstëtzung an eng richteg Matbestëmmung fir d'Enseignanten: seriö Formatiounen, Zäit, Material a kloer Strukture fir matzeschwätzen.

A mir erwaarden eng verantwortungsvoll organiséiert Ënnerstëtzung fir d'Eltere mat enger individueller Berodung a klore Krittären.

ALPHA däerf keng Brochlinn an der Bildungspolitick ginn, déi an e puer Joer nees op de Kapp gestallt gëtt. Kanner hunn e Recht op Stabilitéit.

Ech faassen et an engem Saz zesummen: D'CSV bekennt sech zu ALPHA, mat oppenen Aen, mat Realismus an am Interesse vun de Kanner.

An deem Sënn deposéieren ech dës Motioun am Numm vun der CSV.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– constatant que le projet pilote « ALPHA – zesumme wuessen » a été lancé en 2022 afin d'offrir, à côté de l'alphabétisation en allemand, une alphabétisation en français, en tenant compte de la diversité linguistique croissante dans l'école luxembourgeoise ;

– notant que le projet de loi n° 8587 vise à introduire, dans le cadre législatif, le choix entre une alphabétisation en allemand ou en français, généralisé à partir de la rentrée scolaire 2026/2027 ;

– notant en outre que plusieurs avis des partenaires concernés soulignent l'importance d'un encadrement clair de la réforme ainsi que d'une planification suffisante des moyens humains, matériels et financiers nécessaires à sa mise en œuvre ;

– considérant les résultats et les recommandations du rapport d'évaluation du projet pilote préconisant la généralisation de « ALPHA – zesumme wuessen » ;

– considérant que la généralisation du projet ALPHA aura un impact significatif sur l'organisation pédagogique des écoles fondamentales, sur la formation initiale et continue des enseignants, ainsi que sur les missions des communes en tant qu'organisatrices de l'enseignement fondamental ;

– considérant également que la réforme poursuit des objectifs essentiels en matière d'égalité des chances, de cohésion sociale et de réussite scolaire pour tous les élèves,

invite le Gouvernement

– à présenter à la Chambre, pour chaque année scolaire jusqu'en 2032 inclus, un cadre organisationnel précisant les répercussions de la généralisation de « ALPHA – zesumme wuessen », notamment l'organisation des groupes, les choix de la langue d'alphabétisation ainsi que les moyens humains, materiels et pedagogiques necessaires ;

– à présenter chaque année, jusqu'en 2032 inclus, une analyse d'impact de « ALPHA – zesumme wuessen », portant notamment sur l'évolution de la réussite scolaire ;

– à établir un rapport d'évaluation, élaboré par le Conseil scientifique, portant sur les classes pilotes du cycle 4 ;

– à créer, jusqu'en 2032 inclus, sous la coprésidence du SCRIPT et de la Direction générale de l'enseignement fondamental, un comité d'accompagnement et de suivi du projet « ALPHA – zesumme wuessen », composé de représentants des enseignants, des parents, des directions régionales, se réunissant au moins deux fois par an, assurant le suivi de la mise en œuvre de la réforme au niveau national, évaluant régulièrement ses effets et pouvant formuler, le cas échéant, des recommandations d'adaptation.

(s.) Ricardo Marques, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Paul Galles, Jean-Paul Schaaf.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Marques.

M. Ricardo Marques (CSV) | A mir soe Jo zu engem System, deen d'Realitéit vu Lëtzebuerg eescht hëlt. Mir soe Jo zu enger Schoul, an där Méisproochegkeet eng Chance ass an net eng Barriär. Mir soe Jo zu engem Wee, deen Dieren opmécht fir Kanner, egal a wéi enger Sprooch si doheem Moie soen.

Mee mir soe gläichzäiteg: Eng gutt Iddi brauch eng seriö Ëmsetzung. Eng grouss Reform brauch staark Partneren – Gemengen, Schoulen, Enseignanten an Elteren. An eng Reform vun där Gréisst brauch Evaluatioun a Kommunikatioun.

Et ass e groussen Challenge. E fänkt haut hei un, mee en hält net hei op. Loosse mir eis als Chamber dorunner moossen, ob mir de Courage hunn, Verännerung mat der Verantwortung fir d'Kanner ze verbannen. Fir dass eis Kanner de Wee vun der Bildung kënnen treffen, wou keng Dier wéinst enger Sprooch zougemaach gëtt.

D'CSV geet dëse Wee mat. Si ass och bereet, kritesch nozefroen a kloer ze soen, wou d'Saachen nach net stëmmen, am Interêt vun de Kanner, vun den Elteren, vun den Enseignanten a virun allem am Interêt vun der sozialer Kohäsioun vun eisem Land.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Marques.

M. Fred Keup (ADR) | Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Keup wëllt Iech, Här Marques, eng Fro stellen. Sidd Der domat d'accord?

M. Fred Keup (ADR) | Fait personnel éischter, jo.

M. Claude Wiseler, Président | Fait personnel?

(Brouhaha)

M. Fred Keup (ADR) | Eng Richtegstellung, jo. Ech mengen, et ass awer wichteg, dass ech dat hei soen, well ech si jo hei ugeschwat ginn an och dat, wat ech gesot hunn, ass hei widderholl ginn, wouzou ech och total stinn.

Ech wëll hei richtegstellen, dass déi Kriticken, déi ech och dono hei wäert virféieren, Kriticke sinn, déi vu ganz ville Leit hei am Land, dat hutt Der och an den Zeitunge kënne liesen, absolutt gedeelt ginn ...

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, elo huet den Här Keup d'Wuert, wannechgelift.

M. Fred Keup (ADR) | ... an net nëmme vu mir a vu ganz ville Leit um Terrain. An ech mengen, dat wësst Dir och, Här Marques.

An ech fannen et och e bëssen iwwerdriwwen, wéi Der hei kommt an dat an esou enger pauschal populistescher Aart a Weis da virwerft, wéi wann een, deen ...

(Interruptions et hilarité)

... wéi wann een, dee Kritick ...

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Keup huet d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Elo grommele se alleguerten. Da si mer, wa mer vun der Schoul schwätzen, Niveau Spillschoul dohannen.

M. Ben Polidori (LSAP) | Dat do ass Precoce, haalt op!

M. Fred Keup (ADR) | Mee et ass hei ganz einfach esou, dass déi Kriticke vu ganz vill Leit gedeelt ginn an dass et absolutt net drëm geet, eppes ze maachen, wou een da seet: „Jo, mee mir wëllen den Auslänner net hëllefen." Au contraire, well mer ëmmer der Meenung sinn, wann all d'Kanner zesummebleiwen, ...

(Interruption)

... sou wéi se et elo sinn, dass dat de Kanner, a besonnesch den auslännesche Kanner, méi hëlleft wéi dat, wat virgesinn ass.

Une voix | Wat ass d'Fro, Här Keup? Wat ass Är Fro?

M. Claude Wiseler, Président | Sou, Här Keup. Dir kënnt eppes äntweren, Dir musst awer net.

M. Ricardo Marques (CSV) | Ech hu keng Fro héieren, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Et war keng Fro.

(Interruptions)

Merci, Här Marques. Dann ass d'Wuert fir déi nächst ageschriwwene Riednerin, d'Madamm Barbara Agostino.

Mme Barbara Agostino (DP), rapportrice | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës Reform ass fir mech net just eng technesch Ännerung am Educatiounsgesetz. Fir mech ass se eppes ganz aneres: Si ass eng Fro vu Gerechtegkeet. Si ass eng Ofrechnung mat enger Ongerechtegkeet, déi ech selwer als Kand gespuert hunn.

Ech sinn d'origine italienne. Wéi ech als klengt Meedchen an d'Primärschoul koum, hunn ech Däitsch net verstanen. Dat wäert elo e puer vun Iech erstaunen, mee ech hu meeschtens roueg an der Bänk gesiess. Gutt wëllend, virwëtzeg, talentéiert, kéint ee soen. Mee ech konnt einfach net mathalen. Net well ech net wollt, mee well ech d'Sprooch net konnt.

Ech erënnere mech un dat Gefill, an der Klass ze sëtzen an net mathalen ze kënnen. Dat mécht eppes mat engem Kand. Fir mech war d'Sprooch net just en Instrument, et war eng Mauer. Fir e Kand fillt sech dat un, wéi wann all déi aner de Schlëssel hätten an du selwer stees dobaussen, duerch d'Fënster ze kucken.

Ech hunn dacks dat Gefill mat heem geholl: „Ech kann, mee ech kréien d'Chance net, et ze weisen." A jo, heiansdo froen ech mech haut nach: Wéi hätt mäi Wee ausgesinn, wann ech deemools hätt dierfen an enger Sprooch ufänken, déi méi no u menger war? Wier ech vläicht méi laang an der Schoul bliwwen? Hätt ech méi Vertrauen entwéckelt? Hätt ech méi u

meng eege Fäegkeete gegleeft? Eng Saach ass sécher: Meng Kandheet wier manner schwéier gewiescht.

An trotzdeem sinn ech haut hei: Geschäftsfra, Politikerin an ëmmer nach Léierin am Häerz. E klenge Clin d'oeil geet och vun dëser Plaz u meng fréier Inspektesch, d'Francine Vanolst, déi sech mat Häerz a Séil voll fir de Projet ALPHA investéiert.

Ech hu mäi Wee fonnt, obwuel de Start fir mech net grad einfach war. Ech sinn net esou belies wéi wéi Verschiddener heibannen – an d'Sam Tanson ass leider fort, well dat ass eng vun deene beliesenste Fraen, déi ech kennen –, mee mäi Liewe weist mir all Dag, wéi wichteg et ass, datt d'Kanner eng Chance kréien, déi hir Realitéit respektéiert. Mat engem faire Start hätt och bei mir dat eent oder dat anert anescht ausgesinn. Ech denken awer haut un déi, déi et net gepackt hunn, op den Zuch vun der Bildung ze sprangen.

Déi Ongerechtegkeet, iwwert déi mir hei schwätzen, ass näischt Neies. Zënter de 60er-Jore wësse mir, datt vill Kanner ganz fréi d'Schlappe verléieren, net wéinst hirem Intellekt, mee wéinst enger Sprooch, déi se nach net kënnen. A jidderee vun eis kennt esou Beispiller, och wann déi Kanner haut erwuesse sinn.

D'Statistike sinn déi eng Säit. Mee déi aner Säit ass dat Kand, dat owes am Bett läit a sech seet: „Ech verstinn et net. Vläicht sinn ech wierklech net gutt genuch." Déi Gedanke bleiwen. Si klammen an d'Selbstwäertgefill eran. An ech wëll net, datt nach eng Generatioun dat duerchmécht.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Barbara Agostino (DP), rapportrice | An hei setzt dës Reform un. Dofir steet d'Demokratesch Partei hannert dëser Reform. Well se déi Mauer erofsetzt, déi ech als Kand hat. Well se déi strukturell Ongerechtegkeet brécht, déi vill ze laang Realitéit war. Well se eis Kanner endlech do ofhëlt, wou se wierklech sinn. Well se d'Lëtzebuergescht stäerkt an awer de Choix opmécht, deen esou villen hëlleft.

Dat ass Chancëgläichheet! Dat ass Fairness!

Mme Corinne Cahen (DP) | Très bien!

Mme Barbara Agostino (DP), rapportrice | Dës Reform ass kee Kampf géint eng Sprooch, si ass keen Ausschloss vum Lëtzebuergeschen. Am Géigendeel, d'Lëtzebuergescht gëtt gestäerkt. Et bleift déi gemeinsam Sprooch, déi d'Kanner zesummebréngt an der Schoul, an den Niewefächer an ausserhalb vum Klassesall. D'Lëtzebuergescht bleift d'Häerz vun eiser Schoul.

Une voix | Très bien!

Mme Barbara Agostino (DP), rapportrice | Mee mir gesinn och, datt Kanner just da wuessen, wann hir Grondlag stabill ass. Eng Klass, an där d'Kanner d'Unterrechtssprooch verstinn, ass eng Klass, an där si kënnen opbléien.

Mme Corinne Cahen (DP) | Très bien!

Mme Barbara Agostino (DP), rapportrice | An dës Reform denkt och un déi, déi d'Kanner duerch den Alldag begleeden: eis Enseignanten. Eng Klass, an där d'Kanner déi gemeinsam Unterrechtssprooch beherrschen, ass eng Klass, wou wierklech geléiert ka ginn, fir d'Kanner an och fir d'Enseignanten. Och déi éischter francophone Enseignanten, déi dacks fillen, datt hiert Potenzial net ganz ugeholl gouf, kréien endlech hir Plaz. Och si sinn immens wichteg fir eis Schoulen. An dës Reform erkennt dat un.

Dës Reform hëlt kengem eppes ewech!

Mme Corinne Cahen (DP) | Très bien!

Mme Barbara Agostino (DP), rapportrice | D'Kanner kënne weiderhin op Däitsch liesen, schreiwen a rechne léieren, mee ab elo eeben och alternativ an enger Sprooch, déi hinne vläicht méi no läit.

Dës Reform brécht d'Mauer, déi ech als Kand hat. Si gëtt e faire Start, eng éierlech Chance. Eng Schoul, déi un d'Kanner ugepasst ass an net ëmgedréint.

Dës Reform mécht d'Dieren op fir d'Chancëgläichheet, net als Slogan, mee am richtege Liewen. Fir déi Kanner, déi soss direkt am Ufank vun hirer Schoulzäit stolperen, fir déi, déi just eng gerecht Chance brauchen, fir ze beweisen, wat an hinne stécht.

Ech wëll hei vu ganzem Häerzen all den Enseignanten a Frënn vun education.lu Merci soen, déi dës Reform matdroen an dru gleewen. Si sinn déi, déi d'Mauer am Klassesall ofbauen, Stee fir Steen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech bieden Iech, haut mam Häerz ze stëmmen an net just mat Kappzuelen. Fir dat Kand, dat soss dat selwecht Gefill mathëlt, wéi ech et deemools hat. Fir d'Kanner, déi haut hei am Land sëtzen an hoffen, datt endlech ee si gesäit.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Corinne Cahen (DP) | Exzellent!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Agostino. Dann huet d'Madamm Francine Closener d'Wuert. Madamm Closener.

Mme Francine Closener (LSAP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir schwätzen zwar haut iwwer d'Alphabetiséierung op Franséisch, mee erlaabt mir awer als engem, dat d'Chance hat, datt d'Alphabetiséierung op Däitsch gutt bei et gepasst huet, de Faust ze zitéieren, well beim Projet ALPHA geet et mir bal wéi him: „Zwei Seelen wohnen, ach! in meiner Brust."

Ganz rar hunn ech esou vill mat mer gehadert wéi bei dësem Projet de loi. De Gesetzestext a sech ass jo an der Rei. An d'Iddi hannendrun, fir méi Kanner eng Chance ze ginn, hir Schoul besser oder iwwerhaapt emol ze packen, andeem se liesen a schreiwe léieren an enger Sprooch, déi hinne manner friem ass wéi Däitsch, déi Iddi ass ganz gutt. Hannert där Iddi stoung ech a stinn ech!

An engems awer sinn ech verdrësslech, wann ech gesinn, wat bei der Ëmsetzung vum Projet alles amgaang ass schifzegoen a wéi grouss de Risiko ass, datt aus der eigentlecher Chance en neie Problem fir eis Schoul ka ginn.

Well d'Fro, déi mir eis an der LSAP stelle bei där geplangter Ëmsetzung vun dësem Projet de loi ass: Firwat esou?

Firwat gëtt bei deem heite Projet konsequent ignoréiert, wat d'Gewerkschaften an d'Personal ze soen hunn?

Firwat gëtt e Pilotprojet gemaach an dann awer iwwerhaapt guer net ofgewaart, wat dobäi erauskënnt?

Firwat ginn déi seriö Bedenke vum Syvicol net eescht geholl?

Firwat gëtt an den Analyse mat Zuelen hantéiert, déi de Projet extra gutt duerstelle sollen, finalement awer keng wëssenschaftlech Basis hunn?

Firwat gëtt duerch onnéidegen Drock an e feelenden Dialog riskéiert, datt de Projet um Enn awer net zu engem Erfolleg gëtt?

Deen heiten Dossier ass net déi richteg Plaz fir Muechtdemonstratiounen. Hei brauch et Dialog an Zesummenaarbecht. Mir kënnen heibanne ganz vill Meenungen an Iddien hunn, mee mir hale keng Schoul. Wa mir eng qualitativ héichwäerteg Bildungsoffer hei am Land wëllen, da si mer drop ugewisen, datt mir och motivéiert an engagéiert Personal hunn, dat déi Schoul hält. Duerfir kann een an dësem Dossier net einfach iwwert de Kapp vun den Enseignanten an hire Gewerkschaften ewech Politick maachen. Et muss ee mat hinne schaffen an net géint si!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Francine Closener (LSAP) | A wa se Bedenken äusseren, da muss een déi Bedenken eescht huelen. An dat selwecht gëllt natierlech och fir d'Elteren an hir Suergen.

Fir mech a meng Partei, d'LSAP, ass ganz kloer, dass d'Grondkonzept vun enger Alphabetiséierungsméiglechkeet op Franséisch richteg a wichteg ass. Fir d'Kanner, déi doheem Lëtzebuergesch schwätzen, a fir all aner Kanner, déi méi Liichtegkeet am Däitschen hunn, ännert sech jo guer näischt. Et gëtt hinnen näischt ewechgeholl. Mee fir déi Kanner, fir déi déi Alphabetiséierung op Däitsch eng enorm Barriär duerstellt, ass et eng reell Chance, d'Schoul, doduerch dass se op Franséisch liesen a schreiwe léieren, besser ze packen, soudatt se net schonn am drëtte Schouljoer, also am 3.1, hire schouleschen Echec virprogramméiert gesinn, wat Bildungsbericht no Bildungsbericht uprangert a bedauert.

Och de Fait, datt d'Kanner, wa se an den Niewefächer zesumme sinn, Lëtzebuergesch schwätzen, war fir eis eng absolutt Konditioun fir dëse Projet. Well Integratioun geet nun emol iwwert d'Sprooch. Dat gëllt fir de Fondamental genee wéi fir de Secondaire.

Well de Minister awer an den Europaschoulen net vill Wäert leet op Lëtzebuergesch, riskéiert déi gefaarte Segregatioun do leider Realitéit ze ginn. Do muss géigegesteiert ginn, an zwar ganz, ganz séier.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Très bien!

Mme Francine Closener (LSAP) | Här President, mir sinn also kloer an däitlech fir de Prinzipp vun enger Alphabetiséierung op Franséisch, wann dat fir d'Kand Sënn mécht, wann d'Elteren de Choix hunn a wann d'Lëtzebuergescht weider erhale bleift am Cours an am Schoulhaff.

Mee wann ee wëll, dass dëse Projet och wierklech geléngt, dann dierf ee kee Cavalier seul maachen. Da muss een d'Leit mat an d'Boot kréien. An et kritt een awer ganz sécher keen iwwerzeegt, andeem ee seng Bedenke konsequent ignoréiert a just mat Zuelen hantéiert, déi zwar gutt kléngen, finalement awer op näischt baséieren. Dat mierken d'Leit dach. Et bréngt näischt, Verspriechungen ze maachen, vun deenen een elo scho weess, datt se net agehal wäerte ginn.

De Projet ALPHA wäert de Problem vun de Bildungsongerechtegkeeten an eisem Schoulsystem aleng net léise kënnen. E wäert net derzou féieren, dass Kanner aus benodeelegte Familljen op eemol guer net méi benodeelegt sinn. E wäert net derzou féieren, datt 50 % manner Kanner en Allongement wäerte kréien, sou wéi d'Fiche financière vun dësem Projet et aus onerklärleche Grënn suggeréiert, ouni Beweis, einfach aus Zweckoptimismus.

An där Fiche geet nämlech rieds vu 25 bis 50 % manner Allongementer, déi de Projet kéint mat sech bréngen. Mee de Pilotprojet huet d'Allongementer ëm 25 % reduzéiert. Fir de Chiffer vu 50 % gëtt et keng aner Explikatioun wéi de Prinzipp Hoffnung! Ben, mir hoffe jo wierklech och mat, mee eng wëssenschaftlech beluechten Zuel ass dat awer net a mir sollen de Leit do näischt virgaukelen.

De Projet ALPHA wäert och net derzou féieren, datt am Cycle 4 d'Kanner op magesch Aart a Weis op eemol all dee selwechten Niveau an de Sproochen hunn. Dat hu se haut net an dat wäerte se och duerch de Projet ALPHA net op eemol hunn! Dat läit op der Hand an et ass einfach net richteg, een dat gleewen ze doen. An d'Leit gleewen et och net! Si mierken, datt se eppes virgemaach kréien an denken dofir, dass d'Méiglechkeet, op Franséisch ze alphabetiséieren, en général näischt daacht. Mee dat stëmmt awer net.

Sécher, et ass kee Wonnermëttel. Mee mécht dat d'Iddi schlecht oder iwwerflësseg? Absolutt guer net! Fir ganz vill Kanner stellt déi Chance vun enger Alphabetiséierung op Franséisch eng extreem Verbesserung vun hire Startchancen duer. Et geet hei jo och guer net drëm, eng 100%eg Bildungsgerechtegkeet ze erreechen. Dat muss zwar eist allgemengt Zil sinn, mee dat kann eng Alphabetiséierung aleng einfach net leeschten. Duerfir solle mer dat och net suggeréieren.

D'Bildungsmauere verschwannen heimadder net, mee d'Kanner kréien Dieren opgemaach, déi bis elo zou waren. Et ass keng Wonnerwaff am Kampf géint d'sozioekonomesch Benodeelegung an déi domadder verbonnen Ongerechtegkeeten, mee et ass trotzdeem e ganz wichtege Schrëtt an déi richteg Richtung.

Wa mir dann iwwert de Projet ALPHA eraus iwwer Bildungsgerechtegkeet wëlle schwätzen, da musse mer virun allem iwwer Aarmutsbekämpfung schwätzen. Dat weisen international an och national Etüde wéi zum Beispill de Bildungsbericht ganz kloer. De sozioekonomeschen Hannergrond vun engem Kand beaflosst am stäerkste säi schouleschen Erfolleg.

Aus deem Grond, Här President, wëll ech eng éischt Motioun deposéieren, déi ech direkt och wäert erklären.

Motion 2

La Chambre des Députés,

– constatant que le rapport Rapport « Travail et cohésion sociale 2025 » révèle qu'en 2024, le coefficient de Gini s'élevait à 30,1 %, avec une tendance haussière sur le long terme, témoignant d'une stagnation relative mais persistante des inégalités de revenus à un niveau préoccupant, ces disparités économiques structurelles ayant des répercussions directes sur les chances de réussite éducative des enfants ;

– rappelant que les inégalités éducatives trouvent leur origine dans des facteurs multiples et interdépendants ;

– soulignant que les désavantages socioéconomiques affectent la réussite scolaire des élèves indépendamment de la langue d'alphabétisation et doivent être combattus par des mesures ciblées qui dépassent le seul cadre linguistique ;

– soulignant que la lutte contre les inégalités éducatives nécessite une approche globale et coordonnée impliquant non seulement le système scolaire mais également les politiques sociales, de logement et de santé ;

– considérant que l'accompagnement des familles en situation de précarité constitue un levier essentiel pour améliorer les chances de réussite scolaire des enfants,

invite le Gouvernement à

– renforcer la coopération entre les services de l'Éducation nationale et les services sociaux afin d'identifier précocement les situations de vulnérabilité et d'apporter un soutien adapté aux familles ;

– renforcer les contenus relatifs aux enjeux de la pauvreté et de la précarité ainsi qu'à leurs impacts sur le développement, le bien-être et l'apprentissage des enfants dans la formation initiale et continue des professionnels de l'éducation ;

– deployer, en complément de la généralisation du projet « ALPHA – zesumme wuessen » et par le renforcement de la coordination interministérielle entre le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le Ministère de la Famille, des Solidarites, du Vivre ensemble et de l'Accueil, le Ministère de la Santé et de la Sécurite sociale ainsi que le Ministère du Logement, une stratégie globale et intégrée visant à lutter contre les inégalités éducatives et la pauvreté infantile par des mesures de soutien ciblées tant au sein du système scolaire que dans les domaines social, du logement et de la santé ;

– mettre en place un système de monitoring permettant de suivre l'évolution des inégalités éducatives et d'évaluer l'efficacite des mesures deployées.

(s.) Francine Closener, Georges Engel, Claude Haagen, Ben Polidori.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener.

Mme Francine Closener (LSAP) | Mir fuerderen d'Regierung op, am Kampf géint d'Bildungsongerechtegkeete complementaire zum wichtegen Ausbau vun der Sproochenoffer an eisem Bildungssystem och d'Bekämpfung vu sozioekonomeschen Ongläichheete méi konsequent unzegoen. Zum Beispill mat enger besserer Zesummenaarbecht tëschent de Ministèren Educatioun, Famill, Santé a Logement, enger Strategie géint d'Kanneraarmut oder engem Monitoring, wéi sech d'Bildungsongläichheeten entwéckelen a wéi effikass d'Bekämpfung dovun dann och ass.

Mir kënne mat enger Alphabetiséierung op Franséisch e puer, mee net all d'Barriären aus dem Wee raumen, op déi d'Kanner aus benodeelegte Verhältnisser stoussen. Mir kënnen awer eeben eng Hürd, an zwar déi vun der Sproochebarriär, zumindest fir déi francophone Kanner e bësse méi kleng maachen. An dat ass jo schonn immens vill wäert!

Dass verschidde Kanner haut an der Schoul net reusséieren, nëmme well d'Sproochebarriäre si dovunner ofhalen, richteg léieren ze kënnen, dat ass einfach nëmmen dramatesch! Wa mir mat enger Alphabetiséierung op Franséisch dëse Kanner dës Hürd ewechhuelen oder op d'mannst méi kleng maachen, dann ass dat eng fundamental Verbesserung fir ganz vill Schülerinnen a Schüler hei am Land. An duerfir sinn ech och wierklech iwwerzeegt, dass et richteg ass, esou eng Méiglechkeet anzeféieren.

Mee mir stëmmen haut jo net fir oder géint d'Alphabetiséierung op Franséisch. Mir stëmmen haut fir oder géint de Projet ALPHA. A wa mir eis dee ganz konkreete Projet ukucken, da muss een awer soen, dass et eng ganz Rei Onsécherheete gëtt.

D'Pilotphas ass net ofgeschloss. Et bleiwe grouss Frogezeechen um Niveau vun der Schoulorganisatioun. Dass e Pilotprojet lancéiert ginn ass an awer net ofgewaart gëtt, wéi d'Schüler um Enn vum Fondamental ofschneiden, stellt dee ganzen Notze vum Pilotprojet a Fro. Firwat muss elo déi Generaliséierung kommen, iert d'Pilotphas fäerdeg ass?

Amplaz elo Drock op d'Schoulen auszeüben, fir de Projet ëmzesetzen, hannert deem se nach guer net stinn, hätt een d'Pilotphas dach einfach op fräiwëlleger Basis kënnen ausweiten. Déi Schoulen, déi sech um Niveau vun de Klassesäll, der Schoulorganisatioun an dem Personal prett fillen, hätten un dëser zweeter Phas vum Pilotprojet kënnen deelhuelen an all déi aner hätten e wéineg méi Zäit kritt.

Une voix | Très bien!

Mme Francine Closener (LSAP) | Sou hätt een d'Motivatioun vum Terrain matgeholl, amplaz vun uewen Drock ze maachen, an et hätt een iwwerdeems duerch déi vill zousätzlech Klassen och méi verlässlech Donnéeë fir d'Auswäertung vum Pilotprojet kritt. Bottom-up amplaz Top-down – d'LSAP wier wierklech vill, vill léiwer dee Wee gaang.

A mir hätten eeben och gären e Projet gesinn, deen um Enn vum Cycle 4 net einfach ophält! Een exzellent Element vum Projet ALPHA ass jo de Fait, datt déi Kanner, déi op Däitsch alphabetiséiert ginn, an déi Kanner, déi op Franséisch liesen a schreiwe léieren, zesummen hir Niewefächer op Lëtzebuergesch wäerten hunn. Dat fanne mir jo enorm wichteg. Dat stäerkt Lëtzebuergesch als Integratiounssprooch, et stäerkt de Klassenzesummenhalt, trotz der Trennung am Sproochenunterrecht.

An ech weess, dass Dir och ganz houfreg sidd op dat doten Element vun der Reform, Här Meisch. Dir hutt jo méi wéi eng Kéier betount, dass Dir e System gewielt hutt, dee verhënnere soll, dass et zu ze vill homogeene Sproochegruppe kënnt, soudass Der bewosst higaange sidd an net eng Franséisch-Filière an eng Däitsch-Filière geschafen hutt. Net ze vergiessen: Et war awer och d'Chamber, déi Iech am Mäerz 2022 an enger Motioun genee dozou opgefuerdert huet, am Kader vu menger Interpellatioun zu den Europaschoulen.

Also e gutt neit Element fir de Fondamental. Mee wat maacht Der da gläichzäiteg mat de Lycéeën? Hei maacht Der net nëmme verschidde Filièren op, mee hei baut Der direkt verschidde Schoulen! Dass d'Europaschoulen an déi traditionell Schoulen ëmmer nach total parallell zuenee lafen, ouni Konzept fir eng Zesummeféierung, ass e Risiko fir den Zesummenhalt vun eiser Gesellschaft. An ech mengen, Dir wësst dat! Ech menge schonn, dass Dir dat genee wësst, well soss hätt Der Iech beim Projet ALPHA net esou staarkgemaach fir déi gemëschte Klassen – a fir d'Lëtzebuergescht natierlech.

Ech sinn duerfir iwwerzeegt, dass mer an Zukunft aus den Erfarunge vum Projet ALPHA solle léieren, fir net nëmmen am Fondamental, mee och am Lycée gemëschte Klassen ze hunn. D'ëffentlech Schoul muss eng Plaz sinn, wou sech Kanner mat verschiddensten Hannergrënn begéinen an zesumme léieren. An de Projet ALPHA baséiert jo genee op deem doten Usaz, wat immens ass, mee de System hält dann einfach iergendwann op. An dat musse mer änneren!

Aus deem Grond, Här President, géif ech gären eng zweet Motioun deposéieren, ...

Motion 3

La Chambre des Députés,

– considérant que le projet « ALPHA – zesumme wuessen » prévoit que les élèves, bien qu'alphabétisés en groupes séparés selon la langue d'apprentissage, poursuivent leur scolarité ensemble dans la majorité des disciplines non linguistiques, préservant ainsi la cohésion du groupe-classe ;

– saluant la place centrale accordée à la langue luxembourgeoise en tant que langue d'intégration et de communication commune au sein de la classe, favorisant ainsi le vivre-ensemble et le sentiment d'appartenance de tous les élèves indépendamment de la langue d'alphabétisation choisie ;

– constatant toutefois que l'approche des classes mixtes et le rôle intégrateur de la langue luxembourgeoise, mis en avant dans le projet « ALPHA – zesumme wuessen », ne se poursuivent pas de manière cohérente dans l'enseignement secondaire ;

– relevant qu'il existe au Luxembourg une séparation croissante entre les écoles européennes et les écoles dites

traditionnelles, accentuée par la construction continue de nouvelles écoles européennes ;

– notant que dans les écoles européennes, la langue luxembourgeoise n'assume pas le même rôle de langue d'intégration et de communication commune que celui qui lui est attribué dans le cadre du projet « ALPHA – zesumme wuessen »,

invite le Gouvernement à

– présenter dans les meilleurs délais un concept détaillant comment assurer et renforcer, également dans l'enseignement secondaire, la cohésion sociale et l'intégration par le biais de classes heterogènes et de la valorisation de la langue luxembourgeoise en tant que langue commune.

(s.) Francine Closener, Georges Engel, Claude Haagen, Ben Polidori.

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

Mme Francine Closener (LSAP) | ... zu där ech och natierlech direkt eppes wéilt soen.

Mir fuerderen d'Regierung hei op, an noer Zukunft e Konzept ze presentéieren, aus deem ervirgeet, wéi och am Secondaire d'Cohésion sociale an d'Integratioun solle gestäerkt ginn duerch geméschte Klassen an d'Opwäertung vum Lëtzebuergeschen.

Firwat hale mer mat deem System vun de geméschte Klassen nom Fondamental op? Schonn haut hu mer am Lycée Coursen, zum Beispill an der Philo, wou d'Schüler hir Prüfungen an där Sprooch kënne schreiwen, déi hinnen am beschte läit, well et jo kee Sproochentest soll sinn, mee well et ëm den Inhalt geet. Déi Jonk léieren zesummen an enger Klass a kënnen awer déi Sprooch notzen, an där si sech am beschte kënnen ausdrécken.

Ma dat kéinte mer jo ausbauen! Amplaz dass däitsch, franséisch an englesch Filièren niewenteneen opgemaach ginn, déi getrennt vunenee funktionéieren, kéinte mer, d'selwecht wéi beim Projet ALPHA, och am Secondaire e System encouragéieren, an deem d'Schüler deelweis getrennt an deelweis zesummen enseignéiert ginn.

(Interruption par la présidence)

Ech deelen déi Suerg vu Verschiddenen heibannen, datt mam Projet ALPHA d'Kanner an d'Gesellschaft gespléckt géife ginn, nämlech net! En ze grousse Fokus op d'Europaschoule spléckt eise Schoulsystem. An déi extreem Bildungsbarriären, déi et ëmmer nach an eisem Schoulsystem gëtt, déi splécken eis Kanner. Gemeinsam Coursen op Lëtzebuergesch splécke se net!

An der Diskussioun ronderëm de Projet ALPHA gëtt gäre gemaach, wéi wann d'Kanner haut all ganz harmonesch géifen zesumme léieren, vu verschiddene Géigner. Mee esou ass et jo net. Et ass guer net esou!

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Closener ...

Mme Francine Closener (LSAP) | Haut gi se vläicht net an der Klass getrennt, mee se ginn awer sozial getrennt: duerch Bildungsënnerscheeder an Akommesënnerscheeder vun de Familljen. Ass dat besser? Ech mengen net.

Ech sinn dofir wierklech iwwerzeegt, dass déi geméschte Klassen an de Fokus op d'Lëtzebuergescht e ganz, ganz gudden Usaz sinn. An ech proposéieren dofir, Pisten auszeschaffen, wéi een dëse Modell op d'Lycéeë kéint iwwerdroen.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Closener, Dir misst elo zum Schluss kommen, wannechgelift.

Mme Francine Closener (LSAP) | Ech kréien nach allkéiers 3 Minutten zu de Motiounen.

M. Claude Wiseler, Président | Nee, nee, nee.

Une voix | Nee.

M. Claude Wiseler, Président | Dir hutt am Ganze fir d'Motioune 5 Minutten zegutt.

Mme Francine Closener (LSAP) | A, ech hu geduecht, pro Motioun hätt een 3 Minutten.

M. Claude Wiseler, Président | An déi kommen normalerweis duerno. Dat heescht, probéiert elo, dat schnell fäerdegzemaachen. Dono kënnt Der nach eng Kéier kommen.

Mme Francine Closener (LSAP) | Ech probéieren elo, dat ganz schnell fäerdeg ze maachen. Also, da muss ech e bëssen hei iwwersprangen.

D'Gewerkschafte warnen dervir, dass d'Ëmsetzung vum Projet ALPHA eng Verschlechterung vun der Prise en charge vu méi schwaache Kanner a vu Kanner mat spezifesche Besoine mat sech bréngt. Wa keng Säll méi fräi sinn, wou sech e puer Kanner fir den Appui pédagogique zréckzéie kënnen, da kann een net gutt schaffen. A wann d'Enseignanten dann och nach generell manner Appuistonnen hale kënnen, well en Deel vun dëse Stonnen an Enseignement direct muss ëmgewandelt ginn, dann huet ee ganz séier e Problem.

Natierlech wäert dat eent oder anert Kand duerch de Projet ALPHA op manner Ënnerstëtzung ugewise sinn, mee fir déi grouss Majoritéit ass dat awer net esou. De Projet ALPHA mécht den Appui wierklech net iwwerflësseg.

Mir hunn dës Bedenke schonn e puermol geäussert, dass den Appui net ënnert dem Projet ALPHA däerf leiden. Den Terrain mécht dat awer nervös, well dat awer an enger PowerPoint-Presentatioun iwwert de Projet ALPHA drastoung. Duerfir muss ech soen: Dat mécht eis och nervös. An duerfir ass et eis ganz, ganz wichteg, dass mer deen Engagement, dee mer scho vum Minister mëndlech kruten, och op Pabeier kriten, andeems mer d'Regierung invitéieren, zesumme mat de Gemengen an de Regionaldirektioune sécherzestellen, datt d'Prise en charge vu Kanner, déi op zousätzlech Ënnerstëtzung ugewise sinn, sech duerch de Projet ALPHA net ännert, an deemno och d'Appuistonne fir déi, déi se brauchen, net erofginn.

Une voix | Très bien!

Mme Francine Closener (LSAP) | Ech hoffen, dass mer eis alleguerten eens sinn, dass dat eng Mindestufuerderung ass. An ech denken, et wier e ganz staarkt Signal un den Terrain, un d'Gewerkschaften, un de Syvicol, déi jo och zu dëse Punkten nach all hir Bedenken äusseren.

Ech géif duerfir och bieden, Här President, dass mer dës Motioun ...

Motion 4

La Chambre des Députés,

– rappelant que l'État a le devoir de garantir un système d'enseignement public dans lequel chaque élève, indépendamment de son origine ou de sa situation socioéconomique, bénéficie de perspectives de réussite équitables ;

– considérant que la composition de la population scolaire luxembourgeoise s'est diversifiée de manière croissante ces dernières années et que la pluralité linguistique, culturelle et sociale caractérisant le pays constitue un défi majeur pour le secteur éducatif ;

– constatant que le « Rapport national sur l'éducation Luxembourg 2024 » met en exergue les limites du système éducatif luxembourgeois, dont la nature sélective et stratifiée ne permet pas encore de pallier pleinement les désavantages structurels auxquels sont confrontés certains groupes à risque, notamment les enfants issus de milieux socioéconomiquement défavorisés ainsi que ceux présentant des parcours migratoires spécifiques, les facteurs socioéconomiques jouant un rôle particulièrement déterminant ;

– saluant, dans ce contexte, les initiatives déjà entreprises par le Gouvernement visant à diversifier l'offre éducative afin de refléter la richesse et la variété des aptitudes, des centres d'intérêt et des parcours linguistiques des élèves ;

– considérant que la possibilité d'offrir, parallèlement à l'alphabétisation en allemand, une alphabétisation en langue française constitue une avancée significative permettant de mieux tenir compte de la diversité des profils linguistiques des élèves et de valoriser les compétences langagières déjà acquises dans leur environnement familial et social, favorisant ainsi une entrée dans l'écrit plus accessible et motivante pour certains apprenants ;

– constatant avec préoccupation que les syndicats soulignent la pénurie actuelle de personnel qualifié en matière d'accompagnement linguistique, de soutien pédagogique et de différenciation, et craignent que le projet d'alphabétisation ne puisse aggraver cette situation en nécessitant des ressources humaines supplémentaires dont le système éducatif ne dispose pas encore suffisamment ;

– constatant que le rapport « Contingent – Évaluation et perspectives pour plus d'équité des chances dans l'enseignement fondamental » publié par l'Observatoire national de l'enfance, de la jeunesse et de la qualité scolaire relève à la page 18 que les paramètres de base du contingent sont restés inchangés depuis l'introduction du contingent, de sorte que leur importance a relativement diminué au fil du temps et que cette tendance pourrait se renforcer avec la généralisation de l'alphabétisation en français à l'échelle nationale, moment auquel une adaptation plus fondamentale du mécanisme du contingent serait judicieuse ;

– tenant compte des inquiétudes exprimées par les syndicats et les communes selon lesquelles la mise en œuvre du projet d'alphabétisation pourrait engendrer des difficultés en termes d'espaces et de locaux adaptés dans certains établissements scolaires, dans la mesure où le déploiement de groupes d'alphabétisation distincts nécessitera des salles supplémentaires dont les infrastructures scolaires actuelles ne disposent pas toujours en nombre suffisant ;

– considérant que les cours d'appui constituent un instrument pédagogique essentiel permettant d'accompagner de manière ciblée les élèves rencontrant des difficultés d'apprentissage spécifiques, en leur offrant un soutien individualisé qui favorise la consolidation des acquis, renforce la confiance en leurs capacités et contribue à prévenir l'accumulation de lacunes susceptibles de compromettre leur parcours scolaire ultérieur ainsi qu'à réduire les inégalités de réussite ;

– soulignant que le projet « ALPHA – zesumme wuessen », bien qu'il puisse alléger les besoins d'accompagnement pour un certain nombre d'élèves en leur offrant une voie d'alphabétisation mieux adaptée à leur profil linguistique, ne saurait réduire le besoin d'un soutien pédagogique ciblé pour un nombre considérable d'apprenants, dans la mesure où les difficultés scolaires procèdent rarement de la seule question de la langue d'alphabétisation, mais trouvent leur origine dans une multiplicité de facteurs socioéconomiques, culturels et individuels ; que par conséquent, toute réduction des ressources allouées aux cours d'appui et à la différenciation serait contreproductive, d'autant plus que le dispositif des cours d'appui demeure d'ores et déjà sous-dimensionné au regard des besoins réels,

invite le Gouvernement à

– garantir qu'un nombre suffisant de personnel dûment qualifié et possédant les compétences pédagogiques requises soit disponible pour assurer la mise en œuvre généralisée du projet « ALPHA – zesumme wuessen », en créant

les conditions nécessaires en matière de recrutement, de formation initiale et continue ainsi que d'attractivité de la profession enseignante ;

– garantir, en étroite collaboration avec les communes et les directions régionales, que la mise en œuvre généralisée du projet « ALPHA – zesumme wuessen » ne se traduise pas par une réduction du temps dédié aux cours d'appui mis à disposition des élèves – le cas échéant, en envisageant une adaptation du mécanisme du contingent ;

– s'assurer, en soutenant, le cas échéant, les communes, que chaque établissement dispose d'un nombre adéquat de salles pour répondre aux besoins du projet d'alphabétisation et que chaque enfant puisse être scolarisé dans des espaces pédagogiques appropriés.

(s.) Francine Closener, Georges Engel, Claude Haagen, Ben Polidori.

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

Mme Francine Closener (LSAP) | Voilà.

... zum Appui virun dem Projet de loi zur Ofstëmmung bréngen. Mir kéinten heimadder wierklech weisen, dass mer nogelauschtert hunn, dass mer d'Bedenken eescht huelen an d'Regierung an d'Flicht huelen, dass et net zu Verschlechterunge kënnt, virun deenen esou vill Acteure warnen. Sollte mer dat net hikréien, wäert d'LSAP sech leider mussen enthalen.

A fir mam Faust opzehalen: „Die Botschaft hör' ich wohl, allein mir fehlt der Glaube." Ech gleewen et eréischt, wann ech et schwaarz op wäiss hunn a wann et vun der Majoritéit gestëmmt ass. À vous de voir.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener.

Ech hunn Iech elo déi Minutten, déi Der hat fir d'Motioun an d'Resolutiounen, ausnamsweis hei bäiginn. Dat wëll ech just als Remark soen.

(Interruptions par M. Mars Di Bartolomeo)

Dofir musst Der Iech herno ganz kuerz hale bei esou engem wichtegen Debat.

(Interruptions)

Jo, Här Mars Di Bartolomeo.

Plusieurs voix | Très bien!

Une voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Da komme mer zum nächsten ageschriwwene Riedner, dem Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, Dir hutt ganz Recht, Här President, et ass e ganz wichtegen Debat. Et ass e ganz wichtege Punkt, deen haut hei um Ordre du jour steet, well et dach awer grouss, krass, elementar Aschnëtter doranner bedeit, wéi mir eis Schoul kennen, an de System an awer och an eis Gesellschaft, souguer an eis Identitéit, an d'soziaalt Zesummeliewen. An dat hei ass jo warscheinlech och just een éischte Schrëtt. A wuer d'Rees eis hiféiert, dat ass am Fong déi Fro, déi mer eis am meeschte misste stellen. Sécherlech ëmmer méi an déi falsch Richtung.

Et hätt ee sech och erwaart, dass bei esou engem wichtege Projet och de Premierminister vläicht e Wuert derzou gesot hätt.

(Exclamations)

Hie war dee groussen Absent hei bei dëser Saach. An dat fannen ech immens schued, wa bei engem Punkt ...

(Interruptions)

... bei engem Punkt ... Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift, den Här Keup huet d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Hei sinn e puer Kolleege grondsätzlech där Meenung, mengen ech, dass dat esou ass. Mee ech fannen, dass et hei grad bei dësem Punkt der Wichtegkeet entspriechend gutt gewiescht wier.

(Interruption)

Déi Debatt hei suivéiere mir scho ganz laang. Ech hu selwer ganz laang Schoul gehalen a war schoulpolitesch scho vu Klengem un ëmmer ganz mat dran. Ech hu scho ganz fréi op Problemer opmierksam gemaach, déi kéinten entstoe mat esou enger franséischer Alphabetiséierung. Mir hunn als ADR Artikele gemaach, Pressekonferenzen, Videoen, all déi lescht Joren, et ëmmer erëm widderholl.

Leider ass et awer soss net zu enger grousser Debatt dobausse komm, bis op vläicht elo déi leschten dräi, véier Wochen. Dat ass schued, well grad esou e Punkt hätt eng wichteg, eng grouss Debatt vu jiddwerengem gefuerdert. An duerfir, mengen ech, wier dat hei och zum Beispill ee vun de Punkten, wou een onbedéngt hätt missen e Referendum organiséieren, ...

(Interruptions)

... wou d'Vollek demokratesch decidéiert hätt, ob dat heite soll agefouert ginn oder net! D'Vollek froen, dat ass natierlech net dem Gusto no vu ganz ville Leit heibannen.

Une voix | A jo!

M. Fred Keup (ADR) | Mir sinn op jidde Fall der Meenung, dass et ëmmer gutt ass, d'Vollek ze froen.

Une voix | Genau!

(Brouhaha)

M. Fred Keup (ADR) | Ech soen Iech elo ... A véier Punkte wäert ech Iech elo erklären, firwat mir géint dëse Projet sinn.

Dat éischt Fro, déi ee stelle muss, ass: Bréngt et hei wierklech eppes? Mir hunn déi lescht Joren en immense Bashing op eisen traditionelle Schoulsystem erlieft, deen ëmmer nëmme schlechtgeriet ginn ass, deen awer am Fong immens gutt war a sengen Originnen an och haut nach gutt fonctionéiert.

Mir hunn och, wat zum Beispill déi Kanner ugeet, déi aus der Migratioun stamen, där et der jo ëmmer méi gëtt, immens vill Beispiller an och quantitativ immens vill Leit, déi hir Schoul hei gepackt hunn, vun der portugisescher Immigratioun, italieenescher, jugoslawescher, vu wou och ëmmer, déi am Lëtzebuerger Schoulsystem exzellent Resultater gewisen hunn. An haut hutt Der hei am Land portugisesch Dokteren, Affekoten – vun allem! Leit, déi hir Schoul gutt gepackt hunn. Ech och a mengem noe Familljenëmfeld – dat wësst Der vläicht – an Dir bestëmmt och. Et ass also net esou, wéi wann dat heiten déi grouss Hürd wier!

Jo, mir hunn héich schoulesch Ufuerderungen – ëmmer. A mir waren ëmmer houfreg op eis Sproochekompetenzen. An haut gëtt ... Säit Jore ginn déi sougenannt Sproochekompetenzen net méi als Chance ergraff, mee als Barriär. D'Sprooche ginn als Barriär am Schoulsystem bezeechent. An a mengen Aen, wann eppes populistesch ass, ass et grad dat: elo d'Sproochen als eng Barriär ze bezeechnen, wou se dach awer eng Chance sinn. D'Schoul ass also da schold.

Mir hunn am Däitschen ee grousse Virdeel bei der Alphabetiséierung, dat ass, dass et am Däitsche genee oder bal genee esou geschriwwe gëtt wéi och geschwat. Dat ass eppes, wat am Franséischen net de Fall ass. An duerfir sinn d'Resultater am Allgemengen, an dat soen international Etüden, bei enger franséischer Alphabetiséierung méi schlecht.

Mee et ass emol net de Punkt, a wéi enger Sprooch alphabetiséiert gëtt, dee wichteg ass. An dat ass och hei schonn e bëssen ugeklongen. Mir änneren, mee et wäert hei net vill änneren! Well dee grousse Punkt, firwat Schüler et an der Schoul net packen, dat ass de Krittär vum sozioökonomeschen Hannergrond a wéi bildungsno d'Eltere sinn oder net. An et ass net d'Sprooch, déi een doheem schwätzt. Dat weisen nämlech och ganz vill Etüden. An dat ass och eng Realitéit!

An et sollt een ophale mat där Sozialromantik, ze soen, mir géifen elo hei eppes maachen an da géif et op eemol jiddwerengem besser goen! „Fir déi aarm Auslännerkanner, déi et awer an eisem traditionelle System net packe kënnen, well déi et net kënnen." Wat se jo awer beweisen, dass se et kënnen, ne! An elo solle mer dat da méi einfach maachen. A mir maachen hinnen domadder kee Gefalen.

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Dat ass net gutt.

An iwwregens: A Frankräich gëtt op Franséisch alphabetiséiert, an et gëtt trotzdeem ganz vill Schüler, déi et net packen an déi a Frankräich an der Schoul echouéieren – Fransousen.

Zweete Punkt: Mir erliewen hei eng Trennung. Do, wou d'Schüler elo ëmmer zesumme waren, gi se elo a véier Cyclë getrennt, wou se da vum traditionell éischte Schouljoer bis d'véiert Schouljoer iwwert d'Hallschent vun de Stonnen net méi zesumme wäerte sinn. Si wäerte getrennt sinn. An dat fanne mir fundamental net gutt, well mer der Meenung sinn: Grad an engem Land mat esou villen Auslännerkanner muss et, fir d'Integratioun ze garantéieren, esou sinn, dass d'Kanner zesummen an enger Schoulbänk sëtzen an ee mat deem anere gemeinsam alles léiert an zesumme schafft. Domadder kréie mer och eng staark Gesellschaft an eng staark Cohésion sociale.

Dat ass fir mech dat Allerwichtegst hei bei dësem Projet. An ech wiere mech wierklech dergéint, dass mer ufänken, d'Kanner ze trennen. Well hei wäert et jo net domadder ophalen. Dir wäert gesinn, ech soen Iech dat elo, et dierf een net naiv sinn: Dee Projet hei, do ass eppes drun, dass dat ëmmer weidergefouert gëtt an dass déi Trennung ëmmer méi staark gëtt. Mir maachen hei d'Béchs vun der Pandora op, an dat ass net gutt! Et féiert zu Segregatioun, et féiert zu Parallellgesellschaften. An dann nennt een dee Pilotprojet och nach „zesumme wuessen", wou een d'Schüler, déi deemools ëmmer zesumme waren, elo trennt.

Dat ass sécherlech net gutt. Grad fir e Land wéi Lëtzebuerg, wou jo awer d'Integratioun déi lescht Joerzéngten am Fong exzellent fonctionéiert huet – grad iwwert d'Schoul an iwwert d'Kanner. An dat ass de grousse Meritt vun der Lëtzebuerger Schoul, ...

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | ... mat der Dräisproochegkeet, déi se garantéiert huet.

An dann den drëtte Punkt. Do geet et ëm d'Sproochen. Et soll een net einfach kuerzfristeg denken, mee och laangfristeg. D'Frankofoniséierung, dat ass dat, wat nämlech stattfënnt. Mir hunn hei am Endeffekt, wat ee géif op Franséisch nennen: eng „Intégration à l'envers". De Punkt ass elo: Mir kommen elo an eng Situatioun, wou een also seet: „D'Lëtzebuerger musse sech upassen an net méi déi Leit, déi heihinner kommen." An dat ass d'Intégration à l'envers.

(Interruptions)

An ech kommen nach kuerz drop zréck. Et ass eng Benodeelegung, déi dat mat sech zitt. Mir hunn dat iwwert déi lescht Joren ëmmer erëm gesinn: eng Frankofoniséierung, déi mer kruten.

Fir d'eischt d'Franséischt an de Crèchen. An de Crèchen ass am Ufank gesot ginn: „Déi solle méisproocheg sinn. Dat ass fir méi Lëtzebuergesch." Haut wësse mer, dass an deenen allermeeschte Crèchen hei am Land ganz e bëssen, wann iwwerhaapt, Lëtzebuergesch geschwat gëtt. An dee System, deen agefouert ginn ass hei an der Chamber, och vum Här Meisch, huet ni fonctionéiert. Am Endeffekt ass et ënnert dem Stréch Franséisch an de Crèchen.

Du krute mer nach Franséisch an der Spillschoul.

Franséisch an der Beruffsausbildung.

Franséisch an der Educateursausbildung. Wann Der just Däitsch kënnt, da kënnt Der keng Educateursausbildung maachen, mee wann Der just Franséisch kënnt, da kënnt Der awer.

An dann ass de Sproochenniveau, fir Lëtzebuerger ze ginn, erofgesat ginn.

Just nach international Schoule ginn opgemaach.

A beim Staat ginn och ëmmer méi Leit agestallt – an dat ass e ganz wichtege Punkt –, déi kee Lëtzebuergesch oder Däitsch méi kënnen, wou also just nach eng Sprooch zielt, an net méi déi dräi, wéi virdru gesot ginn ass, mee nëmme méi just eng Sprooch, an dat ass d'Franséischt! Dat geet iwwerall am Staat ëmmer méi ronderëm sech an an all de Secteuren, déi affiliéiert sinn: d'CFL, d'Spuerkeess, d'Luxair, a sou weider a sou fort. Bei der Post, wou ee fréier ëmmer huet musse Lëtzebuergesch an Däitsch schwätzen, do ass et elo just nach Franséisch.

An dat ass de grousse Problem! Dat ass do, wou d'Chancëgerechtegkeet an d'Chancëgläichheet verluer ginn. Well de Lëtzebuerger, deen net méi gutt am Franséischen ass, wuer geet deen dann nach hin? Wann deen eenzege Krittär nach déi franséisch Sprooch ass a wann d'Lëtzebuergescht an d'Däitscht net méi gefrot ginn, dann ass et ganz kloer: De Lëtzebuerger an esou enger Gesellschaft – an zemools deen, deen net gutt am Franséischen ass, an där gëtt et der vill –, dee verléiert! An dat ass d'Benodeelegung, déi hei mat dësem System nach méi zementéiert gëtt a weidergefouert gëtt. Duerfir si mer do absolutt dergéint.

Mir sinn och der Meenung, dass dat hei laangfristeg wäert derzou féieren, dass d'Däitscht ëmmer méi wäert verschwannen. D'Däitscht ass elo schonn an enger schwaacher Positioun. A wann d'Däitscht verschwënnt, da wäert och d'Lëtzebuergescht verschwannen. D'Lëtzebuergescht konnt ëmmer nëmmen hei am Land existéieren an enger Balance tëschent dem Franséischen an dem Däitschen.

(Interruptions)

Well mer déi zwou staark Sproochen haten, konnt d'Lëtzebuergescht do an där Nisch evoluéieren. Hätte mer just eng vun deenen zwou gehat, da wier d'Lëtzebuergescht warscheinlech scho vill éischter ewechgedrängt ginn.

Et ass also wichteg, e Gläichgewiicht ze halen, net nëmmen an der Schoul, mee och am gesellschaftleche Liewen, och beim Staat, iwwerall, zwëschent dem Däitschen an dem Franséischen, well mir riskéieren hei, Däitsch ze verléieren. An et kann ee jo och denken, dass dat gewollt ass, well den Här Meisch hat eng Kéier gesot, et misst een awer préiwen, wéi eng Sproochen een iwwerhaapt nach wéilt hei bäibehalen.

(Interruption)

D'Fundament, wat duerno mat de Lycéeë geschitt, dat ass och eng gutt Fro. Warscheinlech sollen déi an hirer jëtzeger Form och verschwannen.

Dann nach ganz kuerz zu dem Projet. Ech hunn och nach zwou Motiounen, Här President. D'Kriticken um Projet: Ganz einfach, de Pilotprojet ass net ofgeschloss! D'Erkenntnisser sinn net do, si kënnen net do sinn, si kéinten eréischt do sinn, wann déi éischt Kanner schonn am Lycée sinn. Si se net! De Projet ass just a véier Schoule gemaach ginn, dat si véier Schoulen, déi absolutt net representativ sinn. Dat si véier Schoulen, déi sech ganz staark änelen an déi éischter am méi schwaache Beräich unzesidele sinn. Firwat huet een net de Projet op aner Schoulen ausgebaut? Dann hätt ee kënne besser Erkenntnisser hunn. Pedagogesch ass doduerch d'wëssenschaftlech Grondlag och immens dënn an déi Entscheedungen, déi hei getraff gi sinn, kann een am Fong net wierklech novollzéien.

Da soll am Zyklus 4 erëm zesummegefouert ginn. Och dat ass nach net geschitt. Mir wësse guer net, wéi dat duerno wäert geschéien. Och do ass de Projet nach net wierklech ukomm. Wann nämlech déi Kanner zesummekommen an dann de Schoulmeeschter oder d'Léierin an enger Klass mat deene selwechte Kanner muss op Franséisch, op Däitsch an op Lëtzebuergesch erklären, wéi soll dat fonctionéieren an der Praxis? Och dat ass nach net gemaach ginn.

Dann, fënneftens, da gesäit een, dass gesot ginn ass, d'Kanner wieren dann op engem gläichen Niveau no der Primärschoul. Och dat ass warscheinlech net de Fall, an dat ass och scho gesot ginn.

A wann een elo d'Ëmsetzung vum Projet kuckt, déi komplett iwwerstierzt ass, da kann ee just der Staatsbeamtekummer Merci soen, dass déi soen, et soll een de Projet net matstëmmen. Dat sinn nämlech déi Leit, d'Staatsbeamtekummer, déi dat hei um Terrain sollen ëmsetzen. Majo, gesitt Der, déi sinn dergéint! An dat ass, mengen ech, e ganz wichtege Punkt, deen een net dierf hei vergiesse bei där ganzer Saach.

Grosso modo gëtt hei eppes komplett iwwerstierzt, wat eisem Land wäert schueden, eisem Zesummenhalt, och eiser Kultur, déi mer hunn, eiser Dräisproochegkeet, deem Gläichgewiicht zwëschent dem Däitschen an dem Franséischen. Dat sinn immens Geforen.

An ech sinn einfach wierklech verwonnert an och e bësse rosen iwwert déi Naivitéit, wéi Verschiddener heirun eruginn, wéi wann elo op eemol dat doten alles géif verbesseren. Dat wäert net de Fall sinn! An ech hoffen, dass mer eng Kéier heirobber zréckkommen an dass mer dat hei eng Kéier vläicht kënnen no Méiglechkeet erëm änneren, verbesseren.

Mee ech wëll nach e Wuert soen, ganz kuerz: Eise Schoulsystem, wéi mer en hunn a wéi mer en haten, deen ass absolutt net esou schlecht, wéi en ëmmer hei gemaach gëtt. Deen huet seng Meritte bewisen, an deen heiten, ...

(Interruptions)

... deen neien, deen huet seng Meritten nach net bewisen! Deen huet seng Meritten nach net bewisen, an duerfir hätt een dat ni dierfen elo esou aféieren!

Ech hunn nach zwou Motioune matbruecht. Ech soe ganz kuerz, ëm wat et geet. Bei där enger geet et drëms, dass mer och an Zukunft dru festhalen, dass d'Léierpersonal an der Primärschoul ganz gutt, exzellent Lëtzebuergeschkenntnisser muss virweisen, fir dass mer net an d'Gefor kommen, dass op eemol gesot gëtt: „O, mee wa mer op Franséisch alphabetiséieren, kënne mer jo direkt och franséischt Schoulpersonal astellen." Dat wier jo dann eng logesch Suite dovunner. Wat awer net gutt wier!

An déi zweet Saach ass déi, dass dee Projet hei evaluéiert gëtt an dass mer eis virhuelen, dass mer dee Projet, wann et muss sinn, och ëmänneren oder souguer erëm duerch dee System, dee mer elo hunn, ersetzen.

Ech soen Iech Merci.

Motion 5

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– de Pilotprojet ALPHA just a véier Gemengen duerchgefouert gouf, déi kengesweegs representativ fir d'Gesamtstruktur vun der Bevëlkerung sinn;

– d'Regierung et ofgeleent huet, dee Pilotprojet op aner Gemengen auszedeenen, fir méi representativ a schlësseg Resultater vun där Reform ze erméiglechen,

ass sech bewosst, datt

– eng landeswäit Aféierung vun der Optioun „Alphabetiséierung op Franséisch", déi vun 2026 u gëllt, eng Reform duerstellt, där hir Konsequenzen am Moment nach net ofzeschätze sinn;

– d'Gefor besteet, datt vill Kanner, déi op Franséisch alphabetiséiert ginn, no der Primärschoul net genuch Däitschkenntnesser wäerten hunn, fir am Secondaire ze bestoen;

– eng landeswäit Aféierung vun der Optioun „Alphabetiséierung op Franséisch" zugläich d'Gefor a sech dréit, dass d'Roll vum Lëtzebuergeschen am Fondamental ofhuele wäert,

fuerdert d'Regierung op,

– eng ëmfaassend Evaluéierung vun der landeswäiter Ëmsetzung vum „Projet ALPHA" bannent fënnef Joer no Akraafttriede vun der Reform duerchféieren ze loossen;

– d'Resultater vun der Evaluéierung dem Parlament virzeleeën;

– gegeebenefalls gëeegent legislativ oder regulatoresch Moossname virzegesinn, fir d'Reform ganz oder deelweis unzepassen oder réckgängeg ze maachen, sollt d'Evaluéierung zu engem insgesamt negative Fazit kommen.

(s.) Fred Keup.

Motion 6

D'Chamber stellt fest,

– dass Lëtzebuergesch en zentrale Bestanddeel vun der nationaler Identitéit a vum sozialen Zesummenhalt zu Lëtzebuerg ass;

– dass Lëtzebuergesch an der Primärschoul eng fundamental Roll fir déi sproochlech, kulturell a gesellschaftlech Integratioun vun de Kanner spillt;

– dass Schoulmeeschteren a Léierinnen am deeglechen Unterrecht wéi och an der Kommunikatioun mat de Kanner, den Elteren an den anere Léierpersoune staark vun enger vollstänneger Beherrschung vum Lëtzebuergesche profitéieren,

ass sech bewosst, dass

– d'Sécherstellung vun dëser Kompetenz e wichtege Bestanddeel vum Rekrutéierungssystem am Fondamental ass an dat am Intressi vun de Kanner wéi och vum gesamten ëffentleche Schoulwiesen och weiderhi bleiwe muss,

fuerdert d'Regierung op,

– sécherzestellen, dass och an Zukunft ausschliisslech Léierpersounen am Fondamental agestallt kënne ginn, déi iwwer en noweislech héijen, der Unterrechtspraxis ugemiessenen Niveau am Lëtzebuergesche verfügen;

– déi bestoend Examens- an Unerkennungsmodalitéite reegelméisseg ze evaluéieren a gegeebenefalls unzepassen, fir e konstant héije Sproochniveau vun de Léierpersounen ze garantéieren;

– d'Parlament reegelméisseg iwwert d'Wierksamkeet vun de bestoende sproochlechen Ufuerderunge wéi och iwwert deenen hiren Afloss op d'Unterrechtsqualitéit ze informéieren.

(s.) Fred Keup.

Plusieurs voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Ech maachen Iech just drop opmierksam, datt Dir och d'Zäit vun Äre Motioune quasiment opgebraucht hutt.

Une voix | Här President, ech wollt eng Fro stellen.

M. Claude Wiseler, Président | Et sinn zwou Froen, déi hei ugemellt gi sinn. Här Keup, sidd Der bereet, déi ze beäntweren?

M. Fred Keup (ADR) | Natierlech.

M. Claude Wiseler, Président | Fir d'éischt ass et den Här Marques an duerno den Här Baum.

M. Ricardo Marques (CSV) | Merci, Här President. Jo, ech probéieren, e bëssen op d'Fakten nees zréckzekommen. An Dir hutt ...

(Interruption)

Also, mir probéieren, hei Bildungspolitick ze maachen a keng Identitéitspolitick. D'Kanner hunn e Recht drop, dass mer och den Ënnerscheed do maachen.

An ech wollt Iech eng Fro stellen. Dir sot, Däitsch géif hei verschwannen am Projet ALPHA. Kënnt Dir mir soen, wou genee am Projet ALPHA, esou wéi en hei deposéiert ginn ass a wéi mir en an der Kommissioun beschwat hunn, déi däitsch Sprooch hei géif verschwannen? Et géif mech wierklech interesséieren, wourun Der dat moosst. Well dat hunn ech net esou interpretéiert.

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Majo, ganz einfach, Här Marques, et kann een esou wäit kucken, et kann een och e bësse méi wäit kucken. Hei am Land, zënter Joren, zënter Joerzéngten, hëlt dat Däitscht am Allgemengen of. Dir hat fréier vill méi op Däitsch, haut hutt Der dat vill manner an Dir hutt vill méi op Franséisch.

An hei ass erëm eng kleng Dier, déi opgemaach gëtt. Dir wësst, et ass jo an der Politick ganz oft esou: Mir maachen eng Dier op, an da méi spéit maache mer nach eng Dier op. An da maache mer nach eng Dier op. An op eemol ass et geschitt, da freet jiddwereen sech: Wéi war et méiglech? Dat ass zum Beispill geschitt mat de Sproochekonditiounen, fir bei de Staat schaffen ze goen, wou dat lues a lues a lues erofgesat ginn ass.

An hei muss ee jo awer elo keen Zukunftsvisionär sinn, fir ze wëssen, dass dat hei au détriment vum Däitsche wäert goen, well d'Franséischt haut hei an eiser Gesellschaft einfach esou eng erdréckend staark Roll spillt, dass déi däitsch Alphabetiséierung, Däitsch ze léieren, iwwer eng laang Zäit net méi wäert attraktiv sinn, weeder fir d'Elteren nach fir d'Kanner. An hei maache mer déi Dier op.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech wollt den Här Keup froen ... Ech hunn elo mat ganz groussem Erstaunen héieren, datt den Här Keup gesot huet, datt eise Schoulsystem anscheinend guer net esou schlecht wier. Ech wollt den Här Keup froen, wéi dat vereenbar ass mat der Positioun, déi d'ADR bis elo ëmmer hat, wa se ëmmer dovunner geschwat huet, datt eise Schoulsystem en Nivellement vers le bas géif erfueren, datt en ëmmer méi schlecht géif ginn, wann Der sot, eise Schoulsystem wier net esou schlecht. Dat si fir mech, zumindest als naiven Zuhörer, zwou kontradiktoresch Haltungen!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Äert Erstaunen erstaunt mech elo net, mee ech erklären Iech et ganz kuerz.

(Hilarité)

Et ass esou: Eise Schoulsystem war ëmmer ganz gutt. A mir hunn an de leschten 10, 15 Joer eng ganz Partie Reforme gemaach, déi mir kritiséiert hunn, well déi Reformen ënnert dem Stréch en Nivellement vers le bas bedeit hunn, deen net gutt war an deen eisem Land an de Kanner och net zeguttkënnt. Dat waren awer déi Reformen, déi an de leschte Jore gemaach gi sinn.

Mee am Grond ass eis Schoul, wéi se ëmmer war a wéi se och nach ass, dat muss een awer soen, trotz deene Reformen, déi ëm net gutt gedoen hunn, ass eise Schoulsystem nach ëmmer gutt, duerch déi enorm Sproochekompetenzen, déi d'Schüler alleguer kréien, méi wéi an all anerem Land. An iwwerall gitt Der bestaunt dofir. An och déi Auslänner, déi hei opwuessen, gi bestaunt dofir. An dat, mengen ech, mécht eise Schoulsystem eemoleg a gutt.

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Wagner wollt och nach ... Nee, den Här Wagner wollt keng Fro méi stellen.

(Interruption par M. David Wagner)

Ok. Très bien. Dann ass deen nächsten ageschriwwene Riedner den Här Meris Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir wësse säit Joerzéngten, datt de soziale Lift am Schoulsystem net méi richteg fonctionéiert. En dréit schonn haut reell an dauerhaft derzou bäi, dass et eng Trennung vun eiser Gesellschaft gëtt nom sproochlechen an nom sozialen Hannergrond vun de Kanner. Net aus schlechtem Wëllen, mee well eis Gesellschaft an och eis Sproochesituatioun eeben haut eng aner ass wéi virun 100 Joer, wéi de Grondstee vun der Alphabetiséierung an eisem System geluecht ginn ass.

An dat kann een ignoréieren an einfach doriwwer ewechgoen. Mee all déi lescht Bildungsberichter weisen ëmmer dat selwecht Muster: Wann d'Alphabetiséierung duerch Sproochbarriären Enttäuschungen an Defiziter hannerléisst, da gëtt dat séier zu engem strukturelle Retard, deen d'Kanner kaum nach kënnen ophuelen. An d'Zuel vun deene Kanner ass an deene leschten 10 bis 15 Joer däitlech geklommen.

Elo kann een dat an abstrakte Statistike festmaachen a Berichter. Dass dat awer méi ass, dass dat mënschlech Schicksaler sinn, dat weise verschidde Geschichten, déi d'Kolleeginnen a Kolleegen haut hei erzielt hunn. Dat weist och d'Geschicht vum Estrela aus dem Podcast „Schlechte Schüler" vum Radio 100,7. D'Estrela ass aacht Joer jonk, et deet sech schwéier mat der Alphabetiséierung op Däitsch a kënnt dofir virum Mikro zur traureger Konklusioun, Zitat: „Ech sinn net intelligent." Net well hatt wierklech onbegaabt wier, mee well eng einfach Sproochbarriär him dat Gefill gëtt, ier et iwwerhaapt eng fair Startchance kritt huet.

A mir Gréng fanne ganz einfach, wann d'Schoul haut engem aachtjärege Kand esou e Selbstbild mécht, dann hu mer e Problem am System. A mir kennen dee Constat jo eigentlech scho laang genuch. An dofir gesi mer eis haut eeben an der Verantwortung. An ech mengen an ech sinn iwwerzeegt, dass mer eis et net méi leeschte kënnen, nach eng Generatioun vu Kanner iwwert déi selwecht rigid Sproochbarriäre falen ze loossen.

An dofir, mir Gréng kucken de Projet ALPHA primär duerch dëse Bléck: Wéi kann eise System méiglechst kee Kand op der Streck loossen? Wéi kënne mer Sprooch als Outil fir ze léieren erméiglechen amplaz als Barriär?

Vill Reforme vun de leschte Jore ginn a Richtung méisproocheg Flexibilitéit. D'Iddi ass also net vum Himmel gefall an och keng Ideologie.

A jo, et gëtt och nach Doutten. Et gëtt Komplexitéiten zur Pedagogik, zur Linguistik. Mee et gëtt och vill positiv Erfarungen aus de Pilotprojeten, aus der Literatur an aus dem Ausland. A virun allem geet et och drëms, dass d'Kanner an de Famille besser kënne gehollef kréien. Den Accès zu der Hëllef an de Familien ze demokratiséieren, och dat ass e ganz entscheedenden Atout, deen iwwert dat reng Schoulesch-Linguistescht erausgeet.

D'Alphabetiséierung op Franséisch ass eng Optioun, keng Obligatioun. Si ersetzt net déi däitsch Alphabetiséierung a schaaft och net eis Méisproochegkeet of. Déi Elteren a Kanner, déi weider Däitsch als Alphabetiséierungssprooch wëllen – kee Problem! Meng Kolleegin Djuna Bernard huet rezent hei souguer eng däitschsproocheg Filière am Lycée gefuerdert! ALPHA bitt en zousätzleche Wee fir déi Kanner, déi wëssenschaftlech gesinn am meeschte riskéieren, am Ufank den Uschloss ze verléieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dofir wäerte mir Gréng dëse Projet ënnerstëtzen. Mir soen: Chancëgerechtegkeet steet net am Widdersproch zu enger staarker Méisproochegkeet.

Une voix | Très bien!

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Wann d'Kanner d'Sproochen op eng fir si adaptéiert Aart a Weis léiere kënnen, wa se Erfolleger erliewen an e bessere Parcours an der Schoul kënne maachen, ma dann hëlleft dat hinnen iwwerall an dann erhéicht dat och hire reelle Sproochenniveau – an net ëmgedréit.

Une voix | Très bien!

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Mee – an dat muss ech och hei soen – natierlech verbanne mer och eng Rei vun Erwaardungen an Ufuerderunge mat dëser Zoustëmmung.

Éischtens: D'Reform geet natierlech nëmme mat de passende Mëttelen. Differenzéiert Alphabetiséierung erfuerdert Ënnerstëtzung fir d'Enseignanten, genuch Personal, genuch Raimlechkeeten an eng gutt Koordinatioun tëscht de Schoulen, den Direktiounen an de Gemengen. ALPHA dierf net op Käschte goe vum Appui pédagogique oder vun de Ressourcen, déi mer am Beräich vun der Inklusioun weiderhin dréngend brauchen. An ech hunn och schonn an der Kommissioun gesot, dass fir mech zum Projet ALPHA och eng Stäerkung vun de Schoulkommiteeën a vun de Schoulpresidente gehéiert, well dës e kruziale Rôle spillen an der Schoulorganisatioun.

D'Alphabetiséierung – an dat ass ugeklongen – ass natierlech bei Wäitem net den eenzege Problem an eisem System. An ALPHA ass keng Wonnerléisung. Meng Kolleegin Djuna Bernard huet zu Recht betount, datt sech Froen no der Kohärenz vun de Sproochen, vum Asaz vun de Sproochen am ganze Parcours scolaire stellen. Mir musse ganz generell a ganz dréngend driwwer nodenken, wéi eng méi flexibel, méi realistesch a méi inklusiv Approche vun eiser Méisproochegkeet kann ausgesinn, fir dass déi

Méisproochegkeet, déi jo natierlech identitéitsstëftend fir eis alleguerten ass, eebe kee rigiden Dogma ass, an deem mer gefaange sinn, an och keng Barriär um Pabeier, mee eng Stäerkt an der Realitéit vun haut. An och do erwaarde mer konkreet nächst Schrëtt vun der Regierung.

An dann drëttens: D'Evaluatioun muss eescht geholl ginn. Mir verstinn, dass et nach eng Rei Bedenken ëm d'Laangzäitauswierkunge vum Projet ALPHA gëtt. Mee mir sinn net der Meenung – an dat ënnerscheet eis –, dass mer elo nach eng ganz Primärschouls- an eng hallef Lycéeskarriär näischt ännere sollten, fir dann emol eng Evaluatioun an d'Weeër ze leeden an da vläicht iergendwann 2040 eng Ëmsetzung ze maachen. Mir kennen d'Problemer säit Joerzéngten, an de Präis u verbaute Schoulkarriären, fir elo nach erëm esou laang ze waarden, dee wier eiser Meenung no ze héich.

Dass et esou vill Bedenke gëtt, Här Minister, mengen ech, läit awer och un Ärer politescher Method aus deene leschte Joren. Är brutal Effizienz, fir Saachen duerchzesetzen, Är Manéier, mam Briecheise Reforme virunzedreiwen, ouni genuch Sozialdialog, ouni genuch ëffentlech Consultatioun, ass warscheinlech mat ee vun deene Grënn, déi derzou féieren, dass haut zum Deel eeben nach d'Vertraue feelt. An dofir ass et grad elo wichteg, den Dialog ze sichen an erëm Vertrauen opzebauen.

Aus all deene Grënn stëmme mir fir de Projet ALPHA. Net well de Projet all d'Problemer an Ongerechtegkeeten an eisem Schoulsystem wäert behiewen, mee fir dass d'Erfollegschancen an eiser Gesellschaft erëm e Stéckwäit besser verdeelt ginn. Well dat ass nieft der Sprooch deen anere groussen Aspekt vum sozialen Zesummenhalt an eisem Land.

A gläichzäiteg soe mir awer och ganz kloer: D'Reform muss en Deel si vun engem méi grousse Projet, vun enger ëffentlecher Schoul, déi all Kand droe kann an net nëmmen déi, déi schonn um Start besser dostinn. An do bleift nach vill ze dinn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Här President, mir stinn haut virun enger wichteger Entscheedung, déi net nëmmen e Gesetzestext betrëfft, mee d'Zukunft vun eisem Bildungssystem. Et geet ëm d'Alphabetiséierung, also ëm déi Fro, wéi mir eis Kanner bei den éischte Schrëtt am Léiere wäerte begleeden. Et ass net just eng Fro vu Sprooch, mee eng Fro vu Chancëgläichheet, vu Ressourcen a vu kultureller Identitéit.

Mir erkennen d'Intentioun hannendrun. Är Iddi, déi wëllt hëllefen, fir d'Kanner besser ze ënnerstëtzen. Mee d'Manéier, wéi dëst Gesetz elo virläit, ass alles anescht wéi iwwerzeegend. D'Manéier ass ze fréi, ze onvollstänneg an Dir riskéiert, méi Problemer ze schafe wéi ze léisen.

De Schoulsystem ass elo schonn immens ënner Drock. Eist Léierpersonal schafft all Dag mat Engagement, mat Gedold an Häerzblutt fir eis Kanner. Si droen de System, dee scho laang iwwert dem Limit leeft. Et feelen Iech Enseignanten. Et feelen Iech Räim. Et feelt Zäit. Et feelt Iech och u Méiglechkeete fir d'Inklusioun vun de Kanner. Grad do misst d'Personal prioritär agesat ginn.

An elo soll Är nei Reform nach derbäikommen, déi nach méi Ressourcë verlaangt. Dat ass einfach net realistesch. D'Léierpersonal an alleguerten d'Gewerkschafte soen et selwer: „Mir kënne keng nei Reform droen, wann déi al nach net fonctionéiert!" Dat ass e ganz kloert Signal a mir sollten drop lauschteren.

D'Realitéit an de Schoulen ass nach méi eescht, wéi Dir als Minister mengt. Wann Dir um Radio Är Theorien erzielt, kléngt dat oft fir d'Personal wéi eng Märchestonn, well um Terrain ass e ganz anert Bild wéi dat, wat Dir erzielt.

Et gëtt elo schonn Ausfäll vu Klassen, well keen Ersatz do ass. D'Kanner ginn dann op aner Klassen am Gebai opgedeelt. Et gëtt Chargés de cours, déi verdriwwe ginn, déi net genuch Respekt kréien, déi an der Organisatioun alenggelooss ginn. Anstatt si weider anzebauen, wäertzeschätzen, goufe se ofgebaut. An elo braucht Der se awer!

A mir héieren ëmmer erëm, datt se an den Direktioune bewosst schlecht mat de Chargés de cours ëmginn, hinne keng fest Schoulen oder Ekippen op Joren zoudeelen, datt engagéiert Leit sech alenggelooss fillen. Och wann d'Aarbechtskolleege se explizitt froen, hëlt d'Direktioun aner Entscheedungen. Mam ganzen Drock am System, dëst ass eis Situatioun, an där Dir eng nei Alphabetiséierung ëmsetze wäert! Et geet net méi duer, just Iddien ze hunn, ouni op den Terrain an d'Praxis ze lauschteren!

Déi sougenannte „Pilotphas" ass nach guer net ofgeschloss. Et ass nach net mol ee ganze Cycle gelaf, an d'Kanner, déi matgemaach hunn, sinn nach net am Secondaire. Et feelt un enger objektiver Evaluatioun. En Echantillon mat just 144 Kanner ass dach vill ze vill kleng. An d'Schoulen, déi deelgeholl hunn, hunn en däitlech franséischt soziokulturellt Ëmfeld. Dat kann een net als representativ fir eist ganzt Land huelen!

Eng national Reform op esou enger Basis opzebauen ass onverantwortlech. Och den Historiker Mike Richartz huet am „Lëtzebuerger Wort" drop higewisen, dass d'franséisch Alphabetiséierung aus pedagogeschen, sozialen a kulturhistoresche Grënn problematesch ass. Hien huet ganz kloer gesot, et géife politesch Fakte geschaf, ier déi wëssenschaftlech Resultater iwwerhaapt do sinn. A genee dat gesi mir Piraten och esou.

Dann d'Fro vun de Ressourcen. All Schoul muss elo zwou Linne bäibehalen, eng däitsch an eng franséisch. Dat bedeit och méi Personal, méi Räim, déi elo schonn net do sinn. Gläichzäiteg kämpfe vill Gemengen haut scho mat engem Mangel u Plaz. Laut Reporter.lu brauch dëse Projet iwwer 150 nei Klassenzëmmeren. A laut Experte ginn an den nächste fënnef Joer Honnerten nei Léierpersonalposte gebraucht wéinst Ärer Reform.

Dann, wat ass am Projet konkreet dran, fir de Gemengen ze hëllefen, souwuel finanziell wéi och bei der Aarbecht, der Koordinatioun? Ee Joer Zäit wäert keng Wonnerléisung sinn. Dat bréngt just Zäit, awer net Mëttel fir d'Gemengen.

An dofir hunn ech och haut eng Motioun matbruecht, dass de Staat soll d'Käschten iwwerhuelen, déi elo duerch dee Projet entstinn, awer de Gemengen opgedrummt ginn. D'Europaschoule gi scho finanzéiert. De Staat soll elo genau dat selwecht mat deenen anere Schoule maachen, wou Dir elo den Ausbau entscheet hutt an net d'Gemengen.

Här President, nach e Punkt, deen d'Situatioun nach eng Kéier verdäitlecht: Och de Minister selwer huet viru Kuerzem zouginn, dass d'Capacitéiten am Bildungssystem scho bal ausgereizt sinn. Wéi hie gesot huet, géif d'Aféiere vun enger zweeter pedagogescher Kraaft am Cycle 1 zousätzlech Leit brauchen an déi wären net do. Dofir géing och dat erëm verschiibt ginn.

An awer elo eng aner Reform, erëm méi Personal, wou e schonn zouginn huet, dass dat anert nach net do ass! Dat weist, wéi grouss de Mangel u Personal elo schonn ass. A wann Dir et net fäerdegbréngt, déi Posten ze besetzen, kann een elo net nach en anere Projet virdrundrécken! Grad d'Spillschoul ass d'Fundament, ass wichteg fir d'Entwécklung, an et misste scho laang zwee Leit no de Kanner kucken. Dat stellt de Minister elo awer erëm a Fro.

Vill Leit maache sech och Suergen ëm d'Roll vun der Lëtzebuerger Sprooch. Wann d'Alphabetiséierung op Franséisch passéiert, riskéiere mir, dass Lëtzebuergesch nach méi an den Hannergrond geréit. Ob Dir elo mam Projet wäert Lëtzebuergesch an Däitsch aus de Schoule verdrängen, dat wëll ech Iech net direkt ënnerstellen, mee d'Gefor um Wee besteet. D'Piraten sti kloer zu eiser Sprooch. Lëtzebuergesch ass wichteg, an all Kand soll déi Sprooch richteg léiere kënnen.

Allgemeng kann een Är Vue op d'Franséischt hannerfroen. Déi Sprooch ass net méi esou wichteg, wéi Dir se duerstellt, weeder fir d'Welt nach fir eis Ekonomie. Et kann een hannerfroen, ob, wann een eng Sproochendiskussioun féiert, net Englesch misst méi Plaz fannen oder ee souguer vun Ufank un op Englesch opbaue misst, fir d'Realitéit an der Welt erëmzespigelen.

An nach e wichtege Punkt: d'Elteren. Et ass richteg, datt si an d'Decisioun agebonne ginn, mee d'Wiel vun der Alphabetiséierungssprooch ass keng einfach Entscheedung. Vill wäerten no engem sozialen a karriärebedéngte Wäert goen, net no deem, wat fir d'Wuel vum Kand am beschten ass. Dofir brauche mir Berodung, net just eng Broschür. D'Elteren däerfen net eleng gelooss ginn, well d'Konsequenzen droen herno d'Kanner.

Här President, zum Schluss: Dëse Projet de loi ass nach net räif! Hien ass gutt gemengt, mee alt nees schlecht gemaach. Mir brauche Reformen, mir brauche se mat Verantwortung, mat Zäit a mat enger Evaluatioun, déi kloer weist, wou mir stinn.

D'Piraten sti fir eng Bildungspolitick, déi fair ass, déi transparent ass, a virun allem eng, déi op d'Kanner an op d'Léierpersonal lauschtert, eng Schoul, déi Chancë gëtt, net nach méi Drock mécht. Dofir stëmme mir haut dësem Gesetz net zou, net aus Trotz, mee aus Verantwortung fir d'Kanner, fir d'Léierpersonal a fir eng Schoul, wou jidderee Chancen huet.

Merci.

Motion 7

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– De Projet de loi 8587 ass e Projet, deen op national ausgeluechten Iwwerleeungen opbaut an net vun enger Gemeng initiéiert ginn ass.

– Et bestinn Ënnerscheeder, wat déi staatlech finanziell Ënnerstëtzung vum Bau vun Europaschoulen a vum Bau vu klassesche Schoulen an eise Gemengen ugeet.

– De Projet de loi 8587 wäert fir d'Gemengen extraordinär Käschte mat sech bréngen, besonnesch am Kader vun der Upassung vun der existenter Struktur an de mënschleche Ressourcen.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung:

– De Staat soll déi zousätzlech Käschten, déi fir d'Gemengen am Kader vun dem Projet de loi 8587 entstinn a kloer kënnen zougeuerdent ginn, integral iwwerhuelen.

(s.) Marc Goergen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Et hunn haut siwen Deputéierten zu deem Projet de loi geschwat, an ech mengen, kënnen ze behaapten, datt ech elo vun deene siwen dee véierte sinn, deen doheem kee Lëtzebuergesch geschwat huet. Ech mengen, den Här Marques – hien ass drop agaangen – warscheinlech Portugisesch, d'Madamm Agostino Italieenesch, den Här Sehovic Serbesch, bei eis war et Franséisch. Eng Majoritéit vun den Deputéierten huet kee Lëtzebuergesch doheem geschwat an och keng däitsch Tëlee gekuckt.

An ech géif och vläicht déi bieden, déi dat Gléck oder Ongléck net haten – ech weess net, wéi ech dat soll qualifizéieren –, mee wou eebe Papp a Mamm, béid Elteren op jiddwer Fall, Lëtzebuerger waren, wou Lëtzebuergesch doheem geschwat ginn ass, wou däitsch Tëlee gekuckt ginn ass oder däitsch Meedie gekuckt gi sinn, datt se vläicht e bëssen Empathie weisen a versichen ze verstoen, firwat grad och nach Deputéierter, déi an där Situatioun waren, datt dann eeben net Lëtzebuergesch geschwat ginn ass, awer soen, deen dote Projet kéint an déi gutt Richtung goen.

Well déi Zwangsalphabetiséierung op Däitsch, déi bis elo en vigueur ass an déi bis elo fonctionéiert huet, ech kann Iech soen, zemools wann ee romanophone ass, datt dat schif ausgeet. An ech hunn och ganz staark dorënner gelidden. Der, die, das – firwat deen „das" iwwerhaapt, hein? An duerno muss een deen deklinéieren, am Dativ, Genitiv, voilà, dann ass et schonn eriwwer. Ech mengen, vill Leit hunn dat verstanen.

(Hilarité)

An ech hunn en nach ëmmer net wierklech intus bis haut. Ech gehéieren dann zu där klenger Kategorie vu Leit, déi et awer am Classique gepackt hunn, mat 32, mengen ech, am Däitschen, beim Rescht, Franséisch 58, Rechne 60, do ass et ganz gutt gaangen, mee ...

Plusieurs voix | O!

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, jo. Ech kann elo net méi rechnen. Ech weess net, wéi et gaangen ass.

(Hilarité)

Et cetera. Mee et wier och knapps ginn. E bëssen Empathie! Versicht, ze verstoen, datt u sech d'Exceptiounen net d'Reegel maachen! Dat heescht, mir hunn elo de Choix.

Mir als Lénk sinn historesch schonn zënter enger Partie Joren der Meenung gewiescht, net aus identitäre Grënn, mee aus pedagogesche Grënn, datt u sech d'Alphabetiséierung op Lëtzebuergesch vläicht déi bescht wier, well mer duechten: Ok, dat géif dann och den Netlëtzebuerger Kanner hëllefen. Dat steet nach ëmmer an eisem Programm dran. Et gëtt och net onbedéngt eng wëssenschaftlech Basis dofir, muss een awer soen. Mee et ass eng Pist, déi interessant wär. A mir hu geduecht, déi misst ee kënne versichen.

Et gëtt och keng wëssenschaftlech Basis elo fir de Projet ALPHA. En ass nach net ofgeschloss. Par contre, wat et gëtt, an do gëtt et eng wëssenschaftlech Basis, dat ass, datt den aktuelle System net gutt ass. Dat ass beluecht, schonn nëmmen an der ÉpStan-Etüd, déi beweist, datt schonn am zweeten Zyklus d'Ënnerscheeder ganz grouss ginn. Dat huet justement mat der aktueller Zwangsalphabetiséierung op Däitsch fir jiddereen, egal wou en hierkënnt, ze dinn.

Dat heescht, et misst ee sech awer elo e puer Gedanke maachen, a wat fir eng Richtung ee geet. Bis elo, wann ech an der Theorie kucken, wat deen heite Projet ALPHA u sech wëllt sinn, kënnt en um Enn, entgéint deem, wat d'ADR behaapt huet, den dräi Sproochen zegutt. Déi dräi Sprooche gewannen. Däitsch wäert gewannen, Franséisch wäert gewannen a souguer Lëtzebuergesch wäert gewannen. Well Lëtzebuergesch wäert endlech och en anere Status, e legale Status, kréien an der École fondamentale, wat et bis elo ni hat. Wat et bis elo ni hat!

Dat heescht u sech, an der Theorie ass et jo esou: Am drëtten Zyklus wäert déi zweet Sprooch ... Dat heescht, datt zum Beispill Kanner, déi an der franséischer Klass sinn, op eemol méi Däitsch wäerte kréien, an ëmgedréint. Dat heescht, mir kommen elo an eng Situatioun, déi ganz interessant kéint sinn, wann d'Mëttelen do sinn. Datt u sech kleng Lëtzebuerger och drënner leiden, datt Franséisch schlecht enseignéiert gouf an u sech och e Franséisch enseignéiert gouf fir Kanner aus den ieweschte Mëttelschichten, voire aus der Bourgeoisie, wou vläicht scho méi Franséisch geléiert ginn ass. Dat erkläert, firwat haut am Technique paradoxerweis dann nach éischter Däitsch geschwat gëtt, däitsch Coursë gehale ginn. Soit. Soudatt elo d'Lëtzebuerger, déi kleng Lëtzebuerger, dann eebe méi Ënnerstëtzung kréie wäerten am Franséischen, an datt déi kleng Netlëtzebuerger méi Ënnerstëtzung wäerte kréien am Däitschen. Wat ech mir och gewënscht hätt, well da wier ech och vläicht – an anerer och – besser am Däitschen. An datt een zesummen och nach formaliséiert, datt ee Lëtzebuergesch als gemeinsam Sprooch nach ausbaut.

Et ass genau de Géigendeel u sech, an der Theorie op jiddwer Fall, um Pabeier, wéi dat, wat vun der ADR behaapt gouf. Dat muss een awer klipp a kloer soen. Well mir schwätzen elo iwwert d'Zukunft vun de Kanner. An ech fannen et awer net dezent, wann ee versicht, Identitéitspolitick ze maachen, a wann ee versicht, Parteipolitick ze maachen, fir duerno kënnen e schéine Video op TikTok ze maachen: „D'Lëtzebuerger verschwannen!" Well dat ass dat, wat Dir wäert maachen, ech weess et. An Dir wäert och 20.000 Likes oder méi kréien, well d'Leit dobaussen natierlech net onbedéngt wëssen, wéi de Projet richteg ausgesäit! An Dir litt bewosst d'Leit, Är Wieler, un, just fir bei den nächste Wale besser ofzeschneiden. An dat maacht Der mat der Zukunft vun de Kanner!

M. Fred Keup (ADR) | Wéi bëlleg!

M. David Wagner (déi Lénk) | An ech hoffen, datt Dir Iech och heiansdo e puer Gedanke maacht iwwert d'Kanner, déi net exakt aus deem selwechte soziolinguistesche Milieu komme wéi Dir.

Une voix | Ganz gutt!

Plusieurs voix | Très bien!

M. David Wagner (déi Lénk) | Ech mengen, bei dem Erléiere vun de Sproochen, dat wäert sech awer och weisen, do hu mer trotzdeem och mam Projet ALPHA natierlech net all Problem geléist. An d'Madamm Closener ass dorobber richtigerweis agaangen. Ech mengen, et gëtt keen, dee sech do Illusioune mécht.

Déi sozioekonomesch Ënnerscheeder, déi mer an eiser Lëtzebuerger Gesellschaft hunn, déi sech oft kräize mat der Immigratioun, net systematesch – et gëtt och eng auslännesch Bourgeoisie, mir wëssen dat jo och, a Mëttelschichten –, natierlech, déi Problemer wäerte mam Projet ALPHA net behuewe ginn. Et wäert net zu enger méi grousser sozialer Gerechtegkeet kommen. Et wäert warscheinlech zu enger méi grousser sproochlecher Gerechtegkeet kommen.

Natierlech, Kanner, déi doheem Chineesesch oder Arabesch léieren, fir déi ass dee Projet vläicht net onbedéngt. Ob op Däitsch oder Franséisch, dat ass do vläicht egal. Dat ass nach eng aner Kategorie. Mee op jidde Fall wäerte mer fir eng relativ grouss Mass vu Kanner gewësse Saache vereinfachen. An ech géif bieden, dat wannechgelift e bëssen ze verstoen.

Op Facebook hat e Mann geschriwwen, ech kann dat novollzéien, e Lëtzebuerger, deen huet gesot: „Ech hu Franséisch gehaasst wéi d'Pescht." Dat war an engem Artikel vum „Wort". An ech verstinn dat. Ech hunn Däitsch gehaasst wéi d'Pescht. Mee et ass och domm, well et soll een eng Sprooch gären hunn. Ech wier frou gewiescht, wann ech Däitsch gär gehat hätt. An dem Här do, deem wier mam Projet ALPHA och vläicht e bësse gehollef am Franséischen, an deenen aneren ëmgedréint jo och. Dat däerf een net vergiessen.

A mir hunn nach ëmmer en Elefant am Raum: Dat ass duerno d'Trennung Classique-Technique. Ech mengen, mir mussen doriwwer diskutéieren. Well et war jo och dat: Wéi ass et deemools gaangen? An den 80er-Joren, um Schoulhaff, an der Millebaach, wou ech an d'Primärschoul gaange sinn, ware grosso modo 50 % Stacklëtzebuerger, 50 % Auslännerkanner. Ech war e bëssen an der Mëtt, esou hallef, hallef. Mee duerno, wéi mir den Opnamexame gemaach hunn, do sinn integral all déi Netlëtzebuerger Kanner, Portugisen, Capverdianer, Italieener, all an den Technique gaangen. A quasi all déi Stacklëtzebuerger Kanner, bis op eng Ausnam, sinn an de Classique gaangen. An do si mer getrennt ginn!

(Interruption)

Do si mer getrennt ginn!

Deen aktuelle System, deen trennt d'Kanner souguer no der Sprooch, no der Hierkonft. Haalt op, esou ze maachen, wéi wann dee gutt wier! Dat ass net wouer! En ass just vläicht gutt fir eng kleng privilegiéiert Kategorie. Mee en ass net gutt fir déi grouss Mass vun de Kanner aus der Aarbechterklass oder déi, déi net honnertprozenteg Lëtzebuerger sinn. Do ass en net gutt. An dat weess jiddereen!

Ech mengen awer, datt et e Malaise gëtt beim Corps enseignant. An deen ass normal. Zënter enger Partie Joren explodéiert de Burnout. D'Gewerkschafte soe ganz kloer, datt se déi an déi Suergen hunn. An ech mengen och, datt d'Angscht vun de Gewerkschaften a vu villen Enseignantë par rapport zum Projet ALPHA dohier kënnt, datt se sech soen: „Dat doten ass d'Dréps, déi d'Faass zum Iwwerlafe bréngt!"

Ech mengen net, datt dat wierklech dee gréissere Problem ass. Mee ech sinn awer net vum Terrain. Ech mengen net, datt dat dee gréissere Problem wier. Mee dofir hu mir och als Lénk eng Interpellatioun ugefrot, fir iwwert d'Aarbechtsverhältnisser, d'Aarbechtskonditioune vun den Enseignanten am Fondamental ze diskutéieren. Well, en effet, et däerf ee se net demotivéieren, et muss ee se motivéieren. An zurzäit si se net motivéiert. An dat ass e ganz grousse Problem.

An do ruffen ech awer och den Här Meisch op, och wann e wëllt effikass sinn, net esou brutal ze sinn. Well dat ass och net effikass, wann een d'Leit net mathëlt. Et gëtt awer och Enseignanten, och méi jonker, déi soen: „Dat doten ass awer interessant als Projet."

Mir wäerten awer eise Vott trotzdeem och vun der Motioun, déi d'Madamm Closener deposéiert huet, ofhängeg maachen. Well et ass sécher, datt déi Reform net däerf zulaaschte vum Appui goen, op kee Fall. Dat ass ganz wichteg! Also, mir mussen do ganz positiv Signaler ginn. Dat heescht, Dir gitt plus ou moins an déi richteg Richtung. Et gëtt versicht, eppes ze maachen, wat besser ass wéi de Status quo. Op jiddwer Fall. Lauschtert och e bëssen op d'Oppositioun. Mir gi jo net op. Mir wëlle jo eppes Guddes fir d'Kanner maachen. An ech mengen, mir kënnen dat all zesummen erreechen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Den Här Keup. A wat fir engem Kontext?

M. Fred Keup (ADR) | Majo, Fait personnel, well ech ugeschwat gouf.

(Brouhaha)

Jo, et ass jo awer mäi gutt Recht, kënne Saache riichtzebéien, wou ech mengen, dass se net onbedéngt der Wourecht entspriechen. Ech mengen, dass mer dat Ganzt hei scho ganz serein uginn, fir e schéint franséischt Wuert ze benotzen, Här Wagner. An ech mengen – Dir kennt mech och –, dass et eis ganz vill drëms geet, dass d'Kanner wierklech zesumme sinn, dass se zesumme sinn an der Primärschoul, dass se zesumme léieren, well mer wierklech iwwerzeegt sinn, dass dat ganz wichteg ass, a well mer iwwerzeegt sinn, dass dat hei, wéi virdru gesot, d'Béchs vun der Pandora ass, déi opgemaach gëtt an d'Trennung duerno ëmmer méi staark gëtt. An dat wëlle mir vermeiden. Et ass am Fong éischter aus enger lénker Iddi eraus, kann ee soen.

Ech wéilt awer nach eppes ëmdréinen, wat Der mer och virgeworf hutt. Dir hutt gesot: „eng kleng privilegéiert Kategorie". Also hautzudaags, Här Wagner, sidd Dir mat gudde Franséischkenntnisser vun doheem quasi méi privilegéiert wéi e Stacklëtzebuerger, deen doheem wéineg Franséischkenntnisser huet.

(Exclamations)

Well op ganz ville Plazen hei am Land ass et eeben esou, wéi ech virdru sot: Do gëtt d'Däitscht an d'Lëtzebuergescht guer net méi gekuckt, am Privatsecteur souwisou net, an och beim Staat ëmmer manner, bei den CFL, bei der POST, bei der Spuerkeess, bei der Luxair. An déi Sprooch, déi gekuckt gëtt, ass d'Franséischt. An do muss de haut gutt sinn. An do dréint sech dat also ëm. Also haut bass de privilegiéiert zu Lëtzebuerg, wann s de gutt am Franséische bass. Wann s de, soen ech elo mol, Lëtzebuerger bass, mat schlechte Franséischkenntnisser, ...

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup, ech mengen, mir hunn d'Iddi verstanen.

M. Fred Keup (ADR) | ... du bass awer gutt am Däitschen, am Lëtzebuergeschen, da kanns de der näischt derfir kafen!

(Interruptions)

Une voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup.

Une voix | Dir spléckt d'Gesellschaft hei an net d'Kanner!

M. Claude Wiseler, Président | Ech hunn nach en nächste Riedner, dee sech zousätzlech ageschriwwen huet. Dat ass den Här Gilles Baum. D'DP-Fraktioun huet nach 5,5 Minutte vun hirer Zäit iwwreg. Den Här Baum huet d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Ech hu fonnt, dass mer de Mëtten e ganz gudden Debat haten, en Debat, deen an de Fong gaangen ass, en Debat, wou all Mënsch seng Meenung konnt soen, och seng Bedenke konnt ausdrécken.

Mir stinn am Ufank vun engem Projet. An natierlech, wann een eppes Neies mécht, da weess een net, ob dat honnertprozenteg riicht leeft. Ech mengen, dass et wichteg ass – a mir hu jo och nach eng Rei Motiounen ze stëmmen –: Ech spieren awer hei eraus, dass mer vläicht bei deem Projet hei de Mëtten e ganz grousse Konsens an der Chamber kéinte kréien. An ech mengen, dass dat e gutt Zeeche wär fir dee Projet hei. An haaptsächlech: Et geet jo net ëm de Projet, et geet net ëm eis, et geet ëm d'Kanner dobaussen! Ech mengen, et ass wichteg, dat eng Kéier ze soen.

Ech wëll e puer Saache vläicht awer e bësse rektifiéieren, well awer vun där enger oder anerer Säit gesot ginn ass, de Projet wär net genuch virbereet ginn, net genuch duerchduecht. De Koalitiounsaccord schreift, dass d'Evaluatioun soll gemaach ginn am Cycle 3.1. Do si mer elo, dofir gëtt elo d'Evaluatioun gemaach. An am Koalitiounsaccord steet och, dass ab 2026/2027 lues a lues dee Projet do soll opgebaut ginn. Vun dohier, mengen ech, ass dat do awer absolutt eppes, wat bekannt war.

Déi éischt Experienzen an den ëffentlechen europäesche Schoulen, déi si schonn 2016 gemaach ginn. Déi véier Pilotprojeten, déi an de Schoule lafen, déi och begleet gi si vun engem Conseil scientifique, déi lafe säit 2022. D'Evaluatioun an den ëffentlechen europäesche Schoulen hält fest, dass d'Kanner besser kënne léieren an enger Sprooch, déi hinne méi no ass. An dorëms geet et jo och haut de Mëtte bei deem hei Projet.

D'Evaluatioun vum Pilotprojet, déi am Juli 2025 gemaach ginn ass, wou all d'Acteuren, och de Conseil scientifique gefrot gi sinn, huet sech fir eng Generaliséierung vum Projet ausgeschwat.

D'Formatioun vun den Enseignanten am Cycle 1 ass scho voll amgaangen. D'Materialie fir d'Orientéierung, fir vum Cycle 1 an de Cycle 2 eriwwerzegoen, leie vir. All Joer gëtt e weidere Joergang vun Enseignantë forméiert. An all Joer kommen och passend nei Materialien derbäi.

En enke Kontakt huet och bestane mat dem Syvicol, fir organisatoresch Froen ze klären. Et gouf och dräi regional Reunioune fir d'Gemengevertrieder, wou och deen een oder anere vun Iech vläicht derbäi war. Ech war mam Paul Galles zesummen op där Reunioun. An d'Gemenge sinn invitéiert, scho fir d'nächst Joer eng Schoulorganisatioun „bis" opzestellen, fir ze kucken, wéi vill Klassesäll bei hinne géife gebraucht ginn. Elo si mer jo ee Joer, éier et ugeet. An ech mengen, dass dat e ganz gudden an och e wichtegen Exercice ass.

Ech wollt der LSAP Merci soe fir déi Motiounen, déi se hannerluecht huet an iwwert déi mer och nach wäerten diskutéieren. Et ass oft gesot ginn, vun deem engen oder aneren, et géif ze séier goen, et wär ze fréi, mir missten nach waarden. Ech muss Iech soen, an den Här Sehovic huet et och gesot: Mir kënnen och nach waarden. Mir kënnen nach zéng Joer waarden! Mir kënnen och nach waarden, fir dass mer nach Generatiounen a Generatioune vu Kanner hunn, déi scheiteren. Ech soen Iech: Fir d'Demokratesch Partei ass genau elo dee richtege Moment fir unzefänken!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Ech wollt ganz kuerz – an ech hat menge Fraktiounskolleege gëschter versprach, ech géif ganz fei bleiwe bei menger Interventioun –, ech muss bei de Kolleege vun der ADR, pardon, bei der Fraktioun vun der ADR, dat eent oder anert awer richtegstellen. Ech wëll nach eng Kéier soen, dass fir alleguerten déi Kanner, an déi Elteren, déi gären hätten, dass hir Kanner wéi bis elo op Däitsch sollen alphabetiséiert ginn, op Däitsch liese, schreiwen a rechne solle léieren, sech näischt ännert. Lëtzebuergesch ass a Lëtzebuergesch bleift d'Integratiounssprooch! Firwat mengt Der, dass scho viru bal 30 Joer d'Éducation précoce agefouert ginn ass? Ma grad als Integratiounssprooch, fir dass d'Kanner ganz fréi sollen a Kontakt komme mat der Sprooch. An dat ass jo och net a Fro gestallt. A Lëtzebuergesch ass och d'Sprooch, déi am Schoulhaff gebraucht gëtt.

Wat mer aféieren, ass eng Optioun, eng Méiglechkeet, eng Wiel, fir déi Elteren, déi dat wëllen, fir déi Elteren, déi mengen, da wär hirem Kand gehollef, fir et op Franséisch ze alphabetiséieren. Et ass eng Fro vu Chancëgläichheet an et ass haaptsächlech eng Fro vu Chancëgerechtegkeet.

An dann héieren ech ëmmer vun dëser Säit, Lëtzebuerg géif frankofoniséiert ginn. Lëtzebuerg ass frankofon. Lëtzebuerg ass frankofon! Dat Franséischt ass eng vun eisen dräi offizielle Sproochen. A mir hunn e Geografiesprofesser bei eis sëtzen. Bei allem Respekt, wann Der Historiker wäert, da géift Der wëssen, firwat d'Franséischt dee Stellewäert kritt huet, deen et huet.

Ech kann Iech dat gären erklären. Dat war nom Éischte Weltkrich. Firwat? Dat wësse mer alleguer heibannen. An dat huet sech nom Zweete Weltkrich verstäerkt. Et ass eis Geschicht, an déi war eeben esou, wéi se war. Déi kënne mer net änneren. An et ass och eis Verfassung, an et ass eis Sproochesituatioun. A mir solle stolz op eis Sproochesituatioun sinn! Mir sollen eis net schummen. Gitt an d'Ausland! Egal wou Der higitt, Dir kritt ëmmer gesot: „Lëtzebuerg, Dir schwätzt dräi Sproochen." Dir hutt nach Englesch derbäi. Dat si ganz, ganz wéineg Länner an Europa an op der Welt, déi dat hunn. An dorobber solle mer emol eng Kéier stolz sinn!

Une voix | Voilà!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Et gëtt eng Partei heibannen, déi an hirem Walslogan hat: „Lëtzebuerg gär hunn". Ech soen Iech dat elo hei ...

Une voix | Mäi Gott!

M. Gilles Baum (DP) | Deen ass net heibannen, dee kënnt och net. A sécher net bei Iech.

(Interruption)

Ech soen Iech dat hei elo net als Politiker, ech soen Iech et als Mënsch, mee ech soen Iech et haaptsächlech als Kannerfrënd: Wien de Kanner d'Chance verwiert, ze reusséieren, wien de Kanner d'Chance verwiert, sech eng Zukunft hei am Land opzebauen, deen ass kee Kannerfrënd! A wann een net frou ass mat de Kanner hei am Land, dann ass een och net frou mam Land!

Den Échec scolaire ass keng Fatalitéit. An eng DP wäert och ni den Échec scolaire als Fatalitéit akzeptéieren.

Ech kéint elo nach e Wuert soen – ech gesinn, ech hunn nach ganz e bëssen – zu de Piraten. Bon, et ass wéi ëmmer: Si dréie sech mam Wand. D'Stëmmung ass elo net esou gutt. Da si mer dergéint. Wann d'Stëmmung e bësse besser ass, da si mer derfir. Bon, jiddwereen mécht déi Politick, déi e kann.

Mir sinn honnertprozenteg hannert deem Projet. A mir wäerten deen och stëmmen.Et ass e Projet fir méi Erfollegschancë fir eis Kanner. Et ass e Projet fir méi Chancëgläichheet. Et ass e Projet fir méi Chancëgerechtegkeet. An dofir si mir derfir a mir stëmmen dat alle 14 mat.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech hunn elo evidenterweis zwou Wuertmeldunge vum Här Keup a vum Här Goergen, fir eng Fro ze stellen.

M. Fred Keup (ADR) | Fir drop ze reagéieren. Jo, ech kann den Här Baum berouegen. Ech si Geografiesprofesser. Ech hunn awer och, mengen ech, grouss Kenntnisser iwwert d'Situatioun vun der Lëtzebuerger

Geschicht a grad och déi, wat d'Sproochen ugeet, wouriwwer ech och e Buch geschriwwen hunn.

M. Gilles Baum (DP) | Op Däitsch. Dir hutt e ganz gutt Buch op Däitsch geschriwwen.

M. Fred Keup (ADR) | Maja.

(Interruption par M. Tom Weidig)

Dir sidd jo fir dräi Sproochen. Dann ass et jo gutt.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo.

M. Fred Keup (ADR) | Mee Dir hutt awer e Feeler gemaach bei deem, wat Der sot. Dir hutt „dräi offiziell Sproochen" gesot. Also, mir hunn definitiv, an dat war explizitt deemools mam Sproochegesetz esou festgehale ginn, keng offiziell Sproochen hei am Land. Mir hunn dräi Amtssproochen, mir hunn eng Nationalsprooch a mir hunn eng Sprooch vum Land an dat ass déi Sprooch, déi an der Verfassung steet.

M. Gilles Baum (DP) | Mir hunn dräi Sproochen an der Verfassung. Dat hunn ech jo gesot.

M. Fred Keup (ADR) | Mir hunn also keng offiziell Sproochen. A wann ech vu Frankofoniséierung schwätzen, dann heescht dat jo net, dass dat, dass et hei am Land Franséisch gëtt, elo iergendwéi eppes Neits wier, mee dat heescht, dass ganz villes iwwert déi leschte Jore franséisch ginn ass, wat virdru lëtzebuergesch oder däitsch war an op där anerer Säit eebe Lëtzebuergesch an Däitsch verschwonne sinn.

M. Gilles Baum (DP) | Wat dann? Wat dann?

(Interruptions)

M. Fred Keup (ADR) | An dat ass, mengen ech, de Punkt. An dat ass beim Oral dobaussen, wéi och ...

M. Claude Wiseler, Président | Här Keup, Dir sidd net méi am Fait personnel, vun deem Der geschwat hutt.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, ech muss dann awer... Ech mengen, den Här Baum huet mer hei dräi Minutte gesot, wat ech alles anscheinend falsch gesot hunn. Ech wëll dat awer redresséieren.

M. Claude Wiseler, Président | Da maacht Äre Saz fäerdeg. An dann ...

M. Fred Keup (ADR) | An dann, jo, dat anert ass, wann Der elo dovunner schwätzt, kannerfrëndlech ze sinn. Ma da géif ech soen, Dir als Fraktiounspresident vun der DP, da maacht emol eng kannerfrëndlech Politick!

M. Dan Hardy (ADR) | Ganz gutt!

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup.

(Interruption par Mme Corinne Cahen)

M. Gilles Baum (DP) | Mir sinn zwielef Joer an der Regierung a mir hunn zwielef Joer eng kannerfrëndlech Politick gemaach.

(Interruption par M. Fred Keup)

Ech wëll elo net dorobber agoen. Mir hunn nach Zäit. Mee mir wäerten doudsécher am Kader vum Budget dorobber zréckkommen.

M. Claude Wiseler, Président | Här Goergen.

M. Gilles Baum (DP) | Den Här Goergen.

M. Claude Wiseler, Président | Also, ech ginn d'Wuert weider.

M. Gilles Baum (DP) | Pardon, Här President.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Et ass ganz léif, mee den Här Goergen ...

M. Gilles Baum (DP) | Ech sinn därmoossen ... Ech sinn a mengem Element!

(Brouhaha)

M. Tom Weidig (ADR) | Den Här Baum wëll Chamberpresident ginn!

M. Marc Goergen (Piraten) | Also, Här Baum, ech wollt a sech guer net wéinst Fait personnel schwätzen. Ech hat eigentlech eng Fro bei Ärer Interventioun, well ech hunn e rengt Gewëssen. Also, déi Positioun, déi ech haut vertrueden hunn, hunn ech schonn ëmmer vertrueden. Ech hunn do e ganz rengt Gewëssen. An dat ass einfach duerch ...

M. Gilles Baum (DP) | Ou! Ech kennen déi Positioun eréischt säit e Samschden, op Facebook.

(Hilarité)

M. Marc Goergen (Piraten) | Ech hunn e Samschden näischt op Facebook gepost.

M. Gilles Baum (DP) | Bon, da musst Der kucken, wat Äre Fraktiounskolleeg schreift.

M. Claude Wiseler, Président | Sou. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Mee just fir dorop zréckzekommen: Ech si ganz bei Iech, dass mer all de Kanner mussen déi selwecht Chance ginn an dass mer nom Wuel vun de Kanner musse kucken. Ech mengen och, dass ech a menger Interventioun ganz kloer gemaach hunn, dass dat awer just méiglech ass, wann een d'Personal mathëlt. An dat war jo mäi Kritickpunkt.

Mäi Kritickpunkt un dem ALPHA ass jo net dat mat de Sproochen. Et ass, wéi Dir mam Personal ëmgitt als DP, wéi Der d'Gewerkschafte géint Iech hutt, wéi Der den Terrain géint Iech hutt. Dat ass de Kritickpunkt. A bei allem, wat Dir elo hei gesot hutt, misst Der jo da genau op déi Leit lauschteren, déi um Terrain sinn. Dat wär zum Wuel vun de Kanner, anstatt dass Der higitt an ëmmer déi widdert de Kapp stousst. Virdrun huet ee gesot „mam Briecheisen". Mee dat ass awer net déi Politick, déi eise Bildungssystem weiderbréngt. Et misst een op den Terrain lauschteren. Dat ass et. Fannt Der net, dass Der mol eng Kéier sollt dem Personal an de Gewerkschaften nolauschteren, well dat zum Wuel vun de Kanner wär, an net nëmmen dat, wat Dir zielt?

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen.

M. Gilles Baum (DP) | Léiwen Här Goergen, ech kéint elo laang reagéieren, maachen ech net. Ech kann Iech just soen: Ech si mat Sécherheet vill méi no beim Léierpersonal a bei engem ganz grousse Grupp vum Léierpersonal wéi Dir.

Mme Corinne Cahen (DP) | Très bien!

(Interruption par M. Marc Goergen)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Dat wär dann de Schluss vun der Lëscht vun den ageschriwwene Riedner.

An dann hätt d'Regierung d'Wuert. Den Här Educatiounsminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech muss ufänken, andeems ech der Rapportrice Merci soen.

Une voix | A!

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci fir ddee Rapport dem Barbara Agostino. Merci awer och fir déi Temoignagë vu villen anere Riedner haut de Mëtteg, déi aus perséinlecher Vue dat konnte schilderen, wat haut Dag fir Dag nach ëmmer ganz vill Kanner,- Dausende vu Kanner, an eiser Schoul erliewen a wou mer haut, mengen ech, e wichtege Schratt kënne maachen, fir deene Kanner eng besser Zukunft a besser Perspektive kënnen ze bidden.

Jo, ech si mat jidderengem d'accord, deen hei zu Recht an esou enger Debatt och op aner Erausfuerderungen an eisem Bildungssecteur higewisen huet, datt et net nëmme Sproochenënnerscheeder sinn, déi eis erausfuerderen, mee datt et sozial Ënnerscheeder sinn, déi sech nach ëmmer weiderverierwen, hei an awer och an anere Bildungssystemer, datt et dacks de Bildungsniveau vun den Elteren ass, dee matbestëmmt, wéi vill Reussite e Kand an der Schoul huet, datt mer, jo, bis un d'Limitte ginn, fir dat ze erdroen, wat um Niveau vun der Inklusioun awer gewënscht ass a sécherlech och am Interessi vun de Kanner ass, datt mer eis Suerge maachen ëm d'Wuelbefanne vun de Kanner, datt mer kucken, wéi mer d'Digitaliséierung op eng mënschlech Manéier an eis Schoul erakréien a vermëttelen, wéi mer mat der Artificieller Intelligenz ëmginn, an, an, an. Jo, an „ALPHA – zesumme wuessen" ass sécherlech net eng Äntwert op all dat doten. Dat ass wouer. An duerfir gëtt et ganz vill aner Chantieren, deene mer eis mat gradesou vill Energie an Determinatioun mussen unhuelen.

Et ass awer eng grouss Erausfuerderung an engem méisproochege Land, an engem vun der Heterogenitéit vu senger Schoulpopulatioun gezeechentem Schoulsystem, datt eebe Kanner, déi doheem kee Lëtzebuergesch, keen Däitsch schwätzen, eebe manner Perspektiven hunn. An dat beweise mer all Joer.

Dat war den éischte Constat Enn der 60er-Jore mat enger Etüd, déi sech „MAGRIP" genannt huet, „matière grise perdue" – e grujelegen Numm d'ailleurs, e ganz grujelegen Numm. Mir hunn dat erlieft bei dem éischte PISA-Schock, deen dëst Land elektriséiert huet. Mir erliewen et Joer fir Joer bei den Épreuves standardisées, datt Kanner, déi doheem kee Lëtzebuergesch, keen Däitsch schwätzen, en enorm grousse Retard duerno am Cycle 4 hunn an der däitscher Sprooch, wou ee seet: „Dat ass vläicht normal". An der Mathematik awer och. An do dierft et jo eigentlech net sinn. An dee Retard, dee berechne mer net a Méint, mir berechnen deen a Joren.

An dat féiert dozou, datt mer, wa mer, bei enger gemëschter Schoulpopulatioun an der École fondamentale, do an de Lycée kucke ginn, am Lycée classique 70 % vun de Schülerinnen a Schüler hunn, déi d'lëtzebuergesch Nationalitéit hunn, an der Voie de préparation 70 % vun de Schülerinnen a Schüler hunn, déi eeben eng Netlëtzebuerger Nationalitéit hunn. An duerfir wiisst momentan eeben eppes net méi zesummen an eisem Land, well eise Schoulsystem trennt. En trennt spéitstens no der Grondschoul. Jo, eis Etüde weisen, datt en eigentlech schonn am Cycle 3 ufänkt mat trennen.

An déi Beispiller, déi de Mëtten hei genannt goufen, och vun eenzelne Riedner hei ... Well ech mengen, wann een hei um Riednerpult d'Chance huet, d'Wielerinnen an d'Wieler ze vertrieden, dann huet ee reusséiert a sengem Liewen, dann huet ee villes matkritt a villes richteg gemaach am Liewen. Dann hat ee vill Chancen, fir dat kënnen ze maachen. Mee déi Beispiller sinn eeben net representativ, wéi déi Chifferen do beleeën. An duerfir solle mer se ëmmer nees kucken.

Eng grondsätzlech Fro, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ass mer e Stéckwäit ze kuerz komm de Mëtten an der Debatt, an zwar wéi mer prinzipiell Bildungsgerechtegkeet erreechen. Erreeche mer déi, andeems mer mat all Kand probéieren, bei all Schrëtt

dee selwechte Wee ze treppelen? Oder erreeche mer se, andeems mer probéieren, mat all Kand dee fir et passende Wee ze goen? A mat „ALPHA – zesumme wuessen" gi mer e Stéckwäit an déi Richtung, datt mer probéieren, mam Kand dee passende Wee ze goen, nämlech liesen, schreiwen a rechnen unzefänken ze léieren an enger Sprooch, déi fir dat Kand eebe méi passend ass, fir déi Famill eebe méi passend ass, fir deen Entourage eebe méi passend ass, fir ëm eng fair Chance op en anstännege Start a seng Schoulkarriär ze ginn an duerno eng fair Chance op eng gutt Integratioun an d'Lëtzebuerger Gesellschaft.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir mech war vun Ufank u kloer – an ech si frou, datt mer doriwwer e ganz breede Konsens hei am Haus hunn –, wa mer eng Alphabetiséierung och op Franséisch aféieren, datt mer dräi Prinzippien do musse respektéieren:

Dat eent ass, datt d'Elteren eeben de Choix hunn, dat ze wielen, wat ëmmer en place war, datt also – an Eenzelner hunn et gesot – keen eppes wäert verléieren. Dat anert, dat ass awer, datt mer och musse kucken: Wou bleift eis Lëtzebuerger Sprooch? A brénge mer et fäerdeg, duerch en intelligente System, eng intelligent Organisatioun, och der Lëtzebuerger Sprooch souguer eng méi staark Plaz an eiser Grondschoul ze ginn ewéi déi, déi se bis elo hat? An dat Drëtt ass eeben, datt d'Kanner weider, esou wäit et geet, sollen zesummen – zesummen! – an d'Schoul goen, zesummen an déi selwecht Klass solle goen, zesumme sollen opwuessen. An duerfir hu mer dee Projet net nëmmen „ALPHA" genannt, mee „ALPHA – zesumme wuessen".

Dat fuerdert eis eraus. Déi dräi Krittären do mateneen, zesummen ze respektéieren, fuerdert eis organisatoresch eraus. Dat ass eng Komplexitéit, déi net ze ënnerschätzen ass. A wann eng Rei vu Kriticke par rapport zu „ALPHA – zesumme wuessen" geäussert ginn, dann huet dat och domadder ze dinn, datt mer net deen einfache Wee ginn, datt mer net soen: „Mir trennen elo einfach déi eng Schüler an déi eng Klass an déi aner an déi aner." Dat wär vill méi einfach. An ech hätt sécherlech manner Kritick kritt vun der Säit vun de Gewerkschaften. Ech hätt sécherlech manner Kritick kritt vun der Säit vun de Gemengen, wann ech dat doten esou gemaach hätt.

Also, wa mer hei soen: „Lauschtert op déi eng a lauschtert op déi aner", da musse mer awer och soen, wat déi Kritickpunkten am Eenzelne sinn a firwat se och kommen. Well mer eis alleguerten eens waren, datt mer och gären hätten, datt d'Kanner zesummegefouert ginn, datt mer och gären hätten, datt der Lëtzebuerger Sprooch hir Plaz bleift. Jo, dat huet eng Komplexitéit. Dat huet säi Präis. A mir hunn awer och an de Pilotprojete gesinn, datt et machbar ass an datt et och ënnerstëtzt ka ginn.

Jo, d'Enseignanten hunn nach aner Erausfuerderungen. Dat stëmmt. An ech hunn der virdrun e puer opgezielt, wou deen, dee Schoul hält, am Alldag permanent domadder konfrontéiert ass. An dat soll eis net kalloossen. An „ALPHA – zesumme wuessen" ass sécherlech och net eng Äntwert dorobber. Wann awer en Enseignant virun enger Klass steet, wou d'Schüler eppes verstinn am Unterrecht, wou déi Sprooch, déi geléiert gëtt, passend ass zu deem Klassekollektiv, deen e grad viru sech huet, mécht dat et sécherlech och en Tickwäit méi einfach, ze enseignéieren an deem dote Grupp. Dat sollte mer awer och mat bedenken. Jo, et ass keen Allheelmëttel, mee dach, et wäert och en Impakt op d'Schoulhalen hunn.

Hei ass jo gemaach ginn, wéi wa mer alles géifen op d'Kopp dréinen. Ech mengen, dat ass net de Fall. Et ass vun Eenzelen zu Recht gesot ginn: „Et ass e grousse Meilesteen, dee mer haut hei kënne fixéieren." Jo, fir Bildungsgerechtegkeet ass dat doten e grousse Meilesteen, wann ee weess, datt mer zanter Enn der 60er-Joren doriwwer diskutéieren, streiden a bis elo eigentlech ëmmer gescheitert sinn.

Mee wat maache mer? Ass dat esou e Bouleversement? Bis elo war et bei all Kand, dat an der Schoul ugefaangen huet, esou, datt een op Däitsch liesen, schreiwen a rechne geléiert huet. An dann dono ass ganz schnell d'Franséischt bäikomm. Wat ännert elo? Elo wär et esou, datt en Deel vun de Kanner – en Deel vun de Kanner! – liesen, schreiwen a rechnen op Franséisch léiere géif an dann Däitsch bäikéim. An da kéim Däitsch an engem Mooss bäi, wou een dat, wat ee vläicht nach net an deenen éischten zwee Joer gemaach hätt, dann och kéint ophuelen am Cycle 3 fir dann am Cycle 4 erëm beieneenzekommen. Jo, dat ass eng organisatoresch Erausfuerderung. Mee dat ass awer kee Bouleversement. Dat ass keen aneren Unterrecht, dee mer do halen. Et muss dach méiglech sinn, am Interêt vun der Bildungsgerechtegkeet, dat doten esou an eise Schoule kënnen ze organiséieren.

Zu der Fro: „Firwat elo?" Mir hunn am Regierungsprogramm festgehalen, datt mer déi Evaluatioun zu engem Zäitpunkt géife maachen, wou déi Pilotklassen am Cycle 3 ukomm wieren. An da géife mer decidéieren. Déi Klasse sinn elo am Cycle 3. Mir kënnen haut déi doten Decisioun zesummen huelen. A firwat hu mer de Cycle 3 gesot? Ma well mer mierken, net aus dem Bauch eraus, mee opgrond vu ganz kloer transparenten an novollzéibare Chifferen, wou op d'mannst jiddereen hei am Haus d'Chance hat, se sech Joer fir Joer an d'Educatiounskommissioun vun dësem héijen Haus ulauschteren ze kommen, nämlech iwwert d'Épreuves standardisées, datt d'Bildungsschéier schonn am Cycle 3 auserneegeet an datt mer mierken, datt dat am Cycle 4 net méi opgeholl gëtt, an datt mer duerno mierken, wéi ech virdru gesot hunn, datt mer dann duerno d'Kanner ganz ënnerschiddlech orientéieren a se net méi wäerte beieneekréien. Duerfir hu mer gesot: Kommt, mir kucken, ob et en Impakt huet, ob „ALPHA – zesumme wuessen" schonn am Cycle 3 en Impakt huet. A wa mer dee mierken a wa mer och mierken – an dat war och eng Zilsetzung vun der Evaluatioun –, datt mer dat organisatoresch gestemmt kréien, da solle mer et maachen.

Wësst Der, ech si virun enger Rei vu Méint enger Koppel mat zwee Kanner an engem Lift begéint. Ech hunn déi Leit nach ni gesinn. An de Mann fänkt direkt un, mat mir ze schwätzen, a schwätzt Franséisch mat mir. D'Fra huet duerno Englesch mat mer geschwat. An zesummen hu se Portugisesch geschwat. An de Mann hat eng Fro: „Est-ce que c'est bien pour 2026?" An e kuckt op säin eelste Bouf. An et huet een eng Hoffnung am Gesiicht gesinn, datt ech géif Jo soen, datt et fir dat Kand méiglech ass, nämlech duerno vun der franséischer Alphabetiséierung kënnen ze profitéieren. Well déi Eltere ganz gutt verstanen haten, wat dat bedeit fir dat Kand.

An ech si viru villen, ville laange Joren – ech muss esou ëm déi 30 gewiescht sinn, well ech mengen, ech war am Ufank Buergermeeschter – engem Mënsch begéint, deen ech net direkt erëmerkannt hunn, dee mäi beschte Frënd am éischten an am zweete Schouljoer war. An e war vun engem Dag op deen aneren op eemol fort. En ass net méi erëmkomm. An en huet sech virgestallt – de Belmiro – an ech hunn e gefrot: „Wou waars du? Wat ass geschitt?" „Meng Elteren hate verstanen, datt ech hei an der Schoul keng Chance hätt, a se si mat mir zréck an de Portugal gaangen." De Belmiro, deemools och ëm déi 30 wéi ech, ass Dokter am Portugal. Mir hätten en och hei gebraucht.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Sou wéi mer vill Doktere brauchen, wéi mer vill Handwierker brauchen, wéi mer vill Enseignantë brauchen. Da kommt, mir hëllefen deene Leit dach, datt se dat doten hei kënnen erreechen!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | An duerfir sinn ech der Meenung, datt mer net nach kënne waarden, bis mer „ALPHA – zesumme wuessen" generaliséieren, fir deene Kanner do eng Chance ze ginn, elo endlech eng Chance ze ginn.

A mir hunn eis jo awer Zäit gelooss. Ech mengen, de Gilles Baum ass drop agaangen. Mir hunn déi éischten Experienz an eiser ëffentlecher Schoul mat enger Alphabetiséierung op Franséisch am Joer 2016 gemaach. Mir hunn déi Pilotprojeten am Joer 2022 lancéiert. Mir hunn déi evaluéiert. Mir fänken elo 2026, wann d'Chamber dat dann hei esou wëll, un, dat ze generaliséieren. Mir wäerten dat schrëttweis eropzéie bis d'Joer 2032.

Wien hei seet, hei wär d'Ongedold mat mir duerchgaangen – also, ech kann Iech soen, ech hat bei kengem Projet nach méi Gedold wéi bei deem heiten. Mee ech weess, datt et derwäert war.

(Interruptions)

Mir loossen eis och weider Zäit, fir dat dote richteg ze implementéieren. Joer fir Joer wäerte mer d'Enseignantë forméieren. Joer fir Joer wäerte mer nei Léiermaterialien erausbréngen. Joer fir Joer wäerte mer mat de Gemenge kucken, datt et och organisatoresch händelbar ass. Joer fir Joer wäerte mer och kucken – jo, wäerte mer och kucken –, d'Enseignantë mat op de Wee ze huelen, well ech deelen dat, datt eng Reform nëmme ka Succès hunn, wa se och vun den Enseignantë verstane gëtt, de Bien-fondé verstane gëtt, akzeptéiert gëtt a si sech ënnerstëtzt spieren an hirer alldeeglecher Aarbecht.

An ech muss soen, datt ee jo awer muss – an ech mengen, Dir wësst dat – den Ënnerscheed maachen tëscht deenen Enseignanten, déi de Mikro dann heiansdo dohinner gehale kréien, well et hir Aufgab ass, dann eppes an de Mikro ze soen, an deenen, déi um Terrain aktiv sinn.

(Interruption)

Ech war virun zwou Wochen an eng grouss Reunioun, wou 500 Enseignanteën an Enseignanten aus dem Cycle 1 waren, déi an där Reunioun nach eng Kéier preparéiert goufen op dat, wat op si am Kontext „ALPHA – zesumme wuessen" am Cycle 1 wäert duerkommen, ënner anerem déi Alphabetiséierung. Do hunn ech net wierklech kritesch Stëmmen héieren. Par konter sinn déi meescht herno erausgaangen, hu gesot: „Ok, ech hu verstanen." Also, d'Adhesioun hei … An dat war keng Flichtveranstaltung, do si 500 Enseignanteën an Enseignantë komm an hu gesot: „Ech wëll hei dat doten elo héieren an ech wëll mech preparéieren. Ech wëll prett si fir dann, wann ALPHA kënnt. An déi hunn éischter d'Gefill, datt mer hei eppes maachen, wat sënnvoll ass, mee wat si och wäert erausfuerderen. An do solle mer och kengem hei eppes aneres virmaachen.

Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et wäert och mäin Engagement sinn, iwwert déi nächste Joren ze kucken, datt déi Reform do richteg ëmgesat gëtt. Well eng Reform ass net dee Moment ëmgesat, wann hei ofgestëmmt gëtt. Eng Reform fänkt un, ëmgesat ze ginn, wann hei ofgestëmmt ginn ass.

An do wäert ech mech selwer, mat all den Ekippen, an de Ministèren, an den Direktiounen iwwerall, déi derfir zoustänneg sinn, an den nächste Jore ganz staark engagéieren. A mir wäerten dat kucken, wat hei als Evidenz gefuerdert gouf – als Evidenz gefuerdert gouf! –, an ech hunn et schonn e puermol hei gesot, an dofir hunn ech absolutt kee Problem, datt et och an enger Motioun nach eng Kéier schwaarz op wäiss festgehale gëtt: datt mer natierlech de Schoule wäerten déi Ressourcë ginn, déi se brauchen, organisatorescher Natur, vun den Enseignanten hier, fir den Appui pédagogique kënne weider ze assuréieren, an, an, an, wat hei gefrot ginn ass, fir dat kënnen ze leeschten.

Dat ass net fir d'éischte Kéier, datt ech op dëser Plaz stinn a genau dat dote soen. Mee wa mer et nach eng Kéier schreiwen – an Dir invitéiert mech och nach eng Kéier derzou –, dann hëlleft dat sécherlech, datt ech et awer net vergiessen.

Villmools merci.

(Hilarité)

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

M. Fred Keup (ADR) | Parole après ministre.

M. Claude Wiseler, Président | Parole après ministre. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. An eisen Institutioune muss ee jo gewësse Reegelen anhalen. A mir maachen dat jo och an der Reegel. Ech muss awer soen ... An ech soen dat net onbedéngt hei als Fraktiounspresident vun der ADR an et ass och onofhängeg dovun, ob mir elo fir oder géint de Projet sinn, mee wat ech einfach hei wëll soen zum Schluss, dat ass, dass déi ganz Prozedur, wéi se elo gemaach ginn ass, wou och den Här Minister elo gesot huet, dass e schonn op enger Reunioun de 500 Enseignanten erkläert huet, wéi dann elo deen neie Projet wäert fonctionéieren, an dass och scho mat Gemenge geplangt ginn ass a warscheinlech och schonn investéiert ginn ass, an dat, bevir hei de Projet iwwerhaapt am Parlament gestëmmt ginn ass ..., da muss ech awer soen, dass dat a mengen Aen dem institutionelle Werdegang, wéi mer en am Fong hei am Land solle fleegen, net gerecht gëtt. An ech géif mech freeën, wann an Zukunft Moossnamen an deem Sënn eréischt géifen ergraff ginn, wann e Projet och hei an der Chamber scho gestëmmt ginn ass an net virdrun. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Dat war elo keng Fro, Dir kënnt ...

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Ech hunn awer eng Äntwert, Här President, wann Der erlaabt.

Une voix | Eng Äntwert op keng Fro.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Wann hei gefrot gëtt, et soll ee mat jidderengem schwätzen, wann hei gefrot gëtt, et soll ee jidderengem nolauschteren, da froen ech mech, wéi een dat soll maachen, wann ee mat kengem däerf zesummekommen, wann een net däerf erklären, wat de Projet ALPHA ass.

Wann hei gefrot gëtt, d'Enseignantë missten awer preparéiert ginn – an hei ass gefrot ginn de Mëtten, hei op dëser Tribün, vun enger Riednerin, datt et eigentlech eng legitimm Fuerderung ass, datt sämtlech Léiermaterialien, déi mer bräichte fir d'Ëmsetzung bis 2032, haut scho misste virleien –, da froen ech mech, wéi dat méiglech wär.

Mat där Approche, déi vum Deputéierte Fred Keup hei elo grad prekoniséiert ginn ass, an deen dat op eng Manéier duergestallt huet, wéi wann et quasi eis Verfassung wär, déi dem Minister géif verbidden, eng usteeënd Reform, déi d'ailleurs vum Parlament gefrot war, déi vum Parlament an Optrag gi ginn ass, gutt um Terrain a mam Terrain ze preparéieren. Ech sinn derfir, dat gutt ze preparéieren a mam Terrain ze preparéieren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Ech gesinn elo keng weider Wuertmeldung. Dann ass d'Diskussioun zu dësem Projet elo ofgeschloss.

Proposition de priorité pour une motion conformément à l'article 41, point 4, du Règlement de la Chambre des Députés

Éier mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet kommen, hunn ech eng Prioritéit op der Motioun 4 vun der Madamm Closener gefrot kritt, soudatt mer also elo, éier mer iwwert d'Gesetz ofstëmmen, déi Motioun huelen. Duerno stëmme mer iwwert d'Gesetz of an duerno stëmme mer iwwert déi aner Motiounen of.

Motions

Motion 4

Madamm Closener, Dir hutt déi Motioun schonn erkläert. Et geet elo ëm d'Motioun Nummer 4 vun der Madamm Closener. Wie wëllt zu dëser Motioun Stellung huelen? Ech gesinn den Här Gilles Baum, den Här Sehovic an den Här Keup, déi sech bis elo gemellt hunn. Här Baum, Dir fänkt un.

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. An dëser Motioun geet et am Fong ëm dräi zentral Punkten. Et geet ëm d'Personal, d'Cours d'appui an och d'Infrastrukturen.

De Ministère huet mer matgedeelt, dass genuch qualifizéiert Personal zur Verfügung steet, fir d'allgemeng Ëmsetzung vum Projet „ALPHA – zesumme wuessen" ze garantéieren. D'Moossname beim Rekrutement, an der initialer a kontinuéierlecher Formatioun souwéi bei der Attraktivitéit vum Enseignantsberuff suergen derfir, dass de Personalbedarf ofgedeckt gëtt. Dat heescht, op deem éischte Punkt kéinte mer Iech Satisfaktioun ginn.

Wat de Cours d'appui ugeet, do muss ee wëssen, dass d'Enseignantë gehale sinn, am Kader vun hirer Tâche 54 Stonnen, wa se e volle Kader hunn, Cours d'appui am Joer ze halen. Dorunner gëtt jo och näischt geännert. Dat heescht, dee Cours d'appui do gëtt net zréckgefuer. D'Generaliséierung vum Projet ALPHA wäert also kee Réckgang vun den Appuistonne mat sech bréngen. A ganz enker Koordinatioun mat de Gemengen an de regionalen Direktioune gëtt garantéiert, dass dës wichteg Offer fir d'Schüler erhale bleift. A falls néideg, kann och eng Upassung vum Contingent an d'A gefaasst ginn. Och op dësem zweete Punkt, mengen ech, kéinte mer der LSAP Satisfaktioun ginn.

Wat d'Infrastrukturen ugeet, do ass et esou, dass – ech hunn et virdru scho gesot – de Ministère zesumme mat de Gemengen, zesummen och mam Syvicol, derfir suergt, dass déi néideg Raimlechkeeten zur Verfügung gestallt ginn, lafend a geplangten Amenagementer. An ech muss Iech soen, ech kenne ganz wéineg Gemengen, déi am Moment net schonn amgaange sinn ze plange weiderzebauen, ob et elo d'Maison-relaise sinn oder ob et och hir Schoule sinn. Et gëtt also derfir gesuergt, dass all Kand an engem pedagogesch adaptéierten a fërderleche Raum beschoult ka ginn. Och an deem drëtte Punkt kéint ech de Kolleege vun der LSAP Satisfaktioun ginn.

Ech mengen, wat och wichteg ass, dat ass dat, wat e puermol gesot ginn ass: Wéi gëtt dee Projet elo weider betreit? De Ministère wäert och weiderhi ganz no un der Säit vun de Schoulen, de Gemengen an allen Acteuren um Terrain stoen, notamment och de Regionaldirektiounen, fir eng erfollegräich a kohärent Ëmsetzung vum Projet „ALPHA – zesumme wuessen" ze garantéieren, am Interêt vun de Kanner an hire Bildungschancen.

Ceci étant dit, géif ech menger Fraktioun proposéieren, d'Motioun vun der LSAP matzedroen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Baum Merci. Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Den éischten an den zweete Punkt si jo Saachen, op déi mer jo zu e puer och scho souwuel an der Kommissioun, an de Kommissiounssëtzungen, wéi och an eise Rieden agaange sinn. Do gouf et och scho mol méi oder manner konkreet Zousoe vum Minister. Mir wäerten natierlech ganz gutt drop oppassen, dass dat och tatsächlech erfëllt gëtt.

Deen drëtte Punkt, wat d'Gemenge betrëfft, ass wierklech e Punkt, deen ech och nach eng Kéier wëll ënnersträichen. Do ass och nach eng Aarbecht ze maachen. Ech sinn iwwerzeegt, dass an engem vun de räichste Länner vun der Welt esou eng Reform muss méiglech si mat deene Ressourcen, déi mer hunn. An dat geet iwwer eng gutt Zesummenaarbecht mat den Direktiounen a mat de Gemengen. An et ass wierklech den Opruff, dass mer elo deen Outreach maachen, nach weider op dee Wee ginn.

Soudass, mengen ech, all déi dote Saache schonn emol thematiséiert gi sinn a mer dat natierlech kënne matdroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Den Här Keup, duerno den Här Marques an dann den Här Goergen. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, merci, Här President. Ech mengen, ech ginn dervunner aus, dass souwisou an engem Land wéi Lëtzebuerg, dat esou e Räichtum huet, villes misst besser sinn. Do si mer eis bestëmmt och eens.

Hei, wat elo déi Motioun ugeet, ...

(Interruption)

... hunn ech beim drëtten Invite ... Bon, dat geet och e bëssen an déi Richtung vun der Motioun vun de Piraten. Dat kann een natierlech esou gesinn. Iwwerhaapt d'Invitten, déi sinn, mengen ech, och hei net fir eis de Problem, déi hunn hir Berechtegung, well mir hunn och elo scho ganz vill Problemer an der Schoul, an déi gi mam Projet ALPHA jo bestëmmt net besser. Problemer mat genuch Personal, dat gutt genuch ausgebilt ass, hu mer.

Fir mech sinn awer de Punkt 4 an de Punkt 5 am Ufank e Problem, wou zum Beispill da steet: „visant à diversifier l'offre éducative". Dat ass eppes, dat mir net kënne saluéieren. Ech mengen, mir hunn do da vläicht e bëssen deen LSAP-Geescht vu fréier, deen e bësse war, eng gemeinschaftlech Schoul fir jiddwereen ze hunn, dee si haut dann opginn hunn. An duerfir kënne mer dat heiten net matdroen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Här Marques.

M. Ricardo Marques (CSV) | Jo, merci, Här President. A merci och de Kolleege vun der LSAP fir dës Motioun. Den drëtten Invite ass ganz interessant, well mir hunn haut de Moien iwwer ganz grouss a ganz deier Infrastrukturprojete geschwat. Mee wann een an de Gemengen ënnerwee ass, weess een awer och, dass kleng Projeten Zäit brauchen. An et ass scho

wichteg, dass een d'Gemengen elo scho begleet. An dofir ass dëse Punkt fir eis weesentlech. An ech géif menger Fraktioun och recommandéieren, Är Motioun matzedroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Marques. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci. Ech wäert se och matstëmmen. Also, si ass wierklech gutt, virun allem den éischten Tiret. Also, ech weess net, ob den Här Baum elo en Zauberstaf huet, fir op eemol genuch Personal hierzekréien, wann een am Moment schonn d'Situatiounen an de Schoule kuckt, wou awer och schonn do Stonnen ausfalen oder d'Personal hin- an hiergeschéckt gëtt, fir dass iergendee Lach gestoppt gëtt. Ech weess net, wou deen Zauberstaf elo soll hierkommen, dass op eemol genuch Personal do wär.

An et ass och de Géigendeel vun deem, wat d'Gewerkschafte gesot hunn, dass dat net esou einfach wäert goen, wéi Dir Iech dat vläicht virstellt. Do kéint een elo nach laang soen, dass een och nach eng Kéier d'Bedéngungen am Beruff misst änneren an och d'Aart a Weis, wéi geschafft gëtt.

Beim Cours d'appui, dat ass natierlech richteg, dass dat soll bleiwen. Ech hoffen och, dass dee Gedanken ni beim Minister war oder soss enzwousch, dass dat just eng Rumeur war, dass dat soll ewechkommen. Well ech kéint mer net virstellen, dass een dee géif ewechhuelen.

An natierlech den drëtte Punkt mat de Gemengen, do kommen ech herno bei menger Motioun nach eng Kéier drop zréck. Mee ouni d'Gemenge kee Projet ALPHA. Also soll ee se och ënnerstëtzen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Ech hätt elo keng weider Wuertmeldung. D'Madamm Closener, ganz kuerz.

Mme Francine Closener (LSAP) | Jo, villmools merci. Ech sinn natierlech ganz frou iwwert den Engagement vun der Majoritéit, sech un dës Punkten ze halen: genuch qualifizéiert Personal, genuch Klassesäll an den Appui eventuell souguer nach ausbauen. Ech si ganz frou, dass mer déi Motioun also wäerte kënne stëmmen.

Ech recommandéieren also och menger Fraktioun, de Projet de loi matzedroen. Dem Minister kann ech just soen: Weise gëllt!

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener. Domat wär dann d'Diskussioun zu dëser Motioun ofgeschloss.

An ech géif d'Motioun Nummer 4 vun der Madamm Closener zum Vott stellen.

Vote sur la motion 4

De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Kënnt Der wannechgelift nach eng Kéier nokucken, ob all d'Procuratioune geholl gi sinn? Ok, da schléissen ech de Vott esou of, wéi en elo ass.

D'Resultat vum Vott ass: 54 Jo-Stëmmen, 5 Abstentiounen. Dës Motioun ass also mat 54 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a bei 5 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Ricardo Marques), Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, M. Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert (par Mme Octavie Modert), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gérard Schockmel) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

An da géife mer zum Vott vum Projet de loi selwer kommen, also der Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8587. Den Text steet am Document parlementaire 8587[8].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8587 et dispense du second vote constitutionnel

Ech maachen de Vott op. D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Och hei nach e wéineg nokucken, ob jiddwer Procuratioun geholl ginn ass. Ok, da schléissen ech de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 52, Neen: 5, Abstentiounen: 2. Dëse Projet de loi ass also mat 52 Jo-Stëmme géint 5 Nee-Stëmme bei 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par Mme Octavie Modert), Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, M. Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par Mme Françoise Kemp), Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert (par Mme Diane Adehm), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Motions (suite)

An da komme mer bei déi nächst Motiounen, déi hei deposéiert gi sinn. An ech huele se elo der Reifolleg no, wéi se deposéiert gi sinn.

Motion 1

Déi éischt dovunner ass déi vum Här Marques. Här Marques, Dir wëllt duerno e puer Wuert soen. Wie wëllt eppes zu dëser Motioun soen? Här Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Merci, Här President. Hei gi véier Punkten opgefouert: den organisatoresche Kader bis 2032, eng järlech Impaktanalys bis 2032, den Evaluatiounsrapport vum Conseil scientifique an och e Begleet- a Suiviskommitee bis 2032. An ech kann Iech hei vläicht véiermol eng kuerz Erklärung ginn.

Beim organisatoresche Kader ass et esou: Fir all Schouljoer bis 2032 gëtt e kloren an transparente Kader virgeluecht, deen d'Auswierkunge vun der Generaliséierung vum Projet duerstellt, inklusiv d'Organisatioun vun de Gruppen, d'Wiel vun der Alphabesit... Pardon, et war e laange Mëtten.

(Hilarité)

... d'Wiel vun der Alphabetiséierungssprooch an déi néideg mënschlech, materiell a pedagogesch Ressourcen.

Zur järlecher Impaktanalys: Och do kënnt bis 2032 all Joer eng detailléiert Analys vum Impakt vum Projet, déi sech virun allem op d'Entwécklung vun de Schoulleeschtungen an de Bildungschancë vun de Kanner bezitt.

Den Evaluatiounsrapport vum Conseil scientifique: De Conseil scientifique erstellt en Evaluatiounsrapport iwwert d'Pilotklasse vum Cycle 4, fir d'Effikassitéit vum Projet op dësem Niveau wëssenschaftlech opzeschaffen an ze beurteelen.

An dann zum Begleet- a Suiviskommitee bis 2032: Do gëtt ënnert der Kopresidentschaft vum SCRIPT an der Direktioun vum Enseignement fondamental e Comité d'accompagnement et de suivi geschaaft, mat Vertriederinnen a Vertrieder vun den Enseignanten, Elteren a regionalen Direktiounen. Dëse Kommitee trëfft sech op d'mannst zweemol am Joer, dat suergt fir en effikasse Suivi op nationalem Niveau, en evaluéiert natierlech reegelméisseg d'Effekter vun der Reform a kann, wann néideg – ech mengen, dat wär awer ganz, ganz wichteg –, Upassungsrecommandatioune maachen.

An och dofir géif ech hei menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun matzedroen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Virun allem am zweeten Deel huet den Här Marques a senger Ried villes gesot, wat richteg war. An dat ass dat, wou et ëm d'Gemengen an ëm d'Personal gaangen ass. Dofir wäert ech och dës Motioun mat ënnerstëtzen.

Et ass awer trotzdeem komesch, virun allem, wann een de „Wort"-Leitartikel oder -Kommentar vu gëschter Owend liest iwwert d'Situatioun an der CSV, dass d'DP hei net ënnerschriwwen huet a se par contre déi leschte Kéier awer eng Motioun vun déi gréng iwwert d'Fligeren ënnerschriwwen huet.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Madamm Closener.

Mme Francine Closener (LSAP) | Ech verstinn elo net onbedéngt den Zesummenhang. Mee dat mécht awer näischt.

(Hilarité)

Ech wollt zu dëser Motioun vum Här Marques soen, dass et selbstverständlech fir eis eng Evidenz ass,

dass den Impakt muss gekuckt ginn, dass de Conseil scientifique natierlech soll weiderfuere mat senge Rapports d'évaluation. An och déi Iddi vun deem Comité d'accompagnement fannen ech ganz gutt, Recommandatiounen, tipptopp. Et wier natierlech wënschenswäert, datt déi Recommandatiounen dann och géifen ëmgesat ginn.

Mir géifen déi Motioun matstëmmen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener. Den Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Et ass alles gesot ginn. Och mir wäerten dës Motioun ënnerstëtzen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, merci, Här President. Mir wäerten dës Motioun och matstëmmen. Si ass d'autant plus och nach ganz no un eiser Motioun Nummer 5. Duerfir jo.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, mir wäerten déi Motioun och matstëmmen. Well et ass jo evident, datt een esou e wëssenschaftleche Bilan soll maachen. Ech mengen, do kann ee schwéier dergéint sinn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat wär da keng Wuertmeldung méi do.

Vote sur la motion 1

Da géing ech och dës Motioun Nummer 1 vun dem Här Ricardo Marques zum Vott stellen. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, infolgedesse keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun. Dës Motioun ass also à l'unanimité mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert (par Mme Nathalie Morgenthaler), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gérard Schockmel) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 2

Da komme mer zur nächster Motioun, an dat ass d'Motioun Nummer 2 vun der Madamm Francine Closener. Wie wëllt dozou Stellung huelen? Den Här Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Mir waarden alleguerte gespaant op de Plang fir d'Bekämpfung vun der Aarmut, deen nach dëse Mount vun der Regierung wäert virgestallt ginn. Hei ass eng Motioun presentéiert ginn, déi, mengen ech, gäre géif gewuer ginn, wat do drasteet an déi och do wëllt e Suivi dovunner maachen. Ech kann natierlech hei ganz mat där Motioun averstane sinn.

Ech mengen, dee Plang, dee mer virgestallt kréien, dat ass e liewegt Dokument, un deem mer an dëser Legislaturperiod an, ech si sécher, doriwwer eraus wäerten alleguer zesumme schaffen. A well mer alleguer zesummen dru schaffen, géif ech proposéieren, dës Motioun an eng Jointe ze huelen. Dat wier d'Propos, déi ech de Kolleege vun der LSAP vun dëser Plaz aus géif maachen.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. D'Madamm Closener huet vollkomme Recht. Et ass net nëmmen d'Sprooch, déi driwwer entscheet, mee och d'Aarmut. A virun allem bei de Kanner ass déi Aarmut nun emol an d'Luucht gaangen. Et ass schéin, dass elo versprach gëtt, dass dat dëse Mount nach wäert presentéiert ginn. Mir waarde mat Ongedold drop. Et seet een awer och, wann een esou e Pak bréngt, dass een a sech an de leschte Joren doranner versot huet, dass et net esou wäit soll kommen.

(Interruption)

An dofir wäert ech dës Motioun, ob se herno an d'Kommissioun geet oder haut gestëmmt gëtt, voll ënnerstëtzen.

Dir kënnt reklaméieren a murmelen do als DP. Mee et sinn Är Ressorten. Dir musst elo e Pak presentéiere géint d'Kanneraarmut. Dat heescht, Dir hutt och eng gewësse Responsabilitéit, dass déi Situatioun iwwerhaapt entstanen ass.

(Interruption par M. Gilles Baum)

Ma dofir ass se jo komm, wéinst deenen zwielef Joren, deem, wat Der gemaach hutt oder net gemaach hutt. Dir kënnt Iech do elo opreegen. D'Kanneraarmut ass e Fakt hei am Land!

(Interruption par M. Gilles Baum)

Do kann d'DP sech opreegen!

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift. Den Här Goergen huet d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | A jo, Dir hutt se ze verantworten an deene leschten zwielef Joer! Do hutt Der Recht.

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Här Keup. Den Här Keup huet elo d'Wuert, duerno den Här Marques. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Ech fäerte ganz, wa mer do waarden, da wäerte mer enttäuscht ginn, esou wéi mer och an deene leschte Joren an deem Punkt enttäuscht gi sinn. Well effektiv, d'Kanneraarmut huet déi leschten, ech mengen, 10, 20 Joer – dat geet scho méi wäit Joren zréck – ëmmer erëm zougeholl an hëlt warscheinlech och nach weider zou. An dat ass natierlech ee vun de grousse Problemer, eebe grad och duerno an der Bildung. An duerfir ass dës Motioun och begréissenswäert.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Här Marques, duerno den Här Wagner.

M. Ricardo Marques (CSV) | Jo, merci, Här President. Also d'sozioekonomescht Ëmfeld determinéiert leider d'Réussite scolaire. Wa mer dat an enger Jointe kënne weider diskutéieren a vläicht d'Resultater vum Plan national de la pauvreté diskutéieren, da sollte mer dat maachen. An dofir géif ech meng Fraktioun där Iddi op jidde Fall positiv zoustëmme loossen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Marques. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Déi Lénk wäert natierlech dës Motioun matdroen. déi gréng, mengen ech, och, krut ech hei gesot. Dann ass dat geschitt. Voilà.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Voilà. Mee et ass sécherlech sou, mir hunn dat wierklech e puermol gesot: Et soll ee sech keng Illusioune maachen. De Projet ALPHA wäert déi sozioekonomesch Problemer an Ënnerscheeder an der Gesellschaft net behiewen! Mee all Mesür, déi een an der Schoul hëlt, muss och en accord mat dëser Vue geholl ginn, dat heescht, datt ee Récksicht hëlt op d'Haushalter. Et gëtt räich Leit, et gëtt aarm Leit, Kanner, déi drënner leiden. An dovunner hänkt natierlech ganz staark hir Réussite scolaire of.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Ech gesinn elo keng aner Wuertmeldung zu dëser Motioun. Da kritt d'Madamm Closener d'Wuert.

Mme Francine Closener (LSAP) | Jo, villmools merci. Ech si ganz frou, wéi conciliant d'Majoritéitsparteien haut sinn, an natierlech och, dass se d'Kanneraarmut an d'Strategie géint d'Kanneraarmut wierklech seriö huelen an dat an där Jointe wëllen diskutéieren, Punkt fir Punkt. Doriwwer sinn ech natierlech ganz glécklech. An ech stëmmen deem och zou. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Wann ech elo richteg verstanen hunn, stëmmt der zou, datt déi Motioun hei an d'Kommissioun geet.

Vote sur le renvoi de la motion 2 en commission

Da géing ech froen, ob jiddwereen domadder d'accord ass, datt mer dës Motioun an d'Kommissioun schécken.

Ass een dogéint?

Enthält ee sech? Dat ass net de Fall.

Also ass dës Motioun an d'Kommissioun renvoyéiert.

(La motion 2 de Mme Francine Closener est renvoyée à la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, à la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité, à la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale et à la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire.)

Motion 3

Da komme mer zur nächster Motioun, dat ass d'Motioun Nummer 3 vun der Madamm Closener. Wie wëllt dozou d'Wuert huelen? Den Här Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Jo, Här President, ech mengen, ech kann et hei ganz kuerz maachen. Et ass mer zougedroe gi vusäite vum Ministère, dass de Ministère amgaange wär, e Wäissbuch auszeschaffen iwwert d'Cohésion sociale an d'Integratioun am Secondaire. An ech géif proposéieren, dass mer déi Motioun hei och mat an d'Kommissioun huelen, fir dass mer eng Kéier an der Kommissioun dat Wäissbuch kënne presentéiert kréien an dann och do an der Kommissioun driwwer schwätzen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Wie wëllt nach dozou Stellung huelen? Ech gesi keng Wuertmeldung.

(Brouhaha)

Da géing ech der Madamm Closener d'Wuert ginn, fir dozou Stellung ze huelen.

Mme Francine Closener (LSAP) | Jo, ech sinn natierlech och ganz frou, an der Kommissioun dann am Detail iwwert dat Wäissbuch kënnen ze schwätzen an ze kucken, dass mer de Suivi kënne gemaach kréie vun dem Projet ALPHA am Secondaire. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener.

Dann hunn ech verstanen, datt mer och dës Motioun géingen an d'Kommissioun iwwerweisen.

Vote sur le renvoi de la motion 3 en commission

Wie kann domadder averstane sinn?

Ass een dogéint?

Enthält ee sech?

Dann ass och dës Motioun à l'unanimité an d'Kommissioun verwisen.

(La motion 3 de Mme Francine Closener est renvoyée à la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.)

Motion 5

An da komme mer zu der nächster Motioun, dat ass elo d'Motioun 5, well mer iwwert d'Motioun 4 scho virum Gesetzesprojet ofgestëmmt hunn. D'Motioun 5 ass d'Motioun vun der ADR, déi den Här Keup deposéiert huet. Här Keup, wëllt Dir direkt eppes soen? Duerno? Duerno. Wie wëllt zu dëser Motioun Stellung huelen? Den Här Baum, den Här Sehovic, den Här Wagner, d'Madamm Closener. Här Baum, fänkt Dir un.

M. Gilles Baum (DP) | Merci, Här President. Déi Motioun gëtt am Fong dat zréck, wouriwwer mer an der Motioun Nummer 1 ofgestëmmt hunn. Déi heite wär an deem Fall superfetatoire, an ech proposéieren, déi dann dofir net ze stëmmen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Et kënnt een als Oppositiounsdeputéierte ganz seelen an de Genoss, et ze soen, mee ech sinn effektiv der Meenung, dass dat, wat hei gefuerdert gëtt, an der éischter Motioun, déi mer gestëmmt hunn, nach méi am Detail erkläert gëtt. An dowéinst sinn ech der Meenung, dass dës Motioun superfetatoire ass.

Plusieurs voix | A!

M. Claude Wiseler, Président | Dat war elo schwéier ze soen, Här Sehovic.

(Hilarité)

Merci. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, allerdéngs, wat d'Fuerderungen ugeet vun der Motioun vun der ADR, déi sinn tatsächlech superfetatoire, well d'Motioun vun der CSV seet u sech dat selwecht a se geet méi an den Detail.

Par konter, et ass awer och problematesch: Si ass net komplett superfetatoire, well ech – mir – sinn do net averstane mat deem, wat d'Motioun och behaapt, wa se seet, datt d'Chamber sech bewosst wier, datt eng landeswäit Aféierung vun der Optioun Alphabetiséierung op Franséisch zugläich d'Gefor a sech droe géif, dass d'Roll vum Lëtzebuergeschen am Fondamental ofhuele wäert. Dat ass, mengen ech, faktuell einfach, op jidde Fall um Pabeier, net richteg. Dat stëmmt net. Mir stëmme grad e Projet de loi, deen och nach legal de Gebrauch vun der Lëtzebuerger Sprooch am Fondamental reegelt, wat bis elo mol nach net de Fall war, wat just reglementéiert gouf et cetera. Dat heescht, d'Lëtzebuergescht ass faktuell och nach méi wichteg ginn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Madamm Closener, duerno den Här Goergen an dann den Här Keup.

Mme Francine Closener (LSAP) | Jo, ech géif och dat flott Wuert „superfetatoire" dann hei benotzen, well mer eeben an der Motioun 1 vum Här Marques dat doten eigentlech alles schonn opgeléscht hunn. An d'ailleurs sinn ech guer net dermat d'accord, dass hei d'Roll vum Lëtzebuergeschen am Fondamental géif ofhuelen. Dat gesinn ech guer net esou. Dat ass op jidde Fall net dat, wat an eisem Sënn wär an och net, mengen ech, am Sënn vum Projet. Also dës Motioun géif eise Grupp net matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci. Also d'Argumentatioun vun der Madamm Closener ass a sech déi éierlechst. Well mer kommen e bëssen an en Dilemma, wa mer herno soen: „D'Majoritéitspartei deposéiert eng Motioun an d'Oppositioun konnt dat jo eigentlech guer net wëssen." D'CSV huet jo do gesot, et wär änlech, et wär d'selwecht. D'Madamm Closener huet gesot: „Et ass net d'selwecht", an ech ginn éischter der Madamm Closener Recht. Dofir wäert wäert ech se och net matstëmmen an deem Ëmfang.

Mee et ass awer eng komesch Situatioun, dass mer als Oppositioun ëmmer herno géinge soen: „Jo, d'Majoritéit huet virdrun eng Motioun deposéiert, an dann dierf d'Oppositioun keng méi deposéieren." Dat heescht a sech, wann ee kohärent gewiescht wär, hätten déi, déi virdrun déi éischt matgestëmmt hunn a mengen, wat se elo an de Riede gesot hunn, et wär déi selwecht, déi zweet och elo hei misse matstëmmen, well mer soss e Fall hunn, deen an Zukunft an anere Motioune fir d'Oppositioun ka schlecht ausgesinn.

Ech sinn éischter bei der Madamm Closener, dass ech d'Consideranten net alleguerten deelen an dass ech déi Geforen net deelen. An dofir kann ech se net matstëmmen.

Mee wa mer awer hei ufänken, net ze stëmmen, well d'Majoritéit schonn eng huet, déi laut Majoritéit genau d'selwecht ass wéi déi heiten, hu mer en anere Problem.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. An et gëtt elo keng aner Wuertmeldung. Da ginn ech dem Här Keup d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. Jo, den Här Goergen huet do net ganz Onrecht, wann en dat seet. An den Här Goergen huet awer op engem anere Punkt vläicht net esou ganz Recht mat deem, wat e seet. Dir hutt nämlech gesot, Dir wiert mat deene Consideranten net ganz averstanen, déi d'Madamm Closener och scho genannt huet. Abee, dat ass jo awer och dat, wat Dir an Ärer Ried gesot hutt.

Dir hutt jo awer och dervu geschwat, dass eng Gefor kéint bestoe fir d'Lëtzebuerger Sprooch. An Dir sidd och net deen Eenzegen, well – ech hunn hei eppes fonnt – 2014, also virun eelef Joer, ass de Minister, deemools och schonn de Claude Meisch, am „Lëtzebuerger Wort" gefrot ginn: „Wéi stitt der zu enger Alphabetisatioun en français? A wat hätt dat vläicht och soss nach fir Konsequenzen, och fir d'Lëtzebuerger Sprooch?" An do gëtt dann am „Wort" zitéiert, op Franséisch: „Une pure alphabétisation en français n'est pas la solution idéale selon Claude Meisch, car ‚elle éloigne l'enfant de la langue luxembourgeoise'." Voilà.

M. Tom Weidig (ADR) | Voilà!

M. Fred Keup (ADR) | Elo hu mer dat demontréiert.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Domat ...

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Also, och deemools war vläicht net alles richteg recherchéiert, wat am „Lëtzebuerger Wort" steet.

(Exclamations et interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | No dëser Wuertmeldung vum Här Minister si mer dann elo um Schluss vun den Diskussiounen zu dëser Motioun ukomm.

Vote sur la motion 5

An ech stellen d'Motioun Nummer 5 vum Här Keup zum Vott. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 5, Neen: 53, Abstentiounen: 2. Dës Motioun ass also mat 53 Nee-Stëmme géint 5 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert (par Mme Nathalie Morgenthaler), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gérard Schockmel) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Motion 6

An da komme mer zur Motioun Nummer 6 vum Här Fred Keup. Wie wëllt dozou d'Wuert huelen? Den Här Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Merci, Här President. Hei gëtt am Fong eppes gefrot, wat am Moment scho besteet. Fir an de Beruff eranzekommen als Léierin oder als Schoulmeeschter, muss de Preliminairë maachen, fir den Accès ze kréien – Preliminairen an de Sproochen. Do muss de schreiwen a schwätzen a weisen, dass de effektiv den Niveau an de Sproochen hues. Dat besteet am Fong. An dofir gesinn ech net an, firwat

mer déi Motioun hei sollte stëmmen. Fir mech ass se superfetatoire a meng Fraktioun wäert déi heiten net matdroen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Sinn nach aner Wuertmeldungen zu der Motioun do? Madamm Closener.

Mme Francine Closener (LSAP) | Jo, villmools merci. Also ech gesinn hei, dass mir kee Mësstrauen hu vis-à-vis vun den Enseignanten. Déi kënnen alleguerte Lëtzebuergesch. Ech gesinn och kee Mësstraue vis-à-vis vun deem Examen, dee gemaach gëtt, fir ze kucken, ob d'Leit alleguerten hir Konditiounen erfëllen, fir kënnen Enseignant ze sinn. Mir hunn do vollt Vertrauen an d'Enseignanten.

D'ailleurs ass d'Fonction publique, a besonnesch den Enseignement, ee vun deene Beräicher, wou am meeschte Lëtzebuergesch geschwat gëtt. An ech gesinn hei wierklech guer kee Besoin, dat ze maachen. Ech gesinn éischter e Besoin, ze kucken, d'Kanner an d'Fortschrëtter vun de Kanner ze evaluéieren, an net vun den Enseignanten. Duerfir géife mer déi heite sécher net matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener. Ass nach eng aner Wuertmeldung do? Dat ass net de Fall. Da ginn ech dem Här Keup d'Wuert. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, ech sinn am Fong elo frou driwwer, dass gesot ginn ass, se wier superfetatoire an dass dat jo och gutt esou wier. Domadder gëtt also hei och kloer gesot, op d'mannst emol vun enger Regierungspartei, dass se och derfir sinn, dass dat esou bleift. Et geet mer nämlech hei natierlech net onbedéngt ëm déi aktuell Situatioun, mee et geet mer ëm déi Situatioun, wéi se vläicht an e puer Joer ass a wéi mer se an anere Beräicher schonn erlieft hunn, déi ech virdrun opgezielt hat.

Dat ass net am Enseignement – bon, am Secondaire vläicht schonn deelweis –, mee wou een et gesäit, ass fir d'éischt bei der CFL, bei der Post, bei der Spuerkeess, wou d'Lëtzebuergeschkenntnisser, déi gefuerdert ginn, ëmmer méi erofgaange sinn. An et muss ee sech jo virstellen, wéi ech Proff gi sinn, deemools, do huet ee souguer nach missen d'Lëtzebuerger Nationalitéit hunn. Also ouni dat wier et scho guer net gaangen. Dat ass dunn ewechfale gelooss ginn.

Et ass gesot ginn: „Et bleift awer an Zukunft, dass een iwwerall beim Staat muss Lëtzebuergesch kënnen." Och dat ass awer successiv ëmmer méi gelabbert ginn. An dora besteet eeben trotzdeem fir eis eng Gefor, dass dat heiten iergendwa kënnt.

Mee wann ech gesinn, dass dat elo op jidde Fall esou als superfetatoire ugesi gëtt, dass een dat also och akzeptéiert, dass et esou ass, da kann ech mech domadder zefridde ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Domat wär d'Diskussioun zu dëser Motioun dann ofgeschloss.

Vote sur la motion 6

Da géing ech d'Motioun Nummer 6 vum Här Fred Keup och zum Vott stellen. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 5 Jo-Stëmmen, 53 Nee-Stëmmen, 2 Abstentiounen. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 53 Nee-Stëmme géint 5 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen.

Ont voté oui : MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Ricardo Marques), Félix Eischen (par Mme Octavie Modert), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert (par Mme Nathalie Morgenthaler), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gérard Schockmel), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Motion 7

An da komme mer zur leschter Motioun, déi am Kader vun dësem Projet deposéiert ginn ass, der Motioun Nummer 7 vun dem Här Marc Goergen. Wie wëllt dozou Stellung huelen? Den Här Baum. Här Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Jo, merci, Här President. Ech hunn, wéi ech virdrun do uewe war, vum Fändelche geschwat, dee sech dréit bei de Piraten, deemno esou wéi d'Loft kënnt. De Moien hunn d'Piraten gefuerdert, d'Gemenge solle sech bedeelegen un de Käschte vum Tram an de Süden. Elo hätte se gär, dass de Staat sech soll méi bedeelege bei de Schoulen. Iergendwa muss ee wëssen, wat ee wëll. Ech ka mech an där Motioun hei net erëmfannen. An ech wäert menger Fraktioun och proposéieren, déi net ze stëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Nach eng aner Wuertmeldung zu dëser Motioun? D'Madamm Closener.

Mme Francine Closener (LSAP) | Jo, eigentlech ass se jo net onsympathesch, déi Motioun. Mee et ass jo awer esou, dass d'Gemenge jo zoustänneg fir d'Schoulorganisatioun sinn. An déi eng Gemenge ginn elo eens mat hirem Bestand, trotz oder mat Projet ALPHA, an déi aner net. An déi Gemengen, déi da musse bäibauen oder zousätzleche Raum schafen, déi mussen natierlech vum Staat e Subsid kréien. Dat ass jo evident. Esou wéi dat haut och de Fall ass. Wa se awer elo integral solle finanzéiert ginn, da komme mer jo ganz aus där Logik eraus, an där mer haut sinn. An domadder kënne mer leider awer net d'accord sinn. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener. Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Jo, ech gesinn et eigentlech ganz änlech wéi d'Kolleegin, d'Madamm Closener. Déi Laaschteverdeelung tëscht dem Staat an de Gemengen am Beräich vun de Schoulen ass jo elo mol e gutt rodéierte System.

D'Motioun ass mer an deem Sënn sympathesch, dass mer éischtens sécherstelle mussen, dass am Kader vun ALPHA déi néideg Moyene bei de Gemengen ukomm sinn an dass een do och eng Kéier iwwert déi lescht Verdeelung insgesamt kéint schwätzen. Dat ass gutt.

Mee ech mengen, dass se besser an der Kommissioun wär, wou een dat eng Kéier am Detail kéint diskutéieren. Esou wéi se elo formuléiert ass, gräift se awer ze kuerz. An dowéinst géing ech recommandéieren, se an d'Kommissioun ze huelen. A soss misste mer dergéintstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Ass nach eng aner Wuertmeldung do? Da ginn ech dem Här Goergen d'Wuert, wann en et wëllt.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also, Här Baum, meng Erklärung de Moie war eigentlech, dass d'Stad Lëtzebuerg net méi soll fir den Tram bezuelen. Dir hutt et elo elegant ëmgedréint. Mee bei deenen anere Gemengen, do si mer eigentlech an där selwechter Diskussioun. Well et geet och do ëm eng Chancëgläichheet. An och hei, mir hu virdru geschwat vun de Chancen, déi d'Kanner solle kréien. Mee da sollen d'Kanner och an all Gemeng déi selwecht Chance kréien. An da soll dat fir mech och national bezuelt ginn.

Wa mer wëllen, dass de Projet ALPHA e Succès ass, soll et net herno un de Gemengeréit, un de Finanzen hänken, mee da soll déi Responsabilitéit national geholl ginn. Hei ware ganz vill Riedner, déi gesot hunn: „Mir mussen deene Kanner hëllefen, mir mussen deene Kanner Chancë ginn." Mee da kommt, mir ënnerstëtzen d'Gemengen! Kommt, mir ginn de Gemengen d'Méiglechkeeten, och finanziell, fir dat dote kohärent ëmzesetzen, an esou ëmzesetzen, wéi et soll sinn. An an där Optik war meng Motioun, fir de Gemengen ze hëllefen, fir de Kanner ze hëllefen, an net fir iergendeppes aneres.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Domat wär dann d'Diskussioun zu der Motioun Nummer 7 vun dem Här Goergen ofgeschloss.

Vote sur la motion 7

An ech géing dës Motioun zum Vott stellen. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 2 Jo-Stëmmen, 58 Nee-Stëmmen. Dës Motioun ass also mat 58 Nee-Stëmme géint 2 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen (par Mme Octavie Modert), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert (par Mme Nathalie Morgenthaler), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gérard Schockmel), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

3. Dépôt d'une proposition de loi par Mme Alexandra Schoos

An éier mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, hunn ech nach eng Wuertmeldung vun der Madamm Alexandra Schoos fir den Depot vun enger Proposition de loi. Madamm Schoos, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Alexandra Schoos (ADR), auteure | Villmools merci, Här Chamberspresident. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zréck op meng parlamentaresch Fro 2355 vu virun engem hallwe Joer, déi op eng Ongerechtegkeet tëschent Employéen an Independanten opmierksam gemaach huet.

Méi konkreet geet et dobäi ëm d'Dispens an d'Indemnitéit wärend dem Congé de maternité an dem Congé parental. Der Madamm Minister hir Äntwert war kuerz, knapp an allgemeng gehalen: Et wier ee sech der Problematik bewosst an et géif jo am Koalitiounsaccord stoen, dass de Statut vum Independant géif iwwerschafft ginn.

Wéi esou dacks, mécht de Ministère säin Inventaire, seng Analysen a féiert da Gespréicher. An da si mer kuerz virun de Walen an et ass nach näischt ënnerholl ginn. Mir hunn nach dräi Joer.

De bestoende Problem ass de Follgenden: Wärend der Schwangerschaft kann an dierf eng Fra dacks net méi esou vill schaffe wéi virdrun. Heiansdo ka si och net méi déi selwecht Aarbechten ausféieren, well dat en ze héije Risiko fir hir Schwangerschaft matbrénge géif. Wann eng Fra dann als Independant hir Sue verdéngt, wierkt sech dat op hire Revenu aus, deen doduerch vill méi geréng ausfale kann.

(Interruption)

Vill méi geréng. Dowéinst kann d'Indemnitéit wärend dem Congé de maternité och substanziell méi niddreg ausfalen – wat déi betraffe Fra an eng gewësse Prekaritéit brénge kann –, dëst, well d'Indemnitéit op Basis vun enger Referenzperiod berechent gëtt, déi just déi sechs Méint virum Congé de maternité berücksichtegt.

Fir dëser Ongerechtegkeet entgéintzewierken, deposéiere mir haut dëse Gesetzesvirschlag, deen déi besote Referenzperiod erhéicht. D'ADR proposéiert, d'Berechnungsbasis fir d'Indemnitéit, déi eng Fra als Independant wärend dem Congé de maternité kritt, esou unzepassen, datt d'Referenzperiod heifir vu sechs op zwielef Méint erhéicht gëtt. Dëst géif eng méi realistesch Berechnung vun hirem Duerchschnëttsrevenu erlaben, woumat d'Indemnitéit och e méi realistesche Montant géif kréien.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

8662 – Proposition de loi portant modification de la loi du 30 avril 1980 portant création d'une allocation de maternité, modifiant ainsi certaines dispositions du Code de la sécurité sociale

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos.

4. Question élargie n° 61 de M. Mars Di Bartolomeo au sujet de la sécurité des patients et les complications dans le secteur hospitalier

Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 61 vum Här Mars Di Bartolomeo iwwert d'Patientesécherheet an d'Komplikatiounen an de Spideeler. Wéi ëmmer huet den Auteur 5 Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an, no der Äntwert vum Minister, seng Zousazfro virzedroen. An d'Regierung huet 10 Minutten Zäit fir ze äntweren. Den Här Di Bartolomeo huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Patientesécherheet muss an all modernem Gesondheetssystem eng éischt Prioritéit hunn. An eisem Gesondheetssystem, dee bei allen internationale Bewäertungen eng ganz gutt Nott kritt, gëtt et eng ganz Rei vun Initiativen an deem Sënn. Nach stelle sougenannt „nosokomial Infektiounen", déi bei Behandlunge kënnen optrieden, Komplikatioune bei medezinneschen Interventioune souwéi onerklärlech Doudesfäll eng Erausfuerderung fir all Acteuren an eisem System duer.

Fir esou bedauerlech Tëschefäll wäitméiglechst ze verhënneren, brauche mer Transparenz iwwert d'Heefegkeet vun deene Virfäll, fir déi noutwendeg Preventivmoossnamen ze ergräifen. Mir brauchen och eng Zentraliséierung vun deenen Donnéeën, déi et verspreet scho gëtt, eng kloer Informatioun vun den Acteuren an de Patienten an eng propper Veröffentlechung vun de Statistiken. Well awer bei allen Efforten esou Infektiounen an Accidenter ni kënne ganz verhënnert ginn, brauche mer eng gréisstméiglech Expertis bei der Analys dovun, en nationale Programm Assurance qualité an en Indemniséierungssystem, wou de Patient no Expertisen e Recht op Entschiedegung kritt, dat, wa kee klore Behandlungsfeeler virläit, wou den Auteur dovun oder seng Versécherungsgesellschaft haftbar sinn.

Bei den Infektiounen, déi bei enger Behandlung entstinn, huet de Patient elo schonn en Indemniséierungsrecht, weess dat awer ganz oft net. Bei schwéiere Komplikatiounen, bei OPen, wou keen noweisbare Feeler geschitt ass, gëtt et dat dokumentéiert Recht op Indemnisatioun net. An do steet de Patient oft aleng do.

Wichteg ass awer och do, d'Gespréich mat der Mediatioun an de Spideeler respektiv der Mediatioun um nationale Plang an der Santé ze sichen.

Bei esou Fäll, Aléas thérapeutiques, wou kee Feeler vum Dokter virläit, wär en Indemniséierungsfong, wéi et en an der Belsch, a Frankräich an an eenzelnen däitsche Länner scho gëtt, wichteg. A bei eis gouf et an der Vergaangenheet schonn eng ganz Rei vun Efforten, fir esou e Fong op d'Been ze stellen, mee en ass ëmmer gescheitert, entweeder un der Finanzéierungsfro oder um No-Go vun engem vun de Partner. An am Regierungsprogramm ass dee Fong erëm eng Kéier virgesinn.

Meng Froen un d'Madamm Ministesch: Wat fir Moossname gëtt et haut am Gesondheetswiesen, méi speziell an de Spideeler, fir beschtméiglech d'Patientesécherheet ze garantéieren? Gëtt et hei Bestriewungen, fir e vernetzte Programm opzestellen?

Wéi ass d'Frequenz vun den nosokomialen Infektiounen iwwert d'Joren hei zu Lëtzebuerg an international am Verglach? Déi Chifferen, déi d'Madamm Minister net esou aus der Hëft ka schéissen, wieren och wëllkomm, wa se schrëftlech géife kommen. A wat gëtt et vu Moossnamen, fir déi Infektiounen ze verhënneren?

Gëtt et kohärent Statistiken iwwer Resultater vun OPe respektiv Mësserfolleger bei OPen? Wat fir Komplikatioune sinn am heefegsten? A bei wat fir engen OPe gëtt et Statistiken iwwer Doudesfäll am direkten Zesummenhang mat OPen, déi net direkt erklärbar sinn? Ginn Obduktiounen an esou Fäll gemaach?

Gëtt et eng systematesch Feeleranalys, en zentrale Meldesystem, deen déi Verbesserungen erlaabt? Wéi wäit fortgeschratt sinn d'Aarbechten, fir dee Fong fir d'Indemnisatioun vu Schied, déi d'Patiente bei enger medezinnescher Behandlung erleiden ouni offensichtleche Behandlungsfeeler, ze schafen? Wéi wäit sinn déi Viraarbechten?

An deem Sënn, Merci gesot.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. A fir ze äntweren, kritt dann elo d'Madamm Gesondheetsministesch d'Wuert. Madamm Minister.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President. A merci och fir déi ganz wichteg Fro, déi d'Patientesécherheet bei eis an de Spideeler betrëfft. Wann ech awer vu Patientesécherheet schwätzen, da sinn dat net just d'Infections nosocomiales, da sinn dat immens vill Saachen, immens vill Elementer, déi derzou bäidroen, datt ee Patient méi oder manner sécher an enger Spidolsenceinte ass.

D'WHO fänkt hir Opléschtung vun deenen Elementer u mat engem englesche Saz, deen heescht: „First, do no harm." Dat heescht, wann ech iergendwou higinn, fir mech behandelen ze loossen, da soll mol dat Haus fir d'éischt kucken, datt ech zum Beispill net direkt an der Trap falen, wann ech erakommen.

Mee och aner Saache sinn do opgezielt. Dat ass déi sécher Medikamentenofgab, datt geséchert Medikamenter administréiert ginn; d'OP-Feeler hutt Der ugeschwat; d'Infections nosocomiales hutt Der ugeschwat. Da gëtt et awer och nach d'Gefor vu Sepsissen, vun Diagnosfeeler, vu Chutten, déi ech ugeschwat hat, Thrombosen, Drockblessuren, ze vill Transfusiounen, Infusiounen ënner falsche Konditiounen, an esou weider.

An och nach d'Identifikatiounsfeeler: Dat heescht, et kann ëmmer mol virkommen, datt Dir am Spidol engem Identifikatiounsfeeler ënnerleit, an da gitt Dir betreit als de Patient XY, Dir waart awer de Patient AB. Och dat ass een Element, wat d'WHO oplëscht an hirer Opzielung vun der Patientesécherheet.

Dir hutt haut awer ganz spezifesch d'Infections nosocomiales ugeschwat. Um internationalen Niveau sinn d'Infections nosocomiales mat engem Taux vun 0,14 % ugefouert. Hei zu Lëtzebuerg hu mer ee System en place, wou an all Spidol déi Incidente mussen enregistréiert ginn. Mir hunn nach keen nationale System. An d'Direktioun vun der Santé ass amgaangen, am Comité de gestion interhospitalière ze kucken, wéi mer déi Donnéeën, déi an de Spideeler erhuewe ginn, och besser vernetzt kréien.

Iwwert d'Direktioun vun der Santé si mer awer an europäeschen an internationale Reseauen ënnerwee. An all Fall, dee si gemellt kréie vu spezifeschen Infections nosocomiales, muss och international gemellt ginn, well déi jo och mat Antibiotikresistenzen ze dinn hunn.

Wéi gesot, déi detailléiert Chiffere pro Spidol hunn ech haut net hei. Eist Land ass och relativ kleng. D'Zuel vun de Patienten ass relativ kleng. An Dir wësst jo, mat engem Taux vun 0,14 % si mer séier bei individuelle Fäll. An duerfir wäert et do och a punkto Datesécherheet schwiereg sinn, detailléiert Donnéeën aus de Spideeler ze kréien.

All dat gesot, all déi Saachen, déi am Spidol geschéien, wou Patienten dann ee Schued hanneno hunn an et ka keen definitiv responsabel fir esou ee Schued gemaach ginn, déi falen dann eeben ënnert déi Aléas thérapeutiques: Medikamenter, déi net wëssentlech falsch erausgaange sinn, wou eeben e Medikament administréiert ginn ass, wou een op eemol eng Allergie hat, vun där näischt gewosst war; eng OP, déi schifgelaf ass, mee wou awer all Moyenen en place gesat gi waren, fir datt se riichtlafe géif. Dat heescht, et kann een de Feeler net erausfannen.

Jo, esou ee Fonds d'aléas thérapeutiques ass scho laang an der Diskussioun. A wéi mer den Accord de coalition opgeschafft hu bei menge Leit a mir bei dee Punkt komm sinn, Fonds d'aléas thérapeutiques, dunn huet een hannen am Eck gelaacht a gesot: „Ma, dee steet schonn zënter 30 Joer am Accord de coalition dran!" „A, ok", hunn ech gesot, „jo, firwat komme mer dann net virun?" An Dir hutt virdrun eng Rëtsch vun deenen Ursaache genannt, firwat datt Dir an deenen 30 Joer vläicht net virukomm sidd.

Deen Dossier steet bei eis op der Lee. En ass nach net ugepaakt ginn, mee et sinn Iddien, déi am Tirang leien. An déi Iddie wäerte mer, soubal mir dozou kommen – an Dir hat och richteg gesot: mir hu jo nach dräi Joer Zäit –, op de Leescht huelen a kucken, ob mer dann, fir dësen Accord de coalition do op d'mannst, ee Projet de loi ënnerwee kréien.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Wëllt den Här Di Bartolomeo eng Zousazfro stellen? Dann huet en nach e puer Sekonnen Zäit.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Nee, mir pake ganz gär mat un, fir dee Fong endlech aus der Wéi erauszekréien! Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Dat war eng Zousazausso. Merci, Här Di Bartolomeo. Da wär dëse Punkt vum Ordre du jour ofgeschloss.

5. Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de la libéralisation, privatisation et commercialisation de notre système de santé

Da géinge mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour kommen, an zwar enger Aktualitéitsstonn iwwert d'Liberaliséierung, d'Privatiséierung an d'Kommerzialiséierung vun eisem Gesondheetssystem, déi d'LSAP-Fraktioun ugefrot huet. D'Riedezäit ass nom Artikel 84 (2) vum Chambersreglement festgeluecht. Den Auteur huet 10 Minutten, déi eenzel Fraktiounen a Sensibilitéiten hu jeeweils 5 Minutten, d'Regierung huet 15 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Marc Spautz, d'Madamm Carole Hartmann, d'Madamm Alexandra Schoos, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Marc Goergen an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo als Vertrieder vun der LSAP-Fraktioun. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, an deene leschten zwee Méint ass eise solidaresche Gesondheetssystem, deen all Patient Zougang zu héichwäertege Gesondheetsleeschtunge séchert, vu verschiddene Säite frontal attackéiert ginn. D'Dokteschvereenegung AMMD huet d'Konventioun, déi hir Relatioune mat der CNS reegelt, gekënnegt, fir, wéi si sot, „Drock op d'Politick auszeüben". Mat „Politick" si wuel CSV am DP gemengt, déi hinne virun de Walen dat Blot vum Himmel versprach a bis elo net geliwwert hunn.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

Bal zäitgläich hunn e puer Dokteren, déi sech mat Promoteuren, Banker, Financiere gepacst hunn, ugekënnegt, dass si hir FindelClinic géifen opmaachen. Medezinn a Geschäftsleit – eng bosseg Koppel!

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dunn huet sech eise Premier zu Wuert gemellt an ugekënnegt, datt an deenen nächste sechs Méint méi Antennen „ausserhalb a lassgeléist vun de Spideeler" solle kommen. Dat entsprécht net der jëtzeger Gesetzgeebung. Matenee gesäit aneschters aus. An nom Pensiounsdossier huet de Premier senger Gesondheetsministesch – erlaabt mer den Ausdrock – erëm eng Kéier an d'Zopp gespaut a fir Duerjernee gesuergt.

An ech soen et an aller Kloerheet: Dës Regierung huet eng grouss Matschold un dësem neie Konflikt, dee mer net gebraucht hätten. D'Attacken op eise solidaresche Gesondheetssystem sinn zu Recht op Granitt gestouss. A vu ville Säite koume Reaktioune géint e geplangten Ausverkaf, eng Zersplitterung a Kommerzialiséierung vun eisem Gesondheetssystem, an dat aus guddem Grond.

Sou huet d'AMMD-Chefetage no der Kënnegung vun der verbindlecher Tariffuerdnung, déi dem Patient eng ganz niddreg Eegebedeelegung séchert – déi niddregst an Europa – an engem offizielle Communiqué radikale Kloertext geschwat: Si wollt fräi Dokteschtariffer, wou d'Gesondheetskeess just ze decidéieren hätt, wat fir een Deel si rembourséiert. A fir deen Deel, wou de Patient drop sëtze bleift, wären Zousazversécherungen zoustänneg.

Woubäi ee sech muss bewosst sinn, dass net jiddweree sech kann esou eng Zousazversécherung leeschten, guer net ze schwätze vun eeleren oder kranke Leit, wou de Risiko méi grouss ass an déi iwwerhaapt net méi bei esou enger Privatversécherung bäikommen.

D'AMMD wollt e selektive Konventionnement, deen hinnen tëscht 1999 an 2004 ënner enger CSV/DP-Regierung och scho bal gegléckt war – awer eeben nëmme bal, well deemools de Widderstand bal gradesou grouss war wéi haut. E klore Broch mam Solidaritéitsprinzipp, dee poulriicht an eng Zwouklassemedezinn féiert, stellen esou Fuerderungen duer. An e klore Selbstgol, wéi sech elo gewisen huet, deen zu enger Spaltung am eegene Lager gefouert huet.

An engem rezenten Interview hunn ech vun engem däitschen Dokter gelies – an Däitschland, wou et deen Zwouklassesystem scho längst gëtt –, deen och bestätegt huet, dass d'Keesepatienten a senger Regioun ëmmer méi laang op Rendez-vouse musse waarden a Privatpatienten op der Iwwerhuelspuer innerhalb vun e puer Deeg Rendez-vouse kréien.

Wëlle mer dat?

Une voix | Nee!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | E kloren Nee!

An à propos FindelClinic, wou bewosst mat där Bezeechnung „Clinic" gespillt gëtt: Do handelt et sech ëm e kloren Interessekonflikt, wou Investisseuren en neit Geschäft entdeckt hunn.

Bei dem Projet GRIDX-Klinick, déi jo och eemol am Gespréich war, gouf et eng kloer Ofso. Mee hei gëtt et an der Zwëschenzäit e Plang B vun de Promoteuren: Dokteren aus den Nopeschgemengen unzelackelen. An dat fannen ech, an der vill heibannen, egal wat!

M. Georges Engel (LSAP) | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Weeder d'AMMD nach d'Findel-Pappen nach eise Premier hate sech awer deen heftege Géigewand erwaart, deen net nëmme vu Politick a Gewerkschaften, mee och vu villen aneren Acteuren aus dem Gesondheetswiese komm ass. Sou huet ënner anerem de Collège médical – den Uerde vun den Dokteren, d'Kontrollorgan – virun enger Financiariséierung vun der Medezinn gewarnt, sech kloer hannert de Konventiounement gestallt, virun enger perverser Entwécklung gewarnt a sech kloer géint en Astig vu Geschäftsleit an d'Medezinn ausgesprach.

De Collège médical, d'Spidolsdokteren, d'Patientevertriedung, d'Federatioun vun de Spideeler, d'Union syndicale OGBL/LCGB, d'Conseils médicaux, vill Dokteren – och bannent der AMMD – sinn net op enger Linn mat deenen Tendenzen. An et ass wichteg, dass si sech zu Wuert gemellt hunn. Dat weist, wat mir all wëssen, nämlech dass déi grouss Majoritéit vun den Dokteren hei zu Lëtzebuerg sech ohne Wenn und Aber fir d'Wuel vum Patient asetzen a géint eng Kommerzialiséierung vun der Medezinn sinn, déi riicht an eng Zwouklassemedezinn féiert. Vill vun hinnen hunn déi negativ an oft dramatesch Auswierkunge vun esou Systemer am Ausland gesinn a wëssen, dass mir déi Feeler net däerfe maachen.

Dës kloer Bekenntnisser zu eisem solidaresche Gesondheetssystem hu Wierkung gewisen: D'Madamm Gesondheetsministesch huet sech zu de Prinzippie vun eisem Gesondheetssystem bekannt. Si huet bekräftegt, datt si an déi ganz Regierung zu deem System stinn, deen alle Bierger e gläichen Zougang zu enger héichwäerteger Gesondheetsversuergung garantéiert, mam obligatoresche Konventionnement an eenheetlechen Tariffer.

Kuerz: Et war e Bekenntnis zu deem, woufir d'LSAP sech zanter éiweg asetzt a wat mir bereet sinn, mat all eisem Engagement ze verdeedegen: e Gesondheetssystem, deen et jiddwerengem, onofhängeg vu senger finanzieller Situatioun, erlaabt, gesond ze bleiwen oder nees gesond ze ginn!

Nach ass et esou, dass den Däiwel am Detail läit. An et ass wichteg sécherzestellen, dass dës Aussoe méi wéi e Lippenbekenntnis sinn. An haut wëlle mer dofir mat eiser éischter Motioun dat Bekenntnis schwaarz op wäiss kréien.

Ech géif mer erlaben, dem Här President déi éischt Motioun ze iwwerreechen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant la résiliation par l'Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD) de la convention la liant à la Caisse nationale de santé (CNS) ;

– critiquant les aspirations tendant à remplacer le conventionnement obligatoire des médecins et médecins-dentistes exerçant au Luxembourg par un système de conventionnement sélectif associé à une autonomie tarifaire des médecins et médecins-dentistes obligeant les assurées et assurés à souscrire une assurance privée coûteuse et discriminatoire ;

– déplorant la remise en question de notre système de soins de santé solidaire garantissant à toutes et à tous, indépendamment des capacités contributives et des ressources financières, l'accès égal à des prestations de qualité ;

– regrettant certaines tendances visant la financiarisation, voire la marchandisation de la médecine et des soins de santé impliquant à terme un fonctionnement des soins de santé selon des considérations principalement commerciales ;

– rappelant qu'une telle évolution ouvrirait la porte à une médecine à deux vitesses et risquerait de mettre à mal le fonctionnement des hôpitaux et, par-là, la continuité des soins et la prise en charge des patients ;

– saluant les prises de position critiques notamment du Collège médical, des médecins hospitaliers, des Conseils médicaux des quatre hôpitaux aigus ainsi que de l'INCCI, du Centre François Baclesse, du Rehazenter, de la Patientevertriedung, de l'Union des syndicats et de la Fédération des hôpitaux face aux tendances décrites ci-dessus ;

– regrettant l'emploi du terme « clinique » à des fins promotionnelles en violation de l'article 1er point (4) de la loi hospitalière du 8 mars 2018, qui réserve cette appellation aux établissements hospitaliers,

invite le Gouvernement à

– confirmer son engagement sans faille pour notre système de soins de santé solidaire visant un accès égal de toutes et tous à des prestations de qualité sur base du conventionnement obligatoire ;

– poursuivre le virage ambulatoire et la création de services et d'infrastructures de soins de santé proches des patients sur base de la loi du 29 juillet 2023 portant modification de la loi modifiee du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière et ceci en continuant à garantir le developpement et le bon fonctionnement des hôpitaux

• en veillant à ce que le fonctionnement des nouvelles structures s'inscrive dans une approche complémentaire et intégrée des secteurs hospitalier et extra hospitalier,
• en respectant les besoins sanitaires et une répartition régionale équilibrée,
• en garantissant la qualité de la prise en charge et la continuité des soins,
• en excluant l'intervention de financiers, d'investisseurs privés et de promoteurs,
• en garantissant le statut du personnel soignant selon la convention collective du secteur hospitalier (CCT-FHL).

(s.) Mars Di Bartolomeo, Marc Baum, Djuna Bernard, Dan Biancalana, Georges Engel.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Wannechgelift.

Mir hunn an deene leschte Woche gesinn, dass den Drock op d'Politick, an och bannent der Regierung, grouss ass, d'Diere fir d'éischt e bëssen an dann awer e bësse méi grouss oder e bësse vill méi grouss opzemaachen, an dass d'Gefor vun enger Kommerzialiséierung net definitiv gebannt ass.

Dofir wëlle mir vun eiser Säit aus op d'No-Goen hiweisen, wat fir eis net a Fro kënnt: eng Zwouklassemedezinn, d'Medezinn zur Wuer oder als Geschäft ze degradéieren, Doktere gradewéi Infrastrukture fir gesondheetlech Versuergung als Invest/Spekulatioun ze gesinn.

Mir mussen also – an dat ass, mengen ech, fir mech e ganz klore Message aus deem Konflikt, dee mer haut hunn – vernetzen amplaz ze fraktionéieren, d'Kompetenze bündelen amplaz ze ënnerwanderen. Eise Gesondheetssystem ass ee vun deene beschten. Dat weisen och déi rezent Zuelen aus dem Rapport „Health at a Glance" vun der OECD. Deemno waren d'lescht Joer 86 % vun der Populatioun zefridde mat der Disponibilitéit an der Qualitéit vun der Gesondheetsversuergung hei zu Lëtzebuerg. Nëmmen an der Schwäiz war dësen Taux e bësse méi héich: 89 %.

Et bleift natierlech, dass eise System net perfekt ass, dofir musse mer e weider verbesseren. Dozou gehéiert natierlech och, d'Gesondheetsversuergung fir d'Patienten, fir d'Assuréë méi accessibel maachen, Stéchwuert: „Virage ambulatoire". Mee net egal wéi! Mir brauchen eng gutt Versuergung no bei de Leit, ausserhalb vun de Spideeler, mee op kee Fall komplett lassgeléist vun de Spideeler.

D'Madamm Ministesch huet virun zwou Wochen hei gesot, dass fir ambulant Strukturen, déi kleng Interventioune maachen, déi selwecht Ënnerstëtzung, mee awer och déi selwecht Konditiounen, déi selwecht Qualitéitskrittäre gëlle musse wéi am Spidol, an dat souwuel wat d'Ariichtung wéi och d'Material an d'Personal ugeet. Dat bedeit, dass d'Personal misst ënnert dem FHL-Kollektivvertrag schaffen. Dat ass richteg a gutt esou. D'Fro bleift, wéi dës Qualitéit geséchert gëtt.

Mir hunn och héieren, dass d'Ministesch net wëll, dass d'Spideeler geschwächt ginn. Och dat ass gutt. An dobäi fënnt si eis Ënnerstëtzung.

Dann, mengen ech, wat fir eis och kloer ass: Mir brauche genuch a gutt forméiert Gesondheets- a medezinnescht Personal. Mir brauchen de Master an der Medezinn. A kuerzfristeg ass dat zwar net ugeduecht, mee mir mussen eis awer op de Wee zu Universitéitscapacitéiten an engem Universitéitsspidol, an deem all déi grouss Zentre sech erëmfannen, beweegen. A mir brauchen natierlech och eng modern, zäitgeméiss, reaktiv an ekilibréiert Nomenclature respektiv d'Méiglechkeet, de Katalog vun de Leeschtunge méi séier un d'Entwécklunge vun der Wëssenschaft an der Medezinn unzepassen. Wichteg och: d'Inegalitéiten tëscht deenen eenzelnen Dokteschspezialitéiten – an déi sinn zum Deel enorm! – unzepaken. Dat alles geet net, wann een den Ausverkaf vum System plangt a just kuckt, seng Scheewercher an d'Dréchent ze kréien.

Mëttlerweil ass et jo och esou, dass d'AMMD no villen negative Reaktiounen, déi se provozéiert huet, relativéiert, zréckruddert an, wéi et am „Land" ze liese war, Kräid gefriess huet. Dont acte. Mee och hei gëllt dat geschriwwent Wuert. An do gëtt et bis op Weideres just dee Communiqué, dee genee seet, wat d'AMMD wëll a wat mir net wëllen.

Vun der Gesondheetsministesch a vun der Regierung erwaarde mer haut, dass kloer Wierder kommen an dass wa méiglech och hir Ënnerstëtzung fir eis aner Motioun kënnt, déi ech dann och dem President wëll iwwerreechen.

Motion 2

La Chambre des Députés,

– constatant que, selon le rapport « Health at a Glance 2025 » de l'OCDE, en 2024 86 % de la population étaient satisfaits de l'accès à des soins de santé de qualité ;

– considérant la nécessité de continuer à adapter et développer le système de soins de santé, notamment au vu

• de l'évolution démographique et des besoins croissants de la population en soins de santé,
• des progrès de la médecine et du développement de nouveaux examens et traitements,
• des risques de pénurie du personnel médical et soignant,
• des délais d'attente concernant certains examens et traitements, ainsi que certaines spécialités médicales ;

– regrettant que depuis le retrait du projet de loi concernant la création des sociétés de médecins presque deux années se sont écoulées,

invite le Gouvernement à

– poursuivre les efforts en vue du renforcement de la médecine de base et de l'amélioration de l'accès aux soins primaires

• en déposant dans les meilleurs délais un nouveau projet de loi concernant la constitution de sociétés de médecins, excluant l'intervention de financiers, d'investisseurs privés ou de promoteurs,
• en continuant à développer une politique visant à soutenir les maisons médicales et cabinets de groupe en fonction des besoins sanitaires et respectant le principe de proximité ;

– continuer à developper la formation médicale universitaire au Luxembourg,

• en mettant en place, comme promis au plus tard jusqu'en 2029, un cursus complet en médecine du niveau master,
• en promouvant la création d'un hôpital universitaire luxembourgeois sur base de la mise en réseau des quatre établissements hospitaliers nationaux luxembourgeois ;

– continuer à promouvoir les professions de sante et des soins, notamment en procédant, dans les meilleurs délais, à une révision des attributions des différentes professions de santé, à la refonte des formations y relatives et à la mise en place de passerelles et de formations en cours d'emploi.

(s.) Mars Di Bartolomeo, Marc Baum, Djuna Bernard, Dan Biancalana, Georges Engel.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | A wësst Der, mäi lescht Wuert un d'Dokteschvereenegung, déi haut seet: „Et war net esou gemengt", „Mir si vläicht falsch verstane ginn": Et soll ee vläicht virdrun déi Gedanken do féieren an dann net e Konflikt eropbeschwieren, dee mer wierklech net gebraucht hätten!

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Di Bartolomeo.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz ageschriwwen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Gesondheet ass dat Wichtegst, wat mer hunn. Wann et engem gutt geet, dann ass d'Liewe liewenswäert, a wann et engem net gutt geet, dann huet een d'Gefill, et géif alles stoebleiwen. A jiddweree vun eis – jiddwereen! – kennt déi Momenter, wou eng Diagnos, eng Onsécherheet oder eng Erfarung am Spidol eis weist, wéi fragill d'Liewen ass a wéi dankbar ee ka sinn, datt mir hei zu Lëtzebuerg e staarken a solidaresche Gesondheetssystem hunn. An ech ewéi och verschidden anerer heibanne kënnen och perséinlech e Liddchen dovu sangen a ware frou, dass mer esou e System hunn.

Dofir ass dës Debatt wichteg. An et ass keng Symbolpolitick, mee eng Verantwortung vis-à-vis vun de Leit. Dofir, Här Di Bartolomeo, merci, dass Der dat Theema haut op den Ordre du jour bruecht hutt. Et erméiglecht mir, am Numm vu menger Fraktioun e puer Grondprinzippien ze klären an ze widderhuelen, wat déi lescht Wochen, Deeg a Stonnen andauernd och scho geschitt ass.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir eis als CSV-Fraktioun ass et evident: De Patient steet am Mëttelpunkt. An dofir kann ech Iech och hei ganz kloer soen: D'obligatoresch Konventionéierung bleift! Dëst ass d'Häerzstéck vun eiser Gesondheetspolitick a steet net zur Debatt. Et garantéiert, datt jiddwereen, onofhängeg vu senge Revenuen, dee selwechten Zougang zu deene selwechte Leeschtungen huet.

Mir maache keng Gesondheetspolitick iwwert de Portmonni. Eng Medezinn op zwee Gleiser gëtt et mat der CSV net!

Et gëtt keng Diskussioun iwwert d'Tariffer. D'Tariffer bleiwen e gemeinsame Kader mat der CNS a mat de Sozialpartner. D'Gesondheet gëtt net zu enger Wuer gemaach.

Et kann och keng Privatisatioun vum System ginn. Déi Strukturen, déi haut fonctionéieren, bleiwen natierlech bestoen. An déi Gesellschaften, déi mir aféieren, wéi am Koalitiounsaccord virgesinn, sinn Dokteschgesellschaften an net Investisseursgesellschaften.

Keng extern Kapitalinteressen, keng Rendittelogik, keng Gefor vu Versuergungslücken. Well mir wëssen: Investisseure schaffen no Renditt – an dat ass och legitimm. Mee Gesondheet brauch Stabilitéit, Verlässlechkeet a Bereetschaft, och do ze investéieren, wou et net rentabel ass.

Wann d'Logik vum Kapital dominéiert, passéiert Follgendes: d'Basisleeschtunge geroden zréck, rentabel Aktivitéiten explodéieren. A wann Investisseuren ofspрangen, bleift d'Gemeinschaft op deene Lächer sëtzen. Dat géife mir da riskéieren.

Dofir ass eis Linn kloer: D'Gesondheet bleift ënner ëffentlecher Verantwortung. D'Gesondheet ass keng Finanzplaz, mee eng Verantwortung vum Staat a vun eis all.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir stinn an dësem Land virun enger Realitéit, déi een net ignoréiere kann. Bei verschiddene Prozeduren am Spidol sinn d'Waardezäiten einfach ze laang. D'Virdeeler vun enger méi zentraler Versuergung leien op der Hand: D'Patienten hu méi kuerz Trajeten, méi séier Rendezvousen an d'Spideeler gi geziilt entlaascht, fir sech op hir Haaptmissioun kënnen ze konzentréieren: d'Behandlung vun deene schwéiere Fäll an de komplexe Pathologien.

Dofir ass et räsonabel a verantwortlech, ze definéieren, wou extrahospitalière Capacitéiten eng Verbesserung bréngen. Net fir Spideeler ze schwächen, mee, am Géigendeel, fir se ze ënnerstëtzen, fir d'Laascht méi equilibréiert ze verdeelen an d'Patiente méi séier an effizient ze erreechen.

D'Haaptaktivitéiten, déi haut schonn extrahospitalière kënne realiséiert ginn, sinn d'Hôpital de jour non chirurgical, d'Dialys, d'Onkologie, d'Imagerie médicale. An elo kommen nach derbäi: kleng ophthalmologesch Interventiounen, kleng dermatologesch Prozeduren. Awer ëmmer ënner klore Konditiounen: dee selwechte Qualitéitsstandard wéi am Spidol, héich professionell Exigenzen an engem kloren Tariffkader.

Extrahospitalier heescht also net ausserhalb vum System. Extrahospitalier heescht just: an enger anerer Struktur, mee am selwechte soziale Modell.

Fir d'CSV-Fraktioun ass et zentral: De strukturelle Lien mam Spidol bleift dobäi e fundamentale Punkt.

Une voix | Très bien!

M. Marc Spautz (CSV) | D'Spideeler däerfen net finanziell oder strukturell geschwächt ginn. Wat heescht dat konkreet? Keng komplett Auslagerunge vun de rentabelsten Aktivitéiten, déi dem Spidol seng finanziell Stabilitéit géifen a Fro stellen; ...

Une voix | Très bien!

M. Marc Spautz (CSV) | ... e kloert fonctionnellt Band tëschent den Dokteschgesellschaften an de Spideeler; d'Weiderféiere vun de Gard- a Bereetschaftsdéngschter duerch déi selwecht Acteuren; eng Koordinatioun, déi de Floss vum Diagnostic bis zur Hospitalisatioun garantéiert.

Een eenzelne Punkt muss een hei ëmmer nennen – an ech wëll et ëmmer erëm widderhuelen –: D'Kontinuitéit vun de Soinen ass net verhandelbar.

A fir datt den extrahospitalierë Secteur sech op eng koordinéiert a kontrolléiert Manéier entwéckele kann, si gesetzlech Upassungen noutwendeg. D'Madamm Minister wäert an hirer Interventioun sécher mat der geneeër Timeline op déi eenzel Schrëtt agoen.

(Interruption)

Si huet jo schonn e puermol a kloer d'Bild vun der Reform gezeechent, déi an de kommende Jore muss kommen.

Mee bei all deem däerfe mir eppes net aus den Ae verléieren: Dat sinn d'Aarbechtskonditioune vum Personal an de Spideeler an an deene Praxissen. D'Kollektivverträg musse respektéiert ginn a weidergedroe ginn, do, wou d'Aktivitéiten ënnert d'Spidolsgesetz falen. Am neie Kader muss och fir déi extrahospitalière Strukture kloer definéiert ginn, wéi d'Modalitéite fir d'Salariéen ausgesinn, am Interêt vun der Qualitéit, vun der Sécherheet a vun der sozialer Gerechtegkeet.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'CSV huet eng kloer Linn: D'Gesondheet ass e Recht, a kee Produit. Mir schützen d'Spideeler. Mir stäerken de Patient. Mir reduzéieren d'Waardezäiten. Mir koordinéieren d'Versuergung. Mir halen um Dialog mat allen Acteure fest.

Une voix | Très bien!

M. Marc Spautz (CSV) | An dat alles, ouni d'Solidaritéit ze brieche mat eisem Modell, wat eis säit Joerzéngte staarkgemaach huet. Fir eng gutt a solidaresch Gesondheetspolitick. Dat war bis elo esou an dat wäert och an Zukunft esou sinn.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Spautz. Da wier et elo un der honorabeler Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn hei zu Lëtzebuerg e ganz gudde Gesondheetssystem, deen eise Bierger eng héichwäerteg Versuergung bréngt, mat staarke Spideeler, mat gutt ausgebiltem medezinneschem Personal an Dokteren, déi zum Deel liberal schaffen, woubäi anerer awer och am Salariat schaffen. Villes ass ganz gutt, eise Gesondheetssystem huet awer och seng Schwächten.

Ech hat eng vun dëse Schwächte viru 14 Deeg am Kader vun enger Question élargie schonn ugeschwat: D'Waardezäite bei IRMen, Mammographien, Mospigelungen, Knachendichtmiessungen oder klengen OPen, wéi beispillsweis Katarakten, fir nëmmen dës ze nennen, si fir d'Patienten hei zu Lëtzebuerg net ze verstoen a se sinn och net akzeptabel.

Scho wéi de Virage ambulatoire 2022 hei am Haus diskutéiert an d'Modifikatioun vum Spidolsgesetz am Juli 2023 hei an der Chamber gestëmmt ginn ass, hu mir als DP grad wéinst dëse Schwächten am System den Ausbau vum Extrahospitalier gefuerdert. An och nach haut gesi mir an dësem Ausbau vum Extrahospitalier eng Méiglechkeet, fir eise Gesondheetssystem nohalteg ze stäerken.

Heescht dat d'office eng Liberaliséierung a Kommerzialiséierung vum System? D'Äntwert ass ganz kloer: Nee! Et geet ëm d'Wuel vum Patient an dorëms, eise Gesondheetssystem esou opzestellen, dass dësen de Besoine vun de Patiente méi nohalteg kann nokommen an d'Fluxen tëschent de Patiente besser kann opdeelen. All Patient soll a räsonabelen Delaien an a gëeegente medezinnesche Strukturen déi Hëllef a Versuergung kënne kréien, déi e brauch.

Et kann an dierf net sinn, datt een duerch seng Kontakter oder seng finanziell Moyene méi séier drukënnt, dat, well een duerch en Uruff bei engem Bekannten d'Wardeléscht eropruтscht oder well ee méi bezilt, fir am Ausland e séiere Rendez-vous ze kréien. Dat ass awer leider haut och hei zu Lëtzebuerg eng Realitéit.

D'Fro, déi mir eis stelle mussen, ass déi, wéi mir dës Ongläichheeten tëschent de Patienten heiheem aus der Welt schafe kënnen. Als DP ass eis Äntwert déi, dass, complementaire zu der bestoender Offer an de Spideeler, verschidden Ënnersichungen a kleng medezinnesch Interventiounen de Patienten ënnert deene selwechte Konditioune wéi am Spidol och baussent de Spideeler solle kënnen ugebuede ginn. Déi medezinnesch Offer soll deemno am Sënn vum Patient a mat méi kuerzen Delaien erweidert ginn.

Heescht dat, dass de System soll dekonventionéiert ginn an an Zukunft arbiträr Präisser solle kënne facturéiert ginn? D'Äntwert ass hei och e ganz kloren Nee.

Mir sinn net fir eng Privatiséierung vum Gesondheetssystem mat willkürlechen Tariffer, bei där een eng Zwouklassegesellschaft verstäerke géif. De Conventionnement obligatoire – an ech hat et och scho virun zwou Woche gesot – ass ee vun deene wichtegsten Acquisen, déi mir hei zu Lëtzebuerg an eisem Gesondheetssystem hunn. Dësen erlaabt et, de Patienten eenheetlech Präisser ze bidden an eeben net ongläich behandelt ze ginn, egal aus wéi enger sozialer Schicht d'Patiente kommen, egal wéi eng Kontakter si hunn.

Heescht den Ausbau vum Extrahospitalier ipso facto eng Ofschwächung vun de Spideeler? Och hei ass eis Äntwert: Nee.

Engersäits sollen d'Spideeler weiderhin d'Méiglechkeet hunn, déi concernéiert medezinnesch Ënnersichungen an de Spideeler oder a Spidolsantennen unzebidden. Anerersäits soll alles, wat komplex Medezinn ass, och weider vun de behandelnden Dokteren an de Spideeler gemaach ginn. Et gëtt eng grouss Unzuel u Behandlungen an Operatiounen a generell och déi vital Urgencen, déi weiderhin exklusiv an de Spideeler solle gemaach ginn a fir déi an Zukunft och méi Disponibilitéit soll do sinn.

D'Patiente brauchen d'Spideeler an d'Doktere brauchen d'Spideeler och. Duerfir behalen d'Spideeler och hire Rôle als Haaptacteur vun eisem Gesondheetssystem a wäerten deemno net geschwächt ginn.

Als DP ënnerstëtze mir d'Reformen, déi vun der Gesondheetsministesch annoncéiert gi sinn an déi a Richtung vun engem nach besser opgestallten a méi nohaltege Gesondheetssystem ginn, bei deem de Patient a seng Suergen am Mëttelpunkt stinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Hartmann. An de Mikro ass elo fräi fir déi honorabel Madamm Lexy Schoos. Madamm Schoos, Dir hutt d'Wuert.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Merci, Här Chamberspresident. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'ADR steet fir een eenzegen nationale Gesondheetssystem. An dësem ass all Salarié an all Independant automatesch an obligatoresch affiliéiert a versécher t. An och all Dokter, deen zu Lëtzebuerg praktizéiert, muss obligatoresch, awer an eisen Aen net, wéi et am Moment ass, automatesch konventionéiert sinn. Ech mengen, do si mer eis heibannen och alleguer eens.

No Jore vun Immobilismus am Gesondheetssecteur muss endlech eng grouss Reform op den Dësch. Mir brauchen en neien Dynamismus, nei Beruffsbiller, nei

Methoden, nei Relatiounen tëscht den Acteuren um Terrain an de Patienten. Mir brauche vläicht och nei Gestiounsformen an den Organisme vun der sozialer Sécherheet. Wat sech bewäert huet, muss kënne bleiwen. Wat awer net méi op der Héicht vun den Erausfuerderungen ass, muss moderniséiert ginn.

Mir brauchen en Dialog an e géigesäitege Respekt tëscht allen Institutiounen, Strukturen, Beruffer a Karriären, tëscht Patienten an Dokteren, tëscht dem Spidolssecteur an dem Netspidolssecteur, fir séier, effikass a konsequent all déi wichteg Ännerungen ze bestëmmen an duerchzeféieren, déi eist Gesondheetswiesen esou dréngend brauch.

Mir wëllen den Dirigismus an den Zentralismus am Lëtzebuerger Gesondheetswiesen opbriechen, fir déi liberal Medezinn ze stäerken. D'Doktere musse méi Méiglechkeeten a méi Flexibilitéit bei der Ausübung vun hirem Beruff kréien, fir medezinnesch Servicer an hirer Praxis unzebidden an ëmzesetzen, esou wéi dat och am Ausland méiglech ass. D'Dokteren, déi dat envisagéieren, sollen endlech déi dofir néideg Tariffuerdnung a sozial Sécherheet kréien. An deem Sënn soll déi liberal Medezinn keng onnéideg Hürden opgestallt kréien.

D'Diskussioun ëm de Remboursement immédiat huet scho méi wéi eemol gewisen, datt dës an déi viregt Regierung probéieren, aus den Dokteren e Genre vu Salarié vun der Gesondheetskeess ze maachen, amplaz si an hirer Onofhängegkeet ze respektéieren an hinnen ze erlaben, eng liberal Medezinn an engem liberale Beruff ze praktizéieren.

Et gëtt an deem Kontext sécherlech e puer Froen, déi musse gekläert ginn, mee mir als ADR wëllen, datt dat séier a virun allem am Sënn vum Patient a vum Dokter geschitt. An deem Sënn wëll d'ADR, dass och endlech d'Nomenclature ugepasst a moderniséiert gëtt, wat dem Patient zeguttkënnt an de Beruff vum Dokter nees méi attraktiv mécht.

D'Gesondheetskeess soll weider paritéitesch vu Salariat, Patronat, Gesondheetsdéngschtleeschter a Staat gefouert ginn. D'Prioritéite mussen am Interessi vum Patient a vun der allgemenger Gesondheet geholl ginn. Fir dat mat ze garantéieren, sollen och endlech d'Dokteren, awer och d'Assuréen, well et si jo schliisslech hir Suen an eiser Gesondheetskeess, an Zukunft eng adequat Vertriedung an den Instanzen, notamment dem Verwaltungsrot vun der Gesondheetskeess, kréien.

An deem Sënn géing ech d'Ministesch gär konkreet froen: Dir schreift am Koalitiounsaccord am Kapitel „Sozial Sécherheet" direkt als éischte Saz: „Le mode de fonctionnement et de financement ainsi que la gouvernance de la Caisse nationale de santé seront mis à l'examen." Wou si mir do dru mat där Ënnersichung? Wat sinn Är Schlussfollgerungen? A wat sidd Dir, Madamm Minister, doropshi gewëllt ze verännere? A wéi?

Sollt et néideg sinn, och am Kader vum verantwortleche Wuesstem, d'Budgeten unzepassen, da muss dëst virun allem awer iwwert d'Recettë gemaach ginn. Mir mussen eis alleguer d'Fro stellen: Wéi eng Medezinn wëlle mir? Wa mir als Gesellschaft eng modern an héichqualitativ Gesondheetsversuergung wëllen hunn, da musse mir alleguer och bereet sinn, eise Beitrag ze leeschten.

Et däerf zu Lëtzebuerg keng Zwouklassemedezinn méi ginn. Jo, Dir hutt richteg verstanen: Et dierf se net „méi" ginn. Mir hunn haut eng Zwouklassemedezinn. Mir hunn, wann et een op d'Spëtz dreiwe géing, esouguer eng Dräiklassemedezinn:

Éischtens: Déi, déi et sech kënne leeschten, hunn eng Zousazversécherung, ginn an d'Ausland a kënne sech d'Dokteren eraussichen a kréien a kierzter Zäit e Rendez-vous.

Zweetens: d'Grenzgänger. Déi kënnen esouwuel hei ewéi an hirem Heemechtsland bei den Dokter. Do iwwerhëlt entspriechend hir national Krankenoder Gesondheetskeess an déi verrechent da global d'Käschte mat eiser Lëtzebuerger Gesondheetskeess of.

Drëttens: déi, déi weeder Grenzgänger sinn nach et sech leeschte kënnen a brav an eisem Lëtzebuerger Gesondheetssystem op hire Rendez-vous waarden a bei den Dokter ginn, wou si iwwerhaapt nach e Rendez-vous kréien.

Här Chamberspresident, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als ADR fuerdere mir, dass mir hei zu Lëtzebuerg all eisen Assuréen Zougang zu enger éischtklasseger Medezinn ubidde kënnen. Dofir brauche mir ënnert anerem endlech d'Gesetz iwwert d'Doktergesellschaften, wou et d'Dokteren och méiglech muss sinn, am Salariatsregimm ze schaffen, wat och vill jonk Dokteren hautzudaags froen, virun allem um Ufank vun hirer Karriär; eng fundamental Revisioun vun der Nomenclature; eng paritéitesch Vertriedung am Verwaltungsrot vun der CNS, inclus den Dokteren an den Assuréen; eng komplett Transparenz an eng detailléiert Opschlësselung vun de Finanze vun der Gesondheetskeess an de Staatshëllefen; en obligatoresche Konventionnement ouni Automatismus – mir mussen hei net zur Dréischeif gi fir auslännesch Strukturen, déi vun eisem System profitéieren, wéi mer dat virun allem an der Zännmedezinn kennen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Schoos. An d'Wuert ass elo fir déi honorabel Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Kolleeginnen a Kolleegen, dës Debatt ass eng vun de wichtegsten an der Santé vun dëser Legislatur. Villmools merci, Här Di Bartolomeo, fir d'Ufroe vun dësem wichtegen Debat. Si ass d'Konsequenz vu Walversprieche vun der CSV an der DP a se ass d'Konsequenz vun extreem héijen, wuel kaum erfëllbare Verspriechen un eng AMMD. An ech war frou, d'lescht Woch déi däitlech Wierder vun der Ministesch ze héieren. Mee loosst eis op dëser Plätz net vergiessen, dass et nieft der liberaler Partei och Är Partei war, mam deemolege Spriecher Claude Wiseler, déi d'Erwaardungen un eng verbessert a méi kohärent Gesondheetspolitick geschürt huet.

Ech hunn d'Debatt vun 2022 ëm de Virage ambulatoire nach emol ganz nogelauschtert a ganz vill vun de Fuerderunge sinn och 2025 no zwee Joer Regierungszäit nach net ëmgesat. An natierlech gitt Dir och dorunner gemooss.

E puer Beispiller: aus dem Plan hospitalier e Plan santé maachen, mat enger entspriechender Carte sanitaire; eng funktionéierend Digitaliséierung an en Informatiounsfloss iwwert den DSP; de Médecin référent opwäerten. Alles gutt Punkten, déi den Här Wiseler hei den 8. Mäerz 2022 a sengem Siwepunkteplang enumeréiert huet.

Mee wou sinn dës Verbesserungen haut, 2025? An ech kann hei nëmmen den Här Wiseler zitéieren: „Et si momentan vill Retarden do an an eisen Ae gëtt et keng Excuse méi, fir et net direkt unzepaken." Esou war säi Schlusssaz deemools an der Debatt. An ech ginn em Recht. An dëst gëllt zwee Joer, nodeems Der am Amt sidd, Madamm Ministesch, ëmsou méi fir Iech.

Kolleeginnen a Kolleegen, bei der Debatt, déi mer hei féieren, geet et ëm méi wéi nëmme Konventiounen, Tariffer oder nei Strukturen. Et geet ëm d'Fro: Wéi eng Medezinn wëlle mer als Gesellschaft? Eng Medezinn, déi dem Portmonni déngt, oder eng Medezinn, déi dem Mënsch déngt?

Fir eis Gréng ass et kloer: Eng Gesondheetsversuergung, déi net fir jiddereen déi selwecht ass, ass keng national Gesondheetsversuergung. Et ass eng Zwouklassepolitick. A si huet an engem modernen, solidaresche Lëtzebuerg eiser Meenung no näischt verluer. Mir hunn an dësem Land iwwer Generatiounen ee vun de stäerkste solidaresche Systemer an Europa opgebaut. E System, dee funktionéiert, well en op engem einfache Prinzipp baséiert: Gesondheet ass e Mënscherecht a kee Geschäftsmodell.

Ass alles perfekt?

(Interruption)

Natierlech net. Jo, d'Waardezäite fir eng Imagerie médicale sinn ze laang. Jo, Rendez-vouse beim Spezialist ze kréien, ass heiansdo eng Odyssee. A jo, et sinn deelweis ze vill laang Waardezäiten an den Urgencen.

Dës Problemer ginn aktuell vun enger Partie Acteuren an d'Vitrinn gestallt, fir eng Deregularisséierung vun eisem Gesondheetssystem mat der Briechstaang duerchzesetzen. Manner Konventionnement, manner tarifaire Bindung un d'CNS, jidderee soll kënnen alles ubidden – jo, dat klèngt fir mech manner no Gesondheetspolitick a méi no Wildem Westen.

Mee déi Fro, déi sech stellt, dat ass am Fong eng ganz weesentlech: Wäert dann eng Privatiséierung, wéi d'AMMD se gefuerdert huet – déi mëttlerweil och erëm e bëssen zréckgeruddert ass –, d'Problemer vum System léisen?

Une voix | Nee.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Ech mengen, d'Äntwert ass: Nee. Si verlagert se just, an zwar op Käschte vum Patient, op Käschte vun der Solidaritéit an op Käschte vun der Continuité des soins. An och – an dat gëtt an der aktueller Debatt leider e bëssen ze oft vergiess – op Käschte vun deene Leit, déi am Gesondheetsberäich schaffen.

Mir Gréng sinn net géint eng ambulant Medezinn. Am Géigendeel! Mir wëlle se stäerken, an zwar esou, dass se deene Leit eppes bréngt, déi haut ze laang waarden, déi haut jee no geografescher Lag net genuch Offeren hunn. Mee mir si géint e Wildwuchs vu Strukturen, déi just dofir entstinn, well de Marché dofir kreéiert gëtt. Mir wëllen e Gesamtkonzept, dat territorial, personell a qualitativ Sënn mécht. E Konzept, dat Lücken zoumécht an net Konkurrenzsituatiounen tëscht Spideeler a Privatpraxe schaaft. E Konzept, dat dat verfügbaart Personal méiglechst effizient asetzt, fir esou och der Penurie eppes entgéintzesetzen. E Konzept, dat d'Attraktivitéit vun de Gesondheetsberuffer boost.

An nach eppes ass mer an dëser Debatt wichteg ze soen: Ambulant medezinnesch Strukture wéi déi geplangten Dokteschpraxen dierfen net dofir benotzt ginn, Aarbechtskonditiounen erofzedrécken oder Käschten op aner Acteuren ze externaliséieren. Mir sinn houfreg op e gudde Kollektivvertrag am Spidolssecteur an dierfen deen net duerch nei Strukturen ënnerwanderen oder aushielegen.

An domat kommen ech bei e fir eis fundamentale Punkt: Gesondheet ass kee Businessmodell. D'Dokteschgesellschafte gehéieren a medezinnesch Hänn – a just dohinner! Mir hunn an eisen Nopeschlänner genuch Beispiller gesinn, wou, soubal privat Fongen erakoumen, de Profittdrock matkoum. Soubal

Investisseuren erakomm sinn, sinn d'medezinnesch Soinen zu engem Produit ginn. Soubal Gesondheet verkaf ginn ass, ass de Risiko vu manner Qualitéit a manner Sécherheet geklommen.

Am Gesondheetswiesen dierf eng Saach net geschéien: datt sozial a beruflech Standarden ausgehiewelt ginn, fir engem Geschäftsmodell ze déngen. Déi rezent Stellungnam vun de Conseil-médicalle weist eppes ganz däitlech: Wann ambulant privatiséiert Strukture just déi rentabel Akten erauspicken, jo, da brécht d'Balance vun eisem System an d'Spideeler verléieren déi finanziell stabill Elementer, déi bis elo d'Urgencen, d'Geräter, d'Garddéngschter a komplex Pathologië mat subventionéiert hunn.

Mat private Parallellstrukturen oder sougenannte „Clinicen" entsteet automatesch Drock op d'Aarbechtskonditioune vun de Leit, déi am Spidol bleiwen, deenen, déi d'Schichte maachen, deenen, déi d'Nuechten droen, deenen, déi d'Komplexitéit vun de schwéiere Fäll an der Urgence managen.

Dofir soen ech ofschléissend fir déi gréng Follgendes: keng Reform ouni verbindlech Qualitéits-, Personal- a sozial Standarden iwwerall, och am ambulanten Extrahospitalier an am klore Lien mat bestoende Spidolsstrukturen. Jo zu enger staarker, moderner, besser organiséierter ambulanter Medezinn, mee nee zu enger Kapitaliséierung vun der Medezinn, nee zu engem Zweeklassesystem, nee zu engem Gesondheetsmarché.

Wat mer brauchen, ass kee gespléckte System, mee e System, deen zesumme fonctionéiert. Mir brauchen awer och e System, dee méi agill ass, méi agill, wéi en et bis elo ass, e System, deen der Entwécklung vun eiser Medezinn Rechnung dréit a sech méi séier a méi onkompliz éiert un d'Entwécklungen upasse kann. Och dat ass e wichtegen Deel vun der Wourecht.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Bernard. An de Mikro ass elo fräi fir den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Och dem Här Di Bartolomeo merci fir d'Ufro vun dëser Aktualitéitsstonn. Villes, wat en a senger Ried gesot huet, ass och esou richteg. An et kann een och houfreg sinn op de Lëtzebuerger System, esou wéi en am Moment fonctionéiert. Op där anerer Säit muss een awer och soen, dass mer Problemer hunn an dass e wäit ewech vun der Perfektioun ass.

Et ass e puermol ugeschwat ginn – ech kennen och vill Leit, déi een oft drop uschwätzen –, siefen dat d'Waardezäiten, wa se Rendez-vouse brauche bei Spezialisten, oder iergendwellech speziell Apparater ... An do muss een dann eng Kéier driwwer diskutéieren, wéi mer do eng Léisung fannen, fir dass dat an Zukunft net méi virkënnt, fir dass d'Leit, wa se haut krank sinn, méiglechst schnell e Rendez-vous kréien.

Fir eis Piraten ass d'Léisung do net, dass een herno a Privatgesellschafte geet, wou ee mat Investisseure géing zesummeschaffen, déi herno kucken, wat um Bilan Enn des Joers erauskënnt a wat herno d'Dividende sinn. Dat ass dee komplett falsche Wee. Mir verschléissen eis awer net dem Wee, dass een Dokteschgesellschafte géing maachen, wou Doktere sech ënner sech zesummendinn, fir gewësse Servicer unzebidden, wou eeben haut am Land d'Waardezäiten ze laang sinn, an dat, ouni dass een do no dem Profitt kuckt, mee wou een einfach och fir si eng Sécherheet am Alldag huet.

Well déi meescht Dokteren hunn e spezielle Status als Independant a si brauchen déi Dokteschgesellschaften, fir sech och an Zukunft weider kënnen ofzesécheren. Well och dat si Froen, déi sech an Zukunft stellen. Wa mir gären hätten, dass d'Dokteren hei am Land bleiwen, musse mer hinnen och do e bëssen entgéintkommen, an, wuelverstanen, ouni dass do Investisseuren herno dat Ganzt géinge finanzéieren. Dofir, mir stinn Dokteschgesellschafte positiv géigeniwwer, wann et net herno eng Gesellschaft ass fir d'Dividenden.

An et kënnt och eng immens grouss Erausfuerderung op d'Spideeler souwéi och d'Dokteren zou: Dat ass dee ganzen digitale Wandel. Well och d'Entwécklung vun de Maschinne wäert elo esou schnell virugoen, dass warscheinlech och iergendeng Kéier de Staat nach eng Kéier e puer Milliounen an d'Hand muss huelen, fir iwwerhaapt déi Maschinnen auszetauschen, well d'Entwécklung esou schnell wäert goen, duerch KI, mee och duerch den digitale Wandel. An do wäerten dann d'Dokteren eleng an och d'Spideeler eleng net méi nokommen.

Do muss een dann och iergendeng Kéier driwwer diskutéieren, wéi wäit mer do déi Verantwortung national wäerten iwwerhuelen. Well fir eis ass och ganz kloer, dass Lëtzebuerg d'Toppland muss sinn, wat de Service an d'Digitaliséierung ugeet. Well just iwwert déi Digitaliséierung kann een hautzudaags Krankheete ganz fréi erkennen. Et huet ee ganz aner Méiglechkeeten. Et huet een och en aneren Heelungsprozess. An deem sollte mer eis net verwieren. Am Contraire, mir mussen elo déi Léisunge fannen, fir dass dat méiglech ass.

An do muss een natierlech op den Dialog mat den Doktere setzen an hinnen och déi zousätzlech rechtlech Garantië ginn. Well och do ass et herno esou, dass d'Dokteren do wäerte mussen en Invest op sech huelen, fir hir Praxissen herno och esou auszerüste fir e méiglechst beschte Service um Client. An dofir bräichte mer dann zu engem spéideren Zäitpunkt eng Kéier déi Dokteschgesellschaften.

Et ass och net esou, dass déi Zousazversécherungen – et ass elo e puermol ugeschwat ginn – ze verdäiwele sinn. Et ass nun emol en Outil, wou d'Leit drop zréckgräifen. Warscheinlech géinge se am léifsten net drop zréckgräifen. Mee huele mer elo een, dee krank ass an esou eng Zousazversécherung huet. Deen ass awer frou, wann en an d'Apdikt geet an e kritt d'Differenz bezuelt tëscht deem, wat de Staat bezilt, an deem, wat d'Medikamenter herno nach kaschten. Dat ka ganz schnell ganz vill am Mount sinn. An dofir ass dat net onbedéngt ze verdäiwelen.

Ech géing och léiwer an engem System liewen, wou een déi net bräicht. Mee am Moment ass et awer nun emol esou, dass verschidde Rechnungen esou kënne bezuelt ginn. An déi Zousazversécherungen hu jo och nach aner Virdeeler, wou awer an eisem Gesondheetssystem e grousse Problem ass. Huele mer d'Zänn oder huele mer d'Bréll. Dofir si fir eis Piraten déi Zousazversécherungen net ze verdäiwelen. Natierlech géinge mer gären an engem Land liewen, wou ee se net bräicht.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Goergen. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech soen och dem Här Di Bartolomeo Merci fir d'Ufro vun dëser Aktualitéitsstonn. D'Madamm Bernard huet och zu Recht gesot, datt et eng vun deene wichtegsten Diskussiounen ass, déi mer an dëser Legislatur féiere mussen, well mer mierken, datt eise gudden a funktionéierende Gesondheetssystem ënner Attack steet – Attacken, déi op eemol onerwaart komm si mat enger Virulenz, wéi ee se awer wierklech scho ganz laang net méi gesinn huet.

An ech mengen, datt et vläicht derwäert ass, sech awer emol unzekucken, firwat eise Gesondheetssystem dann attackéiert gëtt. Gëtt en attackéiert, well en net gutt ass, net gutt funktionéiert, schlecht Resultater huet? Nee, well mer hunn am OECD-Vergläich ee vun deene beschte Gesondheetssystemer, déi et am Moment gëtt.

E gëtt attackéiert aus dräi Ursaachen: well en dräi Qualitéiten huet. En ass nämlech solidaresch, universell an ëffentlech.

Solidaresch ass en, well jiddwereen, dee schafft, iwwer seng Kontributiounen, iwwer seng Cotisatiounen – an och d'Leit, déi an der Pensioun sinn, iwwer hir Cotisatiounen – dorunner bedeelegt ass am Verhältnis zum Revenu, deen een huet, mat leider engem Deckel vu fënnefmol de Mindestloun. Dat heescht, et ass eng intergenerationell Solidaritéit do. Et ass eng Solidaritéit do tëschent Leit mat héije Revenuen a Leit mat niddrege Revenuen.

An d'Zil – an dat ass den universelle Charakter – ass, datt jiddwereen hei zu Lëtzebuerg a jiddwereen, deen hei schafft, déi beschtméiglech Gesondheetsversuergung kritt, onofhängeg vu senger sozialer Situatioun.

An en ass ëffentlech, well de Staat a mir alleguer – ëffentlech Institutiounen, d'Gesondheetskeess – dee System organiséieren a finanzéieren an en iwwer Gesetzer, Reglementer ëffentlech organiséiert ass. Dat heescht, datt concurrentiel Assurancen, par rapport zu deem, wat mer kennen, wat eisen ëffentleche System ausmécht, kaum eng Plaz zu Lëtzebuerg hunn.

A wa virdrun den Här Goergen vun Zousazversécherunge geschwat huet, da muss een dozou soen: Zu Lëtzebuerg ass dat an deem allergréisste Fall d'CMCM, déi eng Mutuelle ass, déi och selwer net enger Profittlogik ënnerläit. Also, déi Zousazversécherungen, vun deene ganz dacks geschwat gëtt, déi eng Profittlogik hunn, hunn an eisem System keng Plaz. Si sinn e Friemkierper, well et e gudde System ass. A genau do läit awer nun emol de Problem vun deenen Attacken.

Ech hu probéiert, et unhand vun Zuele vun der OECD a vum Observatoire de la santé zesummenzerechnen: Fir 2024 loungen d'Gesamtausgaben an der Santé zu Lëtzebuerg bei 4,3 Milliarden Euro. 3,8 vun deene 4,3 sinn ëffentlech Ausgaben, déi gemaach gi sinn. An do denke sech natierlech Verschiddener: „O, dat ass awer e grousse Kuch. Wann een do kéint e bëssen dru knabbere goen an aus deem System profittorientéiert Suen erausshuelen, da wier dat eppes, wat ganz interessant kéint sinn."

Duerfir kommen d'Attacken och net verwonnerlecherweis vun deenen, déi déi ganz déck Portmonnien hunn, siefen et déi ganz grouss Investisseuren, déi sech denken: „Komm, voilà, dann huele mer eis och nach e Stéck vun deene 4,3 respektiv 3,8 Milliarden un ëffentleche Suen eraus."

Duerfir si sou Projete wéi FindelClinic entstanen. Duerfir sinn Iddien entstanen, fir eng ambulant Versuergung ausserhalb vum konventionéierte System unzebidden, ausserhalb vun de Spideeler. A se geet dann anerersäits awer och vun engem klenge Grupp vu Leit aus, déi franchement méi verdénge wéi all eenzelne Regierungsmember – dat muss een och hei eng Kéier kënne soen – an déi dat da soe mam Argument: „Jo, am Fong verdénge mir nach ëmmer net genuch." Dat ass eng Gurmangsegkeet fir e System, deen am Fong a senger Philosophie richteg a gutt orientéiert ass, wou een, mengen ech, ganz kloer soe muss: „Nee, dat wëlle mer net!"

An duerfir sinn ech frou, datt bal all Partei hei sech ganz, ganz kloer positiv fir den obligatoresche Konventionnement ausgeschwat huet. Déi Kou, kann een also soen, ass vum Äis. Do brauche mer eis, zumindest an dëser Legislatur, keng Gedanke méi ze maachen.

Bleiwen nach zwee aner grouss Chantieren, wat de Sujet vun dëser Debatt ugeet, nämlech d'Kommerzialiséierung vun der Santé. Dat ass den Ambulatoire. An do insistéieren ech och drop, an ech sinn honnertprozenteg op der Säit vum Fraktiounssprieсher vun der Chrëschtlech-Sozialer Vollekspartei, datt dat ...

(Interruption)

... net lassgeléist vun de Spideeler däerf stattfannen, mee innerhalb vun deem System, well mer soss dat Ganzt un d'Wanke bréngen, well soss effektiv op eemol lukrativ Saachen ausserhalb vun de Spideeler gemaach ginn a mer e Finanzéierungsproblem an de Spideeler kréien. Also muss dat alles weiderhin zesummenhänken. Déi däitlech Wierder vum Här Spautz begréissen ech ausdrécklech. Ech sinn och frou, datt en do plus ou moins direkt dem Premierminister widdersprach huet, deen, wéi an aneren Dossieren – ech wëll net iwwert d'Pensioune schwätzen – och alt erëm eng Kéier iergend e Pawee an d'Mier gehäit huet an der Hoffnung, datt iergendeppes geschitt. An dann ass et d'Madamm Deprez, déi iergendwéi muss kucken, hannert him erëm opzebotzen an ze kieren.

Bleift awer nach deen drëtte grousse Chantier, an dat sinn d'Dokteschgesellschaften. An do, mengen ech, musse mer awer och ganz gutt oppassen. Bei den Dokteschgesellschaften, mengen ech, musse mer kënne kapabel sinn, eng Konstruktioun ze fannen, déi net profittorientéiert ass. Dat heescht, datt déi Leit, déi déi Dokteschgesellschaft féieren, nieft där Organisatiounsform an nieft deenen Tariffer, déi Doktere verrechnen, net nach weider Suen aus dem System kënnen huelen.

An do brauche mer eng ganz gutt Iwwerleeung. An duerfir, zu deenen Iwwerleeunge gehéiert och – wou elo gottseidank d'Generalisten och op d'Iddie komm sinn –: Et geet net nëmmen ëm Privatinvestisseure mam grousse Kapital aus dem Ausland, mee et geet eventuell och ëm Doktere selwer, déi vill Suen hunn an esou Gesellschafte kënne leeden an déi dann aner Dokteren als Salariéë kënnen astellen. Ech si fir d'Médecine salariée, an dat si mir als Lénker ganz staark. Just – an dat muss séchergestallt sinn –: Si däerf net enger Profittorientéierung ënnerleien!

(Coups de cloche de la présidence)

Dat hu mer an den ëffentleche Spideeler ofgeséchert, do, wou mer Médecin-salariéen hunn a wou ech souguer mengen, datt et gutt wier, wa mer der nach méi hätten. Wa mer Dokteschgesellschafte wëlle grënnen, da muss assuréiert sinn, wann Dokteren Dokteren astellen, datt honnertprozenteg séchergestallt ass, datt dat net enger Profittlogik ënnerläit.

Här President, ech hu meng Zäit bei Wäitem iwwerschratt. Ech soen Iech Merci fir meng Gedold ... fir Är Gedold!

(Hilarité)

Voilà.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Baum. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch Martine Deprez ... Här Baum, erlaabt Der, datt d'Madamm Schoos Iech eng Fro stellt?

M. Marc Baum (déi Lénk) | Gären, Madamm Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Pardon. Villmools merci. Dir hat gesot, déi Gesellschaften dierften net profittorientéiert sinn. Dat wiere jo also Privatgesellschaften. Ech denken elo dorunner, wéi et bei eis, bei de Veterinären, ass. Ech mengen, déi Gesellschafte musse jo Infrastruktur ... Also, et muss een och kucken, wéi et opgestallt gëtt, ne? Mee awer selwer Infrastruktur dohinnerstellen, eng Sekretärin astellen, d'ganz Behandlungsstill, de ganzen Immobilier, dat alles musse se bezuelen. Dat muss jo vun iergendeppes bezuelt ginn, ausser et géing elo gesot ginn, déi kréichen och alles gestallt, well an de Spideeler gëtt hinne jo d'ganz Infrastruktur zur Verfügung gestallt. Oder wann zum Beispill Fortbildunge fir hir Salariéen, déi jonk Dokteren, solle bezuelt ginn, da muss dat jo och vun iergendwou hierkommen.

Dowéinst wollt ech Iech froen: Awéifern, mengt Der, dierfe se net profittorientéiert sinn oder dierfe se am Fong kee Gewënn maachen? Wéi mengt Der dat?

Merci.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Ech mengen, datt déi Leit, deenen esou Gesellschafte gehéieren, déi quasi Aktionär vun esou enger Gesellschaft sinn, fir hir Akten, déi se vun der ëffentlecher Keess rembourséiert kréien, net zousätzlech Dividende kënnen erauszéien, well domadder déi direkt Gefor besteet fir de Médecin salarié, deen dann an deem Fall an engem Subordinatiounsverhältnis zum Proprietär vun där Gesellschaft steet, bestëmmten Akten net méi am rengen Interêt vum Patient duerchzeféieren. An duerfir, mengen ech, ass et extreem wichteg. An dat ass jo och d'Positioun, déi entre-temps d'Associatioun vun de Médecins généralistes ageholl huet, datt et ganz geféierlech ass, wann Dokteren aner Dokteren an enger profittorientéierter Logik astellen.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Baum.

An elo ass d'Wuert definitiv fir d'Madamm Gesondheetsministesch Martine Deprez.

Prise de position du Gouvernement

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President. An esou wéi meng Virriedner soen ech och der Fraktioun vun der LSAP an dem Deputéierte Mars Di Bartolomeo Merci dofir, no der Question élargie vun der Deputéierter Carole Hartmann, déi mer den 20. November hei diskutéiert hunn an déi den Titel „Extension de l'offre médicale en milieu extrahospitalier" gedroen huet, haut da mam Intitulé „Libéralisation, privatisation et commercialisation de notre système de santé" eng Heure d'actualité ze hunn, déi ganz, ganz wichteg ass. Contrairement zur Question élargie haten dann haut all Parteien d'Méiglechkeet, zu deem Sujet hir Meenung ofzeginn.

Éier ech op dat aginn, wat an deene verschiddene Contributioune gesot gouf, respektiv Froe beäntwerten, déi konkreet gestallt goufen, géif ech elo mol gär beschreiwen, wat mer iwwerhaapt zu Lëtzebuerg ënner „Secteur hospitalier" verstinn.

Mir hu véier grouss Centre-hospitalieren – ech brauch se net opzezielen, Dir kennt se – an dann hu mer nach eng Rëtsch Centre-spécialiséen, wéi zum Beispill den Häerzzenter, wéi zum Beispill de Centre Baclesse, wéi zum Beispill de Centre hospitalier neuro-psychiatrique, fir nëmmen déi ze nennen. All dës Haiser hunn net ëmmer déi selwecht Forme juridique. Verschiddener sinn ënner „Syndicat de communes" organiséiert, anerer ënner „Établissement public", anerer ënner „Fondation", awer och ënner „Société anonyme". Si all ënnerleien awer engem Gesetz, dem Spidolsgesetz vun 2018, wat och a verschiddene Motiounen ugeschwat gouf.

Virun zwou Wochen hunn ech hei gesot, datt eise Gesondheetssystem drop baséiert, datt all Bierger e gläichberechtegten Zougang zu enger héichwäerteger medezinnescher Versuergung kritt an huet a behält.

A wat fir eise Gesondheetssecteur allgemeng gëllt, gëllt natierlech och méi spezifesch fir de Spidolssecteur. All déi Haiser, déi mer elo opgezielt hunn, ginn iwwer eng Budgetisatioun finanzéiert, dat heescht, net à l'acte. De Budget vum Fonctionnement gëtt mat der CNS verhandelt an d'Spidolsstrukture souwéi d'Modernisatioun vun de Strukture ginn zu 80 % iwwert de Fonds hospitalier finanzéiert an zu 20 % iwwert d'CNS.

Un dësem Prinzipp ass och bis 2023 festgehale ginn. Du koum eng Gesetzesännerung am Juli 2023 an d'Méiglechkeet ass geschaaft ginn, sougenannt „Sites supplémentaires" ze kreéieren – am Fachjargon heiansdo och „Antennen". An do gouf dunn d'Budgetisatioun als Prinzipp opginn, well de Legislateur decidéiert huet, datt dës Sitten op Forfaitsbasis géife finanzéiert ginn. Dat heescht, do kann een d'Strukture loune goen. Et brauch een d'Strukturen net ze bauen, et brauch een d'Strukturen net selwer opzeriichten. Et kann ee loune goen. An d'CNS huet mat der FHL déi éischt Forfaiten ausgehandelt, an déi éischt fir d'Imagerie médicale sinn elo do. Fir déi aner Servicer si se amgaangen, ausgeschafft ze ginn.

Déi Gesetzesännerung huet dann och definéiert, wat op esou Site-supplementairen ugebuede kéint ginn. A wéi och schonn den 20. November gesot, sinn dat déi véier follgend Beräicher: d'Onkologie, d'Dialyse, den Hôpital du jour an eeben d'Imagerie médicale. An Hôpital-de-joure just nëmmen non chirurgical. Sou vill zum Ist-Zustand.

Wou wëlle mer dann elo hikommen opgrond vun deem, wat am Accord de coalition festgehale gouf? Et ass haut och schonn hei gesot ginn: Eise Gesondheetssystem gëtt ëmmer erëm an europäeschen an internationalen Enceintë gelueft, ënner anerem, well mir et fäerdegbruecht hunn, net a Richtung vun enger institutionaliséierter Zweeklassegesellschaft ze goen. An dorun hale mir fest.

Natierlech ass eppes, wat gutt ass, net onbedéngt perfekt. A besonnesch aus der Siicht vum Patient oder Assuré gi reegelméisseg eenzel Bemierkungen un eis erugedroen. Dir hutt der och schonn haut erwäänt: Waardezäiten, déi als ze laang empfonnt ginn, Prozeduren, déi nach méi kloer kéinten expliziéiert ginn, oder Informatiounsflëss tëschent den Acteuren, déi nach optiméierbar sinn.

An deem Sënn ass de Projet Digisanté ënnerwee, dee mer an deenen nächste Woche wäerte virstellen. Deen ass dofir do, d'Informatiounsflëss ze verbesseren. Den Accès zum DSP (ndlr: Dossier de soins partagé), hutt Der kierzlech héieren, ass méi einfach gemaach ginn. A mir sinn alleguerte mat all de Gesondheetsacteure Richtung Espace européen des données de santé ënnerwee, fir ronderëm de Patient e komplette Reseau opzebauen, wou d'Informatioune fléissen.

An an de Spideeler ass och scho sou munches an de leschten zwee Joer geschitt: D'Osteodensitomeeteren, d'Apparater fir d'Knachendicht ze moossen, sinn op dräi eropgesat ginn, d'IRMenzuel gouf eropgesat an d'Zuel vun de Mammografen ass praktesch verduebelt ginn.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

An doriwwer eraus hu mir d'Aktivitéit vun de Spideeler analyséiert an et gouf vu verschidde Säiten un eis erugedroen, datt et net iwwerall, awer verschiddentlech Enkpäss an den OPe gëtt.

A sou wéi am Accord de coalition ugekënnegt, wäerte mer dann an e puer Etappen déi medezinnesch Offer ausserhalb vum Spidol erweideren, ouni awer dës Strukturen ze schwächen. An de Kalenner vun deenen nächsten Ännerungen ass och kloer. De Projet de loi, deen et erlaabt, Sociétés de medecins ze grënnen, wäert deemnächst am Regierungsrot ugeholl ginn.

D'Spidolsgesetz ass an der Procédure législative, fir zwee Servicer bei déi véier, déi ech elo genannt hunn, bäizesetzen, an zwar kleng Interventiounen un den Aen an un der Haut. An dëse Projet misst nach bis Enn des Joers gestëmmt ginn.

Da wäerte mer et och am Spidolsgesetz méiglech maachen, datt dës sechs Servicer, déi elo nëmme kënne vu Spideeler ugekënnegt, agesat ginn, och kënne vun Doktere geplangt, ugefrot an hannenno ëmgesat ginn, ënnert deene selwechte Konditiounen, déi elo fir d'Spideeler gëllen. An och hei wäert de Finanzement vum Prinzipp hier esou fonctionéieren, wéi dat scho fir déi Strukture leeft, déi elo schonn en place sinn.

Domadder wier ech da beim Punkt ukomm, wou ech op déi verschidden Interventioune wéilt reagéieren.

Jo, Här Di Bartolomeo, all déi allgemeng Ausféierungen, déi Dir hei de Mëtteg ginn hutt, decke sech mat deem, wat ech den 20. November gesot hunn. Dir hutt awer eng konkreet Fro gestallt: wéi dann op deene Sitten, déi dann ausserhalb vun de Spideeler déi Aktivitéite wäerten ausféieren, séchergestallt gëtt, datt d'Qualitéit garantéiert ass. Ech géif eng Fro zréckginn: Wéi ass et dann haut garantéiert, datt d'Qualitéit op de Site-supplémentairen, déi zënter 2023 méiglech sinn, garantéiert gëtt?

Do si mer am Spidolsgesetz. Mir bleiwen am Spidolsgesetz. An déi Konditiounen, déi am Spidolsgesetz sinn, wäerte fir all déi Aktivitéiten, déi iwwert d'Spidolsgesetz lafen, musse gëllen.

Den zweete Riedner war den Deputéierte Marc Spautz. Deem hunn ech näischt bäizefügen. Dat war esou komplett, besser kann ech et net maachen.

Plusieurs voix | O!

(Hilarité)

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Dann ass d'Madamm Hartmann nach eng Kéier op d'Waardezäiten agaangen. Och d'Waardezäiten hate mer den 20. November ugeschwat an et wier sécher och flott, wa mer eng Kéier am Detail kéinten iwwert d'Waardezäite schwätzen. Well dat, wat ee selwer spiert, wat ee gesot kritt, wat um Terrain lass ass, ass net ëmmer dat, wat mir vun de jeeweilege Spideeler rapportéiert gëtt. Duerfir wier et eng Kéier interessant, och do méi laang driwwer ze schwätzen, wéi déi Waardezäiten empfonnt ginn a wat mer do kënne maachen.

Dann hunn ech nach eng Säit ... Jo, do ass se. D'Tariffer vun der liberaler Medezinn: Tariffautonomie kënnt fir eis net a Fro. Mir bleiwen am konventionéierte System.

Dann: D'Nomenclature ass konkreet ugeschwat ginn, zweemol. Do wiere mer ze lues, do wiere mer net séier genuch, do wiere mer net komplett genuch, do wiere mer net à la pointe du progrès. Just eng Kéier hei, fir ze erklären, wéi déi Nomenclature zustane kënnt: Déi Nomenclature gëtt net intern vun der CNS ausgehandelt, déi Nomenclature gëtt ausgehandelt tëschent Representantë vun der CNS a Representanten, déi d'AMMD nennt. Dat heescht, dat ass eng Diskussioun tëschent der AMMD an der CNS.

Déi Nomenclaturë sinn zu 65 % nei gemaach ginn. D'Zuel vun den Akten ass verduebelt ginn. A bis Enn 2026 wäerte mer mat enger – wéi solle mer soen? – neier Definitioun vun den Nomenclaturen um Taux 84 % sinn. Ech denken, dat ass eng konkreet Aarbecht, déi do geleescht gouf an Zesummenaarbecht mat der AMMD, déi ëmmer hir Representanten dohinner schécken an déi do kloer hiert Wuert matschwätzen a matzeschwätzen hunn.

Dann ass och d'Fro gestallt ginn, wou mer bei der Gouvernance vun der CNS ënnerwee wieren. Ma d'Gouvernance vun der CNS ass ee vun den éischte Projeten, déi ugepaakt gi sinn. D'CNS selwer ass ganz interesséiert drunner, hir Gouvernancereegelen op de Leescht ze huelen. A fir de Finanzement vun der CNS hu mer en Aarbechtsgrupp lafen, fir déi Trajectoire de financement ze redresséieren. Do hate mer d'Quadripartitt.

Mee ech verstinn elo net: Wou ass den Assuré net an der CNS vertrueden? Dat verstinn ech elo wierklech net. Well mir sinn am Tripartitt-Modell ënnerwee. Deen een Deel ass den Employeur, deen do sëtzt mat senge verschiddenen Ënnerorganisatiounen; deen aneren Deel ass d'Salariat, dat do sëtzt mat senge Vertrieder aus der Chambre des Salariés, aus der Chambre des Fonctionnaires; an deen drëtten Deel ass de Staat. An dat sinn déi dräi, déi déi Keess bezuelen, Principe du payeur-décideur, an dorunner hale mer fest an dat gëtt net a Fro gestallt.

D'Prestatairë sinn och implizéiert, ënner anerem d'Commission de nomenclature, wou dann net nëmmen d'AMMD matschwätzt, mee fir all déi aner Nomenclaturë vun Hiewammen, vun Infirmièren, do schwätzen déi Beruffsverbänn mat. An dann hu mer den Artikel 80, deen d'Quadripartitt asetzt, déi sech ëmmer am Detail mam Finanzement vun der Keess beschäftegt. Do sinn d'Prestatairë mat um Dësch an do hu si hiert Wuert matzeschwätzen. Als Suite zur Quadripartitt hu mer elo e Comité stratégique opgesat, wou alleguerten d'Prestatairë mat dra sinn. Ech weess also elo net, wou do den Assuré net vertruede wär, an och net, wou d'Prestatairen net vertruede wären.

D'Digitalisatioun ass ugeschwat gi vun der Deputéierter Madamm Bernard. Ma an den nächste Woche wäerte mer do méi liwweren. Mir hunn eng Pressekonferenz virgesinn, wou mer dann duerno och nach eng Kéier kënnen hei driwwer schwätzen. A mir wäerten och an der Kommissioun eng Kéier erklären, wou mer do ënnerwee sinn.

D'Carte sanitaire, jo, d'Hospitalière, déi steet. Opgrond vun der Hospitalière hu mer elo d'Bettenzuel definéiert. Dee Projet ass jo ënnerwee. An d'Extrahospitalière ass amgaangen, ausgeschafft ze ginn. Den Observatoire de la santé huet natierlech e limitéierte Moyen vun Aktivitéitsradius. Mir kënnen deen net opstocken, opstocken, opstocken. Do musse mer d'Priorisatioun vun den Aarbechte maachen.

De Médecin référent, deen ugeschwat ass am Accord de coalition, dee wäert erafléissen an d'Diskussioune mam CMG (ndlr: Cercle des médecins généralistes) iwwert d'Tarifikatioun vun der Médecine générale.

Voilà, dat waren emol d'Reaktiounen.

Dann d'Dokteschgesellschaften, last but not least. D'Dokteschgesellschaften, hunn ech scho virdru gesot, wäerten deposéiert ginn. De Prinzipp wäert dee de selwechte si wéi bei den Affekoten. Mir calquéieren eis elo integral op d'Gesetz vun den Affekoten a wäerten dann an deenen nächste Wochen an der Chamberskommissioun erklären, wéi mer eis do wäerten opstellen.

Voilà. An deem Sënn, als Konklusioun:

Jo, de Patient wäert ënnert deene selwechte Konditiounen nach ëmmer kënnen op seng Behandlung zréckgräifen. Alles leeft ëmmer iwwert d'CNS.

Jo, d'Doktere kréien eng änlech finanziell Ënnerstëtzung fir hir forfaitaire Ofrechnung.

An neen, eis Spideeler wäerten net geschwächt ginn.

Fir de Patient probéiere mer, d'Waardezäiten ofzebauen, ëmmer déi beschte Konditiounen ze garantéieren, mat Sécherheet an Transparenz, an d'Weeër méi kuerz ze maachen – awer ouni aus der Medezinn e Commerce ze maachen. Mir bleiwen an eisem eenheetleche konventionéierte System, wou all d'Aktivitéiten, déi ënnert d'Spidolsgesetz falen, och deementsprechend all d'Konditioune vum Spidolsgesetz musse respektéieren, wou awer och d'Doktere kënnen esou Aktivitéiten, laut Spidolsgesetz, ubidden a geréieren an also de Finanzement bei den Acteure vun der Santé publique bleift an net a Richtung Private Equity geet.

Wéi d'Madamm Bernard richteg gesot huet: D'Gesondheet ass kee Businessmodell, mee e Mënscherecht. An eise System bleift, wéi den Här Baum gesot huet, solidaresch, universell an ëffentlech.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat wär dann dës Heure d'actualité an hiren Diskussiounen ofgeschloss.

Motions

Dann hätte mer nach zwou Motioune vum Här Di Bartolomeo. Dir wëllt d'Wuert zu de Motiounen?

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Très bien.

Motion 1

Ech géing also proposéieren, datt mer mat där éischter Motioun, déi den Här Mars Di Bartolomeo hei deposéiert huet, d'Diskussioun géingen ufänken. An den Här Di Bartolomeo freet direkt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President. Et kéint ee mengen, dass een, wéi déi Motioun hei geschriwwe ginn ass, scho geaant hätt, wat de Konsens haut de Mëtten an dëser Diskussioun wär, well déi Motioun resüméiert eigentlech all déi Versécherungen, all déi Sécherheetsgarantien, déi mer verlaangt hunn. An déi misst eigentlech – déi misst eigentlech! –, wann ech nogelauschtert hunn, wat déi eenzel Orateuren hei gesot hunn, eestëmmeg kënnen ugeholl ginn. Am Moment dréit se d'Ënnerschrëfte vun de Kolleegen aus der LSAP, vun deene Gréngen a vun déi Lénk. Mee selbstverständlech gëtt se nach méi staark, wa se vun anere Kolleegen ënnerstëtzt gëtt.

Wat freet déi Motioun? Genee dat, wat am Moment mëndlech gesot ginn ass – mee a schrëftlecher Form! A schrëftlech Engagementer sinn ëmmer méi wäert wéi Lippenbekenntnisser. Dofir insistéiere mer drop, dass mer dat gemeinsam kënnen an dat geschriwwent Wuert iwwerdroen. An dat geschriwwent Wuert heescht hei, dass mer beim obligatoresche Konventionnement bleiwen, dass mer bei deene Servicer, déi mer ausserhalb vun de Spideeler schafen, dat nom Spidolsgesetz maachen.

Et ass elo ugedeit ginn, dass jo eng Rei vun deenen Aktivitéiten och laanscht d'Spideeler kéinten organiséiert ginn, awer zu deene selwechte Konditiounen. An do ass eng wichteg Konditioun vergiess ginn, och an den Ausféierunge vun der Madamm Minister: Dat sinn d'Besoinen – d'Besoinen, déi wierklech an all

Spidolsprojet bestinn. Ob et en neie Projet ass, ob et e Projet vun enger Antenn ass, ob et en Ausbau ass, ob et eng Renovatioun ass, dee muss duerch d'CPH goen, d'Commission permanente des hôpitaux. Do gëtt gekuckt, ob d'regional Bedürfnisser erfëllt sinn, ob déi national Bedürfnisser erfëllt sinn. Ass dat net de Fall, da ginn déi Demanden net duerch d'CPH, dann ass de Wildwuchs doduerch ausgeschloss.

Dofir, mir insistéieren, dass, wann et e Level-Playing-field soll ginn, wéi den honorabelen, ...

(Interruption)

... exzellente Kolleeg Laurent Mosar dat ëmmer an engem anere Beräich seet, ...

Une voix | A!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | ... da mussen all d'Konditiounen d'selwecht sinn. An net nëmmen, wat de Remboursement ugeet, an net nëmmen, wat d'Locatioun oder d'Uschafung vun Apparater ugeet oder vu Lokalitéiten, mee och d'Besoinen, regional an national, musse klappen, well soss gëtt et eng Atombomm fir eise System.

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | An dann, jo, ech mengen, dat wären déi wichtegst Saachen. Ausser nach de Statutt vum Personal: Ech mengen, dass an all deene Strukturen de Statutt vum Personal dee selwechte soll sinn ...

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | ... an net d'Fräiheet am Ëmgang mat dem Personal, wat heescht: en Dumping beim Personal!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Di Bartolomeo.

(Interruption et hilarité)

Wie wëllt zu dëser Motioun nach d'Wuert huelen? Den Här Spautz.

(Interruption et hilarité)

Den Här Spautz huet elo d'Wuert.

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Och merci dem Här Di Bartolomeo. Ech muss hien enttäuschen – ech hoffen, dass en dat packt –: Mir wäerten déi Motioun hei net matdroen, ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | A!

M. Marc Spautz (CSV) | ... well mir sinn der Meenung, dass déi Motioun superfetatoire ass.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

An ech wëll Iech soen – o, ech weess net, ob Der et wësst –, mee alles dat, wat haut hei gesot ginn ass a wat den 20. November gesot ginn ass vun der Ministesch op d'Fro vun der Madamm Hartmann ... Wann Der do op www.chd.lu gitt, do kënnt Der et nolauschteren, Wuert fir Wuert. An elo kënnt den nächste Mount en Ziedel eraus, do steet: „Chamberbericht vun där an där Versammlung". Do steet schwaarz op wäiss dran, wat d'Madamm Minister den 20. November gesot huet, an do steet och schwaarz op wäiss dran, ...

(Interruption)

... wéi d'Debatt heibannen erfollegt ass.

(Interruptions et hilarité)

Dofir brauche mer och elo net méi heibanne grouss Diskussiounen iwwer Är Motioun ze féieren. An eisen Aen ass Är Motioun superfetatoire an dofir wäert ech menge Kolleege soen: Mir leenen déi doten of!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | An am Tageblatt steet Är Meenung!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Spautz. Den Här Goergen huet d'Wuert gefrot. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Ech wäert se matstëmmen, well se genau an déi richteg Richtung geet. Ech verstinn och, dass Der am Véierten – et ass de Véierten, jo? – d'Promoteure mat drageschriwwen hutt. Ech mengen, dat ass eng aktuell Diskussioun, déi do war.

Ech maachen awer trotzdeem drop opmierksam, dass ee muss oppassen, wann een elo déi Gesellschaften an alles zouléisst, dass een herno net awer e Schlupfloch léisst fir d'Promoteuren, déi herno iwwer exorbitant Loyeren an iwwert d'Vente vu verschiddenen Immobilien do wäerte kräfteg matverdéngen, wa se op eemol gesinn, wéi lukrativ dee Milliardemarché awer ka ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, da muss ech elo den Här Spautz enttäuschen, well ech mengen, datt dat hei net superfetatoire ass an datt, leider Gottes, säi Parteipresident net onschëlleg dorunner ass, ...

Une voix | Très bien!

M. Marc Baum (déi Lénk) | ... datt mer gär Saache schwaarz op wäiss hätten.

(Hilarité)

Ech mengen, do sinn an deene leschte Wochen awer Saache gesot ginn, Aussoen, Géigenaussoen, Korrekturen, Ëmwandlungen, falsch verstane Sätz, datt ech mengen, datt et eis alleguer relativ gutt zu Gesiicht géif stoen – an et ass jo net vill, et ass jo net, wéi wann dat hei elo effektiv esou wier, datt d'Regierung iwwerhaapt kee Spillraum méi hätt –, wa mer déi Grondprinzippie wierklech eng Kéier schwaarz op wäiss géife festhalen.

Well wësst Der, an de Compte-rendue vun der Chamber liest een heiansdo Saachen, wat d'Leit an hirer Vergaangenheet gesot a geduecht hunn, an op eemol ee Joer drop si se net méi an der Majoritéit oder net méi an der Oppositioun a se soe genau de Contraire vun deem! Duerfir mengen ech, datt et scho gutt wier, wa mer dat hei géife matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Madamm Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Jo, villmools merci. Mat deem éischten Tiret kënne mer averstane sinn. Mee mir bemierken hei och, dass beim Conventionnement den „automatique" fortgeholl ginn ass, sou wéi et am Moment ass. Dat heescht, de Conventionnement ass just nach obligatoire an – do ginn ech dervun aus – net méi automatique. Ech hunn och haut soss net vill dovun héieren.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Et heescht, ech ginn dervun aus, et ass och warscheinlech hei alleguer ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Et gëtt en obligatoreschen.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Genau, den obligatoreschen. Genau. Awer den automatesche gëtt erausgeholl.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Hei steet, net méi. Wann deen elo mat do dra sollt sinn, da kënne mer dat net ...

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Dee kënne mer gären derbäisetzen.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Jo, do si mer awer net méi mat derbäi, op jidde Fall da beim éischten Tiret, wann do den Automatique elo soll dobäigesat ginn.

Beim zweeten Tiret, wann ech elo den Här Di Bartolomeo richteg verstanen hunn, dass och fir dobaussen d'Antennen, den Extrahospitalier, oder fir déi Societéiten déi nämmlecht Konditioune solle gëlle wéi am Hospitalier. Da musse se awer och déi nämmlecht Infrastrukturen, alles, zur Verfügung gestallt kréien, well soss ass dat net méiglech.

Dowéinst da géinge mir hei déi Motioun och net matstëmmen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. Ech hunn elo weider keng Wuertmeldunge méi zu dësem Sujet. Da kritt d'Madamm Minister d'Wuert. Madamm Minister.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Jo, merci nach eng Kéier. Ech wollt kuerz op dat reagéieren, wat den Här Di Bartolomeo nach eng Kéier gesot huet: datt ech net all d'Konditiounen ugeschwat hätt.

Natierlech hunn ech all d'Konditiounen ugeschwat. Wann eppes ënnert d'Spidolsgesetz fält, da sinn et all d'Konditioune vum Spidolsgesetz, déi gëllen – alleguerten!

D'Planifikatioun steet de Moment am Spidolsgesetz dran. Dat heescht, déi Apparater hannen an der Annex 3 sinn de Moment esou planifiéiert, wéi se drastinn. Dat heescht, déi Planifikatioun, déi am Spidolsgesetz virgesinn ass, gëllt och fir d'Antennen.

An dat Zweet: Fir mech gëllt dat geschwatent Wuert gradesou gutt wéi dat geschriwwent.

(Interruption)

Wann ech hei eppes behaapten, da probéiere mir, dat ëmzesetzen. Mir wäerten dat esou ëmsetzen, wéi ech dat hei erkläert hunn a wéi et am Aklang ass mam Accord de coalition.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Ganz kuerz, Här Di Bartolomeo, well ...

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Jo, merci, Här President, ech wäert ganz kuerz sinn.

(Interruptions)

Ech sinn der Madamm ... Parole après ministre kann een ëmmer froen.

M. Claude Wiseler, Président | Nee, ech wëll Iech soen: Parole après ministre gëtt et bei der Heure d'actualité net.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Et kann ee se ëmmer froen. Et ass keen Ausschloss.

M. Claude Wiseler, Président | Nee, nee, nee. Et steet bei den Debaten, an net bei de Questiounen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Also, merci, dass Der mer awer e puer Sekonne gitt.

(Interruptions)

Ech stelle mat ganz grousser Satisfaktioun fest, dass d'Madamm Minister gesot huet, dass all déi Strukturen, och déi, déi gegeebenefalls vun den Dokteren initiéiert ginn, deene selwechte Konditiounen ënnerleien, ënner anerem och duerch d'Besoinen, duerch

d'CPH musse goen. Villmools merci fir déi Prezisiounen. An et wäert der vill ginn, déi sech doriwwer freeën.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Minister.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Da muss ech leider och nach eng Kéier à charge kommen. Et sinn déi Aktivitéiten, déi ënnert d'Spidolsgesetz falen, déi mussen déi selwecht Konditiounen erfëlle wéi all déi aner Aktivitéiten, déi ënnert d'Spidolsgesetz falen. Punkt!

(Interruption)

Dat heescht net, wa mer Aktivitéiten am Extrahospitalier maachen, déi net ënnert d'Spidolsgesetz falen, datt déi mussen d'Konditioune vum Spidolsgesetz erfëllen.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, dat war kloer.

(Interruption)

Domat ass dann d'Diskussioun zu der Motioun 1 vum Här Di Bartolomeo ofgeschloss.

An ech géing d'Motioun Nummer 1 vum Här Mars Di Bartolomeo zum Vott stellen.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen, 40 Nee-Stëmmen, keng Abstentioun. Dës Motioun ass ofgeleent mat 40 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana (par Mme Taina Bofferding), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert (par Mme Octavie Modert), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. Gusty Graas), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gérard Schockmel) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Motion 2

Da komme mer zur zweeter Motioun vum Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Kuerz, Här Di Bartolomeo!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ech ka ganz kuerz sinn.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Dat ass elo nei, mee ...

(Interruptions)

M. Georges Engel (LSAP) | Mee hien ass Deputéierte wéi all déi aner! Hien dierf schwätzen!

M. Claude Wiseler, Président | Sou, mee Dir musst awer bis ufänken, wann Der wëllt kuerz sinn.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Wat Dir mech méi stéiert, wat et méi laang gëtt.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Allez!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Also, hei wäert d'CSV d'Argument vun dem Superfetatoire, wat och bei där viregter absolutt deplacéiert war, iwwerhaapt net kënne beméien, well hei sinn eng Rei vu Saachen ugeschwat ginn, déi de Mëtten an där doter Form net diskutéiert gi sinn, an zwar d'Verstäerkung vun der Médecine de base, mat änlecher Behandlung vun der Médecine de base wéi aner Strukturen an der ... An ech soen: D'Médecine de base, dat sinn d'Generalisten, dat sinn d'Pediateren, déi am Moment „les parents pauvres" si vis-à-vis vun deenen, déi déi nei Projeten initiéieren.

Dass mer schnell dat Gesetz iwwert d'Societéite wëllen; dass mer wëllen d'Maison-médicalle weider ënnerstëtzen a se gemeinsam mat de Spideeler solle fonctionéieren; an – dann déi lescht Fuerderung – eng komplett Medezinnerausbildung, esou séier wéi méiglech; an de Wee hin zu engem Universitéitsspidol.

Och dat ass de Mëtten net gesot ginn. Ech weess awer, dass bal jiddwereen heibannen där selwechter Meenung ass. Da solle mer et och schwaarz op wäiss nidderschreiwen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Wie wëllt heizou d'Wuert huelen? Den Här Spautz, d'Madamm Schoos.

M. Marc Spautz (CSV) | Merci ...

M. Claude Wiseler, Président | Här Spautz.

M. Marc Spautz (CSV) | Pardon. Merci, Här President. Ech war elo schonn ze fréi un. Sorry.

Ech wollt just soen: Den Här Di Bartolomeo seet a senger Motioun, dass et wichteg wier, dass mer e Societéitegesetz géife kréie fir d'Dokteren. Ech hunn dat hei bei e puer Riedner an Intervenanten héieren. Ech weess, dass d'Madamm Ministesch schonn an der Kommissioun, hei am Plenum gesot huet, dass dat amgaang wier. An ech ka mech erënneren, dass och hei gesot ginn ass, hei an dësem Sall, vun deene verschiddenste Riedner, och vu mir, dass dat ass, fir Dokteschgesellschaften ze maachen, wou keng kommerziell Aktivitéite mat drakommen. Dofir dat zu deem éischte Punkt.

Deen zweete Punkt ass: Do schreift Der, dass een och misst kucken, wéi et weidergeet, „visant à soutenir les maisons médicales et cabinets de groupe en fonction des besoins sanitaires". Dir wësst, dass mer amgaang sinn, am Extrahospitalier genau dee Wee ze maachen, an dass an all deene Punkten eng Dezentraliséierung amgaang ass ze kommen. Dofir, och an deem Punkt verstinn ech et net.

D'Madamm Obertin huet heibanne gesot, dass spéitstens 2029 hei e komplette Cours fir d'Médecine du niveau master géif ugebuede ginn. Dofir verstinn ech elo net, dass Der déi Fro nach eng Kéier stellt. Déi ass heibannen, an dësem Sall, an enger Question parlementaire oder an enger Heure d'actualité – ech sinn net méi sécher – vun der zouständeger Ministesch vun der Héichschoul beäntwert ginn. Dofir verstinn ech net, dass Der nach eng Kéier dorop zréckkommt.

Der sot mat Recht, dass eppes muss geschéie fir d'Formatioun vum Gesondheetspersonal, dass do Moyene musse geschaf ginn, fir Passerellen ze schafen. Wann een dat nokuckt: An der Chamber kennen ech en Deputéierten, deen huet eng Kéier eng Heure d'actualité an eng Kéier eng Interpellatioun dozou ugefrot. An deen huet virdrun hei geschwat – an dat war ech –, genau wéinst deem dote Projet. Dofir huet d'Madamm Minister Iech och schonn e puermol gesot, dass de Ministère doru schafft, fir genau dat doten ze maachen.

An dofir kommen ech dann awer zu deem flotte Wuert: Dat ass eng Motion superfétatoire!

Ech wëll Iech awer soen ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dat passt iwwerhaapt net an Äre Mond!

M. Marc Spautz (CSV) | Här Mars Di Bartolomeo, ech wollt Iech awer soen: Ee vun Äre Virgänger als Gesondheetsminister huet heibannen a senger Qualitéit als Deputéierten ëmmer gesot: „On ne gouverne pas avec des motions." An dofir wëll ech Iech drun erënneren. A wann Der net wësst, wien et war: Dat war den Émile Krieps, dee laang Jore Gesondheetsminister war.

Plusieurs voix | A!

M. Marc Spautz (CSV) | Deen huet dat ëmmer hei gesot. A well ech mech mat de Liewensweeër vun deenen eenzelne Gesondheetsministere beschäftegt hunn, wollt ech Iech dat an Erënnerung ruffen. Dofir wäerte mir dat och haut maachen. An dofir kënne mir Är Motioun net matstëmmen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Spautz.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Da braucht Dir awer och keng Motioune méi anzebréngen, Här Spautz!

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | D'Wuert huet elo d'Madamm Schoos.

(Interruption)

D'Madamm Schoos huet d'Wuert, wannechgelift.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Villmools merci. Jo, dës Motioun kënne mir mat guddem Gewësse matstëmmen. Dat sinn alles Punkten, déi mir als ADR och schonn dacks a laang gefuerdert hunn an och bei diversen Interpellatiounen a Rieden och scho genannt hunn.

Ech géing just gär op eppes opmierksam maachen: „Création d'un hôpital universitaire", ech weess net, ob et schonn offiziell d'Denominatioun ass. De Kierchbierg, mengen ech, ass och elo schonn e bëssen an der Ausbildung involvéiert. Mee ech weess net, ob en ...

(Interruption)

Genau.

Mengen Informatiounen no ass et awer esou, dass do e grousse Problem ass, eebe well mer och e Manktem un Dokteren hunn an esou weider esou fort, dass am Fong dacks kee richtege Plan de formation do ass an do d'Stagiairen e bëssen onbehollef duerch

d'Géigend lafen; dass awer och mat esou enger Kreatioun muss gekuckt ginn, dass dat kontrolléiert an en place gesat gëtt.

Mee fir de Rescht kënne mir natierlech dës Motioun matstëmmen. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also, mir ass se och ganz sympathesch, dofir wäert ech se matstëmmen. Si gëtt mer mer méi sympathesch, well hei hutt Der och schonn erëm d'Promoteuren ausgeschloss, mam aktuelle Fall. Also, se gëtt ëmmer méi sympathesch.

An natierlech: d'Maison médicale, jo, Dir hutt vollkomme Recht. Wann een am Land kuckt: Et sinn a sech net genuch Maison-médicallen do. An dat ass eng vun de Pisten, wéi mer d'Urgencë kënnen entlaaschten. Mir mussen do schnell handelen. Dofir ass Är Motioun vollkomme richteg.

Ech verstinn och net, wéi ee ka soen, dass dat iwwerflësseg wär. Well wann ee kuckt, wat am Land lass ass, mierkt een, dass hei guer näischt iwwerflësseg ass an Ärem Text.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Jo, d'Madamm Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. De Marc Spautz huet u sech bal alles gesot. Ech géif nach bäifügen, dass d'Madamm Minister an der Äntwert op d'Question élargie, déi ech gestallt hat, niewent der Extensioun vun den Offeren am Extrahospitalier, och gesot huet, dass et wichteg ass, dass mer d'Soin-primairen och stäerken.

Dat ass en lien gesat ginn och mat der Situatioun vun den Urgencen, déi e bëssen iwwerfëllt sinn, an dass mer dofir musse kucken, wéi mer och an der Médecine primaire fir d'Generalisten e System schafen, deen et och vläicht mat engem erneierten Tariff an den Owesstonnen de Patienten erméiglecht, besser Rendez-vousen ze kréien, fir eis Urgencen deementspriechend och ze entlaaschten. Dat just complementaire.

Ech mengen, dass hei ganz vill Annoncë vun der Gesondheetsministesch gemaach goufen. A voilà, ech géif dann och menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun net matzestëmmen, well se an eisen Aen och superfetatoire ass.

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Den Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Ech wëll dann awer och nach eng Kéier kuerz d'Wuert ergräifen. Also, ech fannen, wann een där heiter Motioun eppes net virgeheie kann, dann ass et, dass se superfetatoire wier. Well hei sti Saachen dran, déi mer awer nu wierklech zënter Joren a Joren ëmmer erëm widderhuelen a wou mer Lippenbekenntnisser maachen. An ech mengen, datt et wierklech awer sënnvoll wier – ob et d'Maison-médicalle sinn, ob et d'Formation professionnelle ass –, datt mer dat gemeinsam als Chamber hei géife wierklech festhalen. Wa jiddweree seet: „Et ass souwisou e gemeinsame Wëllen", mee da kommt, da maache mer wéinstens deen heite symboleschen Akt a ginn emol eng Kéier iwwert déi reng Wierder eraus an ënnerstëtzen dat heiten!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Ech gesinn elo weider keng Wuertmeldung zu déser Motioun.

Da géing ech d'Motioun Nummer 2 vum Här Mars Di Bartolomeo och zum Vott stellen.

Vote sur la motion 2

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 25 Jo-Stëmmen, 35 Nee-Stëmmen. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana (par Mme Taina Bofferding), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt), Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert (par Mme Nathalie Morgenthaler), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. Gusty Graas), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Gérard Schockmel.

Domat wäre mer um Schluss vun déser Heure d'actualité ukomm.

6. 8532 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 août 2023 relative aux aides individuelles au logement

Deen nächste Punkt, an dee leschte Punkt op eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten, ass de Projet de loi 8532 iwwer eng Rei Ofännerunge vun de Logementsbäihëllefen. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. Dir kennt d'Riedezäit. An et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Alex Donnersbach, d'Madamm Paulette Lenert, d'Madamm Alexandra Schoos, den Här Meris Sehovic, den Här Marc Goergen an den Här David Wagner. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Luc Emering. Här Emering, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire

M. Luc Emering (DP), rapporteur | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Projet 8532 goufen eng Rei Upassungen am Logement abordable gemaach, deels, fir verschidden Dispositioune méi kloer ze maachen, deels fir méi juristesch Sécherheet, an awer och, fir de Logement abordable méi fair ze gestalten.

Éischtens wäert elo eng méi kloer Dispositioun an d'Gesetz ageschriwwe ginn, wat d'Delaien ugeet am Fall, wou de Staat eng Garantie locative ausgestallt huet. Well et hei an der Vergaangenheet Schwieregkeete gouf, wat den Datum ugeet, wou de Locataire d'Wunneng verlooss huet, goufen hei elo Prezisiounen agefouert.

Eng weider Ännerung am Gesetz soll derfir suergen, datt d'Beneficiairë vun de Logementshëllefe méi gerecht behandelt ginn. Am aktuelle Regimm fléissen d'Revenuen, déi net zu Lëtzebuerg besteiert ginn, net an d'Rechnung beim Calcul vun den Hëllefen, déi de Stot zegutt huet. Dëst gëllt och fir verschidden Allocatiounen, déi vum Employeur oder der Institutioun un de Stot bezuelt ginn. Obwuel dës Menagen also e Salaire hunn an deemno och vun hirem Patron oder vun hirer Organisatioun Hëllef kréien, ginn dës Suen net berücksichtegt. Hei ass also elo virgesinn, dës Sue mat an de Calcul eranzehuelen. Esou vermeit een, datt verschidde Stéit genausou vill oder souguer méi Hëllefe kréie wéi Menagen, déi dës zousätzlech Bäihëllefen net hunn.

Da gesäit den Text och vir, datt bei Beneficiairen, déi eng Aarbecht kréien oder wou sech den Aarbechtskontrakt verbessert, de Service des aides au logement net méi muss sans délai direkt Bescheed gesot kréien, dass sech hir Situatioun verännert huet. Bis elo war et esou, dass dës Changementer direkt hu misse matgedeelt ginn.

Fir d'Reprise vun enger Aarbecht awer ze encouragéieren, gëtt proposéiert, dass dës Changementer elo net méi direkt musse matgedeelt ginn, mee bei där nächster Revisioun vum Dossier matconsideréiert ginn. Ab deem Moment ginn dann och d'Hëllefen deementspriechend ugepasst. Dëst ass och eng ganz wichteg Saach am Sënn vun der Simplification administrative, well d'Beamte keng Upassung méi mussen en cours de route maachen.

Wat awer bestoe bleift, ass, dass d'Changementer vun der Composition de ménage weiderhi mussen direkt dem Service des aides au logement matgedeelt ginn.

Och am Sënn vun der gläicher Behandlung – Égalité de traitement – gesäit de Gesetzestext vir, datt am Fall vum Depart vun engem vun de Beneficiairen, sief et duerch eng Scheedung, sief et duerch Separatioun, sief et duerch Force majeure, d'Persoun, déi am Logement bleift, weiderhi vun der Subvention d'intérêt ka profitéieren. An dëse Fäll ass et kloer, datt Onsécherheet besteet, well nach vill Froen opstinn: Wie behält d'Wunneng? Gëtt de Prêt iwwerholl? Gëtt d'Wunneng verkaf? A sou weider.

Hei gesäit den Text vir, datt eng Demande ka gemaach ginn, fir d'Subvention d'intérêt weiderhin ze kréien. Vu datt an dësem Fall och oft Kanner involvéiert sinn, bitt dës Dispositioun domat eng gewësse Sécherheet an enger Zäit, wou fir déi Leit ganz vill Froen opstinn.

Här President, och bei de Klimahëllefe solle mat dësem Gesetz Ännerunge kommen. Fir eis mat der respektiver EU-Direktiv konform ze setzen, ass virgesinn, datt et keng Bäihëllefe méi gëtt fir d'Installatioun vu Chaudièren, déi mat fossille Brennstoffer bedriwwe ginn. Fir déi Demanden, déi nach erakommen, iert dëst Gesetz a Kraaft trëtt, ass eng Transitiounsphas virgesinn.

Ausserdeem soll de Finanzement bei energeetesche Renovatiounen esou ajustéiert ginn, datt Iwwerfinanzéierungen evitéiert kënne ginn.

Eng aner Ännerung, déi virun allem an eise Gemenge fir Kloerheet wäert suergen, si verschidden Dispositiounen ronderëm de sougenannte „Logement intégré". Hei gëtt elo kloer festgehalen, wéi eng Konditioune mussen erfëllt ginn. Éischtens ka pro Haus nëmmen eng Primm ugefrot ginn, och wa méi wéi ee Logement intégré geschaf gëtt. An zweetens muss ëmmer e separaten Accès bestoen, deen net duerch privat Zëmmeren – net duerch d'Schlofkummer, net duerch d'Buedzëmmer oder de Sejour – féiert.

Zu gudder Lescht ginn d'Modalitéiten am Fall vun engem Remboursement vun ze vill iwwerwisene Sue kloer definéiert. Am Fall, wou e Beneficiaire vun der Subvention loyer méi Sue kritt, wéi virgesi waren, ass also ee Remboursement à fur et à mesure méiglech.

Fir weider Detailer verweisen ech op de schrëftleche Rapport.

Zu den Avisen.

De Staatsrot huet a sengem Avis festgestallt, dass am Gesetz net festgehalen ass, datt de Proprietär schrëftlech kommunizéiert, datt de Locataire d'Wunneng verlooss huet an een dofir den Text soll deementspriechend ëmänneren. Ofgesi vun dësem Punkt hat de Staatsrot näischt Weideres zum Fong an huet haaptsächlech Reformulatiounen a Prezisioune proposéiert, déi och iwwerholl goufen.

Weider sinn dräi Avisen erakomm.

D'Chambre de Commerce begréisst d'Ännerungen am Gesetzestext, virun allem d'Dispositiounen, déi net versteiert Revenuen an zousätzlech Allocation-familialle mat an de Calcul vun den Hëllefe mat erafléisse loossen. Allerdéngs géif d'Handelskummer gären eng méi detailléiert Analys vum globale Käschtepunkt gesinn, dat spezifesch mam Bléck op d'Hausse vun der Demande fir d'Subventiounen. D'Chambre de Commerce begréisst, datt d'Menagë sech elo net méi sans délai manifestéiere mussen, wa se eng nei Aarbecht kréien oder Ännerungen am Aarbechtskontrakt gemaach ginn.

Och d'Chambre des Salariés ass der Meenung, datt d'Matabezéie vun de Revenus non imposables zu Lëtzebuerg an och d'Allocation-familiallen zu enger méi gerechter Situatioun ënnert den Demandeure wäert féieren. Gläichzäiteg ënnersträicht d'Salariatskummer awer och, dass den Top-up bei Renovatiounsprojeten, déi iwwer 100.000 Euro eraus ginn, net soll limitéiert ginn.

De Syvicol limitéiert sech an sengem Avis op déi Dispositiounen, déi fir d'Gemenge warscheinlech am wichtegste sinn: de Logement intégré. De Syvicol hat sech hei ganz zefridde gewise mat de proposéierten Ännerungen, well se deem Konzept vum Logement intégré elo endlech e klore Kader ginn a soumat déi néideg juristesch Sécherheet schaafen.

Da soen ech Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren. Ech wier elo zum Schluss vu mengem Rapport ukomm an ech géif dann och direkt profitéieren, fir den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet ze ginn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Emering, fir Äre schrëftlechen a fir Äre mëndleche Rapport.

Deen éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Alex Donnersbach. Här Donnersbach.

Discussion générale

M. Alex Donnersbach (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech wollt eng Kéier ganz kuerz drop agoen, ech mengen, déi Clarificatiounen an déi Verbesserungen, déi an deem Gesetz kommen, déi si wichteg. An ech mengen, et ass generell einfach eng gutt Approche, wann een en neit Gesetz stëmmt – an dësem Fall deen neie Regimm vun den Aiden –, wann een no een, zwee Joer gesäit, wou de Schong dréckt, datt een dann och do séier nobessert an déi Saachen aus dem Wee schaaft, déi net kloer sinn.

An deem Sënn soen ech dem Logementsminister Merci a ginn och den Accord vun eiser Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Donnersbach. D'Madamm Paulette Lenert. Madamm Lenert.

(Problème de sonorisation)

Voilà, elo geet en.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Merci, Här President. Jo, mir begréissen dëse Projet. Merci dem Rapporter fir dee ganz ausféierleche Rapport hei. En dréit zur Kloerheet bäi. Et gi Mëssverständnisser aus dem Wee geraumt. Domadder gëtt de Projet méi lieserlech. Dat kann een natierlech nëmmen ënnerstëtzen.

E gëtt méi Rechtssécherheet, mee virun allem gëtt en och méi gerecht. Eppes, wat hei ganz kloer an der Realitéit schéngt ze existéieren: nämlech dass Leit Revenuen hunn, déi derlaanschtfalen, déi net matgerechent ginn. Dat ass selbstverständlech net am Sënn vun enger gerechter Handhabung vun ëffentleche Gelder. Asoufern fanne mer dat ganz gutt, dass elo hei all Revenue wäerte gekuckt ginn an d'Realitéit vun de Revenue wierklech an d'Woschuel fält, an dass och méiglech Abusen, am Genre, dass ee méi Aidë cumuléiert, wéi een am Endeffekt Onkäschte reell hat, dass deem och e Rigel virgeschibe gëtt. All dat ass am Sënn vun enger besserer Legislatioun.

Just eng Fro an deem Kontext un den Här Minister: Déi Fäll, déi elo hei sollen evitéiert gi an Zukunft vu Leit, déi steierfräi Revenuen haten, déi net bäigeschloe gi sinn, gëtt dat an Zukunft rectifiéiert bei der Reevaluatioun vum Dossier? Oder hutt Der och eng Iddi, vu wéi vill mer do schwätzen? Sinn dat Eenzelfäll oder ass dat e Phenomeen, deen awer méi breet ënnerwee war hei am Land, wéi een dat vläicht hätt kënne mengen?

Fir de Rescht stëmme mer dësem Projet selbstverständlech zou. An ech géif de Kolleegen aus eiser Fraktioun proposéiere matzestëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Lenert. Da kritt d'Madamm Alexandra Schoos d'Wuert. Madamm Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Merci. Jo, dëse Gesetzesprojet bréngt vill Vereinfachungen, juristesch Kloerheeten, zousätzlech finanziell Virdeeler an och méi Gerechtegkeet mat sech. Dowéinster droe mir dee Projet och mat.

Et ass ee klenge Bemoll derbäi – an dat soen och net nëmme mir, dat seet och d'Chambre des Salariés –: Et ass eng gewësse Problematik, dass d'Hëllefe fortfale bei den Heizungsméiglechkeeten, déi op Fossilenergië berouen. Dat ass dacks an alen Haiser, wou net nëmmen dann d'Ëmstellung op méi ëmweltfrëndlech Heizméiglechkeete mat erneierbaren Energië soll kommen, mee dat geet och dacks einher mat grousse energeetesche Sanéierunge vun deene Gebaier, déi dacks mat ganz héije Käschte verbonne sinn. Dat ka sech numol leider net jiddweree leeschten. An déi Leit bleiwen an där Hisiicht op der Streck.

Mee nichtsdestotrotz géinge mir dee Projet awer, wéi gesot, matstëmmen. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. Här Meris Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Jo, wéi mer 2023 am Juli den ursprüngleche Projet ugeholl hunn, si schonn eng Rei vu Simplifications administratives gemaach ginn. De Primmeregimm ass deemools erweidert ginn. Hei maache mer elo nach eng Rei vun techneschen Nobesserungen, déi, mengen ech, allegeurte Sënn maachen an déi mer esou kënnen ënnerstëtzen.

Fir eis Gréng ass e klenge Bemoll am Projet, nämlech dass den Top-up social an Zukunft da soll ofgerechent gi vum Klimaprêt, dat aus enger Suerg vun engem Surfinancement. Bon, de Constat ass, dass eng energeetesch Sanéierung, déi oft awer och eng gewëssen Envergure huet, duerchaus och e gewëssene Käschtepunkt huet. An ech mengen, dass déi Fro vu wéi mer och an Zukunft wëssen, dass mer an de Gebaier déi gréissten oder eng vun deene gréissten Erausfuerderungen hunn, fir déi Transitioun hinzekréien a fir ze dekarboniséieren, an dass mer do onbedéngt Primmeregimmer brauchen, déi dat weider incentivéieren, och bei méi groussen Investitiounen, déi noutwendeg sinn. Dat ass, mengen ech, kloer. Bon, dat ass vläicht och Géigestand vun Debatten an anere Projet-de-loien.

Wéi gesot, e klenge Bemoll, deen awer elo trotzdeem mécht, dass mer dat heite kënnen ënnerstëtzen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Mir wäerten et och matstëmmen. De Projet ass natierlech e bësse komesch, wann ee kuckt, wann do wierklech Abuse geschitt wären. Et ass e bëssen, wéi d'Madamm Lenert sot. Do misst een natierlech och eng Kéier kucken, ob dat net och bei aneren Hëllefen am Land esou scho méiglech wär. Well et ass jo awer net am Interessi, dass mer Hëllefe géinge gi fir Leit, déi awer Revenuen hunn, déi net am Dossier dra gewiescht wären. Dofir ass et och gutt, dass dat elo verbessert gëtt. Et muss een awer op där anerer Säit soen, dass elo esou laang Hëllefen ausbezuelt gi si vläicht u Leit, déi dat guer net zegutt haten.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir wäerten dee Projet de loi och matdroen. Et si jo eng Partie Ameliorationen, déi do kommen, notamment och d'Continuatioun vun zwee Joer vun der Subventioun, wann e Member vun der Communauté domestique fortgeet. Dat ass haaptsächlech gutt fir elengerzéiend Fraen. Dat kënnt zemools deenen zegutt.

Mir deelen awer och e bëssen déi Suergen, déi d'Chambre des Salariés expriméiert huet, notamment wat d'Depensë vun de fossillen Heizungskäschten ugeet. An och déi Limitatioune bei de Klimahëllefen, beim Top-up social, deen ofgerechent gëtt. Dat ka vläicht wierklech Randerscheinunge concernéieren, mee trotzdeem sinn dat e puer Bemollen.

Mir stellen och fest, datt u sech ëmmer méi ausgefeilten an ëmmer méi komplex Systemer oder Reglementatiounen decidéiert ginn, fir op all Situatioun anzegoe vu Leit, déi an d'Gonscht vu Logementshëllefe kommen. Do stellt sech Fro, ob een och net … Et missten u sech och iergendeng Kéier aner Weeër kommen, fir ze evitéieren, datt d'Leit an d'Aarmut geroden, wéi notamment e Plafonnement vu Loyeren et cetera. Well ech mengen, dat wier um Enn och méi bëlleg fir de Staat, deen awer och dat Ganzt do muss verwalten an interpretéieren.

Mee soit, mir wäerten dat trotzdeem matdroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat wär dann d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

Dann hätt d'Regierung d'Wuert. Här Minister.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Jo, merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci och fir déi

Zoustëmmung hei. Et ass gesot ginn: Mir hunn an de leschte Jore schonn e puermol d'Aide au logement ugepasst, verbessert, nei ausgeriicht, nei qualitativ an och strukturell Adaptatioune gemaach. Déi lescht och ganz am Ufank vun däser Legislaturperiod, wou mer d'Kanner bei der Subvention loyer nach eng Kéier méi staark gewiicht hunn, an och de Krees vun deene Familljen, déi kënnen an de Profitt vun enger Subvention loyer kommen.

Hei geet et eigentlech ëm e puer Quick Wins, déi mer ganz schnell kënne maachen, fir de System ze vereinfachen, de System méi verständlech ze maachen an awer och d'Reaktivitéit vun deem zoustännege Service och nach eng Kéier ze verbesseren.

Dir wësst awer och, datt mer domadder net kënne stoebleiwen. Mir hunn e Gesetzesprojet um Instanzewee, fir aus deem Service ministériel eng Verwaltung ze maachen, fir méi en eegestännege Fonctionnement kënnen ze kréien. Dir wësst och, datt mer e Prozess vun der Digitaliséierung ënnerwee hunn, fir eeben och doduerjer méi reaktiv kënnen ze ginn. An ech denken, mir mussen och inhaltlech nach eng Kéier op déi eng oder déi aner Aide vläicht zréckkommen, well mer och do eng Rei vun Iwwerleeungen hunn, fir méi schnell kënnen ze reagéieren. An d'Vernetzung tëschent den Aides au logement an anere Servicer am Staat, déi och fir déi selwecht Zilgruppen zoustänneg sinn an Hëllefen ubidden, fir déi méi staark kënnen ze maachen.

Jo, et wäert hei ... Fir op d'Fro vun der Madamm Lenert ze äntwerten: Bei der nächster Berechnung a bei der nächster Rektifikatioun, wann den Dossier gekuckt gëtt, wäerten natierlech déi Dossieren am Liicht vun dësem Gesetz gekuckt ginn. A wann dann Adaptatiounen ze maache sinn, da sinn déi dann ab deem Zäitpunkt och fälleg.

Villmools merci an nach eng Kéier merci fir déi breet Zoustëmmung.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

Mir géingen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8532 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8532[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8532 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, also keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also à l'unanimité mat 60 Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par Mme Nancy Arendt), Alex Donnersbach, Emile Eicher (par Mme Octavie Modert), Félix Eischen (par M. Charles Weiler), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert (par Mme Nathalie Morgenthaler), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gérard Schockmel) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard (par M. Meris Sehovic), M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Moien um 9.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.31 heures.)

Questions au Gouvernement

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page
Évolution du nombre de dentistes au Luxembourg	2836	Mars Di Bartolomeo	76
Subsides aux clubs sportifs étrangers	2862	Jeff Engelen	76
Situation financière de la CNS	2869	Sven Clement	77
Potentielle pénurie de médicaments	2870	André Bauler, Gilles Baum	77
Critères de recrutement de fonctionnaires dits politiques	2872	Alexandra Schoos, Fred Keup	77
Modernisation du CNFPC Ettelbruck	2873	Jean-Paul Schaaf	78
Cumul des missions de la CSSF	2875	Sam Tanson	78
Recrutement dans la magistrature	2876	Marc Baum	78
Biodiversité dans le milieu urbain	2877	André Bauler, Luc Emering	79
Réduction des dépenses concernant les analyses médicales	2878	Sven Clement	81
Compétences linguistiques requises du personnel navigant commercial de Luxair	2879	Jeff Engelen, Alexandra Schoos, Fred Keup	81
Licenciements et transferts de comptes réalisés par la banque ING	2880	Laurent Mosar	82
Aides aux entreprises	2881	Franz Fayot	82
Appel d'offres portant sur la construction et l'exploitation de nouvelles centrales photovoltaïques	2882	Claire Delcourt, Georges Engel	82
Demande d'acheter des fournitures scolaires spécifiques	2883	Sven Clement	83
Renouvellement de la couche de roulement de la route nationale N15 entre Heiderscheidergrund et Buederscheid	2884	André Bauler	83
Implémentation de l'intelligence artificielle à l'école	2885	Françoise Kemp, Ricardo Marques	83
Visite du Premier ministre à Lisbonne	2887	Marc Goergen	85
Traitement des données de mobilité	2888	Marc Goergen	85
Position du Gouvernement quant à d'éventuelles sanctions à l'encontre d'Israël dans le contexte des violations du droit international à Gaza	2889	Sam Tanson	85
Agressions envers les forces de l'ordre	2890	Sven Clement	85
Normes automobiles	2891	Jeff Engelen	86
Bilan des radars	2892	Jeff Engelen	86
Subsides destinés aux clubs de sports affiliés	2894	Jeff Engelen	87
Statistiques de criminalité dans certaines grandes communes	2896	Marc Goergen	87
Faille de sécurité sur WhatsApp et iOS	2897	Marc Goergen	87
Publicité de la SNHBM sur une radio belge	2898	Sven Clement	87
Médiation dans le dialogue social du secteur de la santé	2900	Sven Clement	88
Sécurité du réseau d'eau potable	2902	Sven Clement	89

Lutte contre les violences et le harcèlement envers les femmes	2903	Nancy Arendt	89
Remplacement de l'ancienne version du permis de conduire	2904	Françoise Kemp	89
Pauvreté des enfants	2906	Dan Hardy	90
Congé extraordinaire dans le cas du décès de l'enfant	2907	Marc Goergen	91
Recours de l'Autriche contre l'inclusion du nucléaire et du gaz dans la taxonomie verte de l'UE	2908	Dan Biancalana, Franz Fayot	91
Développement et acquisition de systèmes de drones armés par le Luxembourg	2909	Sam Tanson	91
Accidents en relation avec des motocycles	2910	André Bauler, Gusty Graas	92
Fin de la période transitoire de 24 mois pour adapter les statuts des associations et des fondations	2911	André Bauler, Simone Beissel	92
Collaborateurs des ministères impliqués dans l'élaboration de textes législatifs	2913	Sven Clement	93
Démontage des installations en plexiglas dans les bureaux de l'ADEM	2914	Sven Clement	93
Pénurie de professeurs dans certaines disciplines	2915	Barbara Agostino, André Bauler	93
Rénovation du « Fisselsbréck »	2916	Charles Weiler	94
Épuisement professionnel dans la fonction publique	2918	David Wagner	94
Rôle du Ministère des Affaires intérieures dans la gestion des syndicats communaux	2921	Marc Goergen	95
Demandes d'exclusion d'Israël de l'Eurovision	2923	Ben Polidori	95
Destruction de contraceptifs par les États-Unis	2924	Paulette Lenert	95
Recommandation concernant la vaccination contre la grippe	2925	Laurent Mosar	96
Portières de voitures électriques bloquées	2927	Jeff Engelen	96
Rénovation du « Fisselsbréck »	2929	André Bauler	94
Services d'éducation et d'accueil	2930	Francine Closener	97
i-Hub	2931	Laurent Mosar	97
Accessibilité des gares	2932	Jeff Engelen	97
Luxembourgeois quittant le pays	2933	Jeff Engelen	98
Frais d'agence relatifs à la conclusion d'un contrat de bail à usage d'habitation	2934	Dan Biancalana	98
Sécurité et accompagnement consulaire des participants luxembourgeois à la mission humanitaire Global Sumud Flotilla	2935	Sam Tanson	99

Évolution du nombre de dentistes au Luxembourg | Question **2836** (08/09/2025) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Im Frühjahr 2025 forderte die Luxemburger Ärztevereinigung (AMMD) in einer öffentlichen Mitteilung, dass: „eng kloer Begrenzung vun der Zuel vun den Zänndokteren ass néideg".

In diesem Zusammenhang möchte ich die Ministerin für Gesundheit und soziale Sicherheit fragen:

1. Ist die Zahl der Zahnärzte in Luxemburg in den letzten Jahren stark angewachsen? Wie viele Zahnärzte zählt das Land heute und wie hat sich diese Zahl in den letzten Jahren entwickelt?

2. Im Gegensatz zur Forderung der AMMD, die sich für eine Liberalisierung der Medizin einsetzt, meinte ihr Präsident kürzlich, dass hier die Politik im Sinne einer Begrenzung gefordert ist. Wie steht die Ministerin zu dieser Forderung der AMMD?

3. Welches sind gegebenenfalls die Ursachen für die steigende Zahl an Zahnärzten? Handelt es sich hierbei hauptsächlich um Eigeninitiativen oder stehen dahinter „Financiers" für die die Zahnärzte arbeiten?

4. Sind diese Zahnärzte dauerhaft sesshaft in Luxemburg oder nur teilweise?

Réponse (30/10/2025) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Die Zahlenangaben zum Bestand an praktizierenden Zahnärzten, um die es in dieser parlamentarischen Frage geht, sind auch in der parlamentarischen Frage 2964 „Pénurie de médecins" aufgeführt.

Tabelle 1↑ zeigt, dass die Zahl der Zahnärzte sich zwischen 2012 und 2024 fast verdoppelt hat (+86,2 %). Die Dichte stieg von 0,81 auf 1,18 Zahnärzte pro 1.000 Einwohner, was einem Anstieg von 45,7 % entspricht.

Tabelle 2↑ zeigt die Verteilung der praktizierenden Zahnärzte in Luxemburg nach Altersgruppen zwischen 2012 und 2024.

Von den 808 praktizierenden Zahnärzten in Luxemburg im Jahr 2024 sind 73 jünger als 30 Jahre (9,0 % der Gesamtzahl) und 137 sind 60 Jahre oder älter (17,0 % der Gesamtzahl). Die Zahl der praktizierenden Zahnärzte unter 30 Jahren hat sich zwischen 2012 und 2024 fast verdreifacht. Die Altersgruppe der 30- bis 39-Jährigen verzeichnete mit einem Anstieg um 176 Personen den stärksten Zuwachs, wodurch die Zahl der Zahnärzte in dieser Altersgruppe von 110 im Jahr 2012 auf 286 im Jahr 2024 stieg. Im gleichen Zeitraum verzeichnete die Altersgruppe der 60- bis 69-Jährigen einen Anstieg um 88 Zahnärzte.↑

Zwischen 2012 und 2024 stieg die Anzahl der Zahnärzte um 217 Personen mit Wohnsitz in Luxemburg, um 67 Zahnärzte mit Wohnsitz in Frankreich und um 17 beziehungsweise 12 Personen mit Wohnsitz in Deutschland und Belgien.↑

Zwischen 2012 und 2024 bleibt die Zahl der praktizierenden Zahnärzte mit ausschließlich luxemburgischer Staatsangehörigkeit in absoluten Zahlen stabil, sinkt jedoch proportional zur Gesamtzahl (von 40,3 % auf 21,8 %). Die Zahl der belgischen und deutschen Zahnärzte stieg um 4 bzw. 32 Personen. Die Zahl der französischen und portugiesischen Zahnärzte stieg um 105 beziehungsweise 108 Personen. Die Zahl der Zahnärzte mit einer anderen Staatsangehörigkeit stieg um 108 Personen und machte 2024 14,9 % der praktizierenden Zahnärzte aus.

ad 2. Die aktuelle Gesetzeslage gibt keine Möglichkeit eine Begrenzung einzuführen.

ad 3. Anhand der Verwaltungsdaten, über die die IGSS verfügt, lässt sich nicht feststellen, in welcher Unternehmensform Zahnärzte ihre Tätigkeit ausüben. Ebenso wenig lässt sich feststellen, welche Investitionsformen den Zahnarztpraxen zugrunde liegen.

Anhand der verfügbaren Verwaltungsdaten lässt sich jedoch (mit einer gewissen Ungenauigkeit) die Anzahl der Zahnärzte ermitteln, die an derselben Adresse (wahrscheinlich in derselben Praxis) tätig sind.

Tabelle 5↑ zeigt die Größe der Praxis, in der Zahnärzte ihre Tätigkeit im jeweiligen Einstiegsjahr aufnehmen (einschließlich ihrer eigenen Person).

Im Jahr 2024 nahmen 52 Zahnärzte ihre Tätigkeit in einer Praxis mit mindestens vier Personen auf, wobei sie selbst zu diesen vier oder mehr Personen gehörten.

Im Jahr 2013 nahmen 17,9 % der praktizierenden Zahnärzte ihre Tätigkeit in einer Einzelpraxis auf und 35,9 % traten in eine Praxis mit vier oder mehr Personen (einschließlich ihnen selbst) ein. Im Jahr 2024 traten 6,1 % der praktizierenden Zahnärzte in eine Einzelpraxis ein und 63,4 % traten in eine Praxis mit vier oder mehr Personen (einschließlich ihnen selbst) ein.

Tabelle 6↑ zeigt die Anzahl der praktizierenden Zahnärzte nach der Größe der Praxis, in der sie ihre Tätigkeit ausüben (einschließlich ihrer eigenen Person).

Im Jahr 2012 praktizierten 43,1 % der Zahnärzte in einer Einzelpraxis und 20,0 % in einer Praxis mit vier oder mehr Personen (einschließlich ihnen selbst). Im Jahr 2024 praktizieren 22,0 % der Zahnärzte in einer Einzelpraxis und 40,5 % in einer Praxis mit vier oder mehr Personen (einschließlich ihnen selbst).

ad 4. Anhand der Verwaltungsdaten, über die die IGSS verfügt, lässt sich nicht mit Sicherheit feststellen, ob Zahnärzte ihre Tätigkeit ausschließlich auf luxemburgischem Gebiet ausüben, wie sich dies in den letzten Jahren entwickelt hat und wie sich dies in Zukunft darstellen wird.

Grafik 1↑ zeigt wie viele praktizierende Zahnärzte innerhalb von 1 bis 5 Jahren nach ihrem ersten Berufseintritt in Luxemburg aus dem Beruf in Luxemburg ausgeschieden sind.

Zwischen 2013 und 2024 haben in Luxemburg 9,5 % der Zahnärzte ihre berufliche Tätigkeit bereits nach einem Jahr dauerhaft oder vorübergehend beendet. Nach zwei Jahren lag dieser Anteil bei 6,6 %, nach drei Jahren bei 4,7 %, nach vier Jahren bei 2,0 % und nach fünf Jahren bei 2,4 %.

Subsides aux clubs sportifs étrangers | Question **2862** (12/09/2025) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Veräiner, déi bei enger Federatioun affiliéiert sinn, kënne Subsiden ufroen, wéi zum Beispill de „Subside de base" an de „Subside qualité+".

Mir hu festgestallt, datt Veräiner aus dem Ausland d'Méiglechkeet hunn, bei enger Lëtzebuerger Sportfederatioun ugemellt ze sinn an esou vun deene selwechte Virdeeler ze profitéiere wéi Lëtzebuerger Veräiner.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Sportminister:

1. Kënnen auslännesch Veräiner déi genannt Subsiden ufroen? Wa jo, wéi eng Konditioune gëllen an deem Fall fir déi auslännesch Veräiner?

2. Leien dem Här Minister Informatioune vir iwwer lëtzebuergesch Veräiner, déi bei enger auslännescher Sportfederatioun affiliéiert sinn a Subside kréien?

Réponse (09/10/2025) de **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports

ad 1. Dat modifizéiert groossherzoglecht Reglement vum 23. Dezember 2016 gesäit Konditioune vir, déi e Veräin erfëlle muss, fir vum „Subside de base" an dem „Subside qualité+" kënnen ze profitéieren.

Doraus geet ervir, dass e Veräin, ënner anerem, an enger vum Minister agreéierter Federatioun muss affiliéiert sinn.

Eng Konditioun, déi un d'Land vun enger eventueller Immatrikulatioun vum Veräi gebonnen ass, gesäit dëst Reglement net vir, deemno kënnen och „auslännesch" Veräiner déi genannte Subsiden ufroen.

Dës Veräiner mussen déi selwecht Konditiounen erfëlle wéi e „Lëtzebuerger" Veräin.

ad 2. Doriwwer huet de Ministère keng Informatiounen.

Situation financière de la CNS | Question **2869** (15/09/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Laut rezenten Informatiounen huet d'CNS am Joer 2024 en Defizit vu 25 Milliounen Euro notéiert. Et gëtt virausgesot, datt dësen Defizit an den nächste Jore weider wäert wuessen an datt d'Reserve vun der Krankekeess séier kéinten opgebraucht ginn, wat eng direkt Konsequenz op d'Leeschtunge vun der Krankeversécherung kéint hunn.

Wärend eng Preparatiouns-Reunioun fir déi nächst Quadripartitt de 15. September 2025 stattfonnt huet, bleift et onkloer, wéi eng konkreet Mesuren d'Regierung plangt, fir dëser prekärer finanzieller Situatioun entgéintzewierken. D'Nohaltegkeet vum Gesondheetssystem ass eng Prioritéit fir all Bierger, an et ass essenziell, datt transparent Informatiounen iwwer déi aktuell Situatioun an déi geplangte Léisungsweeër kommunizéiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Wéi héich ass den aktuellen Niveau vun de Reserve vun der CNS a wéini gëtt virausgesinn, datt dës Reserve komplett opgebraucht sinn, wa keng Géigemesurë geholl ginn?

2. Wéi eng konkreet Mesurë plangt d'Regierung, fir den Defizit vun der CNS ze reduzéieren ouni d'Qualitéit vun de Gesondheetsleeschtungen ze kompromettéieren?

3. Gëtt et Pläng, d'Bäiträg zur Krankeversécherung ze erhéijen oder nei Finanzéierungsquellen anzeféieren, fir d'finanziell Stabilitéit vun der CNS laangfristeg ze garantéieren?

4. Wéi eng strukturell Reformen am Gesondheetswiese sinn am Kader vun der kommender Quadripartitt virgesinn, fir d'Käschten ze kontrolléieren, ouni den Zougang zu Gesondheetsleeschtungen anzeschränken?

Réponse (14/10/2025) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Fir d'Äntwerten op dës Froe verweisen ech op de Communiqué de presse[1] vum Comité quadripartite vum 13.10.2025 iwwert d'Analys vun der finanzieller Situatioun vun der Krankeversécherung.

Potentielle pénurie de médicaments | Question **2870** (16/09/2025) de **M. André Bauler** | **M. Gilles Baum** (DP)

De President vun der „Bundesvereinigung Deutscher Apothekerverbände" huet viru Kuerzem an der Press drop opmierksam gemaach, datt et och dëse Wanter zu Liwwerengpäss an den Apdikte komme wäert. Méi wéi 500 Medikamenter wieren als „ganz schwéier ze kréie" gemellt. Bei Antibiotiquen oder bei engem Medikament géint Asthma géif et lo schonn Engpäss. Séchergestallt wier awer d'Versuergung bei Féiweran Erkältungsmëttel, esouwéi bei Mëttel géint den Houscht. Hie betount, datt d'„Apdikt vun der Welt" net méi an Europa steet, mee a China an an Indien, a wann et do zu Schwieregkeeten an der Produktioun kënnt, da géif sech dat direkt op eis Versuergung néierschloen.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Gesondheet a Sozialversécherung follgend Froe stellen:

1. A wat fir engem Mooss ass d'Versuergung mat Basis-Medikamenter hei zu Lëtzebuerg garantéiert – virun allem am Hibléck op d'Grippen- an Erkältungssaison?

2. Bei wat fir enge Medikamenter ass d'Versuergung elo scho (ganz) kritesch?

3. Huet d'Madamm Ministesch en Iwwerbléck iwwer déi aktuell Stocken an de Klinicken an an den Apdikten?

Réponse (14/10/2025) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. D'Medikamenteversuergung zu Lëtzebuerg ass de Moment am Allgemengen assuréiert. Eng dediéiert Ekipp vun der Divisioun fir Apdikt a Medikamenter bei der Gesondheetsdirektioun garantéiert – an enker Zesummenaarbecht mat allen Acteure vun der Versuergungsketten – eng permanent Iwwerwaachung vun de Besoinen a vun de Lagerbestänn.

Am Kontext vun der Grippesaison an den Otemweeinfektioune gouf eng méi héich Demande virausgesot. Dofir goufe preventiv Moossnamen ergraff: wéi schonn an de viregte Joren huet d'Gesondheetsdirektioun en Accord mat de Grossisten ofgeschloss, fir d'Lagerbestänn vu verschiddene kritesche Medikamenter ze stäerken – virun allem vun deenen, bei deenen an der Vergaangenheet widderholl Versuergungslücken opgetruede waren. Dës Dispositioune sollen eng méi stabill an zouverlässeg Versuergung am Wanter garantéieren.

ad 2. Déi gréisste Suerge bereet aktuell d'Versuergung mat Spidolsmedikamenter. D'Situatioun bleift awer de Moment am grousse Ganze stabill an ënner Kontroll. Verschidde kritesch Ausfäll ginn enk beobacht, mee all Patient zu Lëtzebuerg kritt weiderhin seng passend Behandlung. Wann néideg, garantéieren therapeutesch Alternativen oder geziilten Importer d'Kontinuitéit an d'Effikassitéit vun der Versuergung.

[1] https://m3s.gouvernement.lu/fr/actualites.gouvernement2024+fr+actualites+toutes_actualites+communiques+20 25+10-octobre+-13-deprez-roth-quadripartite.html

ad 3. Dës Zort vun Donnéeë gëtt aktuell vun der Gesondheetsdirektioun am Kader vun der Präventioun, der Gestioun an der Reduktioun vu kritesche Versuergungsenkpäss iwwerwaacht.

Parallell dozou schafft d'Gesondheetsdirektioun aktiv an a ganz enker Zesummenaarbecht mat allen Acteuren an der Medikamenteverdeelungsketten un der Aféierung vun enger nationaler Dateplattform iwwert d'Disponibilitéiten. Dëst Instrument erméiglecht eng méi fréi Detektioun vu Knappheeten.

Critères de recrutement de fonctionnaires dits politiques | Question **2872** (16/09/2025) de **Mme Alexandra Schoos** | **M. Fred Keup** (ADR)

Wéi et an engem Artikel „Auf dem Weg zum CSV-DP-Staat", deen de 25. August op Reporter.lu publizéiert gouf, heescht, huet d'Regierung an dëser Legislaturperiod insgesamt 33 sougenannt politesch Beamten, „certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État" agestallt. Dës Beamte ginn net iwwert den üblechen Déngschtwee agestallt a brauchen zum Beispill kee Staatsexamen ze duerchlafen.

An deem Zesummenhang géife mir dem Här Minister fir den ëffentlechen Déngscht gär dës Froe stellen:

1. Op Basis vu wéi enger Prozedur ginn dës politesch Beamten nominéiert an agestallt?

2. Mussen déi sougenannt politesch Beamten iwwert d'Lëtzebuerger Nationalitéit verfügen? Falls net, firwat net?

3. Mussen déi sougenannt politesch Beamten eis dräi administrativ Sprooche mëndlech a schrëftlech beherrschen? Falls jo, op wéi engem Niveau? Falls net, firwat net?

Réponse (16/10/2025) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique | **M. Luc Frieden,** Premier ministre

ad 1. Mir ginn dovun aus, dass déi honorabel Deputéiert mam Term „politesch Beamten" d'Conseillers adjoints au Gouvernement mengen. Dës Beamte gi vum Grand-Duc genannt, op Propositioun vum Regierungsrot.

ad 2. Jo, well déi Fonctioune si viséiert an dem groussherzogleche Reglement vum 12. Mee 2010 „déterminant les emplois dans les administrations de l'État et les établissements publics comportant une participation directe ou indirecte à l'exercice de la puissance publique et aux fonctions qui ont pour objet la sauvegarde des intérêts généraux de l'État ou des autres personnes morales de droit public".

ad 3. Déi betraffe Beamte falen och ënnert déi Reegele vun de Sproochekenntnisser.

Fir d'A1-Karriär si follgend Niveaue vum „Cadre européen commun de référence pour les langues" verlaangt:

– C1 fir déi éischt Sprooch,
– B2 fir déi zweet Sprooch,
– B1 fir déi drëtt Sprooch.

Wann de Kandidat op d'mannst 7 Joer am lëtzebuergesche Schoulsystem absolvéiert huet, dann ass en dispenséiert, d'Sproochentester ze maachen. Wann en en Diplom aus engem däitsch- oder franséischsproochege Land oder Regioun huet, dann ass e vum Test an där jeeweileger Sprooch dispenséiert.

Donieft, fir héich spezialiséiert Kandidate kënnen ze rekrutéieren, huet de Regierungsrot d'Méiglechkeet, eng Dispens a bis zu zwou Sproochen ze ginn.

Wa Persounen, déi scho Staatsbeamten oder -employé sinn, op esou eng Fonctioun genannt ginn, ginn déi Conditioune vun de Sprochen net nach eng Kéier gepréift.

Modernisation du CNFPC Ettelbruck | Question **2873** (16/09/2025) de **M. Jean-Paul Schaaf** (CSV)

Den CNFPC zu Ettelbréck ass als nationalen Acteur an der berufflecher Aus- a Weiderbildung vu strateegescher Bedeitung fir eis Ekonomie an den Nowuess u qualifizéierte Fachleit. De bestoende Site stéisst säit Joren op Kapazitéits- an infrastrukturell Limitten (Atelieren, Logistik, Accessibilitéit) wat de Schoul- a Formatiounsbetrib spierbar aschränkt. Am Kader vun der ugekënnegter Moderniséierung soll de Bestand ofgerappt an duerch e funktionellen, nohaltegen an zukunftsfäegen Neibau ersat ginn, dee moderne pädagogesche Besoinen (digitalen Equipement, Sécherheetsnormen, Inklusioun) entsprécht.

Fir fir déi concernéiert Schüler, d'Léierpersonal, d'Formatiounspartner aus Betriber an d'Gemeng Planungssécherheet ze schafen, brauch et kloer a komplett Informatiounen, wou a wéi de Projet realiséiert gëtt, wéi eng Kapazitéiten an Inhalter virgesi sinn, wéi de Betrib wärend der Bauphas organiséiert gëtt an a wéi enge Schrëtt den Zäitplang virgesinn ass.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an un den Här Educatiounsminister stellen:

1. Wéi wäit ass de Projet aktuell? Kënnen d'Ministeren d'Etappe präziséieren?

2. Ass virgesinn, den Neibau um aktuelle Site zu Ettelbréck ze realiséieren?

3. Wéi gesäit d'Kapazitéitsentwécklung am Neibau aus (z. B. Zuel vu Plazen/Schüler, Atelieren a Fachsäll, Gesamtfläch) am Verglach zum haut ze klenge Gebai?

4. Wéi a wou gëtt de Schoul- a Formatiounsbetrib an der Bauphas ënnerbruecht? Sinn temporär Auslagerunge virgesinn?

5. Wéi gesäit den Zäitplang am Detail aus?

Réponse (21/10/2025) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Op Basis vum Bauprogramm, deen de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend am Januar 2025 un de Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte weidergeleet huet, schafft d'Verwaltung fir ëffentlech Bauten eng Maachbarkeetsstudie aus.

ad 2. D'Resultater vun der Maachbarkeetsstudie, déi ufanks 2026 misste virleien, solle klären, ob de Bauprogramm um aktuellen Terrain realiséierbar ass.

ad 3. Den CNFPC géif gären de Site maximal ausnotzen, fir eng gréisstméiglech Struktur ze schafen, fir der Demande u Formatioune kënne gerecht ze ginn. D'Unzuel un organiséierte Formatiounen ass an de Joren 2022, 2023 an 2024 allkéiers ëm ronn 30 % gewuess, dësen Trend ass och an den nächste Joren ugesot, well och nei Formatiounsdomainer ausgeschafft ginn: de Luxembourg Drone Center oder Formatiounen, fir de grousse Pool un Adapto-Chauffeuren ze forméieren; fir just déi doten ze ernimmen.

ad 4. D'Aktivitéite vum CNFPC Ettelbréck gi wärend dem Ëmbau an ee Gebai an der Rue du Walebroch zu Dikrech verlagert, wou d'Aarbechten op Héichtoure lafen, déi Mëtt nächst Joer missten ofgeschloss sinn.

ad 5. Den CNFPC Ettelbréck plënnert fir d'Rentrée scolaire 2026/2027 op Dikrech.

D'Resultater vun der Maachbarkeetsstudie wäerten och Kloerheet iwwert eng méiglech Zäitschinn ginn.

Cumul des missions de la CSSF | Question **2875** (16/09/2025) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Dans le cadre des discussions en commission relatives à la sanction prononcée par la CSSF à l'encontre de la BCEE, s'est posée, de manière plus générale, la question du rôle de la CSSF en matière de contrôle et de sanction.

Il est souvent rapporté que les professionnels de la place financière hésiteraient à agir contre des décisions de la CSSF afin d'éviter des « représailles » dans le cadre de sa mission de régulateur.

Les multiples attributions de la CSSF – en tant que régulateur, autorité d'enquête, de poursuite et de sanction, ainsi que perceptrice du montant des amendes qu'elle prononce elle-même – sont également régulièrement mises en cause.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Au cours des dix dernières années, combien de décisions de sanction ou de mesures administratives ont été prises par la CSSF, et combien d'entre elles ont fait l'objet d'un recours devant le tribunal administratif ?

En ce qui concerne spécifiquement les décisions de sanction prononçant des amendes, Monsieur le Ministre peut-il distinguer les dossiers selon le montant des amendes (< 100.000 euros, < 500.000 euros, < 1 million d'euros, < 5 millions d'euros, > 5 millions d'euros) ?

2) Le ministre estime-t-il que le cumul des multiples missions de la CSSF reste adéquat à l'heure actuelle ? Envisage-t-il de proposer une réforme législative afin de modifier le système en place, à l'image de ce qui se pratique dans plusieurs autres États européens ?

3) Le ministre considère-t-il qu'il est acceptable que les règles relatives à la poursuite, à la procédure d'enquête et à la procédure de décision au sein de la CSSF ne soient pas publiques, au point de ne pas être accessibles sur le site Internet de la CSSF ?

4) Le ministre envisage-t-il une modification législative visant à préciser et compléter le processus de sanction, d'autant plus que la jurisprudence a décidé qu'en vertu du principe non bis in idem une sanction administrative de la CSSF peut faire obstacle à la poursuite pénale des mêmes faits (Ch.c.C, 26 février 2025, n° 106/25) ?

Réponse (16/10/2025) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

ad 1) Tableau ↑

En ce qui concerne le nombre de recours contre des décisions de sanction ou de mesures, il convient de noter qu'au cours des vingt dernières années, les recours devant les tribunaux administratifs contre les décisions administratives prises par la CSSF ont donné lieu à bien plus d'une centaine de décisions de ces tribunaux administratifs. Statistiquement, dans presque la totalité des cas, le contrôle juridictionnel a révélé que les décisions de la CSSF sont prises en accord avec le droit applicable et fondées. Par ailleurs, une douzaine de recours contre des décisions administratives de la CSSF sont actuellement pendants devant les tribunaux administratifs.

ad 2) à 4) L'organisation interne actuelle de la CSSF établit une séparation organique entre pouvoir d'enquête et pouvoir de sanction. En effet, le pouvoir exécutif de la CSSF est entre les mains de la direction qui est un organe collégial réunissant un directeur général et quatre directeurs, et qui agit conformément aux articles 9 et 12 de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier, alors que le pouvoir d'enquête est mené en amont par les agents du service de la CSSF en charge de la surveillance des administrés concernés, sans intervention de la direction. Ensuite, toutes les décisions administratives de la CSSF sont susceptibles d'un recours devant les juridictions administratives (double degré de juridiction). La Cour administrative a d'ailleurs validé l'organisation interne en ce qui concerne la séparation du pouvoir d'investigation et du pouvoir sanctionnateur de la CSSF au regard du principe d'impartialité objective (Cour admin., du 19 juillet 2023, n° de rôle 48647C.).

Eu égard au fait que cette organisation n'est actuellement pas reflétée dans la loi, une modification législative est envisagée à court terme pour consacrer dans la loi l'indépendance de l'enquête, ce qui contribuera à assurer la publicité des règles régissant celle-ci, au-delà des règles relatives à la poursuite, à la procédure d'enquête et à la procédure de décision qui découlent notamment de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier, des différentes lois sectorielles applicables au secteur financier et du règlement d'ordre intérieur de la Direction de la Commission de surveillance du secteur financier, lesquels sont librement accessibles sur le site Internet de la CSSF, voire de la loi du 1er décembre 1978 réglant la procédure administrative non contentieuse et du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'État accessibles sur le site legilux.public.lu. Dans une deuxième étape, une analyse des avantages et inconvénients de l'introduction d'un organe de sanction spécifique sera menée, au regard du droit en vigueur et de la pratique actuelle.

Quant au principe ne bis in idem, une modification législative est en cours de préparation pour transposer l'article 1er, point 18), de la directive (UE) 2024/1619 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2024 modifiant la directive 2013/36/UE en ce qui concerne les pouvoirs de surveillance, les sanctions, les succursales de pays tiers et les risques environnementaux, sociaux et de gouvernance, qui prévoit la mise en place d'un mécanisme de coopération entre autorités compétentes et autorités judiciaires lorsqu'une procédure administrative et une procédure pénale sont engagées à l'encontre de la même personne physique ou morale qui peut être tenue pour responsable du même comportement dans les deux procédures.

Recrutement dans la magistrature | Question **2876** (16/09/2025) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Le 18 mars 2025, la Chambre des Députés a adopté le projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice, afin de préciser les conditions de diplôme et d'expérience professionnelle requises pour le recrutement dans la magistrature. Cette réforme avait pour objectifs de sécuriser le cadre juridique des recrutements, d'harmoniser les profils attendus et d'adapter les ressources humaines des juridictions aux besoins opérationnels croissants. Elle s'inscrit dans un contexte marqué par l'augmentation du volume et de la complexité des affaires et la nécessaire attractivité des carrières juridiques au sein du service public du Grand-Duché.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Depuis l'entrée en vigueur de la loi, combien de postes d'attachés de justice ont été ouverts au total ?

2) Combien de personnes ont été recrutées comme attachés de justice depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi ? Est-ce que la ministre peut indiquer la répartition par juridiction ou ressort ?

3) Pour la voie de recrutement par dossier, combien de personnes ont été recrutées ?

4) Quel est le profil et l'expérience des personnes recrutées, notamment :
– La nature des expériences juridiques préalables ;
– La durée de ces expériences ;
– Le domaine de spécialisation ;
– Les compétences linguistiques ?

Réponse (13/10/2025) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

Une des grandes priorités de ce Gouvernement est de garantir le bon fonctionnement du système judiciaire et donc une justice capable d'agir rapidement et efficacement. Ceci nécessite de doter les autorités judiciaires des moyens nécessaires pour mener à bien leur mission, notamment en renforçant les effectifs.

Ainsi, la loi du 24 juillet 2024 prévoit la création de 94 postes supplémentaires au sein de la magistrature de l'ordre judiciaire jusqu'en 2027, mais elle a également créé 20 postes supplémentaires d'attaché de justice pour les besoins des services de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif, qui disposent d'un pool commun d'attachés de justice.

ad 1) Aux termes de l'article 1er, paragraphe 1er, de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice, l'effectif légal, qui a donc été augmenté de 20 postes par la loi du 24 juillet 2024, est actuellement de 50 postes d'attaché de justice.

ad 2) Par la loi du 2 avril 2025, l'accès à la magistrature a été élargi par une adaptation des conditions de diplôme et d'expérience professionnelle, à remplir par les attachés de justice.

Pour pouvoir participer au recrutement sur examen, le candidat doit notamment :

« avoir acquis, pendant au moins deux ans, une expérience professionnelle dans le domaine du droit sur le territoire d'un ou de plusieurs États membres de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen, de la Confédération suisse ou du Royaume-Uni. L'expérience professionnelle est réputée acquise dans le domaine du droit :

a) si le candidat a exercé la profession d'avocat, la fonction de notaire ou la fonction d'huissier de justice ; la durée d'accomplissement du stage judiciaire, du stage notarial et du stage d'huissier de justice est prise en considération pour calculer la durée d'expérience professionnelle dans le domaine du droit ;

b) si le candidat a exercé une fonction juridique au sein du secteur public luxembourgeois ou du secteur public non luxembourgeois ;

c) si le candidat a exercé une fonction juridique au sein du secteur privé luxembourgeois ou du secteur privé non luxembourgeois. »

Pour pouvoir participer au recrutement sur dossier, une expérience professionnelle dans le domaine du droit pendant au moins cinq ans est exigée.

Au titre de l'année judiciaire 2025-2026, 63 candidatures ont été enregistrées. À l'issue du processus de sélection, 42 candidats ont été nommés en qualité d'attachés de justice à titre provisoire.

Sur une période de 5 années judicaires, le nombre de recrutements d'attaché de justice a évolué comme suit :

– Année judiciaire 2025-2026 : 42 recrutements
– Année judiciaire 2024-2025 : 28 recrutements
– Année judiciaire 2023-2024 : 13 recrutements
– Année judiciaire 2022-2023 : 14 recrutements
– Année judiciaire 2021-2022 : 17 recrutements.

L'évolution du nombre de recrutements observée au cours des dernières années s'explique à la fois par le remplacement des attachés ayant quitté leurs fonctions et par l'élargissement du cadre des postes introduit par la loi du 2 avril 2025.

Pour l'année judiciaire 2025-2026, on constate une augmentation substantielle du nombre de recrutements par rapport aux exercices précédents. La réforme opérée par la loi du 2 avril 2025 porte donc ses premiers fruits.

Le service provisoire d'attaché de justice porte sur une durée de 12 mois, mais il peut être prolongé pour un maximum de 12 mois. Le service provisoire est destiné à la formation professionnelle des attachés de justice et à l'appréciation de leurs capacités à exercer la fonction de magistrat.

La première partie de la formation professionnelle des attachés de justice consiste dans la participation à des séminaires, visites d'études et épreuves. Sur une période de 4 mois, la première partie de la formation professionnelle est dispensée à Bordeaux et à Luxembourg, en collaboration avec l'École nationale de la magistrature (France). Les attachés de justice de la promotion 2025-2026 suivent actuellement cette partie de la formation professionnelle.

La deuxième partie de la formation professionnelle consiste dans l'accomplissement d'un service pratique auprès d'une juridiction ou d'un parquet. Les attachés de justice de la promotion 2025-2026 commenceront leur service pratique seulement au cours de la deuxième moitié de janvier 2026.

À ce stade de la procédure, les autorités judiciaires n'ont pas encore procédé à une « répartition par juridiction ou ressort », de sorte qu'il est actuellement impossible de répondre à ce volet de la question.

ad 3) Pour la promotion 2025-2026 des attachés de justice, les recrutements sur dossier dominent clairement.

En effet, 31 attachés de justice ont reçu une nomination à la suite de la procédure de recrutement sur dossier. 11 attachés de justice ont été nommés à la suite de la procédure de recrutement sur examen-concours.

ad 4)
– La question est comprise comme se référant à la provenance professionnelle des candidats. En raison de la diversité des profils de certains candidats, il ne peut être répondu isolément à cette question, de sorte que la question est traitée en combinaison avec la suivante.

– Tableau 🠕

– La question est comprise comme se référant au domaine professionnel dans lequel se déroulait l'activité professionnelle antérieure des candidats.

La Commission du recrutement et de la formation des attachés de justice, qui est exclusivement composée de magistrats, a considéré comme étant pertinentes :

• les fonctions suivantes dans le secteur privé :

· dirigeant de société ;
· juriste d'entreprise/assistant juridique (au sein d'une banque, d'une agence immobilière, d'une étude d'avocat, d'une étude de notaire) ;
· juriste fiscaliste ;
· clerc de notaire ;
· compliance officer ;
· référendaire auprès d'une juridiction nationale ou internationale ;
· juriste spécialisé en matière de fonds d'investissement ;
· avocat hors Luxembourg.

• les fonctions suivantes dans le secteur public :

· conseiller auprès de l'Autorité de la concurrence ;
· juriste affecté à un ministère, à un organisme de sécurité sociale ou à une chambre professionnelle ;
· enseignant dans l'enseignement supérieur.

– Parmi les 63 candidatures, 22 candidats ont été soumis à un examen linguistique et 41 candidats ont été dispensés de l'examen linguistique en raison de l'accomplissement de leur scolarité au pays.

Pour 2 candidats, il y a eu un refus d'admission sur base de l'examen linguistique.

Pour 13 candidats, l'examen linguistique n'a pas donné lieu à d'autres observations.

Pour 7 candidats, les connaissances linguistiques ont été considérées comme insuffisantes, mais aisément perfectibles. Ces candidats ont bénéficié d'une admission au service provisoire d'attaché de justice, avec la précision qu'ils seront soumis à un nouveau contrôle linguistique à la fin du service provisoire.

Biodiversité dans le milieu urbain | Question **2877** (16/09/2025) de **M. André Bauler** | **M. Luc Emering** (DP)

An eisem Nopeschland Däitschland entwéckelen sech ëmmer méi Déieren- a Planzenaarten an de Stied. Effektiv, den urbane Raum kann duerchaus e weesentleche Bäitrag zu méi Aartendiversitéit an Naturschutz leeschten; dëst duerch gréng Oasen, wéi privat Gäert, Weieren oder Parken. Sou hunn z. B. verschidde Wëlddéierenzorten eis europäesch Stied eruewert, wéi den Héngerdéif, de Fuuss, d'Wëllschwäin oder de Bussard. Och déi wëll Beie fënnt ee mëttlerweil méi staark am urbane Raum, well se hei Plazen entdecken, fir en Nascht ze bauen an och besonnesch vill Bléien a Blumme fannen.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit follgend Froe stellen:

1. Wéi ass et de Moment ëm d'Diversitéit un Aarten am urbane Raum hei zu Lëtzebuerg bestallt? Gëtt et dozou Studien, déi Zuelematerial iwwer Lëtzebuerg liwweren?

2. Wat fir eng invasiv Aarte fannen, an Zäite vu Klimawandel, de Wee éischter an eis Stied wéi op d'Land?

3. Mat wat fir enge konkreete Projete kann een d'Aartevillfalt an de Stied entwéckelen? Gëtt et dozou konkreet Ureegunge vum Ëmweltministère?

4. Kann den Här Minister e puer pertinent Beispiller liwweren, fir d'Ustrengungen an deem Beräich ze illustréieren? Wéi steet et an deem Kontext ëm d'Zesummenaarbecht mat de Gemengen?

Réponse (22/10/2025) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Et gëtt eng ganz Partie Déierenaarten, déi sech (och) am urbane Raum wuel fillen, well se do alles fannen, wat se brauche fir ze liewen, wéi Narung, Plaze fir sech ze verstoppen an/oder Plaze fir d'Reproduktioun.

Hei eng net exhaustiv Lëscht vun Déierenaarten, déi (och) am urbane Raum ze fanne sinn:

– Bei de Mamendéiere wieren dat z. B. d'Kaweechelchen (Sciurus vulgaris), de Kéiseker (Erinaceus europaeus), de Maulef (Talpa europaea), de Siweschléifer (Glis glis), d'Hausmaus (Mus musculus) d'Brong Rat (Rattus norvegicus), de Fuuss (Vulpes vulpes),

de Steemarder (Martes foina), d'Hausspëtzmaus (Crocidura russula), an eng Rei Fliedermausaarten ewéi d'Zwergfliedermaus (Pipistrellus pipistrellus), d'Grousst Mausouer (Myotis myotis) oder d'Breetflillekefliedermaus (Eptesicus serotinus). Och d'Wëllschwäin (Sus scrofa) kënnt vun Zäit zu Zäit an den urbanen a peri-urbane Raum eran.
– Bei de Vullen ass d'Lëscht nach vill méi laang, dofir hei just als Beispiller rausgegraff: d'Märel (Turdus merula), d'Routbrëschtchen (Erithacus rubecula), d'Schielmees (Parus major), d'Blomees (Cyanistes caeruleus) an den Hausroutschwanz (Phoenicurus ochruros).
– Wa Waasserflächen ewéi Gaardeweiere verfügbar sinn, kënnen och Amphibien, ewéi d'Gemeng Waasserederes (Ichthyosaura alpestris), de Fuedem-Eps (Lissotriton helveticus) an de Waasserfräsch (Pelophylax esculentus), a Reptilien ewéi d'Barrennatter (Natrix helvetica) an den Dierfer optauchen.
– Och eng grouss Insektevillfalt ass am urbane Raum ze fannen. Hei handelt et sech da meeschtens ëm Aarten, déi éischter Ubiquiste sinn ewéi Spezialisten.

Et sief awer och nach drop higewisen, dass vill Aarten, déi traditionell am urbane Raum liewen, wéi z. B. d'Fënsterschmuebel (Delichon urbicum), d'Schaarschtechschmuebel (Hirundo rustica), de Steekauz (Athene noctua), d'Tureil (Tyto alba) an och d'Fliedermais wärend de leschte 40 Joer staark am Bestand ofgeholl hunn. Fir deem entgéintzewierken, sinn eng ganz Rei Initiative fir d'Erhalen an de Schutz vun dësen Aarte lancéiert ginn (cf. Opléschtung bei der Fro 4).

Och wa wëssenschaftlech Etuden zu der Biodiversitéit méi oft ausserhalb vum urbane Raum stattfannen, gëtt et zu Lëtzebuerg aktuell dach eng Rei Studien a Projete vu verschiddenen Acteuren, fir d'Biodiversitéit am urbane Raum ze quantifizéieren an ze erhalen, notamment:

– Vun der Centrale ornithologique vun natur&ëmwelt ASBL:

• Den nationale Monitoring vun der Fënsterschmuebel (Delichon urbicum), deen all 6 Joer stattfënnt. Bei der leschter Zielung goufen do a 46 Gemengen insgesamt 3.847 Näschter op 982 Standuerter nogewisen, dat entsprécht engem Mëttelwäert vun ongeféier 84 intakten Näschter pro Gemeng a 16 intakten Näschter pro Uertschaft. Héichgerechent kann een dovunner ausgoen, datt et 2020 landeswäit iwwer 8.600 Koppele gouf. Par rapport zu der Period virdrun ass dat eng Hausse vu 45 %. Kuckt een allerdéngs d'Bestandsentwécklung op laang Zäit, dann entspriechen déi rezentst Zuele just nach 58 % vun der Zuel u Brutkoppelen, déi 1960 geschat gouf. Déi nächst Erhiewung fënnt 2026 statt.
• Den nationale Monitoring vum Hierschtkueb (Corvus frugilegus), deen all 6 Joer stattfënnt an de järleche Monitoring vun dëser Aart an der Stad Lëtzebuerg: Op nationalem Plang goufe bei der leschter Zielung am Joer 2021, 2.170 Näschter gezielt, dat entsprécht enger liichter Zounam (10 %) par rapport zu 2014, awer engem Réckgang vun 1/3 am Verglach mat 2008. Och an der Stad Lëtzebuerg ass d'Unzuel un Näschter liicht réckleefeg a loung 2025 bei 875.
• Den Urban Bird Monitoring, bei deem Donnéeën aus dem Common Bird Monitoring, déi am urbane Raum erhuewe ginn, genotzt ginn a fir dee weider geziilt urban Stéchprouwe geplangt sinn, fir doraus en Indicateur vun der urbaner Avifauna ze rechnen.
• D'Wantervullenzielung, eng net quantitativ Citizen Science Zielung, déi all Joer um leschte Weekend am Januar stattfënnt, fir d'Vullen an de Privatgäert an op Balconen ze zielen.

– Vum Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST):

• Den nationale Biodiversitéitsmonitoring, deen ënner anerem och Donnéeën am urbane Raum erhieft.
• De Projet CITIPOL fir de Monitoring vun de Bestëbser an alle Liewensräim zesumme mat Fräiwëllegen.

– Vum Naturmusée:

• De City Nature Challenge, eng Citizen Science Zielung, déi all Joer am Abrëll stattfënnt mam Zil, esouvill Aarte wéi méiglech am urbane Raum ze erfaassen

– Vun divers agreéierte Bureauen:

• Etuden zu Fliedermais fir Ëmwelt-Impakt-Studien/ FFH-Verträglichkeitsprüfungen am Kader vu Bauprojeten.

– Vu biologesche Statiounen:

• D'Zielung vu Fliedermauskolonien am urbane Raum, z. B. vum Grousse Mausouer (Myotis myotis) a Kierchtierm, an Zesummenaarbecht mam Ëmweltministère.
• De Steekauzmonitoring.

Op EU-Niveau sinn e puer Indicateuren an der Entwécklung, déi awer nach net ganz operationell sinn, an deemno nach net benotzt ginn[2].

ad 2. Bei de Planze sinn dëst meeschtens déi, déi vum Mënsch selwer dohi bruecht gi sinn, well se d'Ëmstänn an den Uertschaften (méi héich Temperaturen, Dréchent, manner Buedem) besser verdroen an den Uspréch vun de Mënschen (einfachen Entretien, ëmmer Blieder, Grouss- oder Klengwuchs etc.) besser entspriechen, wéi z. B. de Lorber-Kiischtebam (Prunus laurocerasus), de Millebiz (Cotoneaster horizontalis), oder d'Mahonie (Mahonia aquifolium). Duerch de Klimawandel kënnt et elo och vir, dass Aarten, déi sech bei eis net iwwer de Som verbreet hunn, dëst duerch ausbleiwende Frascht oder länger Periode mat héijen Temperaturen elo awer maachen, a sech dowéinst zum Deel massiv ausbreeden. Beispiller sinn de Götterbam (Ailanthus altissima), d'Asiatescht Knuetkraut (Reynoutria japonica), d'Alzem-Ambrosia (Ambrosia artemisiifolia), de Päiperleksbam (Buddleja davidii) oder d'Robinie (Robinia pseudoacacia).

Bei den Déiere sinn et éischter Aarten ewéi de Wäschbier (Procyon lotor) oder den Halsbandsittich (Psittacula krameri), déi am urbane Raum einfach Fudder fannen a keng natierlech Feinden hunn. Oder awer och Insekte wéi d'Asiatesch Runn (Vespa velutina nigrithorax), dat Asiatescht Himmelsdéierchen (Harmonia axyridis) oder och nach verschidde Mustikenaarten (z. B. Aedes albopictus), déi als net eenheemesch invasiv Aarten de Wee an d'Uertschafte fonnt hunn.

ad 3. Et gëtt eng Rei geziilte Projeten, technesch Ureegunge souwéi strukturell a finanziell Ënnerstëtzungen, fir d'Aartevillfalt am urbane Raum ze fërderen an ze entwéckelen.

De Ministère fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit ënnerstëtzt zënter ville Joren d'Gemengen iwwer Konventioune mat sougenannte biologesche Statiounen, fir d'Liewensräim an d'Bedéngunge fir Aarten – souwuel an de Stied wéi och ausserhalb – ze verbesseren. Zousätzlech steet e speziellt Subside-Reglement[3] zur Verfügung, mat deem d'Gemenge finanziell Ënnerstëtzung fir natierlech Ëmweltverbesserunge kënnen ufroen.

[2] EU-wäit an LU-wäit: IUCN Urban Nature Index, European Urban Biodiversity Index (EUBI).
[3] Règlement grand-ducal du 30 septembre 2019 concernant les aides pour l'amélioration de l'environnement naturel

Am Kader vum Naturpakt fir d'Gemenge sinn eng ganz Rëtsch Moossname fir den Erhalt an d'Fërderung vun der Biodiversitéit virgesinn, déi vu ville Gemengen aktiv ëmgesat goufen. D'Naturpaktberoder an d'Naturpakt-Teams, genee wéi d'biologesch Statiounen an d'Fierschter vun der Naturverwaltung, spillen hei eng zentral Roll bei der Begleedung an der technescher Ënnerstëtzung.

Den Aktiounsplang fir urban Aarte[4] vun der Naturverwaltung aus dem Joer 2022 bitt eng strukturéiert Basis mat konkreeten techneschen Ureegunge fir d'Fërderung vun der Biodiversitéit an de Stied. Fir d'Integratioun vu Vullenaarten, déi u Gebaier bréien, gouf 2024 een Expertegrupp mam Numm „Gebai-Bréier" gegrënnt. Hei tauschen Acteuren aus dem Staat, de Gemengen an dem Privatsecteur sech aus, fir Mesuren ze definéieren, ze verbesseren an d'Versteesdemech an der Bevëlkerung ze stäerken.

Zousätzlech ginn och eng Rëtsch Projete fir d'Bestëbser am urbane Raum ëmgesat, wéi z. B. d'Insekteräich vun den Naturparken, de partizipative Projet „Polynatur" oder d'Bestëbsergäert vun der Naturverwaltung (ANF).

Am Kader vu Bauprojeten a Kompensatiounsmoossname gëtt drop opgepasst, dass schonn an der Planungsphas Elementer wéi Heckestrukturen, Gréngdiech, Beem, naturno amenagéiert Gréngflächen oder Nisthëllefen integréiert ginn, fir d'Zerstéierung vu Liewensräim ze minimiséieren an urban Aarten aktiv ze fërderen.

Finalement soll de Projet de loi N° 8449 mat de Konzepter „Natur auf Zeit", „Couvert boisé urbain" esouwéi och mat der Obligatioun bei PAP „nouveaux quartiers" vun op d'mannst 20 Ar 10 % gréng Infrastrukturen ze amenagéieren, dozou bäidroen, fir méi natierlech Strukturen am urbane Raum ze schafen an d'Akzeptanz fir déi urban Natur an der Gesellschaft ze stäerken.

ad 4. D'Fërderung vun der Biodiversitéit am urbane Raum ass eng Prioritéit vum Ëmweltministère, déi an enker Zesummenaarbecht mat de Gemengen an enger ganzer Rei Partner ëmgesat gëtt. Dës Zesummenaarbecht huet an de leschte Joren zu ville konkreeten Initiativen a positive Resultater gefouert.

Eng strukturéiert Zesummenaarbecht mat de Gemenge leeft am Kader vum Naturpakt. Zanter senger Aféierung am Joer 2021 huet den Naturpakt sech als wichtegt Instrument etabléiert. Aktuell sinn 92 Gemengen engagéiert, dovu sinn der 80 zertifizéiert. Dëse Pakt bitt technesch a finanziell Ënnerstëtzung fir Biodiversitéitsmoossnamen op lokalem Niveau.

Och eng zentral Roll fir d'Zesummenaarbecht tëscht dem Ministère fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit mat de Gemenge spillen déi biologesch Statioune vun de Gemengesyndikater. Si suerge fir wichteg Berodung an de Gemengen an Ëmsetzung vu Biodiversitéitsprojeten um Terrain.

Zousätzlech dréit d'Zesummenaarbecht mat ONGen a Berodungsstrukturen zur Sensibiliséierung an zur praktescher Ëmsetzung bäi.

Des Weidere promouvéiert de Ministère ganz aktiv d'Grénganlagen an hir naturno Gestaltung, d'Notze vun eenheemeschem Wëllplanzesom a Stauden esouwéi och d'Renaturéierung vu Waasserleef an Uertschaften (z. B. Munneref, Walfer, Steesel, Schëffleng ...).

Eng ganz Panoplie vu Sensibiliséierungs- a Mobiliséierungscampagnë sinn iwwert déi lescht Joren erfollegräich lancéiert ginn a gi weider ënnerstëtzt,

[4] Aktiounsplang fir urban Aarten*

wéi z. B. „Ouni Pestiziden", „Méi net am Mee", „Aktioun Päiperlek", „Aktiounswoch fir eis Bestëbser", „Urban Birds" (Integratioun vun ökologeschen Elementer an d'Stadgestaltung). Och zilgeriicht Projete fir Aarten- a Bestëbserförderung droen hir Friichte wéi z. B. de Bestëbsergäert-Projet vun der Naturverwaltung, de Projet „Polynatur", d'Bestëbserprojete vun den Naturschutzsyndikater an de Projet „d'Naturparken zu Lëtzebuerg ... (een) Insekteräich". Kierzlech gouf och en Expertegrupp „Gebai-Bréier" fir Vullenaarten, déi u Gebaier bréien, gegrënnt.

Fir Wëssensvermëttlung a Vernetzung suergen eng ganz Partie Konferenzen, Workshops a Publikatiounen zu naturnoe Gäert, Beem an Uertschaften oder och ökologeschem Bauen.

Dës Initiativen illustréieren d'Breet an d'Diversitéit vun den Ustrengungen, déi zesumme mat de Gemengen ënnerholl ginn, fir d'Aartevillfalt och am urbane Raum ze stäerken an d'Akzeptanz fir déi urban Natur ze fërderen.

Réduction des dépenses concernant les analyses médicales | Question **2878** (16/09/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Laut rezenten Informatiounen huet d'Caisse nationale de santé (CNS) am Joer 2024 en Defizit vu 25 Milliounen Euro gemaach. Et gëtt virausgesot, datt dësen Defizit an den nächste Jore weider wäert wuessen an dass d'Reserve vun der Krankekeess séier kéinten opgebraucht ginn.

An dësem Kontext sollen divers Aspuerungen ëmgesat ginn, dorënner bei de Käschte fir d'Labosanalysen, wou ënnert anerem bal 11 Prozent agespuert solle ginn. D'Membere vun der Fédération luxembourgeoise des laboratoires d'analyses médicales (FLLAM) hunn entspriechend Efforte gemaach, fir dat Zil ze erreechen.

Eis gouf zougedroen, datt d'Ministesch an engem rezente Bréif elo Aspuerunge vu 17 Prozent soll gefuerdert hunn, eng Fuerderung, déi bis dohin ni a dëser Héicht gestallt gi war.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Ass et richteg, datt d'Ministesch an engem rezente Bréif Aspuerunge vu 17 Prozent bei de Laboratoiresanalyse gefuerdert huet? Wa jo, op wéi enger Basis gëtt dës nei Fuerderung gerechtfäerdegt?

2. Wéi evaluéiert d'Ministesch déi Efforten, déi d'FLLAM-Membere bis dohin ënnerholl hunn, fir ronn 10 Prozent vun de Käschten ze spueren? Gëtt dës Leeschtung als onzoureechend ugesinn?

3. Wéi garantéiert d'Ministesch, datt dës Spuerpolitick net op Käschte vun der Qualitéit vun de medezinnesche Laboratoiresservicer geet a mat de beruffleche Standarden am Aklang bleift?

4. Wéi eng Spuerpolitick gëtt aktuell bei den anere konventionéierte Prestatairen aus dem Gesondheetssecteur vun der Gesondheetskeess gefuerdert a wéi vill Prozent Reduktioun mussen déi jeeweils erreechen?

5. Plangt d'Regierung weider Consultatioune mat de concernéierte Beruffsorganisatiounen, bevir definitiv Decisiounen iwwer dës Aspuerunge geholl ginn, vu dass Regierungsdecisioune Verhandlunge kënne virentscheeden?

Réponse (17/10/2025) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. D'Aspuerung vu 17 % bei de Laboratoiresanalysen ass keng Fuerderung, mee ee Constat, deen an engem Courrier festgehale gouf. Et war eng Estimatioun iwwer déi méiglech Baisse, déi sech zesummesetzt aus enger Reduktioun vun der Lettre-clé ëm 10 %, wéi se am Gesetz betreffend de Staatsbudget fir d'Recetten an d'Ausgaben am Joer 2025 festgeluecht gouf, an zousätzlech kommen Erspuernisser dobäi, duerch d'Verstäerkung vum Encadrement bei der Iwwerhuelung vu bestëmmten Actes d'analyses de biologie médicale. Dës goufen no enger Aktualiséierung vun de Kumulreegelen an de „bonnes pratiques" en place gesat a betreffe besonnesch d'Akte BD104 (Vitamin D) a BC191 (Vitamin B12). Et ass wichteg ze betounen, dass déi 17 % en theoreeteschen Impakt duerstellen. Reell si mat den Donnéeën, déi am September zur Verfügung stinn, eng 10 % Reduktioun vun den Ausgaben ze gesinn, well en Deel schonn duerch eng Hausse vun der Aktivitéit kompenséiert ginn ass, déi sech zum Deel duerch eng Steigerung vun der Population protégée erkläre léisst.

ad 2. D'Zuelen, déi zu eiser Verfügung stinn, weisen, datt op der Säit vun de Kumulreegelen an de „bonnes pratiques", d'Aspuerunge gräifen. D'Zuele mussen sech awer nach iwwert Zäit confirméieren.

ad 3. Déi uewe genannte Mesurë ginn zesummen an enger Nomenclaturescommissioun zeréckbehalen a bezeien sech op international Recommandatioune wéi se och am Ausland gëllen. Déi zoustänneg Institutioune stinn a reegelméissegem Kontakt mat de Laboratoiren. Op eventuell Erausfuerderunge kéint soumat schnell reagéiert ginn.

ad 4. Fir aner konventionéiert Prestatairen, viséiert vum Artikel 61 Alinea 2 Punkten 1) bis 3), 12) an 13) vum Code de la sécurité sociale („CSS") ass am Artikel 67 vum CSS virgesinn : „[...] Pour les lettres-clés visées à l'alinéa 2 de l'article 66, cette revalorisation ne saurait dépasser la variation du revenu moyen cotisable, déterminé à la valeur cent de l'indice pondéré du coût de la vie, des assurés actifs entre la quatrième et la deuxième année précédant l'exercice au cours de laquelle la nouvelle valeur s'applique. [...]." De jeeweilege Maximum vun esou enger Revalorisatioun vun der Valeur lettre-clé ass duerch den Artikel 67 Alinea 1 vum CSS festgeluecht. All Kéier, wou de jeeweilege Maximum net zeréckbehale gëtt an der Fixatioun vun der jeeweileger Valeur lettre-clé, dréit dëst indirekt derzou bäi, dass d'Steigerung vun den Depensë méi no kënnt zu der Evolutioun vun de Recetten. Dëst, well d'Valeur lettre-clé Follgendes duerstellt:🠉

De follgende Prestatairë gouf de Maximum vun der eventuell méiglecher Valeur lettre-clé an de leschten Tariff-Verhandlungen net accordéiert:

– Diététiciens,
– Infirmiers,
– Orthophonistes,
– Psychomotriciens,
– Sages-femmes,
– Soins palliatifs.

Duerch den Decalage, an deem d'Assuréë kënnen eng Prise en charge bei der Assurance maladie-maternité froen[5], ass et ze fréi, fir de Prozent vun der Reduktioun vun den Depensen, déi vun de jeeweilege Prestatairë generéiert ginn, fiabel ze chiffréieren.

Wat d'Revalorisatioun vun der Lettre-clé vun den Actes et services vun den Doktere fir d'Joer 2025 an 2026 ugeet, ass d'Mediatiounsprozedur, déi Ufank 2025 gestart gouf, am September 2025 gescheitert. Dofir gouf de Litige tëscht der CNS an der AMMD konform zu den Dispositioune vum CSS un de Conseil supérieur de la sécurité sociale weidergeleet. Dat selwecht ass och de Fall bei den Zänndokteren. Wat d'Revalorisatioun vun der Lettre-clé vun de Masseurs-kinésithérapeutes betrëfft fir d'Joer 2025 an 2026, war d'Mediatioun nach amgaangen zum Zäitpunkt vun der Redaktioun vun dëser Äntwert.

ad 5. De Code de la sécurité sociale gesäit vir, datt d'Finanzsituatioun vun der Assurance maladie-maternité am Kader vum Comité quadripartite nogekuckt gëtt. D'Thematik vun der „Feuille de route pour une trajectoire d'ajustement graduelle permettant de rétablir une situation financière saine et durable dans le chef de l'assurance maladie-maternité" war um Ordre du jour vum Comité quadripartite den 13. Oktober 2025 a gëtt zesumme mat de Beruffsorganisatiounen an den nächste Méint diskutéiert an ëmgesat.

[5] Den Artikel 84 Alinea 3 gesäit vir, dass d'Assurés ab dem Moment, wou si de Prestataire bezuelt hunn, zwee Joer Zäit hunn, fir eng Prise en charge bei der Assurance maladie ze froen.

Compétences linguistiques requises du personnel navigant commercial de Luxair | Question **2879** (16/09/2025) de **M. Jeff Engelen** | **Mme Alexandra Schoos** | **M. Fred Keup** (ADR)

Wéi een aus rezenten Offres d'emploi erausliese kann (Moovijob.comCabinCrew24Aeronews Global Jobs🠉), fuerdert eis national Fluchgesellschaft beim Rekrutéiere vu Bordpersonal keng detailléiert Lëtzebuergesch-Kenntnisser als Viraussetzung, mee just rudimentär Lëtzebuergesch-Kenntnisser als Pluspunkt: „Desired or to be acquired criteria: [...] Have a basic knowledge of Luxembourgish."

D'Haaptsprooche sinn Englesch, Franséisch an Däitsch. Dat féiert dann zwangsleefeg dozou, datt bei Flich vun eiser nationaler Fluchgesellschaft d'Bordpersonal oft guer kee Lëtzebuergesch kann, oder just op engem ganz schwaachen Niveau.

An deem Kontext hu mir follgend Froen un d'Regierung:

1. Lëtzebuergesch war fréier ëmmer e ganz wichtege Krittär bei eiser nationaler Fluchgesellschaft, an elo net méi: Firwat léisst d'Luxair als Lëtzebuerger national Fluchgesellschaft eis Nationalsprooch falen?

2. Wéi bewäert d'Regierung d'Entscheedung vun eiser nationaler Fluchgesellschaft, fir Lëtzebuergesch just nach als „Pluspunkt" beim Rekrutéiere vu Bordpersonal anzestufen? Gouf et dozou eng Consultatioun mam Staat als Haaptaktionär?

3. Leien der Regierung Zuele vir, déi beleeën, wéi vill Prozent vum Bordpersonal bei de Flich vun eiser nationaler Fluchgesellschaft Lëtzebuergesch als „Mammesprooch", bzw. als Haaptsprooch schwätzen? Wéi huet sech dëse Prozentsaz an de leschten zéng Joer entwéckelt? Wéi vill Leit, déi als Bordpersonal engagéiert sinn, kënnen iwwerhaapt nach Lëtzebuergesch?

4. Wéi soll séchergestallt ginn, dass lëtzebuergeschsproocheg Passagéier, virun allem déi eeler Leit an déi an engem Noutfall, sech weiderhin an hirer Sprooch verstännege kënnen, wann d'Bordpersonal dës Sprooch net oder just rudimentär beherrscht?

Réponse (17/10/2025) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Eric Thill,** Ministre de la Culture

ad 1. D'Luxair ass eng Lëtzebuerger Fluchgesellschaft, déi esouwuel an der Groussregioun, wéi och doriwwer eraus aktiv ass. D'Clientèle kënnt dohier net nëmmen aus Lëtzebuerg, mee och zu engem grousse Deel aus de Grenzregiounen a villen anere Länner, déi eng aner Landessprooch hunn. Fir Sécherheets- a Serviceinformatiounen un déi grouss Majoritéit vun de Passagéier kloer a séier weiderzeginn,

reflektéiert sech dës international Villsproochegkeet och an de Sproochkompetenze vum Kabinnepersonal.

Lëtzebuergesch ass a bleift e festen Deel vun der Kultur a vun der Identitéit vun der Luxair. Dowéinst kréien d'Membere vum Kabinnepersonal eng Basis-Ausbildung am Lëtzebuergeschen. Och ginn d'Annoncen an de Flich och ëmmer op Lëtzebuergesch gemaach.

ad 2. D'Gestioun vun der Luxair, enger privatrechtlecher Gesellschaft, ënnerläit hirer Direktioun. Dës muss de Recrutement esou organiséieren, dass déi Leit mat den néidege Kompetenzen agestallt ginn, fir d'Operatioune vum Betrib ze garantéieren.

Gutt Sproochkompetenz heescht méi wéi nëmme funktionell Kommunikatioun: als inklusiv Airline wëll d'Luxair all d'Passagéier respektéieren a géigesäiteg unerkennen. Et däerf net vergiess ginn, dass e grousen Deel vun de Passagéier aus de villen Destinatiounen, déi d'Luxair bedéngt, op Lëtzebuerg kënnt, fir Frënn a Famill ze besichen oder fir geschäftlech Zwecker. Dëst gëllt besonnesch fir Flich ewéi z. B. a Portugal, Italien, Spuenien, England, Senegal, Tunesien, Rumänien, Polen oder Cabo Verde. D'Luxair ass besonnesch frou, dass se op dëse Flich oft mammesproochlecht Kabinnepersonal asetze kann, wat et erlaabt, eng nach méi no a vertraut Clientserfarung ze bidden. Dozou zielt och d'Basis-Ausbildung am Lëtzebuergeschen.

ad 3. Der Regierung leie keng esou Donnéeë vir.

D'Luxair ass besonnesch houfreg, dass hiert Kabinnepersonal en aussergewéinlech breede Spektrum u Sproochen ofdeckt, dat däitlech iwwert d'Standardsprooche vun anere Fluchgesellschaften erausgeet, an och iwwer déi dräi Amtssproochen hei zu Lëtzebuerg. Dëst ass e staarkt Zeeche vun hirer Verwuerzelung an der Groussregioun an hirer staarker Clientsorientéierung.

ad 4. D'Sécherheet ass fir all Airline déi éischte Prioritéit, dofir mussen all déi noutwendeg Prozedure respektéiert ginn. Wéi an der Äntwert op d'Fro Nummer 2 beschriwwen, probéiert d'Luxair bei all Vol déi Sproochen ofzedecken, déi vun der Majoritéit vun de Passagéier verstane ginn. Doniewent sinn déi noutwendeg Prozeduren och duerch Piktogrammer op de Sécherheetsfichen am Fliger ofgebilt.

D'Luxair wäert och an Zukunft sécherstellen, dass d'Lëtzebuergescht als Deel vun hirer Mark an Identitéit eng Plaz behält, nieft anere Wäerter, déi d'Luxair vertrëtt. Dëst bedeit awer net, dass all d'Mataarbechter dës Sprooch fléissend schwätze mussen.

Licenciements et transferts de comptes réalisés par la banque ING | Question **2880** (16/09/2025) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

La banque ING a confirmé la suppression de 124 emplois au Luxembourg et la fermeture de jusqu'à 70.000 comptes de ses clients. Selon la banque, des accords auraient été trouvés assurant le transfert de ces comptes vers d'autres banques de la place financière. Cette décision soulève un certain nombre de questions.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Quelle est l'appréciation de Monsieur le Ministre de cette décision de la banque ING ?

2) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le transfert des comptes clients ING vers d'autres banques de la place est assuré ?

3) Dans quelles conditions et dans quels délais ce transfert va-t-il s'effectuer ?

4) Monsieur le Ministre entend-il mettre en œuvre sa proposition formulée récemment lors d'une table ronde d'imposer à une banque de la place financière une obligation d'ouverture de comptes ?

5) La décision de la banque ING ne risque-t-elle pas d'entacher la réputation de la place financière ?

Réponse (16/10/2025) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

ING Luxembourg a expliqué sa démarche dans un communiqué de presse du 16 septembre 2025 et a annoncé plus récemment avoir conclu un accord de référencement pour offrir à environ 4.500 clients Business Banking une alternative. Il n'appartient pas au ministre de s'immiscer dans la politique commerciale d'un établissement financier.

Concernant les consommateurs, les transferts de comptes devront s'effectuer dans le respect de la législation applicable et notamment la loi du 13 juin 2017 relative aux comptes de paiement. Rappelons dans ce contexte que la Commission de surveillance du secteur financier est compétente pour recevoir des réclamations des clients (personnes physiques et morales) concernant les professionnels soumis à sa surveillance : Réclamations de la clientèle – CSSF🠕.

En ce qui concerne le droit à un compte de paiement de base, il est régi pour les consommateurs par la loi du 13 juin 2017 précitée et plus particulièrement les articles 21 et suivants de cette loi. Pour les clients professionnels, le ministre s'est dit ouvert, pour autant que de besoin, à une solution analogue à celle applicable en France.

Aides aux entreprises | Question **2881** (17/09/2025) de **M. Franz Fayot** (LSAP)

Une récente enquête journalistique menée en France a mis en lumière le poids considérable des aides publiques aux entreprises, estimées à environ 270 milliards d'euros par an, et comprenant notamment des subventions directes, des crédits d'impôt, des exonérations de cotisations sociales ainsi que diverses niches fiscales. Ces aides, distribuées sans réelle conditionnalité, ont suscité un débat public sur leur transparence, leur efficacité économique et leur impact sur les finances publiques.

À l'heure où la soutenabilité budgétaire et la justice fiscale sont des enjeux centraux, il est nécessaire de disposer de données exhaustives et publiques sur les aides d'État et soutiens financiers consentis aux entreprises luxembourgeoises, toutes catégories confondues, qu'ils soient distribués par l'État central ou par d'autres entités publiques.

J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, ainsi que de Monsieur le Ministre des Finances :

1) Quel est le montant annuel global des aides, subventions, crédits d'impôt, exonérations ou allégements de cotisations sociales et autres avantages fiscaux et parafiscaux octroyés aux entreprises établies au Luxembourg ?

2) Comment ces montants sont ventilés par type de dispositif et par taille d'entreprise (microentreprises, PME, grandes entreprises, multinationales) ?

3) Comment ces montants sont ventilés par grands secteurs d'activité, en particulier l'industrie, l'artisanat et les secteurs financier et de la construction ?

4) Quelles mesures d'évaluation de l'efficacité économique et sociale de ces aides sont actuellement mises en œuvre, notamment en termes d'emplois créés, de recherche et d'innovation, et de respect d'objectifs sociaux et environnementaux ?

5) Quels sont les montants d'impôts et de cotisations sociales effectivement acquittés au Luxembourg par les entreprises bénéficiaires de ces aides sur les dix dernières années, de manière à pouvoir mettre en regard les soutiens publics reçus et leur contribution réelle aux recettes publiques ?

Réponse (17/10/2025) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

ad 1) à 3) Les rapports d'activités du Ministère de l'Économie fournissent annuellement des données relatives aux aides aux entreprises accordées par le Ministère de l'Économie, ainsi au cours de l'année 2024, 3.297 demandes d'aide d'État ont été avisées pour un montant total de 262,6 millions d'euros d'aides octroyées.

En outre, il est d'usage que le Ministère de l'Économie fasse tous les ans une conférence de presse pour faire le bilan des aides, celle dédiée au bilan des aides octroyées par le Ministère de l'Économie en 2024 a eu lieu le 2 juillet 2025. La présentation préparée à cette occasion peut être consultée en ligne[6].

De plus, conformément aux dispositions légales de transparence des aides, les aides aux entreprises individuelles communiquées conformément aux exigences européennes de transparence pour les aides d'État sont publiées sur le site Internet dédié de l'Union européenne.

Au niveau des impôts directs, il y a lieu de mentionner notamment la bonification d'impôt pour investissement (article 152bis L.I.R.) en tant que mécanisme d'aides aux entreprises. Le régime légal de cette bonification a été adapté à partir de l'année d'imposition 2024. La bonification dite « complémentaire » a été abolie et le champ d'application de la bonification dite « globale » a été étendu aux investissements et dépenses effectués par les entreprises luxembourgeoises dans le cadre de projets de transformation digitale ou de transition écologique et énergétique.

Vous trouvez ci-après un tableau🠕 résumant le montant total de bonification d'impôt pour investissement utilisé pour les dix dernières années d'imposition :

Les montants des années récentes indiqués dans le tableau ci-dessus changeront encore au fur et à mesure de l'avancement des impositions par les bureaux d'imposition.[7]

ad 4) Les mesures en place et mises en œuvre sont les mêmes que sous le Gouvernement précédent. Le traitement des aides et leur évaluation s'inscrivent dans la continuité de la politique économique de diversification et d'accompagnement des entreprises dans la double transition verte et digitale, menée par les gouvernements successifs du pays.

ad 5) La mise en relation demandée n'est pas disponible, compte tenu de la diversité de situations et la complexité des divers soutiens aux différentes entreprises.

Appel d'offres portant sur la construction et l'exploitation de nouvelles centrales photovoltaïques | Question **2882** (17/09/2025) de **Mme Claire Delcourt** | **M. Georges Engel** (LSAP)

Le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme avait lancé un deuxième appel d'offres

[6] https://gouvernement.lu/dam-assets/images-documents/actualites/2025/07/02-delles-bilan/documents/prsentation.pdf

[7] État d'imposition 09/2025 : 2020 : 99,97 % ; 2021 : 98,97 % ; 2022 : 93,68 % ; 2023 : 85,20 % ; 2024 : 25,36 %

portant sur la construction et l'exploitation de nouvelles centrales photovoltaïques au Grand-Duché de Luxembourg. Cet appel d'offres concernait exclusivement l'installation de centrales agrivoltaïques (« agri-PV »). L'objectif était de promouvoir un triple bénéfice : le développement de la production d'électricité renouvelable, le soutien à l'activité agricole ainsi que la préservation de la biodiversité et de la nature. Cet appel d'offres s'est terminé le 1er septembre 2025.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture :

– Combien d'entreprises ont répondu à cet appel d'offres ?

– Quels types de projets ont été soumis et quelle est la capacité de production photovoltaïque totale envisagée ?

– Dans l'hypothèse où seules quelques entreprises auraient répondu à cet appel d'offres, le Gouvernement envisage-t-il d'apporter des adaptations nécessaires afin de répondre aux objectifs visés ?

– Le cas échéant, quelles adaptations pourraient être prévues ?

Réponse (08/10/2025) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

La période d'instruction de cet appel d'offres « agri-PV » étant de deux mois, cette instruction ne sera clôturée que fin octobre/début novembre. La seule information qui peut être partagée actuellement est que 21 dossiers ont été remis avec une puissance totale de 73,3 MW. Comme les dossiers sont en cours d'analyse, aucune information supplémentaire, par exemple quant à l'éligibilité des projets remis, ne peut être divulguée.

Après l'instruction et la publication, le résultat sera bien entendu analysé en détail en fin d'année pour décider d'éventuelles suites à donner. Ceci sera fait également au vu des résultats des appels d'offres en cours portant sur des centrales photovoltaïques sur surfaces imperméables, ainsi que du progrès en matière de petites installations sur surfaces imperméables. Cette vue d'ensemble permettra de communiquer sur les suites en matière de mobilisation de surfaces pour l'installation de centrales photovoltaïques au Luxembourg.

Demande d'acheter des fournitures scolaires spécifiques | Question **2883** (17/09/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Eis gouf zougedroen, dass verschidden Enseignanten am Fondamental op hire Materiallëschte fir d'Kanner spezifesch Produite vu bestëmmten an deiere Marke fuerderen, obwuel et vun anere Marke quasi identesch Produite gëtt, déi däitlech manner oder souguer just e Brochdeel vum op der Lëscht gefuerderte Markeprodukt kaschten. Dës Praxis bréngt vill Familljen, déi finanziell manner gutt opgestallt sinn, an eng schwéier Situatioun, besonnesch wann et ëm méi Kanner an der Famill geet.

Wärend et verständlech ass, dass Enseignanten aus pädagogesche Grënn bestëmmte Standardfaarwen (zum Beispill blo, gréng, rout) bei Hefter oder Classeure virschreiwen, fir méi Iwwersiicht ze schafen, geet et bei der Fuerderung no spezifeschen, deiere Marken ëm eng aner Saach.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Ass dem Minister dës Problematik bekannt an huet de Ministère schonn entspriechend Reklamatioune kritt?

2. Gëtt et aktuell Richtlinnen oder Recommandatioune fir Enseignanten iwwert d'Zesummesetzung vu Materiallëschte fir ze vermeiden, dass spezifesch deier Markeprodukter gefuerdert ginn?

3. Wéi gedenkt de Minister ze garantéieren, dass d'Recht op Educatioun net duerch finanziell Barrièren ageschränkt gëtt an dass all Kanner, onofhängeg vum soziale Status vun hirer Famill, Zougang zu all néidegem Schoulmaterial hunn?

4. Plangt d'Regierung, fir déi nächst Rentrée eng Circulaire un d'Enseignantë bezüglech dem Schoulmaterial ze maachen an eventuell nei Mesuren anzeféieren, fir dës Problematik ze léisen?

Réponse (10/10/2025) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Am Kader vun der schoulescher Organisatioun gëtt et eng allgemeng Hierarchie. An dësem Zesummenhang kënne sech Elteren, déi sech Suergen an engem bestëmmte Beräich maachen, an éischter Instanz un den Titulaire de classe, dann un d'Schoulpresidentin oder de Schoulpresident an uschléissend un déi zoustänneg Regionaldirektioun wenden, falls sech kee Konsens um lokalen Niveau fënnt. Déi vum honorabelen Deputéierten ugeschwaten Thematik ëmfaasst eng Suerg, déi éischter punktuell ze si schéngt a sech am Prinzipp misst op lokalem Niveau léise loossen.

Am Kontext vum Kaf vum Schoulmaterial gëtt et Recommandatiounen, déi op Krittäre vun der Nohaltegkeet baséieren. Dës Krittären esouwéi d'Lëscht mam entspriechende Material goufe vun der SuperDrecksKëscht ausgeschafft a ginn am Kader vun der Rentrée op ënnerschiddlechen Niveaue kommunizéiert. D'SuperDrecksKëscht ass ausserdeem ee vun den offizielle Partner vu mengem Ministère, deen ënnert anerem Formatiounen iwwert den IFEN ubitt, an deenen d'Konzept vu Clever akafen och traitéiert gëtt.

D'Allocation de rentrée scolaire ass eng staatlech finanziell Ënnerstëtzung beim Kaf vu Schoulmaterial fir Kanner ab 6 Joer. Dës Allocatioun ass fir d'Kanner am Enseignement fondamental op 115 Euro d'Joer fixéiert. Dës Allocatioun gëtt all Joer automatesch vun der Zukunftskeess ausbezuelt an et muss heifir keng separat Demande gemaach ginn.

Renouvellement de la couche de roulement de la route nationale N15 entre Heiderscheidergrund et Buederscheid | Question **2884** (17/09/2025) de **M. André Bauler** (DP)

La couche de roulement de la route nationale N15 entre Heiderscheidergrund et Buederscheid est sensiblement dégradée. En effet, le tracé en question est parsemé de nids de poule, signalés par le truchement de panneaux installés récemment par l'Administration des ponts et chaussées. Il va donc de soi que l'état actuel de la route risque de mettre en péril la sécurité des usagers, en particulier durant la saison hivernale.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Madame la Ministre peut-elle informer sur la programmation d'éventuels travaux de renouvellement de la couche de roulement de ce tronçon de route ? Dans l'affirmative, dans quel laps de temps ces travaux pourraient-ils être mis en œuvre ?

2) Serait-il prévu de sécuriser dans un avenir proche la bifurcation à Buederscheid par un réaménagement adéquat ?

Réponse (14/10/2025) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

L'honorable Député s'enquiert sur la route N15.

ad 1) Un renouvellement de la couche de roulement sur le tronçon en question est prévu en 2026 dans le cadre de la campagne de raclage et de reprofilage sur le territoire de la Division de la voirie de Diekirch pour les années 2025-2026.

Afin de prolonger la durée de vie de ce tronçon jusqu'au démarrage dudit renouvellement, un enduisage ponctuel sera réalisé aux endroits jugés nécessaires. Cette intervention permettra d'éviter que les eaux de ruissellement ne pénètrent à travers la couche de roulement dégradée dans les soubassements de la chaussée, ce qui risquerait de provoquer des dégradations plus importantes en cas de gel.

ad 2) Un réaménagement du croisement entre la N12 et la N15 à Buederscheid est effectivement prévu.

Celui-ci prévoit la réalisation d'un passage souterrain permettant aux usagers*ères de traverser la route N15 en toute sécurité, notamment lors du service du ramassage scolaire en bus.

Cependant, des études doivent encore être menées afin d'évaluer le risque d'inondation lié au ruisseau Schlirbech.

La bifurcation sera par ailleurs sécurisée par l'aménagement de trottoirs, l'installation d'un arrêt de bus conforme aux normes en vigueur, ainsi que par le renouvellement de l'éclairage et la mise en place d'une signalisation adéquate.

Implémentation de l'intelligence artificielle à l'école | Question **2885** (17/09/2025) de **Mme Françoise Kemp** | **M. Ricardo Marques** (CSV)

Aus der Dageszeitung vum 15. September geet ervir, dass de Bildungsministère am neie Schouljoer e klore Schwéierpunkt op d'Kënschtlech Intelligenz (KI) setzt a gläichzäiteg virun engem „reelle Risiko vun enger geeschteger a kognitiver Veraarmung" bei jonke Leit warnt.

D'Regierung annoncéiert eng national Strategie mat Leitlinne fir den Asaz vu KI an der Schoul an en dräistufegen um Alter adaptéierte Kader: am Fondamental d'Chancen a Risike verstoen, am Ufank vum Secondaire Digitalwëssenschafte léieren, an an de méi héije Klasse geziilten Asaz vu KI am Léierprozess. Parallell dozou soll de KI-Kompass als sécheren Tool-Set fir Schoule ginn.

Dës Orientéierung knäppt u beim Plang „sécher.digital" an ënnersträicht, datt KI en Tool am Déngscht vum Mënsch bleiwe muss, awer mat Schutz virun onkontrolléierter Notzung an engem reflektéierten Ëmgang.

An deem Kontext wollte mir follgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Digitalisatioun an un den Här Educatiounsminister stellen:

1. Wéi gesäit de präzise Contenu an den Zäitplang fir d'national Strategie an d'Leitlinne fir KI an der Schoul aus?

2. Wéi gëtt d'Schoulpersonal op den didakteschen an techneschen Asaz vu KI virbereet a wéi eng KI-Tools gi momentan am meeschte vum Schoulpersonal genotzt?

3. Wéi gëtt garantéiert, datt KI-Uwendungen net zu neie Spläcken an de Klasse féieren (Zougang zu

Geräter/Internet/Support doheem) a wéi eng geziilte Moossname si fir sozial schwéier gestallte Kanner virgesinn?

4. Wéi ginn d'KI-Kompetenzen an de Programmer vum Fondamental a Secondaire konkreet verankert? Wéi gëtt déi betount Stäerkung vun de „mënschleche Kompetenzen" (kritescht Denken, Sprooch- a Schrëftkompetenz, Empathie) pedagogesch ofgeséchert?

5. Wat genee versteet de Ministère ënner der ugeschwater „geeschteger a kognitiver Veraarmung" a wéi eng konkreet Initiativen (z. B. Liese- a Schreifcampagnen, Reflexiounsdidaktik) ginn op Schoulniveau ëmgesat fir deem entgéintzewierken?

Réponse (20/10/2025) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Déi national Strategie fir den Ëmgang mat Kënschtlecher Intelligenz (KI) an der Schoul, zesumme mat der Plattform ki-kompass.lu, gouf de 6. Oktober 2025 der Press an de 7. Oktober 2025 an der zoustänneger Chamberkommissioun virgestallt. Dës Strategie weist, wéi KI verantwortungsvoll an de Schoulsystem integréiert ka ginn, fir eng qualitativ héichwäerteg a gerecht Bildungslandschaft ze garantéieren.

De Fokus läit net op der Technologie selwer, mee op hirem pedagogesche Wäert: KI gëtt do agesat, wou se d'Qualitéit vum Léieren a vum Enseignement stäerke kann, an hëlleft dobäi, all Kand esou gutt wéi méiglech a senger Entwécklung ze ënnerstëtzen. Si gëtt als „Co-Agent" verstanen, deen dat mënschlecht Denken, d'Kreativitéit an d'Verantwortung ergänzt, awer net ersetzt. D'Schoul bleift e mënschleche Raum, wou d'Léieren, den Austausch an d'Zesummeliewen am Mëttelpunkt stinn a wou d'KI geziilt a mat Verantwortung agesat gëtt.

Inhaltlech ëmfaasst d'Strategie eng gemeinsam Definitioun vu KI, eng Analys vun de Chancen a Risiken, e Stufemodell fir d'Léieren ouni, iwwer a mat KI souwéi Grondsätz zu Transparenz, Dateschutz an Evaluatioun.

D'Aarbechten un der Strategie lafen zanter dem Summer 2025 a ginn an en oppene Prozess agebett. Bis Enn November 2025 gëtt d'Strategie am Kader vun der Initiativ Bildung am Dialog mat de Partner aus dem Educatiounssecteur diskutéiert. Op Basis vun dësem Austausch gëtt de Strategiepabeier iwwerschafft, an d'Presentatioun vun der definitiver Versioun ass fir Enn Januar 2026 virgesinn, dëst am Kader vun enger nationaler KI-Konferenz fir Enseignanten an Direktiounen. Parallell dozou gi weiderhin national an europäesch Pilotprojeten ëmgesat, Formatiounen a Communities of Practice opgebaut, an iwwer d'Plattform ki-kompass.lu gëtt kontinuéierlech Feedback vum Terrain gesammelt, fir de KI-Kompass zesumme mat de Schoule weiderzeentwéckelen.

De Succès vun dëser Strategie gëtt net doru gemooss, wéi performant d'Maschinne sinn, mee dorun, wéi gutt d'Schülerinnen an d'Schüler op eng Gesellschaft virbereet ginn, déi och, mee net nëmmen, vun der KI gepräägt ass.

ad 2. D'Ëmsetzung vum Asaz vu KI am Educatiounsberäich geschitt an zwou Etappen. An enger éischter Phas ginn d'KI-gestëtzten Tools ausschliisslech vun den Enseignanten agesat – zum Beispill fir d'Vir- an d'Nobeaarbechtung vum Unterrecht oder fir d'Erstelle vun differenzéierten a kompetenzorientéierte Léiermaterialien. An enger zweeter Phas kënnen d'Schüler ausgewielten Tools an engem kloer definéierten a pedagogesch begleetene Kader notzen, deen hirem Alter an hirem Léierniveau ugepasst ass.

Fir d'Enseignanten op den didakteschen an techneschen Asaz vu KI virzebereeden, ginn aktuell eng ganz Rei vu Formatiounen ugebueden: Iwwer 80 Formatioune stinn am Katalog vum IFEN, dee permanent ausgebaut gëtt, souwéi thematesch Communities of Practice, déi den Austausch ënnert Enseignanten erméiglechen. Op Ufro vun de Schoule kënnen och spezifesch Begleedungsformater ugebuede ginn. D'Zil ass et, e reflektéierten a verantwortungsvollen Ëmgang mat KI am Unterrecht ze entwéckelen an d'pedagogesch Potenzialer vun dësen Technologien am Sënn vum Léiere mat, iwwer an och ouni KI ze notzen.

Am Moment ginn haaptsächlech d'Plattforme Fobizz an Teachino vum Schoulpersonal benotzt, virun allem fir d'Virbereedung an d'Personaliséierung vum Unterrecht (Phas 1), awer och – an enger zweeter Etapp – fir d'Notzung duerch d'Schüler. Zousätzlech gëtt Vittascience agesat, fir déi technesch Grondlagen an d'Funktiounsweis vu KI ze vermëttelen, also am Kader vum Léieren iwwer KI.

D'Interesse vum Schoulpersonal un dëse Formatioune wéi och un de Praxisbeispiller ass héich, an de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) schafft zesumme mat de Partner dorunner, d'Offer un Ënnerstëtzung a Formatioun nach weider auszebauen.

ad 3. Fir ze verhënneren, datt den Asaz vu KI zu neie Spläcken an de Klasse féiert, steet d'Inklusioun am Zentrum vun der nationaler Strategie. KI huet d'Potenzial, d'Léierënnerstëtzung ze demokratiséieren an individuell Färderung ze erliichteren – dat geléngt awer just, wann eng zouverlässeg technesch Infrastruktur mat staarken digitalen a pedagogesche Kompetenzen Hand an Hand geet.

D'technesch Ausrüstung vun de Schoule wéi och d'Internet-Ubannung sinn haut flächendeckend assuréiert. Am Enseignement secondaire suerge Programmer wéi iShare, iClass a MyDevice fir eng adequat Versuergung mat iPads, wärend an der Grondschoul den Equipement vun de Gemengen organiséiert gëtt. Gläichzäiteg bleift de Schwéierpunkt am Grondschoulalter op dem Léieren „unplugged", also op Aktivitéiten ouni Bildschiermer, wou déi sozial Interaktioun a konkreet Erfarung am Mëttelpunkt stinn.

De Grondprinzipp bleift, datt KI Chancëgläichheet stäerke soll an net zu neien Ongerechtegkeete féieren däerf. Well doheem net all Kanner iwwer déi selwecht technesch oder familiär Ënnerstëtzung verfügen, ginn Aufgaben a Léiersituatiounen am Prinzipp esou geplangt, datt keen digitalen Apparat oder Internetzougang virausgesat gëtt an Aktivitéiten och analog oder offline kënnen duerchgefouert ginn. Bei der Auswiel vun de genotzten Tools gëtt systematesch op Barrièrefräiheet an op d'Prinzippie vum Universal Design for Learning geuecht.

An de Formatioune fir Enseignanten an Educateure ginn Theemen ewéi Bias a Fairness bei KI-Systemer, Dateschutz a responsabel Notzung behandelt. Dëst soll sécherstellen, datt Aufgaben, Evaluatiounen a Feedbackprozesser inklusiv, transparent a fair bleiwen.

D'Theema KI an Inklusioun ass ee vun de prioritäre Schwéierpunkte vun de weidere strateegeschen Aarbechten. De SCRIPT schafft an deem Kontext an der Interactive Classroom Working Group vum European Schoolnet mat a bedeelegt sech aktiv um europäesche Projet Inclusion in an increasingly diverse and technology-driven society. Dës Zesummenaarbecht erméiglecht en Austausch mat anere Länner doriwwer, wéi digital Technologië geziilt agesat kënne ginn, fir inklusiv Léierëmfelder ze schafen an d'Deelhuele vu sämtlechen Apprenanten, besonnesch vu sozial benodeelegte Kanner a Jugendlechen, ze stäerken. D'Erkenntnisser aus dësem Projet fléissen direkt an d'Richtlinnen, d'Formatiounsoffer an d'Begleedungsmoossnamen zeréck, sou datt d'Schoul och an der Zäit vun der KI hir kompensatoresch a gesellschaftlech Roll konsequent erfëllt.

ad 4. Am Enseignement fondamental sinn d'Theemen Daten a KI transversal an d'Domaines de développement et d'apprentissage verankert. Dat ëmfaasst geziilt Léieraktivitéiten, déi e Basisversteesdemech vun Daten, Musteren an Algorithme vermëttelen. Zanter 2021 ass d'Konzept vum Computational Thinking fest am Cycle 4 an der Mathé verankert; an de Cyclen 1–3 gëtt et transversal, also integréiert a verschiddene Léiersituatiounen, vermëttelt. Eng aktiv Notzung vu KI-Applikatiounen duerch d'Schüler ass an dëser Phas net virgesinn. De Fokus läit op dem Opbau an der Festegung vu Grondkompetenzen – besonnesch am Liesen, Schreiwen an der Sproochentwécklung, am logeschen a mathemateschen Denke souwéi an der sozialer Interaktioun.

Am Enseignement secondaire ass d'KI als ee vun de sechs zentrale Schwéierpunkten am Fach Digital Sciences vun de Classes inférieures verankert. Parallell dozou schaffe Programmkommissiounen dorunner, KI- an Datekompetenze schrëttweis och an aner Fächer ze integréieren – am Aklang mat de strateegeschen Orientatiounen aus dem nationale KI-Kader.

D'Stäerkung vun de sougenannte „mënschleche Kompetenzen" – dorënner kritescht Denken, Sprooch- a Schreifkompetenz souwéi Empathie an Zesummenaarbecht – gëtt pedagogesch ofgeséchert duerch eng bewosst Färderung vun analogen, kollaborativen a reflexive Léierformen. Dës Kompetenze bilden d'Basis, fir KI reflektéiert, kreativ a verantwortungsvoll notzen ze kënnen.

D'didaktescht Leitmotiv Léieren ouni, iwwer a mat KI garantéiert, datt technologesch Léierprozesser konsequent an e pedagogescht a mënschlecht Gesamtkonzept agebett bleiwen – wou net d'Maschinn, mee de Mënsch am Mëttelpunkt steet.

ad 5. De Begrëff „geeschteg a kognitiv Veraarmung" beschreift e potentiellt Resultat vun enger systematescher „kognitiver Auslagerung" vun Aufgaben. Domat ass déi geféierlech Tendenz gemengt, Denkprozesser wéi Analys, Problemléisung oder Entscheedungsfannung ëmmer méi onreflektéiert u KI-Systemer ze delegéieren. Op Dauer kéint dat dozou féieren, datt zentral mënschlech Fäegkeeten – dorënner kritescht Denken, Argumentatioun an Urteelsfäegkeet – net méi genuch gefërdert ginn.

Fir dëser Entwécklung entgéintzewierken, verfollegt de MENJE eng pedagogesch an eethesch fundéiert Gesamtstrategie, déi op der Stäerkung vu mënschleche Basiskompetenze berout. Am Mëttelpunkt steet dobäi de Prinzipp, datt KI Denkprozesser ënnerstëtzt, awer net ersetzt.

Dës Strategie setzt op eng Pedagogik, déi Basiskompetenze konsequent stäerkt an den Asaz vu KI als Co-Agent versteet, deen de Léierprozess begleet a beräichert, ouni en ze iwwerhuelen. Konkreet gëtt dës Approche ëmgesat duerch d'Färderung vu kritesche a kreativen Denkprozesser an allen Domainen an duerch d'Weiderbildung vum Schoulpersonal, dat am IFEN-Katalog eng breet Offer u Formatioune fir e reflektéierten a verantwortungsvolle KI-Asaz fënnt. Parallell dozou gi pedagogesch Konzepter weiderentwéckelt, déi Selbststännegkeet, Verantwortungsgefill a Reflexiounsfäegkeet vun de Schüler an de Mëttelpunkt stellen.

Dës Moossname gi laangfristeg an d'Léierpläng, d'Formatioun vun den Enseignanten an d'schoulesch

Entwécklungsaarbecht integréiert fir sécherzestellen, datt KI am Déngscht vun der Bildung bleift – an net ëmgedréint.

Visite du Premier ministre à Lisbonne | Question **2887** (17/09/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Op der offizieller Facebook-Säit vun der Regierung gouf den 8. September ee Bäitrag erstallt, an deem iwwert dem Premierminister seng privat Visitt a Portugal informéiert gouf. Wann et eng reng privat Visitt war, dann dierft et sech konsequent net ëm eng ëffentlech Missioun handelen. Et stellt sech dann och d'Fro, firwat déi offiziell Säit vun der Regierung iwwert déi privat Aktivitéite vu Regierungsmembere bericht.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister dës Froe stellen:

1. A wéi engem Kader huet d'Visitt den 8. September stattfonnt – privat oder an ëffentlecher Missioun? Falls zum Deel an ëffentlecher Missioun: wéi eng Käschte goufe vum Staat bezuelt?

2. Wéi eng Richtlinne gëlle fir d'Regierungsmembere fir d'Notzung vu staatlechen Déngschter a Kommunikatiounen, wa si privat am Ausland ënnerwee sinn?

3. Gesäit d'Regierung een Interessekonflikt, wann offiziell Kommunikatiounskanäl – bezuelt mat Steiergelder – fir d'Promotioun vu privaten Aktivitéite vu Regierungsmembere genotzt ginn?

4. Wäert d'Regierung den Eethikcomité ëm een Avis zu dësem Fall befroen? Falls nee, firwat net?

Réponse (26/09/2025) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre

ad 1. De Premierminister war op Lissabon fir eng Hochzäit. D'Rees war deemno privater Natur an de Premierminister huet all d'Reeskäschte vun sech a senger Fra privat bezuelt.

D'Funktioun vum Premierminister ass vun Natur aus eng, déi ronderëm d'Auer all Dag an der Woch muss wouergeholl ginn. Deementspriechend kann et och virkommen, dass wärend engem privaten Deplacement och spezifesch Momenter en offizielle Charakter hunn.

Am Kader vun dëser Rees, sinn de Premierminister a seng Fra och vum portugisesche Premierminister a senger Fra empfaange ginn. Do dernieft war et dem Premierminister wichteg, nom trageschen Accident zu Lissabon, den Affer, hire Familljen a Portugal säi Respekt a Matgefill auszedrécken an déi déif a fréndschaftlech Relatiounen tëscht dem Lëtzebuerger a portugisesche Vollek ze ënnersträichen.

Dës Momenter huet de Premierminister a senger Funktioun als Premierminister wouergeholl a kënnen deementspriechend net als privat qualifizéiert ginn. Aus dëse Grënn huet de SIP iwwert dëse spezifesche Moment kommunizéiert, mee net iwwert dem Premierminister seng Rees als solch.

ad 2. Mat Ausnam vu Sécherheetsleit a spezifesche Situatiounen, kann e Minister ëffentlech Déngschter nëmmen am Kader vu sengen offiziellen Aktivitéiten an Usproch huelen.

ad 3. Vu d'Äntwert op d'Fro 1, huet d'Fro 3 kee Bestand. Et gouf keng Promotioun vu privaten Aktivitéiten.

ad 4. Opgrond vun de viregten Äntwerte besteet keng Basis, fir den Eethikrot ëm en Avis ze froen.

Traitement des données de mobilité | Question **2888** (17/09/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Mam Gesetz vum 24. Juli 2025 relative au traitement des données de mobilité gouf ee gesetzleche Kader geschaf, fir massiv Daten zur Mobilitéit am Land kënnen ze erhiewen. Wéi virgule.lu an engem Artikel vum 5. Februar 2025 richteg schreift:

„L'observatoire digital de la mobilité, en recueillant les données numériques disponibles, pourrait s'avérer un atout pour résoudre la crise de la mobilité. Mais aussi un risque pour la protection des données personnelles."

D'Donnéeë vu ville Passagéier a Verkéiersdeelhueler wäerten an enger Datebank gespäichert ginn an dës Donnéeë musse gutt geschützt virun Ugrëff an technesche Faillë sinn. D'Mobilitéitsminister ass dem Gesetz no responsabel fir den Traitement vun der Datebank.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi eng Verwaltunge beim Staat këmmeren sech ëm d'Gestioun vun der Datebank?

2. Wéi eng net staatlech Entwéckler an Organisatiounen hunn een Zougank zu der Datebank oder den Donnéeën an der Datebank?

3. Wéi eng Servere gi fir d'Datebank genotzt a wou befannen sech dës Serveren?

Réponse (16/10/2025) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Digitalisation

Den honorabelen Deputéierte stellt Froe wat den Traitement vun Donnéeë vu Passagéier*innen a Verkéiersdeelhueler*innen ubelaangt.

ad 1. Den „Observatoire digital de la mobilité" (OdM), eng Cellule am Service DGIII.1 „Planification de la mobilité" vum Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten (MMTP), geréiert d'Inhalter vun der Datebank; den Zenter fir Informatiounstechnologië vum Staat (CTIE) verwalt a beherbergt d'Serveren op deenen se leeft. De Luxembourg National Data Service (LNDS) huet den technesche Support wärend der Entwécklung geleescht.

ad 2. D'Dateplattform vum OdM ass e vollstännegen interne Projet vum CTIE an MMTP. Fir de Fall, dass direkten, externe Support noutwendeg géif ginn, existéiere parallell zur eigentlecher Dateplattform Test-Environnementer. Si si komplett isoléiert vun de realen Daten, mä bidde soss genee déi selwecht Bedéngungen, wéi se herno an der Produktioun virkommen. Genau op sou engem Environnement huet den LNDS eng Virversioun vun der Plattform (ouni real Daten dran) op d'Robustesse getest. Zu kengem Moment haten oder hunn extern, net staatlech Entwéckler Accès op d'Plattform oder hir Daten.

ad 3. D'Dateplattform vum OdM leeft vollstänneg an der „GovCloud", op securiséierte Serveren an de Rechenzentere vum CTIE, zu Lëtzebuerg.

Position du Gouvernement quant à d'éventuelles sanctions à l'encontre d'Israël dans le contexte des violations du droit international à Gaza | Question **2889** (17/09/2025) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Lors de la réunion de la Commission des Affaires étrangères du 15 septembre 2025, Monsieur le Ministre des Affaires étrangères a déclaré que le Luxembourg était disposé à reconnaître l'État de Palestine. En réponse aux questions de plusieurs député·e·s relatives à l'éventualité de sanctions nationales contre le Gouvernement israélien, il a indiqué que ses équipes analysaient actuellement cette possibilité. Une déclaration qui fait écho à celle déjà formulée par Monsieur le Ministre lors de la discussion publique autour de la pétition n° 3231 du 2 juillet dernier.

Or, dans une interview publiée le 17 septembre, Monsieur le Premier ministre a affirmé son soutien de principe à des sanctions au niveau européen, tout en insistant sur la nécessité d'une approche coordonnée au sein de l'Union. Il a souligné que toute action décidée ne devrait pas viser Israël en tant que pays, mais bien la politique actuelle de son Gouvernement.

Compte tenu des divergences apparentes entre les déclarations des deux membres du Gouvernement, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

1) Le Gouvernement entend-il mettre en place un cadre national relatif à de potentielles sanctions contre la politique du Gouvernement israélien, indépendamment d'une décision européenne concertée ?

2) Quelles formes de sanctions sont actuellement à l'étude ? S'agit-il uniquement de sanctions individuelles contre des personnes impliquées dans des violations du droit international, ou bien le Gouvernement considère-t-il également d'autres mesures telles que la suspension de programmes bilatéraux, la remise en question de certaines dispositions de l'accord d'association UE-Israël, voire une réévaluation du bureau LTIO à Tel Aviv, et dans l'affirmative, lesquelles ?

3) Le Gouvernement a-t-il défini des critères politiques ou juridiques qui guideraient la mise en œuvre éventuelle de telles sanctions au niveau national ?

Réponse (13/10/2025) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Luc Frieden,** Premier ministre

ad1) Le Gouvernement évalue actuellement l'ensemble des options à sa disposition pour apporter une réponse adaptée à la situation au Moyen Orient, y compris, le cas échéant, des mesures restrictives au Luxembourg, dans le plein respect du cadre juridique international, européen et national.

ad 2) Comme retenu dans le débat public autour de la pétition n° 3231 du 2 juillet 2025, le ministre tiendra la Chambre des Députés informée des possibilités et des mesures que le Gouvernement se propose de prendre.

ad 3) Les mesures adoptées au Luxembourg doivent respecter le principe de proportionnalité et demeurer conformes au droit européen et au droit national.

Agressions envers les forces de l'ordre | Question **2890** (17/09/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Wa Polizisten:innen aggresséiert oder beleidegt gi sinn, kënne si am Dossier eng Remarque heizou maachen. Si sinn an esou Fäll dann och obligéiert, fir eng Plainte géint déi Persoun ze maachen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi vill Plaintë goufen an de leschte 5 Joer no Aggressiounen oder Beleidegunge vu Polizisten:innen agereecht, opgeschlësselt no Kommissariat?

2. Wéinst wat fir enger Aart vun Aggressioun oder Beleidegunge goufen dës Plaintë gemaach? Kann de Minister eng detailléiert Opléschtung no Kategorie ginn (zum Beispill physesch Aggressioun, verbal Beleidegung asw.)?

3. A wéi ville Fäll haten dës Plainten eng Suite? Wat fir eng Suitte waren dat konkreet?

4. Gëtt et eng statistesch Evolutioun iwwer dës Period ze observéieren?

Réponse (16/10/2025) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

Am Koalitiounsaccord steet, dass penal Prozeduren am Fall vum „outrage à agent" sollen evaluéiert a méiglecherweis ausgeweit ginn („Quant à l'outrage à agent, les procédures pénales seront évaluées et éventuellement étendues.").

Ufank des Joers huet den Innenminister d'IGP mat enger Etude zum Theema „phénomènes de la rébellion, des outrages et des violences et du refus d'obtempérer à l'encontre des membres de la Police grand-ducale" beoptraagt.

All Aggressioun géint Polizisten, a besonnesch Gewaltdoten, sinn inakzeptabel an dierfen net toleréiert ginn. Dofir gesäit de Koalitiounsaccord des Weideren och vir, dass penal Prozeduren am Fall vun „outrage à agent" solle verschäerft ginn.

ad 1. Am Tableau 1 heidrënner steet d'Unzuel u Procès-verbaux, déi wéinst „outrage à agent" opgestallt goufen, dëst opgeschlësselt no Kommissariat.

Am Tableau 2 steet d'Unzuel vu Procès-verbaux, déi wéinst „rébellion" opgestallt goufen, och dëst opgeschlësselt no Kommissariat.

Dozou ass ze bemierken, dass d'Kommissariat, wat de Fait zu Protokoll bréngt, net onbedéngt mam Lieu de l'infraction iwwerteneestëmmt. Déi Procès-verbaux ginn aus Neutralitéitsgrënn vun engem anere Kommissariat erstallt wéi dat, wou de betraffene Beamte schafft.

ad 2. Et ass net méiglech, zu all deenen Affären déi genee Ëmstänn ze definéieren, well dëst prozedural net relevant ass an dofir statistesch net differenzéiert gëtt. Bei Rebelliounen ass jo souwisou ëmmer eng physesch Aggressioun virausgesat, verbal Beleidegungen asw. sinn „outrages".

ad 3. D'Zuele vun de Justizautoritéiten an deenen dräi Tabellen heidrënner ënnerscheeden tëschent den:

– Zuele vun den neien Affären,
– Zuele vun den Affären, déi poursuivéiert goufen, an
– Zuele vun de Persounen (net Affären), déi no engem definitive Geriichtsurteel am Casier judiciaire agedroe goufen.

Wat d'Interpretatioun an d'Analys vun dësen Zuele betrëfft, ginn d'Justizautoritéiten dës zousätzlech wichteg Erklärungen:

– Éischtens kann net mat Sécherheet gesot ginn, datt all déi erfaassten Affäre just ausschliisslech Aggressioune géint Policebeamte betreffen. Déi erfaassten Affäre bezéien sech op déi genannten Artikelen aus dem Code pénal bzw. dem Code de la route.
– Zweetens mussen d'Tabellen onofhängeg vuneneen interpretéiert ginn. Eng Affär, déi beispillsweis am Joer 2023 registréiert gouf, ass net onbedéngt déi selwecht, déi am nämmlechte Joer poursuivéiert oder ofgeschloss gouf. Verschidde Fäll ginn eréischt am Joer duerno poursuivéiert, an d'Aschreiwung am Casier judiciaire fënnt eréischt statt, wann d'Urteel definitiv ass.
– Drëttens zielt de Casier judiciaire net d'Affären, mee d'Persounen, déi verurteelt goufen. Dëst kann dozou féieren, datt d'Zuelen aus dem Casier judiciaire an déi aus dem JU-CHA-System net iwwerteneestëmmen.

ad 4. Laut dem Rapport d'activité vun der Police vun 2024 ass den Taux vu Rebelliounen am Joer 2024 ëm 11 % an d'Luucht gaange par rapport zum Joer virdrun. Bei de Beleidegungen ass et ee Réckgang vun 3 %.

A senger Ried zum Patronatsfest, dem Méchelsdag vum 29. September, ass de Generaldirekter vun der Police op d'Erhéijung vun der Gewalt an eiser Gesellschaft agaangen. Am 1. Semester 2025 sinn ongeféier 35 % méi Fäll vu Rebellioun festgestallt ginn, am Verglach mam selwechten Zäitraum d'leschtJoer.

Den Inneminister waart aktuell d'Conclusioune vun der Etude vun der IGP of, fir da gemeinsam iwwer d'Noutwendegkeet vun zousätzlechen oder besser adaptéierte Moossnamen ze beroden.

Normes automobiles | Question **2891** (18/09/2025) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

An der parlamentarescher Fro Nummer 7602 vum fréieren Deputéierten Här Fernand Kartheiser, souwéi menge parlamentaresche Froen Nummer 0128 an Nummer 0579 goufen eng Rei Normen, déi aktuell scho fir an der EU nei zougeloossen Autoe gëlle respektiv an noer Zukunft agefouert ginn, thematiséiert. Dës Norme bezéien sech zum Deel op d'Virgabe fir d'Sécherheetselektronik, zum Deel op de Verbrauch. Vun 2035 un dierfen nom aktuelle Stand dann och guer keng Autoe méi mat Verbrennungsmotor an der EU nei zougelooss ginn.

Am Handelsofkommes tëschent der EU an de Vereenegte Staate vun Amerika, dat den 21. August an englescher Sprooch publizéiert gouf, heescht et am Artikel aacht awer, datt d'EU an d'Vereenegt Staaten drophi schaffen, hir Standarden am Autobau géigesäiteg unzeerkennen. En Auto, deen no amerikaneschen Norme gebaut ass, misst deementspriechend ouni weider technesch Adaptatioun importéiert an immatrikuléiert kënne ginn.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi interpretéiert d'Regierung den entspriechende Passage am Artikel aacht: „With respect to automobiles, the United States and the European Union intend to accept and provide mutual recognition to each other's standards" am Hibléck op déi an der EU virgeschriwwen Norme vun der Sécherheetselektronik esouwéi dem Verbrauch? Kéinten deementspriechend weiderhi Gefierer nei immatrikuléiert ginn, déi deenen an deene verschiddene parlamentaresche Froen thematiséierten Normen net entspriechen?

2. Wéi interpretéiert d'Regierung deen zitéierte Passage am Hibléck op d'Zouloossungsverbuet fir Autoe mat Verbrennungsmotor? Kéinten amerikanesch Autoe mat Verbrennungsmotor méiglecherweis och iwwer 2035 eraus an der EU nei immatrikuléiert ginn?

3. A wéi engem Delai gedenkt d'Regierung, déi national Acteuren (Händler, Verbänn, Autoritéiten asw.) iwwert d'Konsequenze vun deem Passage souwéi méiglech legislativ Upassungen ze informéieren, fir Rechtssécherheet ze garantéieren?

Réponse (16/10/2025) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. D'Formulatioun aus dem Handelsofkommes iwwert d'géigesäiteg Unerkennung vu Standarden am Autobau soll net als automatesch Unerkennung vun techneschen Normen interpretéiert ginn. Si weist éischter op eng gewënscht Zesummenaarbecht hin, déi sech op Prozeduren zur Konformitéitsbewäertung bezéie kéint, wéi z. B. Tester oder Zertifizéierungen. Dëst bedeit awer net, datt technesch oder gesetzlech Ufuerderungen domat direkt unerkannt ginn.

Dësen Aspekt ass besonnesch wichteg, well d'USA an d'EU ganz ënnerschiddlech Approchen an der Reguléierung vun der Autosécherheet a vum Ëmweltschutz verfollegen.

An den USA ass de System op Selbst-Zertifizéierung opgebaut; d'Hiersteller droe selwer d'Verantwortung fir d'Konformitéit vun hire Produiten, an d'Kontroll geschitt haaptsächlech no der Zouloossung, duerch zoufälleg Tester.

Am Géigesaz dozou huet d'EU en zentraliséierte System vun Typ-Homologatioun. Hei gëtt d'Konformitéit vun engem Gefier vun engem Memberstaat getest, an dës Unerkennung gëllt fir all EU-Länner. Dëst garantéiert eng präventiv Sécherheetsstrategie an eng harmoniséiert Reguléierung.

Geméiss der EU-Gesetzgeebung, besonnesch dem Reglement (EU) 2018/858, muss all neit Gefier eng EU-konform Homologatioun hunn. Zënter Juli 2024 sinn zousätzlech Sécherheetsfeatures duerch d'General Safety Regulation II (GSR II) obligatoresch ginn.

Um Niveau vun den Emissiounen hunn d'EU an d'USA béid hir Virgaben am leschte Joerzéngt verschäerft. Allerdéngs läit de Fokus an den USA méi op Stéckstoffoxider woubäi eenzel Staaten (z. B. Kalifornien) allerdéngs oft méi héich Standarden imposéiere wéi Agencen, déi op federalem Niveau agéieren (EPA oder NHTSA). An Europa konzentréieren sech dogéint d'Efforte méi op déi Vermeidung vun CO_2-Emissiounen esouwéi neierdéngs och op d'Reduzéierung vu Feinstaub (deen z. B. duerch Abrib vu Bremsen oder Pneue generéiert gëtt).

Zu Lëtzebuerg gëllen dës europäesch Normen natierlech och, all neit Gefier muss den EU-Virgaben entspriechen. D'SNCA iwwerwaacht strikt d'Konformitéit vun de Gefierer, déi sollen zu Lëtzebuerg immatrikuléiert ginn. Ausnamen, z. B. fir Oldtimer oder eenzel Gefierer, sinn zwar méiglech, mee nëmmen ënner ganz spezifesche Konditiounen a mat enger detailléierter technescher Evaluatioun.

ad 2. D'Deklaratioun enthält keng legal Basis fir d'Zouloossung vun amerikaneschen oder anere Gefierer mat thermesche Motoren no dem genannten Datum. Si bezitt sech net op technesch Normen oder Emissiounsgrenzen, mee op eng kooperativ Unerkennung vu Prozeduren.

D'EU-Gesetzgeebung bleift verbindlech: All neit Gefier muss emissiounsfräi sinn, ausser et fält ënner eng kloer definéiert Ausnamereegelung.

ad 3. Soubal dësen Dossier an den europäeschen Institutioune behandelt gëtt, fir eventuell legislativ Upassungen ze maachen, ginn all national Acteuren, dorënner Automobillhändler, Importateuren, Verbänn, technesch Servicer an zoustänneg Autoritéiten, fristgerecht an transparent informéiert.

Bilan des radars | Question **2892** (18/09/2025) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

A menger parlamentarescher Fro Nummer 2719 hat ech d'Regierung ënner anerem dat hei gefrot: „Kann d'Madamm Minister eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, wéi vill Protokoller jeeweils 2023 an 2024 fir Vitessverstéiss ausgestallt goufen, déi tëschent engem a fënnef Stonnekilomeeter louchen a präziséieren, wéi vill der jeeweils duerch en eenzele fixe Radar, a wéi vill duerch Streckeradaren erfaasst goufen?" D'Regierung huet mir doropshin dat hei geäntwert: „De Logiciel vun der Police erlaabt et

net, déi gefrote Recherche ze maachen." D'Regierung befënnt sech hei awer offenbar an enger Kontradiktioun, schliisslech konnt an der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 7484 op d'mannst nach en Deel vun deenen Zuele genannt ginn.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär nach eng Kéier dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, wéi vill Protokoller jeeweils 2023 an 2024 fir Vitessverstéiss ausgestallt goufen, déi tëschent engem a fënnef Stonnekilomeeter louchen a preziséieren, wéi vill der jeeweils duerch en eenzele fixe Radar, a wéi vill duerch Streckeradaren erfaasst goufen? Falls eenzel Aspekter vun där Fro net kënne beäntwert ginn, kann d'Regierung dës dann exemplaresch preziséieren?

2. Falls der Regierung keng vun deene gefroten Donnéeë méi zur Verfügung stinn, kann d'Regierung motivéieren, firwat de Logiciel vun der Police entspriechend reduzéiert gouf an déi Donnéeën elo an hirer Gesamtheet als irrelevant fir d'Verkéiersfuerschung agestuuft ginn?

Réponse (09/10/2025) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

Esou wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2719 geschriwwe gouf, ass et der Police net méiglech, déi gefrote Recherche zu Protokoller fir Vitessverstéiss, déi tëschent engem a fënnef Stonnekilomeeter louchen, ze maachen.

D'Police kann awer follgend Statistike↑ matdeelen, déi d'Administration des ponts et chaussées aus hirem Logiciel op Demande vun der Police erauszéie kann:

Subsides destinés aux clubs de sports affiliés | Question **2894** (18/09/2025) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

De „Subside de base" an de „Subside qualité+" si geduecht fir Sportveräiner, déi bei enger agreéierter Sportfederatioun affiliéiert sinn.

An senger Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nr. 1673 huet den Här Sportminister gesot, datt 401 Veräiner de „Subside qualité+" fir d'Joer 2024 ugefrot haten.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Sportminister:

1. Kann den Här Sportminister eis matdeelen, wéi d'Tendenz fir d'Joer 2025 ausgesäit?

2. Wéi vill auslännesch Veräiner, déi bei engem Lëtzebuerger Sportverband affiliéiert sinn, hunn déi Subsiden ugefrot?

Réponse (09/10/2025) de **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports

ad 1. Bis zum Stéchdatum vum 30.9.2025 si 415 Demanden erakomm. 2024 waren et der 401.

No der Reform vum „Subside qualité+" wäert ech regional Informatiounsversammlungen organiséieren.

ad 2. Den informatesche System erlaabt et net, dës Donnéeën ze erhiewen.

Statistiques de criminalité dans certaines grandes communes | Question **2896** (18/09/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Wien sech mat Leit an de Miseler Grenzgemengen ënnerhält, dee gëtt gewuer, dass et an de leschte Wochen eng gutt Unzuel un Iwwerfäll an Abréch zu Réimech gouf. Dëst ass keng nei Situatioun. A menger Fro N° 7125 vun 2022, hat ech schonns op d'Entwécklung vun der ëffentlecher Sécherheet, grad am Raum Réimech, opmierksam gemaach.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a fir Justiz dës Froe stellen:

1. Kënnen d'Ministeren den nämmlechten Tableau virleeën, wéi an der Äntwert op d'Fro N° 7125, dëst fir d'Joren 2019 bis 2025 fir d'Gemenge Réimech, Lëtzebuerg (Stater Gare eenzel), Déifferdeng, Péiteng, Esch/Uelzecht, Dikrech an Ettelbréck?

2. Hunn d'Police- an d'Justizautoritéite Kenntnis dovunner, ob zu Réimech an de leschte Jore Fäll vun illegalem Waffegebrauch passéiert sinn?

3. Gouf et an de leschte Jore Fäll vu Prostitutioun a Proxenitismus an de Grenzgemenge mat Däitschland? Falls jo, kënnen d'Ministeren hei Zuele virleeë fir d'Joren 2019 bis 2025?

Réponse (17/10/2025) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

Den honorabelen Deputéierten huet eng Serie Froe betreffend d'Kriminalitéitstatistiken an de Gemenge Réimech, Lëtzebuerg, Déifferdeng, Péiteng, Esch/Uelzecht, Dikrech an Ettelbréck. An deem Zesummenhang ass op déi follgend Punkten hinzeweisen:

D'Regierung huet sech engagéiert, der Police déi néideg Mëttel, notamment a virun allem genuch Personal zur Verfügung ze stelle geméiss dem Prinzipp vun de „4P": méi Personal bedeit méi Präsenz um Terrain, méi Proximitéit zum Bierger a méi Präventioun. De massive Recrutement gëtt weidergefouert. D'Police zielt haut 3.400 Beamten. Dat sinn 2.600 Polizisten an 800 Membere vum ziville Kader. Den Inneminister huet sech dofir agesat, dass och an den nächste Jore pro Joer 90–100 Polizisten netto bäikommen. Genausou ginn och d'Mëttel vun de Justizautoritéite fir en effikasse Kampf besonnesch géint déi organiséiert Kriminalitéit vun der Regierung weider gestäerkt.

Doriwwer eraus ass d'Policepräsenz duerch de Pilotprojet vun der Police locale gestäerkt ginn. Aleng an der Stad si säit der Aféierung vun der Unité de police locale, den 1.7.2024 ronn 2.700 Patrullen zousätzlech gemaach ginn.

D'Regierung huet nach eng Rei aner Projeten, wéi d'Reform vum VisuPol an d'automatesch Erkennung vun den Nummereschëlder (ANPR System) oder och nach eng Auswäitung vun den Iwwerwaachungsméiglechkeete bei schwéieren oder organiséierte Strofdoten (PL 8515), op de Wee bruecht, déi sollen hëllefen, méi efficace géint d'Kriminalitéit kënne virzegoen.

Duerch déi gutt Aarbecht vu Police a Justiz konnte säit Ufank des Joers aleng an der Région Capitale 250 Leit verhaft ginn. Nieft den Drogendealer sinn dat virun allem Abriecher a Gewalttäter. Am Quartier Gare aleng waren et der ronn 140, déi meeschte Verhaftungen am Drogeberäich, mee och 11 Abriecher a 17 präsuméiert Auteure vu Vols avec violence.

Dëst Joer goufen aleng an de Méint Mee bis September landeswäit sou vill Abriecher verhaft, wéi fir d'ganzt Joer 2024. Am Joer 2024 goufen an der Moyenne 8,75 Abriecher pro Mount verhaft, géint 21,6 aktuell, wat eng Augmentatioun vun iwwert 240 % duerstellt.

National sinn och d'Verhaftunge vun Drogendealer ëm ronn 20 % eropgaange par rapport zum Joer 2024.

Duerch intensiv Ermëttlunge wéinst enger Serie vu Gefier-Déifställ ass et an der Nuecht vum 13. op de 14. Oktober zu 2 Festname komm. Déi presuméiert Täter haten et haaptsächlech op SUVen ofgesinn.

Duerch eng grëndlech Analys an eng enk Zesummenaarbecht mat den auslänneschen Autoritéiten ass et de Beamte gelongen, déi presuméiert Täter am Kader vun den Ermëttlungen ze identifizéieren.

ad 1. Tableau↑

ad 2. De follgenden Tableau↑ weist d'Procès-verbaux „armes prohibées" vun der Gemeng Réimech, déi un d'Justizautoritéite weidergeleet goufen:

ad 3. Vu dass Prostitutioun zu Lëtzebuerg keng penal Infraktioun duerstellt, gëtt vun der Police keng Statistik dozou gefouert.

Wat de Proxenitismus betrëfft, ass an deem gefroten Zäitraum ee Fall constatéiert ginn an enger Grenzgemeng zu Däitschland.

Faille de sécurité sur WhatsApp et iOS | Question **2897** (18/09/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Plattform heise online hat an engem Artikel den 30. August gemellt, dass et um Noriichtendéngscht WhatsApp eng Sécherheetslück gouf, iwwert déi op Apple-Apparater Spyware konnt installéiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Digitalisatioun dës Froe stellen:

1. Hunn d'Regierungsmembere fir hir Kommunikatiounen ënnerteneen oder bannent vun hire Ministèrë WhatsApp op Apple-Apparater genotzt?

2. Besteet de Risiko, dass Spyware op engem Apparat vun der Regierung installéiert gouf? Falls nee, wéi kann dëst ausgeschloss ginn?

Réponse (22/10/2025) de **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

ad 1. Den Arrêté grand-ducal vum 14. November 2014, leet d'deontologesch Reegele fir d'Regierungsmemberen an hir Flichten a Rechter bei der Ausübung vun hire Funktioune fest.

Den Artikel 22 vum uewe genannten Arrêté bestëmmt follgend: „L'État met à disposition de chaque membre du Gouvernement les moyens techniques et logistiques nécessaires pour l'exercice de sa fonction."

De Kommissär fir Dateschutz vun der Regierung (CGPD), souwéi d'Charta fir gutt Verhalensweis fir digital Informatiounssécherheet vun der ANSSI (Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information), recommandéiere generell d'Notze vu kommerziellen Online-Servicer mat Virsicht an Zeréckhalung, a fërderen d'Notze vu Léisungen, déi vum Zenter fir Informatiounstechnologië vum Staat (CTIE) ausgewielt goufen.

De CTIE bitt den Noriichtendéngscht Luxchat4Gov fir all Regierungsmember a Beamte beim Staat un.

ad 2. Dem CTIE ass keen Tëschefall bekannt, bei deem déi vum Deputéierten ernimmte Sécherheetslück op engem vum CTIE geréierte Gerät ausgenotzt gi wär.

Publicité de la SNHBM sur une radio belge | Question **2898** (18/09/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2344 betreffend d'Publicitéit vun der SNHBM op engem belsche Radio, huet de Minister erkläert, datt d'Zil wier, „d'gesamt Populatioun ze erreechen, och Mënschen,

déi an d'Ausland geplënnert sinn oder all Dag heihinner schaffe kommen".

Als Begrënnung fir d'Wiel vum belsche Radiosender Vivacité/Classic 21 huet de Minister uginn, datt dëst op der „direkter geographescher Noperschaft, nämlech der Belsch, déi e bedeitende Prozentsaz vu Grenzgänger huet", baséiert. Dës Argumentatioun weist awer eng evident Inkohärenz op.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 2344 schreift de Minister: „Déi ausgewielte Kommunikatiounskanäl baséieren op der direkter geographescher Noperschaft, nämlech der Belsch, déi e bedeitende Prozentsaz vu Grenzgänger huet." Gläichzäiteg schreift de Minister, dass zu der Zilgrupp vun der Reklamm „Awunner vu Lëtzebuerg, mä och Grenzgänger, déi zu Lëtzebuerg schaffen, oder fréier Lëtzebuerger Awunner" géife gehéieren.
Ass de Minister net der Meenung, dass et trotz der geografescher Noperschaft zu der Belsch eigentlech inkohärent ass, fir dës Reklamm just op engem belsche Radiosender schalten ze loossen, wa spezifesch och fréier Lëtzebuerger Awunner zur Zilgrupp gehéieren? Dëst och virum Hannergrond, dass all Joer vill Lëtzebuerger a Frankräich oder an Däitschland plënneren, well se hei keng bezuelbar Wunnenge fannen.

2. Huet de Minister Zuelen doriwwer, wéi vill vun de bis elo am Kader vum Projet Elmen verkaaften Immobilien u Lëtzebuerger Residenten, wéi vill u Residenten aus dem Ausland respektiv u fréier Lëtzebuerger Awunner verkaaft gi sinn? Dëst eebe besonnesch och virum Hannergrond, dass mat den aktuelle Reklamme jo och fréier Lëtzebuerger Awunner sollen ugeschwat ginn.

Réponse (20/10/2025) de **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

Kloerstellung vum Kontext vun dëser Publicitéitscampagne:

Déi betreffend Campagne war dem Projet Elmen gewidmet. Elmen ass en neit Duerf, dat am Bau ass zu Ollem, an der Gemeng Kielen, no bei der belsch-lëtzebuergescher Grenz. Fir eng breet Visibilitéit wärend der Porte ouverte ze garantéieren an d'Zilgruppen ze erreechen, goufen e puer Kommunikatiounskanäl benotzt.

– Invitatioune goufen un déi Leit geschéckt, déi bei der SNHBM ageschriwwe sinn, fir eng Wunneng an dëser Géigend ze kafen;
– geziilt digital Campagnen;
– Radiospots a verschiddene Sproochen op verschiddene Radiosenderen.

Dës „Journée portes ouvertes", déi als Zil hat, d'urbanistescht Konzept vun Elmen duerch guidéiert Visitten ze erklären, an déi verschidden Zorte vun Eefamilljenhaiser ze presentéieren, huet e Samschdeg, de 17. Mee 2025, stattfonnt a war e grousse Succès.

ad 1. Déi ausgewielte Kommunikatiounsstrategie ass eng Entscheedung vun der SNHBM, déi konform zur aktueller Gesetzgeebung ass.

Am Kader vun der Porte ouverte wollt d'SNHBM d'Evenement op eng Manéier promoten, déi e breede Publikum erreecht.

Dofir huet d'SNHBM entscheet, Radiospots op verschiddene Sproochen ze produzéieren, baséiert op geziilte Profiller:

– Zu Lëtzebuerg
• e Radiospot op Lëtzebuergesch, op RTL Radio Lëtzebuerg
• e Radiospot op Franséisch, op L'essentiel Radio
• e Radiospot op Englesch, op Today Radio Luxembourg
– Belsch Radiosenderen, déi am Grenzgebitt aktiv sinn
• e Radiospot op Franséisch, op Vivacité/Classic 21

Déi ausgewielte Kommunikatiounskanäl baséieren op der direkter geographescher Noperschaft, nämlech der Belsch, wou e bedeitende Prozentsaz vu Grenzgänger lieft. Dës Entscheedung hat zum Zil, e Maximum u Grenzgänger ze erreechen, déi potenziell un enger Wunneng an der Géigend vun hirer Aarbechtsplaz interesséiert sinn.

Et ass entscheet ginn, d'Kommunikatioun op d'belsch Grenzbevëlkerung ze konzentréieren, well Elmen nëmme fënnef Minutte vun der belscher Grenz ewech läit a vill méi wäit vun der franséischer an däitscher Grenz.

Dës Grenzbevëlkerung stellt eng pertinent Zilgrupp fir d'Promotioun vum Projet duer.

Dës Campagne vun der SNHBM entsprécht voll a ganz hirer Missioun als ëffentleche Promoteur an erlaabt ënnert anerem, duerch hir Kommunikatioun a verschiddene Sproochen:

– ze garantéieren, dass d'Informatioun iwwert d'Projete vu bezuelbare Wunnengen zu Lëtzebuerg de berechtegte Stéit zur Verfügung gestallt gëtt;
– d'Awunner vum Land esouwéi och Persounen, déi all Dag zu Lëtzebuerg schaffen, inklusiv déi, déi sech an der Grenzregioun niddergelooss hunn, ze informéieren, fir hinnen esou d'Méiglechkeet ze ginn, erëm zu Lëtzebuerg ze wunnen.

Et ass essentiel, all deene Persounen, déi legitimm a laut Gesetz eligibel si fir eng abordabel Wunneng an/oder Wunneng zu engem moderate Präis, den Zougang zu den Informatiounen iwwer déi aktuell bezuelbar Bauprojeten ze erméiglechen.

ad 2. Et gëtt keng Statistiken, déi d'Proportioun vun de Residenten aus dem Ausland respektiv u fréiere lëtzebuergesche Bierger oplëscht, déi eng Wunneng zu Elmen kaf hunn.

Médiation dans le dialogue social du secteur de la santé | Question **2900** (19/09/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Aktuell ass et esou, dass am Kader vu Verhandlungen tëscht verschiddenen Acteuren aus dem Gesondheetsberäich nëmmen d'CNS eng Mediatioun ufroe kann, wann et zu Meenungsverschiddenheeten tëschent de soziale Partnere kënnt.

Dëse System limitéiert awer d'Méiglechkeete vun aneren Acteuren am Sozialdialog, hir Positioun ze erklären an eng neutral Léisung ze fannen, wann et zu Konflikter kënnt. Am Fall, wou d'CNS wéineg Interessi huet, fir op eng gemeinsam Léisung mat Partner ze kommen, kënnen si esou eng Mediatioun onnéideg laang erauszögeren.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Plangt d'Regierung eng Ännerung bei den aktuellen Dispositiounen iwwer d'Mediatioun?

2. Ass et virgesinn, datt an Zukunft all Partie, déi um Sozialdialog deelhëlt, eng Mediatioun kann ufroen an net nëmmen d'CNS?

3. Wann eng solch Ännerung virgesinn ass, huet d'Ministesch schonn eng Virstellung, fir wéini d'Ëmsetzung vun dëser Reform kéint envisagéiert ginn?

4. Wéi eng Mesurë géif d'Regierung huele fir ze garantéieren, datt all Acteur am Sozialdialog déi gläich Rechter huet, wat d'Mediatioun ugeet?

Réponse (08/10/2025) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

D'Relatiounen tëscht der Gesondheetskeess (CNS) an de Gesondheetsdéngschtleeschter, déi baussent dem Spidol schaffen, ginn duerch Konventioune gereegelt. Fir all Kategorie vu Prestataire gëtt eng eege Konventioun ofgeschloss, dorënner fir Dokteren, Zänndokteren, Apdikten, Kinesitherapeuten, Laboratoiren, Transportdéngschter, Palliativfleeg an aner Gesondheetsberuffer.

D'Konventioune ginn tëscht der CNS an de beruffleche representative Gruppementer ofgeschloss. D'Konventioun definéiert verbindlech Reegelen zu Echangen, Tariffer, Bezuelung, Qualitéit, Dokumentatioun an de Rechter a Flichte vun de Parteien. D'Konventiounen tëscht der CNS an de Gesondheetsdéngschtleeschter musse vum Minister, deen d'Sozialversécherung a senge Kompetenzen huet, geneemegt ginn, op Avis vun der Inspection générale de la sécurité sociale, ier se dann am Journal officiel publizéiert ginn.

D'Konventioune si vun onbegrenzter Dauer a gëlle fir d'Zukunft, ausser bei Tariff-Adaptatiounen, déi retroaktiv kënne gëllen. D'Konventioune kënnen zu all Moment duerch gemeinsamen Accord vun de Parteie geännert ginn. Si kënne ganz oder deelweis gekënnegt gi vun all Partei, mat engem Preavis vun 12 Méint. D'Verhandlunge fir eng ganz oder deelweis Erneierung vun de Konventioune musse spéitstens zwee Méint no der Kënnegung ufänken.

Wann eng Konventioun net fristgerecht ausgeschafft oder adaptéiert gëtt bannent 6 Méint, gëtt eng Mediatioun ageleet. An deem Fall muss laut dem Gesetz d'Inspection générale de la sécurité sociale d'Parteien zesummeruffen, fir e Mediateur ze bestëmmen. Nodeems d'Inspection générale de la sécurité sociale d'Mediatioun initiéiert huet, gëtt sech vun de Parteien op ee Mediateur gëeenegt, deen da versicht, zesumme mat de Parteien eng Léisung ze fannen, fir datt si sech eenege kënnen.

Wann d'Mediatioun am Kader vun neien oder ofgeänнerte Konventiounen net bannent dräi Méint no der Ernennung vum Mediateur zu engem Accord kënnt, erstellt de Mediateur e Protokoll vun der Neteenegung an den Dossier geet weider un de Minister, deen d'Sozialversécherung a senge Kompetenzen huet.

Obligatoresch Bestëmmunge vun der Konventioun ginn da per groussherzoglecher Reglementéierung festgeluecht, déi dann och fir all Prestataire verbindlech ass. Dës obligatoresch Bestëmmunge betreffen ënner anerem d'Organisatioun vum Iwwermëttelen an dem Austausch vun Donnéeën, d'Verpflichtung fir d'Respektéiere vun der Nomenklatur oder d'Tariffer, déi net iwwer ee Schlësselwäert definéiert sinn.

Fir Dokteren an Zänndoktere mussen zousätzlech follgend Punkten obligatoresch definéiert ginn: d'Respektéiere vun der Fräiheet fir sech ze installéieren, vum Choix vum Dokter duerch de Patient, vun der Prescriptiounsfräiheet, a vum beruffleche Geheimnis, d'Garantie fir eng wirtschaftlech Medikatioun, déi effektiv, wëssenschaftlech fundéiert an deontologesch konform soll sinn, d'Modalitéite fir d'Iwwerschreidung vun den Tariffer, d'Verbreedung vun de Standarde fir eng gutt medezinnesch Praxis, d'Modalitéite fir d'Erstellung vun Aktivitéitsrapporter, d'Beräicher, wou eng salairéiert Bezuelung gëllt, an d'Relatioune mam Referenzdokter.

An der gesetzlecher Reegelung zu Lëtzebuerg ass ee Schlësselwäert (valeur lettre-clé) virgesinn an de Konventioune fir verschidde Prestatairen, deen déi

respektiv Tariffer ofdeckt. Dat gëllt ënner anerem fir Dokteren an Zänndokteren, mee och fir aner Prestatairen, wann hir Leeschtungen esou tariféiert ginn. De Schlësselwäert ass eng Basisberechnungsunitéit, déi benotzt gëtt, fir d'Honorairë vun de Prestatairen ze berechnen. Dëse gëtt periodesch adaptéiert an ass Géigestand vu Verhandlungen tëscht der CNS an de jeeweilege beruffleche Gruppementer.

D'Revalorisatioun vum Schlësselwäert gëtt all zwee Joer vun de Parteie vun der Konventioun verhandelt, op Ufro, déi virum 1. September vum representative Grupp muss agereecht ginn. Dem Gesetz no däerf dës Revalorisatioun net méi héich si wéi d'Variatioun vum duerchschnëttleche kotisabelen Akommes vun den aktiv versécherte Persounen tëscht dem véierten an dem zweete Joer, virum Joer, an deem deen neie Wäert gëllt. Fir de Schlësselwäert vun de Laboratoirë fir medezinnesch Analysen a klinesch Biologie däerf d'Revalorisatioun d'Variatioun vum järlechen Duerchschnëtt vum Liewenskäschtenindex tëscht dem véierten an dem zweete Joer virum betraffene Joer net iwwerschreiden.

Wa Verhandlungen iwwer een neie Schlësselwäert oder d'Tariffer bis den 31. Dezember vun deem Joer scheiteren, gëtt och hei eng Mediatioun vun der Inspection générale de la sécurité sociale ageleet. Wann och dës Mediatioun iwwer een neie Schlësselwäert oder d'Tariffer scheitert, gëtt e Protokoll vun Neteenegung opgestallt an d'Affaire gëtt un de Conseil supérieur de la sécurité sociale weidergereecht, deen eng endgülteg Schiedsentscheedung trëfft, déi net ufechtbar ass an dann och publizéiert gëtt. Dës Entscheedung gëllt da fir all Prestataire, deen dem beruffleche Gruppement ugehéiert.

Et ass aktuell net virgesinn, d'Dispositiounen iwwer d'Mediatioun ze änneren.

Sécurité du réseau d'eau potable | Question **2902** (19/09/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Den 12. September 2025 gouf bekannt, datt d'Drénkwaassernetz zu Stroossen no de staarke Reefäll vum 8. September kontaminéiert gouf. Laut Medieberichter sinn iwwer 10.000 Awunner betraff, an d'Gemeng huet missen d'Schoule mat Fläschewaasser versuergen.

Dës Situatioun werft wichteg Froen op iwwer d'Sécherheet vun eise Waassernetzer am Fall vun Extreemwiederkonditiounen, déi duerch de Klimawandel ëmmer méi heefeg ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Wéi eng präventiv Moossname plangt d'Regierung ze huelen, fir d'Drénkwaassernetzer am Land géint zukünfteg Extreemwiederkonditiounen ze schützen?

2. Wat fir eng Kommunikatiounsstrategien an Noutfallpläng musse Gemengen applizéieren, am Fall wou duerch grouss Wiederevenementer d'Krunnewaasser an enger Uertschaft verschmotzt ass?

3. Gëtt et Virschrëften innerhalb vu wat fir engem Zäitraum nom Feststelle vun enger Verknaschtung Strukture mat besonnesch vulnerabele Persounen, wéi zum Beispill Crèchen, Alters- a Fleegeheemer oder generell Ënnerbréngungsstrukturen, mussen informéiert ginn?

4. Firwat gëtt a Fäll, wou d'Drénkwaasser an enger Gemeng verknascht ass, net op d'Opbereedungsanlage vun der Arméi zréckgegraff?

Réponse (23/10/2025) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. D'Drénkwaassergesetz vum 23. Dezember 2022 schreift eng detailléiert Risikoanalys vun den Drénkwaassernetzer vir, notamment, fir systematesch Schwaachstellen ze identifizéieren a preventiv Moossnamen en place ze setzen, fir d'Infrastrukturen ze schützen.

Duerch eng resilient Opstellung vun der Infrastruktur kënnen d'Drénkwaasserversuerger Impakter vun Extreemereignisser sou gutt wéi méiglech reduzéieren. Wichteg ass et, fir en zweet Standbeen a Form vun engem Raccord un d'Nopeschgemeng oder un een Drénkwaassersyndikat ze hunn, fir sech géigesäiteg am Bedarfsfall aushëllefen ze kënnen.

Eng virsuergend Planung vun den Drénkwaasserinfrastrukturen am Hibléck vum geplangte Wuesstum vun de Gemengen an ënnert Berücksichtegung vun den Impakter vum Klimawandel ass primordial fir d'Versuergungssécherheet.

Dës Elementer wäert d'Regierung an enger Waasserstrategie festhalen, esou ewéi vum Regierungsprogramm virgesinn.

ad 2. Am Kader vun den Obligatioune vum Drénkwaassergesetz vum 23. Dezember 2022 ass all Drénkwaasserversuerger verpflicht, en Noutfallplang fir seng Drénkwaasserversuergung auszeschaffen. Dësen Noutfallplang muss eng detailléiert Kommunikatiounsstrategie enthalen, an där festgehalen ass, wéi d'Bevëlkerung am Fall vun enger Stéierung oder Ënnerbriechung an der Drénkwaasserversuergung séier an efficace informéiert ka ginn.

ad 3. Am Fall vun engem Opruff un d'Bevëlkerung, dee Restriktiounen zu der Consommatioun vun Drénkwaasser enthält, läit et an der Verantwortung vun der Gemeng, opgrond vun dem opgestallten Noutfallplang, déi betraffe Bevëlkerung direkt ze informéieren, inklusiv déi Plazen, wou vulnerabel Persounen ënnerbruecht sinn.

ad 4. Mobill Waasserbehandlungsanlage vun der Arméi gi prioritär vun der Arméi am Kader vun hiren eegene Missiounen agesat. Bei Problemer an der Drénkwaasserversuergung vun enger Gemeng oder engem Syndikat ginn d'Noutléisungen, déi schonn existéieren – wéi z. B. den Uschloss un eng aner Gemeng oder un een Drénkwaassersyndikat souwéi d'Vernetzung vum Versuergungsnetz innerhalb vun enger Gemeng –, als éischt berücksichtegt.

D'Waasserinstallatioune vun der Arméi kënnen nëmmen da mobiliséiert ginn, wann et zu enger schwéierer an dauerhafter Kontaminatioun kënnt an de betraffenen Drénkwaasserversuerger net iwwer séier notzbar Alternative verfüügt.

Lutte contre les violences et le harcèlement envers les femmes | Question **2903** (19/09/2025) de **Mme Nancy Arendt** (CSV)

D'Theema vu Gewalt géint Fraen, awer och vu Belästegung an onsécheren Ëmstänn, ass och zu Lëtzebuerg aktuell a relevant. International hunn sech an de leschte Jore verschidden diskreet Signaler a Codewierder etabléiert, fir Betraffenen d'Méiglechkeet ze ginn, séier an ouni grouss Opmierksamkeet Hëllef unzefroen. An Däitschland gëtt et z. B. d'Aktioun „Ist Luisa da?", déi et Betraffenen erméiglecht, an engem Bar- oder Clubëmfeld diskreet Hëllef ze froen.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Gläichstellungsministerin an un den Här Inneminister stellen:

1. Gëtt et zu Lëtzebuerg aktuell eppes Vergläichbares, wéi zum Beispill en etabléiert Handzeechen oder Codewuert, dat ëffentlech promovéiert gëtt a vu Police, Gesondheetsberuffer, Bar- oder Festivalpersonal erkannt gëtt?

– Wa jo, wéi ginn dës Signaler a Codewierder kommunizéiert a promovéiert, souwuel bei de potentiell Betraffene wéi och bei deenen, déi reagéiere sollen (z. B. Barpersonal, Apdikten, Security)?

– Wann nee, ass geplangt, esou Systemer anzeféieren, an eventuell eng national Campagne ze starten, fir d'Leit ze informéieren an ze sensibiliséieren?

2. Ass d'Regierung bereet, zesumme mat ONGen an der Police e strukturéierte Protokoll auszeschaffen, fir séier a koordinéiert Hëllef unzebidden, wann esou Signaler benotzt ginn?

3. Ass bekannt, wéi vill Fäll vu Belästegung oder Gewalt et an deene genannte Kontexter (z. B. Baren, Festivaller, ëffentlechen Transport) an de leschte Joren zu Lëtzebuerg gouf?

Réponse (09/10/2025) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. D'Police huet aktuell keng Kenntnis dovun, dass eppes Vergläichbares ëffentlech promovéiert gëtt, oder dass esou e System agefouert soll ginn. D'Police ass am Präventiounsberäich a reegelméissegem Kontakt mat aneren Acteuren.

Sollt awer esou eng Initiativ zu Lëtzebuerg promovéiert ginn, géing d'Police dës un d'Beamte weiderleeden, fir entspriechend reagéieren ze kënnen.

ad 2. Jo, d'Regierung an och d'Police si bereet, zesumme mat ONGen esou Protokoller auszeschaffen.

ad 3. Et gëtt keng detailléiert Statistik, wéi vill Fäll vu Belästegungen oder Gewalt et an deene spezifesch genannte Kontexter (Baren, Festivaller, ëffentlechen Transport) gouf, vu dass dat am Code pénal net differenzéiert gëtt.

D'Regierung huet am Juni 2025 den éischten Nationalen Aktiounsplang iwwer geschlechtsbaséiert Gewalt adoptéiert. Eng vun deenen aacht strateegesche Mesuren dréint sech ëm d'Entwécklung vun enger besserer methodologescher Approche wat Statistiken an Donnéeën iwwer Gewalt ubelaangt. Den Observatoire de l'égalité vum Gläichstellungsministère (MEGA) ëmfaasst aktuell just Zuelen iwwer haislech Gewalt. D'Weiderentwécklung vun dësem Outil steet awer als Projet am Nationalen Aktiounsplang dran, fir aner Forme vu Gewalt ze integréieren. Des Weidere stinn zwou wichteg Etuden am Plang dran. Déi eng betrëfft d'Prävalenz vu genitale Verstümmelunge bei Fraen, déi aner betrëfft d'Gewalt am Sport. De MEGA weist drop hin, datt den Aktiounsplang en oppent Dokument ass, wou zu all Moment kënnen nei Aktiounen integréiert ginn, wann dëst eng Plus-value um Niveau vun der Erfaassung vun den Affer vun de jeeweilege Gewaltformen duerstellt.

Remplacement de l'ancienne version du permis de conduire | Question **2904** (19/09/2025) de **Mme Françoise Kemp** (CSV)

An der Europäescher Unioun ass säit dem 19. Januar 2013 en harmoniséierte Führerschäin am Kaarteformat virgesinn. All al „rosa Pabeier"-Permise solle spéitstens bis den 19. Januar 2033 ersat ginn. Zu Lëtzebuerg ass d'Kaarteformat zanter Jore Standard, mee vill Bierger hunn nach e Pabeier-Permis, dorënner och Residentë mat am Ausland ausgestallte Permisen.

Fir d'Rechtssécherheet, eng fair an accessibel Ëmstellung an d'Planung vun de Capacitéiten (virun allem bei der SNCA) sinn transparent Informatiounen zu Valabilitéit, Prozeduren, Delaien, Fraisen an der geplangter Kommunikatioun wichteg. Dëst dréngt der

Verkéierssécherheet an der Benotzerfrëndlechkeet a schützt och vulnerabel Gruppen, déi net ëmmer en einfachen Zougang zu digitale Servicer hunn.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

1. Kann d'Regierung confirméieren, datt al Führerschäiner am „rosa Pabeier" zu Lëtzebuerg bis spéitstens den 19. Januar 2033 gülteg bleiwen am Aklang mam EU-Kader?

2. Huet d'Madamm Ministesch Kenntnis doriwwer wéi vill rosa Permise momentan nach am Ëmlaf sinn?

3. Ass e gestaffelte Wiessel geplangt (z. B. no Joergäng oder beim éischte Rendez-vous)? Wéi gesäit de provisoresche Kalenner aus?

4. Ass eng national Campagne virgesi mat enger kloer definéierter Timeline?

5. Ass eng digital Versioun vum Führerschäin a Perspektiv?

Réponse (15/10/2025) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi honorabel Deputéiert renseignéiert sech iwwert d'Modalitéite vum Ëmtausch vun den ale Führerschäinsmodeller, déi virun 2013 ausgestallt goufen.

ad 1. Jo. Führerschäiner, déi virun dem 19. Januar 2013 ausgestallt goufen, bleiwe generell gülteg, virausgesat natierlech, dass de jeeweilege Führerschäi selwer virdrun net ofleeft a muss erneiert ginn.

ad 2. Am Moment (Stand 1. Oktober 2025) sinn der nach 62.094 am Ëmlaf.

ad 3. E gestaffelte Wiessel ass am Moment net geplangt. Et goufe säit der Aféierung schonn eng sëllege Führerschäiner am rosa Pabeierformat géint den neie Plastikmodell ausgetosch. All Persoun, déi hire Führerschäi vum ale Format fräiwëlleg tausche wëllt, kann dat haut schonn duerch eng einfach Demande bei der SNCA maachen. Esou hunn zum Beispill 2023 3.112 an 2024 3.269 Leit vun dëser Méiglechkeet profitéiert. A bis 2033 wäerten der nach eng sëllegen dobäikommen, déi dat op fräiwëlleger Basis maachen, oder wou de Führerschäi souwisou getosch muss ginn, well seng Validitéit op en Enn kënnt.

ad 4. An Zesummenaarbecht mat der SNCA wäert de Ministère kucke wéini d'Leit spéitstens mussen informéiert ginn, fir dass jiddereen, dee betraff ass, genuch Zäit huet, déi néideg Demarchen ze maachen an dass och genuch Produktiounskapazitéiten do sinn, fir all dës Führerschäiner mat Zäite kënnen ze produzéieren. Well den Delai vum obligatoreschen Ëmtausch jo nach ronn 7 Joer an der Zukunft läit, steet de geneeën Zäitpunkt vun dëser Campagne elo awer nach net fest.

ad 5. Déi nei europäesch Führerschäinsdirektiv, déi d'Aféierung vun engem digitale Führerschäin an der ganzer EU virgesäit, ass dëst Joer vum Conseil a vum EU-Parlament ugeholl ginn. Fir dës an nationaalt Recht ëmzesetzen ass en Delai vu 4 Joer virgesinn. Dësen Delai leeft awer eréischt, wann d'Direktiv am Journal officiel vun der EU publizéiert ginn ass. Dat ass awer nach net geschitt. Am Kader vun der Transpositioun wäert dann och zu Lëtzebuerg den digitale Führerschäin agefouert ginn.

Pauvreté des enfants | Question **2906** (19/09/2025) de **M. Dan Hardy** (ADR)

Kanneraarmut zu Lëtzebuerg gëtt et ëmmer méi. Laut enger Statec-Etüd mam Titel „Rapport Travail et cohésion sociale 2024" gëtt drop higewisen, datt den Aarmutsrisiko fir Kanner am Joer 2023 24 % erreecht huet.

D'Suerg, datt Kanner, déi an Aarmut liewen, riskéieren obdachlos ze ginn, wiisst a mécht den Experte Suergen. Laut engem Artikel vum „Luxemburger Wort", deen den 21.8.2025 publizéiert gouf („Die Kinder, die es gar nicht geben darf"), ginn eng Rei Hëllefe vum Staat ugebueden, déi awer net duerginn, fir de Problem ze léisen.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Familljeminister:

1. Leien dem Här Minister Informatiounen iwwer déi lescht Tendenze vu Kanneraarmut hei zu Lëtzebuerg vir?

2. Wat plangt d'Regierung, fir déi Hëllefen, déi vum Staat ugebuede ginn, ze verbesseren?

3. Wéi eng konkreet Moossname plangt d'Regierung fir sécherzestellen, datt kee Kand zu Lëtzebuerg an der Obdachlosegkeet liewe muss?

Réponse (30/10/2025) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Laut de leschten Donnéeë vum Statec waren am Joer 2024 18,1 % vun der Bevëlkerung dem Aarmutsrisiko ausgesat. Bei Kanner läit dësen Taux bei 24,1 %.

De Kampf géint d'Aarmut ass eng zentral Prioritéit vun dëser Regierung. Aus deem Grond huet d'Regierung sech am Koalitiounsprogramm dozou engagéiert, den éischten nationalen Aktiounsplang fir d'Preventioun an d'Bekämpfung vun der Aarmut iwwerhaapt auszeschaffen. Dësen Aktiounsplang, deen dem Regierungsrot nach dëst Joer virgeluecht gëtt, wäert et erméiglechen, d'Politicken a Mesurë géint Aarmut op nationalem Niveau besser ze koordinéieren, Synergien tëscht den zoustännege Verwaltungen ze stäerken an zilgeriicht Initiativen, och am Beräich vun der Kanneraarmut, ëmzesetzen.

Nieft der Aféierung vun neie cibléierte finanziellen Hëllefe fir vulnerabel Menagë stellt d'Verbesserung vun de bestoenden Hëllefen eng vun den Haaptprioritéiten duer. Sou ass net just virgesinn, de Montant vu verschiddenen Aiden ze erhéijen, mee och d'Accessibilitéit an d'Effizienz vun den Aiden ze verbesseren. An deem Sënn läit e wichtege Schwéierpunkt op der Vereinfachung vun de Prozedure fir sécherzestellen, datt all Bierger déi Hëllef kritt, op déi en Usproch huet.

An deem Kader ass och de „Guichet social unique" ze erwänen, deen en zentraalt Element an dësem Kontext duerstellt. Dëse besteet aus 4 Pilieren: An enger éischter Phas wäert eng Online-Plattform an d'Liewe geruff ginn, wou d'Leit sech iwwer déi verschidden Hëllefe kënnen informéieren, déi et zu Lëtzebuerg gëtt, an unhand vun engem Simulator kënnen iwwerpréifen, op wéi eng Aide si Urecht kéinten hunn. An enger zweeter Phas wäert och e physesche Guichet kreéiert ginn, wou d'Leit sur place vu Sozialaarbechter souwuel Informatioune kënne kréien, ewéi och eng Hëllefsstellung bei den Demarchen. Nieft dem physesche Guichet, gëtt och eng Helpline an d'Liewe geruff, wou d'Persounen uruffe kënnen, wann si Froen zu de bestoenden Hëllefen hunn. Schlussendlech gëtt och eng Équipe mobile geschaf, déi op diverse Plazen uechtert d'Land kann intervenéieren.

Mat dëser Mesure wëll d'Regierung d'sozial Hëllefe méi transparent, méi einfach accessibel a méi no bei d'Leit bréngen, fir esou d'Aarmut effikass a geziilt ze bekämpfen.

Am Kader vu senge Kompetenze setzt de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) eng Rei vu Mesuren ëm, déi drop ausgeriicht sinn, sozial a schoulesch Ongläichheeten am Zesummenhang mat Aarmut ze reduzéieren an all Situatioun ze verhënneren, déi zu Ausgrenzung oder souguer zu Obdachlosegkeet vu Kanner a Jugendleche féiere kéint.

– D'Subvention pour ménages à faible revenu: dës järlech finanziell Hëllef gëtt de Schüler am Secondaire zougestane, wann se aus Stéit mat niddregem Akommes kommen. Si deckt d'Käschte fir Schoulmaterial a parascolairen Aktivitéiten, a berechtegt automatesch fir e gratis Mëttegiessen an de Schoulkantinnen. Ausserdeem kënnen d'Schüler vu Reduktiounen an de Programmer vun informateschem Material one2one oder myDevice profitéieren.

Fir d'Effizienz ze verbesseren, schafft de MENJE un enger Vereinfachung an Digitaliséierung vun de Prozeduren, wéi och un enger Zentraliséierung vun den Informatiounen.

– D'Subvention du maintien scolaire: dës Hëllef soll garantéieren, datt Jugendlecher, déi sech wéinst engem familiäre Broch ouni materiellen oder finanziellen Ënnerhalt erëmfannen, hir Schoul kënnen ouni Ënnerbriechung weiderféieren. D'Zil ass et, Schoulofbréch ze verhënneren an Obdachlosegkeet bei jonke Mënschen ze vermeiden.

– De Service psycho-social et d'accompagnement scolaires (SePAS): an all ëffentleche Lycée vertrueden, bitt de SePAS en Encadrement de proximité duerch multidisziplinär Ekippen un. Dës assuréiere gratis a vertraulech Consultatiounen a spillen eng zentral Roll an der Präventioun, andeems si Schüler mat perséinlechen, familiären oder soziale Problemer ënnerstëtzen a gläichzäiteg eng enk Zesummenaarbecht mat de Familljе pflegen. D'Präsenz vum SePAS am Alldag erlaabt et, fréi a proaktiv anzewierken, gefäerdet Situatioune séier ze erkennen an ugepasste Léisungen unzebidden.

– Wat déi nonformal Bildung betrëfft, sou sief drop higewisen, datt eng Etude vum LISER (Bousselin, 2009) den Impakt vum Dispositif Chèque-service accueil (CSA) op d'Reduzéierung vun der Kanneraarmut beliicht a weist, datt de CSA de Risiko fir Kanner reduzéiert, fir an Aarmut ze geroden. Dëst weist de positiven Impakt vum System op d'Reduktioun vun Ongläichheeten. Eng Reform vum CSA wäert zu weidere finanziellen Entlaaschtunge vun de Familljе féieren. Am Kader vum Budgetsgesetz 2026 ass eng Propos fir eng éischt Erhéijung vum Tariff CSA virgesinn. Weider Piste betreffend d'Reform vum CSA sinn nach amgaangen ausgeschafft ze ginn a wäerten an e Gesetzesprojet afléissen, deen nach an dësem Kalennerjoer deposéiert wäert ginn. Et sief drun erënnert, datt iwwert de CSA d'Elteren a Funktioun vum Akommes vun hirem Stot an a Funktioun vun der Famillјesituatioun Accès op eng sozial gestaffelt finanziell Entlaaschtung, wat d'Käschte vun de Betreiungsstonnen ugeet, hunn. Dëst suergt dofir, datt all Kand den Zougang zu enger qualitativ héichwäerteger Betreiung an zu der nonformaler Bildung vereinfacht gëtt. Domadder dréit de Staat zu enger verbesserter Chancëgläichheet bäi.

– Fir Chancëgläichheet beim Zougang zum méisproochegen Erzéiungsprogramm ze garantéieren, hu Kanner am Alter vun 1 bis 4 Joer, déi an enger Bildungs- a Betreiungsstruktur ugemellt sinn, déi dem CSA ugeschloss sinn, wärend 46 Wochen am Joer Usproch op 20 gratis Betreiungsstonnen

– Zanter der Rentrée 2022/2023 gouf eng parallell Gratuitéit vun der Betreiung an de Molzechte vun de Schoulkanner wärend de Schoulperioden agefouert

an dat onofhängeg vum Akommes vum Stot, an deem d'Kand lieft. Dës Gratuitéit applizéiert sech wärend de Schoulwoche vu 7.00–19.00 Auer. Doriwwer eraus appliziéieren sech weiderhin déi sozial gestaffelt Tariffer vum Barème vum CSA a suerge wärend der Vakanzenzäit fir eng staark finanziell Entlaaschtung vun den Elteren. Ze erwänen ass an dësem Kontext, datt Famillje mat engem schwaache Revenu och wärend de Vakanzewoche Recht op gratis Betreiungsstonnen hunn. Wärend de Woche vun der Schoulvakanz kënnen och Stéit mat engem Akommes vu manner ewéi zweemol dem soziale Mindestloun vun dëse gratis Molzechte fir hir Kanner profitéieren. Fir d'Molzechte vu Kanner aus Stéit mat engem méi héijen Akommes, gëllt de Barème vum CSA.

All dës Moossnamen ënnersträichen de politesche Wëllen, fir d'Chancëgläichheet fir all Kand ze garantéieren an d'Kanneraarmut konsequent ze bekämpfen, am Aklang mat de Verflichtungen, déi Lëtzebuerg am Kader vun der European Child Guarantee agaangen ass.

Et sief nach ënnerstrach, dat d'Péitrusshaus e Krisendéngschtservice ass, deen eng Noutënnerbréngung fir Mannerjäreger tëschent 12 an 18 Joer ubitt an esou verhënnert, datt Jonker, déi hiert Doheem verlooss hunn, keen Ënnerdaach fannen. Mam Accord vun den Eltere kann de Mannerjäregen eng kuerz Zäit an der Struktur verbrénge mam Zil d'Kris ze berouegen, ee Clearing vun der Situatioun ze maachen a gemeinsam Léisungsweeër ze fannen.

Wat d'Obdachlosegkeet ugeet, huet d'Regierung decidéiert, dëse Sujet net am nationalen Aktiounsplang géint Aarmut ze behandelen, mee an enger eegener Strategie unzegoen. Dëst, well d'Obdachlosegkeet e komplexe Phenomeen ass, dee spezifesch a geziilte Moossname verlaangt. Parallell dozou gëtt natierlech weider aktiv u Léisunge geschafft, fir Mënschen ouni festen Daach direkt ze ënnerstëtzen.

Congé extraordinaire dans le cas du décès de l'enfant | Question **2907** (22/09/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Zu Lëtzebuerg dierf een Employé bis zu 3 Deeg Congé extraordinaire froen, am Fall wou säi Partner oder een direkte Familljemember verstierft. Am tragesche Fall vum Doud vun engem Kand kritt een Employé bis zu 5 Deeg Congé. Dëse Congé muss direkt ab deem Dag geholl ginn, wou d'Persoun verscheet. An anere Länner ass d'Unzuel u Congésdeeg, grad am Fall vum Doud vun engem Kand, méi héich. A Frankräich, zum Beispill, sinn et bis zu 22 Deeg, déi ee Salarié kann huelen, wouvunner 8 Deeg kënne flexibel am Joer nogeholl ginn.

Dëse Congé huet seng Daseinsberechtegung. Effektiv stellt sech d'Fro, wéi se an engem Artikel vum 19. September am „Wort" duergestallt gëtt, wéi mer als Gesellschaft der Trauer an de Gefiller méi Raum kënne ginn. Dëst speziell am Hibléck vun der mentaler Gesondheet an eiser Gesellschaft.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aarbecht dës Fro stellen:

– Gëtt et Iwwerleeunge bei der Regierung, fir de Congé am Fall vum Doud vun engem Familljemember ze erhéijen? Falls nee, wat schwätzt dogéint?

Réponse (09/10/2025) de **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail

Trauer ass ganz individuell an doduerch ass et natierlech schwéier anzeschätze wéi vill Zäit eng Persoun fir sech an hir Famill brauch, fir sech nees an hirem Alldag erëmzefannen. Dëst erklärt och firwat et tëscht den EU-Länner esou grouss Divergenze gëtt wat de Congé am Fall vum Doud vun engem Kand ugeet.

Esou ass zum Beispill an Däitschland, Holland an Éisträich gesetzlech kee Congé fir d'Verstierwe vun engem Kand virgesinn. Wann esou e Congé net iwwert e Kollektivvertrag gereegelt ass, kënnen déi trauerend Eltere just hiren normale Congé ufroen, fir aus perséinleche Grënn net op d'Aarbecht ze komme respektiv sech ëm e perséinlechen Noutfall ze këmmeren.

Spuenien an Italie gesi jeeweils e Congé vun 2 bis 4 Deeg fir d'Verstierwe vun engem Kand vir, wärend a Frankräich, an der Belsch an a Portugal méi Congésdeeg ewéi zu Lëtzebuerg virgesi sinn.

Et sief drop higewisen, dass am Koalitiounsprogramm keng Erhéijung vun deem Congé extraordinaire virgesinn ass, mee eng Rei aner Upassunge vun extraordinairen a spezielle Congéë wäerten am Laf vun däser Legislaturperiod virgeholl ginn, notamment wäert de Congé fir de Verloscht vun engem Kand op spéit Feelgebuerten, Doutgebuerten oder Fréigebuerte mat Doudesfall erweidert ginn.

Am Fall vum Doud vun engem Kand besteet fir de Salarié, no Oflaf vun de 5 Deeg Congé extraordinaire, och nach d'Méiglechkeet, vun engem Dokter krankgeschriwwen ze ginn, falls de Salarié aus Grënn vu mentaler Gesondheet nach net an der Lag ass, nees schaffen ze goen.

Recours de l'Autriche contre l'inclusion du nucléaire et du gaz dans la taxonomie verte de l'UE | Question **2908** (22/09/2025) de **M. Dan Biancalana** | **M. Franz Fayot** (LSAP)

En 2020, le Parlement et le Conseil de l'Union européenne ont adopté le règlement sur la taxonomie afin d'orienter les investissements vers des activités durables et d'atteindre la neutralité climatique d'ici 2050. Ce texte définit les critères permettant d'évaluer la durabilité environnementale d'une activité économique.

En 2022, la Commission a étendu ce cadre afin d'inclure, sous certaines conditions techniques, certaines activités nucléaires et gazières comme contribuant à la lutte contre le changement climatique. L'Autriche a contesté ce règlement délégué devant la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) et a demandé l'annulation de l'intégration de ces deux énergies dans la taxonomie européenne, qui définit les critères permettant de qualifier un investissement de durable. En octobre 2022, le Gouvernement précédent avait exprimé son soutien à la démarche de la République d'Autriche.

Le 10 septembre 2025, la CJUE a rejeté ce recours et a prononcé que la Commission n'avait pas outrepassé ses compétences attribuées, et « pouvait valablement considérer que la production d'énergie nucléaire et proche de zéro émission de gaz à effet de serre et qu'il n'existe actuellement pas d'autres solutions de remplacement bas carbone réalisable sur le plan technologique et économique ».

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité et à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Dans sa réponse à la question parlementaire n° 0221 le Gouvernement avait indiqué d'attendre une décision du Tribunal de l'Union européenne concernant le recours de l'Autriche. Quelle est la position du Gouvernement à l'égard de ce jugement ?

2) Est-ce que des consultations ou des échanges internationaux ont déjà eu lieu à ce sujet, et quelle est la position des États partenaires européens ?

3) Quelles mesures ou orientations nationales le Gouvernement envisage-t-il de prendre face à ce jugement ?

Réponse (22/10/2025) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Le Gouvernement prend note de l'arrêt rendu par le Tribunal de l'Union européenne. Il estime toutefois que l'intégration du nucléaire et du gaz fossile dans la taxonomie européenne ne correspond pas aux exigences d'une durabilité environnementale rigoureuse. Une telle classification risque de compromettre la crédibilité de la taxonomie en tant qu'outil destiné à orienter les flux financiers vers des activités réellement durables.

ad 2) Des échanges internationaux ont effectivement eu lieu à ce sujet. À ce stade, les États partenaires européens poursuivent leurs réflexions internes et sont en train de définir leur position respective.

ad 3) Le Gouvernement luxembourgeois ne formera pas de pourvoi devant la Cour de justice de l'Union européenne contre l'arrêt du Tribunal.

Comme déjà précisé dans la réponse du 22 février 2024 à la question parlementaire n° 0221, le Luxembourg concentre ses efforts sur l'efficacité énergétique et sur le développement des énergies renouvelables : ainsi l'accord de coalition prévoit de renforcer les objectifs en matière d'énergies renouvelables par un développement ambitieux de l'énergie éolienne et solaire.

Le Luxembourg considère que l'énergie nucléaire n'est pas une source d'énergie sûre, que la question de la gestion des déchets nucléaires reste non résolue, et que les coûts et délais de construction des nouveaux réacteurs compromettent sa capacité à contribuer aux objectifs climatiques dans la décennie à venir.

Le Gouvernement réitère son engagement exprimé dans le programme gouvernemental, d'intervenir auprès des autorités françaises et belges pour obtenir la fermeture des centrales nucléaires à risque, notamment les sites de Cattenom, Tihange et Doel.

Développement et acquisition de systèmes de drones armés par le Luxembourg | Question **2909** (22/09/2025) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Dans une interview publiée récemment dans la presse nationale, Madame la Ministre a indiqué que le Luxembourg envisageait, à court terme, de se doter de « loitering munitions » ainsi que, dans une seconde phase, d'unités de drones armés de petite taille. Ces développements sont présentés comme une réponse aux leçons tirées du conflit en Ukraine et s'inscrivent dans un contexte de forte accélération technologique dans le domaine des systèmes d'armement autonomes.

Or, cette orientation soulève des questions éthiques et juridiques fondamentales, notamment en ce qui concerne l'éventuelle utilisation de systèmes d'armes létales autonomes, c'est-à-dire des dispositifs où des décisions de ciblage et d'engagement pourraient être prises sans contrôle humain direct. Une telle perspective semble difficilement compatible avec les principes de la stratégie nationale en matière d'intelligence artificielle adoptée par le Conseil de Gouvernement lors de la précédente période législative, laquelle souligne la nécessité de conserver un contrôle humain significatif dans les processus décisionnels critiques.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Défense :

1) Ces systèmes, en particulier les « loitering munitions », sont-ils conçus pour fonctionner de manière autonome grâce à l'intelligence artificielle ou un contrôle humain direct est-il systématiquement assuré ? Existe-t-il déjà des projets qui ont été lancés dans ce domaine ?

2) Quels sont les principes éthiques et opérationnels qui encadrent actuellement le développement et l'acquisition de drones armés dans le cadre de la stratégie de défense luxembourgeoise, notamment en ce qui concerne la préservation du contrôle humain sur les décisions de ciblage et d'engagement ?

3) Comment les orientations définies dans la stratégie nationale en matière d'intelligence artificielle ont-elles été intégrées dans la réflexion sur l'introduction de ces nouvelles technologies militaires ? Cette stratégie est-elle encore actuelle face à l'évolution rapide du contexte technologique et sécuritaire ?

4) Quelle est la position défendue par le Luxembourg dans les instances européennes et internationales concernant la régulation ou l'interdiction des systèmes d'armes létales autonomes ?

Réponse (16/10/2025) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Défense

Les termes « loitering munitions », Lenkwaffen, drones FPV, munitions téléopérées sont utilisés de manière interchangeable, notamment en fonction de la langue utilisée, sans qu'une définition claire ou différenciée ne soit établie. La Défense luxembourgeoise fait cependant une distinction entre munitions téléopérées (MTO), drones armés et systèmes d'armes autonomes (SAA) (Autonomous weapon systems – AWS).

Une MTO est une arme guidée à distance par un opérateur humain, qui peut être dirigée en temps réel vers une cible après le lancement. La trajectoire peut donc être ajustée en vol. L'opérateur humain utilise une interface pour guider la MTO, permettant une grande précision et la possibilité d'annuler ou de rediriger l'attaque si nécessaire. La MTO est consommée, donc détruite, à l'impact. Par principe, une MTO est obligatoirement téléopérée sur toute ou sur une partie de la durée de sa mise en œuvre. Une intervention humaine est en conséquence possible jusqu'à impact. La MTO peut être considérée comme arme de type « loitering munition » avec un contrôle humain approprié jusqu'à impact.

Un drone armé est composé d'un aéronef guidé à distance, donc sans pilote à bord, équipé de capteurs (caméra, radar) et d'armements divers (missiles, bombes, etc.) qu'il peut lancer sur des cibles. L'opérateur humain est en mesure de contrôler l'attaque jusqu'au tir du missile ou de la bombe. Le drone armé est téléopéré en principe en permanence, des mesures de sécurité (p. ex. atterrissage automatique, retour automatique au point de lancement) sont néanmoins mises en place au cas d'une rupture du lien de communication.

La MTO se distingue donc d'un drone armé par le fait que l'aéronef est « consommable » (langage militaire voulant dire que l'engin qui porte la charge explosive est supposé être détruit à l'impact et ne pourra donc plus être réutilisé). La MTO et le drone armé se distinguent d'un missile par le fait que l'opérateur conserve une capacité de contrôle sur les conditions de déclenchement de la charge.

Aujourd'hui, en considérant les leçons tirées de la guerre d'agression non provoquée russe contre l'Ukraine, il s'avère que l'utilisation de drones armés et surtout de MTO a changé la dynamique sur le champ de bataille, de sorte que leur utilisation devient de plus en plus importante voire incontournable. En considérant en outre l'évolution rapide des menaces en ce sens, exclure l'utilisation de tels systèmes dès le départ exposerait des forces armées à des risques considérables. En conséquence, tant du côté de l'OTAN que de l'Union européenne, les forces armées sont sur le point de, sinon comptent introduire des drones armés ou MTO capables d'effectuer des tirs à haute précision sous contrôle humain et idéalement à l'abri des tirs ennemis.

À l'heure actuelle, uniquement l'introduction des MTO ou drones armés au sein de l'Armée luxembourgeoise est envisagée. La Défense luxembourgeoise respectera le droit international applicable et, en particulier, le droit international humanitaire (DIH), lors de l'emploi de ces technologies. À cet effet, l'application des principes du contrôle humain approprié et de la responsabilité humaine, tels que définis dans le rapport du groupe de travail interministériel sur les systèmes d'armes létales autonomes, est requise.

Les SAA peuvent présenter différents degrés d'autonomie, facilitée par des technologies émergentes comme l'intelligence artificielle. En ligne, tant avec la position luxembourgeoise et les actions de suivi approuvées par le Conseil de Gouvernement du 8 septembre 2023 qu'avec les principes directeurs affirmés par le groupe d'experts gouvernementaux sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes au niveau de l'ONU[8], l'acquisition et l'usage de SAA, qui à ce jour ne sont pas encore planifiés, exigent la réalisation d'une analyse des risques pour les différents types de tels systèmes en prenant en compte les aspects technologiques, éthiques et légaux.

Accidents en relation avec des motocycles | Question 2910 (22/09/2025) de M. André Bauler | M. Gusty Graas (DP)

Durant les mois derniers, plusieurs accidents mortels en relation avec des motocycles se sont produits au Luxembourg. Hélas, malgré les efforts de sensibilisation et en dépit de certaines mesures de sécurisation, ces accidents ont lieu assez régulièrement à travers le pays.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Monsieur le Ministre peut-il informer sur le nombre d'accidents en relation avec des motocycles et scooters ?

2) Combien de cyclomotoristes, motards et scootéristes ont trouvé la mort dans ces accidents depuis le 1er janvier 2020 ? Qu'en est-il, le cas échéant, des accidents dans lesquels ont été impliqués des conducteurs de quadricycles et de tricycles ?

3) La police a-t-elle pu renforcer, durant la saison estivale écoulée, les contrôles concernant tout particulièrement la conduite des cyclomotoristes, motards et scootéristes ? Dans quelles régions du pays ces contrôles ont-ils été les plus fréquents ?

4) Quels ont été les défauts techniques les plus courants qui ont été constatés lors de ces contrôles policiers ?

8 ONU CWW, Rapport final CCW/MSP/2019/9, 13/12/2019, Annexe III, points f) et g) URL : https://undocs.org/CCW/MSP/2019/9
f) Lors de la mise au point ou de l'acquisition de nouveaux systèmes d'armes basés sur des technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes, il conviendrait de prendre en considération la sécurité physique, les garanties non physiques appropriées (notamment la cybersécurité contre le piratage informatique ou le vol de données), le risque d'acquisition de ces systèmes par des groupes terroristes et le risque de prolifération ;
g) L'évaluation des risques et les mesures d'atténuation devraient faire partie du cycle de conception, de mise au point, de test et de déploiement des technologies émergentes dans tous les systèmes d'armes ;

Réponse (15/10/2025) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) et 2) Les chiffres d'accidents impliquant des motocyclistes, des scooters, des quadricycles et des tricycles depuis 2013 se présentent comme suit : 🠉

ad 3) La police effectue quotidiennement des contrôles routiers sur l'ensemble du territoire du Grand-Duché, au cours desquels les conducteurs de motocycles sont également contrôlés.

Tels que prévu par la mesure 16 du Plan national sécurité routière 2024-2028, les contrôles des motocycles sont renforcés pendant les mois d'été et plus particulièrement pendant la saison des deux-roues avec la campagne « Sécher op 2 Rieder » sur les tronçons fréquemment empruntés par les motocyclistes, notamment dans le nord du pays.

ad 4) Lors des contrôles effectués entre le 1er janvier 2020 et le 29 septembre 2025, les défauts techniques suivants ont été les plus fréquemment constatés sur les deux-roues : 🠉

Fin de la période transitoire de 24 mois pour adapter les statuts des associations et des fondations | Question 2911 (22/09/2025) de M. André Bauler | Mme Simone Beissel (DP)

Dat neit ASBL-Gesetz vum 7. August 2023 trëtt de 24. September 2025 a Kraaft. Dës Ännerunge sollen ee modernen, transparenten a méi efficacë Kader fir déi betraffen Associatiounen a Fondatioune schafen.

Laut dem Justizministère hate bis Abrëll dëst Joer just 14 % vun de ronn 9.000 betraffenen Associatiounen a Fondatiounen déi néideg Upassung vun hire Statute gemaach.

An deem Kader wollt ech der Madamm Justizministesch follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Associatiounen hunn déi obligatoresch Statuten-Ännerunge bis elo ëmgesat?

2. Wéi vill Associatiounen a Fondatiounen hunn dës Ännerungen nach net ëmgesat?

3. Wat fir Sanktioune si virgesi fir déi Associatiounen a Fondatiounen, déi hir Statuten net fristgerecht ugepasst hunn?

4. Wéi gëtt iwwerpréift, ob d'Associatiounen an d'Fondatiounen hir Statute konform ugepasst hunn? Bei wéi ville war dëst net de Fall ?

Réponse (22/10/2025) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

ad 1. Laut den Zuelen, déi vum Luxembourg Business Registers („LBR") geliwwert goufen, hunn 3.388 Associatiounen ouni Gewënnzweck (ASBLen) vun am Ganzen 9.287 Associatiounen uginn, datt si hir Statute wärend der Iwwergangsperiod aktualiséiert hunn. Dat entsprécht engem Taux vu 36,48 %.

Vun 192 Fondatiounen hunn der 81 hir Statuten ugepasst, wat 42,18 % entsprécht.

ad 2. De Rescht vun den Associatiounen an de Fondatiounen hunn deemno hir Statuten net un déi nei Gesetzgeebung ugepasst oder nach net deklaréiert, datt se dat gemaach hunn.

Et ass ze bemierken, datt och eng kleng Unzuel vun dësen Associatiounen a Fondatiounen nom 23. September 2023 gegrënnt goufen, an dofir hir Statuten direkt op Basis vum neie Gesetz ugeholl hunn.

Am Fall vun aneren Associatiounen a Fondatioune kann et och sinn, datt hir Statute scho konform zur

Gesetzgeebung vun 2023 waren, an datt eng Upassung dofir net néideg war.

ad 3. D'Gesetz vum 7. August 2023 iwwer d'Associatiounen ouni Gewënnzweck an d'Fondatioune gesäit eng gesetzlech Flicht vir, d'Statute wärend der Iwwergangsperiod unzepassen, also bis den 23. September 2025 um Mëtternuecht. Ab dem 24. September 2025 ënnerleien all ASBLen a Fondatiounen automatesch dem neie Gesetz, och wann hir Statuten net ugepasst goufen. Statutär Bestëmmungen, déi dem neie Gesetz widderspriechen, gëllen dann einfach als net geschriwwen, wat jee nodeem zu juristeschen an organisatoreschen Onsécherheete féiere kann.

ad 4. D'Grënnung vun enger ASBL ass net un eng administrativ Autorisatioun gebonnen. An dësem Kontext huet d'Gesetz vum 7. August 2023 näischt am Verglach zum Gesetz vum 21. Abrëll 1928 geännert.

Eng Ausnam sinn d'ASBLen, déi eng Unerkennung als ëffentlech nëtzlech Organisatioun („association reconnue d'utilité publique") ufroen oder kritt hunn, an d'Fondatiounen: hei ginn d'Statuten an hir Ännerunge vum Justizministère iwwerpréift fir ze kontrolléieren, ob se konform mam Gesetz sinn.

Allerdéngs ass ze bemierken, dass den LBR am Allgemenge beim Depot vun de geännerte Statuten duerch d'Associatiounen dann awer iwwerpréift, ob d'Elementer, déi am Gesetz vum 7. August 2023 virgesi sinn, an de Statuten enthale sinn. Den LBR kontrolléiert och, ob d'Donnéeën an den deposéierte Statute mat den Aschreiwungen am LBR kohärent sinn.

Et sief och nach eng Kéier dorobber higewisen, dass op der Internetsäit vum LBR Modeller vu Statute fir d'Associatiounen ze fanne sinn, déi dem neie Gesetz entspriechen. Zousätzlech leeft aktuell eng Informatiounscampagne iwwer en digitale Flyer, deen och op der Internetsäit vum Justizministère an op www.myasbl.lu ze fannen ass.

Collaborateurs des ministères impliqués dans l'élaboration de textes législatifs | Question **2913** (22/09/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'Qualitéit vun der legislativer Aarbecht an d'Effizienz vum Gesetzesprozess sinn zentral Elementer vun enger funktionéierender Demokratie. An dësem Kontext spillt d'personell Ausstattung vun de Ministèren, besonnesch wat d'Ausschaffe vu legislativen Texter ugeet, eng decisiv Roll.

Et ass awer festzestellen, datt de Staatsrot reegelméisseg seng Onzefriddenheet iwwert d'Qualitéit vun de Projets de loi zum Ausdrock bréngt, déi him fir Avis ënnerbreet ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir ëffentlechen Déngscht dës Froe stellen:

1. Wéi vill Fonctionnairen oder Employéen, déi legislativ Texter ausschaffen, schaffen op de verschiddene Ministèren, opgeschlësselt no Ministère?

2. Opgeschlësselt no Ministère, wéi vill vun dëse Fonctionnairen oder Employéë schaffen a Vollzäit respektiv an Deelzäit?

3. Opgeschlësselt no Ministère, wéi vill ETP (Employé équivalent temps plein) mécht dat aus?

4. Wéi war d'Evolutioun respektiv d'Fluctuatioun vun der Unzuel vun dëse Mataarbechter, opgeschlësselt no Ministère?

Réponse (10/10/2025) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique

ad 1. Et gëtt keng exklusiv Fonctioun fir d'Ausschaffe vu legislativen Texter. An der Description de fonction vum Expert en matière juridique ass d'Ausschaffe vu Gesetzesprojeten als eng vun de Missioune festgehalen, mee an der Reegel ass d'Ausschaffe vun engem Projet oft eng Zesummenaarbecht vu Juristen an Agenten aus dem Metier, an deem soll legiferéiert ginn. Am Prinzipp ass déi Tâche – nieft deenen aneren Tâchen – am „plan de travail individuel" vun den Agenten, deen eemol am Joer fixéiert gëtt, opgelëscht.

Aus deene Grënn kann ech dem honorabelen Deputéierten déi gefroten Zuelen net liwweren.

ad 2. Opgrond vu menger Äntwert op déi éischt Fro, kann ech och bei dëser Fro déi gefroten Zuelen net liwweren.

ad 3. Opgrond vu menger Äntwert op déi éischt Fro, kann ech och bei dëser Fro déi gefroten Zuelen net liwweren.

ad 4. Opgrond vu menger Äntwert op déi éischt Fro, kann ech och bei dëser Fro déi gefroten Zuelen net liwweren.

Démontage des installations en plexiglas dans les bureaux de l'ADEM | Question **2914** (22/09/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am Abrëll 2024 goufen d'Plexiglas-Schutzvirriichtungen an de Büroe vun der ADEM ofgebaut. Dës Schutzmoossnamen, déi geduecht waren, fir d'Infektiounsrisiken ze reduzéieren, goufen ouni ëffentlech Kommunikatioun ewechgeholl.

Dës Decisioun huet besonnesch Leit betraff, déi immunsuppriméiert sinn oder mat enger Behënnerung liewen – Gruppen, fir déi viral Infektiounen en eeschten an dauerhafte Gesondheetsrisiko duerstellen.

Méi besonnesch ass, datt de Centre pour l'égalité de traitement (CET) dëse Fall ënnersicht huet an eng formell Feststellung vun der Diskriminatioun erausginn huet. Trotz dëser offizieller Feststellung ass iwwer ee Joer méi spéit näischt geschitt an d'Schutzvirriichtunge goufen net nees opgestallt.

No den Informatiounen, déi eis matgedeelt goufen, huet de CET Bréiwer un d'ADEM an de Minister fir Aarbecht geschéckt – mat Rappeller –, mä keng Äntwert oder keng bedeitend Äntwert kritt.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Gläichheet tëscht Geschlechter an Diversitéit a fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. Firwat huet eng Diskriminatiounsfeststellung vum CET keng Konsequenzen innerhalb vun enger ëffentlecher Institutioun no sech gezunn?

2. Firwat sinn déi schützend Plexiglas-Virriichtungen net nees opgestallt ginn, trotz der Diskriminatiounsfeststellung?

3. Firwat sinn d'Interventioune vum CET anscheinend vun de verantwortlechen Autoritéiten ignoréiert ginn?

4. Wéi eng Mechanisme sinn en place fir ze garantéieren, datt ëffentlech Institutiounen sech un Decisioune vum CET halen – a wéi eng Konsequenzen existéieren, wann se dat net maachen?

5. Wéi eng konkreet Moossname gedenkt de Minister ze huelen, fir dës Situatioun ze korrigéieren an ze garantéieren, datt de gesetzleche Schutz vu vulnerabele Leit, besonnesch deene mat Behënnerungen oder chronesche Krankheeten, respektéiert gëtt?

Réponse (09/10/2025) de **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail

ad 1. Souwuel den Aarbechtsministère ewéi och d'ADEM kënnen d'Diskriminatiounsfeststellung vum CET an dëser konkreeter Situatioun net deelen.

Den Aarbechtsministère an d'ADEM deelen awer absolutt d'Suerg vum CET ëm d'Férderung vun enger net diskriminéierender Gesellschaft. Den Aarbechtsministère an d'ADEM huelen dëse Sujet ganz eescht a schaffen dagdeeglech un der Inklusioun vun all de Leit, ouni Diskriminatioun, ënnerhalb vun der ADEM an an d'Aarbechtswelt am Allgemengen.

ad 2. Dës Panneauen, souwéi eng Rei aner Mesurë wéi d'Droe vun der Mask, d'Begrenzung vun der Zuel vu Persoune pro Raum, d'obligatorescht Virweise vun Tester asw., goufen am Kader vun der Covid-19-Pandemie installéiert, a Konformitéit mat den Empfeelunge vun der Direktioun vun der Santé.

D'ADEM huet dës Empfeelunge gewëssenhaft ëmgesat, fir hir Mataarbechter a Clientë sou gutt wéi méiglech ze schützen.

Déi aktuell Situatioun ass awer eng ganz aner. Et gëtt de Moment keng speziell Bedroung fir d'ëffentlech Gesondheet an eisem Land; et ass also ganz normal, dass déi speziell Mesuren am Zesummenhang mam Covid-19 opgehuewe ginn an d'Panneauen net nees opgestallt gi sinn.

ad 3. Wéi schonn erwäänt, besteet de Moment keng spezifesch Gefor fir d'ëffentlech Gesondheet an eisem Land, an dofir ass et och ganz normal, dass déi speziell Moossnamen am Zesummenhang mam Covid-19 ofgeschaaft goufen. Dat ass bei alle Ministèren an Administratiounen an och an der ganzer Gesellschaft de Fall.

Wat speziell d'Plexiglas-Panneauen ugeet, d'nämmlecht wéi och bei anere Verwaltungen, goufen si ewechgeholl, fir erëm en direkte Kontakt tëscht de Clienten an hire Beroder ze erlaben – e Kontakt, deen der ADEM ganz wichteg schéngt, well et hei ëm eng Vertrauensrelatioun geet an net nëmmen ëm eng administrativ Prozedur.

Dat hat d'ADEM esou och dem CET am September 2024 matgedeelt.

ad 4. De CET ënnersteet der Chamber an net engem Ministère. D'Netëmsetzung vu Recommandatioune vum CET zéie keng direkt Konsequenze mat sech. Et sinn och aktuell keng Mechanisme virgesinn, weeder administrativer nach rechtlecher Natur.

ad 5. Wat d'ADEM-Mataarbechter ugeet, déi e besonnesche Risiko fir eng Ustiechung hunn (dëst bezitt sech net nëmmen op Persoune mat engem Handicap-Statut) an déi en direkte Kontakt mat de Clienten hunn, erlaabt d'ADEM selbstverständlech d'Droe vun FFP2-Masken, déi si an deem Fall och gratis zur Verfügung stellt. Wann dës Moossnam net méiglech oder net akzeptéiert ass, bitt d'ADEM am leschte Schrëtt eng Ännerung vun der Affektatioun vum Agent an eng Funktioun ouni Clientskontakt un.

Pénurie de professeurs dans certaines disciplines | Question **2915** (23/09/2025) de **Mme Barbara Agostino | M. André Bauler** (DP)

Il est un secret de polichinelle que l'enseignement luxembourgeois éprouve des difficultés de recrutement dans des disciplines diverses, en particulier dans certaines langues et dans les mathématiques.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ainsi qu'à Madame la Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur :

1) Monsieur le Ministre peut-il informer sur les besoins en professeurs de langue au fil des cinq années à venir, en particulier dans le domaine de l'allemand, de l'anglais et du français ?

2) Monsieur le Ministre peut-il informer sur les besoins en professeurs de mathématiques durant les cinq années à venir ?

3) Combien de professeurs prendront plus que probablement leur retraite dans ces disciplines ?

4) Madame la Ministre peut-elle informer sur le nombre d'étudiants qui sont actuellement en voie de formation dans les disciplines concernées ?

Réponse (28/10/2025) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) à 3) Le besoin total en postes dans les spécialités relevées par les honorables Députés pour les cinq années à venir se calcule en additionnant

– le nombre de postes destinés à résorber les leçons supplémentaires ;
– le nombre de postes destinés au remplacement des départs à la retraite ;
– le nombre de postes résultant de l'évolution du nombre d'élèves de l'enseignement secondaire.

Le tableau↑ ci-dessous renseigne le nombre de leçons supplémentaires dans les quatre spécialités en question ainsi que leur équivalent approximatif en postes (dans l'hypothèse d'une résorption totale des leçons supplémentaires) :

Le nombre prévisionnel de départs à la retraite dans les spécialités en question ressort du tableau↑ suivant :

Le besoin en postes est également fonction de l'évolution démographique et plus précisément de l'augmentation prévisionnelle du nombre d'élèves. Le tableau↑ ci-dessous renseigne les besoins en postes supplémentaires qui en résultent pour les cinq années à venir :

Le besoin total en postes pour les cinq années à venir s'établit donc comme suit :↑

Le besoin total en postes tel qu'il ressort du dernier tableau doit toutefois être nuancé par le fait qu'une résorption totale des leçons supplémentaires n'est guère envisageable en raison du caractère technique de certaines leçons supplémentaires, plus particulièrement dans les spécialités comportant un nombre élevé de leçons hebdomadaires.

ad 4) L'Université du Luxembourg offre, au niveau du cycle de master, un programme d'études en enseignement secondaire, qui prépare les candidats de façon ciblée à devenir enseignants dans l'enseignement secondaire luxembourgeois.

Ce programme compte actuellement 84 étudiants. La répartition entre les filières et les années d'études se présente comme suit :↑

À souligner toutefois que le passage par ce programme de master en enseignement secondaire de l'Université du Luxembourg ne constitue pas une étape obligatoire pour les futurs enseignants, si bien que le vivier est susceptible d'être alimenté également par bon nombre des étudiants suivant d'autres programmes d'études dans les disciplines concernées.

Ainsi, il ressort de la base de données du Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur relative à l'aide financière de l'État pour études supérieures que, parmi les étudiants résidents ayant bénéficié en 2024-2025 de ladite aide financière, 392 étudiants étaient inscrits dans un programme d'études de mathématiques ou de mathématiques et statistiques (tous pays confondus), 269 étaient inscrits dans un programme d'études de lettres et de langues en Allemagne et en Autriche, 166 dans un programme d'études de lettres et de langues en France et en Belgique francophone et 67 dans un programme d'études de lettres et de langues au Royaume-Uni et en Irlande.

Le ministère ne dispose toutefois pas d'informations concernant les projets professionnels de ces étudiants. Si certains d'entre eux se destinent sans doute à une carrière dans l'enseignement secondaire luxembourgeois, cela ne vaut certainement pas pour tous les étudiants concernés, d'autant que bon nombre des programmes d'études, que ce soit en mathématiques ou en langues, ne préparent pas de manière exclusive à l'enseignement mais ont une orientation plus polyvalente.

Rénovation du « Fisselsbréck » | Question **2916** (23/09/2025) de **M. Charles Weiler** (CSV)

Nodeems déi sougenannte Fisselsbréck zu Dikrech, déi den Zentrum mat dem Quartier Sauerwiss souwéi de Lycéeën a Sportsinfrastrukture verbënnt, huet missen aus Sécherheetsgrënn am Abrëll 2024 zougemaach ginn, ass d'Mobilitéit vun den Awunner vun Dikrech an de Schüler aus de Lycéeë staark beanträchtegt.

Dëst zumools, well d'Pontonsbréck, déi als Ersatz ugeduecht war an am Mee 2024 a Betrib geholl gouf, den Ufuerderungen net gerecht gëtt an ëmmer nees duerch Héichwaasser beschiedegt gëtt.

Dofir gouf säitens der Stroossebauverwaltung eng méi resistent provisoresch Bréck der Stad Dikrech an Aussiicht gestallt, an dëst schonn am September 2024.

Nodeems ursprénglech virgesi war, dass d'Aarbechten u genannter Bréck bis Juli 2025 sollte fäerdeggestallt ginn, ass dësen Delai duerno bis Enn September verlängert ginn.

Laut engem Presseartikel vum 21. September 2025 sollen d'Aarbechten elo op d'mannst bis den November undaueren.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

1. Kann d'Madamm Ministesch präziséieren, wat d'Ursaache vun de Verspéidunge fir d'Fäerdegstellung vun der provisorescher Bréck sinn?

2. Kann d'Madamm Ministesch matdeelen, wéini d'Aarbechten un der provisorescher Bréck definitiv ofgeschloss wäerte sinn?

3. Kann d'Madamm Ministesch soen, wéini d'Sanéierungsaarbechten un der Fisselsbréck ufänken a wéi laang dës ongeféier dauere wäerten?

Rénovation du « Fisselsbréck » | Question **2929** (24/09/2025) de **M. André Bauler** (DP)

D'Fisselsbréck an der Sauerstad Dikrich, déi viru 50 Joer ageweit gouf, ass aus Sécherheetsgrënn virun iwwer 12 Méint zougemaach ginn. Dëst Bauwierk ass 70 Meeter laang a besteet aus Stol an arméiertem Bëton. Si gouf duerch eng Pontonsbréck „ersat", déi awer bei Héichwaasser net ka genotzt ginn. Dofir soll e méi zolitte Provisorium d'Pontonsbréck ofléisen. Dat sollt, wéi mer aus der Press liesen, fir d'Rentrée, also Mëtt September, de Fall sinn. Dorauser ass awer bis haut näischt ginn.

An deem Kader wollt ech der Madamm Ministesch fir d'Mobilitéit a fir d'Travaux publics follgend Froe stellen:

1. Aus wat fir engen Ursaache konnt deen neien, méi komfortabelen a séchere Provisorium net verwierklecht ginn?

2. Wéini wäerten d'Sanéierungsaarbechten un der Fisselsbréck kënnen ufänken? Sinn dës Aarbechte schonn ausgeschriwwe ginn?

Réponse (22/10/2025) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi honorabel Deputéiert stelle Froen zu de Grënn fir d'Verspéidunge bei där provisorescher Bréck zu Dikrech.

Virop wéilt ech soen, dass ech d'Gemengenautoritéiten an d'Awunner*inne ganz gutt verstinn an och hir Ongedold. D'Aarbechten hunn effektiv Verspéidung. Wéi d'Stroossebauverwaltung eis matdeelt, huet déi provisoresch Bréck an d'Plaz wou se realiséiert gëtt, zousätzlech zu der provisorescher Schwammbréck, als Konsequenz, dass d'Ufuerderungen a punkto Gestioun vum Waasser besonnesch héich sinn. Dat och am Kader vum Héichwaasserschutz. Dofir si speziell Etüde gemaach ginn, fir den Impakt vun der neier provisorescher Infrastruktur souwäit wéi méiglech ze minimiséieren. Dobäi ass de Schutz vun den Awunner*innen an der Noperschaft vun der Sauer déi éischt Prioritéit.

Kann d'Madamm Ministesch präziséieren, wat d'Ursaache vun de Verspéidunge fir d'Fäerdegstellung vun der provisorescher Bréck sinn?

Aus wat fir engen Ursaache konnt deen neien, méi komfortabelen a séchere Provisorium net verwierklecht ginn?

Op d'Grënn vun de Verspéidunge sinn ech schonn an der Aleedung op d'Äntwert op dës parlamentaresch Froen agaangen. Doriwwer eraus ass et esou, dass d'Komplexitéit vum Dossier dozou gefouert, dass d'Etüde méi Zäit an Usproch geholl hunn ewéi virgesinn. D'Aarbechte sollten am Abrëll 2025 ufänken, konnten dunn awer eréischt am Juli 2025 ufänken.

Kann d'Madamm Ministesch matdeelen, wéini d'Aarbechten un der provisorescher Bréck definitiv ofgeschloss wäerte sinn?

D'Aarbechten un där provisorescher Bréck wäerte viraussiichtlech bis Mëtt November 2025 ofgeschloss sinn. Dëse Planning ass allerdéngs ofhängeg vun de Wiederkonditiounen.

Kann d'Madamm Ministesch soen, wéini d'Sanéierungsaarbechten un der Fisselsbréck ufänken a wéi laang dës ongeféier dauere wäerten?

Wéini wäerten d'Sanéierungsaarbechten un der Fisselsbréck kënnen ufänken? Sinn dës Aarbechte schonn ausgeschriwwe ginn?

Aktuell gëtt un engem Projet geschafft, deen d'Komplettsanéierung vun der Fisselsbréck virgesäit. Dobäi ass geplangt, d'Seeler vun der Bréck duerch neier ze ersetzen an och d'Pilieren ze erneieren. Zousätzlech soll d'Bréck esou ëmgestalt ginn, dass méi Plaz fir Foussgänger*innen a Vëlosfuerer*inne geschaf gëtt.

D'Etüden am Zesummenhang mat den néidegen Autorisatioune si nach am Lafen. Op Basis vun dësen Etüden erginn sech d'Parameeteren, déi fir déi weider Planung vun de Sanéierungsaarbechte relevant sinn.

Aktuell ass dovun auszegoen, dass d'Sanéierungsaarbechten net virun 2028 kënne lancéiert ginn.

Wann d'Aarbechte bis ufänken, wäert de Chantier ongeféier annerhalleft Joer daueren.

Épuisement professionnel dans la fonction publique | Question **2918** (23/09/2025) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

Depuis le début de l'année 2024, le nombre de personnes qui consultent le Service psychosocial (SPS) de

la Fonction publique et qui déclarent elles-mêmes un épuisement professionnel (sans qu'un tel constat soit validé par un médecin ou un psychiatre) est intégré dans les statistiques de ce service.

– Dès lors, je souhaiterais savoir de Monsieur le Ministre de la Fonction publique à combien s'élève ce chiffre pour l'année 2024, même s'il n'y a pas encore de possibilité de comparer à ceux d'autres années.

– J'aimerais également obtenir une ventilation de ce chiffre selon l'administration où travaillent les personnes concernées ainsi que le nombre total de personnes qui ont consulté le SPS pendant l'année 2024.

Réponse (06/10/2025) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique

Pour l'année 2024, le nombre de personnes qui se sont présentées au Service psychosocial (SPS) de la Fonction publique en déclarant un épuisement professionnel s'élève à 67. Au total, le SPS a été consulté sur l'ensemble de l'année 2024 par 787 agents.

Les risques psychosociaux varient fortement selon la fonction de l'agent et la nature des missions de son administration. Il est à noter que certaines situations d'épuisement professionnel peuvent également être en lien avec une situation familiale ou privée conflictuelle. Par ailleurs, quelques entités disposent d'un service de soutien psychologique en interne. Une ventilation par administration du nombre de consultations pour épuisement professionnel auprès du SPS n'est dès lors pas pertinente.

Pour ces raisons, il est à constater que le nombre de personnes qui viennent consulter le SPS en déclarant un épuisement professionnel ne permet pas de tirer des conclusions générales concernant la situation au sein de la fonction publique dans son ensemble ou dans des administrations en particulier.

Rôle du Ministère des Affaires intérieures dans la gestion des syndicats communaux | Question **2921** (23/09/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Gewerkschaft FGFC huet op hirem Protestpiquet vum 19. September op Mëssstänn beim TICE opmierksam wëlle maachen. Et gouf vill Virwërf géint d'Personalmanagement vum TICE an d'Ambiance beim Gemengesyndikat schéngt fir vill Employé.e.ën un engem Déifpunkt ugelaangt ze sinn.

D'FGFC informéiert, dass Decisioune géint Employé.e.ë geholl goufen, déi géint Gesetzer géife verstoussen. An deem Kontext hat d'FGFC och dem Inneministère eng 7 Bréiwer geschriwwen, wouvunner awer bis haut nach keen Eenzege beäntwert gouf.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Wäert den Inneminister op d'Bréiwer vun der FGFC äntweren?

2. Den Inneminister hat an der Äntwert op meng Fro N° 2543 geschriwwen:
„Ech erënneren drun, dass d'Gestioun vum Personal eng exklusiv Kompetenz vum Bureau vum Gemengesyndikat ass a senger eegener Responsabilitéit ënnerläit."
Wéi eng Roll spillt den Inneministère, als Autorité de tutelle vun de Gemengen, bei der Kontroll vun den Aktivitéite vu Gemengesyndikater an Decisioune vu Gemengen, déi d'Gemengesyndikater betreffen?

3. Wäert den Inneminister dofir suergen, dass d'Delegéiert vun den onofhängeg gewielte Personaldelegatiounen d'Rechter vun hirem Mandat kënnen ausüben?

Réponse (03/10/2025) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Den honorabelen Députéierte Goergen verweist op Bréiwer, an deenen d'Personaldelegatioun vum TICE sech iwwer präsuméiert Feelverhale vum Bureau beschwéiert.

Den Artikel 32 vun dem ëmgeännerte Règlement grand-ducal vum 10. August 1991 iwwer d'Designatioun, d'Kompositioun an de Fonctionnement vun de Personaldelegatioune vun de Gemengebeamte gesäit vir, dass de Bureau vun engem Gemengesyndikat an d'Personaldelegatioun, an engem Sträitfall, d'Missioun hu fir ze probéieren, eng Kompromëssléisung ze fannen, déi esouwuel dem Interesse vum Personal ewéi och dem Gemengesyndikat entspréicht.

D'Parteie kënnen den Inneminister réischt saiséieren, wann si no zwou Stellungname kee Konsens fonnt hunn.

Bei kengem vun den uewe genannte Bréiwer ass dës Prozedur respektéiert ginn, sou dass se net als valabel Stellungname kënne consideréiert ginn an domat irrecevabel sinn. D'FGFC huet dat matgedeelt kritt.

ad 2. D'Akte vun den Organer vun engem Gemengesyndikat ënnerleien deem selwechte Kontrollmechanismus wéi deen, deen d'Gemengegesetz a sengen Artikelen 103 bis 107bis fir d'Akte vu Schäffen- a Gemengeréit virgesäit.

ad 3. Den Inneminister huet keng Kenntnis vu Fäll, wou Membere vun enger Personaldelegatioun hir Rechter am Kader vun hirem Mandat net konnten oder kënnen ausüben.

Demandes d'exclusion d'Israël de l'Eurovision | Question **2923** (24/09/2025) de **M. Ben Polidori** (LSAP)

Récemment, plusieurs pays, dont la Slovénie, l'Irlande, les Pays-Bas et l'Espagne ont annoncé qu'ils boycotteraient le Concours Eurovision de la chanson, si Israël y participait. Au-delà d'être un concours musical, l'Eurovision est un événement culturel européen d'envergure mondiale. C'est pourquoi son organisation et ses valeurs doivent s'aligner sur les principes fondamentaux des droits humains et de la dignité humaine. Or, l'État d'Israël fait l'objet d'une enquête pour crimes de génocide et ses bombardements aveugles de Gaza se poursuivent.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur et à Monsieur le Ministre de la Culture :

1) Le Gouvernement estime-t-il qu'Israël pourrait utiliser l'Eurovision comme une plateforme de blanchiment et de normalisation culturelle, ce qui serait contraire à l'esprit de cet événement ? Comment le Gouvernement juge-t-il l'impact de la participation d'Israël à l'Eurovision sur l'opinion publique nationale et internationale ?

2) Le Gouvernement envisage-t-il d'intervenir pour interdire la participation d'Israël – un État faisant face à de graves accusations internationales ?

3) Quelles mesures le Gouvernement prendra-t-il si l'État d'Israël n'est pas exclu de l'Eurovision ? Le Gouvernement envisage-t-il d'intervenir auprès de RTL Group au sujet du boycott de l'Eurovision à Vienne par le Luxembourg ?

Réponse (22/10/2025) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Eric Thill,** Ministre de la Culture

ad 1) Il n'appartient pas au Gouvernement luxembourgeois de se prononcer sur les intentions d'Israël, ni d'évaluer l'impact potentiel de la participation du pays sur l'opinion publique.

ad 2) Le Gouvernement luxembourgeois considère l'Eurovision avant tout comme un concours musical international, destiné à promouvoir l'expression artistique, mettant avant la diversité, l'ouverture et le respect mutuel. Dans cet esprit, il est essentiel de préserver une distinction claire entre les sphères culturelles et les tensions géopolitiques.

ad 3) Le Luxembourg poursuit l'organisation du Luxembourg Song Contest, dans une démarche de valorisation de la scène musicale et culturelle nationale.

Le concours international est coordonné par l'Union européenne de radiotélévision (UER) et ses membres, indépendamment de toute autorité gouvernementale. En tant que membre, RTL Lëtzebuerg est associé au processus de consultation en cours et informé des décisions envisagées.

Le Gouvernement luxembourgeois, tout comme RTL Lëtzebuerg, continue à suivre les évolutions actuelles avec attention.

Destruction de contraceptifs par les États-Unis | Question **2924** (24/09/2025) de **Mme Paulette Lenert** (LSAP)

D'USA hunn am Summer decidéiert, Stocke vu Verhütungsmëttel am Wäert vun 9,7 Milliounen Euro ze zerstéieren. D'Begrënnung fir dës Decisioun wier, dass d'Trump-Administratioun sech fir de Schutz vun ongebuerene Kanner weltwäit asetzt. Dëst ass eng Vermëschung vun der Contraceptioun an dem Schwangerschaftsofbroch. D'Zerstéiere vun dësem medezinnesche Material géing iwwer 1,4 Millioune Fraen a Meedercher den Accès zu grondleeënder Gesondheetsversuergung ewechhuelen. De Gros vun dëse Verhütungsmëttel, dorënner Anti-Baby-Pëllen, Sterileten an aner Implantater, waren am Kader vun internationaler Hëllef fir afrikanesch Länner virgesinn. Dobäi sinn dës Länner, nämlech déi Demokratesch Republick Kongo, de Kenia, Tansania, Sambia a Mali schonn a graven humanitäre Situatiounen.

Rezent ass bekannt ginn, dass dës Stocken sech a Frankräich esouwéi an der Belsch solle befannen. De flammänneschen Autoritéiten no, hätt keng d'Zerstéierung vun de Stocken a Flandern stattfonnt. Déi belsch Autoritéite wiere bei den amerikaneschen Autoritéiten intervenéiert. Et ass aktuell net kloer, ob d'Stocken a Frankräich schonn zerstéiert gi sinn.

An deem Kontext géing ech dem Här Minister fir Entwécklungszesummenaarbecht an humanitär Ugeleeënheete follgend Froe stellen:

1. Wéi steet den Här Minister zu der Entscheedung vun der Trump-Administratioun, Verhütungsmëttel am Wäert vun 9,7 Milliounen Euro aus enger ideologescher Motivatioun wëllen ze zerstéieren?

2. Huet den Här Minister d'Intentioun bei den USA ze intervenéieren, fir d'Zerstéierung vun dëse Verhütungsmëttel ze verhënneren?

3. Envisagéiert den Här Minister um internationalen Niveau Schrëtt ze ergräifen, fir an der internationaler Communautéit Léisungen ze sichen, fir d'Ewechbrieche vun der US Aid, besonnesch am Beräich vun der Gesondheetsversuergung, ze mitigéieren? Wa jo, wéi eng?

Réponse (14/10/2025) de **M. Xavier Bettel,** Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

ad 1. De Ministère fir auswäerteg an europäesch Ugeleeënheeten, Verdeedegung, Entwécklungszesummenaarbecht an Aussenhandel, kommentéiert Decisioune vun ausländesche Regierungen net, mee d'Lëtzebuerger Kooperatioun setzt sech weiderhi fir d'Rechter a Fräiheete vun de Meedercher a Fraen an.

ad 2. D'Ënnerstëtzung vu Lëtzebuerg fir fundamental Rechter, zu deenen d'Gesondheetsversuergung an déi sexuell a reproduktiv Rechter gehéieren, gëtt systematesch an allen internationale Gremien, ënner anerem der UNO, ervirgehuewen. Lëtzebuerg ënnerstëtzt aktiv Resolutiounen an dësem Beräich, ass Member vum „Nexus"-Grupp an „SRHR likeminded (sexuell a reproduktiv Gesondheet a Rechter)"-Grupp, déi eng Rei Länner regroupéieren, déi progressiv op dësem Sujet schaffen.

Um normative Plang setzt sech Lëtzebuerg weiderhi fir d'Rechter a Fräiheete vun de Meedercher a Fraen an, a vertrëtt an Negociatioune weiderhin eng progressiv Positioun wat sexuell a reproduktiv Gesondheet a Rechter ugeet, souwuel am Kader vun de „Governing boards" vun den UNO-Agencen, wéi an deene verschiddene Kommissioune vun de Vereenten Natiounen, notamment der „Commission on the Status of Women". Den 22. September 2025 huet sech Lëtzebuerg am Kader vun der UNO-Generalversammlung enger gemeinsamer Deklaratioun vum Mouvement „SheDecides" ugeschloss ënnert dem Titel „5 Years to Deliver Gender Equality and SRHR (Sexual and Reproductive Health and Rights) by 2030".

ad 3. D'Lëtzebuerger Kooperatioun engagéiert sech weiderhi politesch a finanziell am Beräich vun der Gesondheetsversuergung, besonnesch duerch hir Zesummenaarbecht mat multilateralen Organisatiounen.

Ënner anerem huet de Ministère seng finanziell Contributiounen, duerch pluriannuell Partenariater, un déi follgend Organisatiounen erhéicht: Weltgesondheetsorganisatioun (2025–2028: 46,5 Milliounen Euro), Global Fund (2026–2028: 13,8 Milliounen Euro), Gavi (2026–2030: 5 Milliounen Euro), UNFPA (2026–2029: 27,9 Milliounen Euro), Unicef (2026–2029: 28 Milliounen Euro), UN Women (2026–2029: 16,6 Milliounen Euro) an UNDP (2026–2029: 25,4 Milliounen Euro).

Recommandation concernant la vaccination contre la grippe | Question **2925** (24/09/2025) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Le 22 septembre 2025, le directeur de la Santé a publié une circulaire à l'attention du corps médical concernant la vaccination antigrippale des personnes de 65 ans et plus, en préconisant l'utilisation prioritaire des vaccins hautement dosés.

Le Syndicat des pharmaciens du Luxembourg (SPL) a réagi via communiqué de presse en date du 23 septembre 2025, en exprimant ses vives inquiétudes face à cette décision. La circulaire du 22 septembre 2025 aurait été publiée sans concertation avec les pharmaciens et les grossistes-répartiteurs, pourtant indispensables à la réussite de cette campagne vaccinale. Or, aucun vaccin hautement dosé n'est actuellement disponible au Luxembourg, ce qui pourrait créer une confusion chez les patients et retarder la protection de la population à risque. Cette décision met en outre en péril la logistique déjà engagée autour de milliers de doses de vaccins classiques distribuées en pharmacie. Elle risque également de miner la confiance du public dans les campagnes vaccinales, en raison d'un manque d'anticipation, alors que les recommandations de la « Ständige Impfkommission » (STIKO) allemande ont été publiées en octobre 2024.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Pour quelles raisons la circulaire du 22 septembre 2025 mentionnée ci-dessus a-t-elle été publiée sans concertation préalable avec les pharmaciens et les grossistes-répartiteurs ?

2) Quelles mesures concrètes le ministère entend-il mettre en place pour garantir un approvisionnement suffisant et rapide en vaccins hautement dosés pour la population concernée ?

3) Comment le ministère compte-t-il gérer la situation des patients déjà vaccinés avec un vaccin classique afin d'éviter une confusion, surtout de la population à risque ?

4) Quelles explications peuvent être données quant au retard pris par rapport aux recommandations publiées en Allemagne en octobre 2024 ? Quelles mesures le ministère envisage-t-il pour améliorer l'anticipation et la coordination des futures campagnes vaccinales ?

Réponse (17/10/2025) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Au Luxembourg, les pharmaciens précommandent les vaccins pour la saison de vaccination contre la grippe auprès des grossistes-répartiteurs plusieurs mois à l'avance. Lors de ces précommandes il n'était pas encore connu si le nouveau vaccin hautement dosé serait effectivement disponible pour la saison 2025.

Il n'était donc pas possible de se concerter avec les pharmaciens et grossistes-répartiteurs puisque que la Direction de la santé n'avait pas, d'une part la confirmation ferme que le vaccin en question serait effectivement livré par le producteur, et que d'autre part, les modalités de prise en charge financière partagée entre l'État et la Caisse nationale de santé n'avaient pas encore été clarifiées. Dès que ces éléments étaient disponibles, les grossistes-répartiteurs, les pharmaciens et les médecins ont été informés.

ad 2) La Direction de la santé est en contact régulier avec le producteur du vaccin (Sanofi) afin de s'assurer que le vaccin hautement dosé soit effectivement livré à temps, c'est-à-dire avant le 15 octobre, au Luxembourg. Par suite de ces échanges, le producteur garantit la conversion de toutes les doses précommandées de leur produit à dose standard en vaccin à haute dose, si cela est souhaité par les pharmaciens et médecins. Au-delà de cette quantité, le producteur est disposé à livrer des doses supplémentaires en cas de besoin. Grâce à ces démarches, la première livraison de vaccins Efluelda est arrivée au Luxembourg le 13 octobre 2025.

ad 3) Comme le précise l'avis du Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI), et d'ailleurs également les recommandations de la Ständige Impfkommission (STIKO) en Allemagne, du Conseil supérieur de santé (CSS) en Belgique et de la Haute Autorité de Santé (HAS) en France, une vaccination avec un vaccin à dose standard reste une alternative tout à fait valable en cas d'indisponibilité du vaccin hautement dosé. S'il s'avère donc qu'une personne a déjà été vaccinée avec un vaccin à dose standard, aucune autre mesure supplémentaire n'est nécessaire. Le CSMI recommande d'ailleurs de commencer les vaccinations grippe à partir du 15 octobre afin d'éviter une perte trop précoce des anticorps protecteurs en fin de saison grippale (février-mars), moment où se situe typiquement le pic de fréquence de l'infection dans notre pays.

ad 4) Le Luxembourg reste tributaire de la disponibilité effective des vaccins sur le territoire national pour la réalisation de toute campagne de vaccination. Or, dans un marché libre, les producteurs de vaccins décident eux-mêmes du moment où ils souhaitent commercialiser un vaccin dans un pays donné. Il s'avère que le vaccin en question a été déjà commercialisé antérieurement dans certains pays européens, mais pas au Luxembourg. La firme Sanofi avait initialement annoncé une mise sur le marché luxembourgeois de leur vaccin pour 2026 avant de finalement avancer cette date à 2025. Nous sommes ainsi en phase avec d'autres pays qui viennent d'introduire ce vaccin (France : avis HAS le 9 mai 2025[9], Belgique : avis CSS le 14 juillet 2025[10]).

La Direction de la santé reste en contact régulier avec le CSMI, elle réalise une veille régulière sur l'innovation en matière de vaccination et garde le contact avec les sociétés producteurs afin de les encourager à commercialiser leurs nouveaux produits rapidement au Luxembourg.

Portières de voitures électriques bloquées | Question **2927** (24/09/2025) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Am däitsche Bundesland Nordrhein-Westfale sinn de 7. September dräi Leit bei engem Autosaccident ëm d'Liewe komm. Den Elektroauto vun der Mark Tesla war am Kader vun engem Accident a Brand geroden. Esou wéi a verschiddenen däitsche Medien ze liesen ass, hätten Zeie probéiert, d'Leit aus dem Auto ze befreien, konnten awer näischt maachen, well déi elektronesch Dieren sech net méi vu baussen opmaache gelooss hunn. D'Enquêteure ginn elo och der Fro no, ob eng mechanesch Dier an dësem Fall hätt kënne Liewe retten.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Ass der Madamm Minister dee Fall bekannt? Falls jo, wéi reagéiert si dorop?

2. Mussen zu Lëtzebuerg sämtlech Autoen iwwert eng mechanesch Dier verfügen? Falls net, firwat net? Wéi ass an deem Fall séchergestallt, datt d'Dieren zu all Ablack opgoe kënnen?

Réponse (21/10/2025) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Mir ass de Fall bekannt, deen ech zudéifst bedaueren.

ad 2. Am europäesche Recht gëtt d'Typgeneemegung vu Gefierer duerch d'Veruerdnung (EU) 2018/858 gereegelt. Dës Veruerdnung definéiert d'technesch Ufuerderungen, déi nei Gefierer, Systemer, Komponenten an technesch Eenheeten erfëlle mussen, fir um EU-Maart zougelooss ze ginn, an ass duerch d'Veruerdnung (EU) 2024/1610 ergänzt ginn.

Am Kader vun dësem europäeschen Typgeneemegungssystem ginn och d'Dieren, d'Schléissmechanismen an d'Haltevorrichtungen no harmoniséierte Sécherheetsnorme gepréift. Dës Norme baséieren op internationale Reglementer vun der UNECE (United Nations Econonomic Commission for Europe), dorënner d'Reglement Nr. 11, dat sech mat „door latches and hinges", also Verriggelunge vun Dieren a Scharnéiere beschäftegt.

Aktuell besteet an der europäescher Gesetzgeebung keng explizitt Flicht, datt elektresch bedriwwen

[9] Haute Autorité de Santé – Vaccination contre la grippe saisonnière des personnes de 65 ans et plus. Place des vaccins Efluelda et Fluad*

[10] CSS 9418 grippe saisonniere*

Dieren eng Méiglechkeet mussen hunn, fir d'Dieren an engem Noutfall mechanesch opmaachen ze kënnen. Dëst Theema gëtt aktiv op internationalem Plang diskutéiert, souwuel bei de Vereenten Natioune wéi um Niveau vun den europäeschen Institutiounen. Et ass also méiglech, datt zukünfteg Reglementer dës Ufuerderung integréieren.

Wann e Gefier eng gëlteg EU-Typgeneemegung vun engem Memberstaat kritt huet, sinn all aner Memberstaaten, dorënner Lëtzebuerg, verflicht, dës Geneemegung unzeerkennen. Eng national Ofleenung wéinst der Ausféierung vun den Dieren ass domat net méiglech.

Lëtzebuerg wäert sech och an Zukunft un déi gemeinsam europäesch an international Reegelen halen a weiderhi sämtlech Upassungen ëmsetzen, déi op EU- oder internationalem Niveau zu de Sécherheetsnormen entscheet ginn.

Services d'éducation et d'accueil | Question **2930** (24/09/2025) de **Mme Francine Closener** (LSAP)

Wie sech zu Lëtzebuerg op d'Sich no enger Crèchë- bzw. Betreiungsplaz fir säi Kand mécht, stellt séier fest, dass et eng villfälteg Offer gëtt. D'Betreiungsofferen ënnerscheeden sech duerch hir pädagogesch Konzepter (Pikler, Montessori, Reggio Emilia etc.) an d'Ubidder vun de Betreiungsservicer kënne Privatleit, ASBLen, Gemengen oder privat Betriber sinn. Et gëtt Dageselteren, Crèchen, déi vun de Gemenge gefouert ginn, konventionéiert Crèchen a privat Crèchen. Et fënnt een e normal Crèchen, Mini-Crèchen an et gëtt och fir Mikro-Crèchë Reklamm gemaach.

D'Liberaliséierung huet am Secteur vun der Petite enfance vill Verännerunge mat sech bruecht. Besonnesch d'Installatioun vun de grousse private Gruppen ass dobäi awer net onëmstridden, well et bei verschiddene Chaînen am Ausland zu Skandaler bezüglech der Qualitéit vun de Servicer an den Aarbechtskonditioune vum Personal koum. Och de Risk vun enger Oligopolbildung ass plazeweis ze beobachten.

An deem Kontext wéilt ech dem Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Services d'éducation et d'accueil (SEA) gëtt et aktuell insgesamt am Land?

2. Wéi vill Agremente fir en SEA goufen an de leschten 10 Joer pro Joer ausgestallt?

3. Wéi vill Prozent vun dësen Agremente goufe jeeweils un ASBLen, Gemengen a privat Betriber ausgestallt?

4. Wéi vill Agremente fir Mini-Crèchë goufen an de leschte 5 Joer pro Joer ausgestallt?

5. Wéi vill Agremente fir Dageseltere goufe säit 2017 pro Joer ausgestallt?

6. Gëtt et SEAen, déi dem System vum Chèque-service accueil net bäigetruede sinn? Falls jo: wéi een Undeel maachen dës Strukture par rapport zur Gesamtzuel aus a wéi vill dovu si jeeweils ASBLen, Gemengen oder privat Betriber?

7. D'Capacité d'accueil maximale vun engem SEA gëtt iwwert de Wee vun engem Arrêté ministériel festgehalen. Wat ass Capacité d'accueil maximale vun allen SEAen zesummegeholl – d. h. wéi vill Plaze kënnen aktuell maximal am Land ugebuede ginn?

8. Wéi vill vun dëse Plaze gi jeeweils vun engem private Betrib, enger ASBL oder enger Gemeng offréiert?

9. Wat sinn déi 6 gréisste Betriber, déi e Service d'éducation et d'accueil zu Lëtzebuerg ubidden a wéi vill Plaze kënne si jeeweils maximal ubidden (wann een all hir Strukturen am Land zesummenhëlt)?

Réponse (28/10/2025) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Aktuell gëtt et 907 aktiv Services d'éducation et d'accueil (SEA) zu Lëtzebuerg.

ad 2. Am Tableau ↑ heidrënner gesäit een, wéi vill Agrementen zanter 2019 ausgestallt goufen. Fir déi Jore virun 2019 gëtt et keng digitaliséiert Donnéeën.

ad 3. De Prozess vun der Digitaliséierung vun den Donnéeë vun den Agrementen ass 2022 ugelaf. Zanterhier sinn detailléiert Informatiounen iwwert de Gestionnaire disponibel. Fir déi viregt Jore gëllt dëst awer net, soudatt et net méiglech ass, déi Differenz tëschent Gemeng an ASBL ze maachen.

Zousätzlech gouf 2013 eng gesetzlech Ännerung agefouert, mat enger Iwwergangsphas bis Juli 2019, déi zu enger neier Bezeechnung vun den Agrementen an deene Jore gefouert huet. Doduerch kann och kee geneeë Comptage vun neien Agremente gemaach ginn. ↑

ad 4. An de leschte fënnef Joer goufe fënnef Agremente fir Mini-Crèchen ausgestallt. Zwee dovunner 2020 an déi aner dräi am Joer 2023.

ad 5. Zanter 2017 gouf pro Joer follgend Unzuel un Agrementen ausgestallt: ↑

ad 6. Et gëtt een eenzegen SEA, deen net Prestataire vum Chèque-service accueil ass; et handelt sech dobäi ëm eng Crèche vun enger ASBL. Dës Crèche huet en Agrement fir 15 Plazen (Kanner vun 0–4 Joer). Et gëtt néng Dageselteren, déi net Prestataire vum CSA sinn; dëst stellt 40 Betreiungsplazen duer.

ad 7. Op den 1. September 2025 louch d'Capacité d'accueil maximale fir SEAen, Mini-crèchen an Dageselteren (AP) bei 72.640 Plazen. Dëst ëmfaasst souwuel d'Kategorie „jeunes enfants" wéi d'Kategorie „enfants scolarisés".

ad 8. Repartitioun vun de Plazen tëschent Gemengen, ASBLen a kommerzielle Betriber zu Lëtzebuerg (ëmfaasst „jeunes enfants" an „enfants scolarisés") op den 1. September 2025: ↑

ad 9. Hei eng Opléschtung vun de sechs gréisste Bedreiwer, wat d'Unzuel vu Plazen an d'Unzuel vun SEAen op den 1. September 2025 betrëfft („jeunes enfants" an „enfants scolarisés"): ↑

i-Hub | Question **2931** (24/09/2025) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

La prestataire i-Hub a été créée en 2019 et a reçu la mission de centraliser les informations relatives au KYC (Know Your Customer) pour les sociétés soumises aux règles anti-blanchiment (AML). L'objectif est de faciliter l'échange d'informations entre les acteurs de la place financière et d'accélérer les procédures de mise en conformité avec les règles AML.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Quel est l'état d'avancement de la mission d'i-Hub ?

2) À combien s'élèvent les investissements de la part de l'État dans i-Hub ?

3) Le Gouvernement est-il d'avis qu'i-Hub offre la solution idéale pour faciliter l'échange de données entre les acteurs de la place financière ?

4) Le Gouvernement est-il au courant que d'autres solutions plus efficaces existent ?

5) Le cas échéant, le Gouvernement est-il incliné à continuer à investir dans i-Hub ?

Réponse (17/10/2025) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Dans un contexte où les enjeux financiers et opérationnels liés aux exigences réglementaires KYC ne cessent d'augmenter pour les établissements financiers, le projet i-Hub a été lancé en 2016 à l'initiative de POST Luxembourg pour fournir une réponse simple et sécurisée aux besoins de la place en misant sur la digitalisation et l'effet plateforme.

La société i-Hub s'est fixée comme ambition de renforcer la compétitivité des établissements financiers clients en mutualisant des coûts de gestion des dossiers clients et en développant des solutions digitales à la pointe pour répondre aux obligations réglementaires KYC.

En effet, les investissements réalisés dans cette infrastructure commune doivent être mis en perspective avec les coûts récurrents auxquels chaque établissement financier est confronté individuellement pour répondre aux volumétries croissantes des dossiers KYC face aux exigences réglementaires.

Il s'agit d'une initiative unique en Europe et de la référence au Luxembourg, constat confirmé par le fait que i-Hub s'est vu octroyé la confiance de cinq banques majeures de la place, aujourd'hui clientes actives de la solution et en même temps actionnaires. Créée et hébergée au Luxembourg, la plateforme i-Hub permet d'ores et déjà, pour les personnes physiques, d'accélérer le traitement des entrées en relation des clients notamment de manière digitale. i-Hub permet également de gérer l'actualisation continue de la connaissance KYC et des programmes de rectification permettant de ce fait de traiter des volumes beaucoup plus importants liés à l'évolution de la réglementation. Cela permet enfin d'améliorer l'expérience des clients en leur offrant la possibilité de partager leur dossier KYC avec les autres institutions financières adhérentes à la plateforme i-Hub dans un cadre sécurisé.

Ces développements sont une réalité pour les personnes physiques et c'est en cours de déploiement pour les professionnels, entrepreneurs et entreprises. À cela s'ajoute des travaux menés avec ses principaux clients dans le but de consolider des standards de marché en matière de KYC tant pour la révision des personnes physiques que des personnes morales.

ad 2) Tel qu'il ressort des états financiers publiés, la société a été constituée le 25 août 2016 sous forme d'une société anonyme. À relever que i-Hub n'a pas bénéficié de subventions directes de la part de l'État. Les frais de développement de la solution KYC de i-Hub tout comme les frais opérationnels sont couverts exclusivement par les apports en capital de POST Luxembourg et des quatre banques de détail actionnaires et les revenus générés avec les clients de la société.

ad 3) à 5) i-hub étant une société privée dans laquelle l'État ne détient aucune participation directe, il n'appartient pas aux ministres de se prononcer sur son évolution commerciale ou son positionnement face à d'éventuels concurrents.

Accessibilité des gares | Question **2932** (24/09/2025) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Schonn an enger parlamentarescher Fro vum Abrëll 2019 hunn ech drop higewisen, datt d'Clierfer Gare

net behënnertegerecht ausgebaut ass. Bis elo huet sech och näischt geännert an et kënnt deemno nach ëmmer dacks vir, datt z. B. Persounen, déi op de Rollstull ugewise sinn, op beschwéierlech Aart a Weis a wann iwwerhaapt genuch Leit do sinn, d'Trapen erofan eropgedroe musse ginn, fir op dat jeeweilegt Gleis ze kommen.

An där entspriechender Äntwert op meng parlamentaresch Fro schreift den deemolege Mobilitéitsminister Follgendes: „Eng uerdnungsgemäss Upassung fir Persoune mat ageschränkter Mobilitéit ass virgesi vum Gestionnaire vun der Eisebunnsinfrastruktur, mee d'Aarbechte si kuerzfristeg net geplangt wéint deene villen aneren ugefaangene Projeten. D'gesamt Personalressourcë si bis 2024 anerwäerteg agebonnen. D'CFL hunn awer trotzdeem schonn eng Machbarkeetsstudie ageleet wou d'Resultater Ufank 2020 disponibel sinn."

Leider ass et esou, datt Clierf net déi eenzeg Gare ass, déi kee behënnertegerechten Accès huet, ë. a. sinn d'Garë vun Ëlwen a Kautebaach mat där selwechter Problematik konfrontéiert.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Mobilitéitsminister:

1. Zu wéi enge Resultater ass d'Machbarkeetsstudie zur Upassung vun der Gare Clierf fir Persoune mat ageschränkter Mobilitéit komm?

2. Nodeems mir elo September 2025 schreiwen: sinn elo d'Personalressourcen disponibel, fir endlech e behënnertegerechten Accès zu der Clierfer Gare ze erméiglechen?

3. Op wéi enge Garen am Norde vum Land ass och nach kee behënnertegerechten Accès garantéiert? Wéini soll sech dat änneren a wou sinn d'Aarbechten drun?

4. Kann d'Madamm Minister landeswäit d'Garen opschlësselen, déi nach net iwwert e behënnertegerechten Accès verfügen? Am Hibléck op dat ganzt Land: Wéini soll sech dat änneren a wou sinn d'Aarbechten drun?

Réponse (15/10/2025) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen iwwer d'Accessibilitéit vun de Garë fir Persoune mat ageschränkter Mobilitéit. Déi follgend Informatioune goufe bei den CFL ugefrot.

ad 1. D'Machbarkeetsstudie huet erginn, dass d'Upassung vun der Gare Clierf fir Persoune mat ageschränkter Mobilitéit méiglech ass.

Déi geplangten Aarbechte betreffen:

– nei Verbindungen tëschent de Quaien, fir den Zougang zu deene verschiddenen Infrastrukturen ze garantéieren. Déi geplangten zwou nei Verbindunge befannen sech un den Extremitéite vun de Quaien a gi mat Trapen a Lifter equipéiert.
– d'Quaien, déi un déi verschidden Ufuerderunge vun de PMR-Virschrëften ugepasst musse ginn.
– de Bâtiment Voyageur, deen un d'Besoine vun der Clientèle ugepasst gëtt, zum Beispill duerch eng modern a konform Salle d'attente.

Zousätzlech zu dësen Upassungen un den Infrastrukture vun der Gare gëtt am Kader vum Ëmbau och de Gleisplang un déi zukünfteg Ufuerderungen ugepasst.

ad 2. Opgrond vun der grousser Unzuel u Projete gëtt et nach kee konkreeten Datum fir den Ëmbau vun der Clierfer Gare.

ad 3. Vun de 14 Garen am Norde vum Land (ab Colmar-Bierg) hunn haut schonn 9 Garë behënnertegerecht Accèsen.

Niewent Clierf hu follgend Garen haut nach kee behënnertegerechten Accès:

Colmar-Berg: Leitlinne sinn do an déi 2 Quaie si PMR-accessibel, mee net duerch de Souterrain. D'Etudë sinn amgaangen, fir hei een neien, konforme Souterrain ze bauen.

Goebelsmuehle: Just ee Quai ass accessibel. Et gëtt momentan net un engem Projet geschafft.

Kautenbach: Leitlinne sinn do an déi 2 Quaie si PMR-accessibel, mee net duerch de Souterrain. Eng Étude de faisabilité fir de kompletten Ëmbau vun der Gare ass geplangt.

Troisvierges: Leitlinne sinn do, mee just ee Quai ass accessibel. Ee Projet vun enger Mise en conformité vun der Gare ass an der Etude.

Fir all dës Garë gëtt et nach kee konkreeten Datum wéini d'Aarbechten ufänke sollen.

ad 4. Vun den 68 Garë landeswäit hunn haut scho 44 Garë behënnertegerecht Accèsen.

Niewent deenen uewen Ernimmten, si follgend Garen och net accessibel:

Bettembourg: Déi nei Passerell garantéiert ee behënnertegerechten Accès op all Quai. Leitlinnen op de Quaie feelen aktuell nach. Den Ëmbau vun der ganzer Gare soll 2029 ufänken.

Wasserbillig: Leitlinne sinn do, mee net all Quai ass PMR-accessibel. D'Aarbechte vun der Mise en conformité vun der Gare sollen 2029 ufänken.

Berchem: D'Aarbechte fir d'Mise en conformité vun der Gare sollen 2027 ufänken.

Differdange: Leitlinne sinn do. Ee Projet „Entrée en ville de Differdange" ass an der Etude. D'Mise en conformité ass ab 2027 geplangt.

Hollerich: D'Etuden, fir een neie Pôle d'échange ze bauen, sinn amgaangen. D'Aarbechte sollen 2028 ufänken.

Mertert: D'Etudë fir d'Réckelen an den Ëmbau vun der Gare sinn amgaangen. D'Aarbechte sollen 2029 ufänken.

Heisdorf: Wa Leitlinnen do sinn (geplangt fir Enn 2025), ass dës Gare 100 % accessibel.

Walferdange: D'Etudë fir den Ëmbau vun der Gare sinn amgaangen. Aarbechte sinn net geplangt.

Wecker: D'Etudë fir den Ëmbau vun der Gare sinn amgaangen. Aarbechte sinn nach net geplangt.

Munsbach: Wa Leitlinne ganz do sinn (geplangt fir Enn 2026), ass dës Gare 100 % accessibel.

Dommeldange: Etudë fir den Ëmbau vun der Gare sinn amgaangen. Aarbechte sinn nach net geplangt.

Oetrange: Leitlinne sinn do. Just ee Quai ass PMR-accessibel. Etudë sinn amgaangen. Aarbechte sinn nach net geplangt.

Niederkorn: D'Etudë fir den Ëmbau vun der Gare sinn amgaangen. Aarbechte sinn nach net geplangt.

Bertrange-Strassen: Leitlinne sinn do an déi 2 Quaie si PMR-accessibel, mee net duerch de Souterrain. Aarbechte sinn net geplangt.

Mamer: Leitlinne sinn do. Just ee Quai ass PMR-accessibel. Aarbechte sinn net geplangt.

Cruchten: Leitlinne sinn do. Just ee Quai ass PMR-accessibel. Aarbechte sinn net geplangt.

Belval-Rédange: Just ee Quai ass PMR-accessibel. Aarbechte sinn net geplangt.

Belvaux-Soleuvre: Just ee Quai ass PMR-accessibel. Aarbechte sinn net geplangt.

Rumelange: De Quai ass net PMR-accessibel. Wann ee Palier an d'bestoend Ramp integréiert gëtt ass dës Gare 100 % accessibel. Eng Etude ass geplangt.

Fir CFL bleift et en Zil, all hir Garen an e konforme PMR-Zoustand ze kréien, et ass e graduelle Prozess, un deem steeteg geschafft gëtt.

Luxembourgeois quittant le pays | Question **2933** (24/09/2025) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

An engem Zeitungsartikel vum August 2025 heescht et, datt ëmmer méi Lëtzebuerger d'Land verloossen an an d'Ausland wunne ginn. Deemno hätten 2019 2.585 Lëtzebuerger d'Land verlooss a fënnef Joer méi spéit, also 2024, wären et schonn 30 Prozent méi, also 3.361 Persounen.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Ausseminister:

1. Kann den Här Minister d'Altersstruktur opschlësele vun deene Persounen, déi eist Land – opgeschlësselt no de Joren 2019, 2020, 2021, 2022, 2023 an 2024 – verlooss hunn?

2. Kann den Här Minister och d'Altersstruktur opschlëssele vun deene Persounen – och opgeschlësselt no de Joren 2019, 2020, 2021, 2022, 2023 an 2024 – déi, nodeems se ausgewandert sinn, rëm an eist Land zeréckkomm sinn?

Réponse (21/10/2025) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

De Ministère fir Digitaliséierung huet dem Ministère fir auswäerteg Ugeleeënheeten an Aussenhandel Zuele vun den Awanderungen an Auswanderunge vu Leit mat Lëtzebuerger Nationalitéit weidergeleet.

Wéi een an de Graphiken↑ heidrënner ka feststellen, waren déi meescht Lëtzebuerger, déi an de Joren 2019, 2020, 2021, 2022, 2023 an 2024 ausgewandert sinn, tëschent 20 a 40 Joer.

Vun de Lëtzebuerger, déi an de Joren 2019, 2020, 2021, 2022, 2023 an 2024 agewandert sinn, waren déi meescht tëschent 20 an 30 Joer.

Et si keng Zuelen disponibel iwwert d'Lëtzebuerger Residenten, déi ausgewandert an duerno erëm agewandert sinn.

Frais d'agence relatifs à la conclusion d'un contrat de bail à usage d'habitation | Question **2934** (25/09/2025) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

La législation en vigueur prévoit que les frais d'agence relatifs à la conclusion d'un contrat de bail à usage d'habitation doivent être partagés à parts égales entre le locataire et le bailleur. Cette disposition vise à garantir une certaine équité et à éviter que les locataires supportent seuls des coûts importants pour accéder à un logement. Or, il m'a été signalé que certaines agences immobilières facturent des frais d'agence ainsi que d'autres frais extraordinaires (frais de visite, etc.) qui dépassent largement un mois complet de loyer, ce qui semble disproportionné. De plus, il apparaît que dans certains cas, ces frais sont imposés au locataire sans réelle transparence ni possibilité de négociation, ce qui va à l'encontre de l'esprit de la législation.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

1) Le ministère est-il au courant de ces pratiques de certaines agences immobilières qui facturent des frais d'agence dépassant largement le montant d'un mois de loyer ?

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

2) Ces pratiques sont-elles conformes à la législation actuelle, notamment en ce qui concerne le plafonnement des frais d'agence et leur répartition équitable entre bailleur et locataire ?

3) Quelles mesures le ministère envisage-t-il pour renforcer le contrôle ou encadrer plus strictement les pratiques tarifaires des agences immobilières ?

4) Le Gouvernement envisage-t-il une réforme législative pour protéger davantage les locataires contre les abus éventuels liés à la facturation des frais d'agence ?

Réponse (22/10/2025) de **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1) Le Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire est effectivement informé, par le biais de signalements individuels, que certaines agences immobilières semblent appliquer des frais d'agence ou des frais annexes dont le montant dépasse parfois un mois complet de loyer. Or, le montant maximal des frais d'agence qu'un agent immobilier pourra facturer n'est pas réglé par la loi. Par ailleurs, en ce qui concerne notamment des frais de visite et des frais d'un état des lieux, il y a lieu d'analyser au cas par cas la situation afin de pouvoir déterminer les frais d'agence réellement encourus. En effet, on ne peut pas, d'une façon générale, estimer que des frais d'agence dépassant l'équivalent d'un mois de loyer soient forcément disproportionnés.

Les frais d'agence dépendent ainsi fortement entre autres du nombre de visites qui ont été effectuées et surtout de l'envergure de l'état des lieux. Ainsi, les frais d'un état des lieux pour un studio de 30 m^2 diffèrent forcément de celles d'un appartement de 100 m^2.

ad 2) L'article 5 de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil prévoit que les frais et honoraires des agents immobiliers relatifs à la conclusion d'un bail d'habitation sont à partager par moitié entre le bailleur et le locataire.

Aucun plafonnement des frais et honoraires d'agence n'est actuellement prévu dans la loi. Toutefois, le principe de proportionnalité et la clause de bonne foi s'appliquent : les montants facturés doivent correspondre à des prestations réelles et raisonnables.

Ainsi, des frais manifestement excessifs ou non justifiés pourraient être considérés comme abusifs et être contestés devant les juridictions civiles.

ad 3) Le Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire travaille en collaboration avec la Direction de la protection des consommateurs afin de renforcer l'information du public sur ses droits en matière des honoraires et frais des agents immobiliers et de pratiques contractuelles abusives.

ad 4) Le Gouvernement ne prévoit actuellement pas de réforme législative concernant les honoraires et frais des agents immobiliers.

Sécurité et accompagnement consulaire des participants luxembourgeois à la mission humanitaire Global Sumud Flotilla | Question **2935** (25/09/2025) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Dans la nuit du 23 au 24 septembre 2025, les bateaux de la flottille auraient été attaqués par des drones, provoquant des dégâts matériels, sans toutefois faire de victimes. Des ressortissant·e·s luxembourgeois·es participent à cette mission, qui vise à acheminer une aide humanitaire vers Gaza, et dont la légitimité humanitaire a été reconnue par plusieurs États. La société civile et différents parlementaires européens ont, dans ce contexte, appelé l'Union européenne et ses États membres à assurer protection et accompagnement diplomatique pour les navires civils concernés. Or, le Luxembourg n'a, à ce jour, pas pris de position publique, alors même que ses ressortissant·e·s sont directement concerné·e·s.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

1) Quelles démarches concrètes le Gouvernement a-t-il entreprises afin d'assurer la sécurité et la protection consulaire des Luxembourgeois·es participant à la flottille Global Sumud ? Existe-t-il un dispositif d'alerte ou d'intervention prévu en cas d'escalade ou d'arrestation ?

2) Le Luxembourg est-il en contact avec d'autres États membres de l'UE dont des ressortissants participent également à cette mission, en vue d'une coordination des efforts diplomatiques et consulaires ?

3) Pour quelles raisons le Gouvernement luxembourgeois n'a-t-il pas, jusqu'à présent, exprimé de position publique face à ces attaques visant une mission à caractère humanitaire, et envisage-t-il de condamner officiellement ces actes ?

Réponse (09/10/2025) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Le Ministère des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et du Commerce extérieur (MAE) a publié le 2 octobre 2025 un communiqué ↑ exprimant clairement sa position sur la situation de la flottille Global Sumud et Thousand Madleens en route vers Gaza. Dans cette déclaration, le MAE a appelé les autorités israéliennes à garantir la sécurité de tous les participants, à respecter leur droit à la protection consulaire et à s'abstenir de recourir à la force à leur encontre.

↑ Ce symbole renvoie à une information complémentaire (hyperlien, tableau, graphique, annexe) dans la version numérique de la question parlementaire. Pour y accéder, veuillez vous rendre sur www.chd.lu et introduire le numéro de la question respective dans le champ de recherche.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: ____________________

Ech desabonéiere mech:

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: ____________________

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: ____________________ Virnumm: ____________________

Societéit/Administratioun: ____________________

Adress: ____________________ Boîte postale: ____________________

Code postal: __________ Uertschaft: ____________________ Land: ____________________

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert. Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.

La Chambre & moi

Retrouvez-nous sur **chd.lu**

Le site Internet propose une multitude d'informations sur les activités du Parlement et donne accès aux principaux documents parlementaires.

chd.lu

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE	POST LUXEMBOURG
Envois non distribuables à retourner à: L-3290 BETTEMBOURG	PORT PAYÉ PS/799